



HAL
open science

**A la rencontre de l'animal sauvage : dynamiques, usages
et enjeux du récréotourisme faunique. Une mise en
perspective franco-canadienne de trois territoires :
Bauges, Gaspésie, Nunavut**

Laine Chanteloup

► **To cite this version:**

Laine Chanteloup. A la rencontre de l'animal sauvage : dynamiques, usages et enjeux du récréotourisme faunique. Une mise en perspective franco-canadienne de trois territoires : Bauges, Gaspésie, Nunavut. Géographie. Université de Savoie, 2013. Français. NNT : . tel-00924241v1

HAL Id: tel-00924241

<https://theses.hal.science/tel-00924241v1>

Submitted on 6 Jan 2014 (v1), last revised 25 Apr 2014 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

**préparée dans le cadre d'une cotutelle entre
l'Université de Savoie et l'Université de Montréal**

Spécialité : **Géographie**

Arrêté ministériel : le 6 janvier 2005 -7 août 2006

Présentée par

Laine Chanteloup

Thèse dirigée par

Christophe GAUCHON et **Thora Martina HERRMANN**,
Codirigée par **Mélanie DUVAL-MASSALOUX**,

préparée au sein du **Laboratoire EDYTEM**

dans l'Ecole Doctorale **SISEO** de l'Université de Savoie et la faculté
des études supérieures et postdoctorales de l'Université de
Montréal

À la rencontre de l'animal sauvage : dynamiques, usages et enjeux du récréotourisme faunique.

Une mise en perspective franco-canadienne de
trois territoires : Bauges, Gaspésie, Nunavut

Thèse soutenue publiquement le **28 juin 2013**, devant le jury composé de :

Mme Béatrice COLLIGNON

Maître de Conférences, Université Paris-1, Examinatrice

M. Alain GRENIER

Professeur, Université de Québec à Montréal, Rapporteur

M. Yves POINSOT

Professeur, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Rapporteur

M. Olivier SOUBEYRAN

Professeur, Université de Grenoble, Examineur

M. Jean-François STASZAK

Professeur, Université de Genève, Examineur



REMERCIEMENTS

« *Une bonne thèse est une thèse terminée* », voilà une phrase de mon directeur de thèse Christophe Gauchon qui m'a accompagnée ces derniers mois dans les moments les plus difficiles de la rédaction. Je ne peux juger de la première partie de cette maxime, mais je suis heureuse de commencer ces remerciements en sachant que la deuxième partie est réalisée.

Je remercie tout d'abord les membres du jury qui ont accepté de relire ce travail et de participer aux discussions. J'ai l'espoir que ces échanges soient riches et porteurs de collaborations futures, un grand merci aux deux rapporteurs Y. Poinso et A. Grenier, ainsi qu'aux examinateurs B. Collignon, O. Soubeyran et J.-F. Staszack.

Ce travail de recherche a été financé par une bourse du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche obtenue grâce au soutien de J.-J. Delannoy qui a immédiatement soutenu mon projet de thèse. Merci pour cette confiance alors accordée et sans laquelle ce travail n'aurait pu voir le jour. Merci également à la région Rhône – Alpes pour la Bourse Cmira, cela a facilité mon installation et le travail de terrain outre-Atlantique. Merci également à l'Université de Montréal pour la bourse de fin d'études doctorales. Enfin, un grand merci au réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones, le réseau Dialog pour avoir soutenu financièrement le travail de terrain au Nunavut et m'avoir permis de diffuser le résultat de mes recherches lors du colloque IPY en avril 2012. Tout ces financements ont été essentiel au bon déroulement de mes travaux.

Mes plus sincères remerciements vont à mes directeurs de thèse qui m'ont épaulée tout au long de cette recherche, sans leur soutien, la panique face à l'immensité de la tâche à accomplir aurait certainement pris le dessus.

Mes remerciements vont tout d'abord à Mélanie Duval-Massaloux qui m'a accompagnée sur le terrain, sans grandes prudences parfois... Tu t'es aussi toujours montrée présente pour discuter de mes travaux, me faire des retours ou simplement parler des angoisses et des joies de la thèse. Ta rigueur et ton enthousiasme dans le travail sont de véritables sources d'inspiration et invitent à se dépasser soi-même.

Un grand merci à Christophe Gauchon dont l'ouverture d'esprit, l'humanité et les idées ont été très précieuses tout au long de la thèse et particulièrement pendant le travail de rédaction. Je te remercie également de ta présence et de ton soutien lors de mon départ au Canada, tes encouragements ont fait disparaître les angoisses du changement.

Je remercie Thora Martina Herrmann pour son accueil à l'Université de Montréal, son enthousiasme sans faille et ses encouragements. Nos discussions sur l'ethnoécologie m'ont fait découvrir un champ de recherche passionnant que j'espère à l'avenir approfondir.

Merci au laboratoire Edytem et à son équipe pour son accueil tout au long de ces années. Ces derniers mois, le laboratoire est quasiment devenu ma résidence principale, il sera difficile de se

trouver un autre cocon aussi agréable pour travailler. Je remercie particulièrement André Paillet qui m'a épaulé au moment où la fatigue et la nervosité prenaient le dessus. Merci pour ton aide et tes conseils pour les figures et la mise en page et cette scrogneugneu de table des matières. Merci également à Vincent Blanc pour son aide informatique, et à Carole Poggio et Charlotte Foray pour tout ce qui touche à l'administratif. J'ai particulièrement été une mauvaise élève en ce domaine pour les ordres de mission, merci pour votre patience. Merci également à l'équipe de doctorants, l'ambiance de travail ne serait pas aussi bonne sans la camaraderie et la bonne ambiance de l'équipe que nous formons.

Merci aux différents maîtres de conférences et professeurs avec qui j'ai pu échanger pendant mes quatre années, particulièrement avec Xavier Bernier, Nathalie Cayla, Fabien Hobléa, Lionel Laslaz, et Véronique Peyrache Gadeau.

Merci Lionel pour avoir accepté de m'épauler pour le tutorat, et d'avoir toujours été présent pour toutes questions liées à la recherche et à l'enseignement, même une veille de vacances, un vendredi après 20h le soir, tu as toujours pris le temps.

Merci, à l'équipe du département de géographie à l'université de Montréal et ses goûters du vendredi matin qui m'ont permis de rencontrer les différents membres de l'établissement. Je remercie particulièrement Marie-Jeanne avec qui nous avons beaucoup échangé sur nos travaux respectifs et Martin pour m'avoir fait découvrir Montréal, ses pubs, ses restaurants et ses parcs.

Merci à mon comité de thèse, Farid Benhammou, Béatrice Collignon, Jean-Jacques Delannoy, Lionel Laslaz, Isabelle Mauz pour le suivi de mes travaux, les remarques pertinentes et les discussions qui ont permis d'orienter cette recherche. A cette occasion, je remercie particulièrement Farid Benhammou et Béatrice Collignon qui m'ont soutenue dans leurs domaines respectifs dès mes années de master. Je n'aurai certainement pas tenté l'aventure de la recherche si je n'étais pas tombé sur vos travaux et vous avais rencontrés.

A mon arrivée au laboratoire Edytem, les premiers repas au restaurant universitaire étaient ponctués de conversations concernant le travail de terrain mené par les doctorants de l'époque. Cela parlait carottages, mesures climatologiques, observation de moraines. Le terrain était à ce moment-là pour moi une notion floue, étant donné qu'il se résumait alors à des entretiens de bureau. J'ai mis un point d'honneur à me former « au terrain du géographe », investissant pendant plusieurs semaines les lieux de mes réflexions. A cette fin, j'ai été épaulée par de nombreuses personnes qui ont facilité grandement ce travail. J'en profite pour remercier toutes les personnes rencontrées alors et le temps accordé à cette recherche, notamment de la part des chasseurs membres de la fédération de chasse et de l'association des chasseurs de grand gibier.

Dans les Bauges, merci à l'ONCFS, l'ONF et le parc naturel régional des Bauges pour leur temps et les archives fournies. Je remercie tout particulièrement Jean- François Lopez du PNR des Bauges pour avoir, dès notre première entrevue, conçu un intérêt pour ce travail et apporté son soutien en mettant à ma disposition de nombreuses documentations. Je remercie également Arnaud Jullien, Lisbeth Zechner, Thibaut Amblard et Dédé pour nos discussions, suivi de populations fauniques et parties de chasse. Merci à Anne Loison pour ses conseils et l'intérêt porté à cette

recherche. Un grand merci à Jean-Michel Jullien qui m’effrayait un peu lors de nos premières rencontres, mais dont la passion pour son métier, ses connaissances du chamois m’ont ouvert les yeux sur les beautés de la nature et son appréciation.

En Gaspésie, je remercie toute l’équipe du parc national de la Gaspésie qui ont facilité lors de deux campagnes de terrain mon travail de recherche. Un grand merci en particulier à Claude Isabel pour son accueil au parc et son soutien logistique. Je remercie également Mao, étudiant stagiaire en Biologie qui m’a emmenée à la découverte des chasseurs de la réserve faunique des Chic-Chocs et avec qui j’ai vécu plusieurs aventures liées notamment aux conditions de circulation très difficiles en raison de nombreuses chutes de neige.

Au Nunavut, je remercie l’Arctic College pour les conditions de travail idéales qui m’ont été offertes au sein de la communauté d’Arviat. Je remercie également David Pelly et l’équipe de consultant de NTI pour m’avoir permis de suivre leurs travaux et m’avoir présenté à la communauté. Merci également à Lois Locke pour son accueil, son amitié et les parties de pêche et à Guillaume Saladin D’Anglure pour avoir facilité les présentations et mon intégration auprès de nombreuses familles. Enfin merci à l’ensemble de la communauté d’Arviat qui s’est montré ouverte, accueillante et qui a partagé avec moi, un petit bout de vie.

J’en arrive à la partie des remerciements qui s’adresse aux personnes sans qui ce travail n’aurait certainement pas eu lieu ou se serait arrêté suite aux moments de doutes, d’épuisement, d’un jeu « partout mais ailleurs » pris un peu trop au sérieux. Ce travail vous doit beaucoup.

Avant tout, ma famille : mes grands parents et mes cousins. Particulièrement à Antoine et Romain avec qui j’ai partagé les affres de la thèse et de belles voies d’escalade. A ma cousine Mathilde qui est venue régulièrement me visiter pendant ces années et qui a supporté mon stress, mes rendez-vous, le terrain, mes présentations pendant nos week-end normalement « off travail » (sic).

Un grand merci à ma Titou, à mes parents et leurs conjoints dont l’amour sans borne, le soutien, la confiance m’ont donné énergie et courage à tout moment. Même si la thèse n’est pas un exercice qui vous parlait beaucoup, vous vous êtes toujours montrés attentifs, curieux et fiers, il n’y a pas de meilleur moteur pour tracer son chemin. Merci papa, lorsqu’un soir où j’étais très remontée et décidée à ne pas terminer, tu as su trouver les mots pour que je rebranche le réveil le lendemain matin. Et maman, pour cette visite catastrophe d’un vendredi matin afin de faire le point devant un jus d’abricot, ta soif de vie m’a souvent fait remonter en selle.

Merci à mon frère Kilian, qui est venu tenir compagnie à sa sœur et l’encourager sur le terrain. Ta présence m’a beaucoup aidée dans un moment où la solitude de la recherche commençait à être difficile à gérer. Malgré les ampoules aux pieds j’espère que tu as autant apprécié que moi ces sessions d’entretiens aux sommets des Bauges.

Je termine par mes amis qui ont fait de mes années de thèse une aventure riche, joyeuse, étonnante et vivante. Merci à Marie-Eve pour toutes nos discussions et promenades à Montréal.

Merci à Pierre pour avoir été mon partenaire d'escalade et de franches rigolades ma première année de thèse. Merci à Isabelle, Grégoire, Bruno, Julia pour les soirées jeux et les bières partagées. Merci à Julien pour ses visites chambériennes, je n'oublie pas que c'est avec toi que j'ai trouvé ma belle maison de montagne. Merci à Asmaa dont la force, les discussions et les messages d'encouragement ont toujours été précieux. Merci à Jean-Philippe avec qui j'ai commencé et fini la thèse, ta passion pour la recherche, tes élans d'éloquences me sont chers et je suis très contente d'avoir partagé ces dernières semaines de rédaction avec toi, où un petit rien faisait beaucoup.

Un très grand merci à Grégoire dont la gentillesse, l'humour, et l'amitié m'ont accompagnée tout au long de mes années de doctorat. Je te dois une fière chandelle pour ton accueil et ton soutien sans faille. Finalement le cru 2009 d'Edytemiens apprentis chercheurs n'était peut-être pas si mauvais J.

Merci à Melaine, avec qui j'ai découvert mon premier levé de soleil en montagne, cette beauté du ciel et des couleurs marquent l'âme à jamais. Je te dois aussi beaucoup pour tes leçons de français, sans toi je ne saurais prononcer comme il se doit « couille à man » ou « Oubaye ». C'est toujours un plaisir pour moi quand tu arrives à décoder le dictionnaire franco-laine.

Merci à Justine pour ton soutien sans borne, nos heures de discussions, et le fait de comprendre ce que le générique de Ladyhawk signifie. Je te dois beaucoup de fous rires salvateurs et de joyeux moments de folie.

Merci à Amandine qui a su se montrer toujours dynamique et pleine d'idées pour nos soirées et weekend. Nos pauses thés et nos voies d'escalade vont me manquer. Nous n'arrêterons pas tant que Mammot Cave gardera ses secrets. Ton amitié et ta sérénité m'ont beaucoup épaulée pendant ces deux dernières années.

Enfin, je souhaite tout particulièrement rendre hommage à Marie et à la famille Gardent pour m'avoir à de nombreuses reprises accueillies face à la Meije dans mes moments de doute. Marie, que ce soit sur les chemins du Queyras, en découverte de l'alpinisme, des spatules de skis de randonnées aux pieds, ton amitié, les coupures avec le travail que tu as permises, les aventures sportives vécues ensemble m'ont poussée à avancer et ont été de véritables piqûres de rappel : ce qui va marquer ces années de thèse, ce n'est pas tant la thèse, mais la vie qui l'accompagne.

RÉSUMÉ

Historiquement, les animaux sauvages représentent une ressource pour les hommes, assurant la sécurité alimentaire des sociétés locales et traditionnelles. L'exploitation touristique de la faune implique dès lors une évolution dans les modes de vie, la culture et les identités locales. L'objectif de cette recherche doctorale est d'analyser le récréotourisme faunique. Les activités récréotouristiques autour de la faune sauvage traduisent une requalification de la ressource faune, ce qui a des impacts à la fois sur les espaces humains et non-humains, les jeux de construction territoriale et sur les rapports développés à la faune sauvage. Ce travail analyse les rapports que les sociétés entretiennent avec la faune sauvage à travers les activités récréotouristiques de chasse et de vision. Ces deux formes de tourisme sont généralement opposées car le tourisme de vision est présenté comme un usage non-consomptif de la ressource alors que le tourisme de chasse est reconnu comme un usage consomptif de la ressource. Dépassant certaines idées reçues sur les pratiques de la chasse et une approche manichéenne entre ces différentes activités, il convient d'interroger les distinctions et / ou le rapport dialogique entre ces pratiques.

Afin de conduire cette recherche, le choix d'une analyse comparative a été retenu, laquelle se propose de mettre en perspective différentes études de cas en France (Bauges) et au Canada (Gaspésie et Nunavut). Ce travail comparatif permet de mieux comprendre les enjeux touristiques et territoriaux associés à la gestion de la faune sauvage et de penser la transférabilité des processus observés entre différents terrains d'études. D'un point de vue méthodologique, ce travail doctoral s'appuie sur un cadre analytique organisé autour de quatre entrées croisant des (i) aspects conceptuels, (ii) l'analyse d'archives, (iii) des méthodes d'observation ainsi que (iv) des outils d'analyse des rapports homme / faune *via* l'analyse de discours des populations touristiques.

La première partie de ce travail présente le contexte théorique de l'étude et la démarche systémique de cette recherche (chapitres 1, 2 et 3). En termes de résultats, ces présupposés méthodologiques et théoriques ont permis d'analyser comment les dynamiques du récréotourisme faunique agissent, réagissent et rétroagissent sur l'ensemble du système territorial. Ainsi, la deuxième partie interroge l'organisation socio-spatiale des activités récréotouristiques de chasse et de vision (chapitres 4 et 5). Ces différentes formes de tourisme sont analysées en prenant en compte l'implantation de ces activités au sein des territoires, les attentes touristiques de la part des visiteurs, et les effets des différentes pratiques sur les populations fauniques. La troisième et dernière partie s'intéresse à l'évolution des rapports hommes / faune sauvage dans le temps et l'espace au regard des activités récréotouristiques développées. Le chapitre 6 s'intéresse aux rapports dialectiques entre processus de patrimonialisation et les usages acceptés ou non de la ressource faunique, alors que le chapitre 7 propose une réflexion sur les rapports hommes / animaux à l'échelle de l'individu en interrogeant l'éthique de chacun dans ses usages, ses comportements et ses pratiques développés autour de la faune sauvage.

Mots clés : tourisme de vision de la faune sauvage, tourisme de chasse, systémique, patrimoine, gestion de l'environnement, éthique de l'environnement

ABSTRACT

Historically, wildlife has always been a resource for mankind by ensuring food safety to local and traditional societies. Wildlife tourism represents an evolution in the use of wildlife and affects livelihoods, culture and the local identities. The aim of this PhD research is to have a better understanding of what is wildlife tourism. This specific tourism causes a requalification of the resource, which has some impacts on human and non-human spaces, on the territorial building processes and on the relationship between men and animals. This research focuses particularly on these issues by studying wildlife viewing tourism and sport hunting tourism. These two kinds of tourism are usually in conflict because wildlife tourism is viewed as a non-consumptive tourism whereas hunting tourism is viewed as a consumptive tourism. Going beyond some common preconceptions on these different tourisms, we question the differences and/or the dialogical relationship between these practices.

To conduct this research, we chose to lead a comparative analysis putting into perspective different case studies in France and in Canada. This comparative work allows a better understanding of tourism and territorial stakes linked to wildlife tourism and it allows to reflect on the transferability of processes observed between different fieldworks. From a methodological point of view, we have defined a framework to analyse wildlife tourism. This framework is based on conceptual aspects, analysis of archives, observation methods and discourse analysis.

The first part of this work presents the theoretical context and introduces the systemic approach of this research (chapter 1, 2 and 3). These methodological and theoretical presuppositions are used to analyse how wildlife tourism dynamics act, react and retroact on the whole territorial system., The second part questions the socio-spatial organisation of wildlife viewing and hunting tourisms (chapters 4 and 5). These forms of tourisms are studied taking into account the settlement of these activities on space, the visitors' expectations and the impacts on wildlife populations. The third and last part discusses the evolution of the relationship between humans and wildlife in time and space according to the tourism activity. Chapter 6 looks at the dialectical link between heritage processes and the uses of wildlife resource that are accepted or not, whereas chapter 7 suggests a reflection on human / animal interaction at the individual level questioning the people's ethic in their use, behaviour and habits developed around wildlife.

Keywords : wildlife viewing tourism, hunting tourism, systemic, heritage, nature management, environmental ethics

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
Première partie : Approche géographique du récréotourisme faunique	13
Chapitre 1 - L'animal en géographie.....	15
Chapitre 2 - Comment penser l'articulation des ressources fauniques et récréotouristiques ?.....	41
Chapitre 3 - Méthodologie, collecte de données et mise en perspective des terrains d'études	79
Conclusion de la première partie.....	127
Deuxième partie - L'aménagement du récréotourisme faunique : organisation spatiale, motivation des visiteurs et impact des activités de chasse et de vision	131
Chapitre 4 - L'organisation du récréotourisme de chasse dans l'espace	133
Chapitre 5 - L'organisation du tourisme de nature en lien avec les animaux.....	205
Conclusion de la deuxième partie	255
Troisième partie - Le récréotourisme faunique et l'évolution des rapports hommes / animaux : les trajectoires du sauvage	259
Chapitre 6 - Les dynamiques du système récréotourisme faunique : évolution des populations, transformation de la ressource et critique des usages.....	261
Chapitre 7 - Du récréotourisme faunique aux dynamiques territoriales : entre transformation des frontières et éthiques de l'environnement.....	305
Conclusion de la troisième partie	351
CONCLUSIONS GÉNÉRALES	353
BIBLIOGRAPHIE	365
ANNEXES	399
TABLES DES ILLUSTRATIONS.....	427
TABLE DES MATIÈRES	435

ACRONYMES

ACE - Arviat Community Ecotourism
ACCA - Association communale de chasse agréée
ANCGG - Association nationale des chasseurs de grands gibiers
CDD - Contrat à durée déterminée
CITES - Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora
CNRS - Centre National de la Recherche Scientifique
Com. Pers. - Communication personnelle
CRNT - Commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire
EDYTEM - Environnements dynamiques et territoires de la montagne
ESA - Endangered Species Act
GIC - Groupement d'Intérêt cynégétique
GDR - Groupe de Recherche
GPS - Global positioning system
HTO - Hunter and trapper organization
IIBA - Inuit Impact and Benefit Agreement
IQ - Inuit Qaujimagatuqangit
LCMVF - Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
Nimby - Not in my backyard
NTI - Nunavut Tungavik Inc
PNR- Parc naturel régional
PNRM - Parc Naturel Régional du massif des Bauges
RNCFS - Réserve nationale de chasse et de faune sauvage
ONF - Office national des forêts
ONCFS - Office national de la chasse et de la faune sauvage
RNC - réserve nationale de chasse
PN - Parc national
PNM - Parc National du Mercantour
SDGC- Schéma départemental de gestion cynégétique
SIG - Système d'Information géographique
ZEC- Zone d'exploitation contrôlée
MTCF - Ministère du tourisme de la chasse et de la pêche
MNRF- Ministère des ressources naturelles et de la faune
UIPN - Union Internationale pour la protection de la nature
UICN - Union internationale pour la conservation de la nature
UNEP - United Nations Environment Programme
UNESCO - United Nations, educational, scientific and cultural organization
VTT - Vélo tout terrain
ZQF - Zone de quiétude de la faune

Introduction générale

Quelques souvenirs...

2003 :

Je regarde les photographies d'un voyage en Australie effectué alors que j'avais 7 ans avec ma maman et mon frère. Ma mère a toujours dit qu'elle nous avait emmenés au bout du monde, parce qu'un soir je lui avais demandé d'aller voir les kangourous et les koalas en chair et en os. Bien que je ne m'en rappelle pas, je suis certaine que cela s'est passé ainsi. Les animaux me fascinent depuis très longtemps. En tournant les pages de l'album, je retombe sur une photo que j'aime bien. Il s'agit d'un cliché pris à Kangourou island, où je pose avec un kangourou qui est seulement à quelques centimètres. Je suis à moitié baissée afin de me mettre à sa hauteur et penche la tête sur le côté comme si je voulais lui faire un câlin. Le kangourou regarde l'appareil, il est aussi penché. On dirait qu'il pose avec moi. Tout à coup, je regarde les choses différemment. L'animal est bien penché mais cela n'est pas pour prendre la pose, c'est pour se gratter le flanc. Pour la première fois, j'observe ce cliché différemment...

2006 :

Pour mes 20 ans, ma famille m'offre un voyage au Nunavut. Je vais passer une quinzaine de jours chez les Inuit dans une cabane de chasse sur la banquise près de la communauté de Qigtarjuag. Pendant ce séjour, je connais mes premières onglées, mon nez risque de geler pendant une sortie de motoneige, je participe à la pose d'un filet sous la glace pour attraper des phoques, mais surtout je découvre le mode de vie inuit. Ainsi, j'observe les femmes qui nettoient la peau d'un ours qui vient d'être tué, j'essaie de négocier un crâne d'ours alors que celui-ci est encore couvert de chair nue, je bois la graisse de caribou afin d'avoir bien chaud avant de sortir. Je me surprends à acquiescer lors de discussions sur la chasse à l'ours, alors que je n'ai jamais supporté l'idée de tuer un animal...

2007 :

J'effectue un échange universitaire en Alaska entre l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes et l'Université de Fairbanks en Alaska. Cette année est forte en expériences. Tout d'abord, au travers des enseignements suivis, je découvre la géographie et notamment la géographie animale. Notre professeure vient de finir sa thèse sur les savoirs traditionnels autochtones en matière de chasse à l'orignal. Elle mobilise donc de nombreuses études de cas autour des animaux. L'animal devient sujet d'études pour mieux comprendre l'espace. Cette approche est d'autant plus facile à s'approprier dans ce pays que la rencontre avec la grande faune sauvage est quasi quotidienne et peut s'analyser in situ. Ainsi, un soir à la sortie de ma résidence universitaire, je tombe sur deux orignaux en train de brouter. Surprise et complètement folle d'excitation, je cherche quelqu'un avec qui partager cette découverte. Personne aux alentours... Je finis par sortir mon appareil photo et filmer ces animaux en étant uniquement capable de formuler le mot « moose » complètement énervée par ma découverte. Or, il s'avérera que ces « moose » sont présents tout au long de l'année aux abords du campus.

L'étude de la faune dans les travaux universitaires sera également facilitée par les rencontres. En Alaska, une grande partie de la population est chasseur ou trappeur. Beaucoup d'activités tournent autour des animaux. Accueillie un soir dans la famille d'un ami, je découvre que le métier de son père est guide de chasse. Je me sens alors dépassée et novice. Depuis quand existe-t-il une industrie du tourisme de chasse ? Plus tard dans l'année, lors d'un voyage de terrain pour un cours sur la gestion des ressources naturelles, je prends avec la classe un bateau qui traverse la péninsule de Seward dans la Kenai péninsule au sud de l'Alaska. Pendant cette traversée, le bateau est entouré d'orques dont je prends des dizaines de photographies. Quand, soudain, alors que je suis en train de scruter le large, l'œil collé à l'objectif, un orque saute hors de l'eau. Je déclenche. La photo est inespérée. J'ai comme un sentiment d'accomplissement, je suis très fière, l'animal est net et bien visible. A la fin de la journée, le professeur se tourne vers la classe et demande un volontaire pour faire un compte-rendu de la journée : nous étions censés observer l'organisation de l'activité touristique. Un grand silence s'ensuit, personne n'est volontaire. Le professeur sourit, et nous rappelle à l'ordre : « Demain, vous avez intérêt à faire mieux, ce ne sont pas des vacances ». Puis il remarque que si personne n'est capable d'analyser cette sortie terrain, c'est par ce que nous avons tous été touristes. Personne ne s'est mis en position d'observation. Je repense alors à ma photo, au sentiment ressenti. Peut-être est-ce justement cela la clef de l'analyse ?

Ces souvenirs permettent de relater comment nous expliquons, *a posteriori*, notre engagement dans ce travail de thèse qui est le résultat de réflexions antérieures au début du doctorat. En ce sens, ce travail de recherche a permis de formaliser des questionnements que nous avons déjà en tête mais sur lesquels nous ne nous étions pas penchée, prise comme tout un chacun dans les méandres du quotidien. C'est pourquoi, lorsque la possibilité s'est présentée d'effectuer une recherche doctorale sur les relations hommes / animaux nous avons accepté l'aventure de la recherche. Après avoir échangé avec le laboratoire EDYTEM sur nos questionnements, nous avons dessiné ensemble un projet de recherche doctorale sur la thématique du récréotourisme faunique.

1. S'INSCRIRE DANS UN RÉSEAU DE RECHERCHE : L'APPRENTISSAGE DE LA RECHERCHE OU COMMENT TROUVER DES APPUIS POUR FORMALISER SA PENSÉE

Le laboratoire EDYTEM est un laboratoire de recherche interdisciplinaire rattaché à la fois à l'Institut National d'Ecologie et d'Environnement et à l'Institut National des Sciences Humaines et Sociales du CNRS. Ce laboratoire, structuré en trois équipes de recherche, offre un cadre de travail pertinent pour y développer des réflexions sur la géographie animale. Ces dernières s'inscrivent dans les travaux de l'équipe « Territoires de Montagne ». Cette équipe regroupe entre autres des géographes spécialisés notamment sur les espaces protégés, les questions patrimoniales, et les dynamiques territoriales des territoires de montagne.

- Travailler sur la faune en tant que ressource

Un des axes de recherche de l'équipe Territoires concerne la gestion intégrée et adaptative des ressources. Les objets de recherche investigués à l'époque de la construction de notre projet de thèse concernaient la ressource en eau, les espaces protégés et certaines formes de tourisme de montagne. La faune sauvage, ressource plurielle et donnant lieu à une diversité d'activités, n'était pas un objet géographique traité au sein du laboratoire. Son rôle (écologique, culturel, social et économique) pour les milieux de montagne est pourtant majeur. De plus, l'animal sauvage est fréquemment associé aux espaces protégés, soit par lien causal direct (création d'un espace protégé pour conserver ou rétablir une espèce), soit par lien indirect (la création d'espace protégé vise à protéger des milieux spécifiques ce qui participera *in fine* à protéger la faune (Poinsot et Saldaqui, 2012). Ce lien entre espaces protégés et espèces sauvages s'apprécie, par exemple, au regard de l'histoire des parcs nationaux. Dans les Alpes, suite à la très forte pression exercée sur le gibier de montagne et sa quasi disparition, des mesures de protection des espèces ont été promues à travers une mise en défens de l'espace : les parcs nationaux du Grand Paradis en Italie (Selmi, 2006) et du Mercantour ont été créés sur d'anciennes réserves royales instituées pour la protection du bouquetin et / ou du chamois (Laslaz, 2009a). Quant au parc national de la Vanoise, cet espace a également un historique fortement lié à la protection de ces animaux, les premiers gardes du parc ont ainsi été qualifiés de « *bergers à chamois ou à bouquetins* » (Mauz, 2002). « *Espaces et espèces se trouvent ainsi associés, le premier terme protégeant le second qui, par sa présence, justifie l'existence du premier* » (Poinsot et Saldaqui, 2012 : 2). Cette entrée par la faune sauvage venait donc compléter les travaux de l'équipe Territoires sur l'objet emblématique espace protégé. C'est pourquoi, notre volonté de recherche sur cette thématique trouva un écho favorable auprès du laboratoire. Nous avons donc élaboré un projet de recherche autour de la ressource récréotourisme faunique s'inscrivant à la croisée de nos interrogations et des préoccupations de l'équipe. La ressource faunique permet d'interroger les effets d'emboîtements spatio-temporels entre des dynamiques globales et locales et plus particulièrement d'analyser comment la valeur des ressources fauniques et les enjeux qui y sont attachés se reformulent. Les changements affectant cette ressource sont divers, liés tout autant aux changements environnementaux qu'aux transformations socio-économiques locales. L'étude du récréotourisme faunique vient donc compléter un des axes de recherche de l'équipe sur la vulnérabilité, la gestion intégrée et adaptative des ressources, tout en alimentant les réflexions sur la patrimonialisation et la complexité territoriale.

- Interroger la notion de patrimoine par l'animal

Nos questionnements sur la faune mobilisée comme ressource récréotouristique sont également venus interroger la notion de patrimoine, thématique au cœur du travail de certains membres de l'équipe investiguant les « *constructions et pratiques patrimoniales* ». Là encore, l'entrée par l'animal est heuristique et permet d'approfondir les réflexions menées sur la notion de patrimoine. Les questionnements suivants peuvent ainsi être posés : par quel processus l'animal devient-il un patrimoine naturel ? Quelle gestion adopter de ce patrimoine étant donné que ce patrimoine est

vivant et mobile ? Les liens entre développement touristique et patrimonialisation ont déjà fait l'objet de travaux au sein du laboratoire, l'entrée adoptée était alors tournée sur l'étude dialogique du tourisme et du patrimoine (Duval, 2007 ; Gauchon, 2010). Notre approche a été différente, dans le sens où nous avons placé les rapports hommes / animaux au centre de nos préoccupations et avons utilisé le tourisme et le patrimoine comme des concepts-outils permettant d'interroger notre objet d'étude.

- Développer une approche comparative

L'équipe Territoires s'attache à questionner la transférabilité des résultats obtenus sur les territoires de montagne à d'autres types de territoires (thème 3 du quinquennal 2011 - 2015 : *approche systémique des territoires*). De ce point de vue, l'étude comparative pensée entre les Alpes et les territoires arctiques apparaît pertinente compte tenu des changements importants que connaissent ces territoires aujourd'hui. Ces derniers doivent en effet s'adapter et adapter continuellement leurs ressources aux transformations de l'environnement écologique et socio-économique. Pour autant, les divergences entre ces terrains sont importantes, que ce soit sur le plan culturel (différences dans l'acceptation des relations homme / nature) ou encore socio-économique, la France s'inscrivant dans une économie de marché capitaliste alors que les Inuit vivent dans un système d'économie mixte. Aussi, un troisième terrain a été intégré, lequel pourrait être qualifié d'intermédiaire entre les deux situations extrêmes figurées par les Bauges et le territoire arctique. Au final, côté français, nous avons centré notre étude sur un massif de moyenne montagne : le massif des Bauges. Côté canadien, au terrain arctique constitué par la communauté d'Arviat, nous avons ajouté un autre terrain d'études de zone de montagne : la Gaspésie située à l'est du Québec (cf. figure 1).



Figure 1 - Localisation des terrains d'études

Les Bauges et la Gaspésie représentent deux zones géographiques appartenant à une aire culturelle similaire, au sein de laquelle le rapport ontologique à la nature et *in fine* aux animaux se fonde sur le partage entre les éléments naturels et le monde humain construit par la culture. Ces terrains d'études étaient également situés, soit en partie pour la Gaspésie, soit totalement pour les Bauges, en zone de montagne. Ils permettaient ainsi une comparaison sur des espaces géographiques pouvant se retrouver autour d'imaginaires, de perceptions et d'enjeux environnementaux et sociétaux. A ces terrains, l'étude de cas menée au Nunavut offre un éclairage pertinent pour mieux comprendre les dynamiques du récréotourisme faunique. Nous nous sommes intéressée au développement du tourisme faunique dans la communauté d'Arviat. Cette communauté, située dans un contexte socio-géographique très différent, présente des particularités intéressantes pour la comparaison. En effet, la zone arctique, compte tenu des changements écologiques et socio-économiques qu'elle connaît, se rapproche de certaines problématiques des zones de montagne. Dans le même temps, d'un point de vue culturel, les relations hommes / animaux chez les Inuit sont complètement différentes de celles du monde occidental. Cet état de fait offrait des perspectives heuristiques pour analyser les liens à la ressource et les effets culturels et socio-économiques liés à la transformation de celle-ci.

- Elargir son réseau de recherche

Le travail comparatif a donné lieu à la mise en place d'une co-tutelle avec la chaire en ethnoécologie et conservation de la biodiversité, puis avec le département de géographie à l'Université de Montréal. Cette co-tutelle a notamment facilité l'accessibilité à la fois physique et heuristique des terrains canadiens. Elle nous a également permis de compléter notre démarche en nous formant à l'ethnoécologie. L'ethnoécologie interroge la façon dont une population humaine conçoit ses rapports avec l'environnement qu'elle habite et exploite. Centrée sur l'étude des relations d'une société (de ses membres et de ses organismes) avec son milieu naturel, cette approche disciplinaire approfondit les questionnements liés aux perceptions, représentations et actions des acteurs sur leurs ressources et territoire en constantes évolutions (Herrmann et *al.*, 2010). Dans ce contexte là, notre étude du récréotourisme faunique vise à analyser l'évolution des relations de l'homme à la faune sauvage au regard des activités pratiquées, et ce dans des contextes culturels, socio-économiques et écologiques différents.

Enfin, même si le terrain du Nunavut ne constitue pas le cœur de ce manuscrit, l'appréhension des problématiques liées au développement du récréotourisme faunique au sein de cette zone géographique nous a conduite à développer notre réseau de recherche sur ce terrain, en intégrant notamment le GDR « Mutations polaires ». De plus, sur les sept colloques internationaux auxquels nous avons participé pendant la thèse, quatre portaient sur cette zone géographique. Les échanges que nous avons eus pendant ces colloques ont permis d'approfondir nos réflexions sur les enjeux auxquels doivent faire face les populations inuit aujourd'hui. La transformation du mode de vie inuit appelle à développer/ exploiter les ressources du territoire. Le tourisme s'inscrit en cela comme une activité prometteuse mais qui nécessite de nombreux ajustements. Le tourisme

faunique, s'il semble aller de soi en raison de l'importance de la faune dans la cosmologie inuit, redéfinit les rapports traditionnellement entretenus avec l'animal. Se confrontent et s'entremêlent alors différentes visions entre celles des étrangers-touristes et celles des Inuit mais également entre les générations inuit elles-mêmes. Ce manuscrit traite d'une étude de cas précise sur le sujet ; cependant, la richesse d'une telle recherche appelle à approfondir de manière continue cette problématique.

Revenir sur les conditions de la recherche et notre formation de chercheur aide à comprendre comment nous avons progressivement construit notre problématique de recherche.

2. POSITIONNEMENT DE LA RECHERCHE ET QUESTIONNEMENTS

Au début du travail de recherche, nous avons été amenée à établir une première série de questionnements liés à nos expériences personnelles en matière de tourisme faunique et aux premières lectures réalisées sur le sujet. Nos réflexions ont alors porté sur la définition d'enjeux territoriaux qui étaient à la fois liés à l'exercice des activités récréotouristiques alors que d'autres portaient sur la faune sauvage (cf.figure 2).

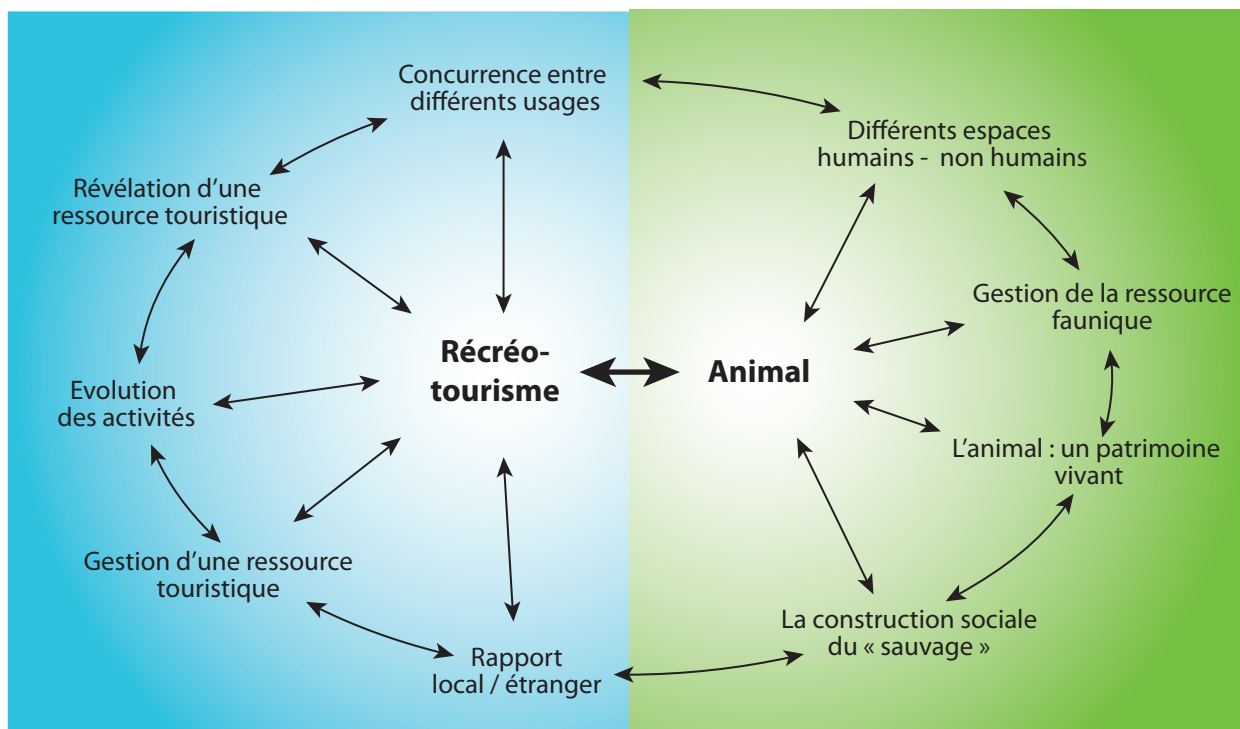


Figure 2 - Les enjeux de la problématique de recherche sur le récréotourisme faunique

Les thématiques identifiées ont constitué une base de travail, synthétisées ici sous la forme de neuf entrées principales reprenant les éléments en interaction, voire en concurrence, présentés dans la figure :

- 1/ La faune sauvage est originellement une ressource nutritive pour les populations humaines. Elle fait aujourd'hui l'objet d'une valorisation récréotouristique, ce qui participe à la transformation des pratiques développées autour des animaux.
- 2/ La mise en tourisme de la faune est issue d'un processus sociétal permettant à la ressource touristique d'être « révélée ».
- 3/ La transformation des pratiques autour des animaux, notamment sa mise en tourisme entraîne un phénomène de concurrence entre différents usages de la ressource.
- 4/ Afin de gérer cette concurrence, il est important de développer une gestion de la ressource touristique.
- 5/ Le développement d'activités touristiques pose souvent des enjeux d'intégration de l'activité et des touristes à l'échelle locale. Ce type de problème se pose-t-il dans le cadre du tourisme faunique ? Comment se traduit-il ?
- 6/ Le récréotourisme faunique interroge les différents espaces humains et non-humains, ce qui mène à des questionnements sur la manière dont ces derniers interagissent : rentrent-ils en conflit et pourquoi ?
- 7/ Afin de gérer ces interrelations entre espaces, nous avons vu dans le quatrième point que la ressource touristique était gérée ; en est-il de même pour la ressource faunique ?
- 8/ Il existe d'importantes interactions entre le patrimoine et le tourisme (Duval, 2007 ; Gauchon, 2010). La faune est souvent présentée au niveau institutionnel comme un patrimoine naturel. Dans quelle mesure la faune peut-elle être considérée comme patrimoine ? Comment la qualification de patrimoine naturel participe-t-elle à la mise en tourisme de la faune ? Quelles sont les conséquences en termes de gestion de cette reconnaissance patrimoniale ? Quels en sont les effets retours sur le plan territorial ?
- 9/ La transformation des activités autour de la faune sauvage modifie le rapport des hommes aux animaux. Dans notre étude, ce sont les liens à la faune sauvage qui sont au centre de l'attention. Quel animal sauvage apprécions-nous ? Comment le sauvage est-il défini ? Est-ce que le récréotourisme transforme son appréhension ?

Ces questionnements préalables ont alors permis de construire notre problématique de recherche qui s'intéresse aux rapports que les sociétés entretiennent avec la faune sauvage, à travers les activités récréotouristiques de chasse et de vision. Cette entrée permet d'interroger l'évolution d'une ressource, et ce en fonction des valeurs culturelles, sociales, économiques et écologiques attribuées par les acteurs. Parce que les animaux sont présents « *dans de nombreuses sphères de la vie sociale contemporaine (...)* ; [qu'] *ils y remplissent de multiples fonctions, aussi bien émotionnelles qu'instrumentales* » (Dubied et al., 2012 : 9), leur statut est ambivalent, dépendant de l'espace-temps

dans lequel ils se trouvent. Le récréotourisme autour de la faune sauvage traduit une requalification de la ressource faune, ce qui, par des effets retours, conduit à une co-évolution 1/ des liens entre les espaces humains et non-humains, 2/ des dynamiques territoriales et 3/ des rapports développés à l'animal.

Notre travail de recherche porte dès lors sur les processus qui conduisent à une évolution des rapports hommes / animaux et ce, en interrogeant (i) la notion de ressource récréotouristique faunique, (ii) les dynamiques spatiales qui lui sont liées et (iii) les jeux d'acteurs humains et non-humains.

3. ORGANISATION DU MÉMOIRE

En vue de nourrir notre propos sur l'étude du récréotourisme faunique, nous avons adopté une gradation dans l'analyse qui sera présentée en différentes parties.

La première partie de la thèse est consacrée à la construction du sujet de recherche. Un travail d'épistémologie revient sur les liens existant entre la géographie et l'animal, permettant d'inscrire notre étude et nos questionnements dans un champ de la géographie qui prend de plus en plus d'importance aujourd'hui (chapitre 1). La problématique de recherche est ensuite précisée par un travail de définition du cadre de la recherche et des concepts mobilisés (chapitre 2). La méthodologie et les terrains d'études font l'objet d'un troisième chapitre qui s'intéresse à notre pratique de la recherche.

La deuxième partie aborde le récréotourisme dans sa dimension spatiale. Elle s'attache à montrer comment s'organise le récréotourisme de chasse (chapitre 4) et de vision (chapitre 5) dans l'espace. Les aspects socio-économiques ainsi que les enjeux environnementaux liés à la mise en valeur de cette ressource sont analysés. Si l'organisation de cette partie établit une dichotomie entre les différentes activités, nous tentons de dépasser les idées reçues sur chaque pratique en interrogeant leurs effets sur le territoire.

Enfin, la troisième partie s'intéresse aux dynamiques du récréotourisme et à ses conséquences sur les relations hommes / animaux. Elle aborde les activités récréotouristiques liées à la faune sans distinguer les différents usages, et ce afin de proposer une approche transversale des pratiques développées autour de la faune. L'approche systémique permet de penser de manière interactive et rétroactive les pratiques à différentes échelles, renseignant les rapports hommes / animaux d'un point de vue sociétal (chapitre 6) et individuel (chapitre 7).

Première partie : Approche géographique du récréotourisme faunique

PREMIÈRE PARTIE - APPROCHE GÉOGRAPHIQUE DU RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE

La géographie animale devient un champ de recherche particulièrement investigué en géographie culturelle. Ce sont les géographes anglo-saxons qui ont les premiers lancés un appel au début des années 1990 afin de replacer l'animal au centre des préoccupations. Pendant longtemps la géographie française « *s'est très peu penchée sur la question de l'animal* » (Mounet, 2007 : 48). Aujourd'hui, l'implication de chercheurs sur le sujet, avec la soutenance de plusieurs thèses de géographie en lien avec l'animal depuis 2005, montre que cette thématique est également un sujet de recherche pour la géographie française (Benhammou, 2007 ; Boussin 2006 ; Delfour, 2011 ; Estebanez, 2010 ; Mounet, 2007 ; Saldaqui, en cours). Cependant, peu de travaux en langue francophone se sont pour l'instant intéressés à l'épistémologie de la géographie animale. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons tenté de mener ce travail et avons essayé de comprendre les fondements de la géographie animale en revenant sur les différents travaux s'inscrivant dans ce champ d'études. Cela permet d'expliquer la démarche adoptée pour traiter notre sujet qui est transversale à diverses thématiques de cette branche de la géographie (chapitre 1).

Les questionnements posés, nous explicitons le cadre de notre recherche afin de délimiter l'étendue du travail mais aussi d'exposer le positionnement adopté par rapport à certains concepts mobilisés. Ce chapitre établit un état de l'art sur ces concepts, ce qui permet d'ouvrir la discussion sur la définition du récréotourisme faunique (chapitre 2).

Le troisième chapitre s'intéresse à la recherche en actions. Parce que le terrain représente la genèse de la réflexion du géographe, nous procédons à une présentation problématisée de ces différents terrains d'études après avoir exposé notre démarche de collecte des données.

CHAPITRE 1 - L'ANIMAL EN GÉOGRAPHIE

Notre travail de recherche vise à s'insérer dans ce que les anglo-saxons appellent la géographie animale. Ce champ de recherche, jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, était une branche de la biogéographie. Il est réapparu une première fois dans les années 1960, puis dans les années 1990 avec le « tournant culturel ». Ce premier chapitre vise à revenir sur l'épistémologie de ce champ d'étude, afin de préciser les approches que nous allons mobiliser dans notre travail.

Dans un premier temps, l'histoire de l'appréhension de l'animal en géographie est passée en revue, sont ensuite abordées les géographies animales françaises et anglo-saxonnes contemporaines. Dans une troisième partie nous revenons sur les questionnements géographiques contemporains de la géographie animale. Enfin, l'ensemble de ce travail épistémologique permet de préciser l'approche adoptée dans cette recherche.

1. HISTORIOGRAPHIE DE L'ANIMAL EN GÉOGRAPHIE

L'animal s'inscrit difficilement dans la discipline géographique. Trois périodes peuvent être distinguées : le temps de la zoogéographie à visée naturaliste où les chercheurs s'intéressent à spatialiser la faune, cette période allant du XIX^{ème} siècle jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle ; le courant développé dans les pays anglo-saxons appelé la « cultural animal geography » des années 1960 essayant d'intégrer l'étude de l'animal à la géographie humaine. Enfin, la période contemporaine qui a débuté dans les années 1990 où l'animal fait son retour dans les études de géographie humaine et sociale connu sous le nom de « new cultural animal geography » (cf. figure I.1).

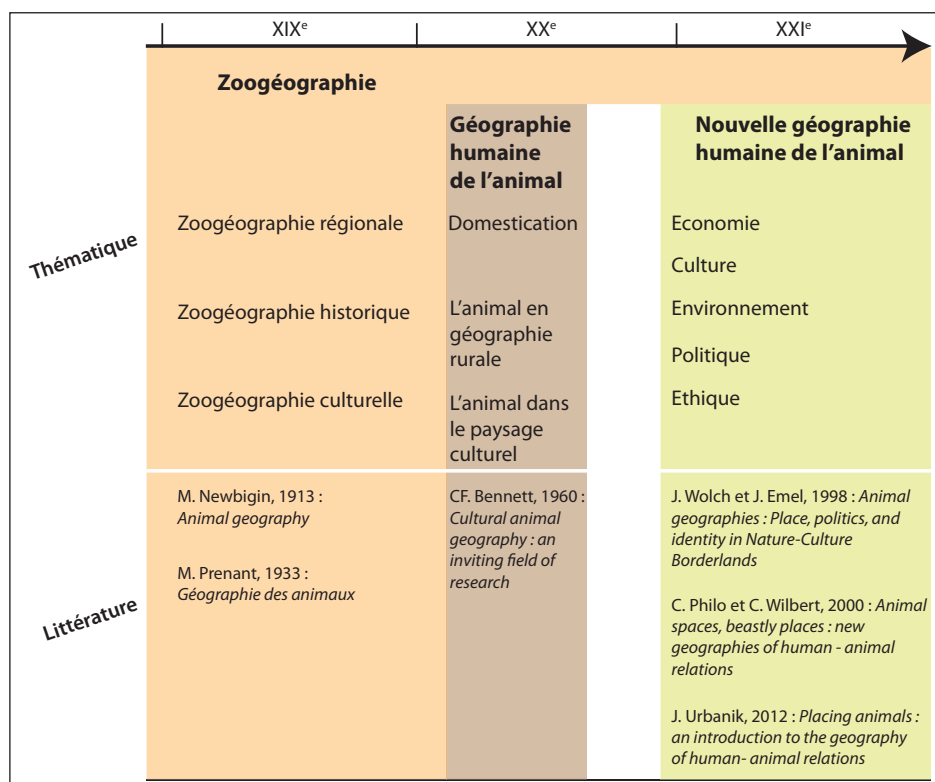


Figure I.1 - Histoire de la géographie animale

1.1. La zoogéographie

L'animal a fait son entrée dans la discipline géographique à travers la biogéographie. Cependant, contrairement à l'étude de la végétation qui a été investie à la fois par les naturalistes et les géographes, l'étude de la faune est restée pendant longtemps le domaine des biologistes. L'animal a tout d'abord été abordé à travers la zoogéographie qui s'est intéressée à établir « *des lois générales sur la distribution animale sur terre, ou à plus petite échelle, déterminer des modèles de covariations spatiales entre une espèce et un environnement* » (Wolch et al., 2003 : 185). La zoogéographie s'est construite avec l'avancée des savoirs naturalistes. Outre les écrits d'Aristote sur le milieu de vie des animaux et leur évolution face aux transformations environnementales, il faut attendre le XIX^{ème} siècle et les travaux de Sclater (1829-1913) pour voir apparaître une première géographie animale. Cet auteur analyse la distribution des oiseaux et divise le monde en six régions zoogéographiques, s'intéressant à décrire la distribution des différents groupes d'animaux. Cette zoogéographie fera référence jusque dans les années 1960 (Davies, 1961).

Assez statique, elle s'est complexifiée au cours du temps avec les travaux de C. Darwin (1809-1882) et A. R. Wallace (1823-1913), intégrant aux réflexions sur la distribution animale les théories de l'évolution : la spatialisation de la faune pouvant s'expliquer par l'histoire de l'évolution d'une espèce. S'est alors développée une zoogéographie historique qui a décrit « *les étapes successives selon lesquelles les modèles de la distribution actuelle ont été établis*¹ » (Davies, 1961). Les méthodes utilisées pour comprendre cette distribution animale passée et ainsi mieux saisir celle du présent impliquaient une analyse de la géologie de la terre et de la phylogénie des espèces (Hesse, 1937 ; Bennett Jr, 1960). Cette zoogéographie régionale et historique a ainsi dominé ce champs d'études jusqu'au début du XX^{ème} siècle.

En 1866, le naturaliste allemand Ernst Haeckel invente le terme d'écologie ; à sa suite, les termes de biocénose, biosphère, écosphère seront conceptualisés. Les réflexions menées en matière de zoogéographie s'inspireront de cette nouvelle science et une approche qualifiée d'écologique verra le jour. Celle-ci vise à comprendre l'influence environnementale sur la distribution des populations fauniques. Contrairement à la zoogéographie historique qui se focalise sur le passé pour comprendre la distribution présente, la zoogéographie écologique s'intéresse aux dynamiques actuelles, mobilisant alors la taxonomie.

Malgré les appels de certains zoologistes (Hesse, 1937) et géographes (Davies, 1961 ; Stuart, 1954), la zoogéographie n'a pas réussi à acquérir ses lettres de noblesses auprès des géographes et la biogéographie n'a pas investi l'animal comme elle l'a fait pour la végétation. Cela s'explique probablement par le fait que la biogéographie a dès l'origine été rattachée à la géographie physique (Houzard, 1992). La végétation était alors un élément pris en compte pour les études géomorphologiques. Ainsi, c'est par ce que la végétation dépend de la qualité des sols, de la topographie et qu'elle l'impacte en retour qu'elle a suscité l'intérêt des géographes. Ces derniers n'ont, en contrepartie, que peu intégré la faune sauvage à leurs recherches. Les travaux de Marion Newbigin (1869-1934) font en cela exception. L'auteure, suggérant que la géographie

¹ Traduction de "the successive stages whereby the present patterns of distribution have been established".

peut être conceptualisée comme une branche de la biologie (Maddrell, 1997), analysera la distribution spatiale de la faune et son utilisation de l'espace dans deux ouvrages de référence : Animal geography (1913) et Plant and animal geography (1936). Le géographe Hartshore (1939) s'intéressera également à la zoogéographie tout en reconnaissant que ce domaine d'étude reste original dans la discipline, dans la mesure où il requiert des connaissances, méthodes et concepts des sciences systématiques.

Dans la littérature francophone, bien que Vidal de la Blache (1903 : 224) ait fait référence à la géographie zoologique, celle-ci ne sera au final que peu mobilisée dans son œuvre, contrairement à la botanique qui semble avoir structurée sa pensée (Galochet, 2003). Seuls les travaux de Marcel Prenant avec sa Géographie des animaux de 1933 s'intéresseront à cette discipline. Cet auteur étudie notamment les dynamiques spatiales de la faune dans le temps, analysant les causes de dispersion des animaux sur différents territoires et leur adaptation à un nouvel environnement (Rabaud, 1933). Si les zoogéographes ont cherché à corréliser la distribution animale avec l'environnement en regardant l'influence des variations climatiques, des formations géologiques ou du couvert végétal sur la faune, peu prennent en compte les impacts humains. Par exemple, Marcel Prenant (1933) y fait une brève allusion reconnaissant que les aires d'extensions de certaines espèces peuvent être modifiées par l'homme, la réduction des populations animales étant parfois corrélée aux pratiques anthropiques. Dans les travaux de zoogéographie, l'animal reste un objet d'étude principalement cartographiable et à cartographier.

1.2. La « Cultural animal geography »

A partir des années 1960, les géographes font le constat que la matière principale de la zoogéographie est produite presque exclusivement par des zoologistes, paléontologistes et écologistes (Stuart, 1954 : 443). Bennett (1960) propose alors une nouvelle entrée à la géographie animale : la géographie animale culturelle. Cette approche permet d'inclure « *ces aspects de la géographie animale qui accumulent, analysent et systématisent les données relevant des interactions des animaux avec les cultures humaines* »² (Bennett, 1960 : 13). La distribution de la faune n'est plus uniquement étudiée à partir de son environnement mais intègre la dimension anthropique. Ce champ d'études ouvre de nombreuses perspectives de recherches : de l'analyse de la domestication animale aux liens entre la faune et la santé, en passant par la faune ressource permettant la fabrication d'outils, la pratique d'activités comme la chasse et la pêche (Bennett, 1970).

Les prémices de cette géographie humaine de l'animal se situaient déjà dans les travaux d'E. Reclus dans l'Homme et la Terre. Même si l'animal n'était pas au centre des réflexions de l'auteur, ce dernier effectuait des analogies entre les mondes humain et animal, l'analyse des comportements des animaux étant utilisée pour expliquer celui des sociétés (Benhammou, 2012). La géographie animale culturelle s'inspire plutôt de la géographie rurale et des réflexions sur le paysage culturel

² Traduction de "those aspects of animal geography which accumulate, analyze, and systematize data relevant to the interactions of animals and human cultures".

de l'école de Berkeley. La géographie rurale à travers l'étude de l'élevage et de la domestication (Veyret, 1951) mobilise dans ses travaux l'animal, la faune étant principalement vue comme une ressource économique en raison de sa force de travail, des aliments ou matières premières qu'elle peut apporter (JFS in Levy Lussault, 2003). Les travaux de C. Sauer (1889-1975) se sont intéressés aux impacts humains sur le paysage et ont montré que le paysage co-évoluait avec les cultures humaines. L'animal n'était pas explicitement au centre des recherches de Sauer, mais ses travaux sur la domestication et le bétail ont montré que l'animal était un élément essentiel constitutif de la culture, celui-ci étant au centre de mythes, légendes et cérémonies. Ainsi, la faune faisait partie intégrante de la démonstration de l'auteur pour expliquer le passage d'un paysage naturel à un paysage culturel. L'approche de géographie culturelle de Sauer sera perpétuée dans différents travaux sur la domestication animale et le rôle symbolique et religieux de la faune. La particularité de l'approche de la géographie animale culturelle réside dans le fait que l'animal n'est pas seulement une ressource naturelle cartographiable comme pour les zoogéographes ou une ressource économique étant simplement une unité de production étudiée par la géographie rurale mais peut être objet et sujet d'une culture.

La géographie animale disparaît cependant du paysage géographique de la fin des années 1960 au début des années 1990. Les travaux de l'école de Berkeley sont de plus en plus remis en cause en raison de la conception organique de la culture. Des approches plus socio-économiques et politiques sont alors préconisées. A cette époque, la géographie anglo-saxonne est refondée, le courant de l'analyse spatiale prônant une analyse quantitative des données et l'identification de lois générales de l'organisation spatiale se diffusent. En critique de l'analyse spatiale, la géographie radicale d'inspiration marxiste et la géographie humaniste (s'intéressant aux représentations et aux perceptions des individus) se développent. Les thématiques de travail portent alors sur la ségrégation, les effets du colonialisme, l'espace vécu... La proposition de Bennett pour le développement d'une géographie animale culturelle reste sans suite ; l'animal sort des préoccupations des géographes.

1.3. La « New cultural animal geography »

Dans les années 1990, l'arrivée des nouvelles techniques comme la télédétection et le développement des Systèmes d'Information Géographique (SIG) permet de relancer quelques travaux de zoogéographie (Baer et Butler, 2000 ; Bryan, 1997 ; Gillespie et Walter, 2001 ; Le Lay, 2002). Cependant, le renouveau s'effectue surtout au niveau de la géographie animale culturelle. Dans un article de 1995, Wolch et Emel invitent les géographes à réintroduire l'animal dans leurs travaux, dans la mesure où « *ils sont au cœur de la durabilité environnementale, de l'ordre social et économique des relations personnelles, de l'identité individuelle et des conceptions de justice et de moralité* »³ (1995 : 632).

Selon Wolch (2002), trois raisons peuvent expliquer le retour de l'animal dans les recherches géographiques. Tout d'abord, le contexte social y est favorable. Les préoccupations

³ Traduit de : "animals are central to environmental sustainability, economic and social order, personal relations and individual identity, and conceptions of justice and morality".

environnementales sont au cœur de l'actualité, les concepts de développement durable, de biodiversité ou de protection de la nature sont largement diffusés et employés dans la vie de tous les jours. Suite aux travaux publiés par P. Singer (1993), certains groupes environnementalistes radicaux émergent et rejettent la domination humaine de la planète en prônant l'antispécisme : la protection de la faune et l'éthique animale deviennent des sujets de société de plus en plus discutés (notamment les questions d'éthiques sur l'expérimentation animale). Deuxièmement, l'animal est central dans la vie économique en raison de sa place au cœur du système agro-alimentaire. Élément de production, il devient un actant politique à prendre en compte lors de catastrophes sanitaires telles que la vache folle ou la grippe aviaire. Objet du commerce, celui-ci est de plus en plus régulé à des fins de protection de la faune : la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) est signée en 1973 par près de 80 pays. En plus de cette industrie agro-alimentaire, l'animal est aussi au cœur d'une économie touristique dynamique. Certains animaux deviennent par exemple des éléments incontournables à voir lors de la visite d'un pays, ou d'une région (le kangourou d'Australie, le lion d'Afrique, l'élan au Canada, le panda en Chine...). Enfin, l'animal est présent dans de nombreuses industries (pharmaceutiques, la biotechnologie, etc...) et fait l'objet de débats philosophiques. La troisième raison pouvant expliquer l'intérêt renouvelé des géographes pour l'animal est d'ordre académique. Un courant de la géographie anglo-saxonne, le post-modernisme, émerge et offre un espace pour le développement de recherches centrées sur l'animal. Ce courant remet en cause l'existence d'un sujet universel, l'homme, et revient sur le dualisme nature/ culture du cartésianisme, ce qui ouvre de nouveaux champs de recherche pour la définition de l'homme vis-à-vis de l'animal. Côté français, si le post-modernisme n'influence pas autant les géographes français, l'animal commence également à questionner, et devient sujet de réflexions pour comprendre les relations hommes/milieu.

2. LE DÉVELOPPEMENT D'UNE GÉOGRAPHIE ANIMALE DANS LES PAYS ANGLO-SAXONS ET EN FRANCE

En France, l'intérêt de la géographie pour l'animal est tardif. Le découpage disciplinaire plus formel que dans les pays anglo-saxons a freiné la géographie à s'intéresser à ce sujet d'études, celui-ci étant jusque là réservé à la biologie. De profondes différences démarquent la géographie française de la géographie anglo-saxonne dans son intérêt pour l'animal. C. Chivallon, dans le cadre d'un travail sur la structuration des savoirs en France et dans les pays anglophones, énonçait même qu'il n'était pas possible de transposer certains discours d'une zone géographique à l'autre, citant notamment le travail précurseur de C. Philo sur « *les animaux comme catégorie sociale spatialement construite* » (1999 : 20). Aujourd'hui, la thématique de l'animal est pourtant investie par différents chercheurs. Nous revenons dans un premier temps sur la genèse de la géographie animale dans les pays anglo-saxons avant d'expliquer la posture française.

2.1. Une géographie animale anglo-saxonne

La géographie animale des années 1990 vise à « *explorer les liaisons complexes des relations spatiales entre les hommes et les animaux* »⁴ (Philo et Wolch, 1998 : 110). Cette géographie animale considère « *le mode selon lequel les réseaux sociaux modèlent l'espace et les pratiques liés à la vie des non humains, les non humains eux-mêmes pouvant avoir des subjectivités, une agentivité et des pratiques* »⁴ (Johnston, 2008 : 633).

Le mouvement post-moderniste, couplé avec la montée des woman's studies, a été moteur pour le développement des études géographiques autour de l'animal dans la géographie anglo-saxonne. Le post-modernisme se veut avant tout une critique de la modernité qui se fondait sur la rationalité, la science et les techniques pour justifier l'idée de progrès. En contrepartie, la post-modernité prône le relativisme culturel et souhaite réévaluer le discours des minorités. Il appuie ainsi le courant des woman's studies qui analyse la place des femmes et leurs approches sur des sujets variés comme le genre, la sexualité, les inégalités sociales. Issus de ces courants, les géographes s'intéressant à l'animal appellent à considérer la faune comme une minorité. Ainsi appréhendés, il est alors possible d'étudier les animaux avec les mêmes outils que ceux utilisés dans l'étude des populations humaines. L'animal est regardé comme un créateur de lieux, tout en étant imbriqué dans des réseaux de pouvoir structurés de l'extérieur (Philo, cité dans Johnston 2008). De plus, la pensée moderne avait institutionnalisé et bureaucratisé le lien à l'animal dans un cadre industriel. Les animaux étaient cachés derrière les portes de l'industrie agro-alimentaire ou celle des laboratoires de recherche. Ils étaient invisibles spatialement et moralement. La pensée post-moderne revient sur les modes de production productivistes et encourage les réflexions philosophiques sur l'être (Wolch et Emel, 1998). Ces réflexions sont complétées par l'apport des travaux de biologie, d'écologie et d'éthologie qui montrent que le comportement animal est particulièrement complexe, celui-ci se rapprochant de la complexité anthropique. Les études en génétique et clonage rendent réalistes les notions de cyborg (Haraway, 1991), rétrécissant d'autant plus les frontières entre l'homme et l'animal. La faune n'est plus alors un simple objet d'étude mais devient un actant à part entière, avec sa propre subjectivité à prendre en compte. La géographie anglo-saxonne s'est donc inspirée des travaux effectués dans différentes disciplines comme la sociologie, la philosophie ou l'anthropologie, ce qui a nourri une diversité d'approches (culturelle, urbaine, environnementale) dans les études géographiques (Emel et Urbanik, 2010).

De plus, cette géographie animale anglo-saxonne s'inscrit dans un véritable projet politique de partage de l'espace entre les différentes formes de vie sur terre : « *Notre projet politique est la création de différentes formes d'espaces partagés (...) combinant à la fois une analyse critique et l'engagement d'inclure, de se préoccuper et de démocratiser une justice globale capable de prendre en compte à la fois les hommes et les animaux* »⁵ (Wolch et Emel, 1998 : xii et xiii). Afin de renforcer leur positionnement, les géographes se sont notamment associés avec les autres

⁴ Traduction de "to consider the ways in which social and practical networks shape non human life spaces and practices , and the way in which non humans themselves might have subjectivities, agencies and practices".

⁵ Traduction de "Our political project is the création of many forms of shared space (...) combining critical analysis with a commitent to inclusive, caring and democratic campaigns for a justice capable of embracing both people and animals".

disciplines des sciences humaines et sociales et ont développé un champ disciplinaire à part entière : les « *Animal studies* ». L'ouvrage *Teaching the animals* (Demelo et al., 2010) vise à aider les membres d'universités à mettre en place au sein de leurs propres départements des programmes universitaires, voire à créer des départements à part entière de cette discipline. Dans cet élan, les géographes anglo-saxons se montrent particulièrement dynamiques dans leurs réflexions sur les animaux. Plusieurs publications, que ce soit des ouvrages (*Animal geographies* de Wolch et Emel, 1998 ; *Animal spaces beastly places* de Philo et Wilbert, 2000 ; *Placing animals* de Urbanik, 2012) ou des articles (Wolch et Emel, 1995 ; Philo, 1995 ; Philo et Wolch, 1998 ; Emel et al., 2002 ; Buller, 2013), ont ainsi dessiné le champ de cette nouvelle géographie culturelle animale. Des réseaux de recherche spécialisés se sont formés (Animal Geography Research Network en Grande Bretagne ou l'Animal Geography Specialty Group aux Etats-Unis), de même que la diffusion de revue spécialisées dans les relations Homme / animaux au sein desquels les géographes publient régulièrement (*Society & Animals*, *Anthrozoö* ou *Humanimalia*).

2.2. L'animal dans la géographie française

La géographie française reconnaît l'animal comme objet d'études pertinent pour l'analyse des relations homme / milieu et des dynamiques spatiales à partir des années 2000. Contrairement aux géographes anglo-saxons, les géographes français ne s'inscrivent ni dans les courants du post-modernisme et des woman's studies, ni dans un projet politique en faveur de la reconnaissance de la cause animale. Ils se montrent au contraire plutôt réfractaires au courant post-moderniste. La géographie française, fortement attachée au travail de terrain et à l'empirisme, appréhende difficilement le post-modernisme qui prône le relativisme culturel et scientifique. Ces géographes regardent également d'un œil critique les interprétations que le monde anglo-saxon fait des philosophies post-structuralistes. Ces philosophies, dont de nombreux auteurs sont français (Foucault, Derrida), sont en effet fortement mobilisées par le courant post-moderne géographique (cf. par ex. Laurier et Philo, 1999 ; Matless, 1992 ; Whatmore, 2002) mais leur compréhension dans le monde anglo-saxon est parfois erronée ou en décalage par rapport aux réflexions d'origine (Besse, 2004 ; Chivallon, 2004 ; Staszack, 2001). Quant aux approches féministes, celles-ci n'attirent pas l'attention des chercheurs français.

Ces derniers sont également frileux au développement d'une géographie militante pour le droit, la reconnaissance et le partage de l'espace avec les animaux. Les mouvements en faveur de la cause animale, s'ils sont présents en France, ne sont généralement pas relayés dans la sphère académique. Celle-ci a pendant longtemps été attachée au fait de ne pas s'impliquer politiquement dans le cadre de ses travaux scientifiques afin d'en préserver l'objectivité. Or, si cette tendance reste encore prédominante aujourd'hui, certains chercheurs ont montré qu'il était possible de mener un travail scientifique, tout en prenant position sur les questions sociétales (Benhammou, 2007 : 170-173).

Au final, ce sont les autres sciences humaines et sociales en France qui se sont saisies dans un premier temps de l'animal comme objet d'études. Les sociologues de l'environnement ont abordé en premier lieu la question de « la juste place » de l'animal (Mauz, 2002), tandis que les anthropologues ont analysé les politiques territoriales développées autour de la faune sauvage

(Bobbé, 2006). Les études menées sur les relations homme / faune sont souvent très proches les unes des autres, empruntant à chaque discipline des concepts et des méthodes. Eric Baratay constate ainsi qu'il « *est souvent difficile, à la lecture des travaux, de distinguer l'origine disciplinaire des auteurs et de différencier les approches* » (2010 : 13). Ainsi, la plupart des contributeurs au numéro Espaces et Sociétés (2002), consacré à la place de l'animal en géographie, ne viendront pas de la discipline. Ce numéro sera tout de même la première initiative prise par les géographes français concernant cette thématique. La cohabitation entre l'homme et l'animal dans l'espace est alors reconnue, les questionnements géographiques sont dessinés : l'animal interroge l'organisation spatiale de l'homme, ses rapports au milieu, son identité... (Staszack, 2002). Une valeur heuristique lui est reconnue dans la mesure où la faune permet de requalifier les espaces, de revisiter certains paradigmes comme la dichotomie homme/ nature. L'animal interroge également la place et la définition de certains éléments issus du milieu biophysiques humanisés par l'homme (Blanc et Cohen in Staszack, 2002 : 34). Depuis ce numéro d'Espaces et Sociétés, plusieurs thèses reprenant la thématique de la faune sauvage ont été soutenues. Certaines d'entre elles portent sur des enjeux de sociétés particulièrement médiatisés comme le retour du loup en France (Benhammou, 2007 ; Mounet 2007) ou la gestion d'animaux nuisibles (Mounet 2007 ; Delfour 2011 ; Saldaqui en cours), indiquant clairement que l'intérêt des géographes français pour la géographie animale accompagne aussi une demande sociale de terrain. L'ensemble de ces travaux aborde alors la question de l'animal sous l'angle des conflits qui peuvent émerger entre l'homme et la faune. Les réflexions sur l'animal dans la sphère universitaire se multiplient, que ce soit pour retracer les relations homme / faune dans le temps (De Planhol, 2004), pour comprendre la spatialisation de la faune (Poinsot, 2008, 2009, 2012 ; Poinsot et Saldaqui, 2009, 2012), les relations établies à l'animal (Estebanez, 2010), ou commencer à se lancer dans des développements théoriques et ontologiques (Estebanez, 2012). Ainsi, les géographes avec la montée de l'interdisciplinarité, n'hésitent plus à emprunter aux autres disciplines certains concepts pour approfondir leurs propres réflexions, se rapprochant ainsi de ce qui se fait dans les pays anglo-saxons.

Il apparaît que les géographies anglo-saxonne et française de l'animal n'ont pas la même genèse, ce qui est liée à une structuration différente des savoirs. Si les anglo-saxons ont développé une géographie animale théorique s'intéressant à construire des cadres conceptuels autour de l'animal, l'approche française est plus appliquée, s'inscrivant dans une recherche action à des fins de gestion de la faune sauvage. Cette différenciation tend cependant à se réduire en raison de l'ouverture des géographes français au corpus littéraire anglophone, comme le montre l'appel à communication de Carnets de géographie (2012) sur la géographie humanimale (Estebanez et *al.*, 2013). De plus, même si les recherches entre géographie française et géographie anglo-saxonne se sont construites à partir de différentes bases théoriques, elles ont approfondi des questionnements géographiques intrinsèques à la discipline.

3. LES QUESTIONNEMENTS GÉOGRAPHIQUES

La géographie animale est plurielle et évolue en fonction de l'entrée et de la thématique étudiée. Wolch et Emel (1998) ont découpé les études sur la faune en quatre questionnements allant d'études micro sur la définition de l'être humain et animal à des réflexions globales concernant le type de société dans laquelle l'homme souhaite évoluer (cf. figure I.2).

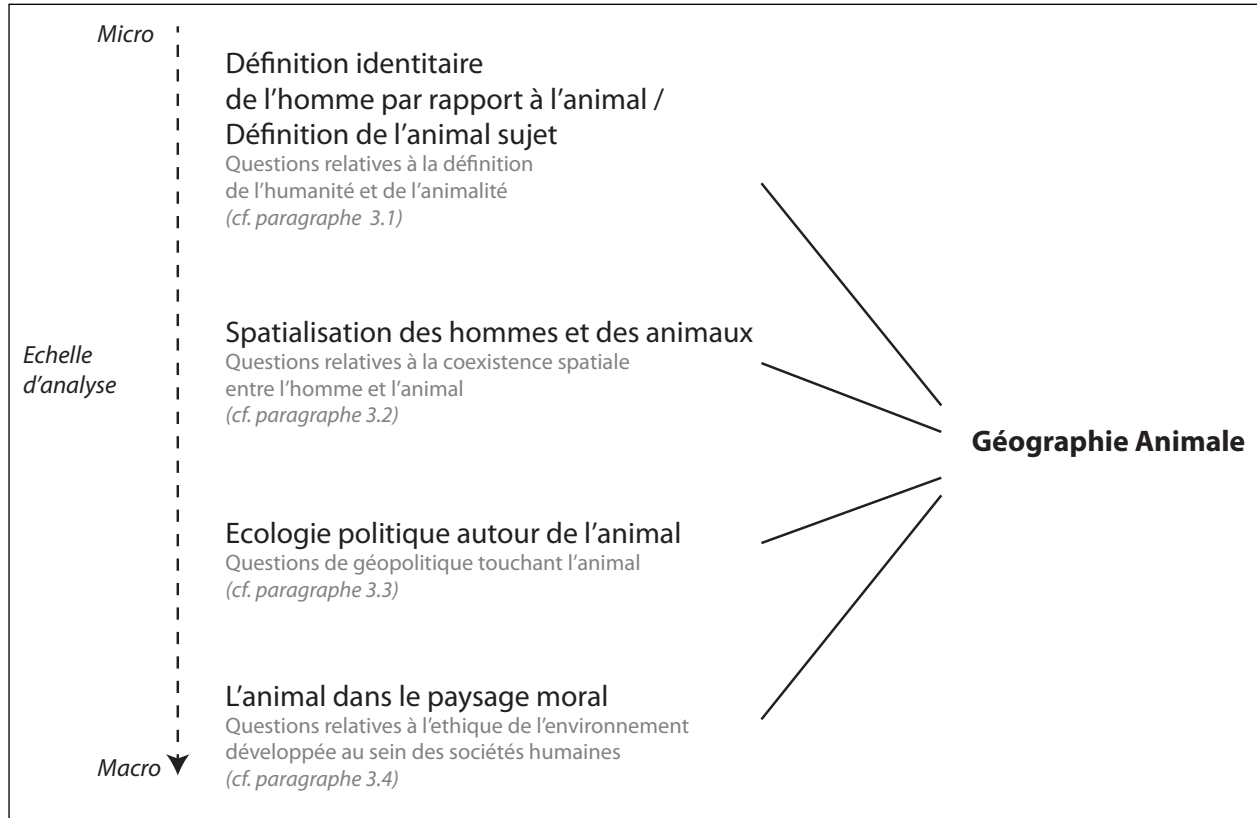


Figure I.2 - Structuration des questionnements adoptés en géographie animale (d'après Wolch et Emel, 2000 : XVI "Framework for Animal geographies")

Après une première approche diachronique de la géographie animale, nous passons à une analyse synchronique afin de préciser comment notre recherche s'inscrit au regard des différentes entrées abordées dans les travaux de géographie animale. Cette approche synchronique dépasse la division précédemment suivie entre les travaux anglo-saxons et français.

Tout d'abord, nous revenons sur les réflexions concernant la frontière hommes / animaux en tant qu'êtres au monde. Dans un deuxième temps, nous nous intéressons aux analyses menées sur la gestion des espaces humains et non humains. Une troisième partie met en lumière les recherches qui se sont concentrées sur la conceptualisation des liens existants entre animal et pouvoir. Enfin, les derniers travaux présentés concernent les questionnements éthiques de la géographie animale. La classification menée dans le cadre de cette revue de la littérature reste artificielle et vise à présenter la pluralité des recherches de ce champ d'études. Nous verrons que notre recherche a comme entrée principale les questions relatives aux espaces humains et non humains ; cependant, notre sujet d'études est transversal et nous amène à aborder certaines entrées des autres thématiques

développées ci-dessous. Les développements qui vont suivre reprennent les grandes entrées identifiées par Wolch et Emel (2000) (cf. figure I.2).

3.1. La frontière entre l'homme et l'animal : interroger l'être

Dans la pensée occidentale, l'animal a pendant longtemps été vu comme un actant, c'est-à-dire une entité « *humaine ou non humaine, dotée d'une capacité d'action* » (Lussault, in Lévy et Lussault, 2003 : 38) mais non dotée d'intentionnalité contrairement à un acteur (humain). La frontière dessinée entre l'homme et l'animal place traditionnellement l'homme comme un être supérieur aux animaux. Les travaux menés sur la dichotomie nature / culture ont réinterrogé le fait que l'homme soit le seul être doté d'une conscience et d'un raisonnement rationnel. Les études menées sur les savoirs écologiques traditionnels des populations autochtones a par exemple montré que l'animal pouvait, selon les cosmologies, être doté d'une intentionnalité, celui-ci choisissant alors de faire don de lui et de se faire tuer à la chasse.

Certains travaux de géographes ont investi ces questions, revenant sur la séparation humain / non-humain et sur les enjeux que posent l'agentivité animale.

3.1.1. Etres humains et non humains

La géographie animale s'est fortement inspirée de la sociologie des sciences. Les travaux de Callon et Latour (2006) sur la théorie de l'acteur réseau sont régulièrement mobilisés (cf. travaux de Mounet, 2007 ; Whatmore, 2002). Latour (1991) appelle à dépasser la dichotomie cartésienne entre nature et culture dans la mesure où des objets hybrides existent. Ce sont des éléments issus à la fois du monde de la nature et des faits sociaux attribués à la culture. En raison de la prolifération de ces hybrides, les réflexions basées sur cette dichotomie seraient obsolètes. Il propose alors l'adoption d'un regard symétrique entre les actants humains et non humains. Selon cette approche, les acteurs n'ont pas de caractéristiques propres mais sont déterminés par leur enrôlement dans des réseaux (Murdoch, 1997). Ce sont ces réseaux qui donnent ou non une capacité autonome et une subjectivité aux différents actants. Sarah Whatmore (2002) continue cette réflexion et développe une géographie hybride. Elle adopte l'approche symétrique énoncée par Latour refusant les dualismes traditionnels entre nature/ culture, humain/ non humain. Sa « géographie hybride » vise à comprendre les configurations relationnelles entre les êtres organiques, la technologie, les codes discursifs qui évoluent dans l'espace-temps en fonction de la rencontre avec d'autres réseaux... L'appréhension des hybrides n'est en cela jamais exhaustive dans la mesure où ils sont toujours en train de se former/ reformer. Elle s'intéresse à la formation de ces derniers et tente de repenser à la fois leurs multiples spatialités et l'éthique qui leur est attachée. Par exemple, deux études de cas, l'une portant sur les jeux d'arènes romaines et l'autre sur la reconnaissance des caïmans comme espèce protégée par la Convention CITES, montrent comment le caractère sauvage des animaux en présence est en fait fortement imbriqué et en partie construit socialement. Le sauvage ne peut alors pas s'extérioriser du monde humain. Ces hybrides ont une multiplicité d'espace-temps qui ne peut pas se traduire au travers d'études menées par une géographie classique mobilisant

des concepts tels que le global/local ou le dedans/dehors (Fourault et Milhaud, 2004 : 190). S. Whatmore passe alors par une déconstruction de ces objets d'études et une reconstruction de ceux-ci et des réseaux dans lesquels ils sont imbriqués. Dans un autre exemple, l'auteur analyse la spatialité multidimensionnelle et simultanée des relations homme/ animal dans une étude portant sur l'éléphant. Elle montre que les différentes spatialités de l'animal participent à la création de l'espace social dans lequel l'espèce évolue. Trois spatialités sont étudiées : (1) la spatialité virtuelle, des bases de données sur l'éléphant étant gérées à l'aide des nouvelles technologies, (2) l'animal en lui-même, sa présence et les contacts que celui-ci a avec l'humain et (3) l'habitat biologique de l'espèce, milieu offrant la vie et étant vécu à la fois par l'homme et l'éléphant (Whatmore, 2002 : 35-57).

Les analyses partant de la théorie de l'acteur réseau sont toutefois critiquées. Pour certains auteurs, la notion d'hybridité nie les différences et les singularités des différents éléments qu'ils soient humains ou non-humains (Castree, 2003 cité in Johnston 2008 : 639). Johnston revient également sur l'approche adoptée par Whatmore qui se focalise sur les relations entre le langage, l'éthique et les êtres vivants. Selon elle, s'intéresser aux schèmes communicationnels autour des animaux fait sortir l'animal de l'étude, « *conceptualisant ainsi la notion de non humain alors que celui-ci est une fois de plus qualitativement absent* »⁶ (2008 : 639). Dans ce travail, nous nous sommes inspirée des théories de l'acteur-réseau afin de comprendre dans quels réseaux les animaux sauvages du récréotourisme étaient imbriqués et les conséquences que cela pouvait avoir. Nous avons notamment mobilisé les réflexions développées autour de l'hybridité pour réfléchir à la qualification du sauvage (cf. chapitre 7). Cependant, nous ne revendiquons pas descendre du courant théorique de l'acteur réseau car notre travail, même s'il s'en inspire, reste loin d'une approche symétrique entre humains et non humains. En effet, si nous avions mis en œuvre une telle approche, nous aurions travaillé avec des éthologues et approfondi le travail avec les biologistes afin de mieux prendre en compte l'animal. Nous verrons que les méthodes utilisées dans le cadre de notre recherche donnent une priorité à l'humain (cf. chapitre 3).

3.1.2. L'agentivité de la faune

Les réflexions tirées de la théorie de l'acteur réseau visent à gommer les distinctions entre humains et non humains. Cette dichotomie dépassée, certains chercheurs se sont alors interrogés sur l'intentionnalité animale : la faune peut-elle choisir intentionnellement l'espace dans lequel elle évolue ? Philo et Wilbert (2000 : 14), empruntant aux réflexions de Cresswell (1996) les notions de « transgression » et de « résistance », se sont penchés sur cette question. La transgression géographique renvoie à un comportement qui ne correspond pas à ce qui est attendu dans un espace précis. Ainsi, un animal peut transgresser l'espace que l'homme lui a attribué. L'étude de C. Mounet (2008) sur les loups et les sangliers analyse ces enjeux. Elle montre par exemple que selon les acteurs considérés, le loup et le sanglier transgressent l'espace qui leur est donné. Dans

⁶ Traduction de "once again we are left with a politics of the nonhuman in which the nonhuman is qualitatively absent".

l'espace productif des éleveurs et agriculteurs, le loup et le sanglier représentent alors des nuisibles à éliminer car ils viennent à l'encontre des activités productives. L'ordonnement du monde de ces acteurs attribue ainsi une juste place à l'animal sauvage, celle-ci se situant en dehors des espaces de travail (idem, p. 295). Ces travaux sur la transgression d'un espace par la faune sauvage sont à compléter par les réflexions concernant une transgression intentionnelle de l'animal ; celle-ci devient alors une résistance à l'ordre établi. Cette notion de l'intentionnalité interroge l'agentivité animal, l'agentivité étant « *la capacité à prendre des décisions de manière autonome* » (Estebanez, 2012). Philo (2000) met cependant en garde contre les dérives possibles vers l'anthropomorphisme. En effet, si l'animal dispose d'une agentivité, il est pour l'instant délicat de savoir ce que veut la faune. Quels sont ses sentiments ? Que voit-elle de son point de vue ? Pour se rapprocher au plus de la vie de l'animal, Johnston (2008) invite les géographes à développer « *une géographie de l'habiter* ». Ils doivent revoir leurs méthodes de travail et s'inspirer des anthropologues ou des ethnologues pour être « actifs » dans le monde animal. En vivant dans l'habitat de l'espèce, cela permet à l'homme de mieux l'observer et la comprendre. Ce type de méthodologie enrichit l'analyse de la spatialité animale par une compréhension sensible de son milieu de vie.

En réponse à Philo, Wilbert (2000 : 249- 250) souligne qu'il n'est pas nécessaire de verser dans l'anthropomorphisme pour imaginer que la faune dispose d'une agentivité. Dans la mesure où l'homme n'est pas capable de mesurer (si cela se mesure) ou de connaître le degré de conscience des animaux, il n'est pas nécessaire selon lui de reconnaître à la faune une agentivité intentionnelle et réflexive. L'auteur reprend en cela la pensée de l'anthropologue Ingold concernant la conscience et la pensée animale. Selon Ingold, l'animal peut agir intentionnellement par conscience pratique sans pour autant être réflexif sur ses actions. Ce qui sépare les humains des non humains est cette capacité réflexive des hommes à pouvoir mettre en discours leurs actes. Wilbert utilise l'exemple du zoo pour illustrer cette idée. Il explique que lorsqu'un animal s'échappe d'un zoo, celui-ci n'agit pas en conceptualisant et dessinant des plans. En s'échappant, il transgresse la place que l'homme lui a attribué montrant par là-même sa résistance à l'ordonnement humain. L'agentivité peut également être issue d'une situation relationnelle. Wilbert s'appuie ici sur les travaux de Pickering concernant les expériences scientifiques. Celles-ci sont menées dans un but, un ensemble d'actions étant mis en œuvre pour la réalisation de cet objectif. Or dans le processus de l'expérience scientifique, certaines résistances peuvent apparaître, qu'elles soient matérielles (le manque de connaissances et de savoirs), ou liées à des réactions non prévues d'éléments naturels comme celles des animaux. Dans cet exemple, la « résistance » animale non intentionnelle au bon déroulement d'une expérience scientifique permet de modeler, transformer et adapter l'activité de l'homme ; elle se trouve alors à l'intersection de l'agentivité humaine et non humaine.

Si nos travaux ne traitent pas spécifiquement de la question de l'agentivité animale, nous mobilisons la notion de « transgression » pour analyser les perceptions qu'ont les hommes de l'espace et du comportement animal. L'étude de ce dernier sert alors de base de réflexions pour caractériser le sauvage.

3.2. La gestion des espaces humains et animaux

La géographie animale vise à comprendre l'agencement spatial entre les activités anthropiques et la faune. Certains travaux étudient la gestion de cet agencement tendant à rationaliser l'utilisation de l'espace de l'homme et de l'animal. Il est possible de distinguer différents types de recherche s'inscrivant dans cette catégorie. Les travaux portant sur la connaissance des interactions spatiales hommes / animaux combinent les méthodologies et questionnements de la biogéographie et de la géographie humaine. D'autres études s'intéressent spécifiquement aux conflits spatiaux existants entre homme et faune sauvage. Enfin, une analyse que nous qualifions de « ressourciste » étudie la durabilité des formes d'utilisation de la faune sauvage. C'est alors la faune comme ressource qui est au centre de l'analyse.

3.2.1. Mieux connaître les spatialités homme / faune sauvage

Les hommes et les animaux évoluent dans des espaces communs. Les animaux sont souvent associés à différents espaces : les animaux de compagnie à la ville, le bétail à la campagne, les animaux sauvages aux espaces naturels (Philo et Wilbert, 2000). Les chercheurs se sont intéressés à documenter sur des bases scientifiques quels étaient les espaces occupés par chacun. Afin de définir les différentes spatialités entre humains et non humains, voir si celles-ci se confondaient, s'excluaient, s'intégraient, les travaux ont compilé des analyses de zoogéographie et la géographie humaine (Clergeau et *al.*, 2006). Ces travaux confrontent ainsi l'espace occupé par chacun. La thèse de L. Boussin (2006) porte par exemple sur la distribution des populations de chevreuil. Il a collecté diverses données permettant de dessiner à la fois l'anthroposystème correspondant aux activités humaines et le système écologique du chevreuil spatialisant la présence et la densité de l'espèce. Ces différentes données ont ensuite été combinées dans un SIG afin de voir comment s'organisent les activités anthropiques face à la population animale. Au final, l'auteur reconnaît que si l'animal sauvage est attaché à un milieu écologique qui lui est propre, il reste adaptable aux modifications anthropiques. L'homme, par son emprise sur le territoire, détermine la qualité des espaces sauvages et construit par la même « un animal sauvage culturel ». Ces travaux mêlant biogéographie et géographie humaine se rapprochent fortement de ce qui peut se faire en biologie de la conservation. Ainsi, une étude visant à modéliser le milieu écologique, la présence des espèces et les constructions anthropiques dans l'espace a été menée dans la ville de Rennes afin de comprendre les interactions homme/ espace/ espèce pour le goéland argenté, le renard roux et l'étourneau sansonnet. La compréhension du fonctionnement des milieux anthropiques et écologiques à travers le SIG était un moyen d'aider la métropole à mieux gérer ces espèces (Le Lay, 2002). Certains géographes utilisent d'autres méthodes que les SIG pour coupler analyse du milieu de vie animal et celui de l'homme. J. P. Raynal (2009) à travers une étude paysagère, combinée à l'analyse des densités de populations, montre une correspondance entre le taux de boisement, le taux de morcellement de l'espace agricole et l'implantation qualitative de populations de sangliers.

Une partie de notre travail s'est concentrée sur la caractérisation des spatialités humaines et non humaines, sur leurs interrelations et leurs conflits (cf. chapitres 4 et 5). Contrairement aux travaux

présentés ci-dessus dont le but était de définir l'espace animal en mobilisant la biogéographie et le travail de terrain, notre étude s'est concentrée sur l'analyse de discours des acteurs humains et sur leurs perceptions et représentations des différentes spatialités (cf. chapitre 3). Tout comme S. Chanvallon (2013) qui a étudié les lieux de rencontre entre les hommes et les cétacés, notre travail s'intéresse à ces espaces « d'entre deux », où l'homme et l'animal se découvrent, se recherchent et se fuient.

3.2.2. *Gérer les conflits entre l'homme et l'animal*

Les analyses portent aussi sur la gestion des conflits concernant le partage de l'espace entre humains et non humains (Benhammou, 2007 ; Delfour, 2011 ; Guillerme et *al.*, 2009 ; Manceron et Roué, 2009 ; Mounet, 2007 ; Saldaqui, 2010). Différentes approches de ces conflits sont alors préconisées par les géographes. Des analyses partent des configurations mentales humaines dessinant un certain ordonnancement des espaces et des espèces. Par exemple, l'analyse des espèces considérées comme nuisibles a donné lieu à différents travaux. C. Mounet (2007) reprend les travaux d'I. Mauz (2002) et s'intéresse à la manière dont les acteurs appréhendent l'animal, distinguant l'existence de différents mondes entre un imaginaire sauvage / naturel face à un imaginaire domestique / artificiel (2007). La polarisation des positions entre ces mondes laisse apparaître un espace conflictuel. La résolution des conflits est possible à condition d'adopter une double approche globale et locale. Celle-ci permet de prendre en compte les spécificités territoriales à l'intérieur d'un cadre commun (Mounet, 2006). Les travaux de J. Delfour (2011) sur la gestion des petits carnivores nuisibles ont montré comment un ordonnancement des espèces était lié au construit historique et social. Ce construit donne lieu à un positionnement politique déterminant pour l'émergence, le déroulement et éventuellement la résolution des conflits liés à la faune (Benhammou, 2007).

Des approches plus pratiques traitent également des problèmes que peuvent poser les interactions de l'homme avec l'animal. Ce qui est alors au centre de l'analyse est la gestion territoriale mise en œuvre pour restreindre l'espace attribué aux grands ongulés par exemple (Poinsot et Saldaqui, 2009). A partir d'une analyse démographique des populations animales, le système des espaces protégés empêchant toute chasse est par exemple remis en cause (Poinsot et Saldaqui, 2012). La mise sous cloche de la nature, liée au statut de parc national, est dans les faits non réalisable étant donné que les animaux ne s'arrêtent pas aux frontières « virtuelles » du parc. La concentration de la faune au sein du parc en raison de l'effet réserve de celui-ci peut participer à la dégradation des éléments naturels qui avaient engendré à l'origine les mesures de protection.

Notons ici que la plupart des travaux de recherches doctorales menée en France s'inscrivant dans la géographie animale aborde l'animal par l'entrée des conflits. Notre travail se démarque de cette approche étant donné que nous traitons des rapports hommes / animaux par le biais des pratiques récréotouristiques, les conflits n'étant qu'une entrée secondaire.

3.2.3. Améliorer la gestion d'une ressource faunique

Dans d'autres approches, la faune est considérée comme une ressource vivante dont l'utilisation peut entraîner sa destruction. De nombreuses études sont alors mises en œuvre à des fins de gestion de la ressource permettant d'assurer la durabilité de celle-ci. Elles portent sur les différentes utilisations mises en œuvre autour de l'animal. Par exemple, les actions visant à restaurer la faune par des projets d'introductions / réintroductions d'animaux peuvent être au cœur de l'analyse. Les auteurs s'intéressent aux racines culturelles, économiques, politique de telles actions (Benhammou et Coquet, 2008 ; Giazzi et *al.*, 2006). D'autres études se concentrent plutôt sur les pratiques développées autour de l'animal. Celles-ci peuvent être en lien avec des animaux domestiques comme par exemple les études concernant les modes d'élevage (Yarwood et Evans, 2000) et les modes de production industrielle. Les questionnements portent alors sur le type d'animaux consommés, ceux-ci pouvant être modelés selon les besoins quantitatifs et/ ou qualitatifs. B. Mansfield (2011) montre par exemple que l'aquaculture est amenée à produire des poissons élevés à l'aide de produits chimiques afin de répondre à une demande spécifique : obtenir une quantité supérieure pour un prix toujours plus bas. Des analyses multi-échelles sont également lancées pour comprendre le développement de l'industrie agro-alimentaire et les impacts de celle-ci sur les animaux (Ufkes, 1998), les emplois (Holloway, 2001) et les territoires (Furuset, 1997).

Les pratiques autour de la faune sauvage sont également étudiées dans le cadre de la géographie animale. Les travaux concernant la chasse sont multiples (Mounet, 2007 ; Roulet, 2004). P.A. Roulet (2004) analyse par exemple le rôle de la chasse sportive dans les programmes de gestion participative de la faune sauvage en Afrique Centrale, soutenant notamment que cette activité s'inscrit souvent mieux au sein du contexte local que d'autres activités exogènes tel que le tourisme d'observation. Ce dernier a donné lieu à des réflexions concernant la qualité « écotouristique » du voyage. L'analyse de K. Neves (2010) sur l'industrie touristique développée autour de l'observation des baleines insiste par exemple sur la pollution sonore sous-marine trop peu prise en compte par le tourisme ou encore le stress pouvant être créé par le grand nombre de bateaux lancés à la poursuite des animaux. Alors qu'il est régulièrement avancé que l'industrie touristique participe à la conservation de la faune dans la mesure où elle crée une relation entre l'homme et l'animal, elle peut également s'avérer destructrice. La gestion du tourisme et celle de la faune sont alors deux exercices concomitants afin de limiter les impacts négatifs de chacun. La présentation des travaux sur la faune ressource touristique est approfondie dans le chapitre suivant étant donné que c'est par cette entrée que nous abordons la géographie animale. Nous définirons alors le cadre d'analyse choisi en fonction des travaux qui ont déjà été menés sur le sujet (cf. chapitre 2).

3.3. Appréhender les relations de pouvoir de l'homme sur l'animal

Un thème récurrent dans les travaux en géographie animale concerne les relations de pouvoir existantes entre l'homme et l'animal. Ce thème est sous-jacent dans l'ensemble des travaux réfléchissant à la gestion des différentes spatialités humaine et animale, dans la mesure où c'est

parce qu'une relation de pouvoir s'instaure entre l'homme et l'animal que des territoires sont attribués et/ ou occupés par chacun.

C. Philo (1995) appelle les géographes à transposer certains concepts clés de la géographie sociale dans le cadre de la géographie animale. Ainsi, afin d'appréhender les relations entre l'homme et l'animal et comprendre comment s'organisent les uns par rapport aux autres, il étudie la faune comme une minorité ethnique. L'analyse des discours sur l'animal, l'historique des relations aux animaux est alors centrale pour comprendre la place laissée aux animaux dans les sociétés et mieux appréhender le rejet de certaines espèces ou pratiques.

Les travaux de F. Benhammou (2007) placent les relations de pouvoir au centre de sa géographie des grands prédateurs en France. Cet auteur montre comment le retour de ces animaux est instrumentalisé par les différents acteurs afin de servir leurs intérêts respectifs. Ainsi, le monde agricole se sert du loup pour regagner une médiatisation dans la sphère politique et faire valoir l'importance de l'élevage pour la conservation d'une montagne vivante et anthropisée. Le retour du loup et la réintroduction de l'ours matérialisent les peurs de la disparition d'une ruralité qui se ferait au profit d'une société urbaine aux valeurs environnementalistes détachées des réalités des territoires ruraux. En se prononçant sur un sujet d'actualité touchant la sensibilité du public, les hommes politiques mobilisent en contre-partie les grands prédateurs pour renforcer leur électorat.

La thèse de J. Estebanez interroge quant à elle la notion de pouvoir à travers une étude sur les zoos. Pour cet auteur, le zoo est un dispositif spatial, c'est un « *système qui rend concrets, efficaces mais discrets un pouvoir et des normes en les inscrivant matériellement en un lieu bien précis* » (2010 : 174). Le zoo donne en effet une vision du monde ; il propose un ordonnancement et une présentation des pays à travers la faune exposée mais aussi des décors utilisés et de leur agencement global. Les zoos donnent une vision de l'exotisme et des continents orientés à partir d'un centre (européen ou nord américain) qui reste peu visible en représentation dans la mesure où il est le quotidien des principaux visiteurs. Ces réflexions rejoignent les travaux d'Anderson (1998) menés sur le même objet d'études. Pour cet auteur, le zoo est défini comme le lieu où « *le matériel brut de la nature est embarqué dans une représentation emblématique incarnant la capacité humaine d'ordre et de contrôle* ». Le zoo est « *le domaine conçu par l'imagination humaine pour la consommation humaine* » (Anderson, 1998 : 31, 45 in Urbanik, 2012 : 90).

Les études analysant les modes d'élevage peuvent également interroger l'impact de la domination humaine sur l'animal. Les travaux de L. Holloway et *al.* (2009) mobilisant le concept de biopouvoir de M. Foucault s'inscrivent dans cette lignée. Considérant que ceux qui détiennent le pouvoir ont le contrôle à la fois sur ce qui peut naître et mourir mais aussi sur la manière de vivre, l'auteur analyse l'utilisation de nouvelles technologies dans une exploitation de vaches laitières. L'ensemble du système permettant de traire et de nourrir les vaches est robotisé, ce qui limite tout contact entre l'homme et l'animal. Ce système uniforme n'est cependant pas adapté à certaines vaches qui montreront alors plus de réticences à se faire traire. Cela conduit les fermiers à adapter leur troupeau aux machines dans lesquelles ils ont investi, participant à l'établissement d'un être animal conforme à la technologie humaine. De tels processus amènent à réinterroger l'éthique des relations existantes entre l'homme et la faune.

Notre étude s'intéresse aux relations politiques qui se dessinent autour de l'animal, notamment lors d'un changement de statut d'une espèce. Le statut est en effet important à prendre en compte dans le cadre du récréotourisme faunique car celui-ci peut déterminer le type de pratiques qui sera mis en œuvre par la suite. Les débats pour une protection renforcée d'un animal sont donc intéressants à analyser pour connaître la position des différents acteurs sur les pratiques de chasse par exemple (cf. chapitre 6). De plus, en ce qui concerne les spatialités humaines et non humaines, il est utile d'étudier le rapport de force que dessine le récréotourisme faunique entre l'homme et l'animal afin de mieux appréhender la relation que les hommes souhaitent développer avec l'animal sauvage (cf. chapitre 7).

3.4. L'éthique et la morale en géographie animale

La géographie est intrinsèquement éthique dans la mesure où les valeurs morales sous-tendent les activités développées sur les territoires, les relations entre les hommes entre eux et entre les hommes et la nature (Lynn, 1998). Aussi, les géographes s'intéressent de plus en plus aux liens existants entre géographie et éthique (Ghorrra-Gobin, 2011 ; Proctor, 1998). La géographie animale n'échappe pas à cette tendance et offre même une entrée privilégiée aux chercheurs pour réinterroger l'éthique des relations entre l'homme et la nature. Afin de réintroduire une analyse de l'éthique dans les travaux géographiques, Lynn a développé le concept de géoéthique. La géoéthique est un modèle de pensée visant à replacer aux centres des réflexions sur la morale l'importance du contexte géographique. En effet, c'est-à-partir du contexte dans lequel s'inscrivent les actions que celles-ci seront jugées justes/ injustes, bonnes ou mauvaises : « *le traitement des animaux dans un type d'espace et de situation sera jugé non éthique dans d'autres espaces, par exemple les traitements réservés à la faune sont radicalement différents entre l'industrie agro-alimentaire et les zoos* » (Jones, 2000 : 273). Lynn propose un cadre de réflexions pour repenser les relations des hommes aux animaux. Il énonce des principes permettant de guider les conduites que l'homme doit adopter dans ses relations à l'environnement. Tout d'abord, il appelle à reconnaître des valeurs morales à l'homme mais aussi aux animaux et aux différents éléments de la nature, le tout étant constitutif d'un « paysage moral ». Il souhaite une considération égale pour le bien-être de toutes les créatures affectées par les actions anthropiques. En cas de conflits entre l'homme et les animaux, comme par exemple avec les prédateurs, il énonce que différentes alternatives sont à envisager pour gérer au mieux ces relations conflictuelles. Si aucune solution ne se dessine, alors un compromis spatial entre les hommes et les animaux est à trouver. Enfin, toutes les activités anthropiques sont à organiser en tenant compte de l'intégrité physique et environnementale globale de la planète. C'est parce que la terre forme une communauté géographique que le poids de chaque société est à analyser en fonction de leur impact global. Les réflexions de O. Jones (2000) continuent celles engagées par Lynn sur la géoéthique. Il part de la philosophie de Lévinas considérant que toutes les relations sont éthiquement chargées, et propose une géographie éthique des relations entre les humains et les non humains. Il montre que l'éthique dans les relations homme / animal détermine l'ordonnement des hommes envers la faune, les valeurs morales

étant régulièrement mobilisées pour justifier une « juste place » de l'animal, celles-ci pouvant varier au cours du temps et de l'espace.

Les relations à l'animal sont également étudiées par Lorimer (2007) qui s'est intéressé à identifier les éléments qui déterminent les « sensibilités éthiques » (Bennett, 2001) de l'homme envers les animaux. Cet auteur focalise son attention sur ce qu'il appelle « *le charisme non humain* »⁷. Celui-ci peut être défini comme « *les propriétés distinctes attribuées aux entités non humaines ou le processus qui détermine les perceptions et l'évaluation des hommes envers ces entités. Le charisme émerge de relations de paramètres de différentes technologies favorisant, mais aussi étant corporellement contraint, les corps humains, vivant dans différents contextes* »⁸ (Lorimer, 2007 : 915). Les relations entre l'homme et l'animal font apparaître différentes formes de charisme animal lié à son écologie, son esthétique ou à l'affectif. Selon Lorimer, le charisme animal sous-tend les politiques de protection de la faune sauvage mises en œuvre. Dans le cadre de cette recherche, nous reprenons cette notion de charisme non humain pour distinguer la faune qui est au centre de notre étude ; cette notion est donc approfondie au chapitre suivant (cf. chapitre 2).

D. Lulka (2004) analyse les politiques de gestion de la faune développées dans le parc national du Yellowstone envers le bison d'Amérique. Il montre que les politiques adoptées découlent d'une certaine appréhension de la faune sauvage. La génétique des populations animales, de même que leur démographie, sont les principaux éléments pris en compte dans la gestion animale et viennent justifier et légitimer les structures spatiales d'exclusion et de contrôle mises en œuvre pour restreindre les bisons à un zonage particulier. Or, cet auteur critique cette gestion qui ne correspond pas aux bisons eux-mêmes dans la mesure où cette espèce est fortement mobile. Il appelle donc à appréhender l'animal de manière à mieux le prendre en compte : identifier ce qu'il veut et comment il vit. En proposant un nouveau regard sur la manière d'appréhender les relations homme / faune, les politiques de gestion seraient bien différentes et ne tenteraient pas d'assujettir l'animal au vouloir de l'homme mais accompagneraient son existence. Concernant la gestion des relations entre l'homme et l'animal en ville, J. Wolch (1998) propose une théorie urbaine trans-espèce et dessine une zoopolis. Elle appelle à reconsidérer la place de l'animal en milieu urbain afin que l'homme et l'animal vivent conjointement. L'animal, son point de vue et sa relation avec l'humain, seraient pris en compte dans le développement urbain afin que l'homme ne vive plus séparé de la faune.

Enfin, les géographes s'intéressent à l'éthique à travers la mobilisation de la notion de « paysage moral » déjà utilisée par Lynn. Proctor (1998) par exemple, analyse un conflit environnemental entre les écologistes et l'industrie forestière autour de la reconnaissance de la chouette tachetée comme espèce en danger. Il montre comment l'idéologie développée par les deux parties en conflit transforme l'habitat animal en paysage moral. Ce paysage moral dépend de différentes valeurs et visions de la nature pour justifier les actions et pratiques développées. Ainsi, deux visions de la forêt sont exposées. L'industrie forestière fonde son discours sur des valeurs anthropocentriques.

⁷ Traduction de « *nonhuman charisma* »

⁸ Traduction de « *the distinguishing properties of a non-human entity or process that determine its perception by humans and its subsequent evaluation. (...) It emerges in relation to the parameters of different technologically enabled, but still corporeally constrained, human bodies, inhabiting different contexts.* »

Elle soutient l'existence d'un territoire humanisé où la forêt peut offrir à la fois une protection environnementale et une source économique pour le bien-être des hommes. La position écologiste est plus partagée. Les discours sont construits à la fois sur des valeurs anthropocentrées, la forêt étant vue comme un lieu de développement pour les activités récréotouristiques, complétée par un point de vue plus écocentré prônant l'importance et le respect de la vie animale. Matless (1994, 2000) travaille également ce concept de paysage moral en s'intéressant aux différentes manières d'entrer en relation avec l'animal. Ces relations passent par des acteurs, des pratiques, des objets qui sont particuliers et qui déterminent quel paysage moral se construit dans le temps et l'espace. Ces réflexions sur le paysage moral ont beaucoup inspiré nos réflexions sur le récréotourisme faunique. Suivant l'analyse de Proctor, nous avons essayé de déterminer l'idéologie qui sous-tendait les pratiques récréotouristiques afin de mieux comprendre comment l'homme se positionnait face à la faune sauvage (cf. chapitre 7).

La diversité d'entrée et d'analyse de la géographie animale montre que l'étude des relations homme / faune est aujourd'hui fortement investie par les géographes et les sciences humaines en général (Dubied et *al.*, 2012 ; Gouabault et Burton-Jeangros, 2010). Au regard de la littérature sur la géographie animale, notre problématique de départ tendait à approfondir les questionnements sur l'agencement spatial entre les activités anthropiques et la faune sauvage à travers l'analyse « ressourciste » du récréotourisme faunique (cf. infra 3.2.3). Si c'est l'objet central de notre travail, notre recherche s'est avérée dans le même temps, transversale aux différentes thématiques abordées en géographie animale. Ainsi, l'analyse du récréotourisme faunique a servi à mettre en avant (i) les variables objectives expliquant l'évolution des pratiques autour des ressources fauniques, et à interroger à la fois (ii) l'organisation sociale et territoriale développées autour de la ressource récréotourisme faunique, et (iii) ses effets retour sur les dynamiques territoriales liés notamment à l'évolution des rapports hommes / animaux. A travers ces questionnements, il apparaît que l'étude du récréotourisme, en plus d'approfondir l'axe de recherche sur la gestion des espaces humains et non humains interroge aussi les autres axes de la géographie animale (cf. figure I.3).

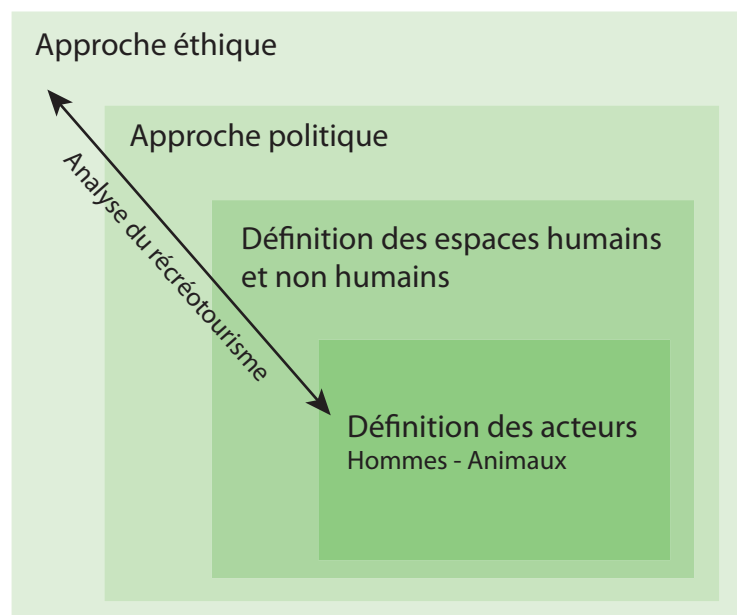


Figure I.3 - Approche transversale de notre travail de recherche

En effet, la compréhension des dynamiques territoriales liées au récréotourisme faunique ne peut pas faire l'économie de l'appréhension des relations de pouvoir de l'homme sur l'animal dans la mesure où l'ordonnement des animaux par les hommes est à l'origine du récréotourisme faunique. C'est parce qu'une espèce sera perçue comme vulnérable, nuisible ou dangereuse et imbriquée comme telle dans un réseau de politiques que certaines pratiques seront autorisées ou interdites et qu'une gestion spécifique de la faune sauvage sera mise en œuvre. Ce sont les jeux d'acteurs qui vont déterminer la gestion adoptée, les politiques menées et *in fine* définir la construction culturelle de l'animal.

L'animal est également redéfini par le récréotourisme faunique. Celui-ci, en jouant sur les espaces humains et non humains, fait varier la frontière symbolique entre ces deux entités et réinterroge par exemple la définition du sauvage (cf. infra 3.1). Enfin, le récréotourisme a été analysé au regard de l'éthique portée par les différents pratiquants et ce afin de comprendre le pourquoi du récréotourisme faunique (cf. chapitre 7).

Maintenant que nous avons vu dans quels axes de recherche notre étude s'inscrivait, nous revenons sur la construction des questionnements afin d'établir les objectifs de ce travail doctoral.

4. LES OBJECTIFS DE RECHERCHE ET LE CADRE DE TRAVAIL

Les relations hommes-animaux ne sont pas nouvelles, A. Dubied *et al.* (2012) parlent « *d'une vieille histoire dans des habits neufs* ». En effet, les peuples de chasseurs – cueilleurs trouvaient dans la faune sauvage une source de nourriture pour survivre. Les sociétés se sont peu à peu sédentarisées réussissant à domestiquer certains animaux. Aujourd'hui, dans la société occidentale, le contact quotidien à l'animal passe par les animaux de compagnie qui deviennent des membres à part entière de la famille. L'animal ressource alimentaire s'est transformé et, tel que le remarque Mullin « *les consommateurs ne sont pas enclins à penser aux animaux qu'ils mangent... les gens mangent de la viande et non des animaux* »⁹ (1999 : 210). Les liens à la faune sauvage semblent se distendre dans la mesure où un nombre croissant de la population quitte les campagnes, qui sont les espaces proches des espaces naturels au sein desquels est traditionnellement attachée la faune sauvage. En milieu urbain, si une faune sauvage reste bien présente, elle est souvent invisible et non voulue (souris, rats, blattes ou punaise de lit sont délibérément exclus de tout contact). La rencontre avec la grande faune sauvage est en contrepartie souvent recherchée, le lien à ces animaux passant principalement par une rencontre virtuelle, au travers de magazines, de documentaires, de films. Elle peut également être organisée au sein d'espaces structurés à cet effet comme les zoos ou les cirques. Certains hommes gardent une relation privilégiée à la faune sauvage en allant directement à sa rencontre, dans son milieu de vie, sur un territoire perçu alors comme le « territoire animal ». Ce territoire animal, s'il a une réalité physique comme le soulignent les travaux d'éthologie et d'écologie, est aussi une construction sociale et culturelle de la part des hommes qui attribuent à

⁹ Traduction de “*consumers are not inclined to give much thought to the animals they eat ... people eat meat not animals*”.

la faune un espace sauvage en opposition à l'espace anthropisé. Territoire idéal, sa matérialisation reste floue et évolutive. Elle diffère selon les acteurs concernés, les représentations associées à une espèce et son milieu de vie, et les activités pratiquées par les individus. Au niveau des activités par exemple, si pendant longtemps c'est l'action de chasse qui permettait aux hommes de rencontrer l'animal, elle a aujourd'hui évolué se déclinant en différentes pratiques telles la chasse sportive ou la chasse photographique. La chasse photographique vient notamment répondre à la montée de nouvelles sensibilités liées à l'évolution des rapports homme / nature. Cette évolution des pratiques s'effectue dans un contexte socio-économique, culturel, environnemental particulier et impacte celui-ci en retour.

Notre travail de recherche vise à **interroger les processus qui conduisent à la mise en œuvre de différentes pratiques récréotouristiques liées à la faune sauvage et à comprendre en quoi cela transforme les espaces sauvages et anthropiques.**

4.1. Une analyse des espaces humains et non-humains

L'étude des relations homme / animal questionne la juxtaposition, l'emboîtement, l'intégration de différents espaces.

En écologie, on parle d'habitat pour exprimer le lieu de vie d'un animal. L'habitat peut être défini comme « *la partie de l'hyperespace, défini par les variables environnementales d'une aire donnée, occupée par un organisme* (Whittaker et al., 1973) » à différentes échelles spatiales. L'habitat d'une espèce réfère à l'aire de distribution de celle-ci, au domaine vital d'un individu, ou à certains îlots du domaine vital appelés « patchs » en anglais. Le domaine vital est « *l'expression spatiale de comportements des animaux dans l'optique de survivre et de se reproduire* (Burt, 1943) »¹⁰ (Börger et al., 2008 : 638). Ce domaine vital dépend d'interactions entre les caractéristiques de chaque population, de l'état des individus et de l'environnement extérieur. Il « *lie les déplacements des animaux à la distribution des ressources nécessaires à leur survie et reproduction* » (Börger et al., 2008 : 643). Le domaine vital d'un individu peut changer dans le temps en raison d'une dispersion de la natalité. Le domaine vital ne doit pas être confondu avec la notion de territoire animal, toujours au sens où l'emploi l'écologie. Le territoire animal intègre une notion de « *défense, de publicité ou de réaction à l'intrusion d'un congénère* »¹¹. On parle alors d'animaux territoriaux lorsque « *les individus montrent spatialement des comportements agressifs, une défense agressive de l'espace contenant des ressources limitées. Les principales caractéristiques du territoire animal recoupent un espace donné, la présence d'une défense territoriale (...), et une utilisation exclusive de ce territoire par ces occupants.* »¹² (Börger et al., 2008 : 638). Un animal a donc généralement un territoire particulier (même si certaines espèces comme les serpents n'en ont pas).

¹⁰ Traduit de "the spatial expression of behaviours animals, perform to survive and reproduce".

¹¹ Traduction de "defence or advertisement or reaction to intrusion by neighbouring individuals".

¹² Traduction de "individuals exhibit spatially oriented aggressive behaviour; aggressive defence of a space containing limiting resources. The essential characteristics of a territory are a fixed area, presence of territorial defence (...), exclusive use of the territory by its holder".

Celui-ci est marqué et défendu à l'encontre d'autres congénères de la même espèce, seuls le sexe opposé est accepté en période de reproduction. L'éthologie distingue différents îlots d'habitation pour un même animal (espace d'alimentation, de reproduction et de sommeil), ceux-ci pouvant se confondre selon les espèces.

Au sens géographique, appliqué aux humains, le territoire passe par une appropriation de l'espace regroupant l'espace social et l'espace vécu (Di Méo, 1998). L'espace social est le lieu des rapports sociaux et spatiaux, l'espace vécu est un espace subjectif au sein duquel l'individu va établir un rapport spécifique à son environnement physique. Il englobe à la fois « *l'espace de vie, et l'espace représenté* » (Gumuchian, 1991 : 68). Le territoire, tel qu'il est défini par les géographes, est donc un espace d'identité comportant des traits physiques, culturels et socio-économiques. Il est pluriel et intègre quatre attributs : une dimension organisationnelle, spatiale, fonctionnelle et symbolique (Bourdeau, 2003). La notion de territoire se définit donc par rapport aux valeurs sociales d'un groupe qui vont se fonder sur des enjeux à la fois politiques, socio-économiques, idéologiques et culturels (Gumuchian, 1991). En ce sens, le terme de territoire semble réservé aux humains, car il implique un facteur cognitif qu'*a priori* les animaux ne partagent pas (Staszak, 2005), bien que, comme nous l'avons vu précédemment, cette question de l'agentivité de la faune commence à être de plus en plus débattue. Ce territoire cognitif et matérialisé dans l'espace à travers la mise en place d'infrastructures est au cœur de notre réflexion. Nous nous sommes concentrée sur la manière dont les hommes parlaient du territoire anthropique et faunique, dont ils les géraient, les juxtaposaient, les intégraient d'un point de vue symbolique et matériel. Les représentations seules ne peuvent expliquer la géographicit   d'un espace et c'est à travers les pratiques que les significations des lieux prennent aussi leur sens : « *Pratiquer les lieux, c'est en faire l'expérience, c'est déployer, en actes, un faire qui a une certaine signification ; on se focalise alors fondamentalement sur les man  res dont les individus font avec les lieux. C'est l'étude des man  res de pratiquer les lieux géographiques qui semble être porteuse de l'intelligibilité de la spatialité des individus* » (Stock, 2004 : 6). Dans ce travail, nous appliquons ces réflexions à **l'étude des espaces naturels pensés comme sauvages qui sont construits mais aussi investis par les hommes au travers de leurs pratiques autour de la faune sauvage**. De plus, un même lieu peut avoir de multiples significations et permettre différentes pratiques, lesquelles entraîneront différentes interprétations du lieu. Comprendre cette diversité permet de saisir les sens donnés au lieu constitutif de l'identité territoriale. Il apparaît alors important de mettre en œuvre une double analyse : d'un côté, **de regarder comment la qualité d'un lieu participe au choix de la mise en œuvre de pratiques au sein d'un espace donné**, d'un autre côté de **questionner comment les pratiques participent à la construction du lieu et *in fine* du territoire**.

4.2. Une analyse centrée sur les processus autour de la faune comme ressource récréotouristique

L'analyse des rapports hommes / animaux d'un point de vue spatial et territorial se concentre notamment sur les processus géographiques liés à l'évolution des pratiques anthropiques autour de la faune. Un processus se définit comme « *l'ensemble d'activités disposées dans le temps selon une suite logique* » (Brunet et al., 1992 : 402). Brunet et al. (1992) explique que l'analyse des processus va d'une simple description historique à la compréhension de la logique opératoire d'un système. Aussi, ce travail vise à comprendre la logique opératoire du système récréotouristique liée à la faune sauvage.

1/ L'entrée touristique nous semble, en effet, particulièrement féconde pour observer différentes interactions hommes – animaux, dans la mesure où les espaces touristiques sont révélateurs des valeurs et modes de pensées à la fois des touristes et de ceux qui les habitent.

2/ L'étude réalisée vise donc à mieux comprendre **le phénomène touristique en lien avec la faune, en termes d'organisation territoriale, de motivations des différents acteurs, et de manière de penser l'activité dans ses liens à l'espace** (Héritier in Arnould et Glon (dir), 2005).

Afin de construire cette approche, nous nous sommes appuyée sur les réflexions menées sur la notion de ressource territoriale. La ressource territoriale est issue d'un processus relationnel entre un objet et un système de production. Elle est en cela un méta-système, dans la mesure où elle va combiner deux systèmes préalablement existants qui sont le système de l'objet (élément possiblement exploitable) et le système de production (lieu où est identifié et mis en œuvre la ressource) (Colletis et Pecqueur, 2005). Cette approche s'intéresse spécifiquement aux processus permettant à la ressource d'apparaître, de se « révéler ». Appliquée à notre objet d'étude, le récréotourisme faunique, cela revient à analyser à la fois les pratiques développées autour de l'animal et le « système de production », c'est-à-dire le contexte global dans lequel ces pratiques apparaissent. Afin de mener à bien notre analyse, nous avons ainsi adopté une approche systémique de la notion de ressource (cf. figure I.4).

Historiquement, cette notion est fortement connotée à une approche économique et utilitaire des éléments naturels. Une ressource regroupe des « *éléments pour lesquels les êtres humains ont les connaissances et technologie pour les utiliser et qui procurent les biens et services désirés* » (Johnston et al., 2000). Selon cette définition, une ressource est un facteur de production, qui est utilisé par l'homme, celui-ci faisant « re-surgir » une valeur « utilité » à un bien. Zimmerman (1951, cité in Johnston et al. 2000) soulignait que « *les ressources ne sont pas, elles deviennent* »¹³. Les éléments naturels et de ce fait la faune sauvage, sont dans cette perspective, appréciés en fonction de leur utilité. Les espèces, si elles sont utiles à l'homme, c'est-à-dire qu'elles lui apportent des aménités, sont considérées comme des ressources : elles entrent dans un processus de production (chasse, élevage...) et sont exploitées afin de pouvoir en tirer des biens (nourriture, vêtements,

¹³ Traduction de “resources are not, they become”.

armes...). Les autres animaux, ceux qui n'offrent pas d'aménités identifiables, ou de rentabilités à court terme, sont souvent ignorés, voire considérés comme « nuisibles ». C. Mounet (2004) distingue ces animaux comme étant des « contre - ressource ». Elle s'appuie sur l'exemple du loup, pour montrer que cet animal est considéré par les éleveurs comme tel dans la mesure où la présence du loup ne leur est d'aucune utilité (« *A quoi ça sert le loup ?* »). Qui plus est, cet animal les « dessert » par leur prédation sur les troupeaux de moutons.

Or, si le mot indique bien une appropriation d'un élément naturel par l'homme pour répondre à certains de ses besoins, nous souhaitons montrer que la définition d'une ressource ne dépend pas simplement des lois du marché de l'offre et de la demande. La faune, appréhendée comme ressource, est un objet complexe d'analyse composé « *d'un ensemble de processus qui, dans les domaines politiques économiques, sociaux et [environnementaux] conduisent d'une part, à une démultiplication et une imbrication des espaces de référence, et d'autre part, à une différenciation des temporalités et des territorialités en fonction desquelles les pratiques sociales et spatiales sont vécues et structurées* » (d'après la définition de la complexité territoriale de Debarbieux et Vanier, 2002 : 14). L'analyse porte dès lors sur la manière dont **les acteurs s'organisent et se coordonnent dans un ensemble de relations socio-économiques, politiques et culturelles dépassant l'échelle locale**. Il apparaît alors important de prendre en compte le cadre géopolitique construit par les hommes pour réguler la faune et son habitat (cf. figure I.4).

Au final, nous verrons que les choix politiques venant réguler les relations des hommes à l'animal, de même que les pratiques développées sur le territoire pour accéder à « l'espace sauvage », sont des marqueurs de l'éthique territoriale qu'une société souhaite mettre en œuvre.

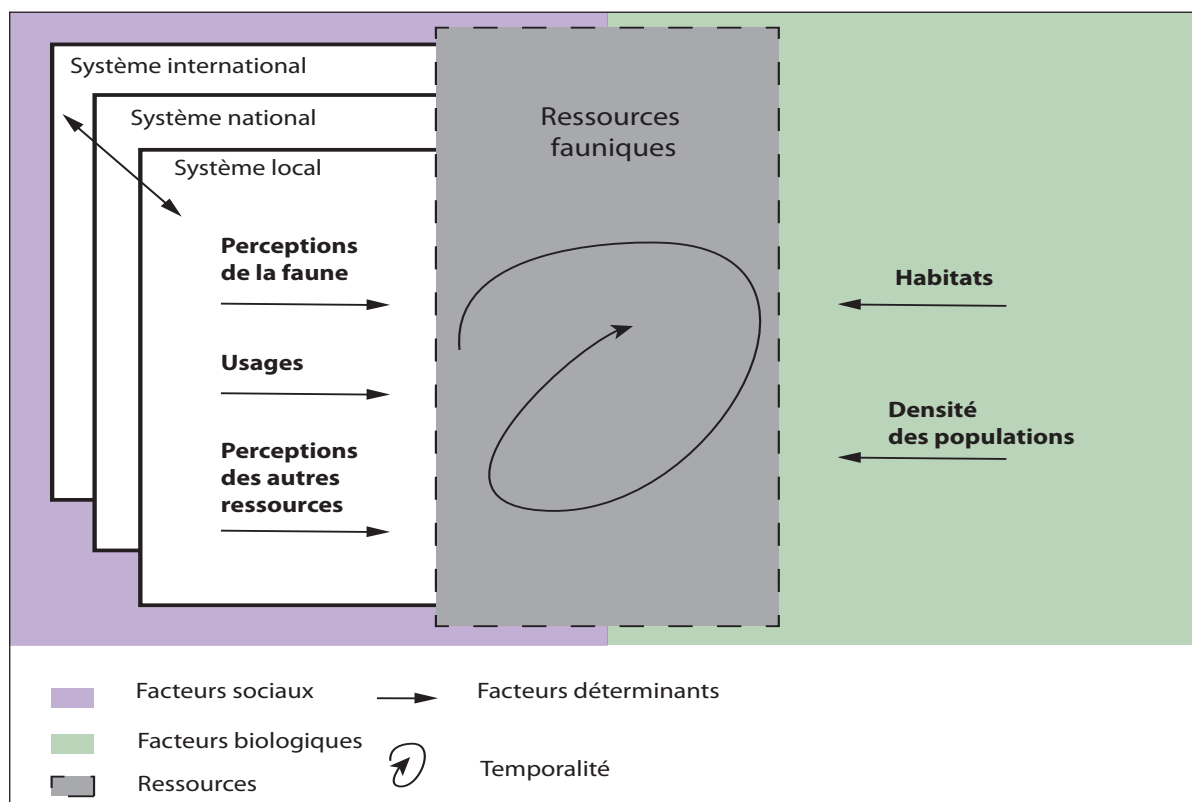


Figure I.4 : Analyse systémique de la notion de ressource faunique

4.3. Une analyse des relations à la faune

L'étude des relations hommes / animaux ne se résume pas à une analyse territoriale. Les animaux sont socialement définis car ils sont représentés et imaginés. Cette recherche participe, sous l'angle des activités récréotouristiques, à répondre aux questionnements posés par Annick Dubied et *al.* (2012 : 12) sur la manière dont « **les animaux participent aux représentations, comment ils y résistent, comment ils les transgressent, comment ils déstabilisent les catégories** [pensées par l'humain] ». Nous nous concentrerons sur l'animal sauvage avec lequel l'homme cherche à rentrer en interaction. L'animal « *n'est plus la frontière « sauvage » infranchissable qu'il a pu représenter naguère dans les sociétés occidentales(...). Il devient depuis quelques décennies un auxiliaire précieux dont la valeur s'inscrit dans cette jonction qui s'opère entre l'animalité et l'humanité* » (Cosson, 2007 : 73). Comprendre les valeurs attachées à l'animal revient à interroger l'éthique de chacun envers la faune sauvage, permettant *in fine* de mieux comprendre comment l'homme s'inscrit dans son environnement.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

Nous avons vu tout au long de ce chapitre que l'animal est « *bon à penser* ». Si les géographes ont mis du temps à se saisir de cet objet de recherche, la discipline est aujourd'hui particulièrement dynamique dans la mise en œuvre de ce que les anglo-saxons ont appelé une géographie culturelle de la faune. Notre travail s'inscrit dans cet élan. Si nous restons attaché à l'approche française tant dans les concepts utilisés (études des dynamiques territoriales) que par l'importance accordée au travail de terrain avec une entrée empirique (cf. chapitre 3), la géographie anglo-saxonne de l'animale a aussi guidé notre étude. Au final, notre travail s'appuie sur des concepts développés outre manche et outre atlantique tels que l'hybridité, le charisme animal, le paysage moral.

Notre recherche vise à répondre à différents questionnements :

- 1/ Dans quels contextes les activités récréatives et touristiques liées à la faune apparaissent – elles au sein d'un territoire ?
- 2/ Comment, à une échelle locale, les activités récréotouristiques s'organisent-elles ? Quels liens avec le global ?
- 3/ Comment se co-construisent pratiques et territoires ?
- 4/ Quels sont les éléments liés à la fois à la gestion de la faune et de son habitat et au contexte socio-culturel et politique qui influencent le récréotourisme faunique ?
- 5/ Dans quelle mesure le récréotourisme faunique permet-il de réinterroger l'éthique environnementale des acteurs ?

La construction de notre questionnement, mêlant enjeux des activités récréotouristiques et d'autres attachés à l'animal (cf. figure 2 p. 6) appelle des précisions sur le cadre théorique retenu concernant notre objet d'étude. En effet, l'étude du récréotourisme faunique porte sur une double

ressource : la ressource faunique et la ressource récréotouristique. Préciser comment nous articulons l'étude de ces deux ressources pour n'en étudier plus qu'une, est un préalable indispensable à la compréhension de notre travail de recherche. Le chapitre 2 conceptualise dès lors notre approche du récréotourisme faunique, objet central de cette étude.

CHAPITRE 2 - COMMENT PENSER L'ARTICULATION DES RESSOURCES FAUNIQUES ET RÉCRÉOTOURISTIQUES ?

« *La faune sauvage que nous prélevons est de la nourriture pour notre santé, de l'alimentation, et de l'énergie. C'est des vêtements pour la chaleur et la protection. Cela procure également des matériaux que nous utilisons pour nos besoins pratiques et nos activités créatives, et c'est aussi une ressource importante et accessible qui maintient notre mode de vie. Notre utilisation de la faune est aussi reliée à notre rôle et à nos responsabilités pour subvenir aux besoins de nos enfants au sens où nous prenons soin des autres et nous transmettons nos savoirs aux générations suivantes. Nos animaux arctiques représentent une fibre à part entière de nous mêmes, tissée à travers notre langage, nos homonymes personnels, notre toponymie, notre mémoire, nos histoires, nos émotions, notre intelligence, notre sagesse et les leçons de vie. A la fois à un niveau individuel et collectif, cette fibre est une partie de nous, et nous sommes une partie d'elle. Tout cela et bien plus, permet de nourrir notre conscience et notre force spirituelle pour être des êtres humains à l'intérieur d'un monde plus large et interconnecté. C'est cela que nous considérons comme étant un point de vue holistique de la vie* »¹ (Simon, in Freeman et al., 2009 : Vii). Cette définition de la vision des relations entre l'homme et l'animal, donnée par une Inuk, exprime les interrelations existantes entre l'homme et la nature dans la culture inuit. L'animal sauvage y a une place prépondérante en termes culturels et économiques. Historiquement, ce peuple de chasseurs a assuré sa survie grâce à la chasse. La faune reste aujourd'hui centrale à la fois comme source de nourriture traditionnelle, pour le développement économique portant sur de nouvelles activités tel que le tourisme faunique et pour le lien social entre générations et entre membres de la communauté en raison des différentes activités organisées autour de la faune (chasse, pêche, célébration)...

Dans le cadre de ce travail de recherche, les réflexions portées sur l'animal, mobilisé comme ressource récréotouristique par les populations humaines, s'inspirent de cette vision holistique de la faune. La notion de ressource est fortement liée au paradigme de la modernité et se veut intrinsèquement anthropocentrée étant donné qu'une entité ne devient ressource que si elle est reconnue comme telle par l'homme. L'analyse systémique adoptée vise à déconstruire les catégorisations traditionnelles en montrant toute la complexité attachée à un sujet d'étude tel que le récréotourisme faunique. **Ce chapitre a comme objectif de présenter le cadre conceptuel dans lequel s'inscrit cette recherche.** Pour ce faire, il est apparu essentiel d'analyser dans un

¹ Traduit de : "The wildlife we harvest is food for our health, nourishment, and energy. It is clothing for our warmth and protection. It also provides the materials we use for other practical needs and our creative activities, and it is also an important and accessible resource that sustains our livelihoods. Our harvesting and use of wildlife also relates to our roles and responsibilities as providers for our children in the processes of caring for each other and passing down our knowledge to the next generation. Our Arctic animals represent an integral strand woven through our language, our personal namesakes, our place names, our memories, our stories, our emotions, our intelligence, our wisdom, and the lessons of life. Both at the individual and collective level, this strand is part of us, and we a part of it. All of this and much more combine to feed our spiritual awareness and strength as human beings within a larger, natural and interconnected world. It is what we would term a holistic view of life".

premier temps l'évolution des relations homme-faune qui explique les changements d'usages à l'égard de la ressource faunique. Différents concepts sont aujourd'hui développés pour parler de cette ressource. Nous revenons, dans un deuxième temps, sur ces concepts. Enfin, les différentes activités récréotouristiques au centre de ce travail sont explicitées afin d'affiner le cadre de la recherche.

1. LA FAUNE RESSOURCE

Le développement des activités récréotouristiques en lien avec la faune sauvage s'inscrit dans une évolution des usages et pratiques de la nature au cours du temps (cf figure I.5). Saisir la relation historique que les sociétés entretiennent avec le milieu naturel est fondamental pour comprendre 1/ la mise en œuvre du récréotourisme, 2/ les systèmes de pensée qui lui sont liés, 3/ les enjeux actuels des pratiques développées.

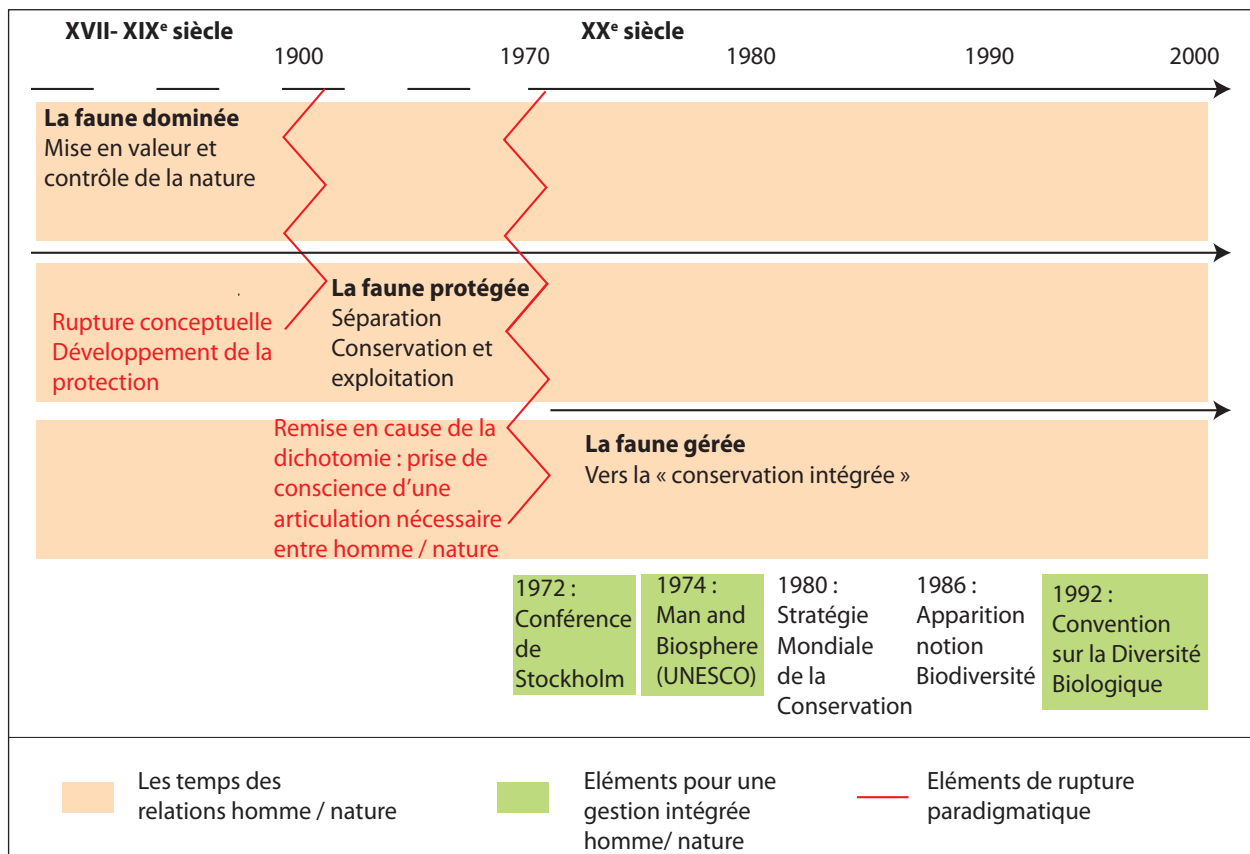


Figure I.5 - Evolution paradigmatique des relations homme / nature

L'évolution du système de représentation des acteurs, combinée à l'évolution des concepts et analyses scientifiques ainsi qu'à une transformation des politiques mises en œuvre se traduit par différents temps dans l'appréhension de la faune. Trois types de relation peuvent ainsi être distingués : la faune comme une ressource dominée par l'homme, la faune comme ressource protégée enfin la faune comme ressource gérée. Ces trois entrées ne sont pas exclusives les unes des autres, elles sous-tendent l'organisation du récréotourisme faunique (cf. chapitre 4 et 5), les jeux d'acteurs actuels (cf. chapitre 6) et leurs rapports à l'animal (cf. chapitre 7).

1.1. L'animal : une ressource dominée

L'animal en tant que ressource dominée par l'homme semble issu d'une conception chrétienne, selon laquelle l'homme s'est vu délégué par Dieu l'usufruit de la création, il aurait ainsi l'ascendant sur les animaux. Bien que ceux-ci aient été présents dans l'Ancien testament, les réécritures de la Bible et l'interprétation du nouveau testament ne laissent que peu de place à l'animal qui s'impose comme « *un objet à utiliser pour les besoins du quotidien* » (Baratay, 2011 : 129). L'homme a ainsi le droit d'utiliser les bêtes pour manger, se vêtir ou pour son propre plaisir. La volonté d'imposer un Dieu unique contrairement aux divinités païennes ou totémiques de croyances polythéistes encourage le christianisme à dévaloriser l'animal et fonde ainsi une éthique anthropocentrée des liens Homme / Nature. **L'éthique anthropocentrée** reconnaît des valeurs morales uniquement à l'humain, les éléments non humains étant dépourvus de raison ; aussi ces derniers n'ont pas de « fin en soi ». Il existe donc une démarcation forte entre l'homme et la nature. Seuls les hommes ont une valeur morale, les éléments non humains ne disposent que de valeurs externes instrumentales. Ces non humains sont présents pour servir l'homme ou ont une fonction écosystémique. La thèse cartésienne de l'animal machine séduira de ce fait le clergé catholique dans la mesure où ce courant philosophique imposera l'idée de l'existence d'un fossé entre l'homme et l'animal. Il faut toutefois nuancer cette vision chrétienne de l'animal. Celle-ci est « *une construction temporelle, d'ordre social et culturelle (...) l'anthropocentrisme est la résultante de circonstances historiques* » (Baratay, 2011 : 120). L'établissement du protestantisme et certaines interprétations de l'Ancien testament tendent à revaloriser la place de l'animal.

En accord avec la conception chrétienne de l'ascendant de l'homme sur l'animal, la philosophie de Descartes reconnaît l'homme doté de raison comme étant maître et possesseur de la nature. Ceci marque l'autonomisation d'une cosmologie du monde séparant l'humain du milieu naturel qui l'entoure. Le dualisme nature / culture s'impose dans les manières d'appréhender le monde. La nature et *in fine* la faune sont des éléments à maîtriser, voire à combattre pour assurer l'installation et la survie des sociétés humaines. Luttant contre l'état de nature qui est vu comme la sauvagerie à l'état pur, l'homme cherche à contrôler et exploiter son environnement. Un tel mode de pensée a conduit à certains comportements radicaux et au développement de la cruauté envers la faune qui était considérée comme étant au service des hommes ; des espèces ont ainsi été chassées jusqu'à leur extinction. Cette vision atteint son apogée avec la révolution industrielle qui marque une accélération dans l'exploitation de la nature. Au fil des siècles, certains penseurs ont toutefois montré une ouverture en faveur de la faune en encourageant un comportement de respect pour l'animal. Ainsi Michel de Montaigne en appelait au devoir de bonté des hommes envers les animaux, quant à Condillac ou La Fontaine, ces auteurs ont reconnu une continuité entre l'homme et la faune et non un dualisme. Ces auteurs ont alimenté un changement de mentalité, qui s'est peu à peu concrétisé tout au long du XIX^{ème} siècle. Turner (1980) explique que la transformation des mentalités s'est alors fondée sur quatre évolutions majeures : la reconnaissance que l'humain descendait des animaux, une plus grande estime pour la science, une plus grande sensibilité à la peine et souffrance d'autrui, l'industrialisation croissante qui recomposait les relations homme /

nature. Ainsi, à la fin du XVIII^{ème} siècle, les premières lois en faveur de l'arrêt des sports entraînant la mort d'un animal étaient établies en Angleterre. En France, ce fut la loi Grammont de 1850 qui interdit la cruauté envers les animaux. L'idée de protection de la nature commence à émerger à partir du XIX^{ème} siècle.

Comment cette période se caractérise-t-elle dans les faits ? : exemple du Québec

A partir du XVI^{ème} siècle et le premier voyage de J. Cartier au Québec, la richesse des ressources fauniques est reconnue (Gagnon et Petel, 1986). Si, au début, ce sont majoritairement les ressources halieutiques de Terre-Neuve puis de la baie Saint-Laurent qui font l'objet d'une exploitation intensive, la pression de chasse augmente également sur les animaux terrestres à partir de la colonisation du territoire menée par S. de Champlain. Ainsi, les divers récits de voyage publiés par les missionnaires exposent les craintes d'une chasse excessive des autochtones qui ferait disparaître les ressources fauniques de ce nouveau territoire à coloniser. Par exemple, le père G. Sagard explique que les Montagnais tuent « tous les élans qu'ils peuvent attraper à la chasse, craignant qu'un élan épargné n'aille avertir les autres de fuir et de se cacher loin » (Sagard, 1632 : 165). Dès que les premiers colons s'installent, ceux-ci exercent également une pression de chasse sans retenue. Par exemple, en 1660, un Français tue entre 30 et 40 orignaux en un hiver. Dès 1663, il est reconnu que « la chasse n'est pas si abondante à présent proche de Québec comme elle a été : le gibier s'est retiré à dix ou douze lieues de là. Il reste seulement des tourterelles ou des biseaux » (Boucher, 1882). Les exemples de destruction de gibier peuvent ainsi se multiplier. Au milieu du XVIII^{ème} siècle, il est rapporté que pendant les trois semaines de passage des pigeons ramiers, « on entend tirer pendant tout ce temps, depuis le matin jusqu'au soir, tant dans les villes que dans les campagnes » (Boucault, 1754, in Guay, 1982 : 23).

La colonisation du Canada et sa richesse se sont construites sur l'exploitation des richesses fauniques avec la traite des fourrures. Cette dernière restera la principale activité du territoire jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, lorsque les ressources fauniques se seront fortement amenuisées. E. Minville (1946 : 263) reconnaîtra ainsi que les Québécois qui « sont d'habiles chasseurs et pêcheurs ont commis des abus tels qu'il reste maintenant peu de choses là où il n'y a pas longtemps abondaient [les] orignaux et chevreuils, [les] animaux à fourrures et [les] poissons préférés ».

Encadré I.1 - Séquence 1- la faune une ressource dominée, l'exemple du Québec

1.2. L'animal : une ressource protégée

Afin de contrer l'exploitation irraisonnée de la nature et de ses ressources, l'idée de protection de la nature émerge. Deux conceptions de la protection de la nature se développent, lesquelles sous-tendent encore de nombreuses divergences de points de vue concernant les liens de l'homme à son environnement naturel. On distingue d'un côté une conception dite « utilitariste » ou « ressourciste » de la protection de la nature et de l'autre une approche « transcendantale » ou « préservationniste ».

L'approche utilitariste ou « ressourciste » vise à limiter une exploitation abusive du milieu naturel afin d'assurer la pérennisation des activités. La nature est appréhendée en fonction des

ressources naturelles qu'elle procure à la société. Les ressources naturelles sont alors vues comme des stocks à exploiter afin d'accroître la production et la richesse d'une région. L'exploitation de ces ressources se doit cependant d'être pensée rationnellement (Thiombiano, 2004). La richesse d'un territoire s'évalue alors en fonction de l'abondance des animaux, l'enjeu principal étant l'allocation de ces ressources. Protéger ces ressources, c'est assurer la durabilité de l'exploitation de celles-ci. Une figure emblématique de cette approche a été le forestier G. Pinchot (1865 – 1946). Formé à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts de Nancy en France, il retourne aux Etats-Unis et propose une exploitation raisonnée (*wise use*) des hommes sur la nature. Au niveau de la faune sauvage, cette approche adoptée par certains chasseurs qui s'inquiètent de la diminution rapide du gibier. Par exemple, dans les années 1880, la quasi extermination des bisons d'Amérique fait prendre conscience à la population états-unienne que la faune sauvage, bien qu'étant une ressource naturelle renouvelable, n'en est pas moins une ressource limitée si aucune mesure n'est adoptée. Les chasseurs se mobilisent alors pour garantir la protection du gibier. Cette mobilisation vise avant tout à assurer la pérennité de leur activité favorite, et non à conserver l'ensemble des ressources fauniques. La diffusion de ce discours sur la scène politique est d'autant plus facile que la plupart des personnalités politiques de l'époque sont également de grands chasseurs². Ces derniers participent à « *la mise en œuvre de quotas, réduisant la longueur d'ouverture de la saison, passant des lois pour le permis, établissant une commission pour le gibier et embauchant des gardes chasse* »³ (Dunlap, 1988 : 12). Cela ne veut pas dire que l'ensemble des chasseurs souscrive à cette vision protectionniste. Par exemple, le zoologiste W.T. Hornaday (1913) classe les chasseurs dans deux catégories distinctes. D'un côté, les véritables *sportsmen* qui n'aiment pas forcément l'activité de chasse pour la mise à mort de l'animal et qui, en plus de respecter les règlements adoptés, s'intéressent à la conservation de la faune à long terme. Ces chasseurs « *respectables* » sont le plus souvent membres de clubs ou d'associations en faveur de la conservation du gibier. Leurs pratiques s'opposent à celles des « *fusilleurs qui tuent jusqu'à la limite* »⁴ (Hornaday, 1913 : 56). Ceux-ci profitent des législations trop peu conservatrices et chassent la totalité du gibier autorisée par la loi. Selon l'auteur, si ces chasseurs restent dans leurs bons droits par rapport aux braconniers, ces pratiques ne sont pas justifiables d'un point de vue éthique, car ils suivent « *l'esprit de l'extermination, habillé dans la robe de la loi et de la justice* »⁵ (Hornaday, 1913 : 56).

² Le plus connu étant Théodore Roosevelt - membre du Boone and Crockett Club et élu président des Etats Unis de 1901-1909.

³ Traduction de “*setting lower bags limits, reducing the length of open season, passing license laws, establishing game commission, and hiring wardens*”.

⁴ Traduction de “*gunners who kill to the limit*”.

⁵ Traduction de “*the spirit of extermination, clothed in the robes of law and justice*”.

L'idée de protection de la faune au Québec s'appuie sur l'expérience états-unienne en matière de gestion des populations animales. Les hommes politiques québécois font en effet allusion à l'extinction des populations animales de leur voisin américain afin de mobiliser la population québécoise en faveur de la conservation. Lors d'un discours sur la protection du gibier le 22 février 1906, M.J. Prevost rappelle : « *Si nous devons être orgueilleux de cette richesse nationale, nous ne devons pas oublier la leçon d'expérience que nous offrent les autres pays. Chez eux, le gibier et le poisson ont disparu avec les années ! Dans notre Canada, dans notre province même, nous souffrons réellement de l'imprévoyance du passé* ». Pourtant, le Québec permettait encore d'offrir « *LES PLUS BELLES RICHESSES CYNEGETIQUES du continent, (voire) du monde entier !* » (Source Q2 Prevost, 1906 : 4-6).

Les chasseurs du Nouveau Brunswick ainsi que ceux des états limitrophes des Etats-Unis ont perdu une grosse partie de leurs gibiers (Hornaday, 1913). Ils sont alors accusés de venir « *violenter impunément* » (Source Q2 Prevost, 1906 : 12) les lois québécoises en matière de gestion de la faune (Source Q2 Québec, 1908 ; Source Q2 Prevost, 1906). Le manque d'application des lois entraîne de nombreux massacres de la faune. Par exemple, dans le canton de Packington, dans le Bas-Saint-Laurent, un arpenteur forestier note qu'un seul chasseur aurait tué 68 orignaux en un seul hiver, alors qu'un autre aurait éliminé sur la même période une centaine de caribous et de chevreuils (Guay, 1897 in Source Q2 Québec, 1908). Ces chasses sont de plus en plus décriées : un vocabulaire guerrier est utilisé pour dénoncer leurs actions. Les tableaux de chasse qui pouvaient autrefois symboliser l'adresse du chasseur sont alors décrits comme des « *massacres* », « *des boucheries* » perpétrés sur les ressources cynégétiques. Le « *MASSACRE INJUSTIFIABLE DE CES ANIMAUX : les plus beaux qui peuplent [les] forêts* » (Source Q2 Prevost, 1906 : 16) est fermement condamné. Le gouvernement se prononce pour la mise en œuvre d'une protection efficace de la faune afin d'en assurer à la fois sa conservation et son exploitation. La conservation de la faune est alors présentée comme une nécessité économique mais aussi morale dans la mesure où « *la vie animale a été créée pour le bien de cette génération et de celles qui l'ont précédée, (mais aussi) pour le bien des générations futures* » (Source Q2 Prevost, 1906 : 77-78). La question de la durabilité du gibier est ici justifiée pour l'exploitation future de la faune. Elle reflète la vision de la conservation de l'époque, dominée par une éthique environnementale exclusivement utilisatrice : « *la conservation ne signifie pas la non-utilisation, au contraire cela s'articule avec une utilisation raisonnable de ces superbes ressources, lesquelles sont absolument nécessaires pour le développement* » (Borden, House of commons debate, février 1909 : 35, cité in Nelson (dir), 1970 : 57). Dans la première moitié du XX^{ème} siècle, plusieurs lois de chasse sont renforcées afin de mieux encadrer les activités de prélèvements : les saisons de chasse sont revues à la baisse, le contingentement des prises se durcit, l'obligation de permis de chasse et pêche se généralise à l'ensemble des chasseurs et pêcheurs sportifs et n'est plus seulement requis pour les étrangers. Les fonds collectés par la vente de ces permis sont reversés directement au ministère à des fins de conservation de la faune. Il devient interdit de vendre ou d'acheter de la viande de gibier. A cette époque, la politique en matière de conservation du gibier passe par deux piliers prioritaires : la lutte contre le braconnage, et la mise en place des premiers parcs et réserves. Les mesures adoptées passent par un découpage et une structuration de l'espace.

Le mouvement en faveur de la conservation de la faune au Québec se fonde sur une prise de conscience de la limitation des ressources. La province avait jusque là chassé le gibier sans s'inquiéter de sa possible disparition. Les réflexions menées pour la conservation de la faune marquent un profond changement dans l'exploitation du gibier. Le gouvernement souhaite encadrer cette exploitation afin d'en assurer la durabilité. Cette conception utilitariste domine les politiques de protection au Québec jusque dans les années 1970, cependant le concept même d'utilité se transforme. A ce sujet R. C. Brown énonce : « *Dans un sens l'utilisation des ressources naturelles, le terme de 1887, impliquait relativement une exploitation non régulée. En 1911, le terme le plus fréquent était « utilisation » lequel suggérait un usage plus rationnel et précautionneux des ressources naturelles. (...) Ce changement dans la doctrine de l'utilité est le résultat de nombreuses influences lesquelles peuvent généralement être résumées comme la montée du sentiment conversationniste au Canada* » (Brown, in Nelson, 1970 : 55).

Encadré I.2 - Séquence 2- la faune, une ressource protégée selon l'approche ressourciste

La deuxième approche de la protection de la nature peut être qualifiée de transcendantale ou de préservationniste et se fonde sur la symbolique que les romantiques associent à l'image de nature. Dans ce courant de pensée, la nature est à la fois un objet esthétique, une source d'émotion et elle est un moyen de se rapprocher du divin. Tel un jardin d'Eden, elle permet aux hommes de s'élever spirituellement. Aux Etats-Unis, cette nature originelle s'incarne dans la notion de *wilderness*. Nature sauvage autrefois hostile à l'homme, elle leur offre désormais un moyen de renforcer leurs valeurs morales. La faune, élément symbolique de la nature sauvage, doit être conservée car elle vient alimenter les expériences spirituelles et esthétiques. L'homme est vu comme un perturbateur, soumis au matérialisme de la société. Il détruit le milieu dans lequel il vit (Depraz, 2008). Cette approche développe une vision éthique de la nature et lui reconnaît une valeur intrinsèque. J. Muir (1838-1914), militant pour une protection de la nature assez radicale, fut un des représentants les plus connus de cette vision. Ecrivain, poète et scientifique, il est le fondateur d'une des premières associations de protection de la nature aux Etats-Unis, le *Sierra Club*, qui est devenu un des groupes de pression les plus puissants pour la protection de l'environnement aujourd'hui. Cette vision est sous-tendue par le concept d'équilibre de la nature, longtemps central en écologie. La notion de climax qui est « *l'état optimal d'équilibre écologique en l'absence de toute intervention de l'homme* » (Le petit Robert, 2011) est développée et renforce l'idéologie d'une pureté de la nature (Blandin, 2009). Sur le plan politique, une telle idéologie passe par « la mise sous cloche » des écosystèmes, afin d'éviter toutes interactions négatives entre l'homme et l'environnement naturel. La vision derrière l'adoption de telles politiques repose sur l'idée d'une nature immuable et harmonieuse, un état de perfection que l'homme serait venu perturber par une mauvaise utilisation. Les activités destructrices telle que la chasse sont alors opposées aux activités de contemplation, celles-ci offrant un moyen de se rapprocher et de se connecter avec l'environnement naturel pour en retirer une expérience spirituelle. La création des parcs nationaux est en cela caractéristique. Si on ne s'attache pas aux raisons politiques de leur création (volonté de contrôle du territoire), les parcs visent à empêcher les hommes d'avoir un impact négatif sur la nature, tout en leur donnant la possibilité de la découvrir.

La création des premiers parcs nationaux québécois se distingue de la philosophie états-unienne portée par J. Muir. En effet, les premiers parcs nationaux québécois visent une préservation de l'environnement tout en permettant l'exploitation des ressources naturelles. Après la création des parcs nationaux de la montagne tremblante et des Laurentides qui visent à protéger les forêts pour assurer leurs exploitations (ces parcs s'inscrivant dans la conception ressourciste de la protection), c'est la création du parc national de la Gaspésie qui se rapproche le plus de l'idéologie transcendantale de la protection. En effet, la mise en œuvre de ce parc en 1937 se distinguait sensiblement de la volonté d'exploitation des ressources naturelles et indiquait un tournant conservateur. Contrairement aux précédents parcs nationaux, la loi interdisait l'exploitation forestière, de même que la production minière. Elle visait explicitement à préserver des éléments naturels exceptionnels, tels que les paysages pittoresques des montagnes de la Gaspésie intérieure, le saumon de la rivière Sainte-Anne et le troupeau de caribous de la Gaspésie. La seule exploitation des ressources naturelles envisagée était le développement touristique qui se devait de rester en accord avec le respect de la conservation de l'environnement, la chasse étant strictement interdite au sein du parc. Cet aspect, en adéquation avec la vision transcendantale de protection de la nature, s'est toutefois très vite estompé dans la mesure où le parc est réouvert à l'exploitation de ses ressources naturelles quelques mois après sa création.

Encadré I.3 - Séquence 2' - La faune - une ressource protégée selon une approche « préservationniste »

P. Blandin relève que les approches utilitariste et transcendantale de la protection de la nature ont pendant longtemps été combinées pour justifier et mettre en œuvre le mouvement international pour la protection de la nature. Par exemple, à la création de l'Union Internationale pour la Protection de la Nature (UIPN), le discours de Huxley portait sur la nature ressource, sans pour autant adopter un regard strictement utilitariste de cette notion dans la mesure où celle-ci devait être protégée pour la contemplation à des fins spirituelles. Ainsi, il y a une tension constante entre « *la conception utilitariste d'une nature « source de ressources à valoriser » et la vision éthique d'une nature qui aurait le droit de vivre sa vie* » (Blandin, 2009 : 19). En terme éthique, ces tensions se formalisent dans le développement d'éthiques non anthropocentrées reconnaissant des valeurs intrinsèques aux non humains. Ces éthiques se distinguent en deux approches :

- **Les éthiques biocentrées** visent à respecter toutes les formes d'existence dans la mesure où, par le simple fait d'exister, on reconnaît une continuité entre l'homme et les éléments non humains. Ces derniers n'ont plus besoin que l'homme leur attribue une « fin en soi » pour subsister. Chaque être vivant a sa place dans le monde. L'animal est donc reconnu à l'échelle individuelle, on lui accorde des valeurs morales même si le doute subsiste sur son degré d'agentivité. Une telle approche est pourtant difficile à tenir dans la mesure où « *chaque prélèvement sur la nature, même pour se nourrir, est alors moralement condamnable* » (Depraz, 2008 : 14).

- **Les éthiques écocentrées** visent à dépasser les limites de l'approche biocentrée sans pour autant retomber dans l'anthropocentrisme. Elles tentent d'intégrer l'homme à la nature, en acceptant que certaines espèces aient des actions prédatrices sur les autres. Les éléments non humains sont reconnus non pas dans leur individualité mais dans un ensemble participant à la bonne fonctionnalité des écosystèmes. Ce n'est plus l'animal individu qui est ici pris en compte mais plutôt l'espèce. Chaque élément de la nature ne dispose pas d'une valeur intrinsèque en soi, c'est la fonctionnalité écologique des espèces et des écosystèmes qui donne une valeur morale aux différents éléments naturels (Lynn, 1998). L'homme, en raison d'un sentiment moral, peut également projeter une valeur intrinsèque (Depraz, 2008). Les écrits d'A. Leopold sur le *land ethic*, qu'on peut traduire comme l'éthique de la terre, s'inscrivent dans cette approche écocentrée. Il s'agit « *d'une éthique des bonnes pratiques, des bonnes façons de se conduire dans la nature* » (Larrère, 2006 : 83).

Aujourd'hui, le débat sur la protection de la nature s'est enrichi d'une nouvelle approche, laquelle tente notamment de se détacher de la vision dichotomique nature / culture, reconnaissant que les sociétés humaines et le milieu naturel co-évoluent. En 1987, le rapport Brundtland formalise pour la première fois l'expression « développement durable », à la suite des réflexions portant sur la durabilité lors de la conférence de Stockholm en 1972. Ce concept combine différents objectifs qui, pris dans leur individualité, sont plutôt contradictoires : favoriser la croissance économique, le bien-être social et culturel et la protection de l'environnement, le tout en assurant une équité spatiale et intergénérationnelle. Ce concept s'est imposé mondialement au sommet de la terre de Rio en 1992. Le développement durable est alors présenté comme une véritable opportunité pour sortir d'un mode de développement meurtrier pour nos voisins et les générations futures. Les politiques de protection de la nature prônent alors une conservation intégrée. Les actions de

l'homme ne sont plus forcément considérées comme néfastes et en opposition à la nature mais peuvent aller de pair avec une protection de la nature. Cette notion de développement durable a, au final, entériné une vision utilitariste de protection de la nature tout en revalorisant dans les discours l'importance de la notion de conservation de la nature. La faune ressource est donc un élément que l'homme doit gérer pour assurer sa protection.

1.3. L'animal : une ressource gérée

Un glissement sémantique s'est opéré entre les notions de protection et de gestion. L'idée de protection utilitariste de G. Pinchot semble aujourd'hui primer sur la protection transcendante de J. Muir. Ainsi, l'idée de gérer la nature devient centrale dans la mesure où le débat s'est élargi : il ne s'agit plus simplement de réfléchir à la meilleure allocation des ressources mais plutôt au meilleur agencement entre allocation des ressources, utilisation de l'espace, bien être économique et social et conservation de la nature.

L'écologie du paysage, science apparue en 1982, a offert un nouveau regard pour la protection de la faune et montre à quel point la protection de celle-ci est complexe. L'écologie du paysage est « née de la science de l'écologie associée à d'autres disciplines pour comprendre l'organisation spatiale ainsi que les flux écologiques et les transformations du paysage » (Burel et Baudry, 1999 : XIII). Elle met en évidence le rôle central de l'homme sur la structuration de l'espace, laquelle a des impacts importants en termes de diversité biologique. Cette approche cherche à mieux comprendre les liens et les interactions existants entre les espèces et leurs milieux de vie. Elle remet en cause l'idée d'atteindre un état de climax assurant l'équilibre de la nature dans la mesure où un écosystème est en constante évolution et en interaction avec son environnement. Il apparaît alors important d'intégrer les écosystèmes dans une « mosaïque dynamique dont l'ensemble des constituants existe en permanence du fait des perturbations récurrentes » (Blandin, 2010 : 46). La dimension historique des systèmes écologiques devient importante. L'homme ne s'oppose plus systématiquement à la nature, et peut être lui-même source de biodiversité. Par exemple, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, en France, la mutation des activités économiques en montagne a eu d'importants impacts sur les structures paysagères. La transformation des pratiques ou simplement la fin des activités agricoles ont entraîné une fermeture des paysages de montagne dont l'un des symptômes est la multiplication de l'aulne vert. Cette reconquête forestière entraîne une diminution de la biodiversité, une érosion de la valeur pastorale des terrains, et un affaiblissement de l'attrait touristique (Programme d'Initiative communautaire Interreg III, 2008). Cette situation s'avère particulièrement préoccupante pour un galliforme de montagne : d'après l'Union Européenne, le Tétraz Lyre nécessite en effet, des mesures de conservation spéciales (ciblant notamment son habitat) pour freiner la chute importante de ses effectifs. De nombreuses études ont été menées ces dernières années afin de restaurer les populations de Tétraz Lyre dans les zones de montagne. C'est par la relance de l'agriculture de montagne traditionnelle que les chercheurs ont trouvé le moyen de restaurer l'habitat de cette espèce et de favoriser sa conservation. Par exemple, au sein de la Réserve Nationale de Chasse et de Faune Sauvage (RNCFS) du massif des Bauges, où le pastoralisme avait disparu depuis les années 1950, une expérience pilote a été menée. Afin de

maîtriser le développement des broussailles, le pâturage a été relancé sur l'alpage. Les vaches, par abrutissement, permettent de limiter le développement des ligneux empêchant une fermeture du paysage. Un plan de gestion pastorale a été élaboré afin de rendre compatible le pâturage avec la période de nidification du Tétrás Lyre. De ce fait, l'alpage n'est pas accessible à l'agriculteur avant le 15 août. La relance de l'activité pastorale a pour l'instant eu des effets bénéfiques sur la structure paysagère, permettant de reformer une mosaïque de végétation avec certains endroits ouverts et d'autres fermés, ce qui représente l'habitat idéal pour le Tétrás Lyre, particulièrement lors de sa période de reproduction (Jullien et *al.*, 2007). La protection de l'espèce Tétrás Lyre passe ici par une protection des activités traditionnelles soumises à d'importantes pressions exercées par les évolutions socio-économiques. Ainsi, la protection nécessite une véritable gestion des pratiques territoriales (Simon, 2007). Blandin parle de « *pilotage de la biodiversité* », faisant alors référence aux processus de gestion que l'homme adopte pour protéger, réparer voire recréer de la biodiversité. L'adoption d'une vision territoriale de la protection des espèces se reflète dans l'apparition de nouveaux statuts d'espaces protégés. Certains Etats comme la France avec la création des Parcs Naturels Régionaux en 1967, ou plus récemment le Québec avec le statut de Paysage Humanisé adoptent une vision territoriale pour la protection de l'environnement. Au sein de ces statuts de protection, l'action de l'homme est pensée en parallèle du système naturel et non plus en opposition. La gestion de la ressource devient donc le maître mot caractérisant les relations homme / nature. Ce mot implique une rationalité de l'action, il sous-tend l'idée de « *préserver l'avenir dans un monde changeant, [de] gérer une dynamique, contrôler des systèmes* » (Barbault, 1994 : 286). La gestion est définie comme « *l'action d'administrer, d'organiser, d'utiliser au mieux* » (Le petit Robert, 2011). Les actes de gestion sont aujourd'hui mis en œuvre afin de combiner protection et utilisation rationnelle de la faune et de l'espace. Cette gestion de la faune remet en cause les catégories traditionnelles de classement de la faune. Si un ordre ancien distinguait les animaux entre sauvage et domestique et où « *le rapport au sauvage était pensé sur le mode cynégétique et/ou agricole* » (Micoud et Bobbé, 2006 : 34), le rapport aux espèces sauvages s'est considérablement transformé dans la mesure où la faune sauvage est aujourd'hui étudiée, inventoriée, quantifiée, prélevée et ce à des fins de gestion visant à lui garantir une certaine liberté toutefois restreinte aux attentes anthropiques. Ainsi, les pratiques de gestion développées autour de l'animal sauvage tentent de le maintenir « sous contrôle », ce qui en fait un « *sauvage naturalisé vivant* » (Micoud, 2009) pour les uns, voire un sauvage « *artificialisé* » pour d'autres (Bobbet, 2000). Cette évolution dans le rapport au sauvage sera discutée au chapitre 7, car le récréotourisme faunique en organisant un accès à l'animal sauvage participe à sa transformation.

Y. Poinot (2012) identifie trois variables géographiques clés qui sont à prendre en compte dans le cadre de la gestion de la faune sauvage. La première concerne les densités de population, qu'elles soient humaines ou non humaines dans le sens où la forte densité d'une espèce aura tendance à réduire celle des autres. La deuxième variable porte sur les formes d'un espace géographique : les couverts végétaux, la forme et taille d'un espace protégé, la topographie d'un habitat influencera la présence ou l'absence d'espèce, leur prolifération ou recul. Enfin, la troisième variable est l'accessibilité d'un espace qui fera varier le développement d'activités anthropiques,

ce qui agira *in fine* sur la qualité de l'habitat pour la faune sauvage. Combinées ensemble, ces variables géographiques permettent de mieux comprendre les rapports sociaux qui se nouent autour de l'animal. La compréhension de ces variables et leur prise en compte dans la gestion de la faune est également essentielle pour améliorer les pratiques de gestion entre humains et non-humains.

La question de la multifonctionnalité des territoires émerge au Québec dans les années 1960. Le gouvernement souhaite amorcer une réflexion sur l'articulation du triptyque conservation/ exploitation forestière/ récréation. Face à l'aspiration croissante des loisirs de plein air, le ministère des Forêts adopte le concept états-unien du « *multiple use* » (Multiple Use Sustained Yield Act, 1960), développé dans les années 1940 par le National Forest Service pour la gestion des forêts québécoises. Ce principe, qui se traduit comme « l'aménagement polyvalent » de la forêt, essaie de penser la gestion forestière, plus seulement en terme de parcelles à couper, mais également comme lieux multifonctionnels où la gestion du gibier et celle des activités récréatives s'ajoutent à l'exploitation forestière. Le gouvernement québécois réfléchit alors à fusionner une partie du ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche (MTCP) au ministère des Forêts. Le MTCP s'y oppose formellement et insiste sur le rôle fondamental de la mise en valeur récréative de la nature qui nécessite un ministère à part entière. Le MTCP se présente alors comme le garant de l'utilisation la plus rationnelle du territoire sur le long terme, attendu que sa vision ne considérerait pas uniquement les aspects économiques, mais intègre également les aspects sociaux des activités de plein air ainsi que des éléments en faveur de la protection des ressources naturelles. Ainsi, lorsque le MTCP expose sa politique visant à créer différents types de parcs pour répondre aux diverses attentes des Québécois, le ministère prévoit la création de « *parcs primitifs ou des réserves intégrales* » et explique que même « *si la conservation signifie (...) plutôt l'aménagement rationnel que la réservation intacte de la nature, (le ministère doit) à la postérité de lui préserver un héritage d'au moins quelques milliers d'acres représentatifs de nos forêts* » (Source Québec Q2 1964a-1970a (1968) : 23). L'aménagement polyvalent de la forêt doit plutôt passer par un zonage qui permettrait une « *utilisation rationnelle de toutes nos ressources naturelles pour le bien être des populations* ». Selon le MTCP, il s'agit là « *de la conservation bien comprise* » (Source Q2 Québec 1964a- 1970a (1970) : 30). Les ministères ne seront finalement pas jumelés. Ce débat aura toutefois permis au MTCP de réintroduire dans ses discours la notion de conservation de la nature. Suite à cette controverse, le MTCP en appelle à travailler en plus étroite collaboration avec le ministère des Forêts afin qu'une réflexion d'ensemble soit portée par les différentes parties prenantes en matière de protection de l'environnement. Il est de plus en plus reconnu que la préservation de la faune passe par une protection de son habitat, nécessitant une collaboration entre différents ministères.

Au début des années 1980, le ministère des Loisirs de la Chasse et de la Pêche (nouveau MTCP) énonce cinq priorités d'action : la démocratisation de l'accès aux loisirs, la conservation des espèces fauniques, la poursuite de certains objectifs nationaux comme l'accessibilité aux espaces naturels, la coordination entre différents ministères, et la définition et l'application de politiques d'ensemble de loisirs. Au niveau de la hiérarchisation des priorités, on constate l'importance croissante que prend la conservation de la nature dans les objectifs de ce ministère par rapport au précédent : la conservation de la faune est, en effet, listée comme deuxième objectif de travail. La définition même de conservation de la faune évolue ; elle n'est plus exclusivement tournée vers l'exploitation rationnelle des ressources, cet élément étant relégué à la fin de la définition. La conservation de la faune signifie alors « *l'adoption d'une série de mesures destinées à en assurer le maintien ou le renouvellement. Ainsi (le ministère) doit parfaire le niveau de connaissance des espèces disponibles et des éléments du milieu essentiels à leur survie, renforcer les mesures de protection des espèces fauniques, améliorer le potentiel et l'habitat de ces espèces et, enfin, en assurer une exploitation rationnelle* » (Source Q2 Québec 1979 b- 1985b (1981), 9).

Les progrès effectués en biologie de la conservation et en écologie font évoluer les approches jusque là adoptées par le gouvernement. Dès les années 1970, le gouvernement commençait à parler d'équilibre naturel et à prendre conscience que la conservation de la faune ne passait pas simplement par des mesures d'aménagement cynégétique mais aussi par la protection des habitats. La vision en termes de dynamique des écosystèmes et de

biodiversité insiste sur la complexité qu'une politique en faveur de la conservation des ressources implique. En effet, la protection de l'environnement ne passe plus uniquement par une simple prévention du braconnage, ou l'adoption de plan de chasse. Elle nécessite une connaissance accrue du fonctionnement des écosystèmes et de leurs territoires adjacents, ainsi que l'adoption de politiques intégrées entre les aires protégées, administrées et libres. Suite au sommet de Rio, le Québec signe la convention sur la diversité biologique en novembre 1992. En se montrant précurseur en matière de protection de l'environnement vis-à-vis de cette convention, le Québec souhaite s'aligner sur le discours international.

La vision exclusivement ressourciste de la protection de l'environnement menée jusqu'à la fin des années 1970 a, en effet, fait prendre au Québec un retard important par rapport à la moyenne internationale dans la mise en œuvre de « vrais parcs » (Source Q2 Québec 1964- 1979 (1978), 11). En 2001, selon les nouveaux objectifs gouvernementaux, seulement 2,9 % du territoire québécois est constitué en aires protégées, alors que la moyenne internationale est de près de 8 %. Afin de pallier ce retard, le réseau s'élargit rapidement. Dès 2002, le gouvernement du Québec met en réserve 32 000 km² de territoires et en 2003, il crée dix nouvelles aires protégées par la loi sur la conservation du patrimoine naturel. La loi sur les parcs de 2001 ne reconnaît plus qu'une seule catégorie de parcs nationaux : les parcs nationaux de conservation. Il est accepté que les parcs de récréation gardent leurs infrastructures lourdes en raison de leur précédent historique, mais l'objectif assigné est que ces parcs intègrent leurs activités traditionnelles d'exploitation récréotouristique à une plus grande conservation des milieux et des espèces fragiles, rares et précieuses (Source Q2 Québec, 2002).

De plus, la création des nouveaux parcs de conservation essaie d'être conforme aux grandes unités écologiques et d'être représentative de la diversité biologique de la province. Une démarche de plus en plus rigoureuse est adoptée afin de déterminer quels sont les espaces à préserver. L'approche écosystémique utilisée permet de mesurer la contribution de l'espace protégé à la conservation de l'environnement québécois. Dans un premier temps, il y a une présélection des territoires en fonction de critères écologiques ; puis, dans un deuxième temps est pris en compte l'intégration territoriale possible : l'existence de droits miniers, forestiers et les pratiques locales permettent de déterminer si la protection du territoire ne sera pas trop difficile à mettre en œuvre (Gerardin et al., 2002). Le discours soutenant la création de ces aires prône à la fois les vertus de la conservation de l'environnement et ses impacts en termes économiques, sociaux et culturels. Les aires protégées au Québec sont importantes tout d'abord pour le maintien de la diversité biologique, sans laquelle l'homme ne peut vivre, ni se développer. Ces espaces ont également un rôle scientifique, ils sont de véritables laboratoires vivants permettant d'étudier la dynamique des écosystèmes. Ils ont un rôle social à jouer en termes d'éducation et de sensibilisation à l'environnement. Enfin, ils contribuent au dynamisme territorial et apportent des bénéfices économiques.

Cette vaste politique d'expansion des aires protégées à but quantitatif peut faire l'objet de critiques. Tout d'abord, une grande partie des territoires récemment protégés se trouve au nord de la limite des coupes forestières ; de nombreux milieux écologiques représentatifs du Québec restent donc encore sans protection. Le gouvernement a, en effet, créé des aires protégées sur des territoires à faible population au nord du 52^{ème} parallèle, alors que la perte de biodiversité en raison de l'exploitation croissante du territoire est en partie située au sud du Saint-Laurent (Source Q2 Bourdages et al., 1984 ; Source Q5 Le devoir, 2007). La création des espaces protégés au nord du fleuve peut également interroger. L'effectivité du réseau actuellement établi ne permet pas de protéger certaines espèces considérées comme vulnérable par la province. Par exemple, l'habitat du caribou forestier ne dispose pas d'une protection adéquate. Les aires protégées développées présentent une trop grande discontinuité spatiale ne permettant pas la conservation de secteurs suffisamment grands, non fragmentés pour assurer une conservation de l'espèce (Source Q2 Nature Québec, 2007). Par ailleurs, cette politique d'expansion des aires protégées limite l'attention portée par le gouvernement aux parcs nationaux déjà créés. Le suivi de ceux-ci en pâtit dans la mesure où l'investissement institutionnel s'effectue dans le développement des plans de gestion de nouveaux parcs. Ainsi, les premiers parcs (re)créés dans les années 1980 n'ont pas vu leur plan de gestion modifié depuis leur origine, alors que ceux-ci devaient faire l'objet d'une révision tous les 5 ans (Com. pers., gestionnaire du parc national de la Gaspésie). Enfin, si le discours officiel du gouvernement est tourné vers une plus grande protection de la nature, dans les faits, l'intégration de la conservation à la rentabilité économique

reste la priorité. Or, une telle intégration est parfois difficile et peut mener à des conflits d'articulation des activités sur un territoire. Le conflit autour du parc du Mont Orford illustre cet état de fait (Lahaye, 2007). Malgré son discours et sa politique d'expansion de la conservation, le gouvernement québécois a choisi une fois de plus de donner la priorité à l'exploitation économique sur les enjeux de conservation. Si dans les mots transparaît une réelle volonté de protection de la nature, dans les faits il apparaît qu'en cas de conflits entre conservation et rentabilité économique, la priorité reste souvent donnée à l'exploitation économique.

Encadré I.4 - Séquence 3 – La faune, une ressource gérée

L'articulation et la complexification des temps concernant les relations de l'homme aux ressources fauniques marque la prédominance de certaines idéologies, discours et usages de la nature sans pour autant faire disparaître les idéologies, discours, usages précédents. Sur le plan territorial, cela se traduit par des systèmes de représentations, des jeux d'acteurs, des pratiques qui sont en constantes évolutions avec un processus permanent de complexification territoriale. À partir de cette histoire des relations homme / faune, on peut distinguer différentes manières d'appréhender l'animal : la volonté de domination de la faune, la faune comme ressource utilitaire et la volonté de protection et de conservation de celle-ci. Nous avons vu que ces relations se traduisent par des choix de développement territorial. La faune dominée a conduit à une disparition des espèces et de leur habitat, alors que les politiques de protection entraînent la mise en œuvre d'une gestion de l'espace avec la création d'espaces administrés de différentes natures : parcs nationaux, parcs régionaux, réserves... L'évolution dans l'appréhension de la ressource faunique a des incidences sur les pratiques mises en œuvre autour de la faune sauvage. Ainsi, les pratiques d'aujourd'hui ne ressemblent en rien à celles d'hier car les définitions, les philosophies autour de l'animal se sont transformées. Saisir ces dynamiques est essentiel pour comprendre l'historique d'un territoire, de ses ressources fauniques et l'évolution des pratiques autour de celles-ci (cf. chapitre 6).

Cette analyse diachronique sur l'appréhension des ressources fauniques ouvre des pistes de réflexions quant à l'évolution sémantique qui s'opère dans la société pour parler des ressources fauniques. Il apparaît important de revenir sur les différents concepts qui se sont développés ces dernières années pour parler de la faune, dans la mesure où la littérature et / ou les acteurs de terrain y font régulièrement référence, utilisant parfois de manière interchangeable par simplification linguistique un mot plutôt qu'un autre.

2. DE QUELLE RESSOURCE PARLE-T-ON ?

Le travail de recherche s'est concentré sur les activités développées autour de la faune sauvage. Aussi, nous revenons ici sur cette notion de sauvage, avant de discuter des concepts régulièrement utilisés pour parler de ces animaux, à savoir les termes « biodiversité » et « patrimoine naturel ». Ces concepts vont de paire avec une vision écosystémique de la nature. Les éléments naturels étant interconnectés dans leur fonctionnement, la faune n'est plus considérée comme une entité unique

mais est intégrée dans des concepts plus larges. Nous revenons sur ces derniers et définissons dans quelle mesure nous les mobilisons dans le cadre de ce travail.

2.1. La faune sauvage : quelle définition dans l’imaginaire occidental ?

Dans une présentation de l’ouvrage collectif *Communications* consacrée aux « nouvelles figures du sauvages », S. Bobbé (2004) rappelle l’historique des relations entre l’homme et le sauvage, soulignant que le rapport au sauvage est « tellement enraciné dans notre vision du monde que nous avons tendance à oublier son caractère contingent et relatif » (cf. figure I.6).

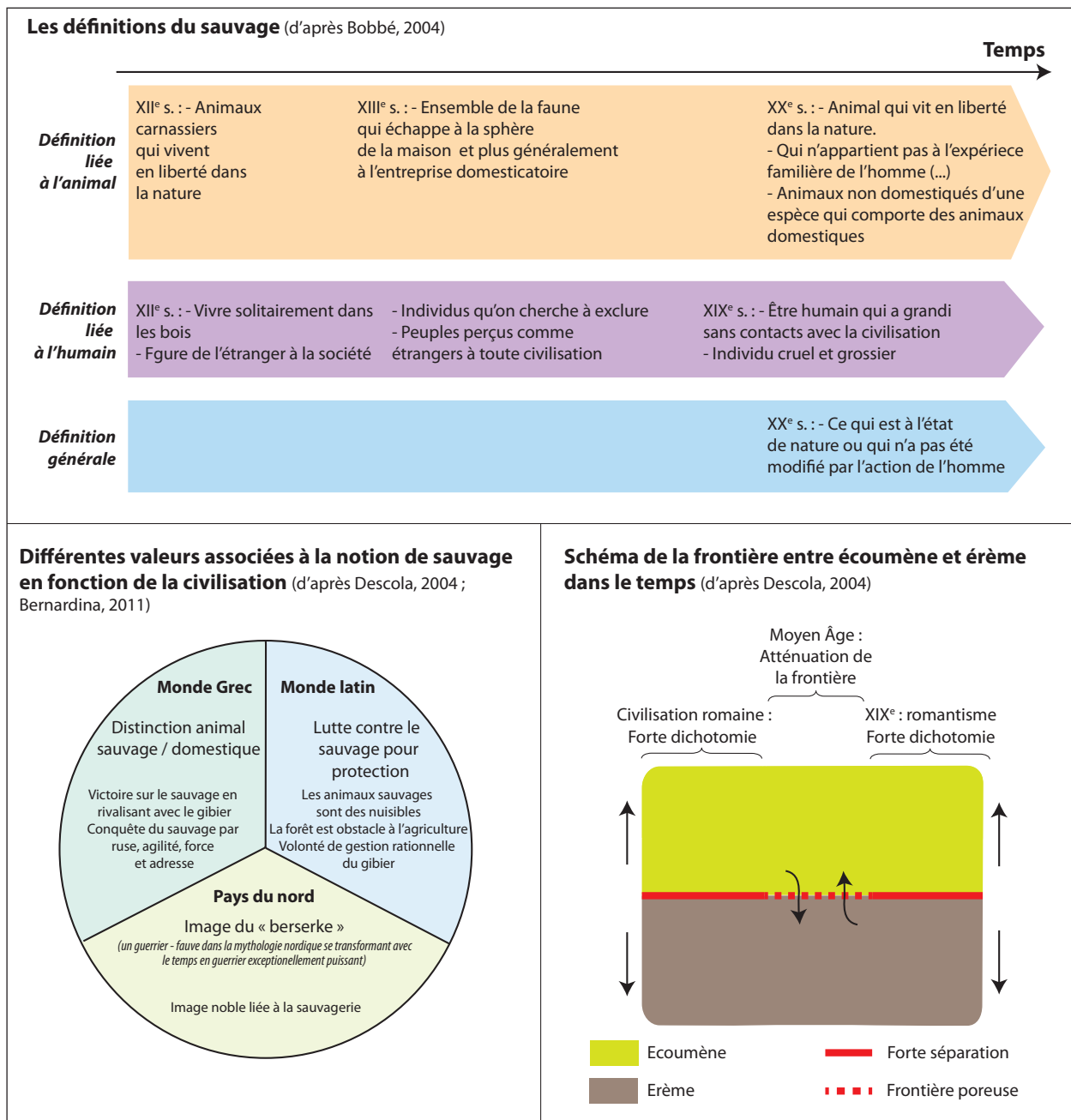


Figure I.6 : le sauvage, une notion relative dans le temps et entre les civilisations

Le sauvage est « *ce qui procède de la silva, la grande forêt européenne que la colonisation romaine va peu à peu grignoter : c'est l'espace inculte à défricher, les bêtes et les plantes qui s'y trouvent, les peuples frustrés qui l'habitent, les individus qui y cherchent un refuge loin des lois de la cité et, par dérivation, les tempéraments farouches demeurés rebelles à la discipline de la vie sociale. Ces différents attributs du sauvage (...) ne forment un tout cohérent que parce qu'ils s'opposent terme à terme aux qualités positives affirmées dans la vie domestique* » (Descola, 2004 : 29). Nous voyons donc que le qualificatif de « sauvage », s'il s'applique en premier lieu aux animaux et à leur lieu de vie, peut également être utilisé pour désigner des hommes et des comportements humains. Longtemps honni en raison du danger qu'il représente pour la sécurité des personnes, le sauvage s'inscrit aujourd'hui comme un élément du milieu naturel qu'on cherche à la fois à protéger et contrôler. Parce qu'il fait peur, son contrôle rassure ; parce qu'il se distingue de l'homme, il attire. Au cours de ce travail, nous verrons dans quelle mesure les différents usages récréatifs et touristiques participent à redéfinir le sauvage (cf. chapitre 7). Il nous faut avant tout revenir sur cette notion et son évolution dans le temps. Si cette étude s'intéresse aux activités récréatives et touristiques autour de l'animal sauvage, espèces et espaces sauvages sont couplés dans l'imaginaire. La faune sauvage est souvent associée aux espaces naturels où l'homme n'est pas ou faiblement présent. De tels espaces sont issus de processus historiques et d'une construction culturelle sur laquelle nous revenons dans les paragraphes suivants. Notre travail s'inscrivant en Europe et en Amérique du Nord, nous analysons la notion « d'espace sauvage » et *in fine* d'animal sauvage au sein de ces deux continents. Dans un premier temps nous nous intéressons à la notion de *wilderness*. La *wilderness* n'a pas d'équivalent en France ou en Europe, dans la mesure où elle a émergé d'une confrontation spécifique de l'homme avec la nature et est liée au contexte bien particulier de la colonisation du continent nord américain. Elle se différencie ainsi de la « *marqueterie des paysages du vieux continent* » (Arnould et Glon, 2006 : 230) marquée par l'héritage de siècles d'exploitation et d'interventions de sociétés sédentaires.

2.1.1. L'espace sauvage en Amérique du Nord

L'espace sauvage en Amérique du Nord se traduit par la notion de « *wilderness* ». La signification et les connotations de ce terme se sont fortement transformées au fil du temps, désignant un espace dont « *les configurations sont plus intellectuelles et culturelles que véritablement spatiales* » (Héritier, 2002 : 70). Aujourd'hui reconnue comme symbole de la nature vierge où l'homme peut trouver refuge face aux méfaits de la civilisation du monde industriel contemporain, la notion de *wilderness* reste une construction artificielle forgée par les anglo-saxons. Elle est le symbole de la pensée dualiste séparant l'homme de son milieu naturel (Cronon, 2009), et se trouve au fondement des sociétés nord américaines.

Étymologiquement, cette notion est issue d'une contraction des mots *wild-deor-ness* signifiant littéralement « *le lieu des bêtes sauvages* ». Le mot apparaît pour la première fois au XIV^{ème} siècle dans une traduction de la bible ; il est alors utilisé comme synonyme de terres arides ou de désert. Lieu de pénitence pour les hommes, la *wilderness* s'appuyait sur un fondement religieux représentant les espaces naturels alors craints par les hommes. À l'arrivée des colons en Amérique

du Nord, les vastes étendues de forêts et de plaines des Etats-Unis et du Canada ont été perçues comme des espaces sauvages à repousser grâce au travail et à la mise en valeur des terres. Aux Etats-Unis, cette appropriation a participé à la construction du mythe de la frontière. La *wilderness* s'inscrit donc comme un élément fondateur du territoire (Turner, 1935). Toqueville (1840) énonçait « *les merveilles de la nature inanimée les trouvent [les colons] insensibles et ils n'aperçoivent pour ainsi dire les admirables forêts qui les environnent qu'au moment où elles tombent sous leurs coups* » (cité in Arnould et Glon, 2006 : 231). Cette vision d'exploitation de la *wilderness* s'est transformée au cours du XVIII^{ème} siècle et un courant en faveur de sa protection s'est développé. Tout d'abord, la connotation religieuse du terme s'est élargie. Nourri par le courant romantique, la *wilderness* a peu à peu été vue comme un moyen de se rapprocher du divin : les paysages « sublimes » de la nature offraient des lieux où « *la probabilité de voir le visage de Dieu était plus élevée qu'ailleurs* » (Cronon, 2009 : 177). Ils permettaient, par leur existence même, l'élévation spirituelle. Les paysages naturels sont alors investis par les poètes, philosophes, peintres, écrivains. Le transcendantalisme américain instaure un véritable culte de la *wilderness* en en faisant le lieu de l'émotion et de l'accomplissement personnel. Cette transformation du sens du mot accompagne également la disparition du mythe fondateur de la civilisation américaine : la frontière. Avec la constitution des Etats-Unis d'Amérique et la prise de pouvoir de l'Etat américain sur l'ensemble des terres, la nature n'est plus à conquérir, mais apparaît comme un élément à protéger. L'idée de frontière, qui s'était fondée sur la conquête du sauvage, se renouvelle : l'aventure sauvage reste possible à travers la découverte de la *wilderness* qui devient alors un élément de la civilisation américaine à préserver (Haila, 1997 ; Cronon, 2009). La *wilderness* est ainsi peu à peu intégrée aux politiques pour la conservation de la nature. La notion sera institutionnalisée à travers la création d'organisation fondée pour sa protection (par exemple la *Wilderness Society* sera fondée en 1935) ou l'adoption de lois comme telle que le « Wilderness Act » de 1964.

Côté canadien, la vision de la *wilderness* est restée longtemps négative. « *Qu'ils s'agisse de l'appropriation, de l'exploitation, de la conservation ou de la préservation, les Américains bâtissent des valeurs éminemment positives à partir de la nature et des forêts. Rien de tout cela ne se manifeste de façon concomitante avec autant d'intensité et de fougue au Canada* » (Glon, 2006 : 245). E. Glon explique cette divergence d'appréciation par deux raisons majeures. La première concerne la colonisation du Canada (Harris, 2006). La colonisation des terres sur le territoire canadien a duré plus longtemps qu'aux Etats-Unis. L'historique de la colonisation, qui a dans un premier temps été française puis anglo-saxonne, et la géographie physique du territoire avec la topographie (bouclier canadien, zones humides) et son climat rigoureux, ont compliqué l'appropriation des terres (Arnould et Glon, 2006 : 235). La deuxième raison serait liée à la tutelle exercée par la compagnie de la Baie d'Hudson de 1669 à 1869 sur une large partie du territoire canadien. Cette compagnie avait obtenu le monopole du commerce et de la traite des fourrures et contrôlait une grande partie de l'exploitation et de la commercialisation des ressources naturelles du territoire. Afin de garder sa position dominante, la compagnie n'aurait pas hésité à propager de faux récits et témoignages contribuant à l'image négative de la *wilderness* pour freiner la colonisation des terres (Glon, 2006 : 247). Finalement, le développement urbain et industriel et leurs impacts

sur l'environnement mobilisent peu à peu les Canadiens vers une protection de la *wilderness*. C'est au début du XX^{ème} siècle que les peintres canadiens investissent les contrées sauvages et en donnent une nouvelle représentation : la *wilderness* n'est plus un espace à exploiter et à contrôler mais devient source de vie et d'énergie. Sur les traces des conservationnistes et préservationnistes américains, les Canadiens commencent à réfléchir à la protection de la *wilderness*.

Aujourd'hui, la *wilderness* est un espace privilégié pour le développement de nouvelles activités tel que le tourisme de nature. La *wilderness* est associée à la nature originelle, n'ayant pas subi les transformations du monde moderne. Le fait que les populations autochtones aient habité et utilisé ces lieux, ou que ces vastes étendues « sauvages » aient été exploitées par les colons est complètement oublié et occulté dans la mémoire collective. Celle-ci imagine que ces espaces représentent des enclaves au monde développé des hommes. Dans l'imaginaire collectif, ces enclaves offrent un lieu privilégié pour entrer en relation avec les milieux naturels, dont la faune est partie prenante. Or, cette construction de l'espace sauvage crée sa propre réalité car dans les faits la rencontre avec la faune sauvage est possible en dehors de ces espaces. Haila (1997) revient sur cette situation en donnant l'exemple des grands prédateurs : « *Par exemple, il est commun d'utiliser les grands prédateurs tels que les loups et les ours comme des indicateurs écologiques d'un espace wilderness en bonne santé ; comme l'écrit l'écrivain naturaliste canadien J. B. Therberge, ce point de vue se retrouve dans l'aphorisme « les loups et la wilderness sont inséparables » (Cité par Mech, 1995). Dans les faits, cependant, les grands mammifères prédateurs vivraient très bien dans les espaces densément peuplés, si seulement ils y étaient autorisés. Les grands prédateurs ne sont pas possédés par un inhérent « appel du sauvage »* »⁶ (Haila, 1997 : 135).

Si la *wilderness* d'Amérique du Nord reflète les grands espaces où l'homme ne semble pas présent, qu'en est-il du côté européen où l'espace sauvage fait l'objet d'une pression anthropique séculaire ?

2.1.2. L'espace sauvage en Europe : l'exemple des zones de montagne

Le terme sauvage apparaît en français au XII^{ème} siècle et vient du latin « *salvaticus* » qui se traduit par « *fait pour la forêt* » ou à « *l'état de nature* ». Le sauvage ou l'érème se distingue des campagnes et des villes, tout en constituant avec ces deux types d'espace différents paysages (cf. supra figure I.6). Historiquement et selon l'anthropisation de la planète, l'érème a régressé face aux campagnes puis face à l'urbanisation croissante. Préalable à ces paysages, l'érème ne prend son sens qu'au moment où la campagne et le milieu urbain apparaissent : « *L'érème n'existe pas puisque c'est un hors monde, et que pour les personnes concernées (les individus vivant dans l'érème comme par exemple certaines peuplades autochtones) cet espace est justement leur monde* » (Berque, 2011 :

⁶ Traduit de "For instance, it has been customary to use big predators such as wolves or brown bears as ecological indicators of a healthy wilderness ; the canadian nature writer J.B. Therberge expressed this view by the aphorism "wolves and wilderness are inseparable" (cited by Mech 1995). In actual fact, however, big mammalian predators get along very well in densely inhabited areas if only they are allowed to. The big predators are not possessed by an inherent "call of the wild".

53). Dans le temps, à la frontière entre l'érème et la campagne, symbolisée par la lisière entre la forêt et les champs, s'est substituée une nouvelle limite qui est la distinction entre ville- campagne. La campagne s'est alors retrouvée « *hors monde, du côté de l'érème. (...) la ville a naturalisé la campagne : elle l'a convertie en nature* » (Berque, 2011 : 56). Aujourd'hui, la campagne apparaît donc comme un cadre de vie (Hervieu, 1993) défini à travers sa confrontation avec l'espace urbain. Ce cadre de vie hybride à la fois les espaces de production, les espaces récréatifs et ce que l'on nomme parfois espaces naturels ou nature sauvage. La nature sauvage reste cependant un construit social, un imaginaire dans la mesure où « *aucun écosystème au monde n'a échappé à l'impact direct ou indirect de l'homme et le concept d'un écosystème totalement vierge ou « sauvage », qui n'aurait donc subi aucune influence humaine, est pour le moins obsolète* » (Clewel et Aronso, 2010). C'est pourquoi, L. Laslaz (2009 : 198), suite à une étude sur les parcs nationaux alpins français, souvent vus comme des espaces protégés mis en place pour la préservation du sauvage, reconnaît que la nature sauvage est une forme de mythe protecteur, une réalité ponctuelle car le cœur des parcs nationaux reste largement anthropisé, socialisé, parcouru et approprié.

Certains espaces sont perçus comme plus sauvages que d'autres. Les espaces montagnards ont ainsi une place particulière dans l'imaginaire. J.-P. Bozonnet, qui s'est intéressé aux représentations touristiques concernant de tels espaces, avance que « *tout le monde s'accorde pour décrire la montagne comme « sauvage »* » (Bozonnet, 1992 : 228). Ce caractère sauvage se matérialise dans l'imaginaire populaire par la présence d'animaux monstrueux comme par exemple le Yéti au Tibet ou le Big Foot dans les Rocheuses (Debarbieux, 2001). En Europe, le sauvage reste lié à l'environnement dangereux, isolé, encore faiblement anthropisé.

Au niveau de la faune, en raison de la topographie et des difficultés d'accès à ces territoires, l'espace montagnard a représenté une zone refuge pour de nombreuses espèces animales. Par exemple, au début du XX^{ème} siècle, les populations de bouquetins, de chamois ou de marmottes, historiquement présentes sur une large partie du territoire français même en plaine, se retrouvent cantonnées aux espaces montagnards. Au cours du XX^{ème} siècle, les transformations territoriales liées à des représentations particulières de la montagne se montrent ambivalentes pour la faune. D'un côté, les ambitions prométhéennes pour la maîtrise de la nature entraînent un développement industriel de l'espace : construction de barrages hydroélectriques, aménagements des stations de ski, etc. De l'autre côté, une autre vision de la montagne, marginale dans un premier temps, puis devenant de plus en plus prégnante dans la société post-industrielle, dénonce les aménagements effectués et souhaite mieux prendre en compte les systèmes écologiques. Si cette vision ne se limite pas aux espaces montagnards, force est de reconnaître qu'en France les principales actions mises en œuvre ont porté sur ces espaces géographiques. Ainsi, sur les sept parcs nationaux créés sur le territoire métropolitain, cinq se situent en zone de montagne ou de moyenne montagne. En plus de la création d'espaces protégés, des politiques en faveur de la faune sauvage (réintroductions, adoptions de plans de chasse) ont contribué à l'amélioration de certaines populations fauniques. Par exemple, la grande faune sauvage s'est si bien rétablie depuis les années 1970 que certains auteurs en viennent même à considérer les Alpes comme « *un zoo de troisième type* » (Vourc'h et Pelosse, 1992), allant jusqu'à qualifier ces espaces de « *parc animalier de l'Europe* » (Mauz, in Larrère et al., 2009). Peu à peu,

une correspondance s'établie entre les zones de montagne et la présence d'animaux emblématiques tels que le chamois, le bouquetin ou la marmotte.

2.1.3. L'animal sauvage revisité

Pour les sociétés rurales traditionnelles de l'occident, l'opposition spatiale entre l'espace investi par les hommes et l'espace dit « sauvage » permet de catégoriser les rapports avec les animaux, en reconnaissant la présence d'espèces sauvages ou domestiques. A. Micoud (2009) énonce que cette distinction effectuée entre animaux sauvages et domestiques caractérise un ordonnancement du monde ancien rapportant le monde animal à « *une polarité spatiale anthropocentrée* » (p. 186) opposant la nature et la culture. Cette dichotomie nature/ culture propre à la cosmologie de l'homme moderne appelé le « naturalisme » et qui (Descola, 2005) distingue les continuités et discontinuités entre les humains et leur environnement, est aujourd'hui discutée. Selon A. Micoud, l'évolution de la notion de sauvage transforme notre catégorisation de la faune sauvage. Si cette notion connotait la méchanceté et le danger, elle suggère aujourd'hui que l'animal est libre et qu'il ne dépend pas de l'humain pour vivre. En raison de l'évolution des relations de l'homme à l'animal sauvage, cet auteur propose de distinguer trois types d'animaux qui sont normalement regroupés sous le seul vocable de faune sauvage. Il différencie le gibier, les animaux sauvages naturalisés vivants et les animaux à problème (cf. figure I.7). « Le gibier » englobe « *l'ensemble des espèces animales évoluant à l'état de liberté naturelle que des titulaires d'un permis ad hoc seraient autorisés à gérer et prélever* » (2010 : 104) ; « *les animaux sauvages naturalisés vivants* » concernent l'ensemble des espèces disposant d'un statut de protection affirmé et qui ne peuvent être gérées que par des agents assermentés et formés à l'éco-zootecnie et enfin, les « *animaux à problèmes* » regroupent les animaux qui ne respectent pas les règles, l'ordonnancement humain et qui seraient régulés librement, voire éradiqués. De plus, selon lui, les distinctions effectuées par l'homme au sein du monde animal ne concernent plus seulement les lieux que les animaux habitent mais dépendent aussi des actions spécifiques des hommes sur ces derniers. Il n'oppose plus uniquement le sauvage au domestique mais le « vivant-matière » où il place les animaux industrialisés ou « confinés » et le « vivant personne » pour les animaux de compagnie. Cette différence est alors basée sur les pratiques développées autour de l'animal, avec des pratiques qui individualisent l'animal et d'autres au contraire qui tendent à considérer l'animal comme « *une masse de chairs vivantes* » (2010 : 105).

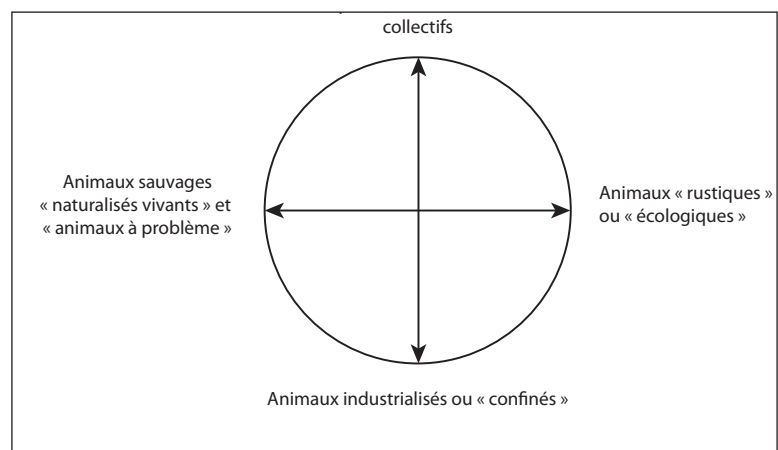


Figure I.7 - Représentation graphique du nouveau cadre de définition de l'animal (d'après Micoud, 2010)

Cette recatégorisation du sauvage est également travaillé par d'autres auteurs comme S. Whatmore (2002). Nous avons vu dans le chapitre 1 que cette auteure s'intéresse à l'hybridité de la notion de sauvage. Elle montre que la sauvagerie animale est en partie un construit social qui ne peut pas être pensé qu'à partir de classification tel que le dedans et le dehors. Elle en appelle à analyser les différents réseaux dans lesquels ces animaux sont imbriqués (cf. chapitre 1).

Dans le cadre de notre travail, nous sommes partie de la dichotomie traditionnellement effectuée en occident entre le sauvage et le domestique car cela correspond encore aux perceptions dominantes des individus. Cependant, nous inspirant des travaux effectués sur la recatégorisation du sauvage, l'étude s'intéresse à la manière dont cette notion de sauvage évolue en fonction des activités mises en œuvre. Il est alors intéressant de voir dans quelle mesure ces travaux peuvent être réinvestis à partir de l'analyse des activités récréotouristiques.

Associés au vocable de sauvage, les mots « biodiversité » et « patrimoine naturel » sont utilisés pour parler de la faune sauvage. Nous revenons sur ces notions pour voir dans quelle mesure nous les mobilisons au travers de ce travail.

2.2. De la biodiversité à l'animal charismatique

La biodiversité est une notion qui tend aujourd'hui à se substituer à celle de nature. Jugé plus scientifique, le concept de biodiversité est aujourd'hui largement utilisé pour objectiver une situation et essayer de désensibiliser certains débats. Pourtant, il y a différentes manières d'entendre le terme biodiversité. Nous revenons dans un premier temps sur cette notion afin de montrer en quoi celle-ci est aujourd'hui utilisée pour parler de la faune sauvage. Cependant, si le thème de biodiversité aurait été intéressant à creuser en raison des relations systémiques qu'il implique (l'animal, sa place dans la chaîne trophique, son habitat) et qui correspond à la démarche de recherche adoptée, nous avons centré notre analyse sur la grande faune charismatique, nous éloignant ainsi du concept de biodiversité trop large et englobant trop d'animaux pour ce travail de recherche.

2.2.1. Le concept de biodiversité : une notion trop large pour notre travail de recherche

La notion de biodiversité est apparue lors d'un colloque scientifique en 1986 et a été largement vulgarisée dans les années 1990. Ce terme est une contraction des termes de diversité et de biologique. Ce nouveau mot va peu à peu se substituer à ceux de nature et ressources naturelles dans les politiques internationales de protection de la nature (Blandin, 2009). La biodiversité se définit comme « *l'ensemble des espèces vivantes, leur variabilité génétique et la diversité des écosystèmes qu'elles forment, c'est-à-dire des liens qui les unissent entre elles et à leur milieu physique et qui définissent des ensembles naturels typés* »⁷. Ainsi, « *la biodiversité comporte une*

⁷ Définition retenue dans le cadre de la rencontre organisée par l'UNESCO sous le thème « Biodiversité : science et gouvernance », Paris, janvier 2005, cité dans G. Domon, 2009.

notion de variabilité et de répartition qui dépasse la description des ressources vivantes » (Source F2 France, 2009 : 14).

Ce terme, s'il désigne la faune, ne s'y réduit cependant pas. La biodiversité se caractérise en effet à trois niveaux : la diversité génétique qui comprend la diversité des gènes des différents organismes ; la diversité spécifique qui englobe les différentes espèces vivantes, leur répartition et effectifs et enfin la diversité écosystémique qui concerne la diversité des écosystèmes (idem : 14).

Cette notion de biodiversité est aujourd'hui au cœur des politiques publiques pour la protection de la faune. Au niveau international, les pays se sont engagés au titre de la convention sur la diversité biologique à freiner la disparition d'espèces. Lorsqu'une espèce vivante disparaît cela se traduit par la perte de fonctions et des services que remplissait cette espèce dans l'écosystème. Dès lors, la préservation de la biodiversité vise à maintenir le potentiel évolutif de la planète et de la vie sur terre. La France ayant ratifié la convention sur la diversité biologique a mis en place une stratégie nationale pour la biodiversité. Cette stratégie vise à « *préserver, restaurer, renforcer et valoriser la biodiversité, en assurer un usage durable et équitable* » (idem : 9).

Travaillant sur les pratiques récréotouristiques liées à la faune sauvage, nous nous sommes plus spécifiquement intéressée aux questions de valorisation de la biodiversité. Au sein de cette recherche, nous avons cependant préféré centrer notre analyse sur certaines espèces clef au cœur du récréotourisme faunique. Aussi, la notion d'espèce charismatique a été préférée à celle de biodiversité. La biodiversité, en temps que concept englobant ne correspondait pas à l'analyse menée, qui s'est centrée sur certains grands animaux. Ce sont ces derniers qui suscitent l'intérêt du public. Si l'habitat de ces animaux a été pris en compte dans l'analyse de même que leurs interactions avec d'autres espèces, le champ d'étude a été restreint à cette grande faune charismatique. Notre travail de recherche contribue cependant à avoir une meilleure compréhension des interactions homme / faune et participe ainsi à accroître les connaissances nécessaires à la préservation de la biodiversité. Ainsi, dans le plan d'action tourisme adopté par la France visant à rendre compatible protection de la biodiversité et développement touristique, certains objectifs opérationnels adoptés rencontrent ceux de notre travail. Par exemple, il est préconisé de mener des actions visant à mieux « *connaître la sensibilité environnementale de la demande touristique* » ou encore de « *recueillir les bonnes pratiques en matière de tourisme et biodiversité* ». Ces points sont en partie abordés lors de notre travail dans les chapitres 4 et 5 sur le récréotourisme de chasse et de vision.

2.2.2. *La faune charismatique*

La notion de grande faune charismatique est une traduction directe de l'anglais « *charismatic megafauna* », terme régulièrement utilisé en écologie ou en biologie de la conservation. Cette faune charismatique a pendant longtemps concentré l'attention des chercheurs au détriment des autres animaux. Par exemple, dans un éditorial de la revue Oryx de 1998, J. Morris expliquait que plus de la moitié des articles publiés dans la revue concernait les mammifères alors que ceux-ci ne représentaient qu'une faible proportion de la faune mondiale. Cette faune emblématique est

généralement le centre d'attention pour les politiques de protection de la nature et les programmes de financements qui lui sont liés devenant une espèce phare (« *a flagship specie* ») pour la conservation des écosystèmes (Hall et *al.*, 2011). En effet, la faune charismatique permet de sensibiliser le public aux problématiques environnementales, ce qui *in fine* peut avoir des effets positifs induits pour l'ensemble de la protection des écosystèmes. En contre partie, la concentration de l'attention sur ces espèces fait oublier certains champs de recherche sur les espèces invertébrés ou les insectes par exemple, qui auraient besoin d'autant d'attention si ce n'est plus, en vue d'une protection de la biodiversité (Ballouard, 2010).

La faune charismatique est également celle qui bénéficie d'une attention spécifique de la part du public, créant une relation particulière avec l'homme. A partir d'une analyse des politiques de conservation de la biodiversité en Grande-Bretagne, Lorimer (2007) a dressé une typologie du « charisme non humain », revenant sur l'origine de l'attachement que les hommes peuvent développer avec une espèce en particulier. Selon cet auteur, le charisme non humain a trois fondements principaux. Tout d'abord, il identifie le « charisme écologique ». Ce charisme est un élément de la familiarité de l'homme avec un organisme. Il est défini à la fois par la rencontre, le mode de rencontre des hommes avec l'espèce et la combinaison des propriétés qui fait qu'un organisme est identifiable par l'homme dans son milieu naturel. Ainsi, une espèce vivant dans les grands fonds marins, peu accessible et pas forcément visible à l'œil nu, ne bénéficiera pas de ce « charisme écologique » car elle restera majoritairement inconnue du grand public, comparée aux grands mammifères par exemple. Le « charisme esthétique » se réfère à l'apparence, au comportement et à l'habitat d'une espèce qui entraînent certaines réponses émotives de la part des hommes rentrant en interaction avec celle-ci. Par exemple, les capacités physiques du chamois en montagne ou les bois du mâle orignal fascinent l'homme. Dans un cas, cette fascination passe par les capacités physiques de l'animal (agilité en montagne) ; dans l'autre, c'est la taille de la coiffe de la bête qui impressionne. Enfin, « le charisme corporel » est défini par une interaction prolongée et spécialisée entre l'homme et l'organisme. Par exemple, dans les Bauges, les études menées sur le chamois depuis plusieurs années ont conduit à mettre en œuvre des captures de l'animal. Les agents pratiquant ces captures ont une interaction très spécifique avec le chamois dans la mesure où ils manipulent l'animal, l'identifient et effectuent un suivi individuel. La relation toute particulière de ces chercheurs avec l'espèce constitue ce charisme corporel. Néanmoins, le charisme corporel ne passe pas forcément par le touché de l'animal. Au Canada, certains chasseurs et naturalistes s'entraînent « au call » de l'orignal pour faire venir l'animal à eux. En plus du « call », l'homme utilise des branches qu'il frotte contre le tronc des arbres pour simuler la présence d'un mâle orignal et en attirer d'autres qui souhaiteraient protéger leur territoire. Cette interaction créée par l'homme contribue à l'importance attribuée à un animal.

La faune charismatique est aujourd'hui un élément central pour le développement des activités récréotouristiques liées à la faune sauvage, faisant naître parfois une véritable industrie touristique comme c'est le cas dans la Baie du Saint-Laurent autour de la baleine, ou du dauphin en Australie (Lequin, 2003 ; Stoeckl et *al.*, 2005). Certains pays tel que l'Australie ou l'Afrique

draînent un nombre important de visiteurs qui ne seront satisfaits de leur voyage que s'ils y ont vu respectivement kangourous et koalas, lions, girafes et éléphants. Compte tenu des liens développés entre l'homme et la faune charismatique, cette dernière est progressivement abordée sous l'angle d'un patrimoine vivant à gérer et à transmettre aux générations futures

2.3. La faune : un patrimoine naturel vivant

Il est fréquemment fait référence à la faune à travers la notion de patrimoine naturel. Ce terme est cependant polysémique et est utilisé dans des cadres de pensée et expressions qui ne correspondent pas tout à fait aux mêmes définitions. Ainsi, il apparaît important de revenir sur le concept de patrimoine naturel, et de voir dans quelle mesure cette notion s'applique à la faune sauvage.

2.3.1. La notion de patrimoine naturel

En France, la faune est aujourd'hui intégrée dans la notion de patrimoine naturel. Ce concept trouve son origine dans la loi de 1906 sur la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique. Cette loi visait à protéger des sites naturels sur des bases similaires à la protection qui est assurée aux monuments historiques depuis 1887 (Gauchon, 2002). La protection de « ces monuments naturels » ne fait pas encore explicitement référence à la notion de patrimoine mais marque la volonté de reconnaître la singularité et le pittoresque de certains sites par une procédure de classement. Cette reconnaissance s'accompagne également de mesures de conservation. Il faut attendre 1967 pour que le terme « patrimoine naturel » apparaisse en France dans le décret de création des parcs naturels régionaux. Il sera ensuite entériné dans la loi sur la protection de la nature de 1976.

La patrimonialisation est un construit social et politique qui repose sur un processus en différentes étapes (François et al., 2006) pouvant être regroupées en trois temps : la sélection, la protection et l'appropriation (Di Méo, 2008). L'opération de sélection vise à choisir ce qui va être patrimonialisé. Cette étape est fondamentale dans la mesure où c'est elle qui détermine pour le futur, comment l'homme gère l'entité sélectionnée. Des mesures de conservation de l'objet sont alors prises afin de transférer l'objet patrimonialisé aux générations futures qui en auront la charge (Gauchon, 2010 ; François, 2007 ; François et al., 2006). L'appropriation de l'objet patrimonialisé est ensuite essentielle dans la mesure où c'est cette étape qui donne au patrimoine sa raison d'être. Si aucun acteur ne reconnaît de valeurs sociales et symboliques à l'objet patrimonialisé, alors celui-ci risque de sortir du champ patrimonial : « *Quel que soit le contexte culturel ou écologique, les constructions patrimoniales se font et se défont au fil de l'histoire. Un objet naturel valorisé à une période donnée peut devenir ordinaire, voire emblématique d'une époque révolue* » (Cormier Salem et al., 2002 : 23). Il est important de souligner ici que l'appropriation peut ne pas être unanime et qu'un objet sera patrimoine pour les uns sans être reconnu comme tel par d'autres. Ainsi, certains patrimoines géomorphologiques ayant une valeur exceptionnelle pour les

scientifiques restent fortement méconnus du grand public qui ne saura apprécier la géomorphologie d'un paysage glaciaire par exemple car ils n'y verront ni géosites, ni anciennes moraines mais simplement un paysage bosselé avec un « tas de caillou ». Cette question de l'appropriation est donc fondamentale : seule la reconnaissance par le plus grand nombre d'un objet patrimonial permettra d'assurer sa transmission sur le long terme.

D'autres géographes n'abordent pas la question des processus de patrimonialisation sous l'angle d'étapes successives conduisant à l'apparition d'un patrimoine, mais s'intéressent plutôt aux différentes modalités, qui se conjuguent de manière non linéaire, et qui transforment dans le temps l'objet en un objet patrimonial. Par exemple, C. Gauchon (2010) distingue trois évolutions autour de l'objet, nécessaires à l'émergence d'un patrimoine : un changement d'usage, de statut et de regard.

Aujourd'hui, le terme de patrimoine est entré dans le vocabulaire commun, au point d'être devenu un mot valise. Un large champ d'objets se retrouve sous la dénomination de patrimoine : « l'inflation patrimoniale » (Leniaud, 2002) amène à reconnaître du patrimoine géologique, géomorphologique, paysager, rural, faunique, floristique... Si le caractère exceptionnel d'un objet était à l'origine un élément important au lancement du processus de patrimonialisation, il semblerait qu'aujourd'hui le champ patrimonial puisse s'appliquer à un ensemble de « biens communs », du monument au vivant, du matériel à l'immatériel.

Certains auteurs proposent même de considérer l'ensemble des ressources naturelles comme patrimoine afin d'assurer leur transmission. Faisant le constat que la difficulté majeure dans la gestion des ressources réside dans le fait de rendre compatible des temporalités très différentes, l'esprit de la notion de patrimoine est parfois utilisé pour développer des préconisations de gestion pour l'ensemble des ressources naturelles. En effet, les biens « ressources naturelles » sont issus de processus physiques qui impliquent un temps long pour leur reproduction, alors que l'usage qu'en ont les hommes les dégrade rapidement. J. De Montgolfier (1990) relève que la situation est d'autant plus complexe que les facteurs naturels et humains sont interdépendants, remettant en cause un partage net entre nature et culture. Il remarque également qu'une même ressource peut donner lieux à différents usages qu'il est alors nécessaire de rendre compatibles afin d'éviter des conflits entre acteurs. Enfin, il reconnaît que la valeur non marchande des ressources naturelles est à intégrer au sein de la gestion de ces ressources naturelles, afin d'adopter une éthique de l'environnement. La problématique de la gestion des ressources naturelles implique une mise en compatibilité de l'interdépendance de processus écologiques, économiques et socio-culturels. Il en appelle alors à adopter une approche patrimoniale de la ressource afin d'intégrer la notion de durabilité dans les processus de développement.

Cette approche a une longue histoire française remontant aux premières mesures de gestion de la forêt française datant du XVII^{ème} siècle (Rodary et al., 2003 : 9). En 1979, la France a institutionnalisé cette idée de gestion patrimoniale avec la mise en place d'un comité « Ecologie et gestion du patrimoine naturel ». La gestion patrimoniale des ressources vise à élaborer une stratégie collective de gestion des ressources naturelles et de l'environnement sur le long terme.

La ressource patrimoniale semble réconcilier le volet économique et la conservation dans une perspective dynamique, car elle entraîne une prise en charge intergénérationnelle et une responsabilisation des individus. C'est une certaine « culture » de la ressource qui est alors à développer, la patrimonialisation permet en effet, l'intégration des principes de conservation et de transmission dans une gestion globale. La gestion du patrimoine comme « *objet de transmission* » repose sur deux idées fondatrices : le fait de conserver et de transmettre un héritage, tout en utilisant la ressource (Ost, 1995). Ainsi, Barel souligne que « *l'on ne gère pas un patrimoine exactement de la même manière qu'on gère un capital. On gère un capital pour l'accroître, on gère un patrimoine pour le transmettre* » (1984, cité dans Lefeuve 1990 : 51). Une gestion patrimoniale implique alors un respect des cycles et des rythmes écologiques, les échelles spatio-temporelles de l'environnement devant être prises en compte. L'utilisation du patrimoine naturel ne doit pas entraîner un risque de dégradation irréversible de l'objet, sous peine de compromettre la transmission de ce dernier (De Montgolfier, 1990). Cette forme de gestion nécessite l'adoption d'une position éthique, en intégrant la question de la durabilité à la gestion de la ressource. Les dynamiques des sociétés humaines sont à adapter aux dynamiques écologiques et des outils transdisciplinaires venant des sciences sociales et biologiques sont à développer pour appuyer les modes de gestion. Ces derniers se doivent d'être prudents pour conserver au patrimoine sa capacité à être « *un réservoir de possibles* » (Ost 1995 : 327, cité dans Mounet 2007 : 45). Une politique de gestion patrimoniale serait donc une politique globale prenant en compte « *l'homme, ses savoir-faire, ses traditions, ses pratiques sociales, ses capacités d'innovation technologique et son environnement naturel et modifié* » (Lefeuve, 1990 : 66). La notion de patrimoine vise à « *faire entendre aux gestionnaires, au sens large du terme, que la sauvegarde de l'eau, de l'air, des espèces, des écosystèmes et même de certains sites et paysages est aussi importante, sinon plus, que la production de biens marchands* » (Lefeuve, 1990 : 51).

On voit à travers l'exemple de la gestion patrimoniale que le patrimoine est une notion polysémique. Cette polysémie du terme appelle à la prudence : la gestion patrimoniale est un mode de gestion des ressources naturelles mais n'implique pas que l'élément géré ait fait l'objet d'un processus de patrimonialisation tel qu'il est défini plus haut.

2.3.2. Les spécificités du patrimoine naturel vivant

L'animal est un élément patrimonial spécifique dans la mesure où contrairement à un « monument de la nature », un paysage géomorphologique ou un géosite, ce patrimoine est un patrimoine vivant, mobile dans l'espace.

L'expression patrimoine vivant a été popularisée par un article de L. Bérard et P. Marchenay (1998) concernant les produits du terroir. Les produits du terroir sont un patrimoine hybride, regroupant à la fois les éléments naturels et le savoir faire traditionnel artisanal. La patrimonialisation de ce vivant a alors été définie comme « *la mise en place de procédures pour faire en sorte que, ici des espèces fruitières, là des variétés légumières, ailleurs encore des « produits du terroir » ou des espèces animales « à très petit effectif » (races dites TPE) ne disparaissent des jardins, des*

étalages, des basses cours ou des prés » (Micoud, 2000 : 69). A cette patrimonialisation du vivant rural, A. Micoud ajoute la nature qui fait l'objet de mesures de protection. Il convient toutefois de distinguer protection de la nature et processus de patrimonialisation de la nature. La protection de la nature recoupe un procédé institutionnel selon lequel les institutions adoptent des mesures de protection pour remplir certains objectifs : assurer la pérennisation d'une espèce, limiter des activités (Duval, 2013)... En contrepartie, la patrimonialisation implique un processus conférant des valeurs sociales et culturelles à un objet. Si la protection de la nature peut être un élément contribuant au processus de patrimonialisation, il peut y avoir protection sans patrimonialisation de même que le patrimoine peut être un préalable au lancement de mesures institutionnelles de protection.

M. Duval (2013) identifie trois valeurs reconnues aux patrimoines naturels, celles-ci n'étant pas exclusives les unes des autres. Ces valeurs portent sur l'esthétisme de l'objet, les valeurs environnementales reconnaissant les services écosystémiques des éléments naturels et enfin les valeurs émotionnelles également appelés « valeurs d'ambiance » « *liées à l'esprit des lieux* » (Bouisset *et al.*, 2010). Ces différentes valeurs sont traditionnellement attribuées aux monuments naturels ou à des espaces remarquables pour leur dimension artistique ou pittoresque (Gauchon, 2002). Il est donc opportun de préciser ici en quoi ces valeurs peuvent aussi être reconnues à la faune sauvage.

La valeur environnementale est celle qui suscite le moins d'interrogations. L'animal fait partie d'un écosystème et participe à son fonctionnement. Que ce soit les prédateurs ou les herbivores, chacun joue un rôle essentiel dans les processus écologiques. Par exemple, la réintroduction du loup dans le parc national du Yellowstone au début des années 1990 a contribué à augmenter la biodiversité du parc en raison de leur prédation sur les ongulés dont l'abrutissement excessif réduisait la diversité d'espèces végétales (Ripple et Beschta, 2012). La valeur esthétique est ambiguë, dans la mesure où elle renvoie à une question de perception. Ce critère esthétique se fonde sur « l'artifice séducteur » d'un lieu qui peut s'exprimer selon les perceptions de chacun à travers la taille, la singularité, et le contraste... Pour les animaux, cette valeur esthétique sera plus facilement reconnue pour les grands mammifères que pour la micro-faune. Les animaux les plus colorés (les males chez les oiseaux) sont souvent plus appréciés du public que ceux aux couleurs ternes. Il en est de même des animaux présentant une originalité : par exemple, plus les bois d'un orignal seront grands, plus celui-ci sera impressionnant à regarder et attirera l'attention. Enfin, la valeur d'ambiance liée à « l'esprit du lieu » ne peut directement s'appliquer à l'animal. En contrepartie, la faune contribue, voire s'avère être un élément essentiel, à la reconnaissance de cette valeur. Ainsi, l'expérience de la forêt canadienne ne serait pas la même s'il n'y avait pas la possibilité d'y rencontrer un ours, un loup ou un orignal. Un autre exemple encore plus caractéristique concerne l'ours polaire. Symbole de l'Arctique, cet animal ne peut être dissocié de son environnement. Pour certains territoires, la dimension faunique est donc un élément constitutif de « l'esprit du lieu » et nous avons l'occasion d'aborder ce point aux chapitres 4 et 5.

Au final, il apparaît que les valeurs traditionnellement associées aux espaces naturels constitutives du processus de patrimonialisation peuvent être transférées à la faune- patrimoine

vivant. Soulignons que ces différentes valeurs se rapprochent étrangement des critères retenus par Lorimer (2007) pour expliquer les fondements du charisme non humain. Rappelons que cet auteur avait identifié trois formes de charisme : le charisme écologique qui correspond à la valeur environnementale, le charisme esthétique se rapprochant de la valeur esthétique et le charisme corporel. Cela nous amène à faire un lien entre les espèces charismatiques et le patrimoine vivant, les deux étant souvent liés, faisant penser au paradigme de l'œuf et de la poule : c'est parce qu'une espèce est charismatique qu'elle sera plus à même d'entrer dans une dynamique patrimoniale, et/ou c'est par la patrimonialisation que l'espèce sera reconnue comme charismatique.

S'il semble clair que la faune peut faire l'objet de processus de patrimonialisation, le caractère vivant du patrimoine implique des enjeux de gestion spécifique. En effet, différentes stratégies de gestion peuvent être mises en œuvre en fonction de la philosophie environnementale adoptée, des espèces prises en compte et de leur situation dans les écosystèmes. Lorsque les dynamiques patrimoniales se développent autour d'une espèce rare, en voie de disparition ou vulnérable, la gestion de l'espèce tend à privilégier des usages interdisant tout prélèvement direct au sein de la population : les mesures de protection sont ici coercitives et fortement restrictives. La patrimonialisation s'applique alors à l'échelle de l'individu.

A contrario, le patrimoine peut inclure un large champ du vivant dont les dynamiques de population permettent un usage consommable de ce patrimoine sans que sa transmission ne soit remise en cause. Une gestion patrimoniale de la ressource faunique (telle que présentée ci-dessus) est alors possible afin d'accorder usages et protection de la ressource. La gestion patrimoniale appliquée à la faune se caractérise alors par une exploitation à finalité de protection. Les préconisations pour la gestion patrimoniale de la faune ont été complétées par C. Mounet (2007) à travers une étude de cas portant sur le loup en France. Selon elle, les auteurs de la gestion patrimoniale préconisent une appropriation collective de l'environnement. Le loup entre dans cette catégorie dans la mesure où en France, cet animal est appréhendé comme un patrimoine collectif à sauvegarder pour la biodiversité française. Or, sa gestion reste particulièrement compliquée notamment en raison de nombreux conflits locaux. Afin d'établir une gestion patrimoniale de l'animal, il apparaît important de reconnaître le loup à la fois comme un patrimoine national mais aussi comme un patrimoine local. L'appropriation locale de ce qui fait patrimoine au niveau national est essentielle afin qu'une protection des espèces soit mise en œuvre, l'inverse entraînant la montée des conflits de gestion et le développement de comportements subversifs destructeurs de la faune.

Il existe aujourd'hui une pluralité de termes faisant référence à la faune. Dans le cadre de cette recherche, nous partons de la notion de ressource pour expliquer en quoi l'animal sauvage peut aujourd'hui être utilisé comme ressource récréotouristique. Les notions d'animal charismatique et de patrimoine vivant ont également été présentées car, nous le verrons par la suite, elles jouent un rôle dans le cadre de la mise en tourisme de la faune sauvage. En effet, nous avons concentré notre étude sur certains animaux charismatiques particulièrement appréciés du public. Ces animaux

charismatiques sont souvent au cœur de dynamiques patrimoniales qui participent et sont en retour affectées par la mise en tourisme de la faune.

Dans la partie suivante, nous revenons sur le récréotourisme faunique. Que recouvre cette expression ? Quel est le cadre de travail adopté pour analyser les processus géographiques liés à ces pratiques ?

3. L'ÉTUDE DES RELATIONS HOMME - ANIMAL PAR L'ENTRÉE DU TOURISME FAUNIQUE

Aborder la question des relations hommes / animaux par l'entrée du tourisme faunique représente plusieurs intérêts. Tout d'abord, le tourisme est le principal domaine offrant l'occasion à l'homme d'interagir avec la faune sauvage lequel prend à la fois conscience de la présence du vivant comme autre, extérieur à l'humain tout en relevant d'apparentes similarités, comme les comportements sociaux des animaux (Cohen, 2009). L'entrée touristique permet également d'interroger la transformation des lieux par le biais des acteurs que ceux-ci soient humains ou non-humains. Enfin, il s'agit d'une activité contemporaine qui marque une profonde transformation de l'utilisation du milieu dans lequel évoluent les sociétés. Recouvrant une diversité de pratiques, pratiques sous-tendues par différentes philosophies de l'environnement (cf. supra I.), le tourisme apparaît alors comme « *un phénomène géographiquement intéressant car il bouleverse, sur le long terme, l'ordre établi dans les hiérarchies, dans le fonctionnement des espaces concernés* » (Stock, 2003 : 33), amenant tout autant qu'il traduit une évolution des relations hommes-animaux.

Afin de saisir ce que nous comprenons dans la notion de récréotourisme, nous revenons sur le type d'activités récréotouristiques pris en compte dans ce travail, avant d'explicitier le cadre d'analyse adopté.

3.1. Entre tourisme et activités récréatives

Le tourisme est défini comme « *le voyage temporaire, sur une courte période de personnes (non-résidentes) le long de routes de transit vers une destination qui se situe à l'extérieur de leur environnement habituel* »⁸ (Hall et al., 2009 : 7). C'est « *un système d'acteurs, de pratiques et d'espaces qui participent de la « récréation » des individus par le déplacement et l'habiter temporaire hors des lieux du quotidien* » (Lévy et Lusssault, 2003 : 931). Cette spécificité de lieu « hors du quotidien » permet souvent de différencier le tourisme des simples activités de loisirs pratiquées par un individu dans le cadre de son temps libre. Cependant, certaines pratiques se recoupent et il est parfois difficile de distinguer différentes activités et personnes, particulièrement lorsqu'il s'agit d'activités menées en nature (McKercher, 1996). Dans le cadre de notre travail sur les activités récréatives liées à la faune sauvage, nous avons été confrontée au problème de définir clairement notre champ d'études.

Le tourisme faunique est une forme de tourisme dont le voyage a pour but d'interagir avec la faune sauvage. Or, sur le terrain, nombres de ces interactions avec la faune sauvage ne peuvent

⁸ Traduction de « *the temporary, short term travel of people (non-residents) along transit routes to and from a destination that is outside of their normal home environment* ».

pas être catégorisés comme du tourisme dans la mesure où l'activité pratiquée n'a pas entraîné un voyage temporaire hors des lieux du quotidien. Par exemple, l'observation de la faune sauvage pratiquée dans les parcs naturels ou les réserves ne varie pas forcément entre un riverain du parc venant visiter le parc à la journée et un touriste de passage. La pratique touristique se confond avec la pratique simplement récréative. Le but de notre travail n'étant pas d'établir une classification nette entre activités touristiques et activités récréatives mais de s'intéresser plutôt aux différentes formes d'interactions homme/ animal, leurs organisations dans l'espace-temps et leurs impacts sur les dynamiques territoriales, nous avons choisi de travailler sur le récréotourisme faunique. Le récréotourisme est un terme québécois qui permet d'englober « *les secteurs du tourisme et du loisir. Il (...) regroupe à la fois le loisir local, sans déplacement géographique important, le loisir d'excursion, hors de la localité mais sans hébergement, le tourisme d'agrément ou de vacances et le tourisme lié à des activités professionnelles* » (Source Q2 Québec, 2008 : 9).

Plutôt qu'une entrée par le type d'activités, nous nous sommes appuyée sur le rapport au lieu. En effet, le fait d'être du dedans ou de en dehors transforme les relations des hommes au territoire et à ces éléments constitutifs. E. Relph (1986) reconnaît deux types d'idéaux par rapport aux lieux considérés : « l'insiderness » et « l'outsiderness ». Ces différentes manières d'être dans les lieux caractérisent l'engagement et le rapport plus ou moins distancié qu'un individu développera avec un lieu dans le cadre de ses pratiques. Ainsi, « l'insiderness » est le fait « *d'être dans un lieu, de lui appartenir et de s'identifier par rapport à celui-ci. Le plus profondément vous êtes à l'intérieur de ce lieu, plus important est l'identification* »⁹ (Relph, 1986 : 49). En revanche, les personnes étrangères aux lieux vont avoir une pratique des lieux plus distanciée : « l'outsiderness » se caractérise par le fait « *d'être en dehors, de regarder un lieu comme un voyageur regarderait une ville avec distance* »¹⁰ (Relph, 1986 : 49).

La différenciation entre les acteurs est également passée par le choix d'organisation de leurs pratiques et le fait d'être accompagné par un guide ou non. Cette distinction nous a notamment permis d'analyser comment les activités touristiques, telle que la chasse touristique s'intégraient aux activités de loisirs comme la chasse locale.

3.2. Tourisme dit « **consomptif** » vs « **tourisme non-consomptif** »

Le récréotourisme faunique recouvre deux types de pratiques principales : 1/ les activités contemplatives et 2/ les activités de chasse. Ces pratiques sont souvent catégorisées respectivement comme des activités dites non consomptives et des activités consomptives. Les termes « *consomptive* » / « *non-consomptives* » ont été choisis afin de traduire les mots anglais « *consumptive* » / « *non-consumptive* » qui sont fréquemment utilisés pour aborder le récréotourisme faunique. Ces mots font référence au fait de considérer les ressources consomptibles ou non en fonction des pratiques (Duffus et Dearden, 1990). Par exemple, la chasse est une activité consomptive dans la mesure où « *un*

⁹ Traduit de "to be inside a place is to belong to it and to identify with it, and the more profoundly inside you are the stronger is this identity".

¹⁰ Traduit de "from the outside, you look upon a place as traveller might look upon a town from a distance".

organisme entier est délibérément tué, retiré où les différentes parties sont utilisées, soit comme but en lui-même (chasse touristique, pêche), soit comme produit (animaux, nourriture, cuir)¹¹ » (Freese, 1998 : 11).

3.2.1. Les activités de chasse

Le récréotourisme de chasse comprend à la fois les activités de chasse traditionnelle où l'animal est prélevé pour sa viande et la chasse sportive « *qui est motivée par la recherche d'un trophée et le goût du sport, mais non par la récolte de la viande ou le contrôle démographique. Elle est aussi dénommée chasse touristique ou chasse safari ou simplement safari* » (Chardonnet et al., 1995 : 127). Si la chasse traditionnelle est une activité pratiquée en tout lieu géographique et depuis plusieurs milliers d'années, la chasse sportive s'est historiquement développée en Afrique et en Asie, où les voyages de chasse étaient utilisés pour la promotion et la découverte des territoires exotiques lors de la colonisation. Outil promotionnel pour inciter les colons à aller s'installer sur le continent africain, l'activité cynégétique est à cette époque un « *des seuls exutoires aux conditions de vie difficiles dans les colonies* » (Roulet, 2004 : 69).

Au cours du XX^{ème} siècle, la chasse sportive s'est également organisée en Amérique du Nord où les personnalités influentes de la vie politique et de riches hommes d'affaires des Etats-Unis et du Canada aimaient partager leur passion commune pour la chasse et la pêche (Martin, 1980). Ils formaient alors des clubs privés en louant de vastes espaces sauvages pour chasser et pêcher au cœur de la grande nature, suivant ainsi les traces emblématiques des coureurs de bois. Ces clubs de chasse permettaient la réalisation d'une véritable quête identitaire pour des citoyens souhaitant retrouver les valeurs des colons tels que la bravoure et le courage (Gagnon, 2009). Aujourd'hui, le tourisme de chasse est développé internationalement et se retrouve sur les différents continents, portant à la fois sur des espèces emblématiques et rares telles que le Marco Polo ou le rhinocéros noir, et sur des espèces communes entraînant un mode de chasse particulier comme la chasse à la bartavelle en Ecosse. Cependant, cette forme de tourisme reste majoritairement ignorée du grand public dans la mesure où il s'agit d'un tourisme spécialisé. Celui-ci génère d'importants flux financiers étant donné que les chasseurs sportifs sont prêts à dépenser de grosses sommes d'argent pour leur passion. Par exemple, le prix d'un safari au Botswana pour la chasse à l'éléphant s'élève entre 30 000 à 40 000 \$ US, et une chasse à l'ours polaire dans l'arctique canadien nécessite près de 35 000 \$ US pour moins d'une semaine de voyage. La ressource faunique représente alors une activité lucrative particulièrement intéressante sur le plan économique.

Aujourd'hui, le récréotourisme lié à la chasse, en raison de son caractère consommptif, est souvent déprécié du grand public. L'activité de chasse s'est pendant longtemps construite à partir d'une vision anthropocentrée de la nature. Les liens entre la raréfaction des ressources fauniques et la pratique de la chasse expliquent aujourd'hui que le tourisme lié à cette activité est mal perçu. Ainsi, si la chasse de subsistance peut être comprise, le développement d'activités touristiques entraînant la mort

¹¹ Traduit de "an entire organism is deliberately killed or removed or any parts are utilized, either as a goal in itself (recreational hunting and fishing) or for a product (pets, timber, food, leather)".

d'un animal dans un but uniquement de loisir est condamnée dans les sociétés développées (Kellert, 1979). De nombreux mouvements en faveur de l'arrêt de la chasse voient d'ailleurs le jour à travers le monde, comme par exemple les manifestations en faveur de l'arrêt de la chasse à l'ours polaire au Nunavut (Buck, 2009) ou de la fin de la chasse au renard en Angleterre (Woods, 2000). Le jugement éthique négatif de la chasse conduit même certains auteurs à faire sortir cette activité de la définition du tourisme animalier. D. Newsome et al. (2005) expliquent qu'ils « *ne condamnent pas ni acceptent cette pratique et ont délibérément délimité leur définition du tourisme faunique en excluant toute activité qui se traduit par le fait de tuer la faune sauvage car cela ne coïncide pas avec le point de vue écocentrique qui implique le respect de toute créature vivante. Par extension, l'abatage des espèces trop abondantes par les touristes est aussi exclu du point de vue des auteurs et de leur définition du tourisme faunique* »¹² (Newsome et al., 2005 : 20). Soulignons que cette définition induit le lecteur en erreur en ce qui concerne l'éthique écocentrique. En effet, nous avons vu précédemment la définition des différentes éthiques environnementales. Or, l'éthique écocentrique trouve son origine dans les travaux d'A. Leopold qui incluait les activités de chasse au cœur de cette éthique. Le terme qui semblerait mieux approprié à la définition de Newsome et al. est « biocentrique », car c'est ce point de vue qui ne conçoit pas qu'on puisse infliger la mort à un animal. La confusion entre les différentes éthiques montre que ces visions du rapport à la nature sont imbriquées et qu'il est parfois difficile d'établir une séparation nette entre l'une et l'autre.

Les chercheurs ne se sont donc que peu intéressés au tourisme de chasse alors que cette activité économique est largement développée. B. Lovelock analyse cette situation comme étant le résultat de la faible visibilité de ce tourisme, à laquelle s'ajoute le fait que l'activité de chasse est souvent perçue comme se trouvant en dehors du secteur touristique. Il ajoute également que la chasse est peu appréciée comme champ de recherche car « *le sujet oscille entre l'inconfortable (en raison des fusils et des armes à feu) et l'impardonnable (la mort de bambi)* »¹³ (2008 : 3).

3.2.2. Les activités contemplatives

Les activités contemplatives sont aujourd'hui la forme récréotouristique en lien avec les animaux la plus connue du grand public. Elles comprennent à la fois les loisirs d'observation de la faune sauvage et le tourisme de vision. Le tourisme de vision est défini comme « *le tourisme effectué dans le but de voir / de rencontrer la faune sauvage. Il peut prendre différentes formes allant, d'activités en captivité, semi-captivité à la pleine nature sauvage, et il comprend une variété d'interactions : d'observations passives au nourrissage et / ou au fait de toucher l'espèce regardée* »¹⁴ (Newsome et al., 2005 : ix). Au sein du tourisme de vision, la ressource faune peut

¹² Traduction de "neither condone nor accept this practice and have deliberately delimited (their) definition of wildlife tourism to exclude any activity which results in the killing of wildlife as it does not sit comfortably with the ecocentric worldview that engenders respect for all living creatures. By extensions the culling (killing) of "overabundant" species by tourists is also excluded from the authors' view and definition of wildlife tourism".

¹³ Traduction de "as a field of research the topic falls between the uncomfortable (guns, firearms) and the unforgivable (killing bambi)".

¹⁴ Traduction de "tourism undertaken to view and/or encounter wildlife. It can take place in a range of settings, from captive, semi-captive, to in the wild, and it encompasses a variety of interactions from passive observation to feeding and/or touching the species viewed".

être à la fois moteur de la visite ou simplement une activité complémentaire au voyage. Dans le premier cas, les pratiques touristiques recouvrent un panel d'activités directement lié à la faune, allant des zoos aux « sorties natures » sur les traces des animaux sauvages. Dans le second cas, la faune est un élément de l'offre touristique venant s'ajouter à l'ensemble des activités proposées dans le cadre du tourisme rural ou d'aventures, tourisme plus diffus qui s'appuie sur la conjonction de différentes activités proposées : randonnées, camping, VTT (Mit, 2002). La faune participe alors à l'expérience générale vécue par le touriste ; elle est un élément du paysage. Cette forme de tourisme s'est fortement développée à la fin de la seconde guerre mondiale avec la multiplication des espaces protégés. Le tourisme de vision est aujourd'hui extrêmement populaire (Reynold et Braithwaite, 2001). Par exemple, aux Etats-Unis, plus de 75 millions d'individus pratiquent cette activité qui est un des usages récréotouristiques les plus développés du pays (Ceballos-Lascurain, 1998, cité dans Newsome et *al.*, 2005 : 20). Certaines régions du monde telles que les îles Galapagos ou l'Afrique de l'est ont développé leur industrie touristique à partir de la singularité de leur faune sauvage (Unep, 2006) et des activités de vision comme le tourisme de vision à la baleine se sont elles-mêmes transformées en véritable industrie touristique (Newsome et *al.*, 2005 ; Unep, 2006). En opposition aux usages consommptifs de la faune, le récréotourisme faunique contemplatif est catégorisé comme une activité non-consomptive (Catlin et *al.*, 2011 ; Duffus et Dearden, 1990 ; Orams, 1996 ; Reynolds et Braithwaite, 2001) au sens où « *l'utilisation n'implique pas la mort directe et délibérée ou le retrait [de la faune sauvage]* »¹⁵ (Freese, 1998 : 12). Le caractère dit non-consomptif recoupe une philosophie de l'environnement issue d'une approche biocentrée de la nature qui reconnaît à cette dernière une valeur en soi, indépendante de l'Homme (Burgat, 1997). Cette philosophie de l'environnement s'est traduite par la création d'espaces protégés, lesquels ont contribué en retour à alimenter l'évolution des rapports homme-faune sauvage vers des activités non-consomptives dans la mesure où un certain nombre d'espaces protégés comme les parcs nationaux visent à interdire la pratique d'activités consommptives dans une logique de préservation des ressources (Ryan, 2000 : 218). La présence des espaces protégés favorise aujourd'hui le développement du tourisme de vision, ce qui tend à associer cette forme de tourisme à une idéologie de la conservation des ressources. Ainsi, le tourisme de vision est souvent assimilé à de l'écotourisme¹⁶, dans la mesure où ce tourisme peut s'organiser au sein d'espaces protégés, autour d'espèces emblématiques et s'accompagner d'informations sur la biologie de l'espèce.

La dichotomie traditionnelle entre le tourisme de chasse consommptif et le tourisme de vision dit non-consomptif peut toutefois être revisitée. Les liens « chasse / consommptif / prélèvement / négatif pour l'environnement » et « vision / non-consomptif / éducation / positif pour l'environnement » ne sont pas aussi linéaires qu'il y paraît. L'imaginaire et la symbolique associés au vocable de « consommptif » recourent les champs lexicaux de la consommation et de la commercialisation,

¹⁵ Traduction de “*use does not involve direct and deliberate killing or removal (of wildlife)*”.

¹⁶ L'UICN définit l'écotourisme comme « *une visite, responsable au plan de l'environnement, dans des milieux naturels relativement peu perturbés, avec le but d'apprécier la nature (et toute autre dimension culturelle du passé et du présent), qui fait la promotion de la conservation, qui a un faible impact négatif et qui permet une implication socio-économique des populations locales* » (IUCN, 2011).

ce qui produit une image erronée des usages récréotouristiques autour de la ressource faunique (Tremblay, 2001). Ainsi les activités de chasse sont-elles fortement dépréciées en raison de leurs impacts supposés sur le milieu alors que le récréotourisme dit « non-consomptif » est souvent vu comme regroupant des pratiques plus durables, dans la mesure où elles n'impactent pas directement les animaux. L'impact peut cependant être plus indirect, que ce soit en termes de comportements inadaptés dérangeants les animaux ou en termes d'empreinte écologique de pratiques touristiques nécessitant parfois une logistique sophistiquée pour observer les animaux dans leur milieu. Dépasant les idées reçues sur les pratiques de la chasse et l'opposition traditionnelle entre activités consomptives et non consomptives, ce travail réinterroge avec un regard critique cette dichotomie, et analyse les interrelations existantes entre les différentes activités récréotouristiques (cf. chapitres 4, 5 et 7).

3.3. Quel cadre de travail pour l'étude du tourisme faunique ?

Duffus et Dearden (1990) ont élaboré un cadre de travail du récréotourisme non-consomptif afin d'aider les gestionnaires à mieux appréhender cet usage développé autour de la faune sauvage. Pour ces auteurs, trois éléments sont centraux au développement du récréotourisme faunique : l'espèce à l'origine du tourisme faunique et son habitat, les touristes (« utilisateurs ») venant voir l'animal et la relation existante (« relation historique ») entre les deux protagonistes (cf figure I.8).

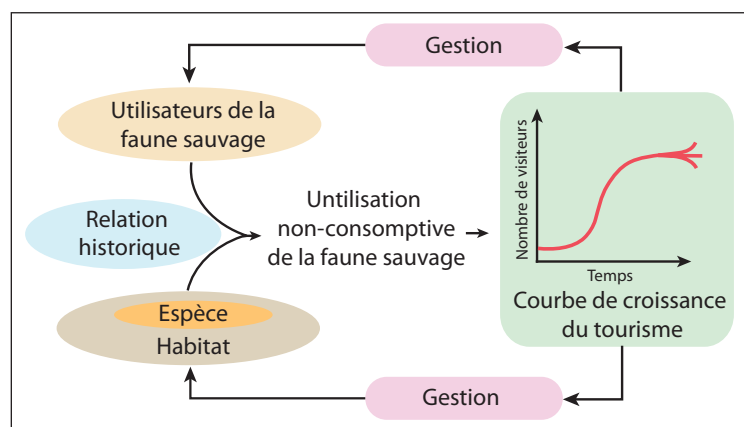


Figure I.8 - Schéma des principales interactions du tourisme non-consomptif (traduction française d'après Duffus et Dearden, 1990)

Le récréotourisme faunique est ensuite analysé à travers la combinaison de trois modèles d'études du tourisme : le cycle de vie du tourisme de Butler (1980), le niveau de spécialisation des visiteurs dans le cadre de leurs loisirs de Bryan (1977) et le concept de la limite de capacité de charge des sites visités (Stankey et al., 1984). Duffus et Dearden montrent ainsi les dynamiques existantes entre le nombre de visiteurs, leur niveau de spécialisation, la croissance et l'organisation du site touristique visité et les impacts potentiels que cela a sur la faune et son habitat (cf. figure I.9, page suivante).

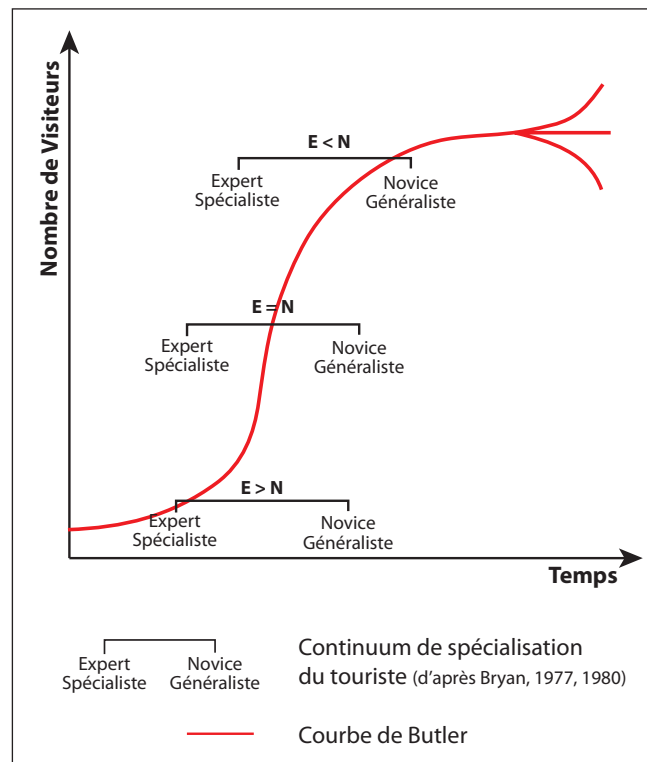


Figure 1.9 - Schéma représentant la relation entre 1/ l'évolution du site touristique et 2/ le degré de spécialisation des visiteurs (Traduit de Duffus et Dearden, 1990)

Ce cadre de travail a été réévalué par J. Catlin et *al.* (2011 : 1543), lesquels, près de vingt ans plus tard, ont reconnu qu'il était efficient de conceptualiser le tourisme lié à la faune sauvage à travers le point de vue des usagers, la temporalité du développement de l'activité touristique et les impacts de celle-ci. Ces auteurs invitent à approfondir le travail de Duffus et Dearden en prenant en compte le contexte du tourisme faunique afin de mieux comprendre son évolution dans le temps. Les éléments de contexte permettraient de savoir si l'évolution du tourisme faunique s'appuie exclusivement sur l'espèce faunique et son habitat ou si celle-ci est liée à d'autres facteurs comme par exemple la création de nouveaux marketings, le développement d'aides pour la mise en tourisme d'une région... Ils en appellent à positionner les sites d'études sur la courbe du cycle de vie du récréotourisme faunique élaborée. Enfin, ils souhaitent que la connaissance des buts et objectifs de l'industrie du tourisme faunique soient approfondis afin de mieux établir les impacts potentiels sur la ressource.

Un autre modèle conceptuel concernant le récréotourisme faunique vise à comprendre les différentes interactions entre le tourisme et la faune sauvage, allant du zoo à l'appréciation de la faune en nature. Ces différentes interactions sont régulées par des stratégies de gestion. Orams (1996) en liste quatre : le confinement physique, la mise en œuvre de régulations, les mesures économiques, l'éducation des visiteurs. Les mesures de gestion adoptées jouent à la fois sur l'expérience touristique que retireront les visiteurs de leurs activités et sur les impacts du récréotourisme sur la faune et son habitat. Selon Orams, l'éducation a un rôle clef à jouer dans le récréotourisme faunique dans la mesure où cette mesure de gestion peut inciter les visiteurs à minimiser leurs impacts sur la faune, voire les pousser à adopter un comportement actif en faveur

de la protection des espèces et de leurs habitats. Reynolds et Braithwaite (2001) identifient, quant à eux, différents facteurs influençant le tourisme faunique et les touristes, et ce afin de pouvoir trouver un équilibre entre la satisfaction touristique et la protection des ressources fauniques. Le but de leur travail est alors de mettre en lumière les meilleures mesures de gestion pour améliorer à la fois l'expérience touristique tout en protégeant la faune sauvage (2001 : 33). De plus, leur étude reconnaît cinq éléments constitutifs du tourisme faunique : le produit touristique offert aux visiteurs, les conditions favorables pour le développement de cette activité, les motivations des visiteurs, la qualité de l'expérience touristique et les impacts que cela peut avoir sur la faune. A partir de ces éléments, ils classent les différentes activités du tourisme faunique qu'elles soient consomptives ou non-consomptives dans une matrice croisant la richesse de l'expérience touristique et les impacts que les hommes peuvent avoir sur la faune. Au regard de la position des activités au sein de cette matrice il est alors possible d'identifier les activités nécessitant un plus grand effort de gestion afin de limiter les effets négatifs du tourisme.

Si les cadres de travail proposés par Orams (1996) et Reynolds et Braithwaite (2001) permettent de travailler sur l'ensemble du tourisme faunique et pas seulement sur le tourisme non-consomptif, ces modèles restent assez statiques : ils recouvrent les différentes interactions possibles avec la faune (de l'animal virtuel à la rencontre en nature), et les modèles de gestions mis en œuvre. Ils n'intègrent cependant pas la dimension temporelle dans leur analyse, contrairement au modèle de Duffus et Dearden (1990) qui essaie de saisir les dynamiques liées au fonctionnement du tourisme faunique.

Notre travail combine des éléments de réflexions de ces différents modèles, lesquels sont analysés *via* une mise en perspective de trois études de cas portant à la fois sur le tourisme de vision et le tourisme de chasse. Cela nous amène à affiner le cadre de travail présenté au chapitre 1 (cf. figure I.10).

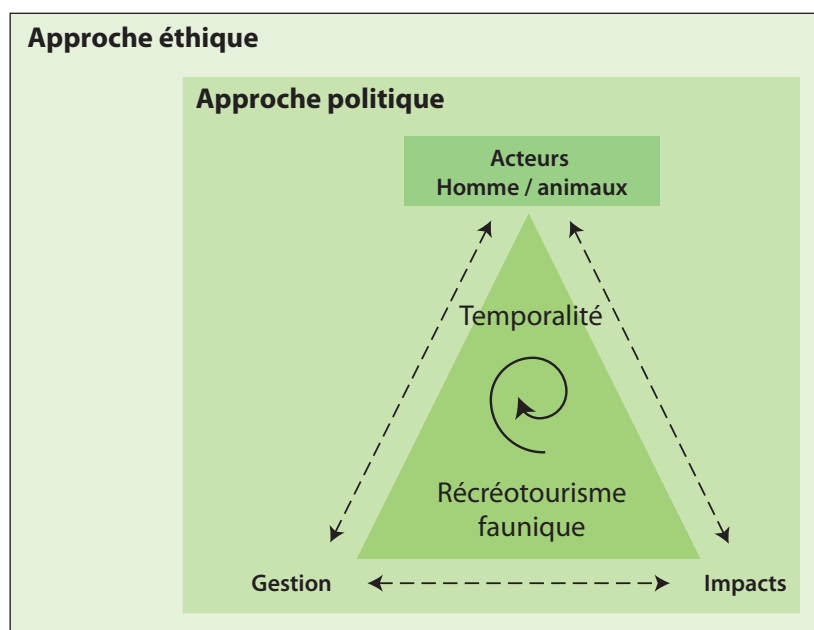


Figure I.10 - Schématisation du cadre de travail adopté pour l'étude du récréotourisme faunique

A partir du modèle d'Orams, nous nous intéressons spécifiquement à décrire les interactions homme / faune sauvage en milieu naturel, en analysant les mesures de gestion et les impacts des activités récréotouristiques sur la faune et les visiteurs. Dans la lignée de Reynolds et Braithwaite, nous essayons d'identifier les éléments influençant l'expérience touristique et les variations de la ressource faunique afin de mieux comprendre les liens de cause à effet entre le tourisme et les impacts sur la faune (cf. chapitres 4 et 5). Notre approche s'inspire également du modèle de Duffus et Dearden revisité par Catlin et *al.*, étant donné que nous nous intéressons aux dynamiques de chaque site, à leurs évolutions dans le temps et au contexte socio-économique, culturel, politique et environnemental dans lesquels le récréotourisme faunique se développe (cf. chapitre 6). Cela nous amène à aborder des questionnements éthiques sur le type de relations développées entre les hommes et les animaux (cf. chapitre 7). A ce propos, les travaux de Kellert et Berry (1987) sur l'attitude, les connaissances et le comportement des américains à l'égard de la faune permettent de mieux comprendre les différentes relations pouvant s'établir entre l'homme et l'animal (cf. tableau I.1).

Etat d'esprit	Définition
Naturaliste	Intérêt premier et affection pour la faune et les activités extérieures.
Ecologiste	Intérêt premier concernant l'environnement comme un système avec une reconnaissance des interrelations entre la faune et son habitat.
Humaniste	Intérêt premier et forte affection pour les animaux en tant qu'individus, principalement les animaux de compagnie. En ce qui concerne la faune, intérêt pour les animaux emblématiques en leur associant des caractéristiques anthropomorphiques.
Moral	Intérêt premier pour les bons et mauvais traitements faits aux animaux avec une forte opposition à l'exploitation et cruauté envers les animaux.
Scientifique	Intérêt premier porté sur les attributs physiques et le fonctionnement biologique des animaux.
Esthétique	Intérêt premier dans les caractéristiques artistiques et symboliques des animaux.
Utilitaire	Préoccupations premières pour les valeurs pratiques et matérielles des animaux ou de leurs habitats.
Domination	Intérêt premier pour la maîtrise et le contrôle des animaux spécifiquement dans les situations sportives.
Négative	Orientations premières vers un évitement des animaux en raison de l'indifférence, de l'aversion ou de la peur.

Tableau I.1 - Typologie des attitudes anthropiques envers les animaux (Traduit de Kellert et Berry, 1987 : 364)

Leur typologie des attitudes anthropiques envers les animaux a été construite à partir d'une prise en compte globale des animaux, que ceux-ci soient domestiques ou sauvages et portait sur un large public et non pas seulement les pratiquants d'activités récréotouristiques. Dans le cadre de notre étude, nous avons préféré reprendre la typologie des différentes éthiques environnementales (anthropocentrique, biocentrique, écocentrique) pour comprendre les relations des hommes à la faune sauvage car celles-ci nous semblait plus appropriée. Dépassant une logique exclusive, différents états d'esprits identifiés par Kellert et Berry étaient, en effet, présents chez les acteurs de notre enquête, ce qui rendait toute classification selon cette typologie illusoire.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Ce chapitre visait à poser les bases de l'analyse conceptuelle portant sur le récréotourisme faunique. La première partie a établi une analyse diachronique des relations homme-faune sauvage afin de contextualiser l'évolution des pratiques liées à la faune sauvage. L'histoire de ces relations a fait émerger différents paradigmes. Aujourd'hui, ceux-ci sont combinés dans les différentes formes de récréotourisme faunique ; ils ont influencé son apparition et ils jouent sur sa mise en œuvre, sa gestion et sa perpétuation.

Dans un deuxième temps, nous sommes revenue sur certains concepts développés autour de la faune sauvage pour situer notre travail. Ainsi, l'analyse porte sur la faune sauvage charismatique qui est considérée comme un patrimoine naturel. Enfin, ont été présentés les différents modèles portant sur le tourisme faunique, afin d'exposer comment nous avons construit notre travail. Nous avons choisi de mener une étude globale portant à la fois sur les pratiques de chasse et de contemplation. Nous nous distinguons ainsi de nombreuses monographies portant sur l'une ou l'autre des pratiques, ceci afin de les mettre en perspective. La comparaison porte à la fois sur le système de pensée sous-jacent ces différentes pratiques et sur leurs organisations spatiales respectives, le tout analysé conjointement afin d'éclairer les dynamiques territoriales liées au récréotourisme faunique.

Le chapitre suivant revient sur les méthodes que nous avons élaboré afin de répondre aux questionnements soulevés, qu'il s'agisse du cadre méthodologique ou encore des techniques de collecte de données. Ce chapitre présente également les terrains sur lesquels nous avons appliqué le cadre de travail défini ci-dessus.

CHAPITRE 3 - MÉTHODOLOGIE, COLLECTE DE DONNÉES ET MISE EN PERSPECTIVE DES TERRAINS D'ÉTUDES

Ce chapitre porte sur les méthodes de travail de la recherche. Les méthodes étant entendues comme « *un ensemble de moyens raisonnés, suivis, pour parvenir à un but* » (Le Petit Robert, 2011), nous décrivons ici la démarche de travail mise en œuvre, de la préparation de nos questionnements de départ à l'écriture des premiers résultats en passant par le travail de terrain.

Nous revenons dans un premier temps sur l'approche systémique. Cette démarche permet d'appréhender notre objet d'étude de manière dynamique. Celui-ci est composé d'éléments en interaction qui évoluent, se transforment et font évoluer l'objet de départ, le tout dans un environnement dynamique. L'adoption de cette démarche permet de concentrer l'analyse sur les processus de transformation dans l'espace et le temps. La systémique permet de déconstruire pour mieux les reconstruire l'objet d'études et les questionnements. Elle donne une orientation générale au protocole de recherche à mettre en œuvre.

La deuxième partie s'intéresse à notre positionnement sur le terrain et aux techniques d'enquêtes développées pour la récolte de données. Afin de comprendre les pratiques liées à la faune sauvage, nous avons adopté une position de recherche dialogique entre l'étude géographique basée sur les représentations, l'imaginaire, les significations des différents espaces sauvages et anthropiques et une géographie de l'habité où l'étude géographique passe par les pratiques et les actes (Stock, 2004).

Enfin, la troisième partie de ce chapitre explique la démarche comparative. La mise en perspective de trois terrains d'études a permis à la fois de construire les questionnements de la recherche et d'y répondre. « *Comparer (...) constitue un moyen d'objectiver davantage la réalité sociale et de mettre en évidence la prudence dont le chercheur doit faire preuve* » (Vigour, 2005 : 103) ; cela amène à s'interroger sur les différentes techniques d'enquêtes utilisées, l'accessibilité à l'information, le type de littérature disponible et l'importance du contexte culturel.

Ainsi, ce chapitre vise à poser les bases de notre démarche de recherche, dont les détails seront explicités tout au long du manuscrit à travers des encadrés. En effet, à des fins de compréhension et en vue de faire partager au lecteur les avancées et limites que rencontre un chercheur pendant son travail, nous reviendrons régulièrement au fil des chapitres sur l'appréhension de chaque terrain d'études, les techniques mises en œuvre et les problèmes rencontrés.

1. UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE

Dans les chapitres précédents, nous avons commencé à introduire l'approche systémique adoptée tout au long de ce travail de recherche. Le premier chapitre est revenu par exemple sur la notion de ressource appréhendée d'un point de vue systémique. Cette approche permet notamment d'envisager en quoi une « ressource faunique » est un objet de recherche complexe à étudier au cœur des relations homme / nature. Selon A. Moine (2007), la complexité est un fait, mais ce sont les moyens mis en œuvre pour l'aborder qui permettent par une construction intellectuelle de la rendre

intelligible. Ainsi, l'approche systémique met en évidence le rôle essentiel des interactions existant entre les différents éléments constitutifs du système ainsi que sur les relations de ce système avec son environnement. Une ressource faunique, vue comme un système, est « *un ensemble d'éléments en interactions, une totalité organisée, plus ou moins ouverte sur l'environnement* » (Dauphiné, 2003 : 83). Le système ressource faunique est lui-même partie intégrante d'un autre système au cœur de notre travail de recherche : le système « *récrétourisme faunique* ». La méthode systémique que nous avons mise en œuvre a consisté à (1) identifier les éléments constitutifs de notre système « *récrétourisme faunique* », (2) comprendre les dynamiques du système en fonction des relations qu'il entretient avec son environnement, (3) étudier comment ce système évolue dans l'espace et le temps (cf. figure I.11).

Le système récrétourisme faunique est composé de deux sous-systèmes principaux qui ont été présentés dans les chapitres 1 et 2, celui de la « *ressource faunique* », et celui de la « *valorisation récrétouristique* » de cette ressource. L'environnement global du système a de même fait l'objet d'une brève présentation lorsque nous sommes revenue sur les relations homme / nature dans le temps.

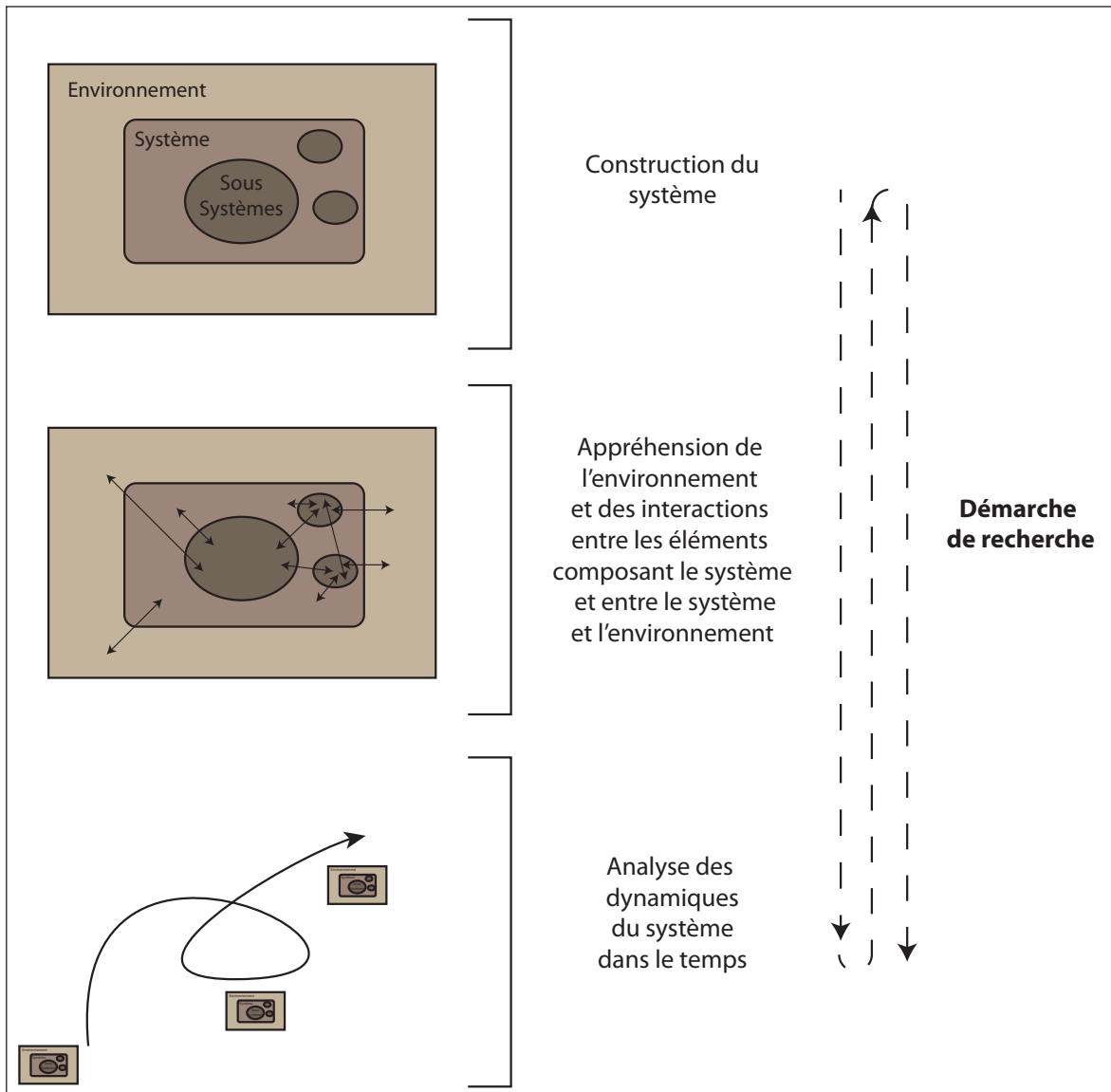


Figure I.11 - Cadre théorique de la recherche systémique

L'apport de la systémique est double. Elle permet d'une part de comprendre « *l'évolution spatiale comme une transformation et une succession de systèmes spatiaux* », structurant le temps d'un territoire en distinguant différentes phases de vie d'un système : la mise en œuvre du système, sa systémogénèse qui est « *la mise en place de l'interaction, par le développement de boucles de rétroaction entre les éléments constitutifs* » du système (Volvey et al., 2005 : 238), et sa systémolyse correspondant à la phase de décomposition du système. La systémique permet également d'introduire une analyse des jeux d'échelles dans celle des temporalités (Volvey et al., 2005 : 116). En termes de représentations graphiques, nous avons ainsi construit des frises chrono-systémiques afin de formaliser « *une lecture plus complexe des temporalités de l'espace* » (Volvey et al., 2005 : 117), évoluant en fonction des pratiques développées autour de la faune sauvage. Une frise chronosystémique donne lieu à une double lecture. Une entrée synchronique (verticale) permet de voir les interrelations spatiales du système alors que la lecture diachronique (horizontale) met en évidence les évolutions temporelles (Pasquier, 2011).

L'analyse systémique implique d'avoir une bonne connaissance du système, de son environnement et de sa dynamique. Ainsi, la systémique invite à contextualiser l'ensemble des données collectées. Pour cette recherche, la contextualisation est passée par un double travail bibliographique. Tout d'abord, des lectures de livres grand public et de la littérature scientifique ont été faites sur chacun des espaces géographiques étudiés à un niveau macro-régional. Le choix de l'analyse comparative sur des terrains très différents (France- Alpes/ Québec- Gaspésie/ Nunavut) a engendré un important travail pour l'appréhension et la connaissance de cette échelle d'analyse. Ainsi, les lectures ont porté à la fois sur les aspects géographiques, historiques, culturels et environnementaux des régions étudiées. Préalables indispensables à toute entrée sur le terrain, elles ont aidé à replacer le travail de terrain effectué au niveau micro-social dans un cadre macro plus global.

Le deuxième travail bibliographique mené à des fins de contextualisation visait à acquérir des données permettant d'analyser les dynamiques du système « *récréotourisme faunique* ». Afin de comprendre comment les pratiques liées à la faune sauvage ont évolué dans le temps et l'espace au sein de nos différents terrains d'études, un travail de reconstitution historique a été effectué à partir d'archives collectées sur les territoires étudiés (cf. annexe A1). Ces archives étaient diverses, allant de brochures de journaux aux décisions administratives concernant les espaces étudiés en passant par des plans directeurs ou des comptes-rendus de réunions... Ces archives ont été classées en fonction du niveau d'informations apporté sur chacun des terrains étudiés, de leurs dates et des thématiques abordées.

2. S'IMPLIQUER SUR LE TERRAIN

Au sein de ce travail, nous avons essayé de coupler différentes approches du lien des hommes au territoire afin de comprendre comment l'évolution des pratiques liées à la faune sauvage était à la fois le résultat et la source de relations de l'homme à la nature. Si notre point de départ s'est basé sur l'étude des représentations que les hommes pouvaient avoir de la faune et de leurs relations

avec celle-ci par l'intermédiaire des pratiques développées, notre méthodologie s'est complexifiée afin de mettre en œuvre une approche connue dans le monde anglophone sous le nom de « plus que représentative »¹ (Cadman, 2009 ; Dewsbury et *al.*, 2002 ; Lorimer, 2005 ; Lorimer ; 2010).

2.1. Faire parler pour saisir les perceptions du sauvage

La méthodologie mise en œuvre s'est concentrée dans un premier temps sur l'étude des perceptions des différents acteurs. Une perception est « *l'activité à la fois sensorielle et cognitive par laquelle l'individu constitue sa représentation intérieure (son image mentale) du monde de son expérience* » (Levy et Lussault, 2003 : 701). A partir du recueil des perceptions des acteurs par la technique de l'entretien, nous avons ainsi tenté de reconstituer comment chaque acteur se représentait les pratiques développées autour de la faune sauvage, les animaux, ainsi que les territoires associés à ces pratiques et à ces animaux. « *L'entretien est un moyen privilégié d'accès à certaines informations sur les gens, leurs modes de vie, leurs motivations, leurs représentations du monde* » (Dortier, 2004 : np). Les entretiens menés ont été enregistrés à l'aide d'un dictaphone. Seule une dizaine d'entretiens n'a pas pu être enregistrés pour cause de refus de la personne, d'appareil défectueux ou d'absence d'appareil lors d'entretiens impromptus sur le terrain. Pendant chaque entretien, une prise de note était assurée se concentrant sur les informations essentielles et précisant les conditions du déroulement de l'entrevue. La majorité des entretiens menés étaient des entretiens semi-directifs, une grille de questionnement était préparée au préalable afin d'assurer le bon déroulement de l'entrevue sans pour autant l'enfermer dans un carcan limité de questions / réponses (cf. annexe A2). Ce type d'entretien laisse le temps à la personne interrogée de revenir sur certains événements, de laisser libre cours à sa pensée. De nouvelles informations inattendues peuvent ainsi émerger.

Sur chacun de nos terrains d'études, des entretiens ont été menés avec les gestionnaires de la faune et les principaux acteurs participant aux activités récréatives et touristiques liées à la faune sauvage. En raison de l'organisation du travail de thèse, des financements disponibles, de l'accessibilité des terrains et des acteurs, il n'a pas été possible d'investir nos différents terrains d'études de la même manière. Ainsi, un travail assez similaire a été mené en Gaspésie et sur le massif des Bauges auprès des acteurs participant aux activités récréatives alors qu'au Nunavut, du fait des contraintes financières et logistiques, les entretiens se sont concentrés sur les responsables politiques de la communauté et les principaux acteurs impliqués dans le tourisme dans la communauté (cf. tableau I.2) .

Différents types d'entretiens semi-directifs ont été menés lors des enquêtes de terrain, chacun donnant lieu à un traitement spécifique et adapté en fonction du niveau d'informations. S. Beaud et F. Weber (2003 : 240) identifient trois types d'entretiens : les entretiens informatifs, les entretiens personnels et les entretiens approfondis.

¹ Traduction de "more than representative".

	Bauges			Gaspésie			Arviat		
	A	B	C	A	B	C	A	B	C
Chasseurs locaux		2	8		11	4			7
Chasseurs touristes		3	15	11	2	7			
Acteurs institutionnels gestionnaire du territoire	8		5	2		7		1	2
Touristes de nature	9	42	6	9	57	6			
Acteurs du tourisme			2			2	1		4
Biologistes		1		1	2	1			1
A : Entretien informatif B : Entretien « personnel » C : Entretien approfondi									

Tableau I.2 - Répartition des entretiens semi-directifs par terrains et types d'acteurs interrogés

Les entretiens informatifs que nous nommons entretiens « pré-enquête » ont permis, dans un premier temps, de dresser un panorama du récréotourisme faunique au sein de nos différents terrains d'études. Par exemple, huit entretiens informatifs ont été menés en France en 2009 avec des acteurs institutionnels du monde de la chasse afin de déterminer sur quel territoire il serait pertinent de travailler. Ces entrevues ont également été l'occasion d'identifier les thèmes à aborder lors d'entretiens avec les chasseurs locaux ou les touristes. Neuf entretiens informatifs ont de même été menés en 2010 avec les randonneurs du massif des Bauges afin de tester et d'améliorer la grille d'entretien que nous avons utilisé par la suite avec ces acteurs. Une démarche similaire a été menée au Canada. Ces entretiens informatifs nous ont aidée à mieux appréhender le contexte canadien et les terrains d'études que nous souhaitions investir.

Les entretiens personnels ont été menés avec les pratiquants des diverses activités en lien avec la faune sauvage directement sur le terrain. Ces entretiens étaient courts de 10 à 30 minutes. En raison du contexte dans lequel ceux-ci étaient menés (chemins de randonnée, préparation avant le départ à la chasse), certains de ces entretiens à la base semi-directifs se sont transformés en entretiens directifs, les personnes interrogées ne souhaitant pas forcément passer du temps à développer leurs réponses par rapport aux thèmes énoncés au départ. Ces entretiens « personnels » constituent une masse d'information importante, dans la mesure où nous avons interviewé près de 50 personnes dans les Bauges et 70 en Gaspésie. Cependant, le traitement de ces informations s'est avéré difficile en raison de leur très forte hétérogénéité : la précision des informations, l'implication des personnes interrogées, le développement de certains thèmes par rapport à d'autres varient fortement d'un entretien à l'autre. De même, il est difficile de connaître l'identité précise des répondants (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle) car, à de nombreuses reprises, ces entretiens, bien que commençant avec une seule personne, ont donné lieu au final à des entretiens de groupe. En effet, notre objectif de départ était de rencontrer des randonneurs

afin de les faire parler de leurs pratiques, du territoire et des animaux qu'ils observaient. Nous avons une grille d'entretien afin de nous guider dans la conduite des entretiens.

Après avoir testé différents lieux pour mener à bien ces entretiens (chemins de randonnée, parking, hébergement, destination des randonnées), nous avons finalement opté pour la destination de la randonnée (le plus souvent un sommet). En effet, arrivés au sommet, les randonneurs en profitent généralement pour faire une pause, se restaurer, admirer la vue. Ils sont donc plus à même d'accorder du temps au chercheur. Nous commençons l'entretien par nous présenter et décrire succinctement la recherche effectuée, leur demandons s'ils avaient du temps à nous accorder et si une personne était volontaire pour échanger. Ce préalable passé, l'entretien commençait. Or, au cours de l'entretien, les personnes accompagnatrices de l'interviewé finissaient par participer à l'entretien. Si nous aurions pu empêcher ou ne pas prendre en compte ces interventions extérieures venant compliquer la classification des informations retenues, nous avons tout de même souhaité les garder. A de nombreuses reprises, ces interventions ponctuelles dans l'entretien ont permis de faire rebondir l'interviewé principal ou l'ont poussé à argumenter ses positions, les randonneurs débattant alors sur des thèmes lancés (cf. photo I.1).



Photo I.1 - Entretien mené avec deux randonneurs au sein de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage, août 2011 (Kilian Chanteloup)

Face à la diversité des données recueillies au travers de ces entretiens « personnels », nous avons choisi de les traiter de manière pragmatique. Pour chacun des terrains investigués, nous avons sélectionné au hasard une quinzaine d'entretiens que nous avons retranscrits intégralement. Nous avons traité manuellement ces entretiens et essayé de formuler une grille de lecture au sein de laquelle nous avons recodé l'ensemble des entretiens dans un questionnaire alternant questions ouvertes et fermées, permettant un traitement à la fois quantitatif et qualitatif des informations (Duval, 2007). Un tel système a permis de recoder des entretiens très hétérogènes, parfois incomplets mais dont les réponses sur un thème pouvaient être pertinentes et qui apportaient à la

réflexion générale. La retranscription des entretiens a alors été partielle se focalisant uniquement sur les thèmes identifiés au sein de la grille de lecture. Le recodage a été fait à l'aide du logiciel Sphinx (cf. annexe A3).

A partir du recodage, deux types de traitements ont été réalisés. Un traitement visant à établir un classement des randonneurs en fonction de l'agencement de leurs réponses et des opinions exprimées. Cette analyse se fait entretien par entretien, « *il s'agit de rendre compte pour chaque entretien de la logique du monde référentiel décrit* » (Blanchet et Gotman, 2007 : 93). Contrairement aux enquêtes sociologiques, cette typologie ne se base pas sur les données identitaires des personnes mais sur leurs représentations du territoire, de la nature et de la faune. Afin de réaliser ce classement, seuls les entretiens les plus complets, ayant permis de compléter plusieurs champs de la grille de lecture ont été retenus. Cette classification d'acteurs a été obtenue en croisant différentes variables, et en identifiant des cooccurrences entre ces variables.

Le deuxième traitement réalisé est l'analyse thématique. L'analyse thématique « *défait en quelque sorte la singularité du discours et découpe transversalement ce qui, d'un entretien à l'autre, se réfère aux mêmes thèmes* » (Blanchet et Gotman, 2007 : 97-98). Une telle analyse renseigne sur des modèles explicatifs et de représentations. L'interprétation des données prévoit de s'appuyer sur le repère de variations au sein du corpus (Blanchet et Gotman, 2007). Ainsi, à partir d'un thème précis, par exemple le thème des grands prédateurs, nous avons isolé à l'aide du logiciel Sphinx toutes les réponses ayant été collectées sur le terrain sur ce thème afin de mieux comprendre les différents positionnements.

Le troisième type d'entrevue est l'entretien approfondi. Les enquêtés s'investissent dans l'échange et la relation d'entretien, ils essaient d'être réflexifs sur leurs pratiques et leurs positionnements. Ces entretiens approfondis étaient généralement assez longs, allant de 45 minutes à plus de trois heures. Ils étaient menés dans une configuration autre que les entretiens personnels, dans la mesure où la plupart ont été organisés après une prise de rendez-vous, dans un salon ou un bureau et non sur le terrain. Il est toutefois à noter que certains entretiens menés avec des randonneurs sur le terrain sont des entretiens approfondis, les interviewés ayant pris un temps long pour pouvoir pleinement échanger avec nous. Les entretiens approfondis ont été retranscrits intégralement et analysés par une analyse thématique et lexicale.

2.2. Observer et s'intégrer dans le monde des enquêtés

Afin de comprendre et de saisir les informations recueillies sur le terrain et pouvoir mieux interpréter les données collectées, nous avons cherché à reconnecter les représentations des interviewés aux pratiques telles qu'elles étaient mises en œuvre sur le terrain. Ainsi, en réponse à Ingold (1995) qui reconnaît que quelque chose « *doit aller mal, si le seul moyen de comprendre notre propre implication créatrice dans le monde est en nous en faisant sortir* »² (Ingold, 1995 : 58), nous avons souhaité coupler l'analyse des entretiens avec une approche « *plus que représentative* ». Une

² Traduction de : "must be wrong somewhere, if the only way to understand our own creative involvement in the world is by taking ourselves out of it".

telle approche vise à s'intégrer dans le monde des acteurs en expérimentant à travers notre propre corporalité les pratiques développées autour de la faune sauvage, leur manière d'appréhender le monde, leur environnement et leur lien au territoire. Nous partons du postulat selon lequel les perceptions et *in fine* les représentations des acteurs sont des « *formes que les gens construisent, que ce soit dans l'imagination ou sur le sol, qui proviennent de leur implication courante dans leurs activités, dans un contexte relationnel spécifique d'engagement pratique avec l'entourage. (...) Les gens n'importent pas leurs idées, plans et représentations mentales dans le monde, dans la mesure où les mondes (pour emprunter une phrase de Merleau Ponty (1962 : 24)) sont la maison de leurs pensées* »³ (Ingold, 1995 : 76). Ainsi, c'est seulement par la pratique des mondes que le chercheur pourra se rapprocher au mieux des perceptions et représentations des interviewés (cf. photo I.2).



Photo I.2 - Entretiens menés lors de l'enregistrement administratif des orignaux à la station service de Sainte-Anne-des-Monts, octobre 2010

Selon Stock (2004), c'est cette articulation entre pratiques des lieux et significations des lieux que recouvre la notion d'habité. La mise en place d'une géographie de l'habité implique l'adoption de techniques d'enquêtes relevant de l'ethnologie ou de l'anthropologie où le chercheur doit lui-même s'impliquer dans le monde des acteurs. Les informations recueillies à l'aide des entretiens ont été complétées et retravaillées par un travail d'observation et d'implication mis en œuvre sur le terrain et auprès des acteurs interrogés (cf. annexe A4). L'observation directe permet au chercheur

³ Traduction de : "the forms people builds, whether in the imagination ou sur le terrain, arise within the current of their involved activity, in the specific relational contexts of their practical engagement with their surroundings. (...) People do not import their ideas, plans or mental representations into the world, since that very world, to borrow a phrase from merleau ponty (1962 : 24), is the homeland of their thoughts."

d'être « le témoin des comportements sociaux d'individus ou de groupes dans les lieux mêmes de leurs activités ou de leurs résidences sans en modifier le déroulement ordinaire. Elle a pour objet le recueil et l'enregistrement de toutes les composantes de la vie sociale s'offrant à la perception de ce témoin particulier qu'est l'observateur » (Peretz, 1998 : 14). Le travail d'observation réalisé s'est organisé autour de deux types d'observations. D'un côté, l'observation directe d'activités en lien avec le développement récréotouristique basée sur une grille d'observation préparée au préalable. Lors de cette observation directe, la position d'étudiant chercheur n'était pas cachée : des notes d'observation, des croquis, des photos étaient directement faits sur place. Ce travail d'observation a notamment permis d'identifier et de localiser les marqueurs spatiaux du récréotourisme faunique permettant de voir l'emprise territoriale des pratiques développées. En plus de ce type d'observations, un travail d'observation participante avec les différents acteurs interrogés a été mené. L'observation réalisée visait alors à observer les pratiques de terrain, le comportement des individus, les interactions possibles avec d'autres acteurs et/ ou avec la faune sauvage tout en étant partie prenante de l'activité.

	Bauges	Gaspésie	Nunavut
Observation monde de la chasse (préparation chasse ; chasse ; retour chasse)	10	8	
Observation Tourisme de nature (randonneurs ; visite exposition faune ; test séjour touristique)	16	13	2
Observation travail de terrain biologistes (capture animaux ; relevés animaux chassés)	11	2	
Autres observation terrain (visite territoire; observation vie quotidienne)	8	9	15
Total	45	32	17

Tableau I.3- Répartition et nombre de journées de terrain réalisées

Ces observations ont donné lieu à la tenue d'un journal de bord réalisé à la fin de chaque journée d'observation, des extraits sont mis en avant tout au long de ce manuscrit afin de contextualiser la récolte de données. L'observation *in situ* s'est avérée particulièrement utile pour comprendre la formation des différents discours, et saisir le rapport des acteurs au territoire et à la faune. En effet, vivre l'activité permet de comprendre comment les discours « sont imbriqués dans le corps, compris non pas comme une résidence fixe pour l'esprit mais comme une trajectoire dynamique par laquelle nous apprenons à enregistrer et devenir sensible à ce qui constitue le monde »⁴ (Thrift,

⁴ Traduction de « lies in the body, understood not as a fixed residence for « mind » but as a dynamic trajectory by which we learn to register and become sensitive to what the world is made of »

2004 : 90). L'observation sur le terrain représente divers avantages. Tout d'abord, cela met le chercheur dans les conditions réelles de déroulement de l'activité. Il peut se rendre compte de la topographie du terrain, des conditions climatiques, voir s'il y a absence ou présence de couvert végétal, si l'observation d'animaux est facile, si l'approche d'un animal est possible. Tous ces éléments deviennent des réalités pour le chercheur et non plus de simples mots recueillis lors d'un entretien. Les mots des entretiens et les récits d'archives prennent alors un tout autre sens ; ils se matérialisent dans l'espace et le temps et ils acquièrent ainsi tout leur sens géographique (Lorimer et Whatmore, 2009). Par son implication sur le terrain, le chercheur engage son corps et se rapproche ainsi du vécu et des pratiques développées par les différents acteurs.

Le deuxième avantage de ces observations repose sur le fait que le chercheur peut comparer ce qui est dit en entretien avec ce qui se passe dans les faits. En effet, l'entretien est une situation construite où chaque acteur choisit ce qu'il dit. Son discours est construit et chaque mot peut être mesuré et sélectionné. Les personnes interrogées choisissent de parler ou non sur tel ou tel sujet, elles contrôlent l'information transmise. Or, certaines pratiques non assumées ou tout simplement inconscientes peuvent ressortir sur le terrain alors qu'elles n'apparaissaient pas en entretien. Plus d'une fois il nous est arrivé d'observer des randonneurs s'approcher d'animaux sauvages alors que ces derniers nous soutenaient moins d'une heure auparavant qu'ils ne sortaient pas des sentiers, ni ne courraient après les animaux, trop conscients de la gêne que cela pouvait occasionner (cf. chapitre 7). Est-ce que ces acteurs avaient délibérément menti lors de l'entretien ? Est-ce qu'ils avaient conscience que leurs actes ne correspondaient pas forcément avec le discours tenu ? Cela est difficile à dire. Par contre, apparaît ici tout l'intérêt de combiner les différentes informations collectées lors des entretiens et des observations. Selon nous, l'observation n'invalide pas l'entretien qui certes, comporte certains biais ; elle conduit à comprendre comment l'acteur envisage ou souhaite donner à voir ses pratiques autour de la faune sauvage. L'observation, dès lors, permet de rétablir dans les faits ce qui a pu être transformé par les mots ou la pression sociale et de prendre de la distance par rapport aux résultats des entretiens.

Une des critiques de l'observation participante consiste à interroger l'objectivité des données récoltées dans la mesure où le chercheur se base sur ses propres expériences sensorielles, cognitives et sa vision du monde pour analyser son ressenti et ce qu'il voit. Nous pensons que cette subjectivité est de toute manière présente dans le cadre de la recherche en raison des propres schèmes perceptifs, de la culture, du vocabulaire utilisé par le chercheur. Notre position de femme, occidentale, française, élevée dans une famille sensibilisée à l'importance de la protection environnementale, et dont l'intérêt pour les animaux remonte aux films de Walt Disney joue forcément sur la manière dont nous avons abordé et construit notre sujet de recherche. Cependant, nous sommes lucide concernant les biais liés à notre subjectivité primaire à l'égard de certains sujets comme la chasse dans la mesure où nous avons grandi avec l'image du film *Bambi*. Notre ouverture aux activités cynégétiques était donc au début de cette recherche très modérée. Consciente de cette implication émotionnelle, nous avons essayé de travailler avec la plus grande objectivité possible en nous détachant du sujet, analysant les faits observés et en rencontrant un large panel d'acteurs venant du monde de la chasse afin de le découvrir et de revisiter nos conceptions socialement construites.

Parfois, les biais culturels ne sont pas conscients. La mise en place d'une cotutelle avec l'université canadienne a en cela été très utile pour prendre du recul sur notre sujet de recherche. Ayant déjà vécu à l'étranger, nous pensions notre ouverture au monde assez large. Quelle fut notre surprise lorsque lors d'une présentation à l'Université de Montréal, un professeur a critiqué notre approche très « euro-centrée » du développement touristique mis en œuvre chez les Inuit. S'il nous apparaît difficile de nous détacher d'une telle vision, celle-ci faisant partie intégrante de notre identité, le fait de prendre conscience qu'elle existe permet de réinterroger notre manière d'aborder les questionnements : « *Les grandes difficultés que l'on éprouve à mener une recherche interculturelle soulignent à quel point la science sociale est prisonnière du système où elle s'est développée, mais elles témoignent aussi du caractère hautement correctif que pourrait assumer ce type de recherche* » (Scheuch (1967) cité dans Dogan et Pélassy, 1980 : 15). Ainsi, afin de diversifier les points de vue et l'approche du récréotourisme faunique, nous avons adopté une démarche comparative. L'étude des relations entre l'homme et la faune sauvage passe alors par l'analyse de différentes activités récréotouristiques organisées dans divers lieux et cultures.

3. UNE DÉMARCHE COMPARATIVE

3.1. L'intérêt de l'approche comparative

Ce travail de recherche a adopté une démarche comparative. La comparaison est « *la mise en regard systématique, la confrontation d'au moins deux cas sous un angle particulier, défini par le chercheur* » (Vigour, 2005 : 10). Nous avons souhaité mettre en perspective nos questionnements concernant le développement des pratiques liées à la faune sauvage à travers une comparaison de différents territoires alpins et canadiens.

Leur mise en perspective permet de mieux comprendre les enjeux territoriaux associés à la mise en valeur de la faune sauvage et de penser la transférabilité des processus observés de part et d'autres en vue de comprendre la transformation des espaces sauvages et anthropiques dans le temps. Cela permet également de déconstruire des schèmes culturels et d'assurer une distanciation avec notre objet d'étude (cf. encadré I.5, page suivante).

Un élément du choc culturel que j'ai ressenti au Nunavut est la manière d'entrer chez les gens. Cela a pour moi été une véritable barrière culturelle à surmonter pour mener mes enquêtes. Les Inuit ne frappent pas aux portes, ils entrent directement chez les personnes. J'ai eu une grande difficulté à faire cela concrètement. Une expérience personnelle permet d'illustrer les problèmes de terrain que cela peut entraîner. Souhaitant interviewer un ancien du village ayant suivi une formation pour devenir guide touristique, je me suis présentée chez lui un après-midi. J'ai alors frappé et je suis entrée. Dans la maison, il y avait une dizaine d'enfants installée par terre, et une grand-mère sur le côté qui m'a demandé de partir avant même avoir pu présenter ce que je faisais. Elle m'a simplement dit que son mari n'était pas là, qu'elle ne voulait pas me parler, et qu'elle souhaitait que je parte. Je suis immédiatement sortie. Après cette entrée en matière, je n'osais plus retourner chez eux. J'ai demandé à un voisin avec qui j'avais eu un entretien s'il ne pouvait pas aller présenter ce que je faisais et leur demander si je pouvais revenir le lendemain. Le soir même, le voisin me rappelle et m'indique qu'il n'y a pas de problèmes et que je pouvais me présenter chez eux le lendemain dans la journée quand je voulais après 16h. Il m'a indiqué que la plupart des personnes qui frappent aux portes était des services gouvernementaux canadiens, ce que les gens n'apprécient guère. Le lendemain, je suis donc revenue afin de m'entretenir avec eux, et suis entrée sans frapper. Cette barrière culturelle de frapper avant de rentrer chez les gens est restée pour moi une gêne constante. (Cela paraît peut être un peu ridicule dit comme cela, mais m'introduire chez des gens inconnus n'était vraiment pas évident). À la fin de mon séjour, j'arrivais à ne plus frapper chez les personnes avec qui j'avais sympathisé et à qui je rendais visite régulièrement.

Encadré I.5 - Extrait du carnet de terrain relatant la nécessité du chercheur de s'adapter à l'environnement qu'il étudie, Arviat, mai 2011

La comparaison de territoires aussi divers en termes culturels, d'environnement et de pratiques vient enrichir la réflexion : « *Loin d'être seulement une méthode, la comparaison est plus largement une stratégie d'enquête et de recherche qui imprègne l'ensemble de la démarche du chercheur, de la définition de la problématique au choix du terrain, en passant par la construction des données, leur analyse et leur explication* » (Vigour, 2005 : 17). Ainsi, la démarche comparative se retrouve à toutes les étapes du travail de recherche, permettant de prendre le recul nécessaire par rapport 1/ à notre vision du monde, 2/ à notre objet d'études, 3/ sur la conduite d'un travail de recherche, 4/ sur l'écriture.

La comparaison mise en œuvre a consisté à étudier différentes études de cas du récréotourisme faunique en France et au Canada. Comparer la France avec un autre pays permettait de détacher notre regard de la réalité locale en apportant une nouvelle vision sur les pratiques mises en œuvre autour de la faune sauvage. Ainsi, la recherche menée ne restait pas enfermée dans un carcan franco-centré, et permettait d'appréhender l'évolution des relations à la nature et au territoire dans des systèmes internationaux, nationaux et locaux complexes et interconnectés. Les Bauges et la Gaspésie sont toutefois des terrains tout deux attachés à la culture occidentale et il nous a semblé

intéressant d'ajouter un terrain de recherche n'ayant pas les mêmes références et liens à la faune. Le Nunavut apporte en cela une autre vision de la faune sauvage et des activités qui lui sont liées.

L'idée de la comparaison est issue d'une interrogation personnelle concernant la chasse sportive. Ayant voyagé en Alaska et au Nunavut, nous avons remarqué l'importance économique, sociale et culturelle pour ces régions du tourisme de chasse sportive. Cette forme de tourisme semblait peu présente en France et nous nous interrogeons sur son absence. C'est pourquoi au moment de dessiner notre projet de recherche, il nous a semblé intéressant de mettre en œuvre un travail comparatif international entre différentes pratiques et développement de ces pratiques en France et à l'étranger. Ainsi, la comparaison est apparue comme un moyen de « *stimuler l'imagination* », « *d'élargir l'expérience du chercheur, de lui faire prendre conscience d'autres possibilités et capacités sociales, et ainsi de l'aider à imaginer des alternatives quant aux questions à poser, aux causes à chercher et aux effets à mesurer, des modèles rationnels des idéaux types, des utopies et d'autres fonctions utiles* » (Stretton, 1969 : 245). La dimension comparative a donc été au cœur de la construction de notre objet d'études permettant de développer des hypothèses et une problématique de travail prenant en compte à la fois ce que nous connaissions du récréotourisme faunique tel qu'il se développait en France mais aussi à l'étranger.

Le récréotourisme faunique est cependant très divers et de multiples activités touristiques se développent autour de la faune sauvage dans le monde entier. La démarche comparative adoptée ne vise pas à établir une typologie exhaustive des activités récréotouristiques liées à la faune sauvage ou de comparer les modes de valorisation d'une même espèce entre différentes régions, mais plutôt à **comprendre pourquoi, comment et dans quelle mesure des activités récréotouristiques se développent autour des animaux**. La comparaison est alors un outil pour identifier et mieux comprendre les processus en jeu dans la mise en valeur de la faune sauvage et permet d'analyser les dynamiques territoriales liées à différentes pratiques. Sur des hypothèses précises, la comparaison s'est avérée être un outil d'administration de la preuve pour valider ou invalider des causalités dans les processus étudiés (Hassenteufel, 2005 : 114). Ainsi, comme pour Durkheim (1895) qui considérait que comparer était le seul moyen de démontrer qu'un phénomène était la cause de l'autre, nous nous sommes servis de la comparaison pour affirmer ou infirmer des tendances dans l'acceptation sociale de pratiques développées autour de la faune sauvage.

La démarche comparative mise en œuvre nous a fait prendre du recul sur la conduite même de notre travail de recherche. Après des recherches menées sur chacun de nos terrains d'études, la démarche comparative dans laquelle nous étions investis nous a poussé à interroger et réinterroger par des effets retour les sources mobilisées, l'approche du travail de terrain, les techniques d'enquête développées et la démarche théorique adoptée. En cela, elle s'est avérée être un élément moteur pour la réflexivité de cette recherche. Un des problèmes majeurs auxquels nous avons dû faire face est la différence existante entre ce que le travail comparatif théorique suppose et ce qu'il se passe en réalité sur le terrain. Si au niveau théorique « *l'exigence fondamentale* [pour une comparaison] *est celle de la mise en œuvre de la même grille d'analyse sur le même type de terrain*

en recueillant le même type de données » (Hassenteufel, 2005), nous sommes forcée de reconnaître qu'en pratique, il en a été différemment.

Hassenteufel envisage deux options possibles pour effectuer un travail comparatif : mener une enquête seule ou travailler collectivement. En ce qui nous concerne, nous avons travaillé seule, menant de front le travail au sein de nos trois terrains d'études et allant collecter nous-même les jeux de données dont nous avons besoin. La comparaison individuelle nous a permis d'appréhender les questionnements de notre problématique et nos terrains d'études de manière homogène. Nous avons ainsi établi un protocole de recherche commun s'appuyant notamment sur la démarche systémique présentée préalablement (cf. fig I.12).

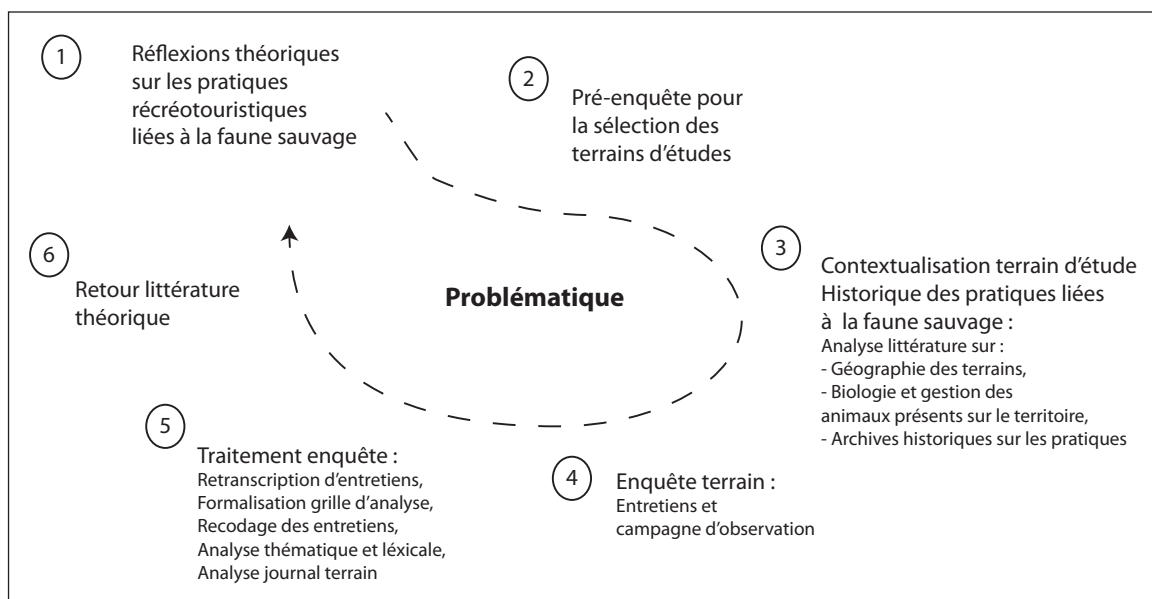


Figure I.12 - Protocole de recherche suivi sur les différents terrains d'études

En partant de la même grille d'analyse et d'un protocole de recherche semblable, nous n'avons cependant pas réussi à collecter le même type de données. Différentes raisons expliquent cette situation, car l'enquête est avant tout le fruit d'interactions sociales et ne peut être comparée à une expérience de laboratoire pouvant être répétée de manière systématique (Bourdieu, 1993). Tout d'abord, des raisons matérielles concernant l'accessibilité physique des terrains ont contraint certains choix. Il était plus facile de nous rendre sur le massif des Bauges située dans les Alpes françaises et en Gaspésie au Québec qu'au Nunavut (cf. annexe A5). Les prix de séjour au Nunavut étant particulièrement élevés, nous avons réalisé seulement un court séjour au sein de la communauté d'Arviat, limitant la collecte de données par entretiens et observations. Ainsi, nous n'avons pas effectué d'enquêtes auprès de touristes en visite au sein de la communauté que cela soit des touristes chasseurs ou des touristes non chasseurs. Cette dissymétrie dans le travail explique que la comparaison se base principalement entre la France et le Québec, le Nunavut apportant un éclairage complémentaire à la réflexion. Les données collectées diffèrent compte tenu des moyens mis à notre disposition pour accéder au terrain. Par exemple, dans les Bauges, nous avons eu l'occasion de suivre à plusieurs reprises des chasses organisées par l'Office National des Forêts avec des chasseurs touristes alors qu'en Gaspésie, l'accès aux touristes était fortement

régulé par les gestionnaires du territoire où les chasses touristiques étaient organisées. Nous avons pu interroger les chasseurs sans pour autant les accompagner. Les entretiens menés étaient fortement dépendants du lieu d'interview, du contexte d'entretien, entraînant obligatoirement une hétérogénéité des données (cf. encadré I.6). Un constat similaire peut être fait en ce qui concerne les archives disponibles sur chaque terrain. Nous n'avons pas eu accès aux mêmes types de documentation entre nos différents terrains d'études. Cependant, pour les trois terrains, nous avons réalisé un travail sur archives. Une analyse de contenu a alors été menée, permettant d'identifier les informations concernant la faune sauvage et les pratiques liées à celle-ci.

Un peu de méthodologie ...

Au Nunavut, la différence entre la culture inuit et occidentale dans l'appréhension du temps est visible au quotidien. Si les journées sont organisées comme en France ou dans le reste du Canada, avec du lundi au vendredi des jours de travail (9H/ 17H) et le samedi et le dimanche jours de weekend, le temps au sein du village semble être ralenti. Mon impression majeure est que les gens prennent le temps de vivre, de se visiter, de partager. Le travail en soi est loin d'être une priorité, de nombreuses familles vivent de l'aide sociale. L'organisation sociale reste fortement liée à la météo et aux activités traditionnelles. Au travail, un dossier urgent le vendredi, le sera encore le lundi ou le mardi. Une journée dite « bien remplie » peut être liée à l'achat de chaussures à la superette (c'est une anecdote véridique, mais je la trouve assez caractéristique, selon ma propre impression bien sûr).

Cette notion de temps implique un constant décalage entre le temps de ma recherche et le quotidien des personnes avec qui je souhaitais travailler. Les prises de rendez vous avec les inuit se sont souvent soldées par des échecs, la personne étant absente ou ne venant pas. Ainsi, à de nombreuses reprises, alors que j'avais laissé une entière liberté à la fois dans le jour, l'heure et le lieu du rendez vous, je n'ai pas réussi à réaliser l'entretien prévu, et ce non pas parce que la personne ne souhaitait pas s'entretenir avec moi mais simplement parce que à ce moment là elle avait prévu autre chose. Une grande flexibilité a donc été nécessaire, prenant des rendez-vous pour le jour même, pouvant réaliser un entretien non prévu lors de rencontres. Le biais de cette situation est de ne pas avoir de conditions idéales pour mener des entretiens (problèmes des interruptions constantes de l'entrevue). Ce rapport au temps s'est avéré assez frustrant dans certains cas, car je n'ai pas réussi à m'entretenir avec plusieurs chasseurs que j'avais contactés à de nombreuses reprises. Ces derniers n'étaient pas contre le fait de me rencontrer, cependant à chaque fois le moment était mal choisi. Les réponses typiques étaient : « *I am fixing my skidoo, and I don't know how much time it will take, call back later and we will see* ».

Il en ressort qu'il est extrêmement difficile de planifier quoi que ce soit, l'organisation de la semaine pouvant changer de jours en jours, voire d'heures en heures. Une personne se montrant disponible un jour, s'avère être finalement partie à Churchill le lendemain. Une autre qui devait être à la chasse, rentre finalement plus tôt mais décide de réparer sa moto neige.

Encadré I.6 - Extrait du carnet de terrain lors de l'enquête menée à Arviat au Nunavut, mai 2011

Enfin, la comparaison implique un rapport au travail d'écriture spécifique, « *les pratiques de la comparaison et de l'écriture s'éclairent mutuellement et ne peuvent être pensées séparément* » (Courtin et al., 2012 : 9). L'écriture d'un travail comparatif passe généralement par différentes étapes comprenant l'écriture de monographies sur les différents éléments comparés avant de pouvoir synthétiser les informations et réellement les comparer dans un texte plus construit (Gally,

2012). Deux options de présentation du travail final sont généralement mobilisées. Une structuration des écrits par les terrains ou une structuration par entrée analytique (Hassenteufel, 2005 : 120). Présenter les terrains les uns à la suite des autres et établir une synthèse par tableau comparatif est la méthode la plus souvent mobilisée ; cependant, elle repose plus sur une juxtaposition de différents cas d'études synthétisés en conclusion que sur une réelle comparaison. La structuration par entrée analytique permet de mieux comparer les éléments entrants dans la comparaison mais supprime aux lecteurs certaines clés de lecture lui permettant de bien comprendre le cheminement de la pensée de l'auteur. Dans le cadre de ce travail, nous avons choisi de combiner ces différentes méthodes. Tout au long de la recherche, nous avons été amenée à écrire des monographies concernant différents questionnements sur chacun des terrains d'études. « *Ces écritures intermédiaires* » (Achard, 1994) étaient essentielles pour comprendre les configurations et enjeux locaux des activités récréotouristiques liées à la faune sauvage et pouvoir établir les ressemblances / dissemblances de l'analyse. La deuxième partie de ce mémoire de thèse reprend ces « *écritures intermédiaires* » qui permettent une lecture claire et compréhensible de notre problématique au regard de nos terrains d'études. La troisième partie s'inscrit dans une structuration analytique. L'entrée par les terrains laisse alors la place à une étude centrée sur des thèmes issus de la comparaison.

3.2. Quels terrains choisir ?

Le choix de la démarche comparative s'est fait en préalable aux choix des terrains d'études investigués. La sélection de ces terrains est issue de raisons à la fois scientifiques et pratiques.

3.2.1. Le massif des Bauges dans les Préalpes françaises

Le massif des Bauges dans les Alpes françaises a été choisi après une pré-enquête menée sur l'ensemble du massif alpin (cf. figure I.13).

Plusieurs raisons expliquent ce choix. Tout d'abord, ce sont les activités liées à la chasse qui ont été déterminantes. Nous verrons dans les chapitres suivants que le tourisme de chasse en France n'est que faiblement développé. Sur ce point, le massif des Bauges dispose d'une réserve nationale de chasse et de faune sauvage (RNCFS) au sein de laquelle l'Office National des Forêts organise des stages de chasse pouvant s'apparenter à du tourisme cynégétique dans la mesure où ce sont principalement des chasseurs venant d'autres régions, voire de l'étranger, qui suivent ces chasses organisées au cours de l'automne. De plus, autour de la RNCFS, la chasse locale est encore une activité très présente imprégnant fortement l'identité du territoire. Aussi, une organisation territoriale vise à différentes échelles du massif des Bauges, à gérer à la fois les espèces gibiers et les activités cynégétiques.

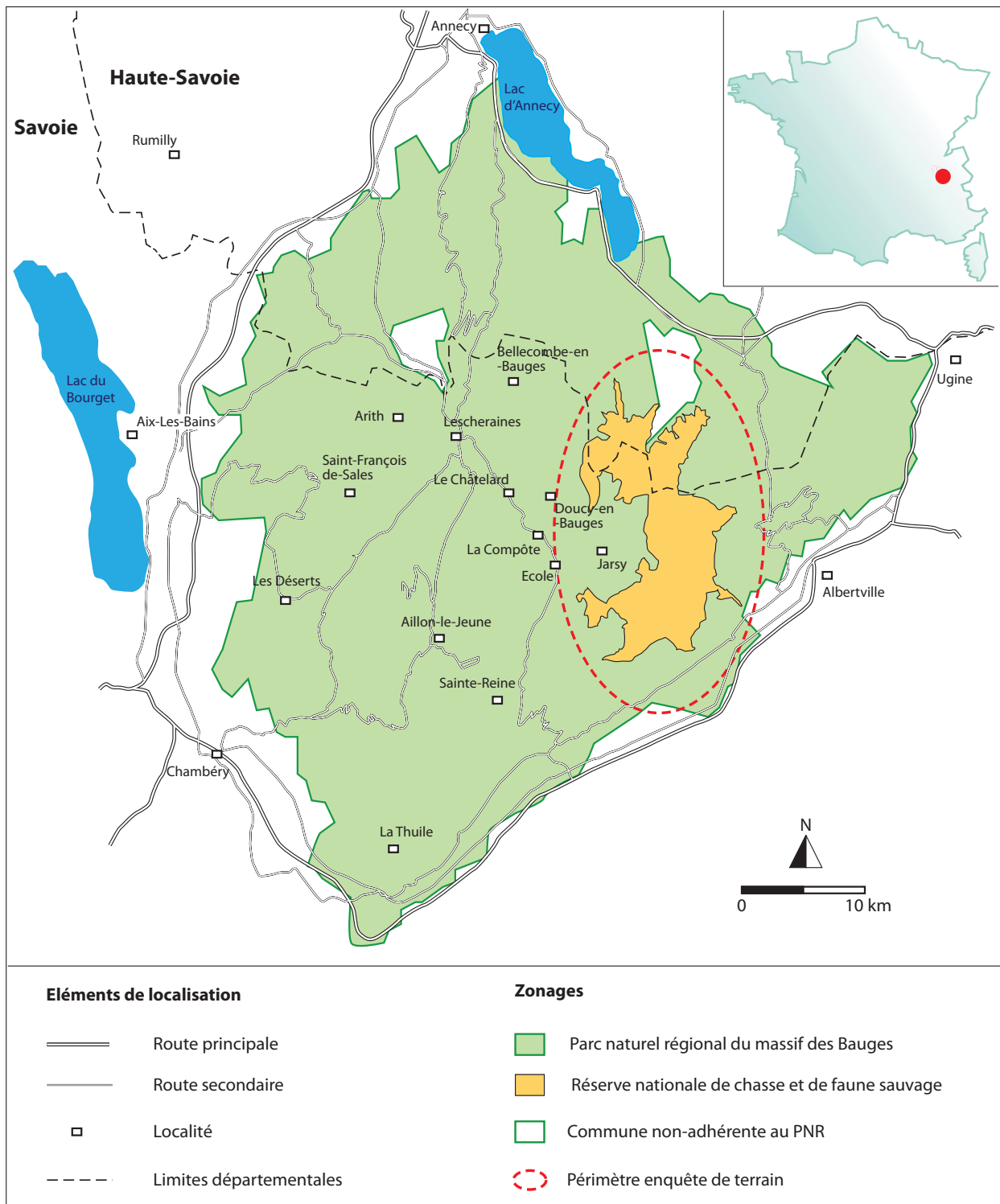
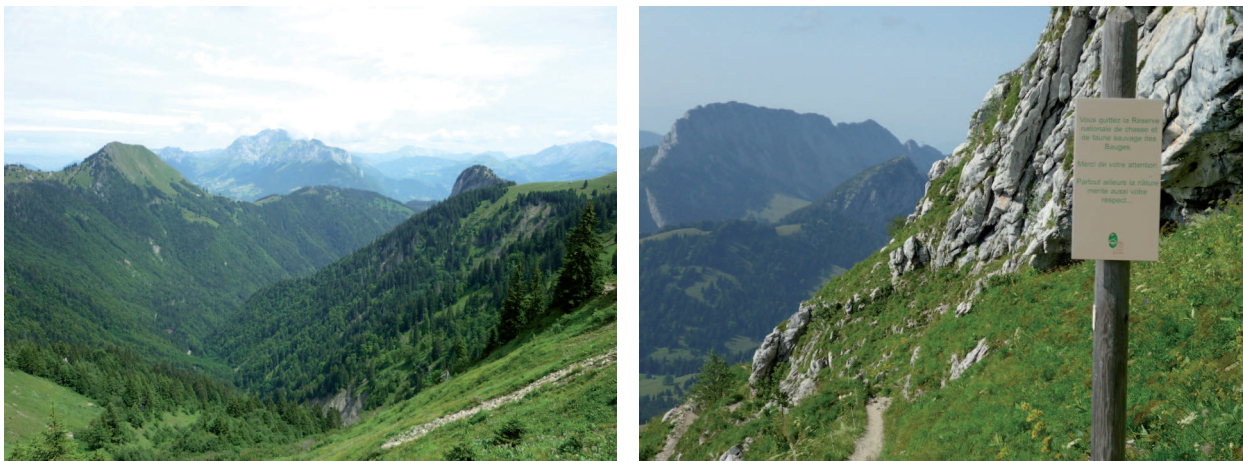


Figure I.13 - Carte de localisation du terrain d'études sur le massif des Bauges

En sus de ces activités de chasse, la présence du parc naturel régional créé en 1995 et les orientations adoptées pour le développement du territoire ces dernières années montrent une volonté de développer les activités touristiques au sein du massif. Le cœur du massif des Bauges, avec la présence de la RNCFS et sa topographie marquée par un paysage d'altitude, est particulièrement propice au développement d'activités de nature comme la randonnée (cf. photos I.3,4 et 5 des deux pages suivantes). La faune sauvage de la RNCFS est un attrait du territoire, et

l'observation d'animaux sur les hauts sommets y est aisée. La réserve a été créée originellement pour la protection du chamois. D'autres mammifères tels que le mouflon et la marmotte sont deux espèces régulièrement rencontrées au détour des chemins. Au niveau de l'avifaune, la réserve contient des populations de tétras lyre, d'aigles, de circaètes...



Photos I.3 - Paysage de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges, août 2011

Photo I.4 - Panneau marquant l'entrée ou la sortie de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage, août 2011

Dans le cadre de ce travail, nous nous sommes principalement intéressée aux grands mammifères du massif, concentrant au départ notre attention sur le chamois et ouvrant aux autres animaux lorsque ceux-ci étaient fortement cités par nos interlocuteurs (populations d'ongulés et loup principalement).

En complément des dynamiques observées dans les Bauges, deux études de cas ont ainsi été traitées au début de cette recherche doctorale, une concernant la réintroduction du bouquetin en Chartreuse (massif situé à proximité immédiate des Bauges) car le parc naturel des Bauges avait lui-même un projet de réintroduction et l'autre sur la mise en tourisme du loup dans le Mercantour (Alpes du Sud) en raison de la présence potentielle de l'animal sur notre massif d'étude. En ce qui concerne le bouquetin, les observations effectuées en Chartreuse, lors des opérations de réintroduction en 2010 ont été une ouverture pour mieux comprendre les démarches engagées par le PNR des Bauges autour de cet animal. Dans les Bauges, plusieurs études exploratoires ont été lancées sur le massif pour savoir si la réintroduction du bouquetin était possible. Une volonté forte est énoncée par le parc naturel régional qui souhaiterait lancer un programme de réintroduction dans les années à venir. Cette espèce, symbolique des paysages de montagne alpin, est une espèce protégée (Mauz, 2012). Elle a déjà fait l'objet de multiples réintroductions du Mercantour aux Alpes du Nord. Cet animal est peu farouche et peut facilement être approché lors de randonnées pédestres, ce qui fait de lui une espèce particulièrement propice au développement du tourisme faunique. Cependant, si les randonneurs y faisaient quelques fois références, son importance dans la recherche est restée limitée, d'autant plus que le projet de réintroduction de l'animal sur le massif a été abandonné par le parc au début de l'année 2013.

La question du loup est, quant à elle, restée très présente malgré la sortie du massif des Bauges du zonage « zone de présence permanente » en raison de l'absence du prédateur sur le territoire pendant plusieurs années. La problématique du loup ne s'avère donc pas centrale pour notre zone d'études. Cependant, l'absence physique de l'animal ne le fait pas pour autant disparaître du monde des acteurs interrogés sur le terrain. Que ce soient les chasseurs ou les randonneurs, tous ont abordé librement la question du loup. Sans être un pilier de ce travail, cet animal a été source de réflexions et d'analyses sur la place des grands prédateurs pour le développement touristique. Le loup s'est en quelque sorte « invité » dans la recherche (Mauz, 2002) et sera abordé dans les chapitres 6 et 7 en ce qui concerne une mise en perspective des pratiques touristiques autour des grands prédateurs et voire comment celles-ci participent à définir le sauvage.



Photo 1.5 - Paysage de moyenne montagne de la RNCFS des Bauges, août 2011

Le massif des Bauges, particulièrement l'espace de la RNCFS et sa périphérie, offre un territoire intéressant pour notre analyse des dynamiques territoriales liée à la valorisation de la faune sauvage. Ce terrain, à proximité de Chambéry, représentait également plusieurs facilités logistiques permettant un travail de terrain approfondi.

En ce qui concerne les terrains canadiens, divers facteurs ont joué dans leur sélection. Le projet de thèse initial visait principalement l'investigation de terrains au Nunavut. Le Nunavut est le territoire inuit, situé à l'est de l'Arctique canadien. Ce terrain apportait une dimension culturelle intéressante pour l'étude des relations homme/ faune dans la mesure où il sortait de la vision occidentale. La société inuit, organisée dans une économie mixte mélangeant économie capitaliste et mode de vie traditionnelle (Condon *et al.*, 1995), offrait d'intéressantes perspectives de recherche sur le développement d'activités récréotouristiques en lien avec la faune sauvage. Cependant, la comparaison entre des terrains aussi différents que la France et le Nunavut limitait certaines analyses. Nous avons ainsi fait le choix de sélectionner un terrain de recherche plus comparable aux Bauges, la Gaspésie, et d'utiliser la comparaison avec le Nunavut comme un éclairage complémentaire au développement occidental du tourisme faunique.

3.2.2. La Gaspésie au Québec

A notre arrivée à l'université de Montréal, nous avons analysé divers territoires québécois proposant une valorisation récréotouristique de grands mammifères. En dehors des zones urbanisées, la quasi-totalité du Québec répondait à ce critère. Notre choix s'est donc tourné dans un premier temps vers les régions à proximité de Montréal afin de faciliter la logistique requise lors de sorties terrains. Nous sommes allée visiter la région du Mont Tremblant et interroger les gestionnaires de ce territoire afin de voir s'il serait possible d'effectuer une collecte de données sur place (mission en septembre 2010). Les dates d'ouverture de la chasse arrivaient cependant très vite, et plusieurs démarches administratives étaient requises en préalable au travail de terrain. Le choix s'est finalement fixé sur la Gaspésie en raison des démarches simplifiées qu'offrait ce territoire. Notre directrice de recherche au Canada ayant déjà été en contact avec certains acteurs locaux de la Gaspésie, l'accès à ces acteurs de terrain était facilité. De plus, cette région est riche en termes de problématique de recherche en raison des différents territoires administrés de gestion de la faune et des activités qui lui sont liées au sein d'un même espace (présence d'un parc national, de réserves fauniques, de zones d'exploitations contrôlées), ce qui présageait des éléments de réflexion géographique intéressants (cf. figure I.14).

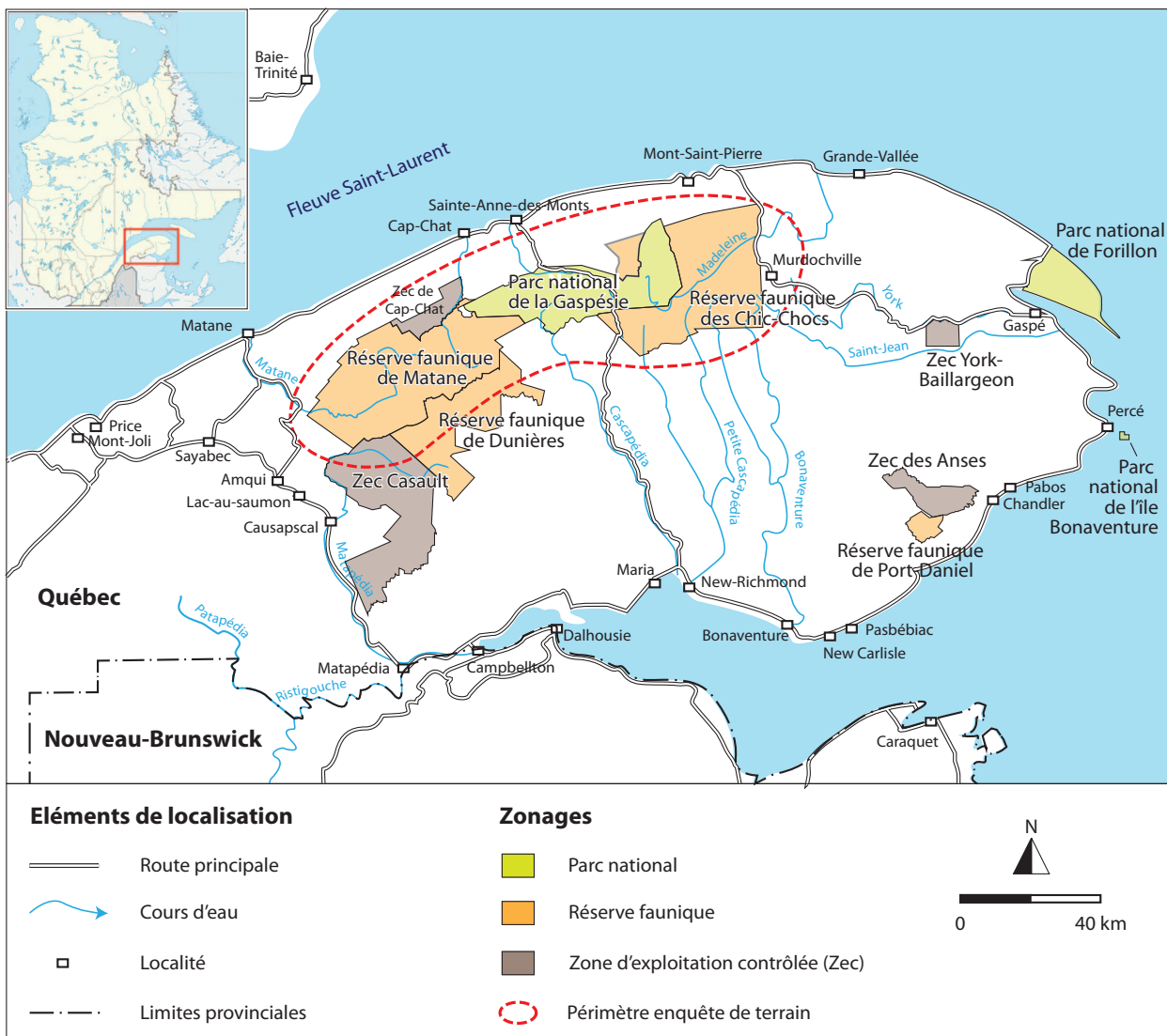


Figure I.14 - La péninsule gaspésienne, définition de la zone d'étude

La région ne dispose cependant pas de pourvoiries de chasse, contrairement au reste du Québec. Les pourvoiries sont des établissements qui proposent des services pour des activités de pleine nature. Il existe de nombreuses pourvoiries au Québec pour le tourisme de chasse et pêche et les activités d'observation. Cette forme d'établissement est une structure mise en œuvre pour valoriser la faune sauvage et il aurait été pertinent dans le cadre de notre travail de choisir un terrain intégrant ce genre d'établissement.

En contre partie, la Gaspésie offre un terrain d'études où les zones d'exploitation contrôlée et les réserves fauniques jouent ce rôle de pourvoirie mais ne sont pas des établissements privés. Le système des réserves fauniques peut également se rapprocher du système de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges. Afin d'effectuer le travail de terrain, l'accent a été mis sur différents territoires situés principalement en Haute Gaspésie. Il s'agit des réserves fauniques de Matane et des Chic-Chocs et du parc national de la Gaspésie (cf. photo I.6, .7, et .8 de cette page). Ces différents territoires administrés offrent une mosaïque de territoires fauniques où les problématiques liées au tourisme de chasse et au tourisme de vision sont très prégnantes.



Photos I.6, .7, et 8 - De haut en bas, paysages de la réserve faunique de Matane (juin 2011), du parc national de la Gaspésie (juin 2011) et de la réserve faunique des Chic-Chocs (octobre 2010).

L'étude menée porte principalement sur le caribou de la Gaspésie, espèce relique des caribous qui peuplait autrefois l'ensemble de l'Amérique du Nord. Ce caribou montagnard est le seul caribou vivant encore au sud du fleuve St Laurent. Notre recherche porte également sur l'orignal, « le seigneur des forêts canadiennes », autour duquel un important tourisme de chasse est organisé.

3.2.3. L'étude de cas de la communauté d'Arviat au Nunavut

La mise en œuvre d'un travail de terrain au Nunavut s'est dessinée pendant la deuxième année de thèse réalisée au Canada. A notre arrivée, nous avons eu connaissance d'un projet de développement touristique lancé dans la communauté d'Arviat par la Nunavut Tunngavik Inc⁵ et la région de Kivalliq au Nunavut (cf. figure I.15).

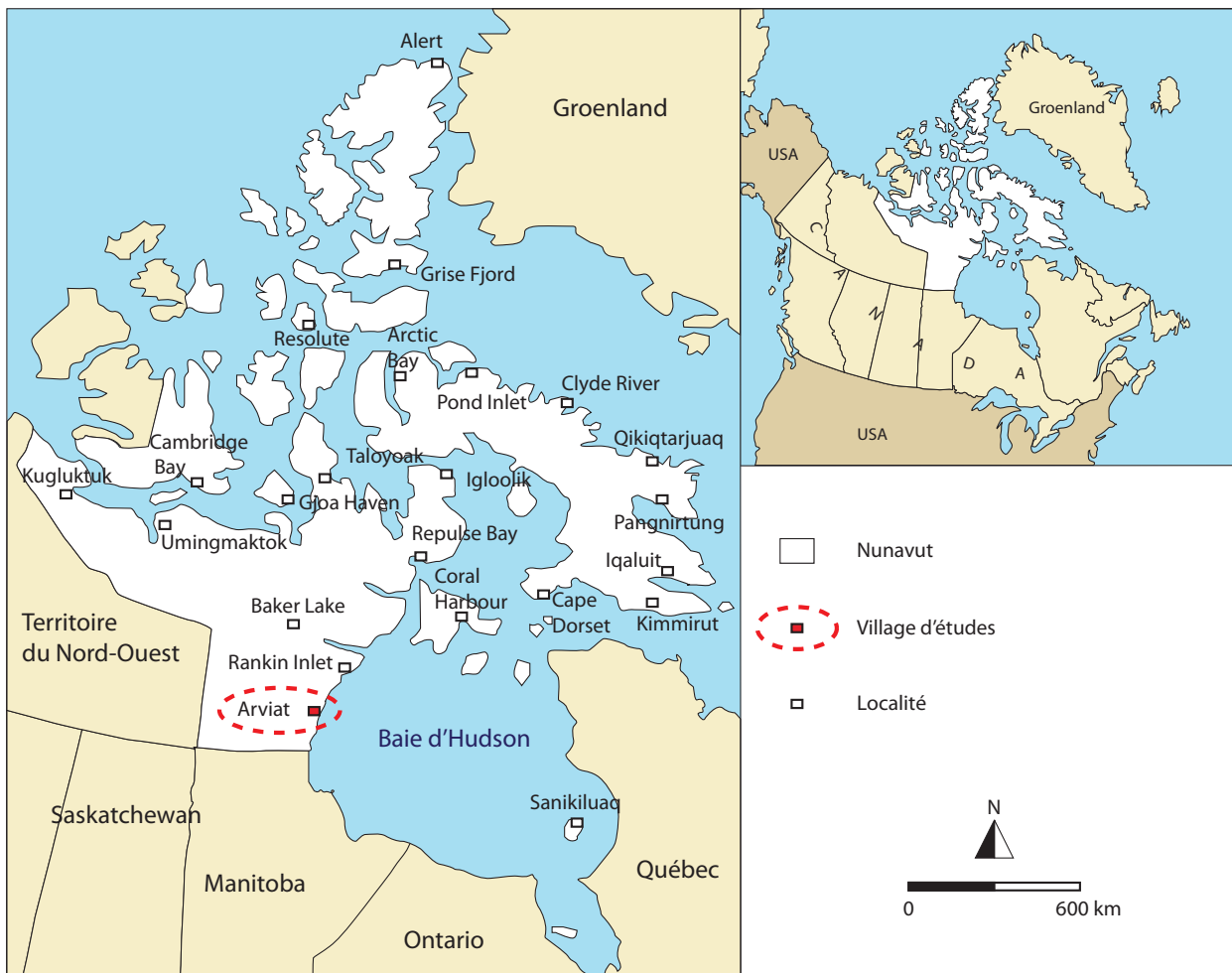


Figure I.15 - Carte de localisation du terrain d'étude au Nunavut

Ce projet visait l'instauration de l'écotourisme au sein de la communauté. La communauté était intéressée par le projet en raison de la fermeture depuis 2008 de la chasse sportive à l'ours polaire, le tourisme de chasse développé ne portant plus que sur le caribou, le bœuf musqué et le loup. L'écotourisme était alors vu comme une opportunité de développer de nouvelles activités autour de la faune (tourisme d'observation à l'ours polaire et aux caribous) et de la culture inuit. Ayant eu connaissance de ce projet, nous le trouvions particulièrement pertinent pour venir enrichir la réflexion sur le changement d'usages et de perceptions de la faune sauvage. En effet, la mise en œuvre d'un tel projet touristique supposait la réadaptation des réseaux de la chasse aux trophées, les guides de chasse échangeant leurs fusils contre des appareils photos et adaptant leurs savoirs de chasse à une nouvelle demande. Nous avons alors cherché des financements afin de pouvoir

⁵ NTI est une organisation inuit qui assure l'application de la Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (NTI, 2010).

réaliser du terrain au sein de la communauté d'Arviat. L'obtention d'une bourse de terrain par le réseau Dialog au mois de mars 2011 a permis d'effectuer un premier travail exploratoire de trois semaines, et de réintégrer à cette recherche doctorale les premières réflexions portant sur les ressources fauniques du Nunavut. Le terrain au Nunavut apporte une nouvelle dimension au travail, car il intègre des problématiques liées aux peuples autochtones. Cela complexifie fortement les réflexions menées dans ce travail de recherche, mais s'avère en contrepartie très riche pour les analyses concernant la définition d'une ressource, les trajectoires d'une ressource faunique et la dimension culturelle de celle-ci.

La présentation des terrains effectuée, force est de constater qu'ils sont situés dans des contextes géographiques très différents, ce qui nous allons le voir, instaure des différences en termes d'organisations spatiales, de stratégies territoriales et de politiques. Cependant, nous allons voir dans le paragraphe suivant que la mise en perspective de ces études de cas fait sens du fait d'une alternance féconde entre ressemblances/ dissemblances. En effet, même si ces territoires sont marqués par une forte singularité, ils se rejoignent autour de différentes entrées similaires permettant de développer une réflexion construite autour de diverses zones géographiques :

- Ces trois terrains peuvent être identifiés par la présence de grands mammifères qui donnent une spécificité au territoire : le massif des Bauges est reconnu par son historique lié au chamois ; la Gaspésie est le seul territoire situé au sud du fleuve Saint-Laurent disposant d'une population de caribous et la population d'originaux y est également reconnue comme exceptionnelle ; enfin, la communauté d'Arviat au Nunavut se situe sur les voies de migrations d'ours polaires et de caribous.

- Ces différents terrains d'études ont développé ou souhaitent développer des pratiques touristiques liées à la faune, que ce soit le tourisme de chasse et / ou le tourisme de vision. Ils présentent en cela un gradient intéressant entre des pratiques touristiques avérées et d'autres plus embryonnaires. L'étude de la temporalité de ces activités récréotouristiques est alors intéressante pour comprendre la construction et la transformation de ces activités. C'est notamment pour cette raison que l'étude de cas située dans le grand nord canadien a été ajoutée en raison de la qualité heuristique qu'elle présente en ce qui concerne les transformations d'un système touristique centré sur la chasse vers un système touristique tournée vers les pratiques contemplatives.

4. LA STRATÉGIE COMPARATIVE : ENTRE DIVERGENCES ET POINTS COMMUNS

Nos terrains de recherche appartiennent tous à un environnement qu'il est possible de qualifier de périphérique. Le concept de périphérie est ici entendu au sens de Hall (2007), c'est-à-dire comme un espace regroupant les caractéristiques communes suivantes : c'est un espace situé à la fin du réseau de transports, où le développement économique est souvent tourné vers l'exploitation des ressources naturelles, où la production de services à haute valeur ajoutée est faible, et où il existe peu d'infrastructures de transports. Cette notion de périphérie est concomitante à celle de centre dans la mesure où un espace sera la périphérie d'un centre. Ainsi, le massif des Bauges est un espace périphérique par rapport aux centres urbains entourant le massif, une analyse plus fine distinguera même le cœur des Bauges comme périphérique par rapport aux autres parties du massif plus urbanisées et connectées aux villes environnantes.

La Gaspésie, de par sa position géographique, est une région périphérique du Québec. Cette notion de périphérie s'applique également au regard du développement économique et social de cette zone géographique qui connaît un fort exode rural au profit de Montréal ou de Québec, en lien avec le déclin des activités traditionnelles. En effet, la péninsule gaspésienne était connue comme étant le pays de la morue au début du XX^{ème} siècle. L'abbé Ferland publiait en 1877 que « *par les yeux et par les narines, par la langue et par la gorge, aussi bien que par les oreilles, vous vous convaincrez que, dans la péninsule gaspésienne, la morue forme la base de la nourriture et des amusements, des affaires et des conversations, des regrets et des espérances, de la fortune et de la vie, j'oserais dire de la société elle-même* » (Ferland cité dans Québec, 1930 : 149). Cependant, l'industrie halieutique a périclité avec l'épuisement des fonds marins. La péninsule a alors recentré son économie autour de la sylviculture et du développement minier. Ces secteurs connaissent également plusieurs ralentissements et fermetures dans la deuxième partie du XX^{ème} siècle. Le niveau de vie au sein de la péninsule est inférieur à la moyenne des autres provinces du Québec.

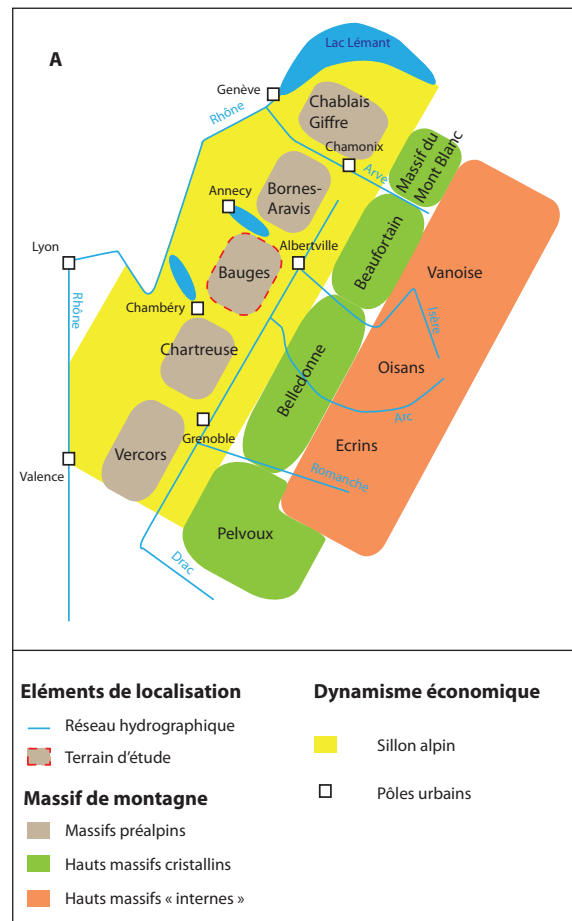
Enfin, le Nunavut est un espace périphérique du Canada, mais également du monde. L'accès à ce territoire n'est pas possible par route terrestre. Quant aux routes maritimes, elles sont pour l'instant ouvertes en saison estivale. Seul l'accès par avion semble possible toute l'année, sous couvert des conditions météorologiques.

Au regard de ce qui vient d'être dit, il apparaît que nos différents terrains d'études, s'ils peuvent tous être considérés comme territoires périphériques, présentent des degrés de périphérie distincts, ce qui joue à plusieurs titres sur les modes d'organisations de l'espace récréotouristique étudié.

4.1. Une organisation touristique différenciée

Le massif des Bauges est situé au cœur d'une région marquée par un continuum urbanisé s'étendant de Grenoble à Genève (cf. figure I.16). Ce massif à la topographie marquée est un espace rural au cœur d'une zone rassemblant plusieurs grands pôles urbains particulièrement dynamiques. Ainsi, l'espace non urbanisé au sein de ce continuum diminue et la pression foncière se fait de plus en plus dense. Les piémonts du massif des Bauges connaissent une densification accrue de l'habitat, car ils sont de plus en plus touchés par la périurbanisation (Source F4 PNR, 2004). En terme touristique, le massif apparaît comme un cœur de nature dans un ensemble urbanisé (cf. figure I.16). Ceci est propice au développement d'activités récréotouristiques de nature organisées à la journée. Les six villes portes du parc naturel régional du massif des Bauges offrent ainsi une clientèle touristique à l'année sans forcément nécessiter d'infrastructures touristiques pour loger cette clientèle, la mobilité récréotouristique étant alors de faible amplitude. Par exemple, une étude menée sur la fréquentation touristique de la réserve montrait que 56 % des visiteurs venaient des départements de Savoie et Haute-Savoie. 73 % avaient mis moins d'une heure pour se rendre sur le site de la réserve (ONF, 2008). Nous avons pu constater cette tendance lors de nos enquêtes. Ainsi, pendant la saison estivale, une partie des personnes interrogées ne séjournait pas dans le massif. Cette situation est également liée au choix de la zone enquêtée : la RNCFS et sa périphérie. La RNCFS se situe en dehors des principaux pôles touristiques du massif que sont le centre de loisir de Lescheraines ou les stations de ski de Savoie-Grand-Revard, Aillon-le-Jeune, le Semnoz. Le

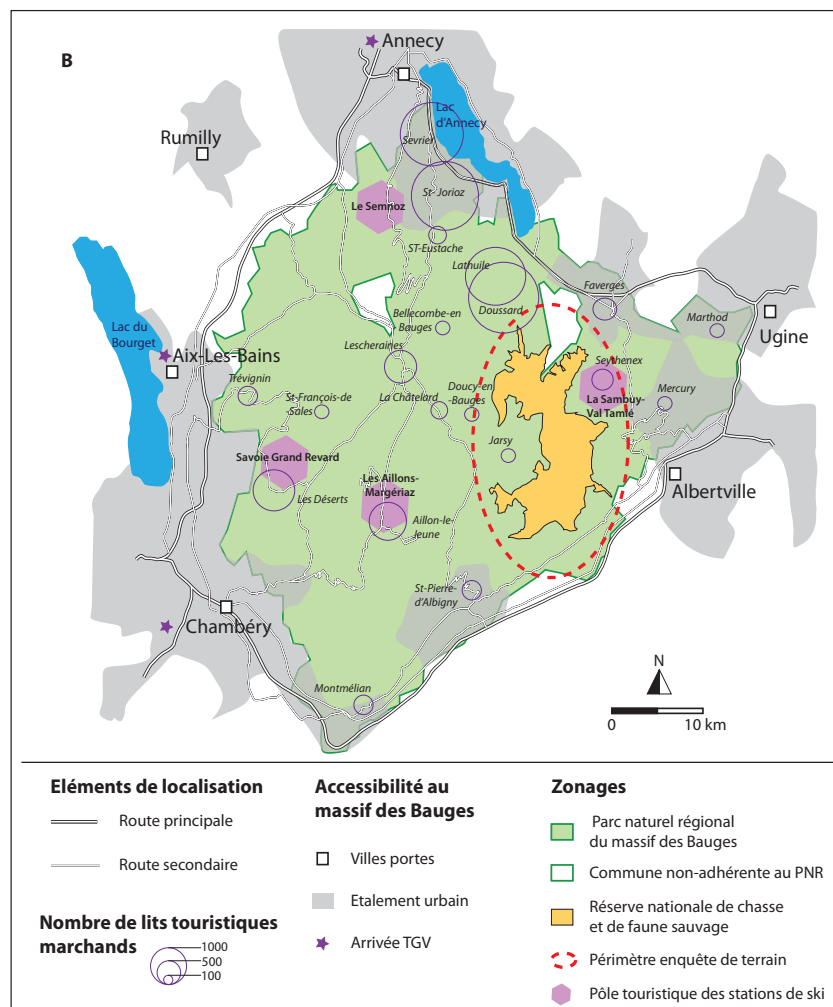
massif des Bauges est en effet un massif disposant d'une offre touristique diversifiée : stations de ski, centres équestres, vol libre, sites de spéléologie.... Les stations de ski du massif concentrent à la fois l'offre d'activités et de logements touristiques. La RNCFS, bien que se situant en périphérie de la station de ski de Seythenex, est un cœur de nature où la principale activité touristique est la randonnée pédestre. La réglementation de la RNCFS interdit tout camping et bivouac au cœur de cet espace protégé afin de ne pas déranger la faune. Aucune infrastructure touristique tels que des hôtels ou auberges n'est en conséquence développée. Seul un refuge est accessible à l'alpage d'Orgeval, ouvert uniquement l'été, avec une capacité de 20 personnes. En périphérie, quelques refuges offrent également des possibilités d'hébergements.



Figures 1.16 - Le massif des Bauges au cœur d'un réseau économique dynamique favorable au tourisme (d'après Source F4 PNR, 2004)

L'enquête de terrain réalisée s'est concentrée sur les Hautes-Bauges, zone géographique composée des plus hauts sommets des Bauges formant un continuum montagneux.

L'offre touristique offerte dans cette zone est principalement de la randonnée pédestre. Les visiteurs sont essentiellement des visiteurs à la journée en provenance des villes portes du massif. La réserve se situe également en dehors des zones où l'offre de logements touristiques marchands est la plus forte, c'est-à-dire en dehors des piémonts des Bauges tournés vers la ville d'Annecy ou des pôles touristiques des stations de ski Savoie-Grand-Revard



Côté gaspésien, notre travail s'est concentré sur un vaste réseau de territoires fauniques administrés, où les rapports homme / faune sont gérés de manière différentielle, selon un gradient allant de la stricte conservation des espaces à une gestion des activités cynégétiques. La Haute-Gaspésie se situe à plus de 600 km de la ville de Montréal et 400 km de la ville de Québec. Les espaces où sont concentrées les activités récréotouristiques liées à la faune sauvage ne sont pas directement connectés à un centre urbain. Ainsi, l'entrée de la réserve faunique de Matane est située à 40 km de la ville de Matane et l'entrée du parc national de la Gaspésie à plus de 20 km de Sainte-Anne-des-Monts (cf. figure I.17). La superficie de ces espaces est bien plus grande que celle de la RNCFS des Bauges. Cette dernière est de 5 205 hectares, alors que la réserve faunique de Matane est d'une superficie de 1275 km², celle des Chic-Chocs de 1129 km² et le parc national de la Gaspésie est de 802 km². L'éloignement des principaux centres urbains combinés à la dimension de ces espaces requièrent la mise en œuvre d'infrastructures pour rendre accessibles ces sites. C'est pourquoi, au sein de ces différents territoires, des routes, mais aussi des hébergements ont été construits (cf. photos I.9 et .10).



Photos I.9 et I.10 - Chalets de villégiature au sein de la réserve faunique Chic-Chocs, octobre 2011

La péninsule gaspésienne est une des premières régions touristiques du Québec. Ce secteur d'activité est développé depuis le XIX^{ème} siècle. A l'époque, la région n'était accessible que par voie maritime et un tourisme de croisière avec le développement des bateaux à vapeurs entre Québec et Halifax ou Montréal et Pictou permettait quelques escales sur la péninsule. Certains auteurs commencent alors à écrire des récits de voyage décrivant la beauté de la région. En parallèle à ce tourisme de croisière, un tourisme de chasse et pêche par l'intermédiaire des clubs privés se met également en place au cœur de la péninsule. A partir des années 1920, le gouvernement québécois reprend la main sur le développement touristique de la région. La construction du Boulevard Perron tout autour de la péninsule gaspésienne ouvre l'accessibilité terrestre. L'ouverture officielle en 1929 de cette route sera largement publicisée par le gouvernement qui publie un premier guide touristique sur les routes du Québec pour marquer l'évènement. Une nouvelle organisation touristique se développe alors : des hôtels, motels et cabines sont construits le long de la route. Des tours en bus de la péninsule gaspésienne sont mis en place à partir de 1933 et des locations de voitures à partir de 1937 (Brière, 1957). A l'époque, le tourisme de chasse et pêche est un des éléments mis en avant pour la promotion de la région. Développé au sein de clubs privés ou à travers les services de guidages

proposés par les hôtels tout le long de la péninsule, ce tourisme se réorganiserait peu à peu autour du parc national de la Gaspésie et des réserves fauniques.

La région gaspésienne dispose également d'une particularité saisonnière entre les activités récréotouristiques de chasse et de contemplation. Les activités liées à la chasse sont principalement organisées en séjours, les pratiquants allant s'installer pendant plusieurs jours à l'hôtel, en auberge ou en cabane de chasse afin de pratiquer leur activité. En ce qui concerne les pratiques de contemplation, les acteurs sont beaucoup plus divisés entre des séjours de plusieurs jours et un tourisme de passage. En effet, le tour de la Gaspésie est un itinéraire touristique du Québec bien connu. Historiquement, le développement touristique de la région s'est fondé sur ce tourisme de passage qui part de Québec, longe le fleuve Saint-Laurent pour se rendre jusqu'au rocher percé, revient par le littoral sud de la Gaspésie avant de remonter la vallée de la Matapédia. Une partie des visiteurs du parc national de la Gaspésie effectue ce tour et ne reste donc qu'une journée ou deux au sein de ce territoire avant de continuer leur périple (cf. figure I.17).

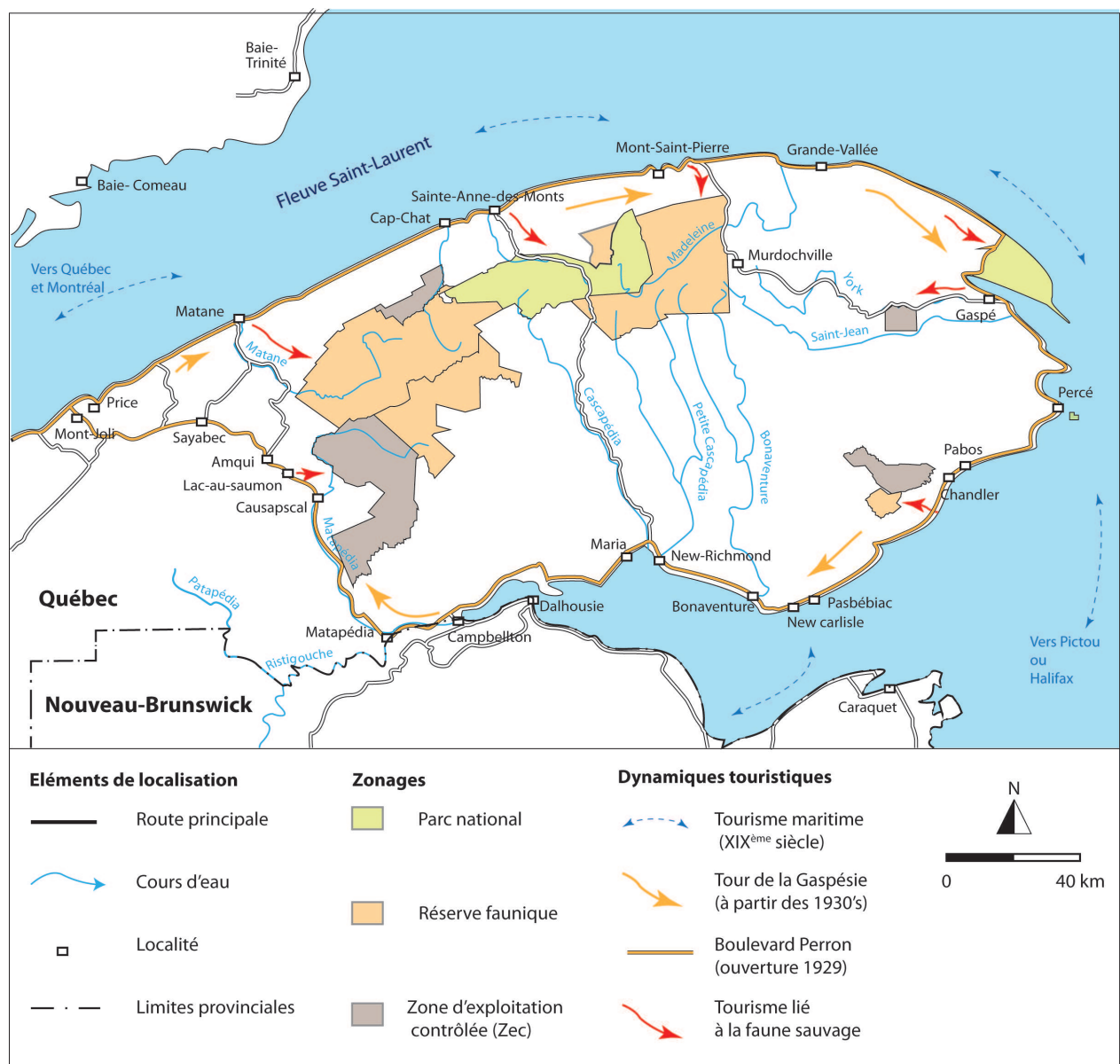


Figure I.17 - La Gaspésie : une évolution des dynamiques touristiques

Enfin, l'étude de cas menée au Nunavut porte sur un terrain d'études très spécifique en raison de la position géographique de ce territoire, des problématiques touristiques propres au tourisme polaire et à la différence culturelle entre la culture inuit et le point de vue occidental (cf. photos I.11 et I.12).



Photos I.11 et I.12 - La communauté d'Arviat, mai 2011

Le développement touristique de la région a évolué sous l'effet combiné des progrès technologiques facilitant l'accessibilité des milieux polaires, la fin de la guerre froide, l'évolution dans les préférences des consommateurs et le développement de nouveaux marketings (Hall et Johnston, 1995). Les régions septentrionales présentent un nouveau marché dans le cadre d'une politique de diversification des produits offerts par l'industrie touristique. Au Nunavut, le nombre de visiteurs est passé de 10 900 en 2006 à 13 889 en 2008 soit une augmentation de 27 % en seulement 2 ans (Source N1 Nunavut, 2009). Le tourisme de croisière participe en grande partie à cette croissance, l'achalandage des bateaux étant de plus en plus important (Lück et *al.*, 2010 ; Stewart et al 2010 ; Maher, 2010 ; Grenier, 2003 ; Marsh et Staple, 1995). L'ouverture de nouvelles routes navigables et l'extension de la saison touristique avec le réchauffement climatique sont des éléments jouant fortement en faveur d'un développement touristique de ce territoire (Hall et *al.*, 2009 ; Etienne 2005). Le tourisme n'est cependant pas aisé à développer dans des régions aussi reculées. Si pour le monde occidental, « la révolution touristique » s'organise depuis le XVIII^{ème} siècle (MIT, 2011), pour les communautés inuit de l'Arctique canadien, le secteur touristique fait partie des nombreux changements du mode de vie depuis seulement une trentaine d'années. En effet, le développement du tourisme arctique au Canada a commencé à s'organiser à partir des années 1970, lorsque le gouvernement des territoires du Nord-Ouest s'est impliqué dans l'organisation et le développement touristique de l'Arctique canadien. Jusque là, les prémices du tourisme consistaient en des voyages d'exploration, ou de chasse. Deux formes de tourisme se développent alors, le tourisme de chasse sportive et le tourisme de nature non-consomptif (Notzke, 1999a). L'intégration des populations inuit à l'organisation et au développement de ce secteur d'activité est priorisée pour la première fois par la stratégie pour le développement du tourisme communautaire, lancée par les territoires du Nord-Ouest en 1983 (Corless, 1999). Le tourisme communautaire est un développement touristique qui privilégie l'implication des acteurs locaux dans la planification, l'organisation et la gestion du tourisme ce qui favorise la pérennisation de ce

secteur d'activités (Beeton, 2006). La mise en œuvre de ce tourisme vise à aider les communautés inuit à inverser une tendance selon laquelle l'industrie touristique dominée par des intérêts extérieurs bénéficie de la plupart des profits de ce secteur d'activités, ne laissant aux populations locales que les impacts négatifs (Butler et Hinch, 2007 : 4 ; Johnston, 2006). Cette politique de 1983 s'est faite en parallèle de l'effondrement du marché des fourrures suite à l'embargo du marché européen sur l'importation des produits venant du phoque. La perte monétaire entraînée par cet embargo a modifié profondément les structures socio-économiques des populations inuit (Wenzel, 1991), qui se sont alors tournées vers d'autres secteurs d'activités tels que le développement touristique (Wenzel, 2008) (cf. photos I.13 et I.14).



Photos I.13 et I.14 - Activité traditionnelle inuit : découpage d'un phoque près de la Communauté de Qiqtarjuat (Photo : Gilles Chanteloup, été 2002)

La société inuit est encore très attachée aux activités traditionnelles et une grande partie de l'alimentation repose sur les résultats de la chasse et de la pêche.

Au Nunavut, la première planification touristique est lancée sous l'initiative de Park Canada avec la création de Auyuittuq National Park Reserve en 1976. La mise en place de cet espace de protection permet notamment au tourisme d'aventure de se développer : skieurs et alpinisme commencent à visiter « *ce pays des glaces éternelles* »⁶ (Canada, 1977). Dans les années 1980, avec la politique de tourisme communautaire, le gouvernement des territoires du Nord-Ouest essaie

⁶ Titre du livre édité par Park Canada pour la présentation du Parc national Auyuittuq.

de développer au niveau de chaque communauté le secteur touristique (Corless, 1999). Si cette politique permet la mise en œuvre et l'organisation des réseaux du tourisme de chasse, le tourisme contemplatif aura plus de mal à se développer (Notzke, 1999a). Dans les années 1990, le soutien gouvernemental au secteur touristique sera moindre et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest se retire progressivement de ce secteur d'activité. En effet, la politique gouvernementale se transforme, les budgets sont revus à la baisse, et le département du développement économique alors en charge de la promotion touristique est réorganisé. La priorité est donnée à d'autres secteurs d'activités comme les mines et les pêches. En 1996, la fusion de plusieurs ministères entraîne une forte baisse du budget consacré au secteur touristique : celui-ci diminue de 47 % passant de 10,7 millions de \$ à 5,7 millions (RT et associate, 1996 in, Corless 1999 : 88). L'organisme Nunavut Tourism est créé mais dispose de fonds limités. Après la création du Nunavut en 1999, la stratégie de développement économique replace le tourisme comme secteur prioritaire dans la politique économique du Nunavut (Source N1 Conference Board du Canada, 2002) ; les dynamiques touristiques se mettent alors progressivement en place dans le courant des années 2000.

L'enquête de terrain s'est concentrée sur l'adaptation du secteur touristique dans le village d'Arviat. Cette communauté compte aujourd'hui près de 2500 habitants. Le village d'Arviat a fortement été touché par l'effondrement du marché des fourrures des années 1970-1980. Le commerce lié à la vente de fourrure était très prospère au sein du village et beaucoup de familles vivaient de cette activité (Com. pers. Maire d'Arviat, mai 2011). A partir de là, la plupart des habitants ont adopté une économie mixte, couplant l'aide sociale offerte par le gouvernement avec un emploi et des activités de subsistance telle que la chasse, le trappage et la pêche (cf. photo I.15).



Photo I.15 - Congélateur inuit : entre société de consommation et société traditionnelle, Arviat, mai 2011

Les bottes traditionnelles inuit sont en peau de phoque. Elles sont utilisées en hiver en raison de l'isolation thermique et de leur étanchéité. Afin de mieux les conserver et d'éviter qu'elles soient abîmées par les insectes, celles-ci sont conservées au congélateur avec les produits de consommation courantes.

Aujourd'hui, les principaux emplois sont issus du gouvernement (incluant la construction, les écoles, les services administratifs), et de l'industrie minière (Com. pers. responsable municipal du développement économique, mai 2011) ; cependant, plus de la moitié des personnes en âge de travailler est inactive ou au chômage (Source internet Q6 Statistique Canada, 2012). En termes de développement touristique, lorsqu'on interroge les acteurs gestionnaires du territoire en leur demandant dans quelle mesure le tourisme est développé à Arviat, la réponse est unanime : « *Maintenant précisément, le tourisme n'est absolument pas développé* »⁷ (Com. pers. responsable municipal du développement économique, Arviat, mai 2011). Pourtant, une activité touristique est présente au sein de la communauté, il s'agit du tourisme de chasse. La chasse sportive, en raison de sa particularité n'est en effet pas totalement intégrée comme étant du tourisme dans les perceptions des acteurs. Cela peut s'expliquer par le fait que les chasseurs sportifs ne sont que peu visibles au sein du village dans la mesure où, à leur arrivée à l'aéroport, ils partent immédiatement sur la toundra ou la banquise à la recherche de l'animal qu'ils souhaitent prélever. De plus, la chasse sportive s'intègre en partie à une activité inhérente à la culture inuit : la chasse.

En parallèle des politiques touristiques menées au niveau du territoire du Nunavut, le développement du tourisme de contemplation au sein de la communauté d'Arviat reste limité. Si Arviat a bien bénéficié de la politique pro-active du gouvernement des territoires du Nord-Ouest des années 1980 avec la construction d'infrastructures touristiques (un centre d'information et un hôtel) et de la mise en œuvre de programmes de formation pour la qualification de guides, ce secteur d'activité connaît des difficultés à s'implanter dans l'économie du village (Com. pers. Maire d'Arviat et responsable municipal du développement économique, Arviat, mai 2011). Seul le tourisme de chasse a réussi à se développer dans la communauté d'Arviat. Ce tourisme de niche est reconnu pour sa rentabilité, dans la mesure où même si le nombre de chasseurs est limité, l'impact financier pour la communauté est particulièrement important (Freeman et Wenzel, 2006 ; Notzke, 1999a ; Wenzel, 2008). Le tourisme de chasse reste cependant fortement dépendant de l'évolution du système socio-écologique pouvant être de plus en plus restrictif vis-à-vis de cette forme de tourisme. C'est pourquoi, le tourisme contemplatif peut apparaître comme une alternative pour l'essor du secteur touristique au Nunavut. Cependant, cette forme touristique a pour l'instant connu un développement sporadique. En effet, après quelques années d'un faible développement touristique non-consomptif, les visiteurs n'étaient pas au rendez-vous. Aussi, le centre d'information est aujourd'hui davantage utilisé pour des réunions associatives que pour de l'information touristique et la clientèle de l'hôtel est composée de travailleurs intermittents ou d'hommes d'affaires plutôt que de familles en vacances. Par manque d'infrastructures offrant divers services et de personnes ressources impliquées dans le développement touristique, le tourisme non-consomptif lancé dans les années 1980 au sein de la communauté a complètement périclité. Ainsi, le responsable chargé du développement économique d'Arviat explique : « *C'est juste l'étape de départ. Nous ne sommes pour le moment pas une communauté très ouverte au tourisme parce que nous sommes sous-développés en termes d'infrastructures et de services. Je*

⁷ Traduit de : "Right now, tourism is not very developed at all".

pense que pour développer les infrastructures, les services et les affaires cela prendra beaucoup de travail, mais cela peut être fait »⁸ (Com. pers. agent pour le développement économique de la municipalité, Arviat, mai 2011). Cette situation est aujourd'hui en train d'évoluer avec le projet « Arviat Community Ecotourism ».

4.2. Une comparaison sur la grande faune emblématique

Le récréotourisme faunique s'organise autour d'animaux emblématiques, ce que nous avons appelé dans le chapitre précédent la faune charismatique. Les terrains d'études sélectionnés disposent de mammifères emblématiques qui se trouvent au fondement des pratiques récréotouristiques tels que la chasse, la chasse sportive ou le tourisme de contemplation (Stoeckl *et al.*, 2005). Ainsi, dans les Bauges, notre travail a principalement porté sur les activités développées autour du chamois ; en Gaspésie, c'est l'orignal et le caribou qui ont été au centre de nos recherches ; enfin au Nunavut, nous avons porté notre attention sur l'ours polaire. Avant de revenir sur une présentation de ces animaux permettant aux lecteurs de se familiariser avec eux, il est important d'indiquer que le récréotourisme faunique ne porte pas uniquement sur ces espèces. Il englobe aussi les autres animaux de l'écosystème. D'autres espèces ont donc été en partie étudiées dans le cadre de cette recherche. Par exemple, dans les Alpes, nous avons été amenée à porter notre attention sur le mouflon pour ce qui est des activités récréotouristiques de chasse. Nous avons aussi intégré le loup à notre recherche même si comme nous l'avons vu cet animal n'est pas présent de manière permanente sur notre terrain d'études. Les réflexions développées sur ce prédateur ont trouvé un écho au regard du terrain gaspésien avec l'ours noir (cf. chapitre 8).

4.2.1. Le chamois : symbole des montagnes françaises

Le chamois est l'animal emblématique de la montagne européenne (cf. photo I.16). C'est un ongulé ruminant de la famille des bovidés et de la sous-famille des caprinés. Son nom scientifique, *Rupicapra Rupicapra* est composé de *rupes* (rocher) et *capra* (chèvre), ce qui signifie littéralement « chèvre des rochers », ou en bas latin « *celui qui bondit* ». Ce nom fait référence à sa grande agilité en milieu de montagne. Il vit à des altitudes situées habituellement entre 800 et 2300 mètres d'altitude. Il peut gravir près de 1000 mètres de dénivelé en 15 minutes grâce à de larges poumons et à un cœur résistant, d'une taille plus grande que celle des hommes (Dal'Secco, 2009).

Le chamois est essentiellement un animal européen, allant de l'Europe centrale et méridionale, des monts Cantabriques à l'Ouest, jusqu'aux Carpates et Balkans de l'est. Des tentatives d'introduction en Norvège en 1862 et 1891 se sont soldées par la mort de l'ensemble des

⁸ Traduit de 'It's just the beginning stages. We are not a tourist friendly community at the moment, because we are undevelopped in terms of the infrastructure and services. I think developping the infrastructure, developping the services and the business to develop tourism would take a lot of work but, yeah it could be done'.



Photo I.16 - Chamois au cœur de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges, dont un équipé d'un collier GPS pour le suivi des populations, août 2011 (photo : Kilian Chanteloup)

animaux, alors que l'introduction de 10 animaux en Nouvelle Zélande en 1906 a été un succès, au point que des programmes de régulations ont dû être mis en place afin d'en limiter les populations. En France, il existe deux espèces du genre *Rupicapra* : le chamois (*Rupicapra Rupicapra*) et l'isard (*Rupicapra Pyrenaica*). L'isard est en quelque sorte le cousin du chamois, vivant dans les Pyrénées. Il se différencie par une couleur de robe plus sombre et un poids et une taille inférieure. En France, le massif alpin recouvre 18 303 km² sur les 21 000 km² du territoire occupé par cet animal. Aussi, cette chaîne de montagne rassemble 94,5 % de l'aire de répartition de l'espèce (Corti et al., 2009 ; Jullien et Cornillon, 2012). Le chamois a recolonisé certaines régions comme le Jura et le Doubs d'où il avait disparu depuis plusieurs siècles. Il a été introduit dans les Vosges en 1956 et le Cantal en 1978. En 2005, l'ONCFS estimait les populations de chamois à 98 700 individus sur le territoire national, répartis en 217 populations distinctes sur 19 départements (Corti et al., 2010).

Historiquement, le chamois est une espèce chassée pour nourrir les populations montagnardes, isolées parfois près de 8 mois de l'année. Animal farouche lorsqu'il perçoit un danger, il est resté pendant longtemps méconnu, faisant l'objet de nombreuses croyances magiques (Weber, 2001 ; Cloquet, 1823) ; son appropriation passait par le biais de contes et légendes. Les savoirs accumulés sur l'animal ont principalement été apportés par les chasseurs. Cet animal fera l'objet de plusieurs erreurs colportées à travers les siècles par divers naturalistes. Par exemple, le chamois sera représenté avec des cornes en avant, lui permettant d'escalader des escarpements rocheux en se balançant à l'aide de celles-ci. Cette description ne disparaîtra qu'au XVIII^{ème} siècle dans l'ouvrage de Buffon, de même que la croyance attachée à l'animal sentinelle. Selon celle-ci, les hardes de chamois (cet animal est généralement grégaire), seraient protégées par un animal sentinelle chargé de faire le gué afin d'éviter toute attaque surprise de prédateurs. Buffon ne dissipera pas toutes les erreurs concernant l'animal, en colportant l'idée que le chamois est la femelle du bouquetin

(Alpinus, 1874). La confusion encore actuelle entre ces deux animaux de montagne auprès de populations non connaisseurs indique à quel point cette erreur est entrée dans les esprits (Com. pers. entretien randonneurs, Bauges, août 2011).

Le chamois a été l'objet des désirs des chasseurs sportifs, en témoigne le tableau de chasse très impressionnant d'Auguste de Saxe Cobourg d'Autriche connu pour avoir abattu 3 412 chamois (Jost, 2005). A partir du milieu du XIX^{ème} siècle, avec le progrès des armes à feu, la pression de chasse s'intensifie sur la faune de montagne. Alpinus (1811-1902) relève qu'en moyenne, un chasseur tue près de 25 chamois par an dans la fin du XIX^{ème} siècle. Cette forte chasse entraîne une rapide diminution du nombre de chamois dans les Alpes. En effet, si Alpinus relate que « *le repeuplement de nos montagnes (Alpes du Nord) par le chamois est à peu près absolu* » (Alpinus, 1874 : 56), au début du XX^{ème} siècle, le nombre d'animaux est cependant tellement bas que l'animal est considéré en voie de disparition selon J. Corcelle (Corcelle, 1903). Face à cette forte décroissance, certains acteurs de la chasse se mobilisent afin de protéger le gibier de montagne. Vittorio Emmanuel II, surnommé le roi chasseur en raison de sa passion pour cette activité, crée le 26 décembre 1859 une réserve royale de chasse sur le massif du Mercantour et de l'Argentera ; cette réserve est en partie le socle de l'actuel parc national du Mercantour. Le gibier connaîtra d'importantes fluctuations pendant un siècle en raison de l'alternance des périodes de guerre et de paix, le chamois étant sur-chassé en temps de guerre. Après la seconde guerre mondiale, les populations de grands gibiers sont dans un état alarmant. La France adopte alors des mesures afin de protéger et de reconstituer le gibier : créations d'espaces protégés, réintroductions, réformes de la chasse... C'est à ce moment là que la réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges est créée pour la protection du chamois.

Les liens entre les sociétés montagnardes et le chamois sont importants. Cet animal est associé à cet environnement et sa chasse est perçue comme la véritable chasse de montagne. L'animal représente à la fois un patrimoine naturel et culturel pour la communauté des chasseurs (Mauz, 2002). Il est cependant important de souligner que cet animal charismatique reste faiblement connu du grand public à l'international. Lors des entretiens menés avec les chasseurs canadiens par exemple, aucun n'avait connaissance de cet animal (Com. pers. entretiens chasseurs, Québec).

4.2.2. *L'orignal et le caribou : symboles du Canada*

Au Québec, deux grands mammifères ont particulièrement retenu notre attention dans le cadre de cette étude : l'orignal et le caribou. Historiquement, les hommes en Amérique du nord ont principalement survécu grâce à la chasse de ces deux espèces présentes dans l'ensemble des forêts boréales nord américaines (Gillespie, 1981). Dans le cadre de notre recherche, l'orignal et le caribou ont été les deux animaux sur lesquels nous avons porté notre attention sur le terrain de la Gaspésie. Le caribou était aussi une des espèces à laquelle nous nous sommes intéressée au Nunavut.

4.2.2.1. L'orignal

L'orignal est un animal des forêts boréales se trouvant sur divers continents, de la Chine à la Russie, du Nord de l'Europe à l'Amérique du Nord. L'orignal est le plus grand cervidé au monde. Connu en Europe sous le nom d'élan, il fut baptisé à l'arrivée des explorateurs français au Québec du nom d'orignal en déformation du mot basque pour désigner le cerf. Dans les pays anglo-saxons, cet animal est connu sous le nom de *moose*, terme emprunté au mot algonquin *mousou* signifiant « *mangeur de branche* » (cf. photo I.17).



Photo I.17 - Femelle orignal au sein du parc national de la Gaspésie, juin 2011

Au Québec, la population d'orignaux était estimée à près de 100 000 en 2002, l'aire de répartition s'étalant des forêts du sud du Québec jusqu'à la rivière Leaf au Nord-ouest et la rivière Georges au nord est. L'habitat de l'orignal est pluriel dans la mesure où cet animal se déplace dans une mosaïque de peuplements forestiers de plusieurs dizaines de km² afin de remplir l'ensemble de ses besoins qui varient en fonction de la saison et du sexe de l'animal (Samson et *al.*, 2002). Les principaux facteurs limitant l'extension des orignaux sont l'accès à la nourriture et au couvert végétal au nord et la température au sud (l'animal subissant un stress à partir de température supérieure à 14°C (Renecker et Hudson, 1986). Le domaine vital d'un orignal peut varier en fonction des territoires occupés d'une vingtaine à une centaine de km² ; l'habitat d'un individu est cependant généralement compris entre 5 et 10 km² (Leresche, 1974). L'orignal privilégie les habitats de transitions qui ont subi une perturbation naturelle (feu de forêt, parasitisme) ou anthropique (foresterie). Son alimentation se compose principalement des essences de feuillus de la strate arbustive, certains conifères, des herbacées et des plantes aquatiques. En période hivernale, la forêt mature constitue un abri pour l'espèce. La canopée des conifères permet en effet de limiter une trop grande accumulation de neige facilitant les déplacements de l'orignal tout en lui faisant économiser de l'énergie. La présence de nourriture arbustive près de ces zones refuges est souvent

essentielle pour la survie de l'animal. Les peuplements situés entre une dizaine et une vingtaine d'année sont alors privilégiés. A la fin de l'hiver, l'orignal a besoin de sodium, il fréquente alors les vasières qui sont des sources salines ou les lacs pour se nourrir de plantes aquatiques (Peek, 2007 ; Samson *et al.*, 2002). L'été, la présence d'un couvert forestier est également importante pour cet animal dans la mesure où il est sensible à des températures supérieures à 16°C.

La péninsule gaspésienne est connue pour l'abondance de ses populations d'orignaux au Québec. Des programmes de recherche sont menés depuis les années 1970 au sein de la réserve faunique de Matane, lieu privilégié pour la collecte de données sur cette espèce, en raison de la densité importante d'animaux sur ce territoire. Cette densité s'explique en grande partie par l'habitat particulièrement propice au développement de l'espèce, avec la présence d'un espace forestier adapté et de vasières naturelles. Des études portant sur les densités de populations, l'alimentation, les rythmes de vie et dernièrement les effets écologiques ont été menées ou sont en cours de réalisation (cf. photos I.18 et I.19).



Photos I.18 et I.19 - Collecte de données sur les orignaux à des fins de recherche scientifique, réserve faunique de Matane, octobre 2010

Afin de mieux connaître les densités et l'état de santé des populations d'orignaux de la Gaspésie, un programme de recherche est en cours de réalisation avec l'université de Sherbrooke financé par le gouvernement de Québec. Différentes données ont ainsi été collectées par les biologistes au sein des différentes réserves fauniques de Gaspésie. De la pesée de l'animal aux prélèvements des ovaires, l'ensemble de ces informations vise à mesurer l'impact des changements écologiques sur la population d'orignaux de la région.

L'orignal, gibier de choix, a laissé une empreinte particulièrement importante dans la culture amérindienne. Chassé pour la qualité de sa chair, sa peau était également utilisée pour la confection de vêtements et de tentes. Au cœur de nombreuses légendes, l'animal faisait partie des rites d'initiation à la chasse pour accéder au statut d'homme (Reeves et McCabe, 2007). Diverses techniques de chasse ont été élaborées afin de pouvoir tuer l'animal : les collets, l'emprisonnement

par filet, la poursuite dans la neige à l'aide de raquette alors que l'animal s'épuise dans des mètres de neige, la poursuite en bateau lorsque l'animal est en train de nager dans un marécage, la chasse à l'appel consistant à reproduire le bruit d'un orignal male lors de la période du rut... A l'arrivée des Européens, l'orignal fut une des principales espèces chassées par les explorateurs. Sa chasse était alors considérée comme une des plus difficiles ; elle s'est toutefois rapidement popularisée. Les chasseurs ont adopté les techniques des différents groupes autochtones. La chasse à l'orignal est devenue une chasse sportive particulièrement recherchée, plusieurs dizaines d'originaux pouvant être abattus lors d'une partie de chasse. L'orignal est aussi le symbole de la force et du courage. Son image a notamment été utilisée par le président américain T. Roosevelt, grand amateur de chasse. Lors de sa campagne pour un troisième mandat en 1912, le parti progressiste pour lequel Roosevelt concourait était surnommé le « Bull Moose Party » (Reeves et McCabe, 2007). La campagne électorale avait même effectué un montage photographique de T. Roosevelt chevauchant un orignal afin de souligner le courage, la vitalité et pugnacité du candidat. Aujourd'hui, l'orignal ne laisse pas indifférent ; sa taille et sa morphologie impressionnent. Les bois des mâles sont des trophées particulièrement recherchés des chasseurs qui n'hésitent pas à parcourir des milliers de kilomètres pour ces derniers (Com. pers. entretiens chasseurs, octobre 2010).

4.2.2.2. Le caribou

A l'arrivée des Européens sur le continent américain, le caribou était présent dans l'ensemble du Canada et dans les Etats des Etats-Unis limitrophes. Les troupeaux se sont fortement amenuisés et ont reculé vers le nord. Au début du XX^{ème} siècle le caribou s'éteint dans les Etats américains du Maine, du New Hampshire de New-York, du Vermont et du Wisconsin (Hornaday, 1913). Il se fait de plus en plus rare en Nouvelle Ecosse, au Nouveau Brunswick, en Ontario et au Québec. Aujourd'hui, la harde de Gaspésie est la seule harde des reliques glaciaires subsistant au sud du fleuve St Laurent.

Il existe cinq sous-espèces de caribou en Amérique du Nord : le caribou des bois, le caribou de Grant qui vit en Alaska et au nord du Yukon, le caribou de Peary vivant dans les îles au nord de l'Arctique, le caribou de la toundra et le renne des toundras de l'Eurasie ayant traversé il y a des milliers d'années pour arriver en Amérique du nord (Source Q3 Projet caribou, 2012).

Au Québec, les caribous présents sont tous reconnus comme étant de la sous-espèce caribou des bois. Ils relèvent cependant d'écotypes différents (cf. figure I.18, p. suivante). Un écotpe est « *une population présentant des caractères particuliers qui la différencient des autres populations de la même espèce (...)[ces caractéristiques] résultant de la sélection naturelle exercée par les facteurs liés au comportement et à un habitat déterminé* » (Source Q3 Projet caribou, 2012 : 4). Trois écotypes des caribous des bois sont reconnus : l'écotype toundrique, l'écotype forestier et l'écotype montagnard. Ainsi, les populations de caribou des bois d'écotype toundrique sont présentes au nord du 52^{ème} parallèle et forment deux grands troupeaux migrants. Ces troupeaux comptent des centaines de milliers d'individus et effectuent chaque année de grandes migrations entre la forêt boréale, la taïga et la toundra. Les caribous des bois d'écotype forestier sont en

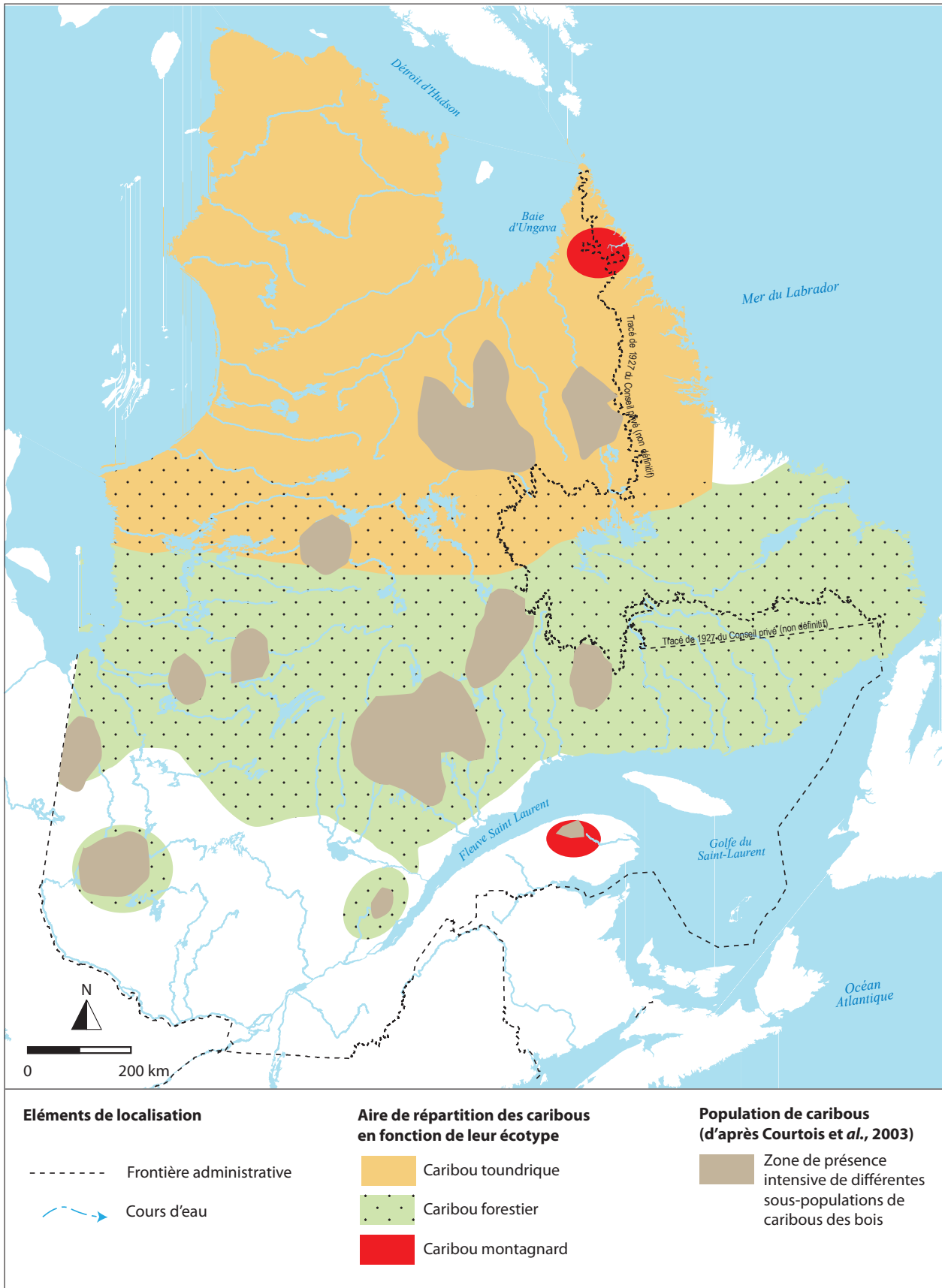


Figure I.18 - Ecotype et répartition des populations de caribou au Québec

faible nombre et sont présents de manière discontinue entre les 49^{ème} et 54^{ème} parallèle, la plupart vivant dans les régions de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac Saint-Jean et dans le nord du Québec méridional. Deux petites hardes de 75 et d'une trentaine de caribous sont présentes sous le 49^{ème} parallèle dans la région de Charlevoix et près de Val-d'Or. Ces hardes n'effectuent pas de grandes migrations, mais peuvent avoir de grands domaines vitaux. Ce caribou a été désigné « *espèce vulnérable* » par le Québec en 2005 ; il est aussi désigné comme menacé par la loi sur les espèces en péril du Canada, en raison des très faibles densités présentes dans l'ensemble du pays où on en dénombre en effet entre 6 000 et 12 000 individus (Source Q3 projet caribou, 2012 ; Courtois et *al.*, 2001).

Enfin, le caribou des bois d'écotype montagnard est divisé en deux populations distinctes : le troupeau des Monts Torngat se situant au nord est du Québec près de la frontière avec le Labrador et le troupeau de la Gaspésie vivant principalement au cœur de la péninsule gaspésienne dans le parc national de la Gaspésie. Le caribou de la Gaspésie a été désigné menacé en avril 1984, puis en voie de disparition depuis 2000 par le Comité des espèces en péril au Canada. Au niveau provincial, la population et son habitat sont reconnus comme vulnérables depuis 2001. En 2008, la population était estimée à 174 individus.

Le nom caribou a été donné par les explorateurs français à leur arrivée au Canada. Ce nom vient du mot Micmac⁹ *xalibu*, qui veut dire « *celui qui gratte le sol avec sa patte* », ou « *qui creuse avec une pelle* » faisant référence aux techniques développées par l'animal pour trouver de la nourriture par temps de neige (cf. photo I.20).



Photo I.20 - Caribou au sein du parc national de la Gaspésie, juin 2011

Le caribou est connu en Europe et Asie sous le nom de renne.

Si les deux animaux sont de la même espèce *Rangifer tarandus*, le caribou vit seulement à l'état sauvage alors que le renne se retrouve à l'état sauvage, semi-domestique et domestique. Depuis le début du XX^{ème} siècle, le caribou a presque disparu de la forêt boréale canadienne, l'animal sortant peu à peu du quotidien des citoyens. Ces derniers le voient cependant quotidiennement, dans la mesure où l'animal est l'effigie des pièces de monnaie de 25 cents depuis 1936. En Arctique, le caribou est appelé *tuktu* par les populations inuit. Il est un élément fondamental du quotidien offrant de la viande pour se nourrir, du gras pour passer l'hiver et du cuir pour les vêtements. L'animal est un pilier culturel de nombreux groupes inuit. Une partie des habitants du village

⁹ Population autochtone du Nouveau Brunswick et de la péninsule gaspésienne.

d'Arviat vient de groupes autochtones appelés les « Inuit du caribou », dans la mesure où ce peuple a survécu pendant des siècles grâce à cet animal. Les méthodes de chasse traditionnelle de l'animal consistaient à ériger une structure en entonnoir afin d'y rabattre les troupeaux de caribous vers des chasseurs dissimulés. Les caribous sont également de très bons nageurs et traversent de larges rivières lors des migrations. Durant ces traversées ils sont particulièrement vulnérables ; ils étaient alors chassés à partir du kayak ou d'un canot.

4.2.3. *L'ours polaire, un animal planétaire symbole du changement climatique*

L'ours polaire est l'animal emblématique des régions arctiques, vivant principalement sur la banquise. Il est pour la première fois décrit comme une espèce à part entière pour et par le monde occidental de la manière suivante : « *Ursus maritimus. Le loup blanc du nord. On trouve un grand nombre de ces animaux sur la grande terre du Spitzberg, et les isles adjacentes et les plaines de glace adjacentes. Nous en tuâmes plusieurs à coup de fusil et les matelots mangèrent la chair quoiqu'elle fut extrêmement coriace. Ils sont beaucoup plus gros que l'ours noir* » (Phipps, 1774, in Marion, 1999 : 37). Son caractère maritime fait parfois débat, certains considérant que cet animal est terrestre même si sa source de nourriture principale est le phoque (cf. photo I.21). Il a fallu attendre les années 1960 pour que les premières études scientifiques soient lancées afin de mieux comprendre la biologie de cet animal. A cette époque existait encore une théorie selon laquelle un seul individu pouvait se déplacer tout le long des pays arctiques. Les études vont finalement distinguer 19 sous-populations d'ours polaires distribuées tout autour du pôle arctique, dont 12 se trouvent au Canada (cf. figure I.19 page suivante). La population d'ours polaires est aujourd'hui estimée entre 20 000 et 25 000 individus.

L'appréciation de cet animal a évolué au cours du temps et se distingue fortement entre les cultures autochtones qui ont vécu pendant des siècles avec lui et les occidentaux qui ont récemment découvert les ours polaires lors des explorations arctiques.



Photo I.21 - Ours polaire pendant la période estivale (Gilles Chanteloup), 2002

L'ours polaire tient une place importante dans la culture inuit. Chassé pour sa viande et sa peau, cet animal était considéré comme l'homologue de l'homme car il pouvait se mettre sur deux pattes et il mangeait la même nourriture que les Inuit ; ils étaient tous deux les grands prédateurs présents dans les régions septentrionales. L'ours polaire a pendant longtemps été indispensable à la survie des peuples arctiques. Historiquement, la peau de l'animal assurait chaleur et isolation thermique, tous deux nécessaires pour survivre aux conditions difficiles de l'Arctique, alors que la viande servait de nourriture pour les hommes ou les chiens. De nombreux rites et croyances étaient (et le sont toujours) associés à l'animal et à sa chasse (Randa, 1986). La chasse à l'ours polaire représente un rite de passage pour l'accomplissement du chasseur.

L'image des ours polaires a fortement évolué en occident au cours des siècles, passant d'un animal craint par les premiers explorateurs à un animal qu'il est important de protéger face aux changements climatiques.

L'arrivée des occidentaux dans les zones septentrionales a modifié les équilibres jusque là instaurés entre populations autochtones et populations fauniques. L'amélioration de l'armement et des techniques de chasse, combinée à l'intensification du commerce des fourrures, a entraîné une forte diminution de ces populations (Stirling, 2011). L'ours polaire est perçu comme fragile depuis la fin des années 1960 en raison de la forte baisse des populations. Un groupe de spécialistes est alors constitué dès 1965 afin de mieux connaître cette espèce. L'accord international pour la conservation des ours polaires signé en 1973 marque le début des mesures prises au niveau international pour favoriser la pérennité de l'espèce. Les cinq pays signataires de cet accord international sont les pays où l'espèce est présente ; il s'agit de la Norvège, du Danemark, de l'URSS (Russie aujourd'hui), de Canada et des Etats-Unis.

Les préoccupations autour de cet animal dépassent les simples frontières géographiques où vit l'animal dans la mesure où celui-ci est devenu l'icône du changement climatique. Les études menées sur le changement climatique indiquent, en effet, une disparition de la banquise, élément essentiel à l'habitat de l'ours polaire dans la mesure où c'est en chassant sur la banquise que l'ours polaire constitue ses réserves de graisse. Au cours des années 1990, l'image de l'ours polaire est utilisée par Greenpeace dans ses campagnes de sensibilisation sur le changement climatique. L'ours polaire est choisi car il est connu de tous et fait sens pour un large public (Slocum, 2004).

Avec la prolifération des débats sur le changement climatique, l'espèce devient un véritable symbole au sujet duquel se déchaînent les passions. L'état des populations d'ours polaires et leur avenir divisent la communauté scientifique. Certains sont convaincus que les ours ont des capacités d'adaptation importantes et que l'espèce n'est pas en danger alors que d'autres prévoient son extinction à moyen terme.

Par exemple, lors d'une conférence internationale sur l'ours polaire qui s'est tenue en octobre 2012 à Paris, deux scientifiques canadiens ont présenté leurs travaux avec différents résultats. Le premier, Markus Dyck, se fiait aux données scientifiques et inuit collectées sur le terrain et montrait que l'état des populations d'ours polaires au Canada varie fortement d'une population à

l'autre, la plupart étant stable (cf. figure I.19 image b). Il soutenait également que pour certaines sous-populations telle que la population de l'ouest de la baie d'Hudson, les Inuit constataient une forte augmentation de la présence d'ours, ce qui avait été corroboré par un inventaire aérien réalisé en 2011. Face à lui, un autre biologiste canadien, A. Derocher, avait un discours plus alarmant. Il convenait également que la quantité d'ours était plus ou moins préoccupante selon les sous-populations, mais il ne se basait pas sur le même jeu de données. Il utilisait les données présentées par l'IUCN (cf. figure I.19 image a). Il convenait que des populations pouvaient être en augmentation mais il insistait sur le fait que celles-ci puissent être liées à un phénomène de concentration des individus dont l'habitat marin (la banquise) était en train de disparaître. Ce phénomène de concentration expliquait également que les populations inuit rencontraient un nombre plus important d'ours polaires. Selon cet auteur, les transformations de l'environnement polaire se produisent trop rapidement, ce qui ne permet pas à l'espèce de s'adapter, sa situation étant de ce fait très préoccupante.

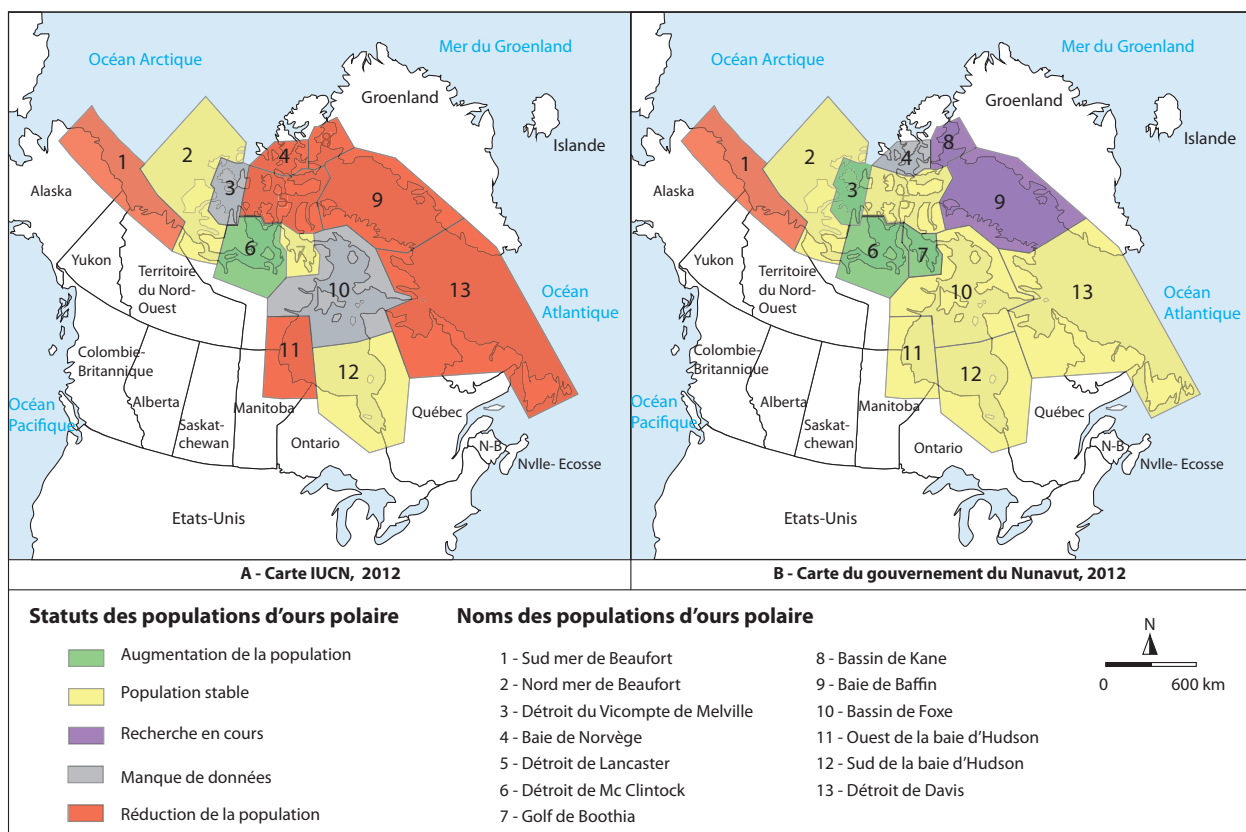


Figure I.19 - Statuts des populations d'ours polaires présentés par différents organismes

A entendre ces deux discours, il apparaît que les interprétations de données scientifiques peuvent être bien différentes. Cependant, ce n'est pas tant les diverses conclusions que nous avons trouvées intéressantes mais plutôt les différents niveaux de discours utilisés. M. Dyck répétait régulièrement qu'à « l'échelle locale », « sur le terrain », « vivant dans une communauté inuit », il témoignait de la situation telle qu'elle était aujourd'hui et qu'il ne servait à rien de prédire le pire. Il se basait sur les faits scientifiques couplés avec le savoir traditionnel inuit et les observations de terrain. L'autre biologiste, au contraire, travaillait à l'échelle mondiale. Il faisait appel au travail

mené communément avec plusieurs scientifiques de la communauté internationale du groupe de spécialistes de l'ours polaire mis en œuvre par l'IUCN et les modèles climatiques. Il parlait du présent mais surtout de l'avenir, soulignant que les phénomènes d'augmentation d'une partie des sous-populations cachaient en fait de nombreux enjeux pour le futur. Ces discours divergents servent différents discours politiques, et c'est au final sur cette scène politique que les choix de sociétés se font au profit, ou au détriment, d'une interprétation. Par exemple, le gouvernement du Nunavut justifie sa politique d'augmentation des quotas de prélèvement d'ours polaires dans l'ouest de la baie d'Hudson à partir de données telles que celles présentées par M. Dyck (cf. figure I.19 b), alors que l'IUCN condamne cette augmentation à partir d'interprétations plus négatives de l'évolution des populations d'ours polaires (cf. figure I.19 a).

Sur un autre registre, l'attachement du grand public à l'ours polaire est visible à travers certains événements. Par exemple, la survie de l'ourson Knut recueilli par un soigneur après que celui-ci ait été abandonné par sa mère au zoo de Berlin, puis sa mort en 2011, a ému toute l'Allemagne. Le pays a même mis les drapeaux en berne pour lui rendre hommage.

Si l'image de l'ours polaire est aujourd'hui utilisée pour sensibiliser la société aux problématiques climatiques, son effectivité est relative car l'animal reste attaché au grand nord et ne permet pas aux individus de rapprocher cette problématique à leur vie de tous les jours. En contre partie, elle joue sur l'émotionnel et le sensible de chacun (O'Neill et Hulme, 2009) ; le public ne souhaitant pas voir disparaître l'espèce est alors plus favorable à l'adoption de politiques de protection. Face à cela, les acteurs directement en contact avec l'animal n'ont pas tout à fait la même perception. Le partage de territoire avec ce grand prédateur n'est pas toujours aisé et les Inuit, s'ils sont favorables à la pérennisation de l'ours, souhaiteraient désensibiliser le débat.

La faune emblématique au cœur de ce travail est très spécifique des territoires où elle se trouve. En ce sens, un travail comparatif entre le chamois et le caribou par exemple peut sembler étrange dans la mesure où ces animaux n'ont rien en commun, que ce soit sur le plan biologique, historique ou culturel. En revanche, ces deux espèces sont aujourd'hui considérées comme des animaux charismatiques, représentants du milieu dans lequel ils évoluent. Les sociétés humaines y sont attachées culturellement et développent des politiques spécifiques afin d'assurer leur survie. Ils sont également au cœur d'activités économiques que ce soit la chasse ou le tourisme de contemplation. La comparaison devient efficiente lorsqu'on s'intéresse aux processus dans lesquels ces animaux sont imbriqués. Ainsi, il devient possible de comparer la mise en tourisme, les systèmes de protection ou les processus de patrimonialisation dans lesquels se trouvent ces animaux. L'échelle à laquelle est reconnu le charisme de l'animal devient un élément intéressant à prendre en compte pour comprendre les enjeux, les jeux d'acteurs et le déroulement de ces processus. Ainsi, si le chamois est une espèce emblématique des montagnes européennes, l'ampleur des discussions et des passions concernant les pratiques liées à cet animal ne sont pas de même envergure que pour l'ours polaire, espèce dont le destin intéresse l'ensemble de la communauté internationale.

Nous venons de voir que le charisme de l'animal est fortement lié à sa spatialisation. Ainsi une espèce est emblématique de par ses caractéristiques physiques, son statut reflétant l'état des populations, leur prise en compte par l'humain, et l'état de leur environnement. L'historique des sociétés humaines avec ces animaux est fondateur de relations particulières que les hommes tissent avec les espèces emblématiques, ce qui fonde en partie le fait qu'une espèce est culturellement plus importante qu'une autre aux yeux des individus. Cet historique sur les liens que les hommes tissent avec les animaux peut laisser des traces dans l'espace, lesquelles fonctionnent comme des marqueurs spatiaux des relations homme / faune. Ainsi les terrains d'études sélectionnés ont une organisation territoriale marquée par la présence de cette faune emblématique. Celle-ci est au cœur de diverses pratiques récréotouristiques.

4.3. La place de la faune dans les territoires choisis : un gradient intéressant de mise en valeur récréotouristique

Nous avons vu précédemment que l'organisation touristique de chaque territoire était très différente. Malgré cela, il apparaît, sur chacun de nos terrains d'études, une volonté d'utiliser l'animal ou son image pour le développement touristique du territoire. Les pratiques touristiques autour des animaux sont pour l'instant plus ou moins embryonnaires en fonction du terrain étudié. Nous posons ici le cadre général de ces pratiques, nous reviendront dessus en détail dans la partie II.

4.3.1. Le massif des Bauges : des activités récréatives dynamiques mais un tourisme faunique encore embryonnaire

La faune est un élément important de la vie locale du massif des Bauges. La chasse est pendant longtemps restée une activité prépondérante pour le dynamisme local. Dans le rapport annuel du directeur de la réserve de 1955, celui-ci note qu'en raison de « *l'abondance des chamois sur les territoires voisins de la réserve, certains propriétaires de ces terrains se sont livrés à une exploitation particulièrement rémunératrice de leur droit de chasse* » (Source F3.2 RNC 1955a). La création de la réserve a amplifié la publicité de ce massif reconnu pour sa chasse au chamois. Aujourd'hui, si l'activité de chasse ne marque plus autant les modes de vie locaux, l'activité n'en est pas moins encore très présente. De nouvelles formes de chasse apparaissent, tel que le tourisme de chasse développé par l'ONF. Ce tourisme reste limité en raison des quotas de chasse et du partage de la ressource entre différents acteurs du territoire (la chasse locale étant encore une activité dynamique).

La faune sauvage des Hautes-Bauges est également appréciée pour les activités de contemplation. Depuis la création du parc naturel régional des Bauges en 1995, le massif a cherché

à diversifier les activités de loisirs et à s'ouvrir vers l'extérieur. Un premier projet de parcs de semi-liberté pour la présentation de la faune alpine au sein du massif a avorté dans les années 2000 (cf. annexe A6). Un programme de réintroduction du bouquetin a alors été lancé par le parc naturel régional, mais celui-ci a finalement été abandonné en 2013.

Le parc est également investi depuis 2003 dans la co-gestion de la RNCFS afin d'organiser son développement touristique et la valorisation de son territoire en cohérence avec les autres activités de la réserve, telles que la recherche scientifique sur la faune sauvage gérée par l'ONCFS et l'exploitation forestière et cynégétique gérée par l'ONF. Si le territoire de la RNCFS n'est pas connu spécifiquement pour ses qualités d'observation de la faune, il reste le cœur de nature du parc naturel régional des Bauges. L'observation de chamois et mouflons fait partie de l'expérience des randonneurs (Com. pers. entretien randonneurs, août 2011).

Ce terrain d'étude est particulièrement intéressant pour comprendre l'implantation du tourisme de chasse, tout en observant dans le même temps dans quelle mesure la faune fait partie de l'expérience touristique dans le tourisme de contemplation, alors que celle-ci n'est pas clairement identifiée comme une ressource du territoire.

4.3.2. La Gaspésie : un tourisme faunique bien implanté

La richesse faunique de la Gaspésie contribue à imposer cette région comme un territoire idéal pour le tourisme faunique. Le tourisme de chasse et pêche y est bien implanté en raison des nombreuses rivières à saumons et des réserves fauniques connues pour leurs populations d'originaux. Ainsi, chaque année, des milliers de chasseurs envahissent la région à la période automnale, saison pourtant peu favorable au tourisme d'un point de vue climatique et météorologique. La grandeur des territoires et les densités de gibier assurent un bon développement de l'activité. En été, la région gaspésienne est une des régions touristiques les plus connues du Québec. Les paysages grandioses entre mer et montagne attirent les visiteurs. La présence d'espaces protégés aménagés pour la randonnée permet aux touristes de profiter des paysages, de la nature et de découvrir la faune typique du Québec. Chaque espace dispose d'activités spécifiquement organisées pour l'observation de la faune sauvage. Ainsi, tout le long de leurs itinéraires touristiques, ils peuvent avoir le loisir d'observer des baleines dans la baie du Saint Laurent, des originaux dans les forêts de la réserve Matane et du parc de la Gaspésie, des caribous sur les hauts sommets du parc, des ours noirs au parc Forillon. La faune est donc valorisée touristiquement, elle apparaît comme une ressource touristique faisant partie des principaux atouts du territoire.

Cette étude de cas porte sur un tourisme faunique implanté depuis plusieurs années, que ce soit la chasse ou les activités contemplatives. Elle permet un retour d'expérience intéressant sur le type de développement qu'il est possible de mettre en œuvre pour valoriser la ressource faunique. Elle offre également des perspectives d'analyse sur l'intégration de ce tourisme au développement régional, et dans la compréhension des enjeux qui lui sont liés dans la mesure où cette activité évolue dans un environnement dynamique.

4.3.3. *Le Nunavut : l'aspiration d'un territoire vers le tourisme faunique*

Au Nunavut, la faune sauvage fait partie intégrante de la culture et du mode de vie inuit. Le tourisme de chasse est une forme d'activité touristique qui tente de s'organiser et de se développer dans les communautés inuit depuis plusieurs dizaines d'années maintenant. Cette activité semble s'être pérennisée dans plusieurs communautés dont celle d'Arviat. Cette forme de tourisme se rapproche de l'activité de chasse bien connue des Inuit. Les codes de la chasse sont souvent partagés par de nombreux chasseurs, ce qui a facilité l'implantation de ce tourisme au sein d'une culture où le tourisme n'est vraiment connu que depuis la fin du XX^{ème} siècle. Le tourisme contemplatif semble plus difficile à se mettre en place. De nombreuses initiatives en faveur du tourisme autochtone ont vu le jour depuis les années 1990 mais beaucoup n'arrivent pas à se pérenniser. La communauté d'Arviat s'est lancée dans un projet de développement touristique en 2008. Ce projet vise à aider la population à s'approprier ce qu'est le tourisme dans la culture occidentale. La communauté essaie ainsi de construire l'activité touristique sur le long terme. Un élément central identifié par la communauté pour faire venir les visiteurs est la faune sauvage. Celle-ci fait donc partie intégrante du projet mis en œuvre. Ce qui nous a intéressée dans cette étude de cas est justement la construction de la ressource faunique comme ressource touristique.

Il apparaît pour chacun des terrains d'étude sélectionnés que la faune est un élément fondamental de l'environnement du territoire à prendre en compte. Elle a marqué le développement territorial en justifiant la création d'espaces protégés. Elle continue aujourd'hui à être un moteur de l'économie locale, dans les pratiques récréatives mais aussi touristiques. Si le niveau de développement touristique n'est pas le même, ce gradient est apparu intéressant dans la construction de notre réflexion. Il visait à mieux comprendre à partir de la comparaison de ces différents territoires :

- l'évolution de l'utilisation de l'animal (de la reconnaissance de l'animal comme ressource à la transformation de celui-ci comme ressource touristique),
- les différentes manières de gérer ces ressources touristiques (en prenant en compte la particularité que ce sont des ressources touristiques vivantes),
- les différents liens que les hommes entretiennent avec l'animal (dans sa corporalité, en tant que ressource récréative et touristique).

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

Ce chapitre a permis de présenter la démarche de recherche adoptée tout au long de ce travail. Le cadre méthodologique offert par l'approche systémique a conduit à diversifier les points de vue et les échelles d'analyse pour répondre à notre problématique. Les méthodes de collecte de données, à travers le travail sur archives, l'entretien et l'observation sont des méthodes classiques de recherche. Nous avons cependant essayé de les combiner non pas pour multiplier les données mais pour recouper les informations et obtenir un meilleur sens du terrain et de la recherche que nous menions. Enfin, la démarche comparative représente une manière de mettre en perspective la

diversité des enjeux liés à la valorisation des ressources fauniques. Cette démarche comparative représente cependant une complexité supplémentaire dans l'analyse car la comparaison a porté sur des terrains aux différences marquées. Nous avons alors montré que la comparaison ne portait pas tant sur des éléments présents dans différents environnements mais plutôt sur des processus en cours. Afin de guider le lecteur parmi les différents terrains et points d'intérêts de cette recherche, le tableau suivant récapitule les éléments de terrain sur lesquels a porté l'analyse.

Terrain	Espace	Animaux		Activités
		central	secondaire	
Bauges	<ul style="list-style-type: none"> - Réserve Nationale de Chasse et de Faune Sauvage des Bauges (RNCFS) - Périphérie de RNCFS 	-Chamois	<ul style="list-style-type: none"> -Mouflon -Loup 	<ul style="list-style-type: none"> - Récréotourisme de chasse - Récréotourisme d'observation
Gaspésie	<ul style="list-style-type: none"> - Parc national de la Gaspésie - Réserve faunique de Matane et de Chic-Chocs - Territoires libres situés en périphérie de ces territoires administrés 	<ul style="list-style-type: none"> -Orignal -Caribou 	<ul style="list-style-type: none"> -Ours noir 	<ul style="list-style-type: none"> - Récréotourisme de chasse - Récréotourisme d'observation
Nunavut	<ul style="list-style-type: none"> - Communauté d'Arviat 	-Ours polaire	-Caribou	<ul style="list-style-type: none"> - Etude du développement du tourisme de vision dans une communauté de chasseur

Tableau I.4 - Résumé des éléments sur lesquels porte la recherche

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Cette première partie visait à exposer comment nous avons construit notre travail de recherche, d'un point de vue épistémologique, conceptuel et empirique.

Nous avons fait le choix d'inscrire notre travail dans le champ de la géographie animale, et ce afin de lui donner une plus grande visibilité dans la communauté des géographes français. En effet, nous sommes convaincue de la qualité heuristique de l'animal pour l'étude d'enjeux géographiques et souhaitons faire connaître cette approche de la discipline. Les études déjà formalisées dans ce champ de recherche montrent toute la diversité des réflexions qui vont d'études micro sur l'identité des acteurs humains et non humains à des réflexions philosophiques plus larges. Nous avons choisi d'avoir un point de vue holistique de notre sujet de recherche portant sur le récréotourisme liée à la faune sauvage. Nous avons ainsi décidé de l'aborder par diverses entrées partant des acteurs, jusqu'à comprendre la philosophie des activités développées.

Lors de la construction de cette recherche, il a été vu que l'étude du récréotourisme faunique est un vaste sujet portant à la fois sur des dynamiques liées à un sous-système « populations fauniques » et d'autres liées à un sous-système anthropique englobant l'organisation et le développement des sociétés humaines. Ces sous-systèmes co-évoluent dans le temps à différentes échelles. En raison de la complexité de la thématique de recherche, nous avons fait le choix de développer nos réflexions à partir de trois terrains d'études. C'est par l'étude de situations concrètes que nous espérons rendre intelligible l'analyse systémique du récréotourisme faunique. Afin de contextualiser notre travail, il était nécessaire de présenter notre démarche de recherche notamment l'approche comparative adoptée et ce afin de fournir certaines clés de lecture pour appréhender les développements suivants.

La deuxième partie est consacrée à l'analyse des différentes formes d'activités récréotouristiques : la chasse et la contemplation. Chaque activité est étudiée séparément afin de poser leurs enjeux respectifs concernant leur organisation spatiale, leur intégration au sein du territoire et la manière dont ces activités sont appréhendées par la société. Ces dernières sont analysées à partir d'un regard critique qui essaie de déconstruire les idées préconçues du grand public à l'égard de la chasse ou de l'observation. Nous offrons ainsi une lecture problématisée de ce qu'est le récréotourisme faunique aujourd'hui.

**Deuxième partie -
L'aménagement du récréotourisme faunique :
organisation spatiale, motivation des visiteurs
et impact des activités de chasse et de vision**

DEUXIÈME PARTIE - L'AMÉNAGEMENT DU RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE : ORGANISATION SPATIALE, MOTIVATION DES VISITEURS ET IMPACT DES ACTIVITÉS DE CHASSE ET DE VISION

L'objet de cette deuxième partie est de présenter les différentes pratiques récréotouristiques développées autour de la faune sauvage. Pour ce faire, chaque pratique fait l'objet d'un chapitre à part entière, permettant de donner un éclairage sur la nature, la structuration et les enjeux propres au tourisme de chasse et de vision.

Nous référant aux critiques énoncées par la littérature concernant la dichotomie entre les activités consomptives et non-consomptives (chapitre 2), nous nous intéressons aux interactions pouvant exister entre ces activités et regardons dans quelle mesure il est possible de dépasser cette vision binaire. La construction du récréotourisme de chasse et de vision est alors analysée au regard du contexte dans lequel les activités apparaissent, des jeux d'acteurs et des impacts que ces activités ont sur la faune sauvage.

Le chapitre 4 consacré au tourisme de chasse analyse dans quelle mesure ce tourisme pourrait être considéré comme une forme d'écotourisme. L'analyse comparative met en perspective différentes organisations du tourisme de chasse et questionne les « bonnes pratiques » développées autour du tourisme de chasse et son inscription dans des dynamique de développement durable.

Le chapitre 5 porte sur le tourisme de vision. Il approfondit les réflexions sur le caractère non consomptif de cette pratique et le remet en cause en insistant sur les problèmes de compatibilité entre espaces humains et non-humains. Dans le cadre du récréotourisme faunique autour de la faune sauvage, l'emboîtement de ces espaces est souvent créateur de nombreuses perturbations pour la faune sauvage.

Les différents éléments présentés dans cette partie posent les bases du fonctionnement du récréotourisme faunique sur nos terrains d'études. Cela permet d'appréhender les processus à l'origine de ces usages récréotouristiques, ainsi que l'évolution des rapports hommes-animaux liée à ces pratiques.

CHAPITRE 4 - L'ORGANISATION DU RÉCRÉOTOURISME DE CHASSE DANS L'ESPACE

La chasse est une activité plurielle. Traditionnellement développée pour pouvoir se nourrir, elle est devenue une activité de loisir et de tourisme. Elle joue également un rôle dans la régulation des écosystèmes et permet à l'homme de gérer les populations fauniques. Dans le cadre de ce chapitre, nous revenons sur les différentes fonctionnalités de cette activité en développant les réflexions concernant le tourisme de chasse.

Le tourisme de chasse, également connu sous le nom de chasse sportive, est un mode de chasse « où les chasseurs poursuivent leur gibier pour la récréation ou le plaisir » (Leader Williams, 2009 : 11). Aujourd'hui, bien que développée internationalement, cette forme de tourisme reste peu connue du grand public dans la mesure où il s'agit d'un tourisme très spécialisé. Le tourisme de chasse est une forme d'exploitation de la faune sauvage qui interroge et relance le débat sur les différents usages destructeurs ou non des ressources étant donné que ce tourisme prélève une ressource commune : la faune sauvage.

Freeman et al. soutiennent ainsi que la chasse sportive, « lorsque celle-ci est menée sous un contrôle approprié et une gestion bien informée, est une forme de tourisme peu intrusive. Elle peut procurer une amélioration économique et un support par la conservation in-situ »¹ (2005 : 9). Diverses conditions sont alors avancées telle qu'une surveillance effective du gibier, des mécanismes d'ajustement de la chasse pouvant entraîner un arrêt de celle-ci, l'assurance que l'habitat est suffisant, et enfin que le tourisme génère des fonds pour les activités de gestion. Si l'ensemble de ces conditions est réuni, alors le tourisme de chasse pourrait s'apparenter à de l'écotourisme (Foote et Wenzel, 2008 ; Haripriya cité dans Lovelock, 2007 : 11). Selon J. Tardif (2003), trois dimensions sont intrinsèques à l'écotourisme. Le voyage doit être tourné vers « la nature », où « la dimension éducative » est importante. Les pratiques développées lors du séjour sont également supposées être « durables ». Cette notion de durabilité est double dans la mesure où il y a la durabilité économique et sociale mais également la durabilité environnementale.

La diversité des situations de tourisme de chasse, que celui-ci soit pratiqué dans les pays développés ou en voie de développement, offre des arguments et des exemples opposés aux différentes parties (pro ou anti-tourisme de chasse) permettant à chacune de rester sur ses positions. Notre objectif ici n'est pas de promouvoir un point de vue sur un autre mais d'analyser la mise en œuvre du tourisme de chasse sur nos différents terrains d'études afin de voir dans quelle mesure cette forme de tourisme peut ou non être durable, tel qu'on l'entend dans le registre écotouristique. Les terrains des Bauges et de la Gaspésie font l'objet de traitements plus approfondis en raison du travail de terrain réalisé auprès des chasseurs visiteurs et du suivi de la chasse touristique *in situ*. Les données sur le Nunavut sont principalement issues de la littérature et concernent la

¹ Traduction de «when conducted under appropriate controls and utilizing well-informed management, are the least intrusive programs and can provide enhanced economic and political support for in-situ conservation».

communauté d'Arviat. Il s'agit alors de résultats d'entretiens menés non pas avec les touristes mais avec les chasseurs et organisateurs du tourisme de chasse au sein de cette communauté.

Avant de traiter du tourisme de chasse, il est important de comprendre le contexte dans lequel celui-ci se développe. C'est pourquoi, une première partie est consacrée à l'organisation de la chasse locale et aux modes de gestion du gibier sur nos différents terrains d'études. Dans un deuxième temps, nous revenons sur l'organisation du tourisme de chasse. L'étude porte alors sur l'intégration et les conflits que ce tourisme génère au regard de l'activité de chasse locale, les deux chasses étant intéressées par la même ressource. Enfin, l'organisation touristique mise en œuvre est analysée au regard de sa durabilité socio-économique et environnementale.

1. L'ORGANISATION DE LA CHASSE LOCALE

L'action de chasse est mise en œuvre afin de traquer et de tuer un animal. L'organisation et la régulation de l'activité permettent de limiter les prélèvements sur les populations fauniques. L'organisation de la chasse est spécifique au lieu où elle est établie, car elle dépend de l'histoire du territoire, de sa culture et des espèces en présence. Par exemple, si en France la chasse est liée au droit de propriété, il n'en est pas de même au Québec où les structures de gestion de la faune et des activités cynégétiques sont issues d'un processus historique d'accessibilité aux territoires. Quant au Nunavut, la chasse est avant tout un mode de vie en raison de l'économie mixte des populations inuit.

1.1. La chasse dans les Bauges

En France, le droit de chasse est lié à la propriété depuis la révolution française. En raison de la forte pression de chasse exercée jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, les populations de grands gibiers déclinent. Afin d'enrayer cette baisse, des nombreuses mesures de gestion de la chasse et de la faune sauvage sont adoptées à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Ces mesures permettent de lutter contre la disparition d'espèces animales mais jouent également un rôle sur l'évolution du rapport à la chasse. Par exemple, le chasseur est de plus en plus responsabilisé et devient un véritable gestionnaire des populations fauniques et de leurs habitats. On est ainsi passé d'une « *conception liée à une logique de prélèvement à un souci gestionnaire désormais affiché par les instances cynégétiques afin d'assurer la préservation d'un capital et pour le faire fructifier* » (Alphandéry et Fortier, 2007: 3). Cette évolution s'est construite sur plusieurs dizaines d'années. Le principal élément moteur de changement dans l'activité de chasse est l'instauration d'un système de quotas de chasse avec l'adoption de plans de chasse pour les grands ongulés dès 1963. Le but est de « *créer un nécessaire équilibre agro-sylvo-cynégétique* » (Source F1 loi 30 juillet 1963). On reconnaît ainsi la multifonctionnalité des territoires où chaque acteur (l'agriculteur, le forestier et le chasseur) doit pouvoir exercer son activité sans empiéter sur celle de son voisin. Le plan de chasse vise à indiquer pour chaque sexe le nombre d'animaux à tirer ; on parle alors de plan de chasse quantitatif. Le plan de chasse peut aussi être qualitatif lorsqu'il précise le type d'animaux

à prélever : jeunes, adultes, vieux, selon le sexe. Le plan de chasse chamois a par exemple été rendu obligatoire en 1990. Avant l'adoption de plan de chasse, la chasse exerçait une très forte pression sur les animaux. Un chasseur des Bauges se souvient : « *On s'était mis à quatre, on avait pris le banc. Vous savez ce que c'est le banc ? C'est un espace entre deux falaises, on appelle cela en français une vire. Bref, il y a des chamois en contre bas, on a tiré tant que cela bougeait. Et quand on est allé ramasser, je ne vous raconte même pas, il y en avait 23, on aurait pu en tirer plus. Ainsi pendant longtemps la philosophie de chasse s'était « de toute façon il faut les tuer car si c'est pas moi ce sera un autre, alors autant que ce soit moi » » (Com. pers. chasseur du massif des Bauges, novembre 2009). La chasse était alors organisée sur trois semaines, les chasseurs tiraient « *sur tout ce qui bougeait, sauf les petits car ces derniers n'étaient pas autorisés* » (idem). Les premiers jours de chasse étaient comparés à la bataille de Verdun tellement les tirs fusaient de tout côté. Aujourd'hui, une commission plan de chasse se réunit annuellement au sein de chaque département pour déterminer le nombre d'animaux à tirer (cf. figure II.1). Si le temps de la chasse a été prolongé et s'étend aujourd'hui de septembre à décembre, les conditions de la chasse se sont complexifiées. Ainsi, il ne peut y avoir qu'un chamois tué pour chaque secteur chamois établi sur l'Association communale de Chasse agréée par jour (cf. figure II.4 p. 142). L'adoption de plans de chasse et la répartition des tirs de chasse avec une ouverture de la chasse sur plusieurs mois ont été une véritable réussite pour l'augmentation des populations de grands ongulés.*

Les lois de 2000 sur la chasse et celle de 2005 sur le développement des territoires ruraux entérinent cette tendance visant l'intégration du chasseur à la gestion des populations animales. Elles tentent de développer un regard systémique sur la gestion de la faune sauvage. Les chasseurs sont alors reconnus comme des gestionnaires de la faune sauvage dans son ensemble et pas seulement des espèces gibiers. La gestion ne se limite pas seulement à des prélèvements mais vise à garantir la reproduction de la ressource en assurant un bon fonctionnement des écosystèmes. L'habitat de la faune devient un élément fondamental à intégrer. La loi sur la chasse de 2000 a instauré au niveau des départements un schéma départemental de gestion cynégétique (SDGC) qui donne les grandes orientations en matière de gestion du gibier, de la chasse et des habitats (cf. figure II.1). Afin de bien comprendre les implications territoriales de l'organisation de cette gestion, nous distinguons les mesures de gestion encadrant la faune sauvage et celle encadrant l'activité de chasse.

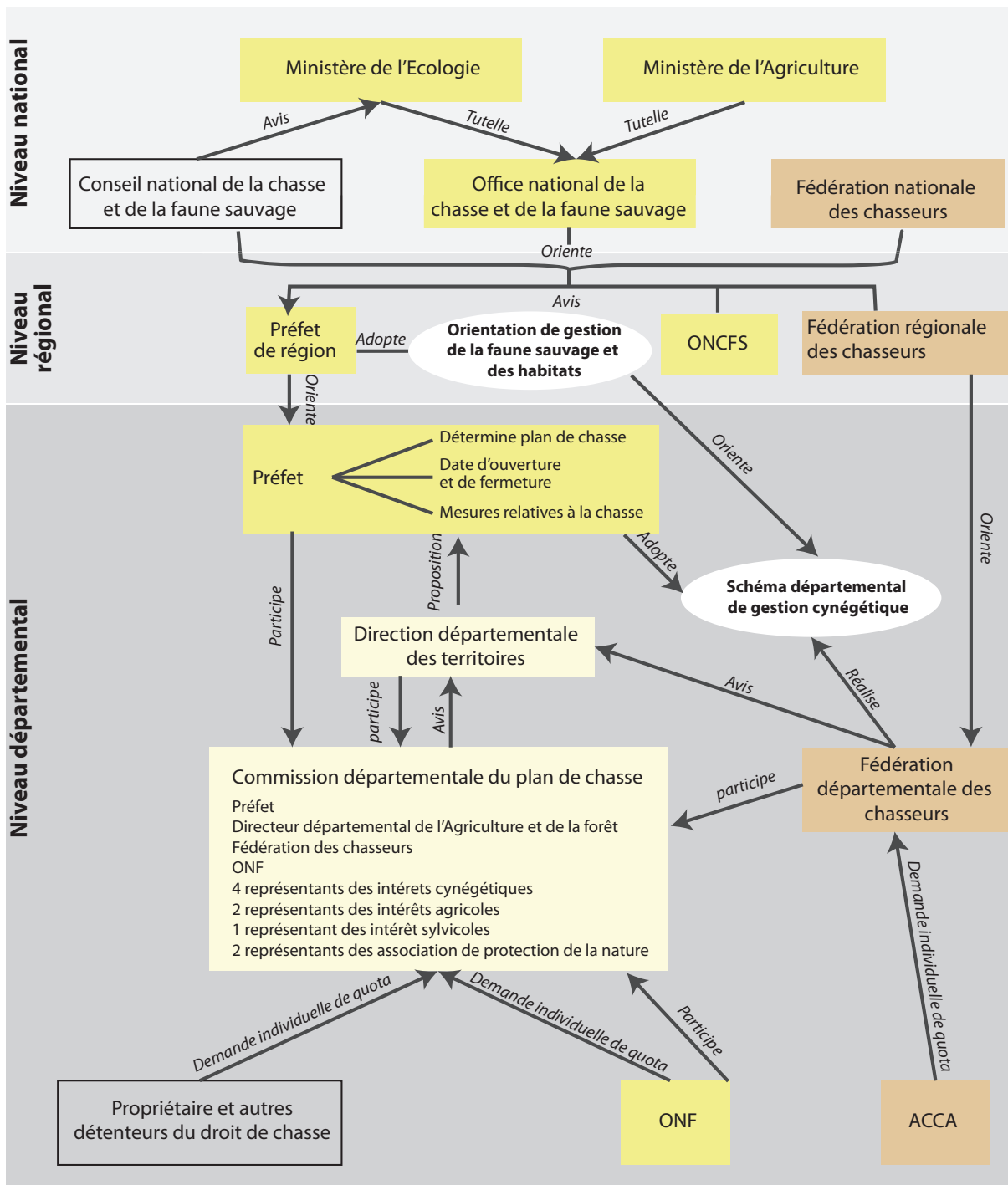


Figure II.1 - Gestion de l'activité de chasse en France

Au niveau national, la chasse relève à la fois des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture. Les décisions prises au niveau national portent principalement sur les grandes orientations adoptées en matière cynégétique et sur la gestion des espèces protégées comme les grands prédateurs. L'ONCFS indiqué dans ce schéma au niveau national est un organisme présent également en région et au niveau des départements. L'ONCFS se charge des études et recherches en matière cynégétique et de gestion de la faune sauvage et assure la police de l'environnement. Au niveau régional, le préfet de région adopte les orientations de gestion de la faune sauvage et des habitats qui sont des lignes directrices pour l'établissement de SDGC. Pour autant, la gestion de la chasse en France se fait principalement au niveau départemental. L'ensemble des mesures relatives à la chasse sont adoptées par le préfet. L'établissement des plans de chasse est le résultat d'un processus organisé avec les différentes parties prenantes. Les différents détenteurs du droit de chasse font dans un premier temps une demande de plan de chasse. Celle-ci est analysée en commission départementale au regard des réalisations effectuées les années précédentes, des inventaires et des demandes de chacun. Cette commission donnera ensuite un avis concernant ce plan à la direction départementale des territoires qui le proposera au préfet.

1.1.1. La gestion de la faune

Les premières mesures en faveur de la protection du gibier ont été les créations de réserves de chasse qui sont des zones interdites à la chasse. Les réserves de chasse sont créées dès 1934 et une loi de 1956 instaure les réserves de chasse communales ; quant à la loi Verdeille de 1964 qui crée les Associations de Chasse Communales Agréées (ACCA), elle impose que 10 % du territoire de l'ACCA au minimum soient classés en réserve (cf. figure II.4 p. 142) (Charlez, 2007).

L'État crée la réserve nationale de chasse et de faune sauvage (RNCFS) en 1955 sur le massif des Bauges afin d'y protéger le chamois alors fortement menacé.

Sur le massif, la faune sauvage est historiquement une ressource fondamentale pour la vie des communautés locales. Dès 1913, une réserve domaniale des eaux et forêts est créée afin de la protéger d'une chasse excessive. Le droit de chasse y est alors suspendu. En 1930, la chasse à tir est louée dans la forêt de Bellevaux à la société de chasse « la Saint-Hubert du Pécloz » pour un bail de 9 ans. A son terme, le bail ne sera pas renouvelé suivant les directives du directeur général des eaux et forêts qui invite dans une lettre du 20 mai 1935 le conservateur des eaux et forêts de Chambéry à créer dans les massifs domaniaux des réserves de chasse pour la conservation de certaines espèces gibiers. Une réserve de chasse est alors créée sur la forêt domaniale de Bellevaux et des séries forestières connexes pour la protection du chamois, chevreuil, tétras-lyre, bartavelle, gélinotte et du lièvre variable. Les réserves cynégétiques sont considérées à l'époque comme « *un lieu initial de protection et de reproduction, [qui] peut et doit devenir un lieu et un centre de rayonnement d'un gibier qui, à la recherche d'un espace vital nécessaire, va émigrer vers des lieux moins peuplés* » (Vidron, 1950 : 718). Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, la réserve s'agrandira peu à peu par l'acquisition de terrains pour atteindre un total de 3800 hectares. Une fois les affres de la guerre passées, le vice président du Conseil supérieur de la chasse reconnaît que cette réserve des Bauges est « *parmi ce que la France possède de mieux pour le gibier de montagne* ». Le 15 mars 1950, le Conseil supérieur de la chasse donne pour mission à ses agents de constituer la réserve des Bauges. Cantonnée en fond de vallées, celle-ci s'étend alors vers des territoires d'altitude jusque là réservés aux pâturages et à la chasse locale. La réserve continuera à s'agrandir par des achats effectués par le Conseil supérieur de la chasse ou la location de terrains privés (cf. figure II.2 page suivante). Le Conseil supérieur de la chasse emploie alors trois gardes pour surveiller et dénombrer les populations de gibiers. Il est possible de mesurer le franc succès de la création de cette réserve nationale de chasse au regard des effectifs de chamois totalisés au sein de cet espace de protection. Les méthodes d'inventaire ont évolué au cours du temps et se sont affinées permettant une évaluation plus précise du nombre d'animaux. Le nombre de chamois est passé d'environ 150 à plus de 1000 aujourd'hui.

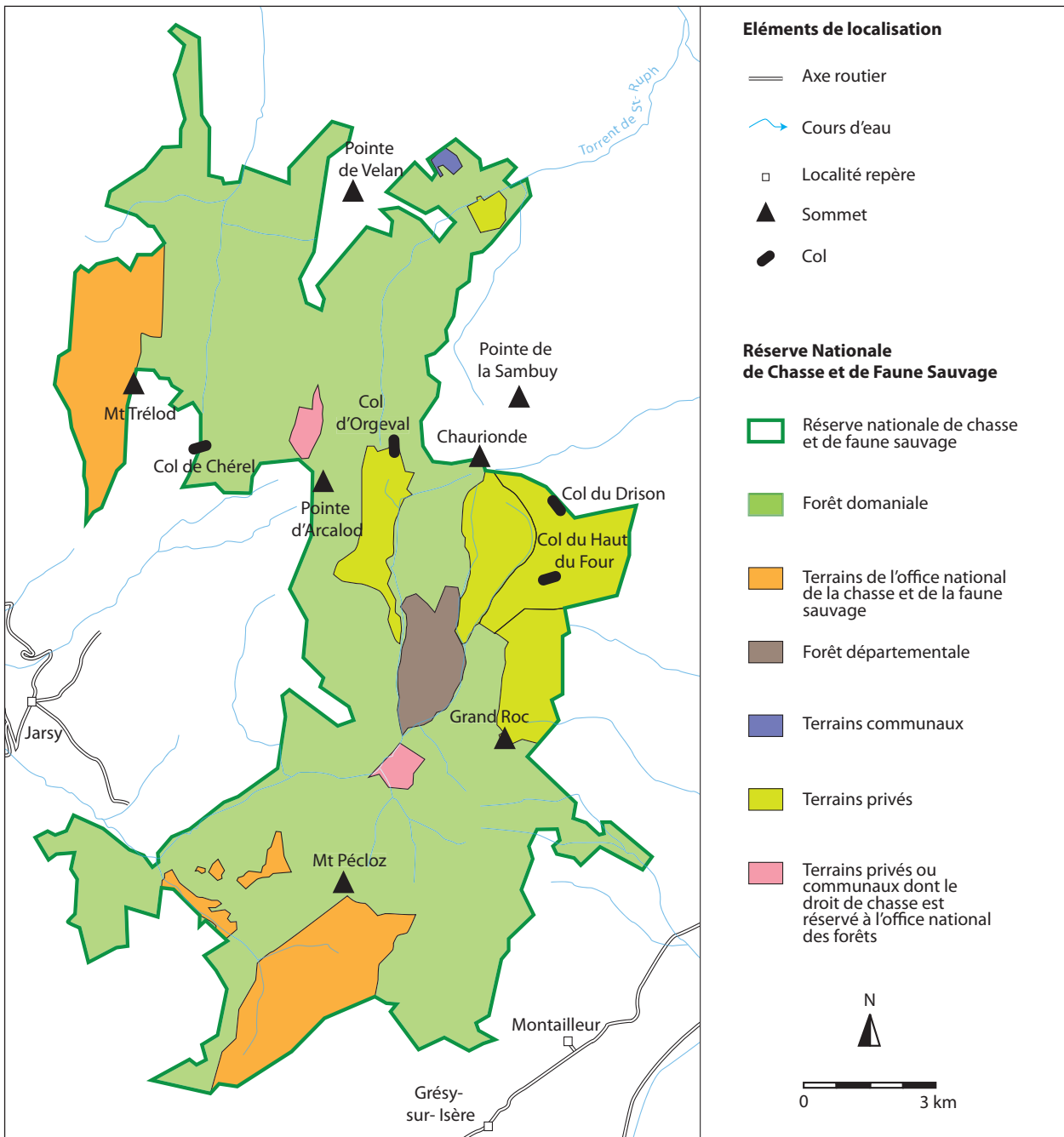


Figure II.2 - Statuts des terrains mis en Réserve nationale de chasse et de faune sauvage

L'exemple de la RNCFS montre la réussite liée à la création d'un espace de protection pour la sauvegarde de populations animales. Il est toutefois important de relativiser cette situation au regard d'autres populations fauniques. En effet, l'étude menée s'est intéressée aux grands mammifères et non aux petits gibiers. Or, la situation semble différente concernant ces animaux. Si la réserve a bien été créée en premier lieu pour la protection du chamois, d'autres espèces gibier ont attiré l'attention des gestionnaires. Par exemple, à la lecture des archives, les populations de tétras-lyre semblaient en meilleure santé au moment de la création de la réserve qu'aujourd'hui. En effet, l'activité pastorale était alors une des activités pratiquées sur les terrains qui ont été mis en réserve. A la création de la réserve, ces activités ont cessé, ce qui a entraîné une reforestation des terrains.

L'habitat du tétras-lyre a alors été impacté. Ce facteur a contribué à la diminution des populations. Les progrès dans la connaissance de la biologie de ces oiseaux ont permis de restaurer les activités pastorales afin de renverser la perte d'habitat de cet animal. La création d'espaces protégés pour la protection d'espèces n'est donc pas toujours couronnée de succès.

La protection assurée par les réserves est complétée par une gestion institutionnalisée de la faune.

Aujourd'hui, la plupart des départements français ont adopté une gestion de la faune sauvage par pays cynégétiques. Les pays cynégétiques permettent une gestion territoriale de la faune en cohérence avec les orientations départementales adoptées par le SDGC. Par exemple, un plan de chasse n'est pas forcément élaboré à l'échelle d'un département dans la mesure où une espèce ne sera pas présente de manière homogène en son sein. Le plan de chasse de chaque espèce peut ainsi être élaboré à l'échelle locale, au sein de pays cynégétiques, apportant une réponse spécifique et faisant face aux enjeux locaux (Arnauduc, 2008). Les pays cynégétiques viennent remplacer les unités de gestion qui étaient jusque là mises en place pour les espèces. Une unité de gestion correspond à « *une zone géographique fréquentée par l'ensemble d'une population ou par un nombre d'individus suffisant pour assurer la reproduction et la satisfaction des besoins vitaux* » (ANCGG, 1990 : 190). Les unités de gestion s'appliquent à chaque espèce d'ongulés, alors que les pays cynégétiques établissent une gestion écosystémique d'un territoire incluant différentes espèces. Le tracé des pays cynégétiques peut être établi sur des critères à la fois biogéographiques, cynégétiques et politiques et visent à simplifier les structures. En fonction des départements, les demandes et attributions du plan de chasse se fondent sur l'état des populations au sein des pays cynégétiques ou des unités de gestion qui agissent comme des structures de rencontres avec les autres usagers du milieu naturel.

Dans les Bauges, la RNCFS est située à cheval sur deux départements : la Savoie et la Haute-Savoie. Deux fédérations départementales sont donc en charge de la gestion du massif, ce qui peut poser des problèmes d'ajustements entre les jours d'ouverture de la chasse, le type de gestion adoptée ... Par exemple, compte tenu des orientations données par la fédération nationale des chasseurs, la Haute-Savoie a fait le choix de tester une gestion par pays cynégétique, alors que la Savoie n'a pas, pour l'instant, opté pour cette solution, restant sur un mode par unités de gestion suivant les animaux (cf. figure II.3, page suivante).

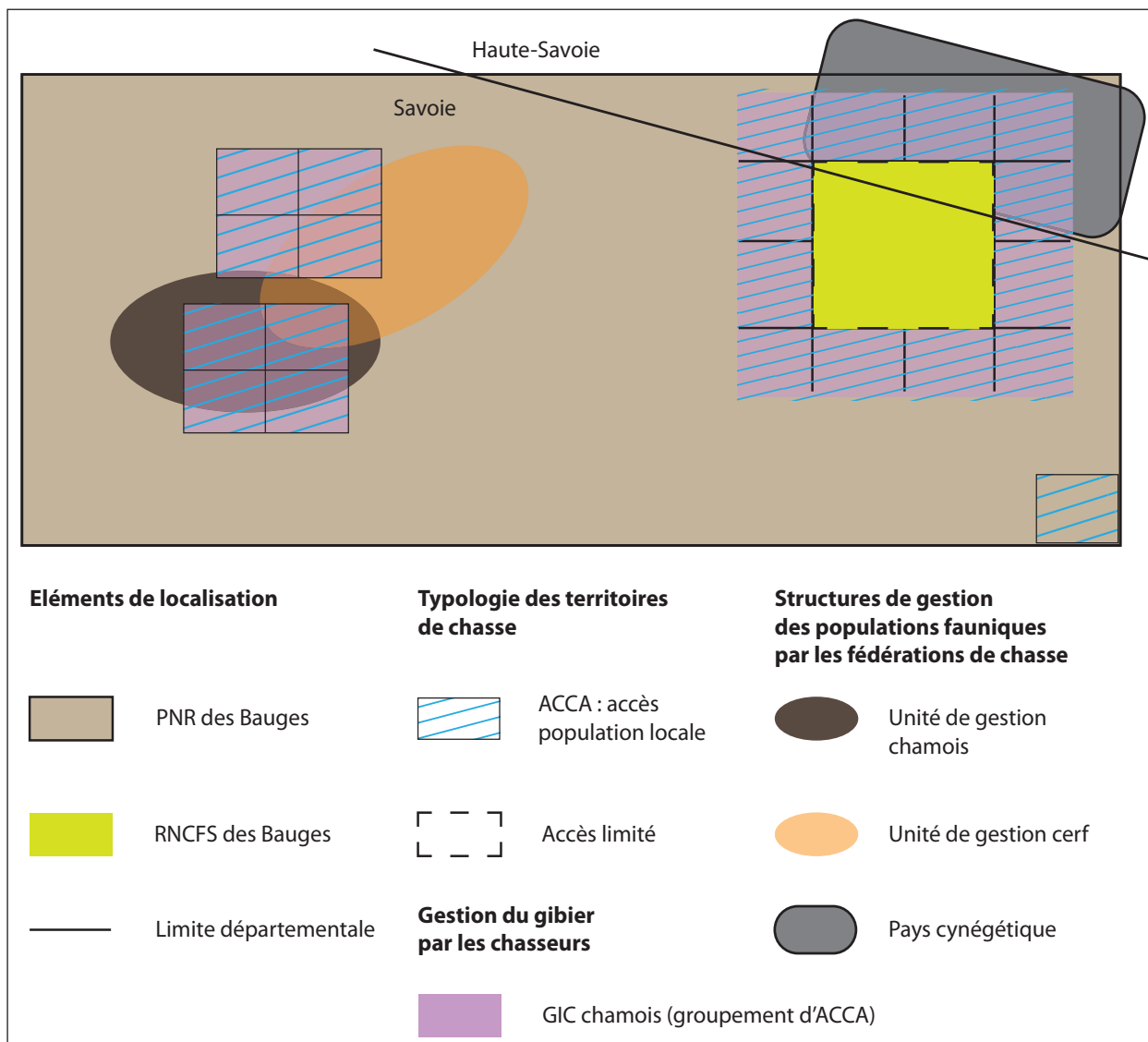


Figure II.3 - Schéma de la gestion de la chasse et de la faune sauvage au sein du massif des Bauges

En parallèle de ces mesures réglementaires développées autour du gibier, l'activité cynégétique est également régulée par une gestion des chasseurs.

1.1.2. La gestion des chasseurs

Il existe différents détenteurs du droit de chasse : il peut s'agir de chasses privées si les propriétaires disposent de grands domaines, de chasses ONF dans les forêts domaniales (cf. infra) ou de chasses communales. La loi Verdeille du 10 juillet 1964 a constitué les ACCA, elles sont obligatoire dans les départements de Savoie et de Haute-Savoie. L'adoption de cette loi est venue en réponse au morcellement parcellaire des territoires de chasse : le droit de chasse étant lié à la propriété, la multiplication de petites propriétés privées rendait la chasse difficile. La constitution d'ACCA a permis de pallier ce problème dans la mesure où l'ensemble des propriétés privées situées sur une commune ainsi que les territoires communaux sont alors mis dans « un pot commun », donnant accès aux chasseurs résidant à un plus grand terrain de chasse. Il est reconnu aux propriétaires dont les convictions personnelles vont à l'encontre de la chasse la possibilité de soustraire leurs terrains à l'ACCA. Ils ont alors l'obligation d'indiquer ce retrait en disposant

une signalisation adéquate et ils doivent procéder eux-mêmes à la destruction de toutes espèces nuisibles sur leurs terrains (Domas Descos, 2012). Les propriétaires disposant d'un terrain d'une superficie d'un seul tenant de 20 ha en plaines et bois et plus de 100 hectares en montagne ont également la possibilité de soustraire les propriétés pour garder leur droit de chasse exclusif.

Les ACCA ont la responsabilité de gérer les activités cynégétiques sur leur territoire de chasse. Des règlements internes aux ACCA sont alors adoptés. Ils portent sur de multiples prérogatives : la constitution d'équipes de chasse, la séparation des bracelets, les règles de sécurité, la création de réserves de chasse pour le gibier, l'organisation de l'affouragement hivernal... Par exemple, l'ACCA de Jarsy située en périphérie de la RNCFS des Bauges a adopté une gestion par secteur, établissant des secteurs de chasse chevreuils et chamois (cf. figure II.4, page suivante). Avec près de 80 chasseurs inscrits à l'ACCA, des équipes ont été formées et se relaient chaque semaine sur un secteur de chasse différent afin d'éviter des accidents où une trop grande pression sur un seul secteur. Les bracelets de chasse sont partagés entre les équipes et au sein de chaque équipe. Les équipes peuvent fixer leurs propres règles de prélèvement, en décidant par exemple de chasser les éterlous² avant le 15 novembre car la taille des cornes est plus facilement distinguable et cela évite les erreurs de tirs (Com. pers. Chasseur de la commune de Jarsy, août 2010). Les ACCA sont donc responsables au niveau local de l'organisation de la chasse. Cette implication du chasseur se ressent par l'attachement que ce dernier développe au territoire et au gibier de sa commune. Plusieurs membres d'ACCA cumulent par exemple des fonctions d'administration dans l'association mais également au niveau de la municipalité. Un maire et président d'ACCA des Bauges témoigne : « *J'ai attendu d'être à la retraite pour être maire. La chasse m'a énormément apporté, je pense bien connaître la commune par la chasse. Je marche constamment à la chasse, et cela m'a permis de bien connaître le territoire* » (Com pers. chasseur du massif des Bauges, novembre 2010).

Soulignons ici que si les ACCA participent aujourd'hui à une structuration de la chasse en zone de montagne, leur fonctionnement interne reste rigide. Les ACCA sont en effet des associations demandant beaucoup d'implications pour pouvoir les gérer et organiser la chasse sur la commune. L'implication aux fonctions de direction requiert un temps de travail considérable ; ainsi ces structures sont souvent dirigées par des chasseurs à la retraite disposant de temps. Or, cela rend difficile la transformation de modes de fonctionnement, ou la flexibilité qui serait requise par les jeunes chasseurs.

Enfin, des structures de gestion portant à la fois sur la gestion des chasseurs et du gibier ont été développées, il s'agit des groupements d'intérêts cynégétiques (GIC).

2 Un éterlou est un jeune chamois de 2 ans.

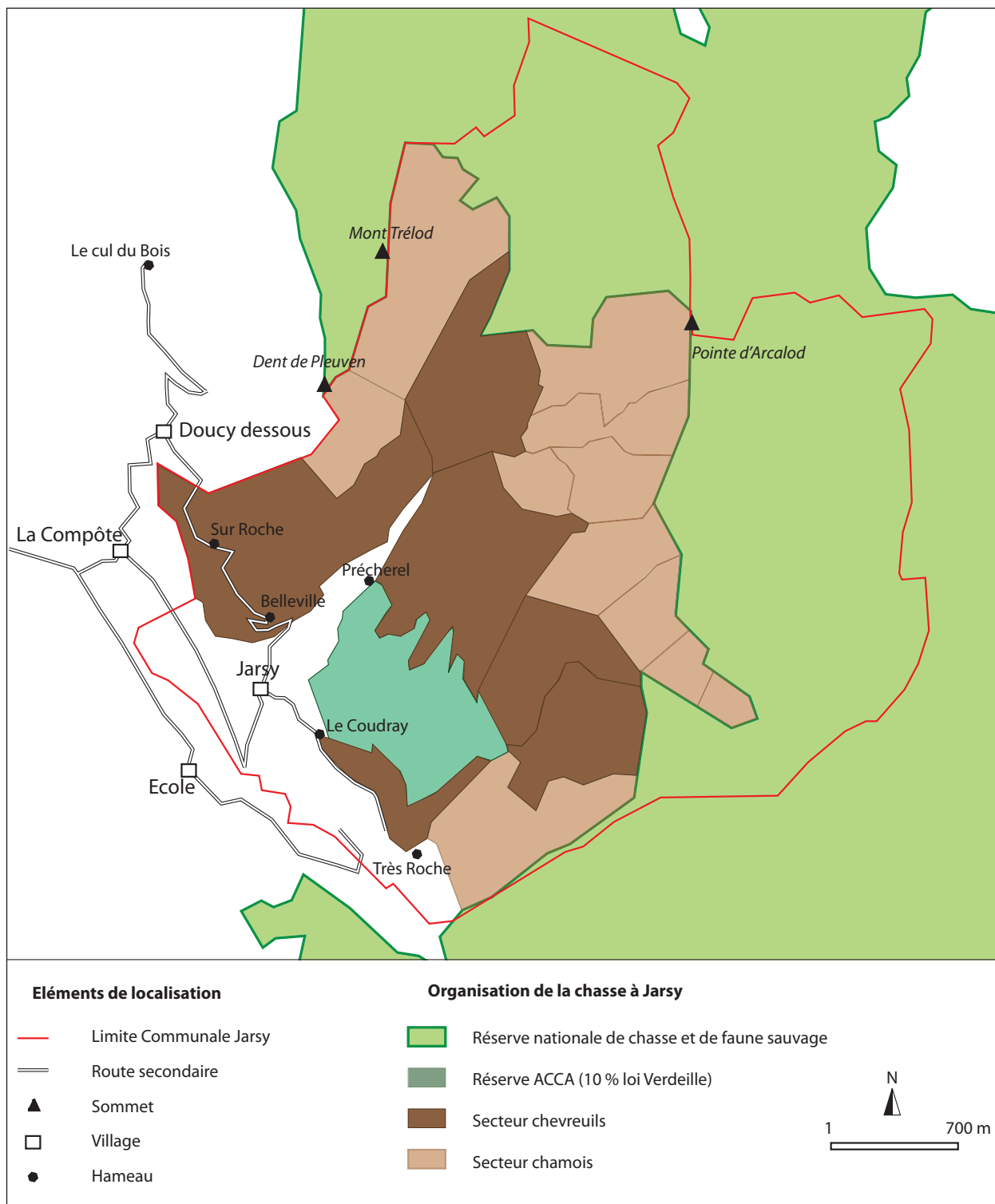


Figure II.4 - Organisation de la chasse sur la commune de Jarsy

1.1.3. Des structures assurant une gestion des chasseurs et du gibier

Les groupements d'intérêt cynégétique (GIC) sont « des associations qui rassemblent des lots de chasse ayant des buts communs. Les membres d'un GIC conservent leur autonomie mais se soumettent volontairement à la planification » (ANCGG, 1990 : 190). Les GIC sont souvent des associations constituées pour l'adoption d'une meilleure gestion d'une espèce. Ainsi sur le massif des Bauges, il existe plusieurs GIC chamois. Dans le cadre de ce travail, nous nous sommes

intéressée au GIC des Bauges qui englobe les ACCA limitrophes à la réserve (cf. figure II.10, p. 188). Ce GIC a originellement été créé en 1980. Lors de sa création, l'idée était de faire coopérer différents acteurs détenteurs du droit de chasse afin d'améliorer la gestion des populations de chamois et de mouflons au sein de la RNCFS et de sa périphérie. La création de la réserve a en effet suscité un conflit important entre l'État et la population locale, les terrains traditionnellement chassés ayant été protégés afin de servir de sanctuaire au gibier. A partir de 1977, la perception de chaque acteur évolue; en effet, cette année-là, la population de chamois est victime d'une épizootie de kératoconjunctivite. En seulement quelques semaines, près de 200 chamois sur les 944 recensés à l'époque dans la réserve de chasse, sont victimes de cette bactérie. Celle-ci affecte l'œil du chamois, provoquant son inflammation, entraînant la cécité. Les perceptions de chaque acteur évoluent. D'un côté, les gestionnaires de la réserve reviennent sur l'interdiction totale de la chasse dans la réserve. Celle-ci ne s'avère finalement pas nécessaire à la conservation. Une exploitation raisonnée de la ressource peut également conduire à sa pérennisation car elle permet d'éviter la propagation de maladies. De l'autre côté, les chasseurs comprennent que la richesse en gibier sur leur territoire de chasse vient d'un effet de déversement des populations de gibiers présentes dans la réserve. Ils reconnaissent alors que la réserve est un « *robinet à gibier* » (Com. pers. chasseur D, Bauges, 2010). L'épisode de kératoconjunctivite est ainsi suivi par un apaisement des rapports entre l'État et la population locale. Un nouveau mode de gestion s'impose sur le territoire : une gestion participative. On passe alors d'une approche descendante où l'État dictait les règles à une approche plus horizontale où la gestion du territoire et de ses ressources, en l'occurrence le chamois, se fait de manière concertée. Les différents acteurs en présence deviennent de véritables partenaires. Ce partenariat passe par la constitution du GIC chamois / mouflon des Bauges en 1980.

Au départ, cette nouvelle gestion n'a pas été facile à mettre en œuvre. L'événement déclencheur qu'a été l'épizootie de kératoconjunctivite a permis aux acteurs clés de prendre peu à peu conscience des différents objectifs des autres acteurs présents sur le massif et de rétablir la communication entre eux. Cet événement a été rassembleur et une volonté d'agir ensemble pour le gibier est apparue. Les ACCA périphériques à la réserve membre du GIC se sont ainsi soumises au plan de chasse chamois avant que celui ne soit rendu obligatoire et ont adopté une organisation de la chasse sur leur territoire plus respectueuse du gibier. En contre partie à ces restrictions, les chasseurs du GIC bénéficiaient de possibilités de chasse dans la réserve, chasse qui leur était interdite depuis 1955. Cet accord avec les gestionnaires de la réserve (ONF et ONCFS) s'est poursuivi même lorsque le plan de chasse a été imposé à toutes les sociétés de chasse pour les espèces d'ongulés sauvages. Précisons que cette pacification des rapports s'est construite. La mise en œuvre du GIC a demandé un travail de concertation et d'explication. Ainsi, le rapport annuel de la réserve de 1980 explique que le premier « *projet de GIC [qui] avait été élaboré par un groupe de travail composé de représentants des sociétés de chasse, des fédérations et de l'Office national de la chasse a été rejeté par la majorité des chasseurs locaux. Ce projet prévoyait entre autres l'application d'un plan de chasse généralisé pour toutes les espèces d'ongulés avec pour objectif une meilleure répartition spatiale et une augmentation des effectifs de chamois et chevreuils* » (Source F3.2 RNC 1979-2013 (1980), np). Celui-ci ne sera mis en place qu'en 1982, et la chasse en réserve ne sera possible qu'aux chasseurs adhérents au GIC. Les premières sorties en réserve

se feront d'ailleurs accompagnées par un garde afin de contrôler les comportements et de désigner le gibier à tirer. Deux ans plus tard, les chasseurs locaux pourront aller en réserve seuls, si et seulement s'ils suivent au préalable une formation théorique sur la chasse au chamois afin de mieux connaître l'espèce. Le rapport annuel de la réserve mentionne en effet que « *la distinction des sexes et des classes d'âges n'est pas toujours très simple et qu'une formation solide préalable, aussi bien pratique que théorique, leur est souvent nécessaire. Cette expérience qui nécessite une connaissance plus approfondie de l'espèce et de sa gestion responsabilise davantage le chasseur* » (Source F3.2 RNC 1979-2013 (1984), np). A partir de 1990, le GIC des Bauges donnera des formations aux autres GIC présents sur le massif des Bauges afin de partager leurs expériences acquises aux contacts des agents de l'ONCFS et de l'ONF dans le cadre des formations avec la réserve.

Aujourd'hui, les membres du GIC continuent à travailler de concert pour l'amélioration de la gestion du gibier et de la chasse. Des initiatives ont par exemple été lancées en matière de recherche scientifique. Les chasseurs membres de GIC sont souvent volontaires pour collecter certains prélèvements sur les animaux qu'ils chassent sur leur commune. Ils partagent ensuite ces prélèvements avec l'ONCFS. Le GIC participe également à la formation des jeunes chasseurs qui sont sélectionnés par leur fédération pour faire un stage de formation à la chasse de montagne. Les membres du GIC des Bauges acceptent de céder à des jeunes recrues certains bracelets de chasse qui leurs sont attribués pour aller chasser en réserve. Ils participent ainsi à leur formation, organisant conjointement avec les fédérations de chasse départementales de Savoie et de Haute-Savoie, l'ONCFS et l'ONF, ces stages jeunes chasseurs au sein de la RNCFS. Au cours de ces stages organisés sur deux jours, ces jeunes chasseurs viennent apprendre à chasser le chamois et le mouflon. Une journée est organisée avec l'ONF et l'ONCFS qui explique en salle la biologie de ces animaux et les règles de chasse de la réserve. Le lendemain, les chasseurs membres du GIC accompagnent les jeunes recrues sur le terrain pour aller à la chasse (cf. photo II.1 et II.2).

Le GIC des Bauges est une structure de gestion cynégétique qui a été novatrice sur le massif, permettant de réguler à la fois les relations entre les hommes et d'améliorer la gestion du gibier. Cette structure connaît cependant aujourd'hui de nombreuses difficultés, notamment au niveau de la communication entre acteurs (cf. infra p.). Une partie des sociétés de chasse s'est retirée, ne voyant plus l'intérêt de participer à cette association, qui est vue comme « *ayant fait son temps* ». Malgré la montée de nouveaux conflits autour de cette structure et entre les différents participants à ce groupement, le GIC des Bauges reste une structure encore très appréciée par une partie des chasseurs. Un chasseur explique : « *On chasse avec des gars qui sont vraiment anti GIC. Un de mes équipiers de chasse voulait vraiment qu'on se retire, mais moi je trouve quand même cela sympa [de pouvoir aller chasser en RNCFS en tant que membre du GIC]. Aller voir d'autres secteurs de chasse, d'autres paysages, même s'il n'y a pas de beaux trophées à nous faire tirer. Je trouve le principe pas mal. Marcher ailleurs, aller sur des territoires où on ne va jamais. C'est quand même sympa. La dernière fois ils nous ont demandé d'aller tirer les GPS. C'est quand même une belle approche d'aller tirer un chamois avec un GPS* » (Com. pers. chasseur sur le massif des Bauges, Montailleur, octobre 2011).



Photo II.1 - Stage jeunes chasseurs Savoie/ Haute Savoie octobre, novembre 2011



Photo II.2 - Certificat de réalisation du stage de chasse au sein de la RNCFS des Bauges

En France, la chasse a connu d'importantes transformations ces cinquante dernières années, en raison des mesures de contrôle de l'activité mais également de la responsabilisation des chasseurs qui deviennent de véritables gestionnaires de la faune et de leur territoire. Le massif des Bauges, avec la création de la RNCFS, est un site pilote où les différents acteurs de la chasse travaillent ensemble à l'amélioration de la gestion à la fois de la chasse et du gibier (Chevrier et al., 2007). Cette présentation de l'organisation de la chasse locale en France nous amène à regarder de l'autre côté de l'Atlantique afin d'avoir un aperçu de cette activité, dans un pays qui s'est construit culturellement sur les activités d'exploitation de la ressource faunique à travers le commerce des fourrures. Comment, sur des territoires plus vastes qu'en Europe et empreints d'un autre rapport à l'animal, la chasse et la gestion du gibier sont-ils régulés ?

1.2. La chasse en Gaspésie

Au Canada, la faune sauvage fait partie du domaine de la Couronne, la gestion de la chasse et du gibier dépend des juridictions provinciales.

1.2.1. La gestion de la faune

Lors de notre travail de terrain, la gestion de la faune sauvage et des activités cynégétiques au Québec relevait de la compétence du ministère des Ressources Naturelles et de la Faune (MRNF), ce secteur d'activité a été transféré depuis la fin 2012 au ministère du Développement Durable de l'Environnement et des Parcs devenu le ministère du Développement Durable de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (cf figure II.5 page suivante). Le travail de rédaction étant déjà avancé lors de ce transfert, nous parlons exclusivement dans ce manuscrit des actions menées par le MNRF. Soulignons tout de même que ce transfert est révélateur d'une plus grande intégration de la notion de protection de la faune par les autorités, alors que rattaché au ministère des ressources naturelles c'était la notion « d'exploitation » de cette ressource qui primait.

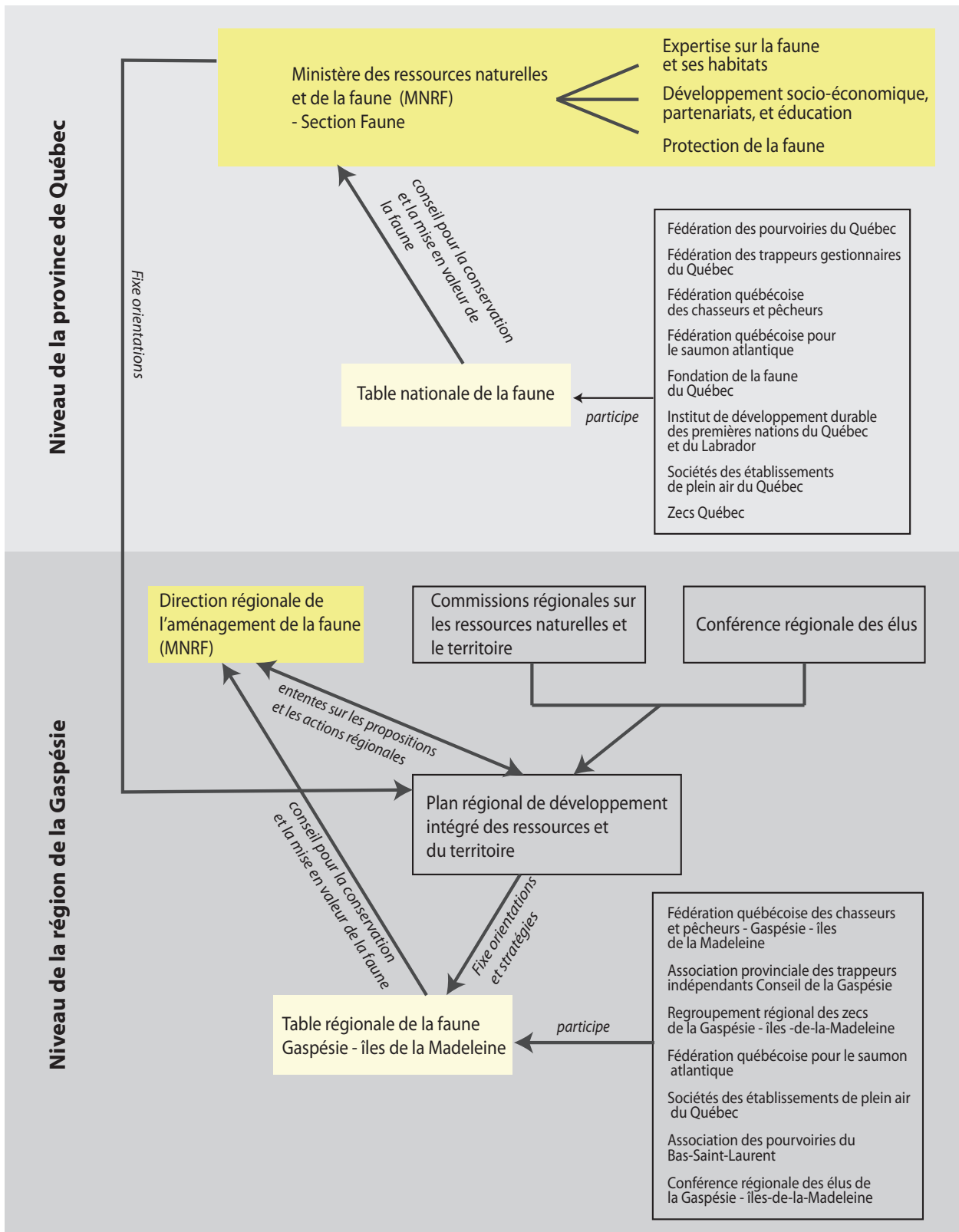


Figure II.5 - Organigramme de la gestion de la faune au Québec

Le Québec est divisé en 29 zones pour la gestion de la chasse et la pêche. La zone 25 étant exclusivement réservée à la pêche, il y a donc 28 zones de chasse. Ces zones sont établies en fonction de contraintes géographiques, de l'habitat des populations animales et des régions administratives du Québec. Le zonage est commun entre la gestion de la chasse et celle de la pêche. Chaque zone gère la faune de son territoire en accord avec un plan de gestion mis en œuvre pour les espèces gibiers au niveau provincial. Le ministère organise la chasse en fonction de ce zonage, en établissant par exemple des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse pour chaque zone. Les plans de gestion de la faune sont également établis en fonction de ce zonage. Par exemple, l'orignal fait l'objet d'un plan de gestion depuis 1994. Le gouvernement a décidé d'en adopter un suite à la baisse constante du nombre d'orniaux sur l'ensemble de la province. Un plan de gestion vise à « *la conservation de l'espèce (...) et une mise en valeur optimale de la ressource orignal, pour le bénéfice de tous les citoyens* » (Source Q4 Lamontagne et Lefort, 2004 : 1). Le nouveau plan de gestion en cours de réalisation pour la période de 2012-2019 parle même « *d'optimiser les retombées économiques pour les régions du Québec* » (Source Q4 Québec, 2012). Au début des années 1990, la population totale d'orniaux était évaluée à près de 67 000 bêtes. Il était possible de prélever à la fois les femelles et les mâles, et la récolte annuelle se situait alors à 11 500 animaux par an. L'adoption d'un plan de gestion a limité le prélèvement de la femelle afin de faire croître les populations. En 2012, le gouvernement québécois évalue les populations à près de 125 000 bêtes. Un nouveau plan de gestion de l'orignal pour la période 2012-2019 vient d'être mis en œuvre avec quatre principaux objectifs. Le premier vise à « *atteindre les densités de population d'orniaux optimales pour chaque zone de chasse et à maintenir ces densités* ». Les zones situées au sud du fleuve Saint-Laurent disposent d'un habitat favorable, le loup étant absent de ces espaces. La densité optimale reconnue est alors de 10 orniaux pour 10 km² d'habitat forestier, alors que ce nombre est divisé par deux au nord du Saint-Laurent en raison d'un habitat moins favorable et de la présence du loup. Le deuxième objectif du plan de gestion est le « *maintien de l'intérêt pour la chasse* ». Il s'agit alors de promouvoir cette activité afin que les jeunes puissent assurer la relève d'une population de chasseurs vieillissants. Le troisième objectif fixé est l'optimisation des retombées économiques liées à la chasse à l'orignal. Cette optimisation passe par l'accompagnement et l'assouplissement pour les structures de gestion adéquates de l'activité de chasse à l'orignal pour un maximum de chasseurs. Enfin, le quatrième objectif porte sur le « *meilleur partage du territoire entre chasseurs* » afin de limiter les conflits sur les territoires libres. Mis à part le premier objectif de gestion, le nouveau plan adopté (2012-2019) n'agit pas tant sur l'animal mais vise à organiser les pratiques autour de l'orignal à des fins de valorisation économique. Un agent en charge de l'orignal au ministère des Ressources naturelles l'a énoncé explicitement : « *moi je m'occupe surtout d'offrir un produit, donc de m'assurer qu'il y ait assez d'orniaux sur le territoire* » (Com. pers., Québec, octobre 2010).

Pendant longtemps, la faune au Québec est restée gérée au niveau provincial, prenant peu en compte le local. Depuis 2006, le Québec s'est engagé dans la décentralisation. Le MNRF a ainsi créé des directions générales du ministère en région et a délégué aux commissions régionales des élus la création et l'animation de commissions régionales sur les ressources naturelles et

le territoire (CRNT) (cf. figure II.5). Avec l'adoption de la loi sur l'aménagement durable du territoire forestier en 2010, cette régionalisation des pouvoirs s'est accentuée et la CRNT met en place un plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire. Ce plan vise pour partie à répondre aux enjeux locaux liés à la gestion de la faune sauvage. Les enjeux concernant la faune, énoncés dans ce plan, ont été préalablement discutés lors de tables sectorielles de la faune. A des fins de simplification et étant donné que nos terrains d'études se situent sur deux régions administratives différentes (la région Bas-Saint-Laurent et la région Gaspésie-Iles de la Madeleine), mais sur une seule zone de chasse (la zone de chasse 01), nous faisons le choix de prendre l'exemple de la région gaspésienne pour présenter les différentes structures, tout en sachant que la région Bas-Saint-Laurent a un fonctionnement similaire.

Pour la Gaspésie, trois tables sectorielles existent : la table nord, la table sud et la table réunissant les acteurs de la pointe de la péninsule gaspésienne. Les consultations menées en Gaspésie en 2009 ont notamment aidé à la rédaction du quatrième objectif (le meilleur partage du territoire entre chasseurs) du nouveau plan de gestion de l'orignal mis en œuvre pour 2012-2019.

Sur le terrain gaspésien investigué, la chasse à l'orignal est la chasse la plus pratiquée en raison du nombre d'animaux très élevé. En 2008 par exemple, la densité d'originaux était en moyenne de 8 originaux pour 10 km² (Source Q4 Crégim et CRNT, 2010). La Gaspésie est un milieu rural où la chasse reste une activité locale importante, certaines activités pouvant être paralysées pendant la période d'ouverture de la chasse. En effet, une partie de la population gaspésienne prend ses vacances pendant les neuf jours d'ouverture de la chasse à la carabine ; des secteurs d'activités fonctionnent alors au ralenti ou sont complètement arrêtés pendant cette période. Cette période d'ouverture de la chasse à l'orignal au fusil est donc caractérisée par une frénésie ambiante et aux nombreux Gaspésiens en vacances s'ajoutent des milliers de chasseurs extérieurs à la région venant chasser en Gaspésie (cf. encadré II.1).

Sur les conseils des gestionnaires de réserves fauniques, je me suis rendue pendant trois jours au bureau d'enregistrement pour rencontrer les chasseurs des terres publiques. L'enregistrement se faisait à la station service du village. J'ai donc vu défiler des dizaines d'originaux les pattes en l'air dans les pick-up (cf. photo I.2 p. 86 et II.3 page 150). Il y régnait une ambiance très particulière dans la mesure où les chasseurs étaient excités d'avoir prélevé un animal.

La période de chasse en Gaspésie est vraiment un moment qui se vit pour comprendre ce qui se passe. Dans les magasins on ne croise que des gens habillés en habits de chasseurs, à la radio locale des spots publicitaires appellent à une chasse éthique et respectueuse, les 4x4 croisés sur la route ont généralement des pattes qui dépassent à l'arrière du véhicule, certains ont même une tête d'orignal accrochée sur leur pare-choc ; à l'extérieur des maisons des originaux pendent par les pattes arrière, la cage thoracique à l'air... Aller sur le terrain à ce moment-là permet de s'imprégner de ce que représente la chasse à l'orignal.

Encadré II.1 - Extrait de carnet de terrain novembre 2010

1.2.2. La gestion des territoires de chasse

Au Québec, 92 % du territoire est du domaine de l'Etat. La chasse s'effectue généralement sur des territoires publics. Ces territoires publics sont généralement des territoires libres (cf. figure II.6).

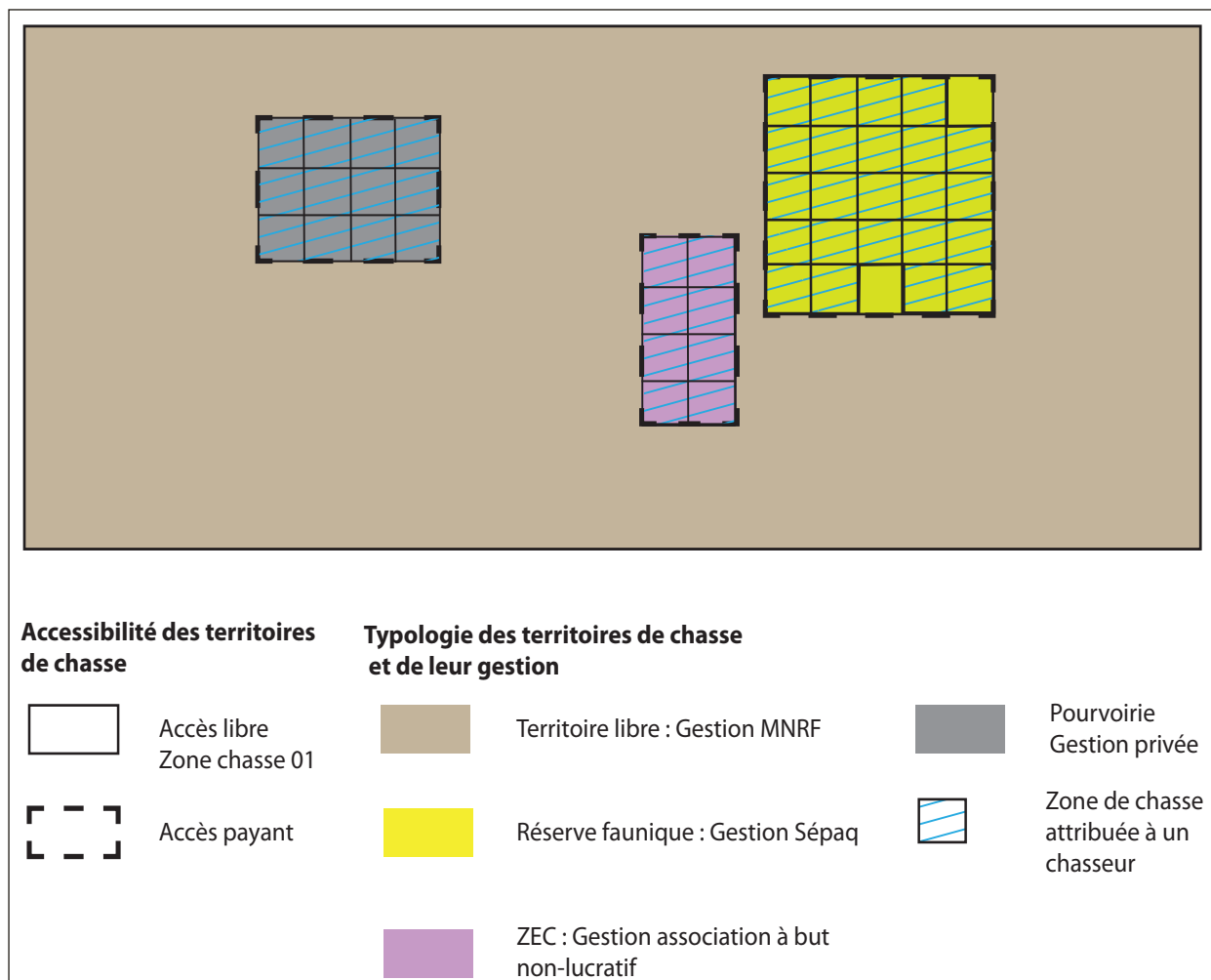


Figure II.6 - Schéma de la gestion de la chasse en Gaspésie

Le territoire libre est géré exclusivement par le MNRF. En ce qui concerne l'original, la législation prévoit un original pour deux chasseurs. Si le nombre de chasseurs est élevé, autant d'originaux pourront être prélevés. Tout chasseur québécois disposant d'un permis de chasse peut aller chasser sur le territoire libre de son choix dans la mesure où il respecte les directives données par le ministère. Ainsi, un chasseur vivant à Montréal peut choisir d'aller chasser sur le territoire libre de Gaspésie dans les périodes d'ouverture de la chasse de cette zone. Cette situation entraîne de nombreux conflits dans les régions où le gibier est abondant (cf. infra 2.4).

L'ouverture de la chasse à l'original à la carabine dure 9 jours, soit une période relativement courte. Les chasseurs peuvent augmenter leurs temps de chasse en variant les armes de chasse. En effet, une période est réservée au tir à l'arc et à l'arbalète, et en Gaspésie il y a aussi une période pour les armes à armement par la bouche. La plupart des chasseurs rencontrés étaient

des chasseurs à la carabine ; ils avouaient cependant avoir adopté l'arc, l'arbalète ou le fusil à la poudre noire pour augmenter leur période de chasse. Le choix de la technique de chasse est ici dirigé vers le prélèvement de l'animal et non par le plaisir que peuvent procurer différents modes de chasse ou les diverses manières de l'approcher. Ceci s'explique par le fait que plus des trois quarts des chasseurs de la péninsule gaspésienne chassent pour la viande. Un membre de la fédération de chasse de Gaspésie témoigne : « *On essaie d'éduquer les gens en disant que la chasse à l'orignal est une chasse sportive plutôt qu'une chasse de viandeux, afin de promouvoir un discours de conservation. Mais ce n'est pas évident* » ; avant d'expliquer selon lui le comportement idéal du vrai chasseur sportif : « *par exemple, nous autres on va à la chasse ensemble [il fait un signe vers sa femme], elle, si elle ne tue pas, cela ne la dérange pas ; elle aime simplement aller dans le bois* » (Com. pers., Matapédia, juin 2011). Pour cet interlocuteur, le « bon chasseur » au comportement adéquat est celui qui ne se préoccupe pas uniquement de la mort de l'animal et de la viande qu'il rapporte, mais qui apprécie aussi la promenade en forêt. Il est intéressant de noter toute la contradiction de cette citation étant donné que le chasseur donne l'exemple de sa femme et le sien propre pour illustrer une telle situation. Cette question sur la place du chasseur est traitée de manière approfondie au chapitre 7.

Une fois leur chasse effectuée, les chasseurs ont l'obligation d'aller enregistrer l'animal à un point d'enregistrement où ils préciseront le type de gibier prélevé, le lieu de la chasse et donneront les deux permis associés à celle-ci (cf. photo II.3). Toutes ces données sont directement récupérées sur un serveur du MNRF qui s'en sert pour établir les nouveaux plans de gestion de l'animal.



Photo II.3 - Orignaux prêts à être enregistrés à la station service de Sainte-Anne-des-Monts

Pendant la période de la chasse, des chasseurs d'orignaux arrivent à intervalle régulier tout au long de la journée pour enregistrer les animaux abattus. L'enregistrement se fait en pleine ville de Sainte-Anne-des-Monts à la station service. Lors de cet enregistrement, les chasseurs en profitent pour demander régulièrement combien d'orignaux ont pour l'instant été enregistrés et comparent avec les chiffres de l'année précédente.

Sur certaines parties des territoires publics, des structures de gestion ont été mises en place pour faciliter l'exploitation du gibier. Les différentes structures de gestion se distinguent en fonction de leur rôle et de la gestion faunique qui est effectuée en leur sein.

Le territoire public peut être géré en Zones d'Exploitation Contrôlée (ZEC). Ces ZEC sont développées « à des fins d'aménagement, d'exploitation ou de conservation de la faune ou d'une espèce faunique et accessoirement, à des fins de pratiques d'activités récréatives » (Source Q art. 104 Loi sur la Conservation et la mise en valeur de la faune -LCMVF, 2010). Elles sont gérées par des associations sans but lucratif par le biais d'un protocole d'entente passé avec le ministère. Par exemple, en Gaspésie, la Zec Cap-Chat sert à organiser la chasse et les territoires de chasse. Moyennant la location de parcelles du territoire public à l'association, les chasseurs ont des zones de chasse délimitées et peuvent installer leur cabane de chasse sans avoir le souci que celle-ci soit détruite. Les ZEC sont généralement utilisées par des chasseurs locaux.

En plus de ces ZEC, on trouve les réserves fauniques. Celles-ci sont vouées « à la conservation, à la mise en valeur et à l'utilisation de la faune ainsi que, accessoirement, à la pratique d'activités récréatives » (Source Q art 111-LCMVF, 2010). La chasse en réserve faunique est normalement réservée aux chasseurs québécois, qui sont les seuls à pouvoir participer aux tirages au sort organisés pour déterminer qui pourra venir chasser au sein de la réserve. Dans la pratique, les personnes tirées au sort constituent librement des équipes de chasse. Des prête-noms québécois permettent ainsi à certains étrangers de venir chasser en réserve faunique. Les réserves fauniques sont le plus souvent gérées par la Société des établissements de plein air (Sépaq), qui est un établissement para - public. La Sépaq gère également les parcs nationaux du Québec. La gestion des populations animales en réserve faunique est plus stricte que la gestion pratiquée sur les territoires libres. En réserve faunique, il s'agit d'une chasse contingentée : le nombre de chasseurs venant chasser à l'intérieur de ces territoires est connu et défini à l'avance, le type d'animaux à prélever également. Dans le cadre de ce travail, l'enquête de terrain s'est concentrée sur les réserves fauniques de Matane et de Chic-Chocs. La principale chasse organisée dans ces réserves fauniques était la chasse à l'orignal.

Enfin, la dernière unité de gestion de la chasse est la pourvoirie. Une pourvoirie est « une entreprise qui offre contre rémunération de l'hébergement et des services ou de l'équipement pour la pratique, à des fins récréatives, des activités de chasse, de pêche ou de piégeages ». Il existe des pourvoiries à droits exclusifs où les clients disposent de l'exclusivité d'exploitation de la faune sur le territoire. La pourvoirie peut se fixer des règles de gestion du gibier qui lui sont propres et les imposer à ses clients. Les pourvoiries sans droits exclusifs sont des territoires libres ouverts à tous chasseurs, la pourvoirie offre simplement les aménagements nécessaires pour ses clients (guides de chasse, matériels, logements...). Le système de pourvoirie est ouvert à tous ; dans le cadre d'une pourvoirie de chasse, les chasseurs québécois ou étrangers peuvent réserver des séjours.

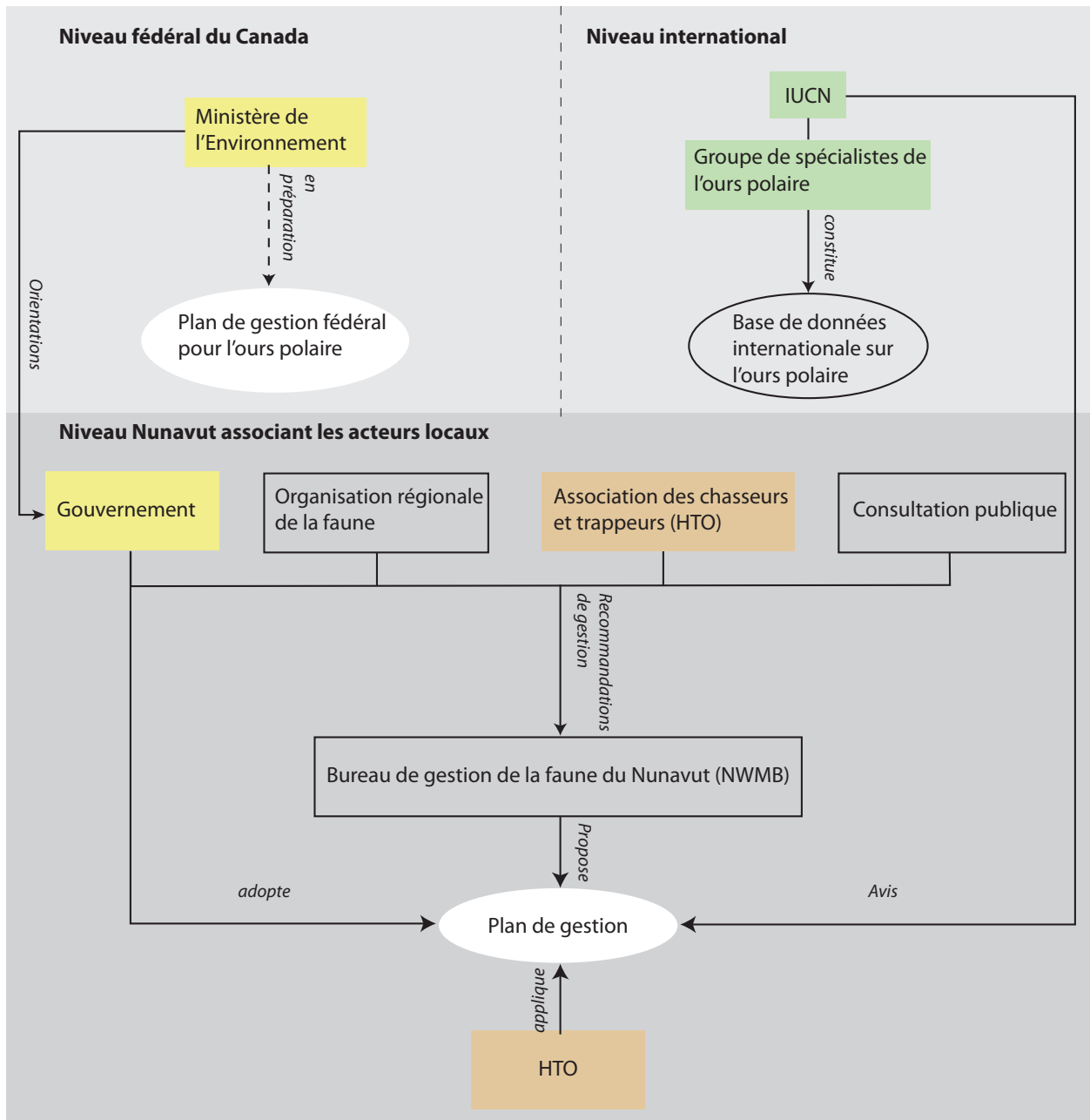
Sur le terrain gaspésien, nous n'avons pas eu le loisir de nous confronter à une telle structure de gestion de la chasse en raison du faible nombre de pourvoiries de chasse en Gaspésie. Cette structure était cependant présente sur notre autre terrain canadien au Nunavut.

1.3. La chasse au Nunavut : l'exemple de la chasse à l'ours polaire

Si « *la co-gestion [du gibier et de la chasse] n'est pas appliquée pour la plupart des Indiens et des Métis au Canada (...), elle l'est en revanche pour les Inuit du Canada* » (Treseder et Honda-Mc Neil, 1999 : 16). Depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle, ces populations autochtones sont de mieux en mieux intégrées à la gestion de la faune. Par exemple, à la fin des années 1960, les territoires du Nord-Ouest instaurent des quotas de chasse à l'ours polaire. Initialement ces quotas sont mis en œuvre pour contrôler la chasse de l'espèce dans la mesure où à l'époque celle-ci était en forte augmentation en raison du commerce effectué sur la fourrure de l'animal. En 1973, le Canada signe la convention internationale sur la conservation de l'ours polaire. Au sein de cette convention, la chasse à l'ours est réservée exclusivement aux Inuit. Le Canada prévoit cependant qu'une partie des quotas attribués aux populations pourra être réservée à la chasse sportive touristique, envisageant ainsi un potentiel développement économique. Si cette décision semble indiquer une prise en compte du peuple inuit, la situation est dans les faits un peu différente. Les Inuit ont une relation culturelle privilégiée avec les animaux ; leur système de croyances ne se définit pas en termes de prélèvement et de protection de la faune mais se fonde sur une relation spécifique à celle-ci. Cette relation permet à la fois le respect de la bête mais aussi sa chasse. Or, le système de quotas imposé aux populations à l'époque, de même que la possibilité de développer une activité touristique de chasse à l'ours, ne coïncide pas avec la culture en place (Tyrrell, 2006). A cette époque, les Inuit étaient peu pris en compte dans les politiques adoptées. Au fil des années, ces derniers ont essayé de faire entendre leur voix. De la mise en œuvre des recherches scientifiques, à l'établissement des quotas de chasse, les Inuit finissent par être intégrés à l'élaboration des politiques publiques.

En 1999, le territoire du Nunavut est créé, une partie des territoires du Nord-Ouest passe sous la juridiction de ce gouvernement. La population du Nunavut est alors composée à 85 % d'autochtones. Un système de co-gestion entre ce qui est requis par les engagements du gouvernement fédéral et le gouvernement du Nunavut se développe (cf. figure II.7). Un nouveau système de quotas est mis en œuvre en 2005. Ceux-ci étaient jusque là établis à partir de données collectées sur le gibier chassé et les recherches scientifiques menées telles que les inventaires. En 2005, l'établissement des quotas intégrera en plus les observations inuit Qaujimajatuqangit (IQ). Le concept Qaujimajatuqangit est un concept inuit regroupant différentes valeurs inuit, « *c'est un modèle regroupant les valeurs de service, de prise de décision, de coopération, de débrouillardise, de suivi et de bonne intendance de l'environnement, d'amitié, de famille et d'esprit de communauté, (...) l'ensemble de ces valeurs ayant des implications dans tous les aspects de la vie inuit* » (Arnakak 2000 in Wenzel, 2004b : 242). Ainsi, les plans de gestion sont établis par le gouvernement du Nunavut en fonction des demandes formulées par les organisations locales de chasse et pêche (appelé Hunters and Trappers organisation –HTO). Les HTO sont des bureaux élus démocratiquement au sein de chaque communauté inuit. Ce sont eux qui allouent les quotas de chasse au sein de la communauté ; ils participent également aux études scientifiques menées sur le territoire. Par exemple, lorsque nous étions dans la communauté d'Arviat, le HTO organisait une étude cartographique sur les zones de présence des ours polaires.

En plus des consultations régulières avec les HTO, le ministère de l'Environnement du Nunavut se base également sur les recommandations effectuées par le Nunavut Wildlife Management Board (NWMB) qui est un organisme faisant partie du gouvernement du Nunavut et regroupant divers représentants des régions inuit mais aussi des instances inuit comme la Nunavut Tungavik Inc (cf. figure II.7).



Figures II.7 - Gestion de la faune au Nunavut

A partir de la gestion établie par le gouvernement, chaque communauté est ensuite responsable de la régulation de la chasse. Les espèces tels que l'ours polaire, le bœuf musqué sont soumises à quotas. Ceux-ci sont distribués soit par tirage au sort soit par ententes au sein de la communauté. Quant à l'espèce caribou toundrique, elle n'est pas encore soumise à quotas fixes, chaque résident inuit pouvant chasser jusqu'à cinq caribous par personne (cf. photo II.4).



Photo II.4 - Morceaux de caribou séchant devant une maison inuit, Arviat, mai 2011

1.4. Quelques remarques comparatives

Nous avons vu dans le chapitre précédent que l'intérêt d'avoir différents terrains de recherche était de voir les ressemblances/ dissemblances de fonctionnement. En ce qui concerne la chasse, deux grands modèles de gestion apparaissent. Un modèle intégrateur où l'acteur qui pratique l'activité est intégré à la prise de décision qui s'oppose à un modèle sans réelle consultation. Aujourd'hui, tous les systèmes tendent à intégrer le local à la prise de décisions afin que celles-ci soient mieux acceptées et appliquées sur le terrain. Les systèmes instaurés en France et au Nunavut sont mieux établis en raison de leur durée d'installation par rapport à la province de Québec. Celle-ci avait jusque dans les années 2000 une gestion très unilatérale et descendante. La situation est cependant en train d'évoluer avec la mise en œuvre de table de gestion intégrée où les différents acteurs utilisateurs du milieu se retrouvent. Ce système n'est cependant pas encore rentré dans les mentalités car les chasseurs locaux, bien qu'attachés au gibier présent sur leur territoire de chasse, se désengagent de sa gestion à un niveau plus global.

Paradoxalement, ce système d'intégration du pratiquant est difficile à mettre en œuvre et il est source de conflits. Si dans les Bauges à travers la structure du GIC ce système a semblé donner satisfaction pendant un temps, la communication entre les scientifiques, les institutions et le local n'est pas aisée. Pour le Nunavut, un problème similaire se pose pour l'intégration des savoirs locaux inuit aux études scientifiques. Des divergences de perceptions, d'interprétations des faits et des données renvoient chacun dans ces retranchements. Ainsi, « *le gouvernement du Nunavut a*

justifié l'utilisation de IQ par le fait que la justesse des estimations scientifiques se détériore avec le temps. Tandis que la capacité de l'IQ à déterminer les tendances de populations pour les ours polaires est aussi source de contentieux (Dowsley et Taylor, 2006). Le challenge sous jacent reste qu'il y a rarement assez de données justes pour que toutes les parties se mettent d'accord sur les actions de gestion, particulièrement au niveau des quotas »³ (Dowsley, 2009 : 220).

Il est également intéressant de comparer les différences de perceptions de la chasse en tant qu'activité. La comparaison porte uniquement sur les Bauges et la Gaspésie dans la mesure où les données récoltées au Nunavut ne nous permettent pas de nous prononcer sur ce sujet pour ce terrain d'études. Tout d'abord, les rapports ambigus des chasseurs entre eux, que ce soit en France ou en Gaspésie, sont similaires. En France, la chasse est une activité très marquée par la convivialité. Les chasseurs commencent généralement cette activité en famille : le partage de la chasse marque une relation père-fils importante dans la construction de l'individu (Mauz, 2002a). Les équipes de chasse se forment sur ces relations sociales fortes où le partenaire de chasse est un ami de longue date ou un parent. Si les liens tissés à la chasse sont très forts, le pendant négatif est vrai aussi. Ainsi, la chasse est une activité où le ressentiment à l'égard des autres s'exprime facilement. Les problèmes relationnels créent de nombreuses difficultés de communications, de gestion de l'activité et du gibier. Ainsi, plusieurs chasseurs interrogés ont mentionné à l'égard de collègues leur « *bêtise* », leur « *faculté à chercher les ennuis* », leur « *propension à se plaindre sans être capable d'être constructif* »... Un jeune chasseur d'une commune du massif des Bauges explique : « *En fait, je ne m'en occupe pas trop de toutes les histoires de chasse. Cela devient pénible la chasse en fait, car tout le monde s'engueule. Il y a beaucoup de jalousie et tout cela. (...) ici personne ne s'entend, c'est la guerre* » (Com. pers. chasseur sur les communes de Montaille et Cléry, octobre 2011). Au Québec, tout comme en France, il semble difficile d'obtenir un consensus entre différents groupes de chasseurs. Les tensions sont très fortes entre différentes équipes de chasse. Si en France on parle de « *jalousie* » très prononcée, en Gaspésie il s'agit de « *chicane* » entre chasseurs. Ceux-ci ne sont jamais d'accord sur les territoires de chasse (cf. infra 2.4), le type de gestion de la chasse et du gibier, les politiques forestières adoptées... Par exemple, la Gaspésie est la seule région du Québec où la chasse à la femelle est ouverte chaque année mais dépend d'un tirage au sort, les instances de la chasse de cette région s'étant battues pour ce système. Dans les autres régions de Québec, il y a la règle de l'alternance où une année la femelle est ouverte à tous et l'année suivante elle est fermée. Le système adopté en Gaspésie semble faire ses preuves étant donné la densité d'originaux présents sur le territoire. Le président de la fédération de chasse de la Gaspésie se félicite de ce système qu'il considère comme efficace en raison de l'ajustement possible en fonction des années : si le nombre d'originaux est jugé trop important, on peut attribuer plus de permis femelle et inversement. Selon cet acteur, l'alternance n'est pas une option possible : « *Si on ouvre l'alternance on ne peut pas le faire, la première année cela va être un massacre, cela va être l'enfer. Si demain matin on dit « vous avez le droit à tout ici », et bien la province de Québec*

³ Traduction de : "The government of Nunavut has justified the use of IQ by the fact that the accuracy of scientific estimates deteriorate over time. However, the ability of IQ to accurately determine population trends for polar bears is also contentious (Dowsley and Taylor 2006). The underlying challenge remains that there is rarely enough accurate data for all parties to agree on all management actions, particularly quota levels."

elle se vide [pour aller en Gaspésie], *cela va être l'enfer* » (Com. pers. Matapédia, juin 2011). Or, si une partie des chasseurs soutient ce discours, d'autres sont mécontents et ne comprennent pas pourquoi la Gaspésie bénéficie d'un traitement spécial. De plus, le tirage au sort de la femelle est payant et c'est la Sépaq qui l'organise. Nous verrons dans les développements suivants que cette structure effectue déjà les tirages au sort pour la chasse en réserves fauniques et qu'elle est peu appréciée des chasseurs locaux (cf. infra 2.4.2.2). En ce qui concerne le tirage au sort de la femelle, les chasseurs contre celui-ci pensent que c'est un moyen adopté pour « *faire de l'argent* » ne bénéficiant pas assez aux Gaspésiens mais plutôt à un organisme parapublic (Com pers., Sainte-Anne-des-Monts, juin 2011).

Le deuxième élément de comparaison concerne le rôle de gestionnaire de la faune des chasseurs. En France nous avons vu que le chasseur était devenu un gestionnaire de son territoire, certains ayant une grande fierté concernant les opérations de gestion réalisées. La situation est bien différente au Canada. Les Québécois s'en remettent complètement au gouvernement en ce qui concerne les prises de décisions. La majorité des chasseurs interrogés avouaient qu'ils n'avaient « *pas le temps de s'occuper de ces choses-là* », que « *la gestion était correcte et qu'il [le ministère] faisait un bon job* », qu'ils se « *fiaient aux gens* ». Trois personnes lors de nos entretiens ont même été très surprises par la question que nous leur avons posée concernant la place du chasseur pour la gestion de la faune sauvage. Deux n'ont pas compris la question et le troisième a répondu sur le ramassage des déchets, expliquant que les chasseurs étaient « *des gens propres* » (Com. pers. chasseurs gaspésien, octobre 2010). Cette incompréhension de la question montre ici que nous sommes loin d'un sujet de préoccupation du chasseur. Sur l'ensemble des chasseurs interrogés seulement quatre ont fait connaître leur désir de participer activement à la gestion, reconnaissant qu'il était dommage que l'avis des chasseurs ne soit pas plus souvent consulté. Le peu de chasseurs ayant des connaissances étendues sur les enjeux de gestion étaient chasseurs mais aussi trappeurs. L'activité de trappe suppose en effet une connaissance globale de la faune et des territoires qui se traduit par un engagement sur le sujet. Cette faible implication du chasseur dans son activité est paradoxale. En effet, si ces derniers exprimaient leur confiance dans le système en place et le bon travail du ministère à ce sujet, ils exprimaient un avis contraire à d'autres moments de l'entretien. Ainsi, la thématique de la peur des actions prises par le ministère et « *des maudits biologistes* » est revenue à propos de différents sujets. Le principal thème auxquels les personnes interrogées ont fait référence a été la surpêche en Gaspésie. Si les Gaspésiens ont vécu historiquement de la pêche, celle-ci est aujourd'hui en forte difficulté en raison de l'épuisement des fonds marins qui ont été surexploités. Les Gaspésiens ont mentionné à plusieurs reprises cette catastrophe gestionnaire lorsqu'ils parlaient de l'original espérant que le ministère n'allait pas recommencer l'histoire avec une autre ressource. Un chasseur de Sainte-Anne-des-Monts témoigne : « *Les biologistes du ministère ils racontent souvent des bobards. Il y a l'exemple de la morue où selon eux la ressource était en bonne santé et qu'on pouvait pêcher. Et bien résultat on n'a plus de morue* » (Com. pers. chasseur A-C Sainte-Anne-des-Monts, juin 2011). Le deuxième sujet épineux est celui de la sylviculture. Les choix des coupes forestières validées par le ministère sont critiqués, celui-ci étant accusé de faire passer les intérêts économiques des compagnies forestières devant l'équilibre des

écosystèmes. Enfin le dernier sujet abordé par plusieurs chasseurs gaspésiens critiquant les actions du MNRF était le coyote. Plusieurs sont convaincus que l'arrivée du coyote est liée au MNRF qui aurait fait des réintroductions en cachette, certains ont même parlé de la présence de cougars aussi introduits par le MNRF. Si on se situe ici plus sur le thème de la conspiration contre la chasse qui serait organisée aux plus hautes instances de l'Etat, le fait que ce sujet soit mentionné montre que la confiance à l'égard de la gestion actuelle de la faune est toute relative, même si ces acteurs ne souhaitent pas s'impliquer davantage.

Soulignons ici que si le chasseur québécois ne souhaite pas s'investir dans la gestion globale du gibier, il en est autrement en ce qui concerne l'organisation de son territoire de chasse. Le chasseur passe plusieurs semaines à préparer « *son trou de chasse* », installer des salines, débroussailler la forêt pour augmenter sa population d'orignaux et ainsi accroître ses possibilités de chasse (cf. chapitre 7).

Cette présentation de la chasse locale et de son rôle sur nos différents terrains d'études visait à présenter l'environnement dans lequel le tourisme de chasse s'inscrit. Si nous avons vu au chapitre 2, qu'il était parfois difficile de distinguer tourisme et activité récréative pour les activités de nature, ce n'est pas le cas pour le tourisme de chasse qui demande des infrastructures et une organisation spécifique. Les pratiquants de l'une et de l'autre activité peuvent également avoir différents objectifs.

Nous venons de voir que l'activité récréative au niveau local est déjà cadrée et contrôlée afin de limiter les impacts sur la ressource faunique et assurer une certaine justice dans l'accès à cette ressource. Le tourisme de chasse, en tant qu'activité touristique régulée et organisée, doit s'intégrer à la gestion locale de l'activité, ce qui ne s'avère pas toujours facile.

2. L'ORGANISATION DU TOURISME DE CHASSE : ÉTUDE COMPARÉE FRANCE / CANADA

Le tourisme de chasse n'est pas établi dans les mêmes proportions en France et au Canada. En fonction du contexte culturel, le tourisme de chasse réussit plus ou moins à dépasser la barrière de l'entre-soi et à s'implanter. Ainsi, si cette activité économique a réussi à s'imposer côté canadien, il n'en est pas de même en France. Nous étudions dans un premier temps comment s'est développé le tourisme de chasse dans ces deux pays. Puis, une analyse concernant les chasseurs touristes est effectuée afin de mieux comprendre les différences / ressemblances selon les terrains d'études.

2.1. Le tourisme de chasse en France

Le travail effectué sur la RNCFS des Bauges est à replacer avant tout dans le contexte du développement touristique de la chasse en France. L'état des lieux ne se veut pas exhaustif, la géographie française de la chasse étant plurielle en fonction des régions et du type de gibier chassable. Cet état des lieux porte principalement sur les difficultés de cette activité touristique à s'implanter durablement dans les zones de montagne.

2.1.1. Etat des lieux du tourisme de chasse en France

En France, le tourisme de chasse peine à se développer. Ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, un biais culturel met un frein au développement de ce type de tourisme. La chasse est en effet particulièrement démocratique dans le pays depuis l'abolition des droits seigneuriaux. Ce n'est pas culturellement une activité lucrative, mais plutôt une activité permettant de mieux connaître son territoire car comme nous l'avons vu précédemment, la pratique de la chasse en France est liée au droit de propriété (cf. supra). La loi Verdeille du 10 juillet 1964, qui a permis la création des ACCA, a également imposé le fait que les ACCA ont l'obligation légale d'accepter 10 % de chasseurs étrangers sur le territoire de la commune. Nous verrons dans ce chapitre que cette obligation reste pourtant encore souvent contournée. Les chasseurs « étrangers » sont souvent des « réguliers » de l'ACCA (habitants des communes voisines, de maisons secondaires...) et n'ont donc pas la dimension itinérante caractéristique des activités touristiques. Ainsi, un président d'ACCA commente : « *Dans leur statut, ils sont obligés, car dans le statut des ACCA, la loi impose que 10 % des membres soient des membres étrangers. Mais cela est biaisé, car membres étrangers, ce ne sont pas des membres étrangers, il faut dire non membre de droit. C'est radicalement différent. Car non membre de droit, cela veut dire qu'il n'a pas sa résidence principale dans la commune. Il n'a pas une résidence secondaire dans laquelle il réside depuis 4 ans. Il n'est pas fils de membres de droit. Mais c'est des voisins, de la commune d'à côté, réellement des membres étrangers, il y en a très peu. Très très peu.* [Par exemple sur votre commune ?] *Je n'ai pas de réelle demande de membres étrangers, statutairement, les demandes que j'ai c'est des communes d'à côté.* » (Com. pers. président association des chasseurs de grand gibier de Savoie, mars 2010).

Un autre argument avancé pour expliquer le peu de tourisme de chasse porte sur les ressources fauniques de la France qui seraient limitées en termes de trophées. Ni l'exotisme des trophées, ni la cotation de ceux-ci ne sont particulièrement intéressants par rapport aux produits proposés à l'international. Par exemple, certains chasseurs voyagent en Turquie pour aller à la chasse aux sangliers, alors que cette espèce est présente en France. Les sangliers de Turquie sont en effet plus gros et imposants et représentent un meilleur trophée que le sanglier français (Com. pers. président de l'association des chasseurs de grands gibiers de haute Savoie, février 2010). Il est également important de noter que les animaux qui permettraient un développement de la chasse aux trophées font l'objet de protections comme le bouquetin par exemple. Les grands prédateurs (loups, lynx, ours brun...), qui donnent lieu à des chasses touristiques dans d'autres pays ne peuvent pas non plus faire l'objet d'une chasse sur le sol français.

Même si le tourisme cynégétique est faible, les acteurs de la chasse interrogés ont souligné son potentiel. Ainsi, l'association ACTEON, spécialisée dans la vente de produits touristiques chasse depuis près de 10 ans, reconnaît qu'il existe une importante demande de la part des chasseurs voyageurs mais que cette demande ne rencontre pas d'offre suffisante. L'association s'était basée sur une étude menée par la Sofres en 1999 pour lancer son activité. Cette enquête estimait le réservoir de tourisme cynégétique entre 70 000 et 300 000 chasseurs potentiels. ACTEON avoue aujourd'hui que le dynamisme de leur activité reste très faible par rapport à ce qui était attendu. Si l'étude menée en 1999 est reconnue comme trop optimiste, c'est la frilosité des acteurs de la

chasse envers l'activité touristique et le manque d'offre de bracelets chasse de la part des locaux qui sont pointés du doigt. Ainsi, l'association souligne que le « *seul facteur qui n'est pas limitant [au tourisme de chasse], c'est la clientèle. (...) Le problème n'est pas un problème de clientèle mais un problème d'offre essentiellement* » (Com. pers. association Actéon, mars 2010).

D'autres éléments sont également avancés en faveur du tourisme cynégétique. Tout d'abord, la diminution du nombre de chasseurs locaux et l'accroissement du gibier lié aux réintroductions et aux plans de chasse effectifs entraînent parfois des difficultés à réaliser les plans de chasse. Du tourisme cynégétique tend à se développer dans les zones où cette situation se présente. C'est le cas par exemple dans le Caroux-Espinouse, massif de moyenne montagne situé au sud du Massif central dans le département de l'Hérault, où la colonisation du mouflon sur des secteurs non gérés par l'Etat a entraîné la constitution d'un GIC pour l'organisation de chasse à l'approche. Les chasseurs locaux, plus intéressés par la chasse aux sangliers et aux chevreuils, donnent la possibilité à des chasseurs étrangers de venir prélever un mouflon. Plusieurs guides de chasse locaux, agriculteurs de la région, trouvent avec cette activité un complément à leurs activités (Poinsot et Michel, 2009). Il en est de même pour la chasse aux cerfs en Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées, où certaines ACCA moyennant rémunérations, organisent des chasses à l'approche avec des chasseurs locaux pour tirer des cerfs très nombreux sur la commune (Com. pers. président de l'association des chasseurs de grand gibier de Haute Savoie, février 2010). Ce type de pratiques tend à se développer également en Savoie. Si dans la cadre du Caroux-Espinouse l'activité cynégétique autour du mouflon est organisée et passe par un GIC créé à cette fin, l'échange de bracelets, les invitations et les pratiques non officielles de vente de bracelets semblent être la règle établie côté alpin. En Savoie, le Schéma départemental de gestion cynégétique 2012 mentionne cet enjeu reconnaissant que « *des transactions financières entre particuliers sont de plus en plus pratiquées de manière « sauvage* » ». Il serait alors préférable que celles-ci soient gérées par la fédération de chasse afin d'éviter « *les dérives et les utilisations d'un bien commun (un bracelet de plan de chasse) par un particulier au détriment d'une ACCA* » (Source F7 fédération départementale des chasseurs de Savoie, 2012 : 60).

La fermeture des milieux, liée à la déprise agricole, pourrait également justifier le développement du tourisme cynégétique. En effet, les opérations pour l'entretien des milieux naturels entraînent des coûts pour les ACCA, coûts qui pourraient être pris en charge par la vente de quelques bracelets à des touristes. Ainsi, un acteur du monde de la chasse témoigne : « *Moi sur mon massif, on a une montée en puissance de la végétation, et moi sur mon massif qu'est ce qu'on voit ? L'aulne vert qui grimpe à une vitesse phénoménale. Nous en ce moment, on fait des corvées toutes les années, on essaie de faire 5 ha. Moi toutes les années je leur dit, attention, si cela continue comme ça, dans 10 ans il n'y aura plus un chamois là-bas. Cela sera complètement recouvert par le rhodo...Moi je vais proposer aux chasseurs, on a 100 bracelets de chamois, on en garde 5 qu'on met en tourisme cynégétique par exemple. 5... On les vend le prix du marché de l'ONF, 1500 euros. Ils vont se vendre comme des petits pains. Bien sur, il faudra lâcher 5 adultes, il ne faudra pas aller dire à un gars, tu vas aller me tirer un cabri, un éterlou. 5 adultes, on sort de là 7500 euros, on va pouvoir quand même financer des sociétés de gestion de l'environnement.*

(...) *Moi, je vois une relation forte entre le tourisme cynégétique et le maintien du milieu. Mais je n'ai pas réussi à avoir une majorité là-dessus, pour l'instant c'est de bonne volonté quoi. [Parce que pour l'instant tous les chasseurs refusent ?] Pour l'instant la majorité n'est pas branchée là-dessus* » (Com. pers. président de l'association des chasseurs de grand gibier de Savoie, mars 2010).

Enfin les revenus liés au tourisme cynégétique permettraient de payer les dégâts de gibier et le prix de certaines locations. La loi sur les ACCA prévoit en effet que pour les propriétés privées d'une superficie supérieure à 200 hectares, les propriétaires peuvent garder leur droit de chasse et ne pas mettre leur terrain en gestion de chasse commune au sein de l'ACCA. Par exemple, à Méribel, une commune de haute montagne située dans les Alpes du Nord, trois terrains privés de plus de 200 hectares chacun, traversent l'espace de chasse de l'ACCA. Celle-ci a décidé de les louer afin d'avoir un terrain de chasse continu. La location de ces chasses s'élève entre 1000 et 4000 euros l'année en fonction de la superficie. L'ACCA a donc préféré consentir cette dépense et mettre la main sur ces terrains privés plutôt que de les voir fréquentés par des chasseurs étrangers à la commune. Ce refus de l'étranger est aussi une perte d'argent pour l'ACCA car les membres étrangers payent leur carte de sociétaire de chasse 5 fois plus cher qu'un sociétaire membre de plein droit (Com. pers. président de l'ACCA de Méribel, janvier 2010). La chasse apparaît avant tout comme une activité sociale, un lieu de l'entre-soi, préservé de la société rurale locale. Dès lors, l'ouverture à l'égard de personnes étrangères est particulièrement difficile car cela nécessite d'accepter un autre et surtout de partager la ressource faunique.

Dans les Alpes, si les ACCA semblent plutôt fermées au tourisme cynégétique, celui-ci existe à travers les actions développées par l'ONF.

Les forêts domaniales font partie du domaine privé de l'Etat. L'Etat dispose donc du droit de chasse au sein de ces espaces. C'est l'ONF qui est en charge de l'entretien et de la gestion de ces forêts domaniales ; cet établissement semi-public choisit comment sera exploitée la ressource faunique. Même si la chasse n'est pas la principale activité de l'office⁴, cette activité peut représenter une source de revenus conséquente. Par exemple, près de 50 % des revenus de l'agence ONF des Hautes-Alpes reposent sur l'activité chasse (Com. pers. agent ONF, Gap, mars 2010).

Deux modes de gestion de la chasse prédominent à l'ONF. Les territoires de chasse peuvent faire l'objet d'une location après adjudication. Des chasseurs locaux ou étrangers louent alors par adjudication une parcelle de l'ONF pour 6 ou 12 ans. Le prix de la location dépend de la dimension de l'espace mais également des possibilités cynégétiques. La chasse est alors libre et il n'existe pas de contrôle de terrain pour savoir si la ressource faunique est bien gérée. Aujourd'hui, le prix des locations ne cesse d'augmenter et celles-ci représentent une source de revenus particulièrement lucrative pour l'ONF. Ce mode de gestion tend donc à se généraliser aux dépens des chasses en licence dirigée (ou chasse guidée) qu'organise l'ONF.

⁴ *Seulement « 1,7 million d'ha de forêts domaniales sont concernés par la chasse, soit 11 % de la forêt française métropolitaine » Site internet ONF.*

Les chasses en licence dirigée sont des chasses en licence individuelle à l'approche. Il s'agit d'une chasse silencieuse, sans chien, sous la direction permanente d'un guide de chasse de l'ONF qui désigne au chasseur l'animal à tirer. Les animaux à tirer sont désignés dans la licence ; ils sont choisis lors de la réservation en fonction des disponibilités du plan de chasse et des populations estimées. Ce type de séjour se déroule généralement sur une ou deux journées de chasse.

Malgré les marges dégagées par les chasses en licences dirigées, leur avenir fait débat. En effet, la réduction des effectifs de l'ONF pousse l'établissement à réduire le nombre de guides de chasse et à placer les terrains en adjudication. Par ailleurs, la location en régie procure de plus grandes marges que les chasses en licences dirigées. Les agents de l'ONF restent cependant très critiques par rapport à cette situation. En effet, selon les agents interrogés, cette tendance serait une logique de court terme. Tout d'abord, sur le plan de la gestion des ressources fauniques, cette orientation serait risquée. Les chasses laissées en adjudication n'étant pas contrôlées, des techniques de chasse peu respectueuses de la régénération des populations pourraient se développer. La location perdrait alors de sa valeur au bout de quelques années. Sur le plan humain, cette tendance fait également débat. Les chasses en licences dirigées permettent la rencontre entre des professionnels de la chasse avec des chasseurs étrangers au territoire mais aussi parfois à l'espèce chassée. L'échange entre un guide et un élève chasseur dépasserait les quantifications économiques sur lesquelles s'établissent les décisions d'arrêter les chasses guidées pour placer les terrains en adjudication. Le cas de l'école de chasse des Bauges au sein de la RNCFS des Bauges est caractéristique (cf. supra, p. 144-145). A la suite de ce qui a été établi avec le GIC des Bauges pour les jeunes chasseurs, l'ONF avec l'ONCFS et le PNR essaient de développer depuis quelques années des stages de formation chasse sur la base des licences dirigées en étoffant la formation offerte aux chasseurs venant de l'extérieur. Les chasseurs ne viennent plus seulement chasser l'animal avec un agent ONF mais ils suivent une véritable formation chasse afin de mieux comprendre la biologie des animaux qu'ils sont venus tirer. Ainsi, en plus des sorties terrain, des moments de formation sont proposés. Par exemple, les chasseurs touristes vont analyser leur tableau de chasse afin de bien comprendre quelles peuvent être les conséquences de leur chasse sur la dynamique des populations. Cette formule plaît, mais comme le précisait précédemment l'association ACTEON, il y a ici aussi un problème d'offre lié cette fois à la limitation des effectifs encadrant, du temps que les agents peuvent consacrer à l'activité chasse et au calendrier. La formule s'avère donc peu avantageuse financièrement pour l'agence ONF. Ainsi, un agent témoigne : « *Si vous voulez un ordre d'idée, une location en Savoie, c'est 27 euros à l'ha et nous si on fait la conversion sur la réserve, on est à deux euros par hectare. Donc nos Directions Générales nous disent c'est bien ce que vous faites, mais cela pourrait être mieux* » (Com. pers. agent ONF de l'agence de Savoie, mars 2010). Les mêmes inquiétudes ont été émises par l'agence des Hautes-Alpes qui a insisté lors de notre rencontre sur les différents points de vue entre les acteurs de terrains et la direction générale de l'ONF. Ainsi, lorsque l'agent a commenté le tableau de « Bilan de la saison 2008 » pour les chasses en licences dirigées, il a insisté sur ce qui était important pour lui, et sur ce qui était important pour la direction générale. Une différence d'appréciation apparaît. Selon lui, ce qui est important de regarder pour savoir si l'année est ou non satisfaisante en termes de résultats financiers pour l'agence est la contribution à la marge des différents territoires de chasse. Cette contribution à la marge revient sur l'ensemble

des recettes délivrées par la chasse. Pour la direction générale, le résultat le plus important est la marge nette des territoires de chasse ; autrement dit, il s'agit de la contribution à la marge à laquelle on a soustrait ce que l'ONF a investi dans l'opération (le temps des agents ONF passé en chasse guidée, le matériel...). Or, la seule prise en compte de la marge nette des territoires mis en chasse guidée apparaît moins avantageuse que si le territoire avait été loué par l'ONF sans l'organisation de chasse guidée dans la mesure où le coût des employés ONF pèse en quelque sorte sur la rentabilité de la chasse guidée par rapport à la chasse en adjudication (Com. pers. agent ONF de l'agence de Gap, mai 2010).

Une fois dressé le tableau général, nous revenons à présent sur le cas de la RNCFS des Bauges.

2.1.2. *Le tourisme de chasse dans la RNCFS des Bauges*

Nous avons vu au début du chapitre que la chasse au sein de la RNCFS des Bauges était ouverte depuis 1982. Les membres du GIC ont ainsi eu la possibilité de venir prélever certains grands ongulés. En 1996, l'ONF a mis en place une école de chasse afin d'organiser des séjours permettant la découverte de la chasse de montagne. Cette école de chasse s'apparente au tourisme de chasse dans la mesure où elle offre des séjours de chasse pour des personnes extérieures au massif, ces dernières étant logées dans un hôtel proche de la réserve et les repas sont compris dans le forfait de leur séjour. Lors de la mise en place de l'école de chasse, seulement 10 clients ont participé. Un agent ONF explique : « *la première année on avait essayé avec des gens du coin en leur faisant un prix préférentiel, pour voir si cela tournait ou pas. Ils avaient payé une bricole mais on avait fait un prix.* » (Com. pers. agent ONF de l'agence de Savoie, février 2012). Dès la deuxième année, l'école de chasse accueille 41 stagiaires (qui sont des chasseurs touristes) pour le tir à carabine au chamois, mouflons ou chevreuils. A partir de 1998, des stages archers sont également proposés, mais suscitent une faible demande. Différentes formules sont accessibles : des stages longs dits « pratiques » ou « techniques » de 4 à 5 jours composés de deux demi-journées de formation en salle et de deux ou trois sorties de chasse à l'approche guidée par un agent ONF et d'une séance d'affût le soir. Des stages courts, appelés « stage de découverte », d'une durée de deux jours, comprennent une demi-journée de formation et une journée de chasse à l'approche. Si l'ONF priorise les stages longs, ces derniers sont finalement de moins en moins choisis (cf. tableau II.1). D'année en année, ce sont souvent des habitués qui viennent et ces derniers, ayant déjà suivi les formations, donnent la priorité à des stages courts. Les nouveaux venus sont souvent des connaissances de personnes ayant déjà effectué un stage, ils l'accompagnent alors sur le même type de séjours (cf. infra 2.3.1). Les prix varient en fonction du type de séjour choisi et de l'animal prélevé. Par exemple, le prix d'un chamois va de 180 euros pour un jeune à 1800 euros pour un mâle adulte de 5^{ème} année et plus.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Stage long	35	40	24	19	25	22	15	7
Stage court	5	27	41	45	42	41	50	82
Stage arc	0	0	8	8	9	3	2	0
	40	67	73	72	76	66	67	89

Tableau II.1 - Evolution du nombre de stagiaires (d'après ONF, 2012)

Cette organisation du tourisme de chasse avec l'ONF se différencie de celle mise en œuvre au Canada.

2.2. Le tourisme de chasse au Canada

En Amérique du Nord, le tourisme de chasse émerge à partir du XIX^{ème} siècle. A l'époque, celui-ci concernait principalement les sportsmen regroupés en clubs privés. Aujourd'hui, nous avons vu que l'exploitation de ce secteur d'activité passe généralement par des pourvoiries offrant à la fois les infrastructures nécessaires au déroulement du séjour et les services liés à la chasse (guides, équipements, zones de chasse) ou par d'autres structures comme les réserves fauniques au Québec.

Nous nous sommes intéressée spécifiquement au tourisme de chasse au Québec et au Nunavut. Nous revenons sur l'organisation de ce secteur d'activité dans ces deux zones géographiques. Au Québec, notre enquête de terrain sur le tourisme de chasse a été effectuée au sein des réserves fauniques de Matane et des Chic-chocs. Nous prenons l'exemple de la réserve faunique de Matane pour décrire l'historique attaché à la mise en œuvre de cette forme de tourisme, tout en sachant que la réserve faunique des Chic-Chocs s'inscrit dans une trajectoire similaire.

2.2.1. Le tourisme de chasse au Québec

Au Québec, la formation des premiers clubs privés résulte de l'action combinée d'un riche homme d'affaire américain WH Parker investi dans la foresterie en Mauricie et du canadien L.A. Boyer, personnalité influente dans les sphères politiques québécoises à la fin du XIX^{ème} siècle. Ces deux hommes partageaient une passion commune pour les activités de chasse et pêche (Martin, 1980). La prolifération des clubs privés sur l'ensemble du territoire québécois permet alors le développement du tourisme de chasse et pêche de la bourgeoisie. Ce sont de riches Américains et Canadiens, vivant la plupart du temps hors de la province, qui possèdent ces clubs. Ils y trouvent un cadre touristique beaucoup plus sauvage et authentique que la grande villégiature bourgeoise de l'époque. Partant chasser et pêcher au cœur de la grande nature, suivant les traces emblématiques des coureurs de bois, les clubs de chasse permettent la réalisation d'une véritable quête identitaire pour des citadins souhaitant retrouver les valeurs des colons telles que la bravoure et le courage

(Gagnon, 2009). L'installation de ces clubs, facteurs de valorisation touristique, participera à l'ouverture des territoires. Elle permet « *une valorisation positionnelle* », constituant en ce sens un présupposé à la colonisation intérieure de la province (Gagnon, 2009). En Gaspésie, les clubs privés se développent principalement autour des rivières à saumon. Des séjours de chasse sont également organisés pour la chasse aux caribous et aux orignaux. La chasse aux caribous est particulièrement intense de la fin du XIX^{ème} siècle au début du XX^{ème} siècle. Le guide touristique de la Gaspésie publié en 1930 donne les potentialités de chasse et pêche tout le long de la péninsule (Québec, 1930). Ainsi, la route autour de Sainte-Anne-des-Monts est décrite comme « *un des districts les plus pittoresques de la province de Québec (...). Les montagnes qui bornent un grand nombre de villages échelonnés le long de la route sont couvertes de forêts denses qui constituent un très riche territoire de chasse. (...) Les collines fortement boisées qui entourent Sainte-Anne-des-Monts abritent l'orignal, le caribou, le chevreuil et l'ours noir; tandis que le petit gibier se trouve en grande quantité dans les landes et les fourrés du voisinage* » (Québec, 1930 : 66 et 94). Les clubs privés se maintiennent jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, moment où le gouvernement québécois doit faire face à une demande accrue de la part des citoyens québécois pour l'accès aux vastes territoires soumis à la réglementation des clubs privés. A cette époque, près de 73 clubs privés sont enregistrés au sein de la péninsule gaspésienne (Brière, 1957). Une politique de « déclubisation », suivie par la création de nouvelles entités territoriales, entraîne un changement de gestion sur ces espaces. Les structures telles que les ZEC, les réserves fauniques et les pourvoiries deviennent les espaces au sein desquels le tourisme de chasse se développe.

En péninsule gaspésienne, la réserve faunique de Matane a initialement été créée en 1962 sur 930 km². Elle a été constituée sur d'anciennes forêts exploitées par la Hammermills Paper Company. En créant cette réserve, le gouvernement souhaitait parfaire la gestion des ressources fauniques gaspésiennes tout en cherchant à reprendre la main sur un territoire essentiellement contrôlé par les compagnies forestières et les clubs privés. Contrairement aux clubs privés de chasse et pêche qui étaient des regroupements de chasseurs restreignant l'accès d'un territoire aux seuls membres du club, l'ensemble des citoyens québécois peut alors participer au tirage au sort ouvrant le droit à un séjour de chasse au sein des réserves fauniques. La réserve faunique de Matane est l'une des premières réserves fauniques à avoir été ouvertes à l'exploitation de ses ressources fauniques ; une chasse contingentée commence à y être organisée dès 1964 (Source Q4 Desmeules, 1966 a).

En lien avec les orientations provinciales qui cherchent à développer de nouvelles unités d'aménagement pour la pratique de la pêche et de la chasse de l'ensemble des citoyens québécois (opération « accessibilité »), la réserve faunique de Matane sera agrandie une première fois à la fin des années 1960 avec l'abolition des clubs privés qui étaient situés à l'ouest de la réserve (cf. figure II.8). Près de 400 km² sont alors ajoutés à la réserve ; il s'agit d'ouvrir à la chasse des espaces historiquement fermés et gardés à des fins privés (Source Q1 Dionne et al., 1980).

Adjacente au parc national de la Gaspésie, la réserve faunique de Matane est étroitement liée à l'histoire de ce dernier. L'entrée en vigueur de la loi sur les parcs nationaux conduit à la refonte du parc national de la Gaspésie en 1981, amenant une simplification des espaces administrés du

nord de la Gaspésie. Le parc national de la Gaspésie est reconnu comme espace de conservation de la faune sauvage, alors que les réserves fauniques visent une exploitation rationnelle et durable du gibier. Les réserves fauniques sont perçues comme complémentaire au parc en raison de la richesse faunique de ces territoires. Les réserves fauniques ne sont toutefois pas des espaces protégés car l'exploitation des ressources naturelles est autorisée. Elles sont ouvertes à l'exploitation forestière par exemple, la gestion y est cependant plus suivie et encadrée que sur des territoires libres. Suite à la récréation du parc, la réserve faunique de Matane s'agrandit à nouveau, principalement à l'est de son territoire, par l'annexion d'une partie de l'ancienne réserve faunique des Chic-Chocs. Cette dernière était séparée en plusieurs morceaux avec des territoires à l'est et à l'ouest du parc national de la Gaspésie. Les parties à l'ouest sont rattachées à Matane qui acquiert alors sa superficie actuelle de 1275 km². L'accroissement de la superficie de la réserve et la gestion du territoire en faveur des populations d'orignaux ont été très favorables à l'augmentation du nombre de bêtes. L'image de la réserve est donc fortement associée à l'orignal et différentes activités récréotouristiques autour de cet animal sont organisées.

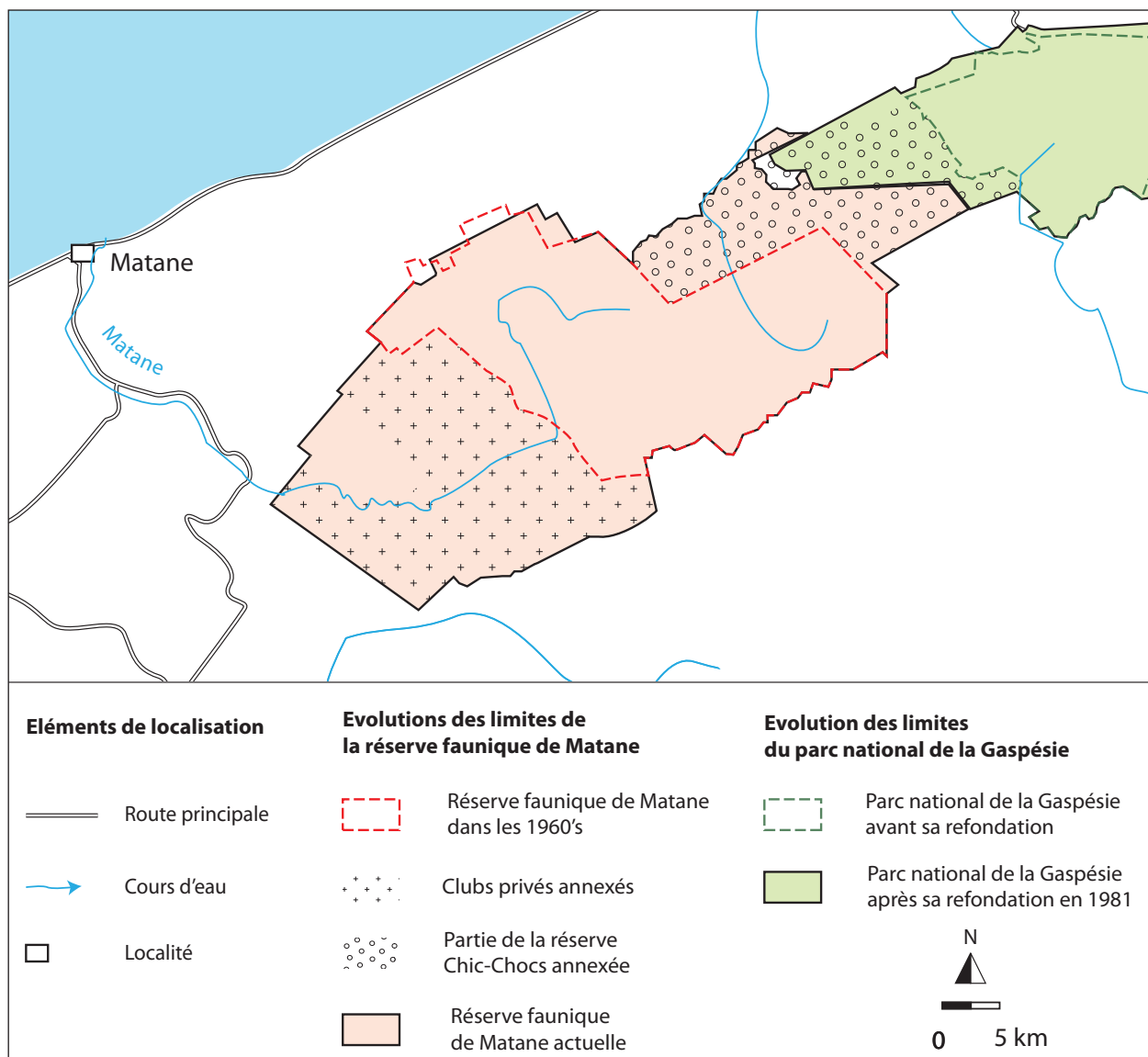


Figure II.8 - L'évolution des limites de la réserve faunique de Matane dans le temps

Aujourd'hui, la réserve faunique de Matane est connue comme étant « le paradis du chasseur », car on y trouve la plus grande concentration d'orignaux du Québec. Dès 1964, cette réserve faunique est ouverte à une chasse contingentée, au côté du parc des Laurentides et de la réserve faunique de la Vérendrye. A cette époque, le séjour de chasse est organisé sur 4 jours, la présence de deux chasseurs est nécessaire pour le tir d'un orignal, les chasseurs ayant l'obligation de prendre un guide et de prévoir logement et nourriture pour leur visite et les services du guide. Lors du lancement des chasses contingentées, la réserve faunique de Matane est celle où le quota d'orignaux attribué est le plus faible comprenant un total de 60 bêtes (seulement 45 seront prélevées la première année), comparé aux 300 de la réserve de la Vérendrye et aux 150 du parc des Laurentides. Très vite, en lien avec la hausse des populations d'orignaux, les attributions augmentent, et les réussites de chasse au sein de la réserve faunique de Matane se distingueront des deux autres chasses contingentées (Source Q4 Potvin, 1985). Ainsi, en 1966, le succès de chasse au sein de la réserve faunique de Matane sera de 96 %, par rapport aux 71 % des deux autres territoires alors ouverts à cette forme de chasse (Source Q2 Québec, 1964a- 1970a (1966)). Le nombre d'applications (candidatures au tirage au sort effectuées par les chasseurs en vue d'obtenir un séjour de chasse) au sein de la réserve s'accroît d'année en année, pour atteindre à la fin des années 2000 près de 35 000 par an.

Au fil des saisons, les infrastructures pour l'accueil des chasseurs se modernisent et les territoires de chasse évoluent en fonction du quota d'animaux à prélever (Source Q4 Potvin, 1985), ainsi les secteurs de chasse ont été multipliés afin de créer de plus en plus de séjours (cf. photo II.5 et II.6).



Photo II.5 et II.6 - Aménagements du tourisme de chasse dans la réserve faunique de Matane

La première photo montre un panneau indicatif pour la délimitation des secteurs de chasse au sein des réserves fauniques. Ces secteurs sont établis en fonction de la géographie des lieux, de l'accessibilité aux logements et des coupes forestières. Les chasseurs disposent des cartes de leurs secteurs et doivent faire attention à ne pas outrepasser la limite de leur territoire. La deuxième image montre le chalet d'enregistrement des chasseurs situé à l'entrée de la réserve faunique de Matane. Afin de pouvoir récupérer leurs chalets où ils vont loger pendant leur séjour de chasse, les chasseurs doivent s'enregistrer au préalable auprès du personnel de la réserve. Ils profitent de ce moment pour récupérer plusieurs informations concernant les secteurs de chasse qui leur ont été attribués. Comme par exemple, combien d'orignaux ont déjà été prélevés sur le secteur, le poids de ceux-ci...

Le produit chasse de la réserve se diversifie pour arriver aujourd'hui à un panel d'une vingtaine de séjours différents, ceux-ci variant en fonction du nombre de chasseurs dans le groupe (de 4 à 8 personnes), du type d'hébergement (du camping à l'auberge luxueuse), de l'accompagnement (l'emploi d'un guide n'est plus obligatoire), des armes utilisées (du fusil à poudre noire à la chasse à l'arc), aux types de gibier (des chasses mixtes comprenant mâle ou/ et femelle, à la chasse dite de conservation où seules les femelles sont autorisées).

Cette organisation du tourisme au sein des réserves fauniques au Québec se distingue du système des pourvoiries tel qu'il est développé au Nunavut, les réserves fauniques étant sur un territoire délimité alors que la pourvoirie sans droit exclusif offre un service ouvert sur le territoire public.

2.2.2. Le tourisme de chasse au Nunavut

En Arctique, le tourisme de chasse est une activité pratiquée depuis le temps des explorations menées dans les régions septentrionales du globe. Les difficultés d'accessibilité ont limité le nombre d'animaux prélevés par cette activité touristique. Ce nombre a toutefois fortement augmenté dans les années 1950 avec les évolutions des moyens de communication. Par exemple, au Canada le nombre d'ours polaires tués pour la chasse aux trophées est passé de 350 à 550 entre 1953 et 1964 et a continué à augmenter dans la mesure où en 1967 près de 726 ours ont été prélevés par cette activité (Stirling, 2011). En 1970, le Canada a adopté une politique restrictive à l'égard du tourisme de chasse à l'ours qui serait organisé par des structures extérieures aux territoires de chasse locale. Autrement dit, ce n'est pas l'activité touristique qui est visée mais la manière dont celle-ci est alors organisée. Dans une perspective touristique, le Canada est d'ailleurs le seul pays de la convention internationale sur l'ours polaire à demander la possibilité d'utiliser les quotas attribués aux populations locales pour le tourisme sportif. Celui-ci ne connaîtra qu'un développement sporadique dans les territoires du Nord-Ouest, certaines communautés inuit n'ayant pas les infrastructures requises pour l'accueil des étrangers. De plus, cette pratique est faiblement implantée culturellement. A partir des années 1980, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest investit dans le secteur touristique et le tourisme de chasse est un des premiers secteurs d'activités promu (cf. chapitre 3). Le gouvernement mène alors une politique pour intégrer les populations locales au développement de ce tourisme. Il impose l'emploi d'un guide autochtone afin d'aller pratiquer la chasse. Cette mesure permet à la population locale de retirer de nombreux bénéfices de ce développement touristique, tout en conservant et utilisant leurs savoirs traditionnels. Un système de permis limitant les animaux prélevés est institutionnalisé ; il régule les comportements touristiques et le nombre de touristes, et de ce fait leurs impacts sur l'environnement. Ainsi, « l'octroi de licences de guides en Arctique et la délivrance de permis spéciaux (...) sont une partie intégrante de programme de conservation des ressources telle que la gestion de la faune sauvage » (Unep, 2007 : 29).

Au niveau local, l'organisation de la chasse sportive est propre à chaque communauté inuit et doit en même temps respecter les réglementations internationales concernant chaque animal chassé. Par exemple, en ce qui concerne la chasse à l'ours polaire, celle-ci est réglementée par les différents traités adoptés au sein des pays disposant d'une population d'ours polaires. D'un point de vue diachronique, nous avons vu que la chasse à l'ours est interdite depuis 1973 au niveau international avec la signature d'un accord pour la conservation de l'ours polaire par l'ensemble des pays où l'espèce est présente. Seule la chasse de subsistance est reconnue pour les populations autochtones. Cependant, les quotas inuit canadiens peuvent être attribués à des chasseurs sportifs. La chasse sportive à l'ours polaire résulte alors d'un choix effectué par les communautés inuit. Néanmoins, il apparaît que, même si cette chasse était permise depuis 1973, seulement quatre chasseurs sportifs ont été enregistrés dans la baie de Baffin entre 1969 et 1983. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que le tourisme de chasse s'accélère. Les communautés inuit ont alors décidé d'attribuer un nombre plus important de bracelets d'ours à cette exploitation plutôt qu'à la chasse de subsistance en raison de l'effondrement du marché du phoque et du moratoire sur l'ivoire (Wenzel, 1991, 2008). Dans la région du Mc Kenzie, c'est une ouverture de l'accessibilité au territoire avec la construction d'une autoroute qui permet le développement de la chasse sportive (Wenzel, 2008). Si l'attribution d'un plus grand nombre de quotas au tourisme de chasse est un élément de l'organisation touristique, elle n'est pas encore une condition suffisante à la mise en œuvre de ce tourisme. Un réseau d'acteurs à différentes échelles est nécessaire. Premièrement, il faut que les communautés inuit soient en relation avec un agent de voyage venant du sud afin de pouvoir démarcher les clients potentiels. Puis, il est important qu'elles disposent de guides de chasse habilités à conduire des chasseurs sportifs sur la banquise, et de chiens en nombre suffisant. En effet, la présence d'au moins une meute de chiens de traîneaux est un élément légal requis pour la chasse sportive à l'ours (Stirling et Smith, 1980 ; Unep, 2007) (cf. photo II.7).



Photo II.7 - Retour d'un chasseur sportif à l'ours polaire dans la communauté de Qiqtarjuaq, printemps 2007

L'établissement de ces réseaux est propre à chaque communauté (Tyrrell, 2009, Wenzel, 2008). L'analyse de la chasse aux trophées menée dans différentes communautés du Nunavut par G. Wenzel illustre cet état de fait. A titre d'exemple, la communauté inuit de Clyde River a développé la chasse sportive à la fin des années 1980. La fédération des chasseurs et trappeurs (Hunter's and trappers organization-HTO-) organise cette chasse et collabore avec *Canada North Outfitting* localisé dans l'Ontario. En 1995, au sein de la communauté, *Qulliklut guides limited* obtient sa certification pour guider à l'ours polaire. Le HTO lui attribue alors certains bracelets d'ours mais garde encore quelques chasses sportives. Dans les années 2000, deux nouvelles pourvoiries voient le jour au sein de la communauté : celles-ci instaurent de nouveaux partenariats avec des agences du sud autres que *Canada North Outfitting* et elles entrent également en négociation avec le HTO pour se voir attribués des bracelets d'ours polaires. L'organisation de cette chasse sportive est cependant marquée par une coordination difficile entre les différents acteurs et de nombreux conflits de personnes apparaissent. En comparaison, la chasse sportive de Resolute Bay semble mieux organisée. La chasse sportive au sein de ce village repose sur une forte coordination et coopération entre les différents acteurs locaux : les chasseurs s'organisent pour éviter de chasser sur un même territoire, ils se passent l'information sur la localisation d'un ours, des guides assistants sont envoyés faire du repérage quelques jours avant l'arrivée des chasseurs étrangers... La chasse sportive se différencie également entre chaque communauté au niveau de son organisation spatio-temporelle. Ainsi, la communauté de Taloyak avait instauré une division spatiale de la chasse. Le village exploitait deux populations d'ours polaires différentes : la population de MC Clintock Channel et la population du golfe de Boothia. Le HTO avait choisi d'attribuer la population du MC Clintock Channel à la chasse sportive et de garder celle du golfe de Boothia pour la chasse de subsistance. Un moratoire ayant été instauré sur la population d'ours de Mc Clintock Channel depuis 2001 par le gouvernement du Nunavut, la communauté n'organise plus de chasse sportive à l'ours polaire.

La chasse aux trophées de l'ours polaire apparaît donc comme une ressource construite par chaque communauté inuit ; elle s'inscrit comme une ressource territoriale pour le développement local de ces villages. Ces derniers se sont en effet appropriés cette activité et ont développé leurs propres réseaux d'acteurs et stratégies pour assurer la mise en œuvre de ce tourisme et pérenniser l'activité.

En ce qui concerne la communauté d'Arviat où nous avons réalisé un travail de terrain en mai 2011, le tourisme de chasse était la seule forme de tourisme qui avait réussi à s'implanter durablement dans l'économie locale. Ce tourisme concerne aujourd'hui principalement le prélèvement de caribous, de bœufs musqués et de loups. Le tourisme de chasse à l'ours polaire était possible entre 1996 et 2008. Cette chasse avait lieu à l'automne lorsque les ours commençaient à migrer du nord du Manitoba, suivant la reconstitution de la banquise (contrairement à la plupart des autres communautés où la chasse sportive à l'ours polaire a lieu au printemps). Ce tourisme de chasse était organisé par le HTO. Si en 1996, un seul bracelet d'ours a été attribué à la chasse sportive, le nombre de bracelets a été porté à 5 entre 1997 et 2004, puis à 7 en 2007 (Tyrrell, 2005). Finalement, les attributions de bracelets d'ours à la chasse sportive ont été stoppées en 2008 en

raison de la forte baisse des quotas de prélèvements attribués au village par le gouvernement du Nunavut. Cette décision a été prise en raison de l'état critique de la population d'ours polaires de l'ouest de la baie d'Hudson. Cette baisse des quotas a impacté la communauté en raison de la perte économique liée à la fermeture de ce tourisme sportif (cf. photo II.8). En effet, les chasseurs du village participaient à un tirage au sort pour l'attribution des bracelets d'ours polaires. Les cinq premiers chasseurs tirés au sort pouvaient revendre leur bracelet d'ours polaire au HTO pour la chasse sportive. La vente de ces bracelets rapportait alors aux chasseurs entre 2000 et 2500 \$ (Tyrrell, 2006). En plus de cela, l'activité du principal pourvoyeur de la communauté a fortement souffert de cette baisse des quotas.



Photo II.8 - Peau d'ours polaire, Qiqtarjuaq, printemps 2007 (Chanteloup G.)

La vente de peau d'ours polaire est un marché porteur au Nunavut. Les peaux peuvent être vendues à titre individuel, mais la plupart des chasseurs passent par le gouvernement du Nunavut qui organise un marché pour les ventes de fourrures. En moyenne, un Inuit peut gagner près de 1000 \$ pour la vente d'une fourrure d'ours polaire.

Deux pourvoiries⁵ locales offrent aujourd'hui des services touristiques pour emmener les chasseurs sportifs dans des camps de chasse. Le principal pourvoyeur, issu d'une famille métis, a ouvert sa compagnie en 2003 en proposant de la chasse aux caribous. Son activité a été florissante passant de 22 chasses aux caribous la première année à 61 chasses dès l'année suivante. En 2006, ce pourvoyeur a acheté 6 bracelets d'ours polaires et s'est lancé dans cette chasse sportive pour deux années consécutives. Ce pourvoyeur dispose de différentes cabines de chasse à une distance de 60 à 130 miles du village ; l'accès pour les clients se fait donc principalement par hydravion. Un camp de chasse a spécifiquement été construit pour la chasse à l'ours polaire, 70 miles au sud du village, sur la berge sud de la rivière Big river. Le positionnement de ce camp était stratégique : situé sur le chemin de migration des ours polaires, il offrait également un accès exclusif aux animaux dans la mesure où au mois de novembre la rivière est encore ouverte empêchant les chasseurs locaux de la traverser (cf. figure II.9).

⁵ Les données collectées ne concernent que le pourvoyeur ayant son entreprise depuis 2003, car l'autre pourvoyeur a refusé de nous rencontrer dans le cadre des entretiens menés sur le terrain.

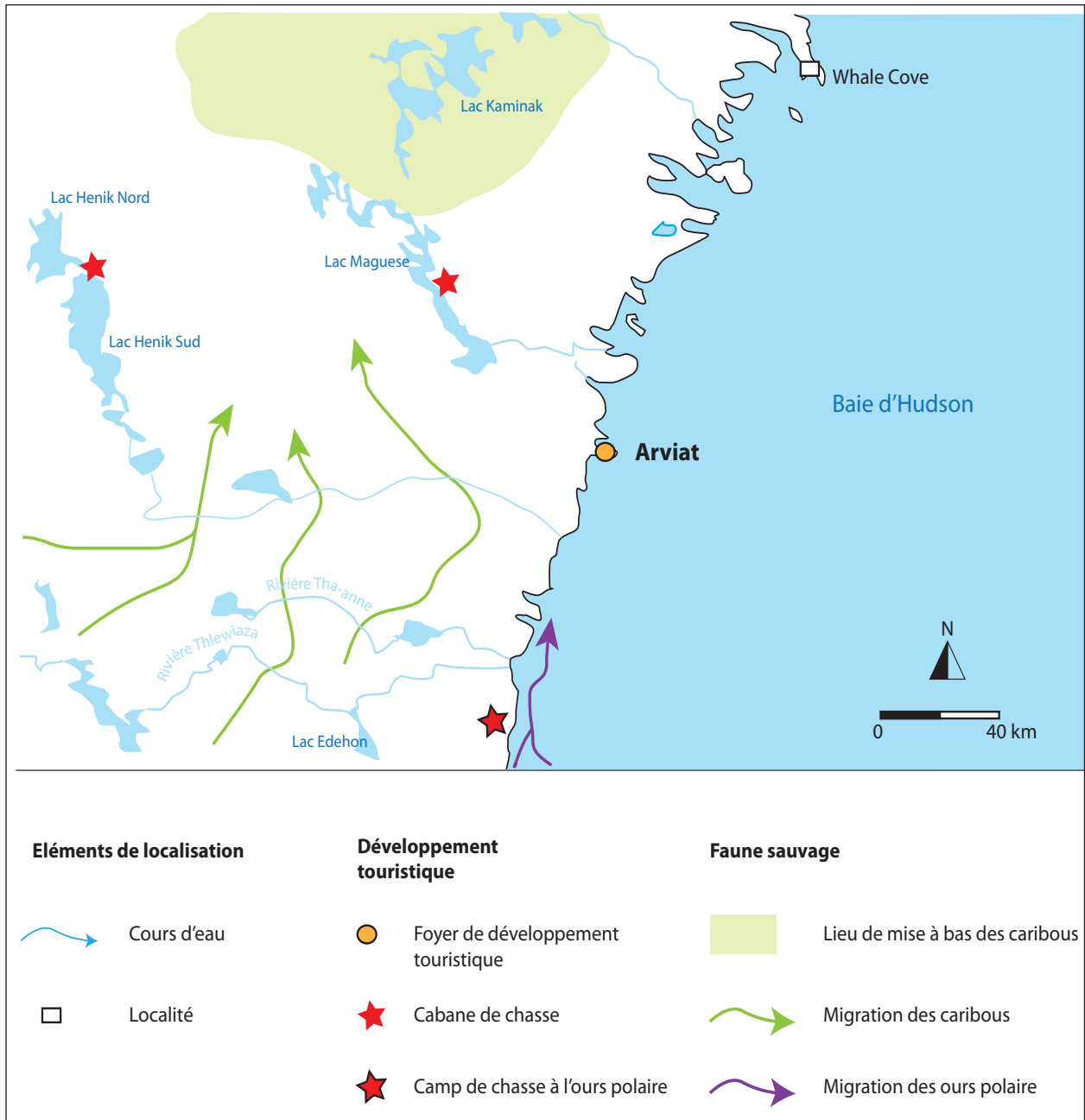


Figure II.9 - Développement du tourisme de chasse autour de la communauté d'Arviat

La chasse sportive à l'ours polaire étant une activité très lucrative, la baisse des quotas a ainsi représenté une perte d'argent directe pour le développement du tourisme sportif à Arviat. Ce pourvoyeur explique: « En 2008, notre quota d'ours polaires a été coupé donc je n'ai pas pu obtenir de permis cette année là, et je crois que la perte économique pour mon entreprise et la communauté a été énorme. Donc cela a été une grosse perte. Une perte que je suis encore en train de sentir aujourd'hui, je suis juste en train de m'en remettre. J'ai fait de gros investissements dans les camps et les équipements en tant que pourvoyeur. Je voulais offrir un haut niveau de service, de bons logements, des guides entraînés. J'ai fait de gros investissements dans mon entreprise les

premières années et la chasse à l'ours polaire devait payer pour cela »⁶ (Com. pers. pourvoyeur Arviat, mai 2011). S'il s'agit ici d'un témoignage privé, il est important de garder à l'esprit que l'entreprise de ce pourvoyeur emploie plusieurs guides et des aides guides. Une seule chasse à l'ours polaire en raison des besoins en équipements a des répercussions économiques importantes sur l'ensemble de la communauté (Dowsley, 2009 ; Wenzel, 2008). Enfin, l'organisation de la chasse sportive en général offre un moyen pour les jeunes inuit de retrouver des savoirs oubliés en se formant auprès d'anciens chasseurs, de ressentir une fierté identitaire par la mise en application de savoirs traditionnels face à des chasseurs occidentaux, de se reconnecter au gibier (Tyrrell, 2009). Les pertes liées à la baisse de la chasse sportive à l'ours polaire ne sont donc pas uniquement monétaires, mais sont aussi sociales. De manière indirecte, la question se pose également en matière d'impacts environnementaux. Certains acteurs du village soutiennent que la fermeture de la chasse sportive sur cette espèce est contre productive en terme de protection de l'animal dans la mesure où celui-ci n'a plus de valeur monétaire. Ainsi, un Inuit aurait moins de scrupules qu'avant à chasser un ours posant des problèmes de sécurité à proximité du village car cet ours ne rentre plus dans un quota de chasse sportive (Com. pers. pourvoyeur, guides, propriétaire de traîneau à chiens, mai 2011). Si cet argument est avancé par les principaux acteurs impliqués dans le tourisme de chasse et doit donc être pris avec du recul dans la mesure où il ne correspond pas à la cosmologie traditionnelle inuit, il n'empêche que le sentiment négatif à l'égard d'un nombre jugé important d'ours venant à proximité du village est généralisé. Les perceptions à l'égard de l'animal pourraient évoluer si l'activité économique venait contrebalancer les problèmes de sécurité liés à la présence de l'animal (Com. pers. association des chasseurs et trappeurs, mai 2011).

Aujourd'hui, le statut de la chasse sportive à l'ours polaire au sein de la communauté d'Arviat est susceptible d'évoluer à nouveau. En effet, à l'automne 2011, le gouvernement du Nunavut a décidé d'augmenter les quotas prélevés pour la sous population de l'Ouest de la baie d'Hudson. Les quotas de prélèvement sont passés de 8 à 21 ours. Cette augmentation se base sur des consultations avec les communautés inuit touchées. Celles-ci jugent que les ours sont en constante augmentation dans la région, ce qui pose des problèmes de sécurité : présence répétée d'ours dans les villages, attaque de chiens... Cette augmentation des quotas est cependant fortement critiquée par l'IUCN qui considère que cette décision va à l'encontre des traités signés pour la protection de l'ours polaire depuis 1973 (IUCN, 2011) (cf. chapitre 3).

Au regard des différents terrains présentés ci-dessus, le tourisme de chasse apparaît comme une activité touristique dont l'organisation peut fortement varier d'un pays à l'autre, voire entre les régions. Tout d'abord, le développement de cette forme touristique sera différent en fonction de sa prise en charge : celle-ci peut être institutionnelle ou relever d'un privé. En France, malgré les efforts mis en œuvre par des associations telle que l'association Actéon, le tourisme de chasse dans

⁶ Traduction de : "Then in 2008, our quota for polar bear was cut so I didn't get any permits that year and I guess the economic loss to my business and the community was huge. So it was a big loss. One that I am still feeling right now, I am just recovering from it now. I did some big investments in camps and equipments as an outfitter. I wanted to offer a higher level of service, good accommodations trained guides. I did a lot of investments in my business the first couple of years and polar bears hunts were gonna pay for lot of them."

les Alpes dépend essentiellement de l'Office National des Forêts, alors qu'au Canada la forme la plus développée est la pourvoirie de chasse tenue par une personne privée. Au Québec cependant, un institut parapublic, la Sépaq, se trouve au côté des pourvoiries et participe au développement du tourisme de chasse dans la province. Si les structures sont différentes, les actions mises en œuvre sur le territoire sont semblables. Ainsi, en France et au Québec, le territoire de chasse touristique est contraint et des secteurs de chasse sont attribués aux chasseurs touristes qui n'ont pas une entière liberté de choix ou de mouvement. Des guides sont également présents ces derniers peuvent à la fois cadrer l'activité et aider les chasseurs à investir un territoire inconnu comme dans les Bauges, ou simplement avoir une fonction de service comme en Gaspésie. Leur présence n'est alors pas obligatoire et dépend du choix des clients. Au Nunavut, le territoire de chasse n'est pas délimité. Cependant, en raison de la spécificité du territoire et des conditions de déplacement, les mouvements des chasseurs touristes dépendent des choix effectués sur le terrain par les guides inuit dont l'emploi est requis.

La deuxième remarque à faire sur le tourisme de chasse concerne son acceptation différenciée entre la France et le Canada. Outil de développement économique et de colonisation du territoire pour le Canada, le tourisme de chasse est une activité qui reste à implanter côté français. En effet, en France le tourisme de chasse ne semble pas être une pratique courante, il se développe par l'intermédiaire d'institutions semi-publique. A l'inverse, au Canada, le tourisme de chasse, tel qu'il est développé au Québec dans les réserves fauniques, s'est construit sur une ouverture des territoires de chasse à l'ensemble des chasseurs. L'ouverture du tourisme de chasse à travers ces réserves est donc apparue comme créateur de liberté ; l'activité au niveau du Québec semble donc intégrée aux pratiques de chasse du pays. Au Nunavut, ce sont les acteurs locaux eux-mêmes qui sont en charge de développer le tourisme de chasse afin d'assurer un développement économique local et des emplois, ce qui n'empêche pas ce tourisme d'avoir fait l'objet de soutien public pour son développement.

Notre lecture croisée du tourisme de chasse dans nos différents terrains d'études souligne l'importance des facteurs historiques, socio-politiques et culturels dans les différents agencements que peut prendre cette activité. L'approche comparative permet ainsi de relever les effets de sites dans les modalités de définition du tourisme de chasse. Si ces effets de sites ont des implications sur le développement et l'organisation du tourisme de chasse, ils peuvent également déterminer, en partie tout du moins, les motivations des chasseurs touristes.

2.3. Le touriste chasseur : appréhension de l'espace et de la ressource par les touristes chasseurs

Nous avons effectué une campagne de terrain dans les Bauges et en Gaspésie afin de suivre le tourisme de chasse au sein de ces deux régions. Sur chacun de ces terrains, nous avons interrogé des chasseurs participant à des séjours de chasse afin de mieux connaître leurs attentes, l'appréciation du territoire, du gibier et de la chasse, et ce afin de comprendre les relations de ces chasseurs à la faune sauvage et au territoire visité.

2.3.1. Les chasseurs touristes de la RNCFS des Bauges

Les séjours de chasse organisés par l'ONF intéressent une très grande diversité de chasseurs. Ainsi, aucun profil singulier ne peut vraiment être dessiné dans la mesure où les 18 personnes interrogées venaient de divers lieux géographiques : zone urbaine ou milieu campagnard de différentes régions françaises. Il y avait également des étrangers venant de Suisse, de Belgique et d'Italie. Par contre, la totalité des chasseurs rencontrés étaient des hommes dont la plupart avait une quarantaine d'années et plus. Nous avons interrogé un groupe de quatre chasseurs qui avait une trentaine d'années, et un seul chasseur d'une vingtaine d'années venant chasser avec son père. Le prix des séjours, couplé avec la sociologie du chasseur moyen, explique cette faible présence de jeunes chasseurs, même pour une chasse de montagne qui est réputée difficile notamment à cause de la topographie du terrain.

Les motivations des chasseurs pour venir chasser dans les Bauges sont diverses. Tout d'abord, plusieurs séjours de chasse sont réservés par l'entreprise Leica qui offre des séjours de chasse courts à des journalistes afin de promouvoir leurs nouveautés. La réserve des Bauges a été choisie en raison de la proximité de la filiale française basée à Saint-Jorioz, commune située à une dizaine de kilomètres de la ville d'Annecy, et pour la singularité de cette destination de chasse. En effet, les territoires de chasse de montagne en France sont difficilement accessibles à des personnes extérieures aux communes en raison du système par ACCA. L'organisateur du séjour Leica explique : « *Dans le domaine de l'optique, il est normal d'inviter des gens pour faire la promotion d'un nouveau produit. Cette année nous avons une lunette de carabine. Ces journalistes sont invités très souvent et nous essayons de leur trouver quelque chose de différent, et la chasse dans les Alpes françaises est vraiment très peu connue, donc nous avons décidé de les inviter ici. Parce qu'ils ne viendront jamais chasser dans cette région. Cette fois nous avons des Italiens et des Autrichiens* » (Com. Pers, organisateur séjour Leica, novembre 2011). Pour nos enquêtes, nous avons interrogé un groupe de chasseurs journalistes italiens qui venait essayer ces nouvelles lunettes de tir. Cette opération marketing fait à la fois de la publicité à Leica mais également aux chasses ONF. Le massif des Bauges est ainsi promu dans les articles de revues spécialisées. Si cet effet d'annonce publicitaire permet de faire connaître le massif, il crée néanmoins un effet retour plutôt négatif pour la pérennité du système. En effet, plusieurs chasseurs locaux ont mentionné les reportages lus sur la réserve. Au sein de ces derniers, la réserve est décrite comme une réserve particulièrement giboyeuse. Or, ces dernières années, il y a eu une baisse des plans de chasse car le nombre de chamois semble être en diminution. Une partie des chasseurs locaux ne comprennent donc pas la logique entre la publicité effectuée et les éléments qui leurs sont imposés, ce qui vient accroître leur mécontentement à l'égard des stages payants (cf. infra 2.4).

En ce qui concerne les chasseurs touristes venant de leur propre chef, il est possible de distinguer différents types de motivations entre les chasseurs étant déjà venus plusieurs fois chasser dans la réserve et ceux pour qui c'est le premier séjour. Pour ces derniers, l'environnement montagnard, la difficulté physique de la chasse de montagne et la singularité du gibier sont les principales raisons expliquant le choix de la RNCFS. Un chasseur venant de Belgique explique : « *Pour moi, ce qui m'intéresse le plus, c'est le côté sportif et le côté de l'approche. Sinon, le fait d'avoir un autre*

paysage, d'être dépaysé, apprendre à connaître un autre type de gibier, cela m'intéresse beaucoup aussi » (Com pers, chasseur belge dans la RNCFS, octobre 2011).

D'autres chasseurs touristes reviennent régulièrement chasser dans la réserve. Pour eux, c'est parce qu'ils apprécient particulièrement la chasse de montagne et qu'il n'est pas facile d'accéder à de tels territoires qu'ils reviennent régulièrement participer aux séjours de chasse organisés par l'ONF. Ces séjours sont alors un bon moyen de pratiquer une fois l'année une chasse de montagne : le paysage, la topographie et la particularité du gibier sont alors les principaux éléments constitutifs de cette expérience de chasse. Le deuxième élément important pour ces chasseurs touristes est la complicité tissée au fil des années avec les guides de chasse de l'ONF. Ceux-ci apparaissent comme des partenaires de chasse assurant à la fois la sécurité, le guidage mais également la camaraderie dans l'activité de chasse. Un chasseur venant de la Somme témoigne : *« Je reviens parce que j'aime bien chasser avec Dédé. Il y a des liens qui se tissent, lui il sait ce que j'aime, ce que je veux. Cela permet aussi de connaître une faune que je ne connaissais pas, mais l'an dernier par exemple j'ai abattu un sanglier et on a des sangliers chez nous. Avec l'ONF, il y a une grande profession de chasse, vous prenez un guide de chasse hors de l'ONF, ce n'est pas pareil* » (Com. pers. chasseur venant de la Somme au sein de la RNCFS, octobre 2010). Un même guide est donc régulièrement demandé. Cela permet lors de la chasse et des heures d'observations de se remémorer les souvenirs des années précédentes concernant les animaux qui ont été prélevés ensemble, ainsi que les difficultés rencontrées (cf. photo II.9).



Photo II.9 - Préparation avec le guide de chasse pour le départ à la chasse, novembre 2011

Au niveau du gibier, s'il est possible de chasser le chevreuil, le sanglier et les cervidés dans la RNCFS, les animaux recherchés par les chasseurs sont le chamois et le mouflon. La viande représente un faible intérêt pour les chasseurs qui laissent généralement l'animal lors de leur départ. La plupart vient avant tout pour l'expérience de chasse et accessoirement le trophée qui

représentera un souvenir de la chasse effectuée. Pour la plupart des chasseurs interrogés, un beau trophée est une récompense à la chasse et non un but en soi. Un chasseur d'Amiens explique : *« je garde le trophée s'il est exceptionnel. Aligner des têtes sur mon mur, cela ne m'intéresse pas. Après un animal exceptionnel oui. La viande on s'en fout, alors complètement. Le but ce n'est pas de remplir le congélateur. Le but c'est de chasser un animal dans un beau paysage. C'est la quête du beau en fait »* (Com. Pers, novembre 2011). Si le chamois est généralement l'animal pour lequel viennent les chasseurs pour la première fois, les préférences des chasseurs évoluent souvent en faveur du mouflon. Un chasseur belge explique : *« A priori moi j'avais dit le chamois. Mais comme j'ai entendu dire que le mouflon était plus difficile à l'approche, je serais plutôt enclin à dire maintenant le mouflon. Mais comme c'est la première fois que je viens, je vais peut être commencer par le chamois et voir comment cela se passe »* (Com. Pers, chasseur touriste belge, RNCFS des Bauges, novembre 2011). Ainsi, le mouflon est souvent une des raisons pour lesquelles les chasseurs reviennent à plusieurs reprises dans la RNCFS, les chasseurs ayant en tête un animal en particulier. Un chasseur de Reims témoigne : *« On est venu l'année dernière, on n'a pas tiré. On voulait un mouflon, on n'a pas vu de mouflon. On se fixe des buts, j'ai aussi passé un très beau moment. On a cherché, on a fait la quête, c'était très bien, mais voilà il n'y avait pas ce qu'il fallait tirer donc voilà. Je reviendrai autant de fois qu'il le faudra, ce n'est pas grave. J'ai passé un moment exceptionnel même si j'ai pas tiré »* (Com. pers. chasseur touriste de Reims, RNCFS des Bauges, novembre 2011).

Si l'animal charismatique des Bauges est le chamois, les chasseurs ajustent leurs préférences de chasse en fonction de l'environnement social dans lequel ils évoluent. Ainsi, à travers la chasse, les individus cherchent un sentiment d'accomplissement personnel qui sera atteint par 1/ le succès de la chasse, 2/ le type d'animaux prélevés dépendant alors de la manière dont ceux-ci sont perçus par le groupe. Deux éléments sont ici intéressants à remarquer. Le premier concerne l'animal. Si l'animal est au cœur de l'activité touristique, il fait partie d'une expérience générale du visiteur qui apprécie son voyage pour une diversité de raisons allant de l'apprentissage d'un nouveau mode de chasse à l'appréciation de l'accompagnement. Le prélèvement d'un animal reste toutefois essentiel pour mettre fin à l'expérience. Comme le montre la citation du chasseur touriste venant de Reims, le séjour se répétera tant que l'animal souhaité n'aura pas été tué. Cela montre que le prélèvement de la bête va au-delà de la fierté ressentie lors d'une action de chasse réalisée avec succès. Il participe en quelque sorte à la construction du chasseur en marquant une étape, similaire à la passation d'un examen, dans la réalisation personnelle. Le deuxième élément porte sur l'importance toujours marquée du réseau social dans l'identité du chasseur. La chasse touristique permet de couper le chasseur de son environnement local, ce qui pourrait le « libérer » des perceptions d'autrui. Or, il apparaît que l'aspect compétitif de la chasse est présent dans la chasse touristique. L'exemple du chasseur Belge a montré que le regard des pairs peut influencer les motivations premières du voyage, et ce dans un désir de prouver sa valeur de chasseur.

Dans le souci de mettre en perspective ces observations, il est intéressant de comparer ces résultats avec l'étude d'autres chasseurs touristes, les chasseurs touristes de la péninsule gaspésienne.

2.3.2. Les chasseurs visiteurs en Gaspésie

De manière à pouvoir conduire une approche comparative entre les Bauges et la Gaspésie, l'étude s'est intéressée aux motivations des chasseurs en ce qui concerne leur voyage de chasse, le choix de la région et l'espèce convoitée (cf. encadré II.2).

La réserve faunique de Matane ne souhaitait pas que j'aille dans la réserve car pendant la chasse, il n'y a pas de libre circulation. Ils ne voulaient pas non plus que je dérange leurs clients pendant leurs séjours. J'ai donc pu rencontrer les clients le dimanche 17 octobre, où plusieurs groupes de chasseurs venaient s'enregistrer et récupérer les clés de chalets à la réception de la réserve.

J'ai profité de leur attente pour pouvoir réaliser les entretiens. Les chasseurs étaient tous disposés à me parler jusqu'à ce qu'ils reçoivent leur chalet. Une fois les clés arrivées, je n'existais plus. Un des chasseurs m'a même plantée là et a couru vers ses copains tellement il était pressé de partir à la chasse... C'est leur guide de chasse que j'avais interviewé un peu avant qui me l'a renvoyé histoire de finir l'entretien mais c'était peine perdue : il ne m'a répondu plus que par des oui, non, sans même me regarder... C'est dire.

Encadré II.2 - Extrait de carnet de terrain chasse en Gaspésie présentant des aspects méthodologiques, décembre 2010

Cet extrait de compte rendu vise à montrer la frénésie dans laquelle se trouvent les chasseurs lorsqu'ils commencent leur séjour de chasse au sein de réserves fauniques. Les entretiens réalisés dans la réserve faunique des Chic-Chocs ont en comparaison été réalisés dans de meilleures conditions, dans la mesure où ils étaient effectués une fois que les chasseurs avaient réalisé leur chasse. J'ai ainsi suivi les conseils d'un guide de chasse qui m'avait expliqué qu'au début de leur séjour les chasseurs étaient « sous le coup de l'adrénaline » (journal de terrain du 15 octobre 2010) et qu'il n'était pas efficace de vouloir les rencontrer dans ce temps préalable à la chasse.

Dans les réserves fauniques de Matane et des Chic-chocs, les chasseurs touristes sont tirés au sort. Ces derniers constituent alors des équipes de chasse de leur choix et viennent au séjour qui leur a été accordé lors du tirage au sort. Les chasseurs touristes que nous avons interrogés venaient globalement de l'est du Québec, la plupart habitant la région de Montréal. Ce n'était pas la première fois qu'ils chassaient en réserve faunique et certains avaient déjà eu l'occasion de venir chasser en Gaspésie, soit sur la réserve faunique de Matane ou sur celle des Chic-chocs. En fonction de leur place au tirage au sort, ils avaient plus ou moins le choix de leur secteur de chasse et de la saison, la plupart préférant le temps du rut pour avoir la possibilité de chasser « au call ». Cette technique consiste à faire venir l'animal en imitant son cri en période de rut.

Le choix de venir chasser en réserve faunique variait en fonction du chasseur interrogé. Le chasseur pouvait avoir été tiré au sort ; il avait donc choisi le voyage en déposant sa candidature dans les réserves fauniques de la péninsule gaspésienne car la région est connue pour son nombre d'originaux. Le choix du voyage s'explique donc par la forte probabilité pour le chasseur de prélever un orignal. D'autres chasseurs interrogés n'avaient pas appliqué pour la chasse en réserve

faunique, ils ont été choisis par le chasseur tiré au sort pour constituer le groupe de chasse. Ils n'ont donc pas choisi le lieu de chasse.

Sur la quinzaine de groupes de chasseurs que nous avons rencontrés, une dizaine a choisi de venir chasser en réserve faunique pour « avoir la paix » et « éviter la chicane » qui a lieu sur les territoires publics. De plus, le plaisir de prendre des vacances avec « son gang » de chasse est partagé de manière unanime. Ces séjours de chasse sont le moyen de se retrouver entre hommes, loin de leur vie de famille et du quotidien du travail, pour y réaliser une activité, qui, même si elle n'est pas réservée aux hommes, reste fortement attachée à la masculinité. Par exemple, lors de nos enquêtes, nous n'avons rencontré aucun groupe de chasseurs au sein des réserves fauniques incluant des femmes. Notre statut de femme était d'ailleurs gênant au bon déroulement des entretiens effectués dans ces chalets reculés dans la forêt, où seuls les hommes semblent avoir le droit de cité. Notre présence était vécue comme une intrusion dans ce monde où la testostérone est palpable. Certains chasseurs semblaient perdre dans cet espace temps toute forme de politesse, galanterie ou finesse qu'ils auraient normalement adoptée en société. Ma présence brisait un contrat implicite dictant le comportement masculin envers les femmes, comme si, au cœur de la forêt, toutes conventions sociales semblaient disparaître (cf. encadré II.3). « Prendre des vacances avec son gang » dans une réserve faunique, c'est se couper de sa réalité géographique, sociale, culturelle où la chasse apparaît comme le médium pour y arriver. Bertrand Hell (2012) analyse cette prise de distance avec la société comme le résultat « du sang noir » qui coule dans les veines du chasseur et qui, en temps de chasse, semble prendre le contrôle de ce dernier. Ce « sang noir » est l'ensauvagement du chasseur. Une fois dans la forêt l'homme disparaît peu à peu pour laisser la place au chasseur- prédateur.

Arrivé au lac Madeleine, il y a plusieurs orignaux pendus. Un groupe de chasseurs est dehors. Dès que je descends de la voiture, un gardien de la Sépég vient vers moi pour me dire que les chasseurs veulent me parler. Ma première réaction est la surprise puis le plaisir, cela ne va pas être difficile d'avoir un entretien, même pas besoin de demander. Puis, je pense immédiatement qu'ils ne savent pas sur quoi je travaille donc qu'ils ne pensent pas à un entretien. Très vite, c'est la déception. Les premières paroles échangées me montrent clairement qu'ils sont simplement là pour se rendre intéressants et me mettre mal à l'aise. Un surtout est le leader, il me pose des questions très personnelles, me disant qu'il répondra à mon entretien si je réponds à ses questions à lui. Puis la conversation dévie sur une conversation de fesse comme c'était prévisible. Je coupe court et réitère ma demande. Le blagueur me renvoie vers un chasseur qui sort juste du chalet.

Encadré II. 3 - Extrait de carnet de terrain du 21 octobre 2010

En Gaspésie, le choix de chasser en réserve faunique s'explique par la forte densité d'orignaux présents sur le territoire. Les chasseurs souhaitent voir et tirer un animal. Près de la moitié des groupes interrogés était intéressée par le trophée, un tiers par la viande et le reste des personnes interviewées a mis en avant l'action de chasse (cf. photo II.10 page suivante). Un chasseur de

trophée témoigne : « Pour l'instant, on n'a pas du tout rempli les objectifs qu'on s'est fixés au début. On s'attend toujours à tirer un mâle mature, minimum 40 pouces de panaches. Donc en dessous, on va le laisser passer. Les premières années, on y est allé pour 50 pouces, on y est allé pour vraiment des gros. Moi personnellement, je peux dire que j'ai laissé des animaux avec 40/45 pouces en espérant en voir un plus gros. On aime la viande, on adore la viande mais on vient ici pour le trophée » (Com. pers. chasseur sur la réserve Matane, octobre 2010). Quelque soit la raison de la chasse et le type d'animaux que les chasseurs peuvent tirer, tous sont intéressés à tirer le plus gros : ils veulent le plus gros buck, la plus grosse femelle ou le plus gros veau. Les critères de poids et de taille apparaissent déterminants. Nous avons en effet eu la chance de pouvoir réaliser nos entretiens dans la réserve Chic-chocs en parallèle de travaux effectués par des biologistes qui venaient prendre les mesures de l'animal (cf. photo I.18 et I.19 chapitre 3). Celles-ci étaient précédées d'un temps de paris où tous les chasseurs donnaient systématiquement leur avis sur le poids de la bête. Si les chasseurs étaient absents au moment de la pesée, ils réclamaient par la suite de connaître le résultat. L'annonce du poids était alors suivie par des soupirs de soulagement, des commentaires tels que « je savais que c'était une belle bête ». Les chasseurs déçus avaient un regard interrogateur et un sourire crispé, leurs commentaires mentionnaient une erreur, ou la présence de tiques comme pour se rassurer d'avoir abattu un animal qui n'était pas si gros que cela : « c'est sûr qu'avec les tiques... Il n'aurait pas survécu avec l'hiver » (Com. pers. chasseur de la réserve Chic-Chocs, octobre 2010).



Photo II.10 - Succès de chasse d'un mâle orignal par deux chasseurs, Cap-Chat, octobre 2010

Au niveau de la préparation de chasse, différentes méthodes ressortent. On peut distinguer dans un premier temps les chasseurs qui souhaitent mettre toutes les chances de leur côté pour réaliser leur chasse. Sachant qu'ils ont été tirés au sort au printemps, ils viennent observer le secteur de chasse qui leur a été attribué pendant l'été. Ils s'imprègnent donc du territoire, repèrent les salines, les chemins éventuels et analysent le futur positionnement des chasseurs. Sur les quinze groupes interrogés, trois étaient venus l'été précédent afin de « *savoir où [ils] s'en allaient* » pour ne pas avoir de mauvaises surprises à l'arrivée de leur quatre jours de chasse dans la réserve et être efficaces immédiatement. La deuxième méthode de préparation est celle la plus souvent mise en œuvre par les chasseurs. Une fois que le groupe a été tiré au sort, la réserve faunique leur envoie des cartes détaillées du secteur de chasse attribué. L'analyse de ces cartes et l'utilisation d'internet tel que google earth leur permettent d'avoir une prévisualisation du terrain. Le logiciel google earth est notamment utilisé pour voir si des coupes forestières ont été réalisées ces dernières années sur leur secteur de chasse, ils peuvent ainsi analyser où se trouvent les différents lieux de vie de l'orignal tel que les ravages, les zones de nourriture et de repos. Un chasseur explique : « *le groupe quand il gagne, il faut faire un genre de petite étude pour évaluer les taux de succès, les taux vus. Le succès de la chasse se fait à partir de là, je prends les données, je jase avec les gens qui sont venus ici, je vais faire des recherches sur internet, il y a des forums qui parlent des endroits. Je veux le connaître un peu mon site, alors je vais sur google et je prends les cartes satellites. Je regarde les coupes forestières c'est très très important. Il y a beaucoup de coupes forestières dans ces secteurs-ci, on regarde la dernière fois qu'ils ont fait des coupes et c'est selon, tel ou tel secteur va être bon. L'idéal, c'est les coupes de 5 ans, mais il y a des coupes depuis 20/30 ans. Alors tu peux avoir un secteur où la coupe date de 20 ans, la visibilité n'est pas bonne par contre la densité d'originaux va être assez forte, alors des fois dépendamment des dates, si on est dans le temps du rut, on va aller dans un secteur plus dense et on va caller l'orignal* » (Com. pers. chasseur sur la réserve faunique de Matane, octobre 2010). Enfin, certains chasseurs ne font aucune préparation dans la mesure où le forfait qu'ils ont obtenu inclut un guide de chasse qui organisera la chasse pour eux.

Par rapport aux Bauges où les seules préoccupations des chasseurs tournaient autour du choix de l'animal à prélever, en Gaspésie les chasseurs touristes adoptent de véritables stratégies pour investir au mieux et au plus vite le territoire touristique de chasse. L'animal est ainsi à l'origine d'une appropriation temporaire du territoire. Les paysages, la morphologie et la topographie de ce dernier sont analysés afin de maximiser le succès de l'activité, succès réalisé si l'animal est tué. Cette différence s'explique en partie par le fait qu'une partie des séjours de chasse en Gaspésie est réalisée sans guides de chasse. Or, ce sont les guides qui établissent normalement les stratégies territoriales de chasse lorsque les chasseurs arrivent en terrain inconnu.

Au regard des différentes motivations exprimées par les chasseurs dans les Bauges et en Gaspésie, il apparaît que la convivialité est un élément fondamental du tourisme de chasse. Les vacances de chasse sont un moment privilégié que les chasseurs partagent entre eux, avec leurs amis ou des membres de la famille. Si la chasse reste le but du séjour, elle ne prend son sens qu'à

travers le partage avec l'autre. Ainsi, même pour les personnes seules, ce sens de la convivialité va passer par l'échange avec le guide. Ce partage instaure également un phénomène implicite de concurrence dans le déroulement du séjour de chasse comme nous l'avons vu précédemment. Les chasseurs se confrontent aux regards des autres et essaient de se distinguer par le type d'animaux prélevés, notamment par les trophées. Le voyage de chasse est alors l'occasion pour les chasseurs de trophées de compléter leur collection. L'exotisme de l'animal, au sens où l'animal sort de l'ordinaire du chasseur, est une des principales raisons expliquant la quête du trophée pendant le séjour. La taille de ce dernier est un élément pris en compte par le chasseur qui y attache la réussite de son activité de chasse et sa réalisation personnelle. Enfin, le trophée est également marqueur du voyage et sera le souvenir du séjour de chasse. Ainsi, même si une partie des chasseurs notamment en France, ne se reconnaît pas comme étant des chasseurs de trophée, la majorité souhaite repartir avec une tête d'un animal, souvenir de la chasse réalisée, au même titre qu'une photographie prise pour saisir le temps des vacances.

Les séjours de chasse dans les Bauges et en Gaspésie ont également leurs singularités en termes de finalités. Une des principales différences concerne le rapport à la viande. En Gaspésie, une partie des chasseurs était principalement intéressée par la « récolte » d'un orignal, le fait d'aller en réserve faunique maximisait leur chance de réussite. Dans les Bauges, la viande n'est pas du tout une priorité, les chasseurs préférant la laisser sur place. Cet état de fait montre un rapport différent à l'activité de chasse. D'un côté, l'aspect utilitaire trivial de la chasse est mis en avant et la chasse est un moyen d'obtenir de la viande pour se nourrir ; de l'autre, c'est la chasse loisir et découverte qui prime. Ainsi, en France, la découverte de la chasse en montagne apparaît comme essentielle au voyage dans la mesure où l'accès à ces terrains et au gibier sont restreints. Ceci s'explique par le fait que la chasse est liée au droit de propriété et que l'organisation territoriale de la chasse en ACCA dans les territoires de montagne restreint l'accès aux chasseurs extérieurs (cf. supra 1.1.). Si au Canada les terrains publics sont ouverts à tous les chasseurs québécois, ce qui leur permet de connaître la chasse en forêt, en montagne ou en plaine, il n'en est pas de même en France où les terrains de montagne sont principalement réservés à la chasse locale. Ainsi, cela fait varier les motivations de part et d'autre, avec l'emphase mise d'un côté sur l'utilité de l'animal, de l'autre sur l'espace et la technicité de la chasse.

Le tourisme de chasse est une activité économique qui se développe en parallèle à la chasse locale. L'évolution du tourisme de chasse ne peut pas être bien comprise sans prendre en compte les jeux d'acteurs à l'échelle des territoires de chasse où se déploie l'activité touristique. Si le développement touristique est généralement une activité économique appréciée pour le développement territorial, cette activité n'est pas exempte de critiques de la part de certains acteurs qui se sentent dépossédés de leur territoire. Le tourisme de chasse n'échappe pas à ces critiques et son intégration apparaît comme difficile. Le paragraphe suivant revient sur cette problématique en mettant en perspective l'intégration du tourisme de chasse face à la chasse locale.

2.4. La difficile acceptation du tourisme de chasse par les chasseurs locaux

Le tourisme de chasse est difficilement accepté par la chasse locale. En effet, il existe un rejet assez fort des chasseurs non locaux qui sont vus comme des personnes venant envahir le territoire. Si cette caractéristique n'est pas propre au tourisme de chasse et se retrouve également pour d'autres formes de développement touristique, l'appropriation du territoire à travers l'activité de chasse est particulièrement prononcée, ce qui produit des réactions à l'encontre du tourisme d'autant plus marquées. Par contre, un élément singulier au tourisme de chasse qui se retrouve rarement pour d'autres formes de développement touristique est le rejet de cette forme de tourisme en raison de son caractère lucratif. La chasse apparaît comme une activité où, même si l'argent est omniprésent (prix des armes, de la licence, des accessoires de chasse), le profit fait grâce au prélèvement d'un animal est vu d'un mauvais œil.

2.4.1. *Faire sa place quand on n'est pas « d'ici »*

Les chasseurs ne venant pas des lieux où se développe la chasse sont mal acceptés par le milieu local. Que ce soit dans les Bauges ou en Gaspésie, le chasseur « étranger » est regardé avec méfiance.

2.4.1.1. Une difficile acceptation des chasseurs « étrangers » dans les Alpes

Le massif alpin est particulièrement réticent à l'arrivée de chasseurs étrangers au sein des communes. Ces derniers sont souvent marginalisés. I. Mauz analysait cette relation entre chasseurs locaux et chasseurs étrangers en Maurienne et en Tarentaise comme une expression de l'alternance des saisons. Dans les Alpes, le tourisme est déjà très développé en été et en hiver, ces saisons « *sont vouées* » à l'activité touristique, alors qu'au printemps et à l'automne les activités propres au territoire peuvent s'organiser et c'est alors, que le fait d'« *être d'ici* » *conserve un sens* » (Mauz, 2002a). L'appropriation du territoire passe par l'appropriation de l'animal chassé. Celui-ci n'est plus seulement le gibier du chasseur, il devient « son gibier ». Le tourisme cynégétique a donc des difficultés à se développer en raison de la symbolique attachée au gibier. Vendre un bracelet à un étranger revient à laisser partir aux mains des touristes les derniers éléments du territoire sur lesquels ils n'avaient jusque là pas d'emprise.

Dans les Bauges, le tourisme reste moins développé que sur les massifs de la Maurienne et de la Tarentaise. La vente d'un bracelet à un touriste ne repose donc pas tout à fait sur la même symbolique de dilapidation du territoire vers des « étrangers ». L'acceptation de chasseurs extérieurs reste cependant très difficile, et l'appropriation du territoire et du gibier par les chasseurs locaux est forte : les chasseurs dit « étrangers » ne sont pas acceptés au sein des ACCA malgré l'imposition de 10 % de chasseurs non membres de plein droit de la loi Verdeille. Aussi, les membres étrangers sont souvent des connaissances, amis ou famille liés à un chasseur sociétaire de l'ACCA. Aujourd'hui, certaines sociétés ont des difficultés à réaliser leurs plans de chasse, le nombre d'animaux de

grands ongulés et de suidés a augmenté alors que la population de chasseur diminue. Interrogé sur le fait de pouvoir prendre des personnes de l'extérieur pour avoir un meilleur taux de réalisation, un président d'ACCA du secteur Bauges explique : « *On y a déjà réfléchi. Moi à titre personnel, je n'ai rien contre. Mais on est quand même très conservateur, très protecteur de nos territoires. Si à la réunion des chasseurs je propose de faire tuer des chamois par des chasseurs étrangers je vais me faire lyncher. C'est comme cela. Alors on a 4 chasseurs étrangers, enfin ce terme est assez déplaisant. Quatre non sociétaires qu'on a depuis très longtemps, qui sont bien intégrés. Mais la loi ne dit pas cela, elle dit qu'on doit prendre chaque année toutes les demandes des étrangers et tirer au sort, mais on ne va pas éliminer quelqu'un qu'on connaît depuis 20 ans. Dans notre société, il y a quelqu'un de la fédération de chasse et il voudrait qu'on prenne contact avec une agence qui s'appelle Actéon. Non, non, non. C'est chez nous, c'est notre territoire. Les chamois, c'est nous qui les avons mis là, c'est nous qui les avons protégés, c'est à nous* » (Com. pers. président d'ACCA du secteur Bauges, mars 2010). Afin de limiter le nombre « d'étrangers », diverses procédures sont mises en œuvre : les règles de l'ACCA tout d'abord peuvent imposer qu'un membre étranger soit présenté par une équipe de chasse de l'ACCA. Ainsi, si le chasseur non sociétaire ne connaît personne au sein de l'ACCA qui accepterait de l'intégrer dans son équipe de chasse, il ne peut faire la demande.

De plus, certaines sociétés de chasse limitent l'accessibilité au gibier. Une commune du massif des Bauges a voulu limiter la chasse aux chamois aux seuls résidents de la commune et a ainsi créé une société de chasse réservée aux résidents de la commune. Le président de l'ACCA commente : « *On a réussi sur les terrains de la commune où on chassait le chamois, c'était des propriétés de la commune. Alors le conseil municipal à un moment donné a dit : stop cela suffit, on réserve la chasse aux chamois aux gens de la commune. C'est la seule activité sportive qu'il y a sur la commune, donc c'est pour les gens de la commune. Donc on a fait une société et ils nous font un bail à nous. Donc cela a été la création d'une chasse privée en fait. Pas vraiment une chasse privée mais il faut résider dans la commune* » (Com. pers. président d'ACCA secteur Bauges, mars 2012). La crainte d'une fin de l'activité de chasse en raison du vieillissement de la population de chasseur pousse cependant les présidents de chasse à ouvrir leur discours vers des membres non sociétaires jeunes, ce qui assurerait la relève. Cependant, le fonctionnement rigide des ACCA et les rites de passage imposés dissuadent les jeunes chasseurs de s'investir et de renouveler leur demande pour les années suivantes. Une contradiction apparaît entre les inquiétudes et la rigidité du fonctionnement actuel des ACCA. Par exemple, lors de notre travail de terrain, un président d'ACCA expliquait une situation avec un nouvel habitant de la commune : « *Vous voyez, cette année, on a un nouveau problème à gérer. On a un nouveau sociétaire qui habite la commune depuis le début de l'année. Il m'a appelé au mois de juillet, j'étais en vacances. Il m'a dit qu'il voulait chasser ici. Sauf qu'il ne connaît personne et que personne ne le connaît. Comment l'intégrer ? C'est casse tête. On a convoqué une réunion du conseil d'administration plus les chefs d'équipe pour qu'il se présente, sauf qu'il est envoyé en déplacement. Donc il faut que je le rappelle pour le convoquer un autre jour. Personne ne le connaît et il ne connaît personne. Il faut voir si une équipe est partante pour le prendre car il est sociétaire de plein droit. Mais il est venu tard, la répartition des bracelets est déjà faite. Hier je l'ai eu au téléphone un bon moment et je*

lui ait dit : « la carte pas de problème », sauf qu'il faut trouver une solution pour l'intégrer dans une équipe et il n'aura pas le droit de chasser le chamois, le mouflon, le chevreuil sauf si l'équipe dans laquelle on le met est d'accord pour lui donner un bracelet car, nous, les répartitions sont faites et, nous, le règlement intérieur c'est on fait des répartitions de bracelets avec des équipes qui nous sont portées à notre connaissance le jour de l'assemblée générale et après c'est trop tard » (Com. pers. président d'ACCA du massif des Bauges, août 2010). Or, nous avons rencontré ce chasseur. Il s'agissait d'un jeune chasseur à l'arc, qui venait de commencer un contrat à durée déterminée (CDD) sur le massif et qui ne comprenait pas bien la nécessité de chasser en équipe dans la mesure où la chasse à l'arc est une chasse silencieuse et solitaire. L'enchaînement de CDD dans différents espaces géographiques est un frein à l'implication dans la chasse au sein d'une même ACCA. Ces dernières sont encore frileuses à adopter la flexibilité nécessaire dont les jeunes chasseurs ont besoin avec les conditions du marché du travail d'aujourd'hui. Dans ce cas précis, la difficulté d'ouvrir l'ACCA à cette nouvelle recrue reposait aussi sur le fait que cette personne était totalement étrangère au massif, sans liens de parentés ou amicaux avec un membre de l'ACCA.

Enfin, sur le massif des Bauges, une ACCA est aujourd'hui dirigée par un membre qui avait commencé avec un statut « d'étranger ». Le fait qu'il soit aujourd'hui président de l'ACCA est vu comme une révolution politique pour le monde de la chasse. Ainsi, que ce soit les présidents d'ACCA des communes limitrophes ou la personne en question, le vocabulaire utilisé pour décrire cette situation fait référence aux champs lexical de la politique avec des phrases tels que « *des étrangers ont pris le pouvoir* » (Com. pers, Chasseurs commune de Doucy, novembre 2009) ou « *on a renversé le pouvoir en place* » (Com pers. président ACCA secteur sud-ouest Bauges, février 2012).

Ce refus des chasseurs extérieurs à la commune et cette peur de perte du gibier au profit d'autres chasseurs n'est pas propre aux Alpes, ni à la France. Les travaux effectués sur la Gaspésie marquent une forte similitude avec les observations outre atlantique.

2.4.1.2. La montée des conflits entre chasseurs locaux et non locaux sur les territoires libres en Gaspésie

L'appropriation territoriale en Gaspésie est très forte même si la plupart des territoires de la péninsule gaspésienne sont normalement des territoires libres. Ces derniers sont donc ouverts à tout chasseur en possession d'un permis de chasse. Néanmoins, les chasseurs locaux s'approprient l'espace et y établissent leur camp de chasse. Une sorte de droit coutumier s'est ainsi instauré pour se réserver un territoire de chasse. Au sein de celui-ci, des « watch » (caches) sont construites, des salines aménagées, quelques chemins débroussaillés et parfois des cabanes permettant de passer plusieurs jours en forêt y sont érigées. Des pancartes sont accrochées pour délimiter le territoire de chasse et indiquer au public et autres chasseurs que la place est déjà occupée, toute personne étrangère est alors priée de passer son chemin (cf. photo II.11 et II.12).



Photo II.11 - Pancarte indiquant le territoire de chasse d'un groupe de chasseurs sur le territoire libre



Photo II.12 - Cabane de chasse

Avec l'augmentation des densités d'originaux dans la péninsule gaspésienne et la publicité effectuée autour, le nombre de chasseurs venant de l'extérieur de la région s'est multiplié. L'accessibilité des territoires étant limitée, des conflits sont apparus entre les chasseurs ayant « un camp de chasse » et les autres. Ces derniers sont notamment accusés de déranger une chasse en cours et de nuire au respect de la chasse des personnes installées là. Quant aux chasseurs locaux, tout est mis en œuvre pour protéger « leurs » territoires : des barrages de chemins à l'intimidation. Un vocabulaire lié à la guerre et au chaos est utilisé par les chasseurs locaux pour décrire l'arrivée des chasseurs étrangers. Par exemple, au cours de différents entretiens, les chasseurs gaspésiens ont parlé de « pillage », « d'invasion », « de vol » pour qualifier la venue de chasseurs extérieurs. Face à ces tensions, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune rappelle régulièrement que le territoire libre est ouvert à tous et qu'il ne peut y avoir d'appropriation du territoire. Des agents ont été employés pour faire le tour des camps de chasse en forêt et indiquer que les installations permanentes telles que les cabanes de chasse devaient pouvoir être déplacées. Un chasseur de Sainte-Anne-des-Monts commente : « *Le monde d'en dehors, ils viennent piller notre terrain. Il n'est pas assigné à nous autres, mais cela fait 25/30 ans qu'on est là. On investit 1000 pièces dans ces terrains chaque année pour les salines, les chemins. Oui, on savait que c'était le terrain du gouvernement mais il aurait fallu qu'ils nous disent cela avant. On a pris des roulottes et construits des chalets et cela fait 15 ans que tu es là et depuis ils veulent nous faire sortir. Ce n'est pas vraiment possible. C'est quoi cette loi ridicule de payer un gars pour aller mettre des papiers pour aller changer de place* » (Com. pers. chasseur de Sainte-Anne-des-Monts, juin 2011). On voit ici comment les acteurs au fil du temps se sont appropriés le territoire. Dans leurs perceptions, un droit au sol coutumier se développe parce qu'ils ont investi ce territoire depuis plusieurs années. L'ancienneté est alors un critère déterminant pour justifier son lieu de chasse et réaliser son activité.

A côté des conflits de territoire, ce sont également développés des comportements déviants de pourvoies illégales sur les territoires libres, où certains chasseurs disposant d'un camp de chasse, une fois leur chasse effectuée, louent leur camp à des chasseurs extérieurs à la région,

leur donnant un accès plus facile à un potentiel original. Ainsi, les membres de l'association des chasseurs de Matane expliquent que l'office de tourisme de Matane est régulièrement contacté par des chasseurs extérieurs pour de telles demandes, ce qui est pourtant une pratique non autorisée. Ces pratiques sont jugées négativement par la plupart des chasseurs locaux qui voient là une des raisons à l'accroissement du nombre de chasseurs venant de l'extérieur. Afin de limiter de tels comportements, la fédération des chasseurs a monté un comité de réflexion sur le partage du territoire public pour informer les chasseurs sur les pratiques légales ou non, et faire de la communication en faveur de l'ouverture des territoires. Le président de la fédération de chasse de la Gaspésie explique : « *Le ministère a donné des bonbons dans le temps, mais c'est bien beau de donner des bonbons à un enfant vite de même et le reprendre. Même si on est tous adulte il faut expliquer, il faut que tu éduques, car il y avait des lois mais il n'y avait pas de personnel pour les appliquer (...) alors ce qu'on a essayé de faire en passant dans les journaux et à la radio c'est de dire : le barrage de chemin on ne tolère pas, les mots vulgaires, les menaces on n'en veut pas. Enfin, sur l'expédition de chasse il faut au moins deux chasseurs pour aller à l'original et non y aller tout seul et après récupérer le permis de sa femme qui l'a pris mais qui ne chasse pas. Voilà moi je communique là-dessus et j'essaie de faire de l'éducation* » (Com. pers. chasseur, Matapédia, juin 2011).

Que ce soit dans les Bauges ou en Gaspésie, le chasseur extérieur est perçu négativement. Il y a une très forte appropriation du territoire de chasse et de la faune qui s'y trouve en raison de la préparation que nécessite cette activité. La faune sauvage, bien qu'étant un bien commun, est perçue comme le bien des chasseurs locaux qui refusent la concurrence que représentent les individus extérieurs aux territoires, voire de ceux qui ne font pas partie de leur réseau de chasse. L'animal apparaît ici comme un moyen utile au chasseur pour affirmer son identité territoriale. Le tourisme de chasse est alors une atteinte à « leur » territoire et à « leur » gibier.

Par rapport à ce qui a été vu précédemment sur le développement de l'activité, ce refus du chasseur extérieur permet d'expliquer en partie les difficultés que rencontre le tourisme de chasse à se développer en France. En Gaspésie par contre, le tourisme de chasse est une forme de chasse historique, cette approche de la chasse est donc culturellement implantée. Il n'empêche que les chasseurs locaux voient d'un mauvais œil l'arrivée de chasseurs étrangers au territoire. Des conditions sociales et culturelles différentes peuvent engendrer des réactions semblables. C'est la relation que le chasseur a à l'animal qui prend alors le dessus et motive son positionnement à l'égard de l'autre, le chasseur touriste. Le refus de « l'étranger » marque la réticence du milieu local à l'ouverture des territoires de chasse vers le secteur touristique. Même si ce dernier apporte des emplois et représente un potentiel économique important, ces intérêts économiques ne priment pas sur la chasse locale. Cette dernière s'oppose à la marchandisation de la faune sauvage.

2.4.2. Le refus de la transformation de la chasse en activité lucrative

Les chasseurs locaux perçoivent de manière négative le fait que des profits puissent être tirés du prélèvement du gibier. Ainsi, les chasseurs des Bauges critiquent fortement les séjours de chasse mis en place par l'ONF, alors qu'en Gaspésie les réserves fauniques sont de plus en plus critiquées en raison de leur recherche de rentabilité.

2.4.2.1. Les conflits pour l'acceptation des chasses touristiques de l'ONF dans les Bauges

Nous avons vu que le GIC des Bauges était une structure de gestion ayant permis de faire communiquer les institutions ONCFS/ ONF avec les chasseurs locaux. Pendant plusieurs années, le système développé pour la formation des chasseurs et l'ouverture de la réserve aux chasseurs locaux a fonctionné et semblait être un bon compromis entre l'imposition d'une structure de protection de la faune sauvage (la réserve), la gestion des populations animales et la gestion de la chasse, que celle-ci soit locale ou concerne l'organisation mise en œuvre par l'ONF vers les chasseurs extérieurs. Or, en 2011, le GIC des Bauges a connu d'importants bouleversements avec près de sept sociétés de chasse qui sont sorties du GIC (cf. figure II.10).

Deux sociétés de chasse étaient sorties auparavant, la commune de Sainte-Reine au milieu des années 1990 et celle de Montailleux en 2009, témoignant d'un certain malaise en train de se développer. Ce retrait s'explique par la baisse du plan de chasse chamois de 30 % qui a été imposée aux sociétés de chasse. Si cette baisse s'applique à la fois aux chasses locales et ONF, et est justifié par une baisse des populations constatée suite à l'indice d'abondance pédestre « IPS »⁷ mené dans la RNCFS des Bauges, elle a fait monter un fort mécontentement à l'égard des institutions ONCFS et ONF gérant en partie le massif. Le premier élément avancé par les chasseurs locaux pour expliquer leurs mécontentements concerne les méthodes d'inventaires adoptées. Certains chasseurs ne font pas confiance à l'IPS mis au point par l'ONCFS et réclament un comptage généralisé du massif. Ils ne croient pas à la baisse du gibier sur leur commune et ne comprennent donc pas pourquoi le plan de chasse a baissé. D'autres ont constaté la baisse de chamois mais l'expliquent par la pression effectuée au sein de la réserve par l'ONF. Ils ne comprennent pas pourquoi les chasseurs locaux devraient subir les conséquences de la mauvaise gestion mise en œuvre par cette instance. Pour eux, ce sont les tirs payants qui ont bénéficié des densités de gibier importantes, mais ce sont les chasseurs locaux qui en subissent les conséquences dans la mesure où la baisse des quotas s'impose à tous. La sortie du GIC est l'élément symbolique marqueur de mécontentements et d'incompréhensions accumulés depuis plusieurs années par les chasseurs locaux envers la chasse ONF. Certains, poussés par le vent de la révolte, ont une tendance à l'exagération et à la généralisation. Ainsi, il est arrivé que des invités de marque telle qu'un sénateur ou député se fassent déposer dans la RNCFS par hélicoptère. Si cette pratique est un fait singulier et ne fait pas partie des tirs payant organisés par l'ONF, plusieurs chasseurs l'ont intégré comme une pratique courante. D'autres, même s'ils n'adhèrent pas à ces arguments, critiquent « *la commercialisation* » de la chasse orchestrée par l'ONF et apprécient d'un œil critique la vente de

⁷ Acronyme pour Index Population Size

bracelets. Un chasseur local explique : « Je ne trouve pas cela normal, chacun son territoire. Quand on fait venir des gens tirer des chamois chez nous, il ne faut pas s'étonner que le cheptel diminue. Puis eux ils ont le droit de tuer des belles bêtes et de faire des gros trophées, ceux qui payent et qui ont les moyens de venir plusieurs fois. Je trouve que le problème en ce moment c'est l'argent » (Com. pers. chasseur commune de Cléry, octobre 2011).

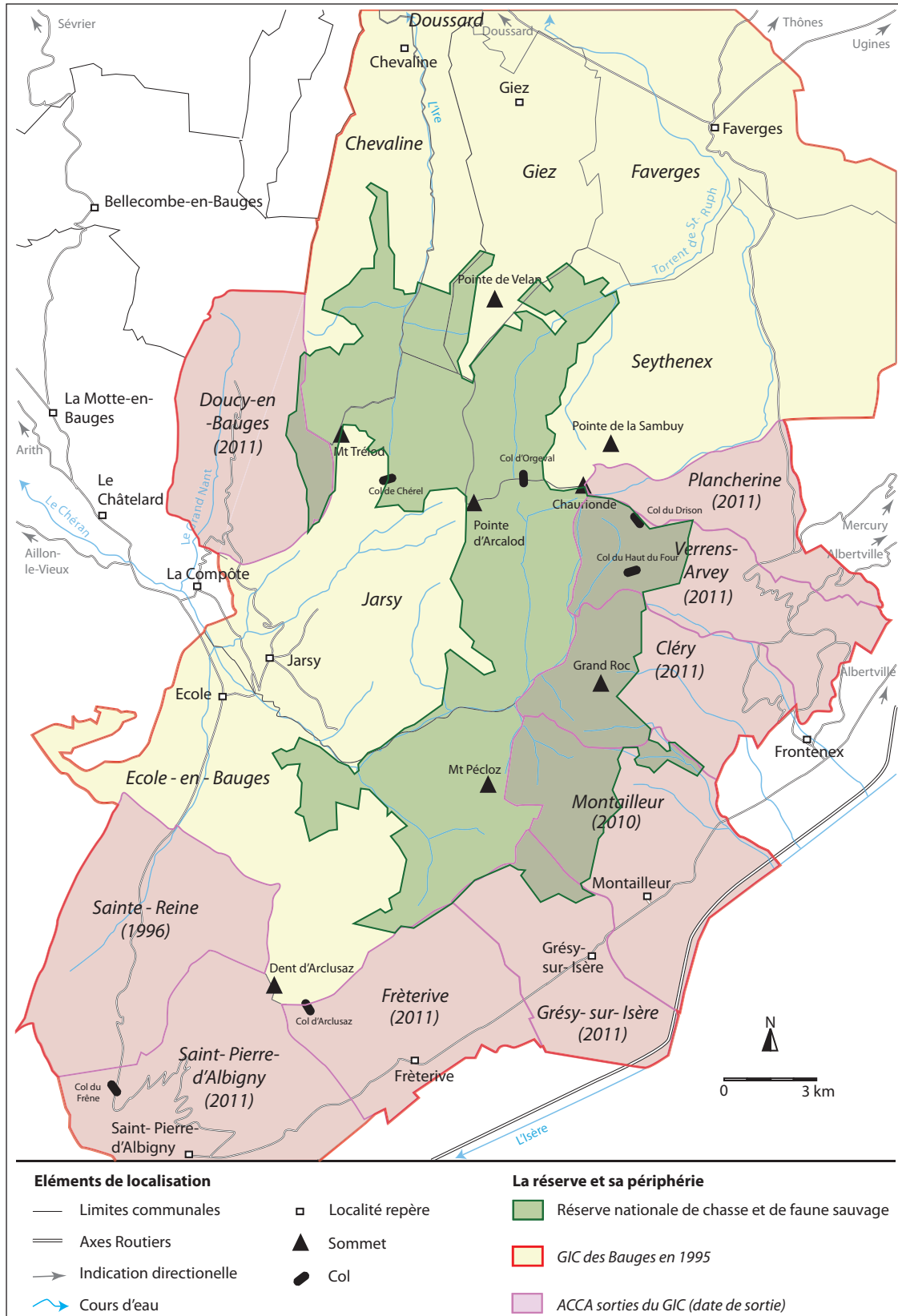


Figure II.10 - ACCA sorties du GIC des Bauges

Certains chasseurs comprennent le principe de faire découvrir la chasse de montagne à des chasseurs étrangers et sont plutôt contents que des chasseurs ne venant pas de régions de montagne puissent apprendre à chasser le chamois et le mouflon dans la réserve. Selon eux, la réserve et la formation du GIC avaient cette fonction de départ de promouvoir une chasse de montagne auprès des chasseurs locaux puis de l'extérieur. Cependant, le fonctionnement par tirs payants (le développement du tourisme de chasse) aurait dénaturé cette fonction. La fonction d'éducation laisserait la place à l'attrait financier. Cela aurait aussi impacté le type de sortie réservée au GIC. Le nombre de sorties réservés aux chasseurs locaux dans la réserve et la qualité de chasse aurait diminué. Ainsi, les chasseurs locaux sélectionnés pour aller dans la réserve ne choisissent ni leur secteur de chasse, ni le type de gibier. De plus, ils ont un gibier bien précis à prélever : le bracelet qui leur est attribué est souvent un bracelet de cabris ou de vieille femelle. Un chasseur explique ainsi que l'accès à la chasse aux mouflons ou aux gros chamois dans la réserve est « *très rare* », l'ONF réservant les bracelets aux tirs payants. Un sentiment d'exclusion se développe donc parmi les chasseurs locaux qui constatent que « *les gros [gibier], c'est pour les autres* » (Com. pers. chasseur sur les communes de Cléry et Montailleux, octobre 2011). Enfin, à l'origine, le GIC des Bauges avait été mis en place notamment pour permettre aux chasseurs locaux de venir chasser dans la réserve lors de sorties tirs GIC. Or, si cette possibilité était attrayante les premières années afin de pouvoir chasser sur différents territoires, une partie des chasseurs s'est rendue compte que cette chasse ne les intéressait finalement pas plus que la chasse qu'ils pouvaient pratiquer au sein de leur commune. Un chasseur commente : « *Moi j'y suis allé 4 ou 5 fois dans la réserve toujours des secteurs différents que je ne connaissais pas du tout et que je découvrais. Chaque fois j'ai loupé mes approches, parce que je ne connaissais pas. On voit un chamois à 500 mètres et on se dit tiens je vais passer par là, ce qui est complètement faux. Il y en a qui se battent pour aller sur la réserve mais finalement autant chasser chez soi* » (Com. pers. chasseur de la commune de Jarsy, avril 2010). De même, les contraintes imposées pour les tirs GIC ont finalement rendu cette possibilité moins attrayante. Un président d'ACCA explique : « *C'est des tirs de semaines alors les jeunes ils n'ont pas le temps d'y aller. Le reste c'est une population un peu âgée et cela devient difficile d'aller dans la réserve. C'est la galère pour trouver une personne en semaine pour aller tirer un chamois dans la réserve alors ces dernières années on n'y est même pas allé. On n'a aucun intérêt à adhérer au GIC, on a dit non. Le GIC ne nous intéresse plus, alors on s'est retiré sans animosité virulente* » (Com. pers. président ACCA secteur Bauges, octobre 2011).

La sortie massive de plusieurs ACCA du GIC en 2011 s'explique par la baisse des quotas qui leur a été imposée. Ils focalisent leur mécontentement sur le tourisme de chasse mis en œuvre par l'ONF et refusent de concevoir la chasse comme une activité lucrative. Selon eux, l'aspect financier pervertit le rapport au gibier et à la chasse qui est une activité s'inscrivant en dehors du rapport économique. La chasse est un loisir, un sport où les relations qui se tissent entre les hommes et la nature et entre les hommes entre eux ne se basent pas sur l'argent. Cette tendance se ressent dans la manière dont les chasseurs locaux parlent de voyage de chasse qu'ils effectuent : ces derniers sont « *invités* » par des amis ou des collègues à aller chasser à l'extérieur ; il n'est

jamais mentionné si ces « *invitations* » s'accompagnent de transferts financiers ou d'échange de bracelets entre un cerf et un chamois par exemple, alors que ce type de pratiques existe.

Le tourisme de chasse apparaît comme une activité difficilement acceptée par les chasseurs locaux dans les Alpes françaises en raison de l'attachement fort des chasseurs à leur territoire et au gibier. Nous allons voir que cette situation se retrouve également en Gaspésie où l'argument financier est un élément majeur avancé par les chasseurs locaux pour expliquer leur mécontentement.

2.4.2.2. La position ambivalente des réserves fauniques : d'un cadre spatial plutôt bien accepté à de « nouveaux clubs privés »

Il a été précédemment vu que la création des réserves fauniques était liée à une volonté du gouvernement provincial d'ouvrir les territoires de chasse et de pêche à l'ensemble de la population québécoise, une partie des territoires publics ayant été jusque là louée à des clubs privés. Les réserves fauniques marquent donc une ouverture des terres publiques aux québécois et sont donc globalement bien acceptées par les chasseurs car ceux-ci ont la possibilité d'y avoir accès par le système de tirage au sort. Ce système n'est cependant pas exempt de critiques.

Aujourd'hui, une partie des chasseurs voit les réserves fauniques comme de « *nouveaux clubs de chasse privés* ». Étant donné le nombre important de candidatures au tirage au sort, la probabilité d'être tiré au sort dépend du nombre de séjours auxquels le chasseur a déposé sa candidature. Afin d'être sélectionné, une des stratégies consiste à poser sa candidature à l'ensemble des séjours proposés, indépendamment de leur coût. Aussi, si le chasseur est sélectionné pour un séjour coûteux, charge à lui de s'acquitter de cette somme ou de se retrouver exclu du processus. Or, certains de ces voyages de chasse se révèlent particulièrement onéreux comme c'est le cas des séjours appelés « plans américains » (le plan américain comprend le prix de la chasse, le logement et l'emploi d'un guide). Les prix d'une chasse au sein de la réserve faunique de Matane par exemple peuvent ainsi varier de 1 184 \$ à 20 208 \$ par groupe de chasseurs (les groupes allant de 4 à 8 chasseurs) pour une durée de 4 jours (Source Q6 Sépaq, 2011). Ainsi, l'organisation très réglementée du tourisme de chasse et les prix pratiqués conduisent à une fermeture progressive de la réserve, laquelle exclut un pan de la population. Un membre de la fédération des chasseurs de Gaspésie commente : « *Cela fait longtemps que les réserves fauniques, cela nous fait un peu joliment chier comme on dit. On trouve aberrant le prix qu'ils chargent. Les réserves fauniques appartiennent aux Québécois mais ce n'est pas tout le monde qui peut se payer un forfait de 2000 pièces sur une réserve faunique. On donne un exemple. Sur la Matane, ils disent qu'il y a trop de femelles, et là ils sont rendus à 30 orignaux au km². C'est leur version, si c'est cela, cela n'a pas de bon sens. On le sait c'est bien trop. Pourquoi ils n'ouvriraient pas la chasse à des prix accessibles, à des prix abordables. C'est quoi l'idée de tout le temps se faire de l'argent. On sait bien que l'économie elle peut être là, mais là c'est le Québécois le plus nanti qui va là. Moi il n'y a pas moyen d'y aller. À moins que je mette de l'argent de côté, ou emprunter. Cela n'a pas de bon sens* » (Com. pers. chasseur, Matapédia, juin 2011).

L'argent est, comme dans le cas des Bauges, un enjeu critique pour l'acceptation du tourisme de chasse par les chasseurs locaux. Ce thème revient de manière récurrente dans les entretiens à travers trois entrées. Premièrement, le prix des forfaits pour chasser en réserve faunique est considéré comme excessif. Même s'il y a une gamme de prix, beaucoup de chasseurs n'ont pas les moyens de s'offrir un séjour de chasse en réserve faunique. Le deuxième sujet concerne le prix total des applications. Chaque application pour le tirage au sort coûte près de 10 \$. Afin d'être certains d'être pris, les chasseurs font généralement plusieurs dizaines d'applications dans différentes réserves fauniques. Les chasseurs les plus riches peuvent ainsi déposer leurs candidatures autant de fois qu'ils le souhaitent, augmentant ainsi leurs chances d'être tirés au sort. Un chasseur témoigne : *« Je postule assez intensivement, j'applique à l'arc, à la poudre noire, groupe simple, double, dans les trois réserves fauniques de Gaspésie : la Matane, la Dunière et les Chic-chocs. Je dirais que moi-même je suis sorti trois fois dans les dix ans, donc avec les invitations des copains on vient presque chaque année. Vu que les autres de mon groupe font pareil, c'est arrivé qu'on a gagné plus d'un tirage au sort selon l'endroit, la propriété, la saison »* (Com. pers. chasseur sur la réserve faunique de Matane, octobre 2010). Enfin, le troisième élément où le thème de l'argent est évoqué concerne les plans de chasse adoptés au sein des réserves fauniques. Par exemple, les chasseurs locaux près de la réserve faunique de Matane considèrent que l'augmentation des plans de chasse adoptés ces dernières années s'explique en partie pour une raison économique, la vente de permis permettant de faire plus d'argent. Même les chasseurs tirés au sort par les réserves voient d'un œil critique la gestion menée par la Sépaq, exprimant ainsi leur peur que l'appât du gain détourne les gestionnaires d'une gestion équilibrée du territoire : *« C'est bon que la Sépaq ait pris le pouvoir, c'est correct. Car avant, c'était juste des clubs privés donc c'est bien que la Sépaq ait récupéré. Mais là on dirait que cela sert juste à faire de l'argent. C'est cela le problème, ils ne pensent pas aux gibiers, eux ce qu'ils veulent c'est juste le matos et le foin »* (Com. pers. chasseur dans la réserve faunique des Chic-Chocs, octobre 2010). Pour ces chasseurs, les risques en matière de conservation de la faune sauvage ne sont pas liés à l'activité de chasse en soi mais plutôt à l'attrait de l'argent qui pervertirait les institutions en transformant leurs priorités de gestion.

Le tourisme de chasse semble devoir faire face à de nombreux blocages pour pouvoir être intégré localement par le milieu de la chasse. La chasse est une activité très ancrée au sein des territoires. La connaissance de la géographie, de la biologie et l'attachement développé au gibier entrave l'intégration d'une activité subsidiaire telle que le tourisme. Celui-ci peut cependant participer au développement socio-économique local et à la protection de l'environnement. Ainsi, la dernière partie de ce chapitre interroge en quoi le tourisme de chasse peut participer au développement durable du territoire.

3. LE TOURISME DE CHASSE UNE ACTIVITÉ ÉCOTOURISTIQUE ?

Différents arguments sont avancés à l'encontre ou en faveur du tourisme de chasse. Les opposants à la chasse touristique soulèvent le fait que celle-ci est souvent biologiquement non durable (Palazy et al., 2011 a et b), ayant des effets démographiques sur les populations et entraînant généralement un débalancement génétique : en France par exemple, des études menées sur le mouflon méditerranéen du Caroux-Espinouse depuis une trentaine d'années ont montré une diminution de la taille des cornes, un écartement moindre de celles-ci que par le passé, une baisse de la taille et du poids de l'animal. Si ces dernières observations s'expliquent en partie par la fermeture du milieu dans lequel ces animaux évoluent, les obligeant à manger des espèces végétales sous-optimales pour leur croissance, la chasse au trophée est également tenue pour responsable. En effet, la chasse effectuée sur le massif est une chasse sélective, les chasseurs intéressés par le mouflon visent la qualité du trophée. Ils ont ainsi prélevé les animaux ayant un large trophée, ne laissant qu'aux animaux ayant les cornes plus serrées le loisir de se reproduire. De plus, les chasseurs privilégient les animaux ayant de longues cornes. Ceux dont la croissance des cornes est rapide ont ainsi plus de risques d'être chassés jeunes sans qu'ils aient eu le temps de se reproduire (Cugnasse et al., 2006). Les autres critiques avancées par les opposants au tourisme de chasse concernent l'éthique de cette activité. Celle-ci est vue comme une pratique « *anachronique, non nécessaire et moralement non acceptable, souvent irrespectueuse des faits scientifiques ou des indications formulées pour la conservation* » (Leader-Williams, 2009 : 13). Ces questions d'éthiques seront davantage abordées au chapitre 7.

Pour d'autres, le tourisme de chasse est considéré comme une pratique positive pour le fonctionnement des écosystèmes (Loveridge et al., 2006). Ces derniers, sans réfuter l'impact biologique potentiel de cette chasse, invoquent que ce dernier reste faible et peut être contrôlé dans la mesure où la plupart des populations chassées font l'objet de suivis. Les chasseurs effectuent une chasse sélective prélevant un certain animal selon le sexe et une classe d'âge bien précise. Le deuxième argument avancé concerne les avantages financiers de cette forme de tourisme. Le tourisme de chasse est pratiqué par un faible nombre de personnes amenant des sommes d'argent conséquentes dans des régions souvent reculées. Cet argent peut alors servir à financer des programmes de conservation de la faune sauvage et des habitats. Il procure également des revenus locaux participant ainsi au développement local et aux comportements négatifs pour l'écosystème pouvant l'accompagner tel que le braconnage. Enfin, les touristes chasseurs requièrent généralement moins d'infrastructures que les autres types de touristes limitant ainsi les conséquences environnementales qui peuvent leur être liées tel que la construction de route, le développement de déchets parfois difficile à traiter et la consommation d'eau (Roe et al., 1997).

Au regard de nos terrains d'études, nous analysons dans quelle mesure le tourisme de chasse contribue au développement territorial tout en assurant une protection de l'environnement. Nous revenons dans un premier temps sur le tourisme de chasse au Nunavut à travers une revue de la

littérature. Celle-ci insiste sur les effets positifs du tourisme de chasse tel qu'il est mis en œuvre au Nunavut, parlant même de « conservation hunting ». Par cette littérature, nous analysons les pratiques mises en œuvre en Gaspésie et dans les Bauges, élargissant l'analyse aux différentes parties prenantes (le local et le visiteur).

3.1. Le tourisme de chasse au Nunavut ou la construction du « conservation hunting ».

Les travaux menés sur le tourisme de chasse au Nunavut se sont principalement concentrés sur la chasse sportive à l'ours polaire et ses impacts sur les communautés inuit. Ils ont reconnu cette forme de tourisme comme une pratique écotouristique (Dowsley, 2009 ; Freeman et Wenzel, 2006 ; Wenzel, 2008). Notons ici que la chasse sportive à l'ours polaire requiert certaines règles non nécessaires pour la chasse aux caribous ou au bœuf musqué comme le déplacement obligatoire en traîneau à chiens. L'organisation de la chasse sportive en général et ses effets sur les communautés inuit reste toutefois similaire quelque soit l'animal prélevé. Les prélèvements sont fortement contrôlés, passant par un système de quota de chasse qui bénéficie avant tout à la population locale. Lorsque la communauté inuit décide d'attribuer des quotas de chasse au tourisme, ces quotas restent minimes par rapport à ceux que la population se réserve. Si ce choix n'est pas économiquement rationnel, il montre la forte propension de la population à résister à la commercialisation et à l'économie de marché. Cette forme de tourisme s'intègre dès lors dans l'économie mixte inuit (Dowsley, 2007). De plus, le système institué s'avère respectueux des structures socio-culturelles locales dans la mesure où l'emploi de guides et d'aides guides locaux est obligatoire. Au niveau local, cette forme d'emploi a un double avantage. Le travail disponible dans les communautés inuit est souvent limité aux emplois du gouvernement ou aux emplois offerts par les mines ; beaucoup de personnes touchent également l'aide sociale. Le tourisme de chasse est une opportunité pour les chasseurs inuit de travailler dans un domaine où ils peuvent mobiliser leurs savoirs et compétences personnelles. Le pourvoyeur de la communauté d'Arviat explique : « *Nous avons tous grandi en allant à la chasse et à la pêche. Cela fait partie de notre culture. Nous pratiquons beaucoup de chasse et de pêche à des fins de subsistance, c'est un mode de vie, ce que nous aimons faire et comment nous aimons faire de l'argent. C'est pourquoi, en partie je me suis investi dedans. L'autre raison concerne l'emploi. Il y a beaucoup de gars très compétents dans le village, des chasseurs expérimentés, des pêcheurs expérimentés, vraiment très doués sur le terrain. Et ils restent assis à la maison. Donc, une raison pour laquelle je me suis investi dans le tourisme de chasse a été pour créer de l'emploi. Et que cela bénéficie à ceux qui en ont le plus besoin. Au niveau des compétences de chasse, de pêche et d'orientation, ils font partie des meilleurs au monde, donc pour le travail de guide, ils sont justes de merveilleux guides de chasse* »⁸ (Com. pers. pourvoyeur, Arviat, mai 2011). Cette activité offre également aux jeunes Inuit la possibilité de se reconnecter au gibier. Le

⁸ Traduit de : "We all grew up hunting and fishing and that's just part of our culture, we do a lot of subsistence hunting and sport hunting was just a way to do what we love doing and make money doing it. That's why it's part of the reason I got into it. The other reason was for employment. There are a lot of skilled guys in town, skilled hunters, skilled fishermen, really good on the land. And they are sitting at home knowing come home jobs. So part of the reasons I got into sport hunting was to create some employment as well. And it benefits the people that need it most. In terms of hunting and fishing and navigation skills, they are some of the best guys in the world, so in terms of guides they are just awesome guides as hunting guides"

tourisme de chasse apparaît en effet comme un moyen de faire venir des personnes de l'extérieur et de partager avec elles la culture inuit. Les jeunes ont ainsi un moyen de se reconnecter au gibier, connexion qu'ils perdent peu à peu en raison de l'évolution de la territorialité inuit. Deux conceptions du territoire sont actuellement présentes au sein des communautés inuit (Collignon, 1999). Pour la génération la plus âgée, le village sédentaire est un espace de vie et le véritable territoire est l'espace situé en dehors du village où se pratiquent les activités traditionnelles. Ce territoire de la vieille génération est différent de celui de la génération actuelle qui voit le village comme « *le centre incontesté d'un territoire nouveau, éclaté, à l'image de leur nouvelle identité* » (op cité, 1999 : 95). La nouvelle génération est déconnectée du territoire hors village et des liens traditionnels entretenus avec le gibier, l'espace et les activités traditionnelles. Par exemple, de moins en moins de jeunes participent à des camps de chasse et pêche organisés dans la toundra. En contre partie, les jeunes se construisent une nouvelle conception de la territorialité. Celle-ci a deux composantes : le village et les espaces lointains au-delà des régions septentrionales qui sont les « *espaces rêvés* » des jeunes inuit. Ces « *espaces rêvés* » sont construits à travers les images transmises par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Cette transformation territoriale et culturelle fait disparaître l'animal des composantes essentielles de la vie des jeunes inuit. Le tourisme de chasse, en mettant en valeur l'importance de la chasse et de l'animal, rétablit un agencement où la faune reprend une place centrale.

Au regard de la littérature sur le tourisme de chasse tel qu'il s'est développé au Nunavut, cette forme d'activité touristique semble se rapprocher de pratiques écotouristiques. Rappelons que nous nous appuyons sur la définition de J. Tardif pour définir cette notion qui combine l'éducation des visiteurs, une approche de la nature et le concept de durabilité socio-économique et environnementale (cf. supra p. 133). En ce sens, le tourisme de chasse a en effet plusieurs avantages pour les communautés inuit : éducation des jeunes, création de richesse, utilisation de savoirs locaux... Et ce, sans pour autant remettre en cause l'équilibre écologique dans la mesure où les quotas de chasse s'adaptent aux populations animales. Le tourisme de chasse prend fin si le nombre d'animaux diminue (ex. de l'ours polaire).

Dans le souci de conduire une approche comparative, nous nous sommes inspirée des travaux menés au Nunavut pour étudier le tourisme de chasse en Gaspésie et dans les Bauges. Les exemples gaspésien et bauju nous livrent des enseignements complémentaires pour comprendre dans quelle mesure cette forme de tourisme impulse un développement territorial durable. Le travail de terrain réalisé auprès des chasseurs visiteurs permet d'aller plus loin en prenant en compte ce tourisme à la fois du point de vue local mais également pour les chasseurs visiteurs. Cela offre ainsi une meilleure appréhension de ce tourisme de niche encore peu investigué par les chercheurs.

3.2. Le tourisme de chasse en Gaspésie et dans les Bauges

Au regard des éléments constitutifs d'un voyage écotouristique, nous revenons ici sur la dimension éducative et sur la durabilité (socio-économique et environnementale) des séjours de chasse organisés en Gaspésie et dans les Bauges. Et ce, afin de voir dans quelle mesure ces séjours peuvent être qualifiés d'écotourisme. Nous souhaitons ainsi mettre l'accent sur les avantages et inconvénients des différentes formes et organisations touristiques que peut adopter le tourisme de chasse.

3.2.1. La durabilité socio-économique du tourisme de chasse

La durabilité économique et sociale d'un séjour est liée à l'intégration du tourisme dans le tissu local. Nous avons vu précédemment que le tourisme de chasse en Gaspésie était principalement pris en charge par un organisme semi-public, la Sépaq. Or la Sépaq est engagée dans un processus de décentralisation travaillant avec le milieu local. Si la plupart des grandes orientations sont prises entre la Sépaq et les ministères, cette société a mis en œuvre des comités d'action locaux pour la gouvernance des réserves fauniques. Ces comités d'action locaux, consultatifs, permettent d'assurer un échange entre le milieu local et l'établissement. Il peut être créateur d'idées : la Sépaq a développé par exemple de nouveaux services en lien avec le milieu touristique de la ville de Matane telle que la mise en place en période estivale de navette entre la ville et la réserve. Ils permettent également de discuter et de réguler des conflits potentiels. Lorsque la Sépaq a présenté les plans de gestion de conservation où les femelles orignaux faisaient l'objet de prélèvements importants, les chasseurs locaux ont demandé à ce que ces prélèvements soient principalement faits au cœur de la réserve et non à la frontière avec les territoires de chasse périphériques. Les comités d'action locaux sont cependant parfois perçus comme une tribune de la Sépaq pour se « *donner bonne conscience* », les acteurs locaux n'ayant aucun pouvoir décisionnel.

En terme d'intégration locale, la Sépaq joue un rôle important pour l'emploi local. De nombreuses personnes, généralement sur la base d'emplois saisonniers, sont embauchées afin de faire fonctionner les infrastructures touristiques. Par exemple, la réserve faunique de Matane dispose d'une vingtaine de guides de chasse assurant pour la période automnale l'accompagnement de certains groupes de chasseurs sur le terrain. En plus de ces guides, des employés pour l'enregistrement des chasseurs, la préparation des chalets et l'information sont nécessaires au bon déroulement des séjours de chasse proposés par les réserves. Dans les réserves de Matane et des Chic-Chocs, ces emplois sont occupés par des locaux qui trouvent là, soit un emploi saisonnier soit un complément d'activité. Enfin, au niveau régional, le fonctionnement de réserves fauniques telles que celles des Chic-Chocs et de Matane, en raison de leur fort attrait est reconnu comme positif pour l'ensemble des commerces de la région. Les chasseurs par exemple, avant de rentrer dans les réserves fauniques s'arrêtent sur leur chemin pour acheter des provisions et de l'essence, ce qui participe au dynamisme local.

Le tourisme de chasse mis en œuvre par la Sépaq dans les réserves fauniques de Matane et de Chic-chocs semble plutôt bien intégré au niveau de l'économie locale dans son ensemble. Participant au dynamisme régional, ces réserves fauniques sont un bassin d'emploi apprécié dans une région connaissant des difficultés économiques. Il est cependant important de rappeler que si la région bénéficie de cette forme de tourisme, nous avons vu précédemment que certains acteurs tels que les chasseurs locaux sont très réticents à cette activité.

En ce qui concerne les séjours de chasse organisés dans les Bauges, c'est l'ONF qui est maître d'œuvre pour la mise en place de ce tourisme. L'ONF est un établissement public à caractère public et commercial. C'est la direction départementale qui décide de développer les séjours de chasse sous contrôle des directions générales qui peuvent imposer certains changements si les activités ne sont pas jugées assez rentables. Les emplois liés à l'organisation des séjours de chasse et au guidage des chasseurs sont issus de l'ONF. La RNCFS se situant sur les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, des agents ONF venant de ces deux départements peuvent être détachés au guidage des chasseurs au cœur de la réserve. Une douzaine d'agents est ainsi mobilisée chaque année entre les mois de septembre et de décembre. Cela représente des emplois locaux ONF. Cependant une grande incertitude est de mise concernant le renouvellement de cette forme d'activité. Le responsable ONF cynégétique de la réserve explique : *« Au niveau nombre de séjours de chasse, on ne pourra pas aller plus haut. C'est au niveau personnel. On a un collègue qui va partir à la retraite et ils parlent de supprimer le poste donc on ne peut pas se couper en deux. Déjà que 12 guides pour 9 clients qui peuvent venir chaque semaine, il ne faut pas qu'il y en ait de malades... On ne peut pas aller au-delà »* (Com. pers. février 2012). En termes d'activités annexes générées par ces séjours de chasse, ces derniers permettent de faire fonctionner un hôtel local et son service de restauration participant ainsi au dynamisme de ce secteur d'activité pendant la période automnale, c'est-à-dire en basse saison touristique. Les retombées locales restent cependant limitées et peu visibles, ce qui est propre au tourisme de niche.

Au niveau du fonctionnement local et de l'intégration locale, il n'existe pas de comité d'action locale comme ceux mis en œuvre dans le cadre de la gestion des réserves fauniques en Gaspésie. Cependant, le fait que la réserve soit gérée par trois co-gestionnaires l'ONF, l'ONCFS et le parc naturel régional des Bauges permet de coordonner les actions et assure une prise de décisions commune, le PNR des Bauges faisant ici office de représentant des différentes activités locales. Tout comme en Gaspésie, l'intégration du tourisme de chasse au sein du massif semble plutôt réussie d'un point de vue global. C'est au niveau de la chasse locale que le bat blesse (cf. supra 2.4). Ce sont en effet ces acteurs locaux qui « subissent » les impacts directs de cette activité dans la mesure où ils sont en compétition pour la ressource.

3.2.2. La durabilité environnementale du tourisme de chasse

Au niveau de la durabilité environnementale du tourisme de chasse, que ce soit en Gaspésie ou dans les Bauges, cette forme de tourisme respecte les plans de gestion établis sur les populations animales. Si ces plans de gestion permettent aux populations de gibier de se maintenir dans le temps en bonne santé, alors la durabilité environnementale est respectée. Le tourisme de chasse peut alors contribuer à la bonne gestion des populations.

Par exemple, dans la réserve faunique de Matane, la densité d'orignaux a été jugée dangereuse pour le maintien des populations par les biologistes qui ont craint une forte augmentation de la mortalité dans la mesure où la population avait dépassé la capacité de support du milieu (Source Q6 MRNF, 2011). Afin de limiter les densités d'orignaux, les gestionnaires ont alors utilisé la chasse contrôlée et développé de nombreux produits chasse afin de rétablir une densité de population à même de garantir la durabilité de la ressource. Ainsi, des séjours de chasse appelés « chasse de conservation » et « chasse tardive » ont été proposés à partir de 2008. Ces séjours visaient notamment à abattre des femelles afin de limiter les possibilités de croissance de la population. Ces séjours de chasse pouvaient être vus comme des chasses plus scientifiques car elles imposaient une sélection quantitative et qualitative stricte du gibier. Les modalités de gestion adoptées par la réserve Matane montrent que le tourisme de chasse peut s'adapter aux besoins de gestion et de régulation des écosystèmes.

Dans les Bauges, le développement de la chasse en RNCFS est lié aux décisions prises dans les années 1980 d'ouvrir la réserve à la chasse afin d'éviter la propagation de maladies telle que l'épisode de kératoconjunctivite qui avait tué plusieurs dizaines de chamois en 1979. Depuis ce temps, des plans de chasse chamois et mouflons sont établis pour la réserve et sa périphérie. Les bracelets accordés à l'ONF pour la mise en œuvre des stages de chasse sont donc intégrés à la gestion globale du massif. Ils sont délivrés lors de la commission « plan de chasse » qui a lieu tous les ans sous l'autorité du préfet en présence des représentants des chasseurs locaux, de l'ONCFS, des fédérations de chasse et des différentes parties prenantes tels que les agriculteurs et forestiers (cf. figure II.1 p. 136). Les bracelets accordés font mention de l'espèce à prélever, du sexe et de l'âge de l'animal. Certains bracelets accordés par la commission sont cependant des bracelets dits indéterminés, ne mentionnant ainsi pas le type d'animaux à prélever. Pour les stages de chasse, l'ONF bénéficie de ces bracelets indéterminés et peut donc faire prélever à ses clients n'importe quel type d'animal. Les gestionnaires de la chasse disposent cependant de certains moyens afin de rétablir le type d'animaux à prélever et éviter que ce ne soit par exemple que des mouflons males qui soient tués : le premier moyen tient au prix des animaux prélevés, ces derniers peuvent atteindre plus de 1500 euros pour un adulte chamois ou mouflon. Les chasseurs n'ayant pas les moyens de tirer un adulte, s'autolimiteront et prendront les individus plus jeunes. Le deuxième moyen est la rencontre de l'animal. Les séjours de chasse étant assez courts, les chasseurs peuvent ne pas réussir à prélever l'animal qu'ils souhaitaient au début de leur séjour et se rabattre sur une bête plus jeune ou une autre espèce. Ainsi le responsable des stages de chasse explique : « *les chasseurs qui vont aux trophées, ils veulent un beau male. Un mouflon avec les belles cornes*

enroulées, tu n'entendras jamais un gars qui dit que lui il vient pour une mouflonne. Il va essayer de trouver un mouflon jusqu'à 10H30 le mardi matin pour le stage découverte, puis il va dire je vais te tuer un chevreau ou un éterlou pour dire d'avoir quelque chose. Voilà comment on arrive à équilibrer nos plans de chasse » (Com. pers., Ecole-en-Bauges, février 2011). Enfin, les motivations des chasseurs n'étant pas forcément tournées vers le prélèvement d'un trophée, les guides de chasse peuvent inciter leur client à effectuer un prélèvement de jeune ou de femelle en expliquant que cette chasse participe à l'état de santé général du gibier. Si au fil des années la gestion effectuée semble être durable et équilibrée, force est de remarquer qu'elle donne une place prépondérante à l'agent gestionnaire de terrain qui détermine le type d'animaux à prélever. Un équilibrage se fait également avec les bracelets accordés aux chasseurs locaux venant tirer en réserve, ces bracelets n'étant pas des indéterminés. Au regard de ces deux observations, on peut interroger la durabilité environnementale du système récréotourisme de chasse. En effet, les deux éléments qui assurent la pérennité du système sont aujourd'hui dans une position incertaine : le nombre d'agents ONF sur le terrain tend à diminuer alors que ce sont eux qui assurent l'application d'une chasse respectueuse des équilibres sur le terrain et les chasseurs locaux sont de plus en plus mécontents de leurs attributions de bracelets alors que c'est cette attribution qui compense les chasses touristiques.

Aux vues des connaissances actuelles, il semble que le tourisme de chasse organisé en Gaspésie et dans les Bauges puisse être qualifié de durable d'un point de vue environnemental dans la mesure où ce dernier s'adapte aux fluctuations des populations de gibier qui sont suivies régulièrement. La chasse sportive est utilisée par les gestionnaires du territoire afin d'assurer l'équilibre des écosystèmes.

Il est cependant important de souligner que la durabilité environnementale du tourisme de chasse dépend du suivi des populations animales et des plans de gestion établis dans un but d'équilibre des écosystèmes. Cela reste de la gestion « humaine » où des erreurs d'appréciation sur l'évolution d'une population animale sont possibles. De plus, aucune étude n'a pour l'instant été menée sur la taille des trophées des animaux. Il est donc actuellement impossible de dire si les animaux prélevés ont des plus petits trophées qu'il y a une vingtaine d'années. Une telle observation pourrait dévoiler une erreur de gestion où les plus beaux mâles et leur qualité génétique auraient été trop prélevés par les chasseurs sportifs.

3.2.3. La dimension éducative du tourisme de chasse

Afin de mesurer la dimension éducative du tourisme de chasse, nous nous sommes intéressée aux différents éléments sur lesquels peuvent porter l'apprentissage. Le tourisme de chasse peut contribuer à accroître les connaissances du visiteur en matière de chasse. Le chasseur apprend alors de nouvelles techniques de chasse en vue d'être plus efficace sur le terrain, et limiter la souffrance de l'animal. Les connaissances en matière de chasse peuvent être combinées à l'apport de savoir sur l'environnement et le fonctionnement des écosystèmes afin d'exercer une meilleure gestion du gibier, permettant une plus grande intégration homme/ nature.

Concernant l'éducation des chasseurs en matière de chasse, la chasse touristique contribue aux savoir-faire des chasseurs. Ces derniers changent de territoires de chasse et apprennent à s'orienter, se localiser dans un nouveau paysage (cf photo II.13). L'animal peut également être un gibier dont ils n'ont pas l'habitude, les chasseurs apprennent donc à connaître ce nouveau gibier. Les séjours de chasse organisés dans la RNCFS donnent ainsi l'occasion à des chasseurs de cervidés, de sangliers ou de gibiers à plume d'approcher et de prélever du gibier de montagne tels que le chamois et le mouflon.



Photo II.13 - Séjour de chasse au sein de la RNCFS des Bauges

Pour les stages « techniques », les divers co-gestionnaires participent à la présentation de la réserve. Sur la photo de droite, un agent du parc des Bauges sensibilise deux chasseurs au programme Natura 2000 développé sur la réserve.

Pour la chasse organisée dans les réserves fauniques en Gaspésie, de nombreux chasseurs plutôt habitués à la chasse aux chevreuils découvrent ainsi la chasse à l'orignal. Il est cependant important de noter qu'en Gaspésie, la plupart des chasseurs que nous avons interrogés dans les réserves fauniques avaient déjà eu l'occasion de partir au moins une fois à la chasse à l'orignal sur d'autres territoires. L'apprentissage peut alors porter sur les techniques de chasse ou de préparation de l'animal. Des chasseurs de la réserve faunique de Matane expliquent : « Là avec le guide c'est un forfait où on a beaucoup d'aide. Nous on sait le faire mais cette fois on avait de l'aide. Il y avait des techniques pour ne pas abîmer la viande. On a appris d'autres trucs qu'on ne connaissait pas pour éviscérer les animaux, des techniques de coupes pour ouvrir l'animal. Puis on a appris à manipuler l'animal avec des câbles pour le transporter, des techniques plus rapides parfois meilleures que ce qu'on a l'habitude de faire » (Com. pers. chasseur, Matane, octobre, 2011).

Cette dimension d'éducation à la chasse est également promue vers les jeunes chasseurs qui ne pourraient pas s'offrir de séjours de chasse en raison de leur prix prohibitif. Ainsi, certains forfaits de chasse vendus dans la réserve faunique de Matane incluaient comme pré-requis que la personne tirée au sort devait constituer une équipe de chasse incluant un jeune chasseur de 18 ans ou moins.

Du côté des Bauges, la formule adoptée est la constitution de deux stages de chasse organisée par les fédérations de chasse avec l'aide de l'ONF, l'ONCFS et du GIC des Bauges (cf. supra). Un premier stage de chasse est ouvert aux meilleurs jeunes chasseurs de la Savoie et de la Haute-Savoie ; le deuxième stage est réservé aux chasseurs venant du reste de la France sélectionnés par leur fédération. Les jeunes chasseurs choisis sont normalement ceux ayant obtenu les meilleures notes lors du passage de leur permis de chasse (cf. supra p. 144-145).

En ce qui concerne l'éducation à l'environnement, le tourisme de chasse peut également jouer un rôle important en matière de connaissance de l'animal, de son mode de vie et de son habitat. Ainsi, les séjours longs proposés au sein de la RNCFS disposent de moments en salle où des membres de l'ONF et de l'ONCFS font des présentations sur la biologie du chamois et du mouflon, sur le territoire où vont chasser les chasseurs, sur les résultats des recherches scientifiques réalisées dans la réserve. Ce type de présentations, couplé avec l'accompagnement personnalisé par un guide de chasse, donne une meilleure appréciation au chasseur des pratiques de chasse à réaliser afin que cette activité humaine soit au mieux intégrée à l'environnement (cf. photo II.14).



Photo II.14 - Réglage de carabine avant de partir à la chasse

Tous les chasseurs venant effectuer un séjour de chasse au sein de la RNCFS des Bauges commencent leurs séjours par le réglage de leur carabine supervisé par un agent de l'ONF. Cela maximise le succès des chasseurs tout en limitant le nombre d'animaux blessés.

Du côté gaspésien, peu d'informations sont délivrées aux chasseurs concernant le milieu ou la biologie de l'animal. Celles-ci ne sont accessibles que par le biais du service de guidage. Les guides, quant à eux, voient leur rôle comme une manière d'éduquer le chasseur à une pratique de chasse permettant une plus grande osmose entre le chasseur, l'animal et le milieu dans lequel il évolue. Un guide de chasse de la réserve faunique des Chic-chocs explique : « *Moi ce qui me plait c'est de faire découvrir aux gens la qualité de chasse que tu peux avoir. Chasser, c'est vivre des situations. Tu apprends à connaître le gibier. On comprend comment cela fonctionne. Pour une belle expérience de chasse, tu fais venir l'original, avec le call par exemple. Même s'ils ne réussissent pas, ils comprennent ce qui se passe, ils comprennent les comportements. Faire comprendre l'animal, dire aux gens qu'on ne tire pas n'importe où, n'importe quoi* » (Com. pers. guide de chasse V, Chic-Chocs, juin 2011)

Le tourisme de chasse tel qu'il est pratiqué au sein des réserves fauniques des Chic-Chocs et de Matane et dans la RNCFS peut être qualifié d'écotourisme sous certaines conditions. En fonction des différents critères considérés, les pratiques développées en Gaspésie ou dans les Bauges sont plus ou moins efficaces. Ainsi, au regard de l'organisation et des services proposés par les séjours de chasse de ces terrains, il apparaît que la chasse mise en œuvre dans la RNCFS par l'ONF insiste plus sur la dimension éducative que le tourisme de chasse organisé dans les réserves fauniques en Gaspésie. Les présentations sur la biologie des animaux, sur le territoire, le fait que la présence du guide soit obligatoire, tout cela contribue à mieux former et informer le chasseur, participant d'autant plus au caractère écotouristique de cette mise en tourisme. L'éducation offerte aux visiteurs

leur permet de mieux connaître les problématiques du territoire. Elle transforme la territorialité des visiteurs qui seront sensibilisés à l'environnement qu'ils investissent temporairement. En ce sens, la pratique du tourisme de chasse fait sortir l'acte touristique de la simple consommation d'un séjour et lui donne une nouvelle dimension ancrée dans les préoccupations locales. Cependant, quelque soit le terrain d'étude, il est important de noter que la plupart des chasseurs n'a pas conscience de cette dimension éducative, ou alors la considère comme secondaire, ce qu'indique bien la baisse de la demande pour les séjours longs proposés par l'ONF (cf. supra tableau II.1 p. 163). Côté gaspésien, la plupart des chasseurs rencontrés ne prenaient pas de guides, préférant gérer leur chasse comme ils l'entendent. Ils pensaient qu'ils avaient assez d'expériences de chasse pour « *sécuriser* » leur chasse (c'est-à-dire prélever un animal) en seulement quelques jours. Paradoxalement, ces chasseurs ne prenant pas de guides s'intéressaient fortement à leur zone de chasse mettant en place des stratégies pour investir au mieux l'espace. Leur territorialité était donc concentrée, leur conscience de l'espace et des enjeux présents portait sur un lieu précis : leur zone de chasse. En-dehors de cette dernière, ils avaient une faible connaissance et peu d'intérêt pour le territoire dans sa globalité. La territorialité touristique du tourisme de chasse est donc plurielle et dépend des pratiques. Un guide pourra aider au développement d'une territorialité touristique large prenant en compte l'environnement dans son ensemble. Cet état de fait ne sera possible que si le chasseur visiteur a une ouverture à l'apprentissage.

La philosophie de l'individu apparaît ici essentielle (cf. chapitre 7). Les chasseurs sans guides ont une territorialité touristique très limitée spatialement mais plus intense que les chasseurs avec guide en termes d'appropriation et d'investissement de l'espace utilisé pour leur pratique touristique. Quelque soit la situation, la territorialité touristique passe par l'animal recherché. Elle se caractérise par sa temporalité qui est limitée dans le temps. Que ce soit en France ou en Gaspésie, remarquons qu'une partie des chasseurs touristes interrogés n'en n'étaient pas à leurs premiers séjours : ils investissaient donc leur territoire touristique de façon temporaire, mais régulière.

En termes d'intégration locale, le tourisme de chasse permet la création d'emplois et de flux financiers bénéfiques pour ces territoires. Le fonctionnement de ces réserves reste cependant fortement attaché au domaine institutionnel où le local n'est que peu intégré aux prises de décisions. Les mécanismes visant à mieux prendre en compte l'échelle locale se limitent à des commissions consultatives ou des associations sans pouvoirs décisionnels. Certes, une telle organisation du tourisme de chasse assure un certain équilibre et une partialité ouvrant à tout un chacun la possibilité de prélever un bien commun tel que la faune. Ainsi, le fonctionnement institutionnel ne profite pas principalement à un seul individu comme pour le fonctionnement d'une pourvoirie par exemple. Ce fonctionnement participe aussi à la durabilité environnementale dans la mesure où l'institution est censée poursuivre une pluralité d'objectifs dont la protection de la faune sauvage. Ainsi, si des erreurs de gestion de la faune sont commises, l'institution est censée pouvoir s'adapter quitte à réduire, voire à stopper le tourisme de chasse afin de rétablir l'état des populations, situation qu'un privé pourrait être moins à même de réaliser en raison de la dépendance économique à son activité. Les mémoires locales concernant les erreurs de gestion de la faune sauvage (la surpêche en Gaspésie par exemple qui a détruit les fonds marins et fait s'écrouler l'industrie de la morue) sont

cependant encore très présentes dans les esprits. Cela crée de la méfiance à l'égard des décisions institutionnelles prises en matière de gestion des ressources fauniques.

Afin de limiter les conflits émergents avec la chasse locale par exemple, le fonctionnement des réserves fauniques en Gaspésie pourrait s'inspirer de ce qui a été mis en place dans les Bauges avec le GIC. Le fait de donner un accès prioritaire aux chasseurs locaux pour réaliser des chasses au sein de la réserve est un système qui pourrait être développé en Gaspésie. Par exemple, la Sépaq pourrait avoir quelques séjours de chasse dont le concours est uniquement ouvert aux résidents de la Gaspésie ; ces derniers multiplieraient ainsi leurs chances de venir chasser en réserve. Pour ce qui est des Bauges, il est important de rétablir la communication entre les activités de la réserve et les chasseurs locaux. La cohérence du discours entre ce qui est présenté aux chasseurs locaux, aux chasseurs visiteurs et aux médias est également fondamentale. Une meilleure information sur l'établissement des plans de chasse, le taux de réalisation et la possibilité d'attribuer certains bracelets indéterminés de chamois aux communes périphériques de la réserve pourrait être une possibilité pour apaiser les tensions.

CONCLUSION DU CHAPITRE 4

Le tourisme de chasse est une activité aujourd'hui promue pour le développement territorial. Le travail effectué sur trois études de cas montre que cette activité économique est plurielle. Elle crée des emplois et génère des retombés économiques non négligeables pour un tourisme de niche développé dans des espaces périphériques. Elle participe à la formation des chasseurs qui ont alors l'occasion de connaître d'autres territoires et modes de chasse, et/ou espèces animales. L'aspect éducatif est cependant peu perçu par les participants et d'autres motivations priment : ils peuvent être chasseurs de trophées, de viandes ou tout simplement apprécier le sport. En fonction de l'organisation touristique mais également du contexte de développement de la chasse, le type de chasseurs varie. Les chasseurs de trophée sont cependant prédominants, le trophée étant un marqueur du voyage réalisé.

Dans les critiques identifiées en introduction, la durabilité environnementale d'une telle pratique était questionnée. Il apparaît que cette forme de tourisme repose sur l'exploitation d'une ressource commune, la faune sauvage. En ce sens, elle ne se différencie pas de l'activité de chasse locale, l'activité touristique étant ainsi intégrée à la gestion globale de la faune sur le territoire. Cette gestion repose sur un contrôle des populations animales effectué conjointement entre les scientifiques, les gestionnaires et les chasseurs. Les plans de chasse sont ajustés en fonction des priorités de la gestion adoptée par les territoires. L'exemple de la France montre que la gestion mise en œuvre vise à assurer un équilibre agro-sylvo-cynégétique. L'attribution des quotas de chasse dépend alors de la manière dont sera perçu cet équilibre. En Gaspésie, les gestionnaires de la ressource faunique la considèrent comme un produit à offrir. Le but de la gestion est alors de maximiser l'offre de ce produit au profit des citoyens québécois. Au Nunavut, la gestion de la faune et de la chasse régule les prélèvements et encourage le maintien de populations fauniques afin de pérenniser l'économie mixte des sociétés inuit.

L'approche comparative a également montré que le tourisme de chasse n'était pas développé de la même manière sur nos différents terrains. Cela s'explique notamment par les différentes articulations entre chasse locale et chasse touristique. Si au Nunavut le tourisme de chasse semble être apprécié par la population, cela s'explique par les intérêts directs que ces derniers retirent de cette activité qui est, soit organisée par le HTO du village, soit par un pourvoyeur privé. De plus, le système de tirage au sort afin d'attribuer un ours polaire met tous les chasseurs à égalité face à la ressource. Les chasseurs locaux à travers le HTO choisissent également le nombre d'ours donné au tourisme de chasse.

En Gaspésie et dans les Bauges, l'intégration du tourisme de chasse à la chasse locale est encore difficile. Il y a compétition pour la ressource que celle-ci soit très abondante comme l'orignal en Gaspésie ou qu'elle connaisse des restrictions de gestion tel que la baisse des quotas de chamois dans les Bauges. Ce qui est alors refusé par les chasseurs locaux est la marchandisation de la faune et sa commercialisation. On fait ici face à un problème plus éthique, faisant référence à la philosophie des chasseurs et leur manière d'envisager la chasse (cf. chapitre 7). Les difficultés sont également liées à la concurrence pour la ressource, étant donné que le tourisme prélève une partie du gibier perçue comme revenant au local. Le refus de la chasse touristique est un moyen de marquer son territoire. L'animal est alors au centre de la territorialisation des acteurs.

Ce chapitre est revenu sur certains postulats concernant la chasse qui présentent l'activité comme un usage consommptif de la ressource, ce qui serait automatiquement négatif pour l'environnement. Cet usage est souvent présenté en opposition aux usages non-consommptifs comme l'observation. Le chapitre suivant se propose d'explorer cette autre forme de tourisme, le tourisme de vision de la faune sauvage, afin de voir dans quelle mesure un tourisme perçu comme non-consommptif serait plus à même de protéger la ressource faunique.

CHAPITRE 5 - L'ORGANISATION DU TOURISME DE NATURE EN LIEN AVEC LES ANIMAUX

L'observation de la faune est souvent présentée par le marketing touristique comme étant de l'écotourisme. Cependant, sous une même appellation de « tourisme de vision » se retrouvent des activités variées. Certaines ont des impacts qui s'apparentent à ceux des activités consomptibles, dans le sens où elles peuvent avoir une incidence négative sur la faune. Ainsi, selon Fennell, « *il y a d'importantes zones grises en termes de ce qui peut être considéré comme des pratiques consomptibles ou non* »¹ (2011 : 194). C'est pourquoi, de nombreux auteurs remettent en cause le fait de considérer de manière automatique les activités de vision comme des formes d'écotourisme (Meletis et Campbell, 2007 ; Russel, et Ankenman, 1996 ; Tremblay, 2001). En effet, les impacts du tourisme de vision sont à la fois fonction de la réglementation des espaces administrés, des modalités de mise en œuvre du tourisme et de la philosophie des différents acteurs impliqués. Le chapitre précédent a permis de voir que toutes les activités de chasse n'étaient pas forcément négatives pour le bon fonctionnement des écosystèmes et que même une activité consomptible pouvait être au final considérée comme une forme d'écotourisme. C'est au tour du tourisme d'observation de la faune sauvage d'être au cœur de l'analyse. Celle-ci porte sur l'organisation de cette forme de tourisme lorsque celui-ci est organisé au sein d'espaces naturels.

Nous nous intéressons dans un premier temps à l'inscription de ce tourisme dans les dynamiques territoriales : les activités d'observation se développent en continuité des activités cynégétiques des espaces étudiés. Cette partie montre également que le tourisme d'observation est intégré dans le développement du tourisme de nature, ce qui rend difficile la distinction et quantification du tourisme faunique. Nous nous consacrons alors à comprendre les attentes des visiteurs en ce qui concerne la faune sauvage afin de montrer le caractère perméable de ce qui est appelé tourisme de nature et tourisme faunique. Le tourisme d'observation participe en effet à l'expérience globale des randonneurs concernant leur visite de l'espace naturel. Cette visite n'est pas sans conséquence sur l'emboîtement des espaces humains et non-humains. Cet emboîtement se fait parfois au détriment des populations fauniques. Des mesures de gestion sont alors requises pour limiter les impacts négatifs de la présence humaine sur l'animal.

¹ Traduction de « *there has emerged a significant amount of grey area in terms of what is viewed as consumptive or not* ».

1. LA DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS AUTOUR DE LA FAUNE SAUVAGE : LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME DE NATURE

En France, l'évolution des loisirs et le développement touristique conduisent les sociétés à développer des activités récréotouristiques en milieu rural dès la fin du XIX^{ème} siècle (Bertho-Lavenir, in Mermet et Moquay, 2002). L'accessibilité du public aux espaces naturels s'intensifie tout au long du XX^{ème} siècle avec une diversification des activités touristiques et de loisirs proposés. Cette évolution socio-économique et culturelle n'est pas propre à la France et se constate également du côté canadien. Les espaces dits « naturels » font l'objet d'une multifonctionnalité croissante et l'espace récréatif se superpose à l'espace productif. Cette superposition s'est faite de manière informelle, créant parfois des conflits entre acteurs (Mounet, 2007). Ces derniers ont l'obligation de s'ajuster et de trouver de nouveaux modes de coopération.

Trois exemples tirés des différents terrains d'études permettent d'analyser comment le tourisme d'observation de la faune s'inscrit au sein des territoires. Dans les Bauges, même si à l'origine cette forme de tourisme n'était pas recherchée au sein de la RNCFS, elle s'est peu à peu imposée à travers le développement du tourisme de nature. Ce secteur d'activité a du être pris en compte par les gestionnaires du territoire en raison de son développement informel. Au Canada, au contraire, la faune est un élément particulièrement mis en valeur pour le développement d'activités récréatives et touristiques autres que la chasse. Le tourisme faunique contemplatif est alors utilisé pour diversifier les activités offertes au sein d'un espace naturel et prolonger ainsi le séjour des visiteurs. L'exemple de la réserve faunique de Matane, dont la finalité première est la gestion de la chasse et de la pêche, montre que le tourisme de contemplation est un élément de diversification touristique, utilisé pour maintenir une activité économique sur plusieurs mois de l'année. Au Nunavut, la faune est utilisée comme « produit d'appel » pour développer le tourisme alors que ce secteur d'activité connaît des difficultés à subsister dans le temps. Le tourisme de contemplation s'appuie alors sur les réseaux d'acteurs déjà en place pour le tourisme de chasse.

1.1. Etude diachronique de la RNCFS des Bauges : quand le tourisme de contemplation s'impose

L'étude diachronique des fonctions de la RNCFS des Bauges (cf. figure II.11) et des rapports que la réserve entretient avec l'activité touristique indique une prise en compte croissante de cette activité économique par les différents acteurs gestionnaires au fil du temps. Le tourisme d'abord honni et refusé par les gestionnaires est peu à peu intégré au sein de la gestion globale de cet espace. Cette intégration accompagne une diversification des fonctions de la réserve.

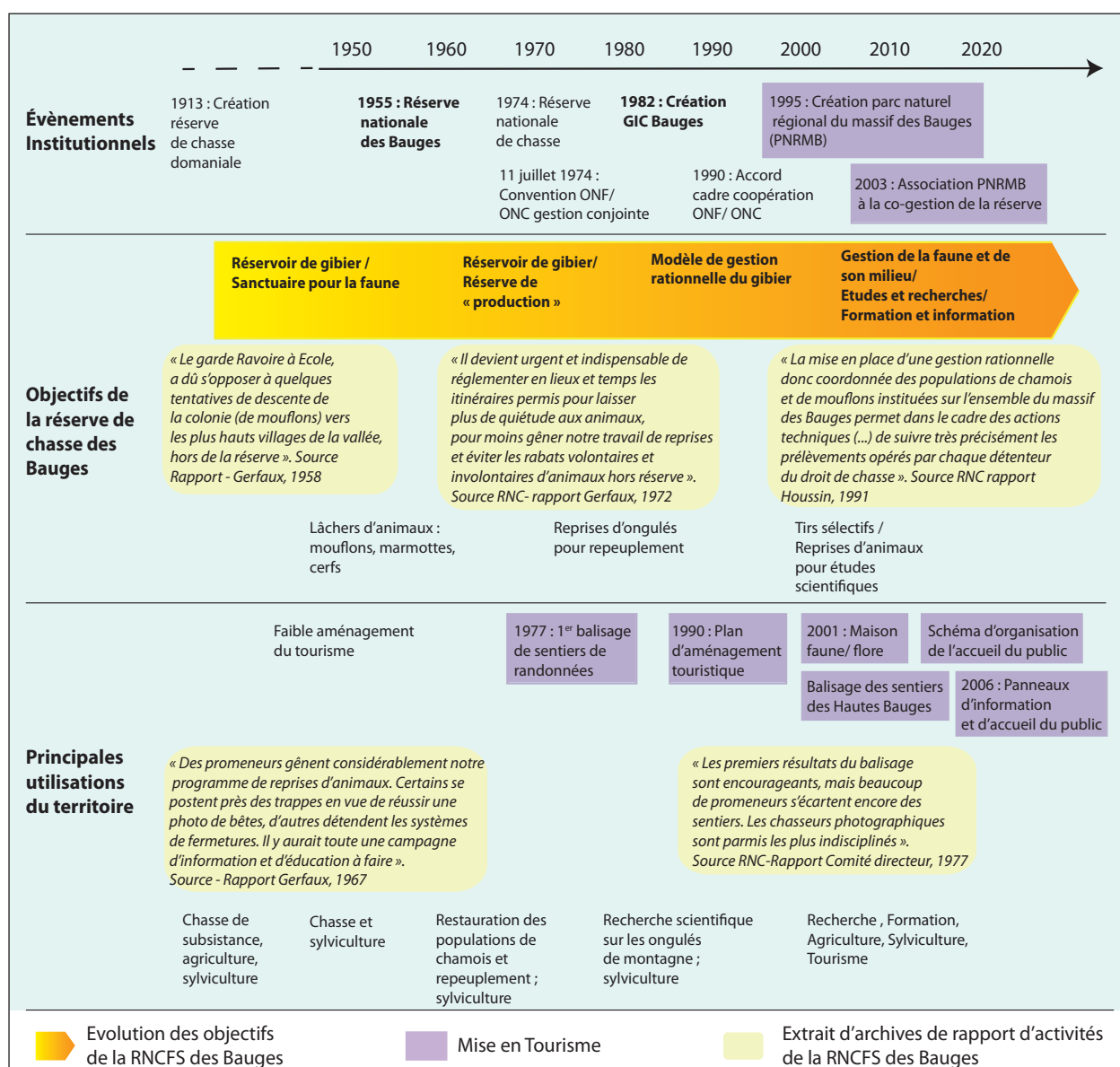


Figure II.11 - Evolution de la RNCFS au cours du temps : vers un développement de l'activité touristique

Dans les années 1940, les réflexions préalables à la création de la réserve affichent un fort désir de protection de la faune. Le responsable en charge du dossier présente l'espace envisagé pour la RNCFS comme un lieu où « *la nature, grandiose et riche, se présente dans des conditions exceptionnelles pour la constitution d'un parc national* » (Source F3.2 RNC, 1949b). A l'époque, aucun parc national n'a encore été créé en France, mais plusieurs projets font allusion à une telle classification². La RNCFS est officiellement créée le 30 mars 1955 par un arrêté du ministère de l'Agriculture sur 4070 hectares sur le haut des vallées du Chéran, de Saint-Ruph et de la Combe d'Ire. Tout acte de chasse est alors strictement interdit, ce qui crée d'importants conflits avec les acteurs locaux, la situation restant particulièrement tendue jusqu'à la fin des années 1980, date à laquelle la réserve sera réouverte à une chasse régulée (cf. chapitre 4).

² Par exemple, en 1943 dans la revue de Géographie Alpine, le chasseur Marcel Couturier propose un projet de parc national en Vanoise pour la protection du bouquetin en France.

Dès les premières années de création de la réserve, le tourisme est perçu comme une activité particulièrement dérangeante pour le gibier ; les gestionnaires souhaitent le limiter. Ils demandent une augmentation du nombre de gardes, car « *l'équipe est parfois débordée. Les chasseurs d'images se font en effet de plus en plus nombreux dans la réserve* » (Source F3.2 RNC, 1955c-1978c (1957c)). A cette époque, l'activité principale des agents est de faire respecter la mise en œuvre de la RNCFS en interdisant la chasse. Des opérations d'introduction et de réintroduction sont également entreprises : des mouflons, des cerfs, et des marmottes seront successivement introduits. Les implantations de marmottes et de mouflons seront un succès, par contre les cerfs ne subsisteront pas sur le massif³. Ces opérations viennent appuyer l'idée que la réserve est un espace de protection et de reconstitution des populations de la faune sauvage.

En 1966, la réserve est reconnue officiellement comme « une réserve de production » ; elle est donc vouée à « produire » du gibier. Les fonctions des gardes se diversifient, ces derniers assurent à la fois la surveillance mais également les opérations de captures et le transport des animaux. En parallèle, le tourisme devient un enjeu majeur de gestion et fait l'objet chaque année de plaintes auprès des instances supérieures. Ainsi, tout au long des années 1960 il est rappelé que « *le travail de surveillance devient de plus en plus pénible et délicat du fait des très nombreuses personnes qui circulent dans la réserve pour admirer les bêtes, les filmer, ou bien les repérer et même les traquer* » (Source F3.2 RNC, 1955a-1977a (1965a)) ; « *la réserve devient un lieu d'attraction pour une foule de visiteurs venant de plus en plus loin (...)* ; *la période difficile de la surveillance, autrefois limitée à la durée de l'ouverture de la chasse dans les zones périphériques, s'étend actuellement sur la plus grande partie de l'année* » (Source F3.2 RNC, 1955c-1978c (1965c)), « *les avions de tourisme viennent passer en rase motte sur des hardes de chamois* » (Source F3.2 RNC, 1955a - 1970 a (1966a)). Ce rapport au tourisme évolue peu au fil des années : le nombre de visiteurs est toujours perçu comme trop élevé par les gestionnaires et difficilement gérable. Dans le même temps, la réserve acquiert une notoriété à l'échelle du massif. Les communes perçoivent cet espace de plus en plus comme « *le fleuron touristique des Bauges* » et souhaite le mettre en avant afin de promouvoir le territoire. Cette situation crée des tensions avec les gestionnaires (Source F3.2 RNC, 1955c- 1978c (1974c)). Le tourisme finit par s'imposer dans la gestion de la RNCFS. D'un refus catégorique, les archives mentionnent à partir du milieu des années 1970 l'importance de contenir l'activité sur les sentiers autorisés.

En matière touristique, le comité directeur de la réserve détermine définitivement le balisage des sentiers. Des cartes et des panneaux d'informations sont installés à l'entrée de la réserve, des tracts sont distribués par les gardes aux visiteurs afin d'informer le public sur les actions de cet espace de protection de la faune et des notices sont envoyées aux maires des communes voisines. Des visites guidées commencent à être organisées au début des années 1980. Des mesures restrictives sont également adoptées afin de limiter l'impact négatif des visiteurs sur la faune et les autres usages de la réserve. Par exemple, certains chemins sont fermés et interdisent l'accès à quatre zones de protections spéciales, appelées aussi zones de quiétude de la faune (cf. infra 3.2.1.1, p. 238).

En 1990, un plan d'aménagement touristique et pédagogique est adopté. Un professionnel du tourisme est recruté pendant trois mois pour organiser le balisage des sentiers, installer des panneaux

³ Aujourd'hui, les cerfs recolonisent les Hautes-Bauges suite à la réintroduction effectuée sur le massif du Semnoz en 1985.

d'informations, distribuer des dépliants aux offices du tourisme. En parallèle, le renouvellement de la convention de cogestion de la réserve entre l'ONF et l'ONCFS ajoute comme objectif de gestion les fonctions de formation et d'information du public. Des formations à destination des accompagnateurs de moyenne montagne sont alors organisées. Au cours de ces années émergent les démarches de création de parc naturel régional des Bauges. La RNCFS est vue comme le cœur de nature de ce futur parc (cf. chapitre 3 figure I.13 p.95). Celui-ci est créé en 1995. Un de ses objectifs est de promouvoir le tourisme sur l'ensemble du territoire du parc dont la réserve. Des activités tournées vers la découverte du milieu naturel sont alors mises en place : une maison Faune-Flore a par exemple ouvert en 2001 à Ecole. Celle-ci offre une présentation détaillée de la RNCFS et des activités scientifiques qui y sont organisées. Cette maison, basée sur la commune d'Ecole, permet un accès facilité à l'entrée de la réserve. Après plusieurs années de collaboration avec l'ONF et l'ONCFS, le parc naturel régional est officiellement associé à la co-gestion de la réserve en 2003 afin d'aménager à des fins touristiques cet espace de protection. Le tourisme développé est en majorité de la randonnée ; les visiteurs viennent admirer la beauté des paysages, profiter du calme et de la tranquillité des plus hauts sommets du massif et observer la flore et la faune. L'observation de la faune est un élément important dans l'expérience globale du visiteur qui ne vient pas spécifiquement pour l'observation d'animaux mais qui espère tout de même en voir (Source F4 ONF, 2008) (cf. infra 2.1). Le parc reconnaît tout de même officiellement que les fonctions de protection du gibier et de recherches scientifiques développées autour des animaux doivent primer sur l'activité touristique (cf. photo II.15). Ainsi, la nouvelle charte du parc prévoit d'encadrer particulièrement la fréquentation de la RNCFS « *afin de respecter la vocation première de cet espace lié à la gestion de la faune sauvage* » (Source F4 PNR du massif des Bauges, 2006 : 43).



Photo II.15 - Opération de capture d'un chamois à des fins de recherche scientifique

Chaque année les agents de l'ONCFS aidé de volontaires capturent des chamois et des mouflons pour le suivi des populations. Ils travaillent en étroite collaboration avec le CNRS- Laboratoire d'Ecologie Alpine et participent ainsi à la collecte de données pour les thèses menés en biologie par exemple.

L'analyse du tourisme au sein de la RNCFS montre que ce secteur d'activité a fait l'objet d'une prise en compte croissante. Néanmoins, il est difficile d'établir une évolution des flux touristiques dans la mesure où aucune étude n'a été menée en ce sens avant 1996. Au regard des archives, il semblerait que les visiteurs étaient présents au sein de cet espace de protection dès sa création. Leur nombre s'est toutefois accru et leur origine s'est diversifiée. Un acteur local témoigne : « *Ici, à Doucy, au début, les touristes n'existaient pas. Là-haut on ne rencontrait personne, on ne voyait que des chasseurs au moment de la chasse. Et puis, c'est vrai, petit à petit, il y a eu un peu de touristes. Le tourisme il est concentré en juillet, août, septembre. C'est plus des gens qui viennent de l'extérieur. Nous au niveau touristique, il y a une plus grosse fréquentation touristique qu'il y a 40 ans* » (Com. pers. chasseurs de Doucy, septembre 2011). Il s'agit toutefois d'un tourisme qui reste assez local dans la mesure où les trois quarts des visiteurs aujourd'hui présents sur la réserve viennent de la région Rhône-Alpes.

Que ce soit hier ou aujourd'hui, les perceptions des acteurs gestionnaires ont peu évolué. Le tourisme est toujours vécu comme une contrainte à laquelle les gestionnaires doivent s'adapter : « *la réserve c'est une zone de quiétude. J'aimerais bien que cela revienne comme avant, il y avait bien moins de monde. Avant l'apparition du parc, cela a amené du monde, cela a fait de la publicité* » (Com. pers. gestionnaire ONF, mars 2012). Or, au regard des archives, il apparaît qu'avant la création du parc, le tourisme était également perçu comme trop important. Cette activité est donc de manière persistante non voulue par les gestionnaires de cet espace de protection. C'est par défaut qu'il a fallu la prendre en compte au fil du temps et participer à son aménagement afin de l'intégrer aux autres usages développés sur le territoire. La co-gestion entre différentes institutions (ONCFS-ONF et PNRB) au début des années 2000 montre l'effort d'intégration de cette multifonctionnalité de l'espace. Soulignons ici que les difficultés d'acceptation du tourisme sont liées à la nature de l'espace protégé. En France, les parcs nationaux par exemple ont une fonction touristique établie ; le tourisme de nature, dont l'observation de la faune sauvage, est alors promu. A l'inverse, cette dimension ne fait pas partie des missions de la RNCFS. Le statut de l'espace est donc important à prendre en compte afin de comprendre les dynamiques qui s'y développent. Cependant, si ces statuts sont connus des gestionnaires de territoires, les individus ne font pas forcément de différences entre un espace naturel classé en parc naturel régional et un autre classé en parc national. Cette classification faite par l'homme a des impacts sur le mode de financement, la gestion, les objectifs attribués à l'espace naturel. Ces espaces n'en restent pas moins semblables au niveau paysager et ils permettent à l'homme de prendre de la distance avec la vie urbaine. Toute la difficulté réside alors dans le fait que des territoires ne disposant pas des mêmes moyens ou outils de gestion en viennent à traiter des mêmes problématiques (cf. infra p. 249).

Contrairement à la RNCFS des Bauges, le tourisme de contemplation de la faune peut être voulu et initié à des fins de développement local, comme c'est le cas dans les études de cas menées au Canada.

1.2. La diversification de l'activité touristique au sein de la réserve faunique de Matane : le développement du tourisme d'observation à l'orignal

Le tourisme d'observation de la faune est une activité qui peut venir compléter l'offre touristique d'un territoire. La diversification des activités liées à la faune a alors deux fonctions principales : toucher une nouvelle catégorie de visiteurs afin de les attirer au sein d'un territoire et/ou faire en sorte que les touristes restent plus longtemps en leur proposant un panel d'activités. Afin d'illustrer ce type de situation, nous revenons sur l'exemple de la réserve faunique de Matane en Gaspésie, où l'activité traditionnelle développée au sein de cet espace est la chasse à l'orignal (cf. chapitre 4) et où un tourisme d'observation se met en place depuis le début des années 1980. Une différence majeure avec la RNCFS des Bauges réside dans le fait que les réserves fauniques ont, dès leur création, une fonction d'ouverture à l'activité touristique, là où la RNCFS restait centrée sur le développement des activités de recherche sur le gibier. Cette différence explique en partie que les gestionnaires de la réserve faunique ont voulu et su se saisir du tourisme de vision pour élargir leurs activités.

La réserve faunique commence à s'intéresser aux activités d'observation en reconnaissant que « *la chasse à l'orignal est une activité consommatrice de la faune et que si tout au long de l'année, autant d'énergie était mise pour mettre en place des activités non consommatrices qui mettraient également en valeur la forte densité d'originaux, ces dernières populariseraient la réserve faunique, non seulement auprès de la clientèle provinciale, mais également canadienne et étrangère* » (Source Q4 Anonyme, 1982 : 75). La rédaction du plan directeur vise alors à « *optimiser l'exploitation du territoire par l'établissement d'activités douces* » (idem : 44). La réserve souhaite jouer sur l'éducation des visiteurs pour développer de nouvelles formes d'activités. L'éducation a alors un double objectif : organiser au sein d'un même espace des activités qui sont vues comme antinomiques tout en favorisant une évolution dans les perceptions associées à l'une et l'autre de ces deux pratiques. Le volet éducatif vise alors à dépasser l'image du « *chasseur qui apparaît [trop souvent] comme « tueur » aux yeux de l'adepte d'activités douces [afin que] ce dernier ne [soit] plus perçu comme un poète de la nature* » (idem, 1982 : np). Ces dynamiques conduiront à la mise en place, à la fin des années 1990, d'activités de découverte de l'orignal au sein de la réserve (Source Q4 Del Degan et al., 1996).

Au niveau de l'organisation spatiale, le tourisme de chasse et le tourisme d'observation s'avèrent être compatibles au sein d'un même espace. Afin de développer le tourisme de vision, les infrastructures aménagées pour le tourisme de chasse sont réadaptées. Ainsi, les chalets initialement construits pour la chasse et la pêche sont loués dans la période estivale à des visiteurs souhaitant venir profiter des activités du tourisme de vision. Ces chalets offrent à cette nouvelle clientèle un cadre de villégiature privilégié au cœur de la forêt québécoise. Un des plus grands chalets est également transformé à cette période en centre muséographique sur l'orignal. Des panneaux d'informations et quelques parties d'originaux naturalisés sont alors disposés au sein de ce bâtiment qui offre un espace d'informations aux visiteurs. Enfin, certains chemins utilisés pour la chasse offrent des pistes d'accès aux sources salines naturelles appelées vasières ou à des salines

disposées le long de chemins forestiers. Ces sites sont particulièrement appréciés par les orignaux, et sont propices aux activités d'observation (cf. figure II.12).

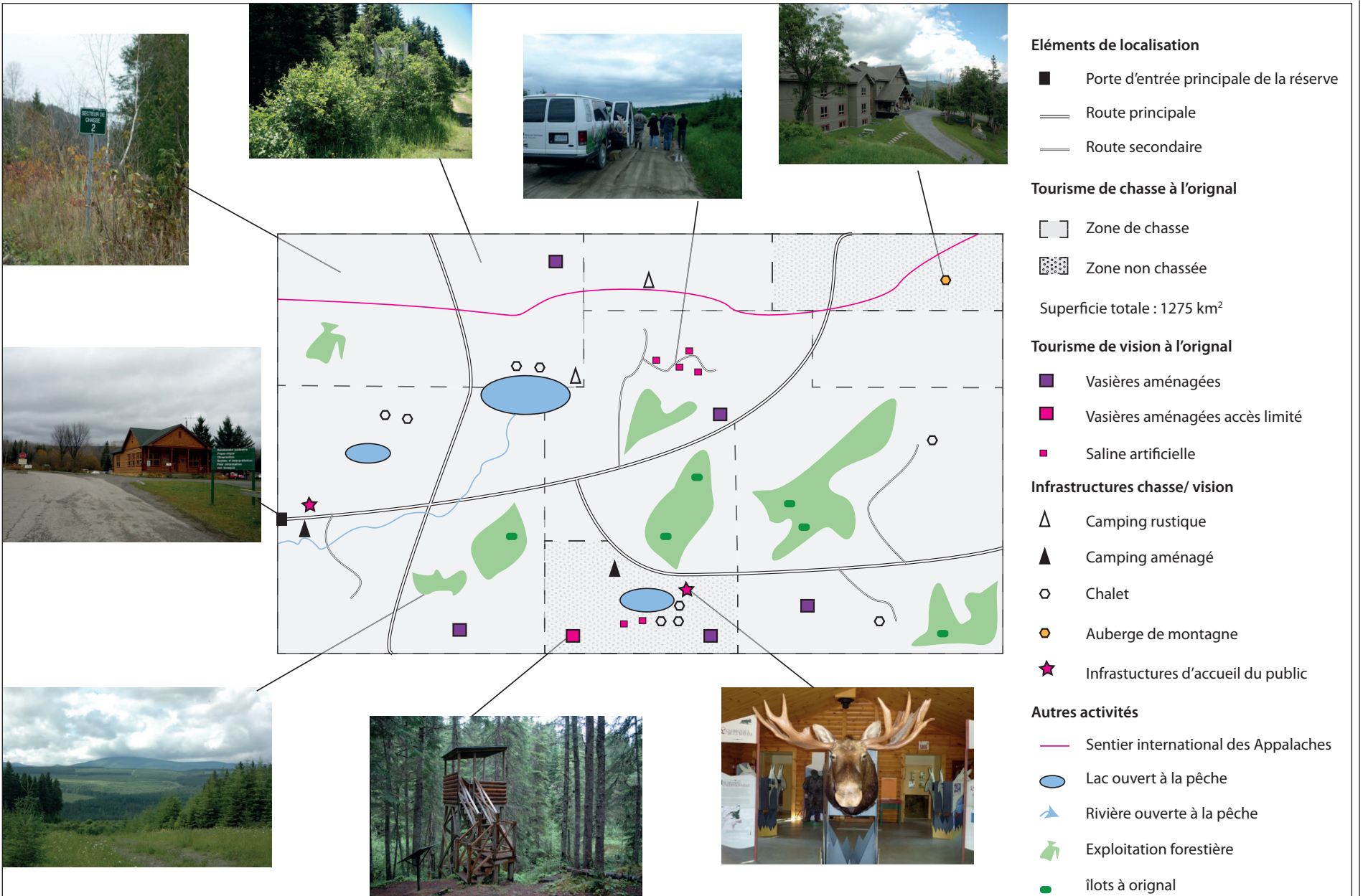
La compatibilité entre le tourisme de chasse et de vision est rendue possible dans la mesure où ces activités ne fonctionnent pas selon le même calendrier. Le tourisme de vision commence au mois de juin/juillet. A ce moment de l'année, les orignaux sortent de la période hivernale et ont besoin de compenser une alimentation pauvre en feuilles par l'ingestion de grandes quantités de sodium qu'ils trouvent dans des vasières naturelles, ou dans les plantes aquatiques des lacs (Source Q4 Crête, 1983 ; Source Q4 Samson et *al.*, 2002 ;Thompson et Stewart, 2007). L'accès aux vasières peut se faire en libre accès ou accompagnés d'un guide naturaliste. Ce service guidé est alors payant. A la tombée du jour, des sorties en kayaks sont également organisées afin de pouvoir approcher les orignaux dans les lacs. Les activités de vision prennent fin en septembre, lors de l'ouverture de la chasse. L'accès à la réserve faunique de Matane est alors restreint aux seules activités autorisées qui sont principalement la sylviculture et la chasse (cf. figure II.12).

Loin d'être antinomiques, les pratiques de chasse et de vision s'alimentent dans des processus dynamiques et rétroactifs : le développement du tourisme de vision s'inscrit dans une volonté de diversification des activités de la réserve faunique de Matane et vient renforcer l'image « original » de celle-ci, tandis que les équipements initialement réalisés pour permettre la pratique du tourisme de chasse sont réinvestis par les adeptes du tourisme de vision. Ce tourisme ouvre à un plus grand nombre l'accès à la réserve faunique. Il n'en reste pas moins que sur le plan financier, le tourisme de chasse reste l'activité la plus lucrative de la réserve, le tourisme de vision arrivant loin derrière en termes de retombées économiques (Com. pers. gestionnaire de la réserve faunique de Matane, octobre 2010).

Si la compatibilité entre activités consomptives et non-consomptives de la ressource est possible sur un plan spatial, elle se retrouve également au niveau des pratiques des usagers. La réserve de Matane offre l'opportunité de souligner les similitudes entre le tourisme de chasse et de vision, montrant par là-même que ces deux catégories ne s'excluent pas l'une de l'autre mais présentent des recoupements. Cela est particulièrement visible lorsqu'on analyse l'historique de ces pratiques ainsi que les motivations et valeurs mobilisées par ces activités.

Historiquement, le développement de la chasse s'accompagne du développement des moyens de sa mise en récit. En Amérique du nord, la photographie se développe afin de ramener des souvenirs des parties de chasse. Ainsi, au sein du manuel technique de la chasse à l'orignal publié en 1966 au Québec, le matériel photographique est présenté au même titre que l'équipement de chasse plus classique comme un matériel indispensable pour la réussite du séjour (Source Q4 Desmeules, 1966b). La pratique de la photographie se généralise donc parmi les chasseurs sportifs, jusqu'à s'imposer dans certains territoires de chasse qui n'autorisent plus que cette activité. Un rapport du département de la chasse et de la pêche des années 1940 mentionne cet état de fait : « *Je connais des clubs où l'on paie depuis soixante ans pour les privilèges de chasse et où la seule chasse permise est au moyen de kodak* » (Source Q2 Québec, 1947 : 6). La frontière est ici étroite entre tourisme de chasse et tourisme d'observation de la faune, ces différentes pratiques empruntent à leur registre réciproque (Dalla Bernardina, 1996).

Figure II.12 - Schéma d'organisation des activités récréotouristiques dans la réserve faunique de Matane



A l'instar des membres des anciens clubs privés, touristes et chasseurs s'inscrivent à la frontière de ces deux registres, la pratique de ces différentes activités n'étant pas exclusive l'une de l'autre. Ainsi, une partie des visiteurs interrogés dans la réserve faunique de Matane participant aux activités d'observation de l'orignal se sont avérés être des chasseurs. Certains chasseurs, devenus observateurs, profitent des activités dites non-consomptives, pour faire partager leur passion à leur famille. Fervents chasseurs, ils souhaitent montrer à leurs proches ce qu'est l'orignal, bête qu'ils partent traquer l'automne venu. L'activité d'observation de l'orignal est alors envisagée par les chasseurs comme une opportunité pour ouvrir l'activité de chasse à des non-usagers. D'autres chasseurs utilisent les activités d'observation de l'orignal pour venir préparer leur chasse. A l'automne, les séjours de chasse durent 4 jours. Ce temps est court pour préparer une chasse, c'est pourquoi certains chasseurs viennent pendant la période estivale repérer leurs zones de chasse afin de visualiser le territoire qui leur a été attribué (cf. chapitre 4 p. tirage au sort). Ils repèrent les secteurs où ils se positionneront pour « *sécuriser leur chasse* » le plus rapidement possible (Com. pers. chasseurs de la réserve Matane, octobre 2010). Enfin, certains d'entre eux profitent de ce moment pour visiter l'espace muséographique et approfondir leur connaissance de l'animal. Le comportement des chasseurs, jouant sur la complémentarité entre tourisme de chasse et tourisme d'observation rend vain une lecture binaire réductrice opposant ces deux types de pratiques. Certains auteurs vont même plus loin et montrent que les différents usagers de la nature, qu'ils soient chasseurs ou touristes, partagent de nombreuses similitudes dans leur rapport à la faune et au sauvage. Les pratiques plurielles, qu'elles passent par le prélèvement d'un animal pour la chasse ou la prise de vue pour la photographie, recoupe un même désir : celui de s'approprier l'animal (Dalla Bernardina, 1996), ce qui favorise le passage d'une activité à une autre (le plus souvent de la chasse à la photographie, le contraire est plus exceptionnel).

L'exemple de la réserve faunique de Matane montre comment à partir d'activités cynégétiques, il est possible de diversifier l'activité touristique développée au sein d'un territoire. Dans la même idée, le tourisme faunique peut être un élément moteur pour lancer une stratégie touristique globale au sein d'un territoire où ce secteur d'activité, à l'exception du tourisme de chasse, reste peu investi par la population locale.

1.3. Le développement de stratégies touristiques : lancer l'écotourisme à Arviat

Le village d'Arviat connaît actuellement un renouvellement de ses dynamiques touristiques. Le tourisme de chasse reste développé dans la communauté mais la chasse sportive à l'ours polaire a été fermée pendant plusieurs années, de 2008 à 2012, puis réouverte. Rien ne certifie cependant que cette réouverture sera durable. En contre partie, le tourisme de nature non-consomptif peine, depuis une trentaine d'années, à s'établir au sein de la communauté. Cette situation est, depuis 2008, en pleine transformation en raison d'un projet de développement touristique porté par la Nunavut Tunngavik Inc et la région de Kivalliq. Ce projet est issu de l'Entente sur les

répercussions et les avantages pour les Inuit, liée à la création de réserves nationales de faune et de refuges pour les oiseaux migrateurs⁴ signé en 2008. Les parties à cette entente étaient les Inuit du Nunavut représentés par la Nunavut Tunngavik Inc (NTI), les associations régionales du Nunavut, l'association des chasseurs et trappeurs Nangmoutaq et le gouvernement fédéral représenté par le ministère de l'Environnement. La jurisprudence canadienne reconnaît que les peuples autochtones ont certains droits exclusifs sur les terres canadiennes en raison de leur présence ancestrale. En compensation de l'acceptation de la création d'espaces protégés, il a été signé des accords (IIBA) permettant une compensation financière, sociale et culturelle. Ainsi, dans le cas d'étude d'Arviat, ces négociations ont permis de créer un fond de subvention pour le développement touristique, un fond pour l'inventaire des ressources culturelles et un fond pour le développement de matériaux d'interprétation. NTI et les trois régions inuit ont lancé une étude de faisabilité au sein des différentes communautés concernées par cet IIBA pour savoir comment attribuer les fonds négociés. Il a été décidé de soutenir le développement touristique de trois communautés dans chacune des régions du Nunavut. La communauté d'Arviat a été sélectionnée au titre de la région de Kivalliq en raison de son potentiel touristique (Com. pers. consultant en tourisme, octobre 2010 et mai 2011). Cette communauté présente, en effet, certains avantages liés à sa situation géographique, à ses atouts en termes de faune sauvage et à la volonté locale de s'ouvrir et de s'impliquer dans le développement touristique du village. Un consultant de NTI explique : « *Dans le cas d'Arviat, c'est assez facile d'y accéder comparé au reste du Nunavut. Donc, c'est un gros avantage pour Arviat. Et c'est moins cher, et c'est proche de Churchill où le tourisme de vision centré sur l'ours polaire est un très gros business. (...) Le concept pour Arviat était d'utiliser la faune sauvage comme l'attraction majeure et nous savons que cela marche car cela fonctionne à Churchill. Donc il y a tous ces avantages pour Arviat et c'est pourquoi nous l'avons reconnu comme numéro 1 sur les 12 communautés concernées par l'IIBA* » (Com. pers. consultant, Ottawa, Octobre 2010) (cf. figure II.13, page suivante). Un projet de développement touristique de la communauté a alors été lancé sur 5 ans et il est actuellement en cours de réalisation.

Afin de bien comprendre le contexte du projet, le développement du tourisme d'observation de la faune sauvage est d'abord présenté ; ce tourisme connaît des difficultés à s'implanter sur le long terme au Nunavut en raison des différences culturelles entre les Inuit et les visiteurs de l'Arctique. L'analyse du développement « écotouristique » de la communauté est alors un moyen de comprendre dans quelle mesure le tourisme de contemplation de la faune sauvage est utilisé pour impulser le secteur touristique dans une économie.

⁴ Traduction de *Impact and Benefit Agreement (IIBA) for National Wildlife Areas and Migratory Bird Sanctuaries*

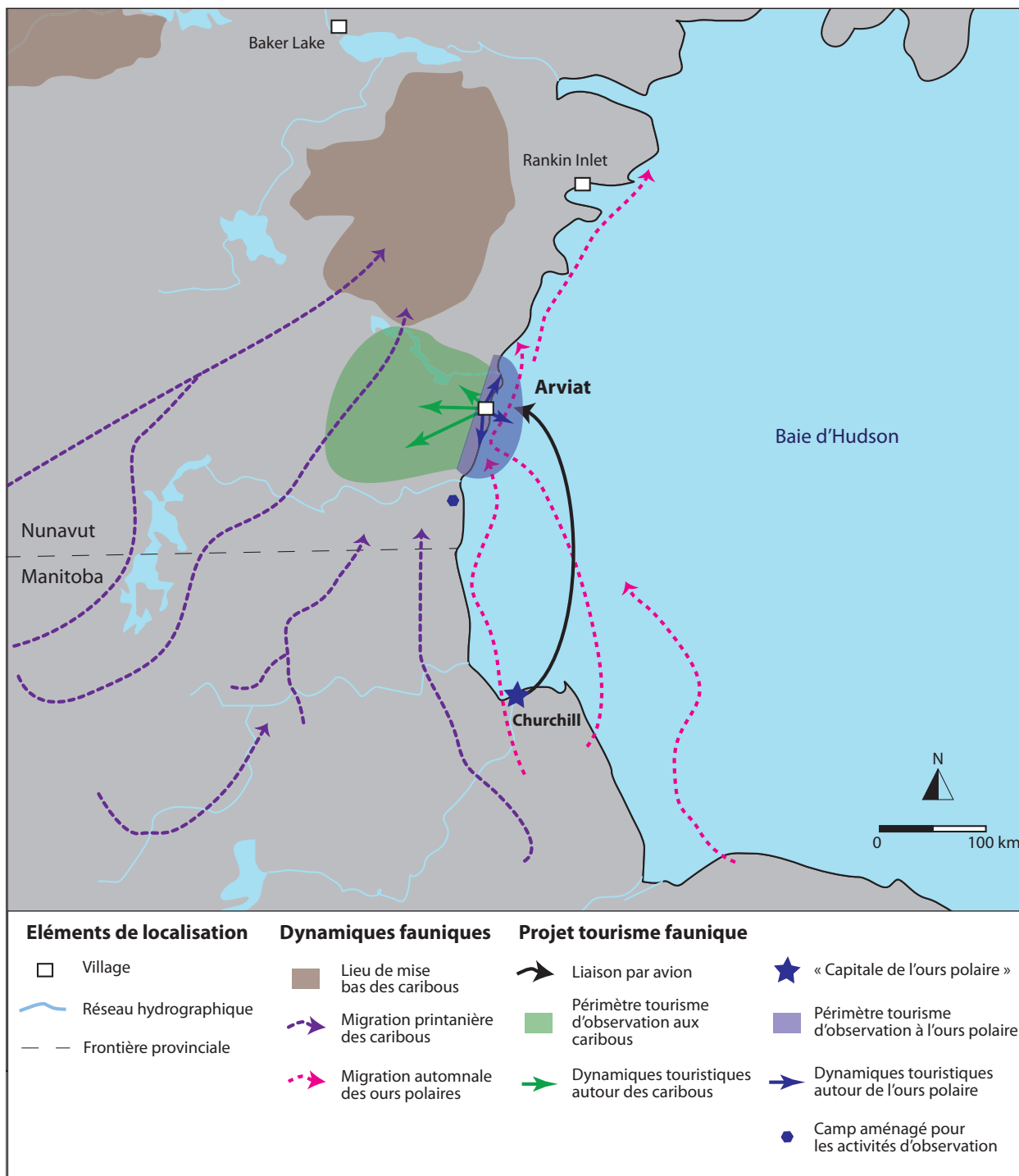


Figure II.13 - Projet de développement du tourisme faunique à Arviat

1.3.1. Une implantation difficile du tourisme de vision

Il a été vu lors de la présentation des terrains dans le chapitre 3 que le développement de l'activité touristique dans l'Arctique canadien n'était pas chose aisée (cf. chapitre 3 p. 106-109). L'isolement des communautés au Nunavut se traduit par une forte marginalisation économique des villages. De ce fait, le tourisme est généralement vu comme une activité à même de développer le secteur économique. Cependant, sa mise en œuvre difficile ne répond pas forcément ni aux attentes

ni aux espoirs qu'il suscite lors de la promotion de son développement (Johnston, 1995 ; Müller et Jansson, 2007). En contre partie, des impacts sociaux et environnementaux négatifs sur les sociétés locales peuvent se développer. Le tourisme est alors perçu comme venant perturber les modes de vie traditionnels des communautés locales, déstabiliser les économies et les relations sociales, folkloriser la culture, impacter l'environnement naturel... Dans l'Arctique canadien, un problème de compatibilité s'est posé au niveau des activités touristiques lorsque le tourisme de vision est entré en opposition avec les activités de chasse inuit organisées sur le territoire. M.E. Johnston (Hall et Johnston, 1995 : 38–39) énonce que *“les actions des touristes et des guides inuit sont en profonde opposition : [à la vue d'un animal], les touristes commencent immédiatement à prendre des photos ; les Inuit après un certain temps réservé à la photo tuent l'animal en question”*⁵. Plusieurs études ont, par exemple, montré que la cohabitation du tourisme d'observation et de la chasse traditionnelle à la baleine au sein d'un même territoire est problématique (Dressler et al., 2001 ; Hinch, 1998). Pour les Inuit, cela entraîne la diffusion de vidéos montrant l'activité de chasse qui, sorties de son contexte, font une mauvaise publicité pour le développement futur du tourisme dans la région. L'attitude de certains touristes en réaction à la chasse renforce également le « syndrome Greenpeace »⁶, accroissant la méfiance de la population locale face aux visiteurs (Notzke, 1999b : 67). Du côté touristique, la vue de la mise à mort d'un animal peut avoir un impact sur la qualité du voyage effectué (Hinch, 1998). Seule une gestion territoriale adaptée, avec l'adoption de règles strictes du développement touristique, la diffusion de ces règles auprès des opérateurs touristiques et la mise en œuvre d'une répartition spatiale des activités, permet l'organisation d'activités cynégétiques et non-cynégétiques dans un même espace-temps. Afin de développer le secteur touristique, il semble important de réajuster les attentes que les différents acteurs (l'Etat et les communautés locales) ont placées dans ce secteur d'activité. Le tourisme peut être moteur de développement local, mais ne peut soutenir seul une économie ; le développement d'autres secteurs d'activités est essentiel.

Au sein de la communauté d'Arviat, il a été vu précédemment que des initiatives pour le développement du tourisme de vision avaient été lancées dans les années 1980. Celles-ci n'avaient pas permis à ce tourisme de s'implanter dans l'économie du village (cf. chapitre 3 p.106-109). Ces initiatives ont été perçues comme un échec. Elles ont cependant eu le mérite de développer la notion de tourisme au cœur d'une économie traditionnelle. La notion de tourisme a ainsi été définie et appropriée par la communauté. La mise en œuvre d'une première pourvoirie locale au cours des années 2000 montre que le tourisme commence à se développer. C'est pourquoi, en 2008, lorsque des consultations sont menées par la région de Kivalliq et l'organisme NTI pour savoir si le village est intéressé par le secteur touristique, plusieurs acteurs locaux se mobilisent (Com. pers. consultant en tourisme, Arviat, octobre 2010 et mai 2011). Aujourd'hui, plus d'une cinquantaine de personnes

⁵ Traduit de *“the actions of the tourists and the Inuit guides are in sharp contrast: the visitors immediately start snapping photographs; the Inuit, after a suitable amount of time for photo-taking, shoot the animal in question”*

⁶ Le « syndrome Greenpeace » s'explique par les différences culturelles existant entre la société inuit où la chasse est encore un élément culturel fort et les sociétés occidentales où l'activité de chasse est de plus en plus décriée. Face aux mesures prises pour la protection des phoques ou des baleines, les Inuit sont aujourd'hui méfiant vis à vis de tout discours environnementaliste porté par les occidentaux. Un Qallunaat (un blanc) est souvent jugé comme étant un militant de Greenpeace, qui visiterait l'Arctique pour dénoncer certaines pratiques culturellement non comprises.

sont activement impliquées dans la mise en œuvre du projet de développement touristique appelé le projet Arviat Ecotourism Community (ACE) développé par et pour la communauté. Jusqu'en 2011, ces acteurs avaient soit déjà eu une expérience dans ce secteur d'activités (à travers le tourisme de chasse, le développement touristique des années 1980...) ; soit ils avaient eu l'occasion d'être eux-mêmes touristes hors du Nunavut et donc d'être confrontés à l'altérité (voyage d'études, de travail, touristique...). Cette connaissance de l'activité touristique par l'expérience rend les acteurs plus à même de se saisir du tourisme étant donné qu'ils disposent des « pré-requis » nécessaires pour tenter d'en pallier certains enjeux. Ces pré-requis sont variés, principalement centrés sur la compréhension des différences culturelles et des attentes qu'un touriste peut avoir en termes de services proposés. La mise en œuvre du tourisme à Arviat semble donc être facilitée par le fait que cette notion de tourisme est de plus en plus connue et intégrée au sein de la société.

1.3.2. Le développement du tourisme d'observation de la faune dans la communauté d'Arviat

L'attractivité touristique est fortement liée à l'image marketing développée autour d'une destination. Le marketing touristique du Nunavut promeut la découverte d'un environnement extrême, marqué par la forte naturalité de l'Arctique (découverte des espaces sauvages, conditions environnementales extrêmes) et la culture inuit (importance du patrimoine naturel et culturel de l'Arctique canadien) (Amoamo et Boyd, 2005 ; Antomarchi, 2010). A l'intérieur des stratégies marketing du Nunavut, la singularité de la faune polaire détient une place importante, dans la mesure où elle est un des éléments les plus recherchés par les visiteurs de l'Arctique (Maher et Meade, 2008, in Stewart et al., 2010 ; Notzke, 1999a et b).

Le projet de développement touristique de la communauté d'Arviat vise à utiliser la grande faune emblématique de l'Arctique pour donner une impulsion au secteur touristique dans son ensemble. Un consultant en tourisme, gestionnaire du projet explique : « *L'idée est de faire venir les touristes pour les opportunités d'observation de la faune, et de les faire rester trois ou quatre jours pour vivre une expérience culturelle au sein de la communauté. Quand ils seront là, ils découvriront la culture inuit, nous leur offrirons un bon programme. Je suis certain que les visiteurs l'apprécieront. Ils ne vont pas venir pour cela, mais quand ils seront là, ils réaliseront que leur voyage est bien plus riche que ce qu'ils avaient pu imaginer* »⁷ (Com. pers. consultant, Arviat, mai 2011). Ainsi, la communauté d'Arviat souhaite développer le tourisme faunique de vision autour des caribous et de l'ours polaire. Arviat est situé sur le chemin de migration des caribous de la harde Qamanirjuaq, où chaque printemps, près de 350 000 caribous quittent la ligne des arbres au nord du Manitoba pour se rendre sur leur territoire de reproduction situé à quelques centaines de kilomètres au nord d'Arviat (cf. figure II.13). Le tourisme autour du caribou n'est que peu développé au Nunavut. Seul le village de Baker Lake situé près de la harde de caribou de Beverly offre des possibilités touristiques autour de cet animal. Or, selon les consultants en

⁷ Traduit de "The tourists will be attracted in the first place by wildlife, but when we get them there they will discover inuit culture and we give them a good program. I am sure they would enjoy that too, they won't come for that but when they are there, they will realise that it will be richer than that expected. (...) So, our idea is to bring tourists in, attract them with the big wildlife but keep them in town, for three or four days for a cultural experience in the community"

tourisme, un tel produit pourrait être porteur (Com. pers. consultant en tourisme, mai 2011). Un test réalisé en mai 2011 auprès d'opérateurs touristiques invités à Arviat n'a cependant pas été concluant car les caribous avaient cette année là « *du retard* » et se situaient à plusieurs centaines de kilomètres de la communauté. Malgré les efforts déployés par les guides, l'observation de l'animal n'a pas été possible. Cette situation souligne un des risques inhérents au tourisme d'observation en nature. La vue et l'approche d'un animal n'étant pas garanties, il est alors important que les attentes touristiques non satisfaites puissent être compensées par d'autres expériences, telles que des activités culturelles (Com. pers. consultant en tourisme, mai 2011).

Le deuxième animal autour duquel Arviat souhaite développer son tourisme est l'ours polaire. Le village est situé sur le chemin de migration des ours polaires qui remontent de Churchill, Manitoba, lors de la formation de la banquise à l'automne. La présence répétée d'ours de la fin octobre au début décembre aux alentours de la communauté permettrait son observation. Arviat, en raison de sa situation géographique, présente un avantage certain par rapport à Churchill, Manitoba (Lemelin et *al.*, 2011). Churchill étant connu internationalement comme « la capitale de l'ours polaire », le travail de marketing pour promouvoir un tourisme d'observation autour de cette espèce est donc déjà bien établi (Lemelin et Smale, 2006 ; Selwood et Lehr, 1999). Les concepteurs du programme de développement touristique d'Arviat espèrent profiter de la clientèle de Churchill en lui offrant la possibilité d'avoir une expérience encore plus intense et traditionnelle de l'Arctique en approchant les ours polaires en pleine nature avec l'aide d'un guide autochtone (et pas seulement en véhicules tout terrain comme proposé à Churchill) (cf. figure II.13).

Le programme accompagne le pourvoyeur de chasse local dans une stratégie adaptative. Suite à la fermeture de la chasse sportive à l'ours polaire en 2008, celui-ci s'est tourné vers le tourisme d'observation. Sur le modèle de ce qui se pratique dans la réserve faunique de Matane, ce pourvoyeur souhaite réutiliser son camp de chasse à l'ours polaire pour en faire un site d'observation (cf. figure II.13). Il a également incité ses guides de chasse à suivre les formations sur ce type de tourisme.

À Arviat, la mise en œuvre du tourisme d'observation se fonde donc sur une réadaptation des réseaux de la chasse sportive. Elle s'appuie également sur le développement de nouveaux réseaux avec des acteurs qui n'étaient jusque là pas intégrés dans l'activité touristique (guides non impliqués dans la chasse sportive) et de nouveaux outils (utilisation d'appareils photographiques et de barrières électriques pour assurer la sécurité). Cette capacité d'adaptation est souvent revendiquée par les populations inuit (Irniq, 2008) qui vivent au sein d'un système socio-écologique en constante évolution. Le marché touristique se transforme en raison de la multiplication des mesures pour la protection de la faune arctique (quotas de chasse pour l'ours polaire, classement de l'ours polaire sous l'Endangered Species Act aux Etats-Unis) combinée à l'évolution des goûts de la clientèle touristique (disparition progressive de la chasse au profit des activités non-consomptives de la ressource au sein des sociétés occidentales) (Franklin, 1999). Cette adaptation ne se fait cependant pas sans réticence. Guider des chasseurs est perçu comme étant plus facile et accessible aux Inuit que guider des touristes voulant prendre des photos (Notzke, 1999a). Un guide de chasse, habitué à travailler avec les chasseurs sportifs, a souligné sa réticence à travailler avec une nouvelle clientèle touristique. En effet, les chasseurs sportifs sont souvent des personnes qui viennent pour la chasse,

n'ayant pas forcément de grandes exigences de confort. La satisfaction de cette clientèle est assurée en cas de chasse réussie. La clientèle du tourisme d'observation est en revanche jugée plus difficile à satisfaire. Pour ces touristes, la simple vue d'un animal n'est pas suffisante pour que le voyage soit réussi ; il faut aussi pouvoir l'approcher, faire une belle photo, être bien encadré, que la nourriture soit bonne, etc. Dans l'imaginaire des guides, les touristes d'observation sont comme des enfants dont il va falloir s'occuper et qu'il faut accompagner à tout instant, alors que les chasseurs sportifs sont considérés comme beaucoup plus indépendants. Un des guides de chasse interrogés expliquait qu'il ne cherchait pas à accompagner des touristes d'observation même s'il suivait une formation en ce sens. Il ne souhaitait pas avoir une surcharge de travail avec ce type de clients et devoir s'occuper d'eux attentivement (Com. pers. guide, Arviat, mai 2011).

Le tourisme de vision réinterroge également le rapport que les Inuit entretiennent avec l'animal. Dans la culture inuit, l'animal est chassé. La chasse exige de garder une distance raisonnable avec la bête. Par contre, l'acte de photographier implique une réduction de la distance physique entre l'humain et l'animal. L'apprentissage du tourisme d'observation demande du temps et une implication soutenue des Arviarmiut dans des formations enseignant l'utilisation de nouveaux outils. Les guides d'Arviat ont ainsi testé un système de barrières électriques permettant de rester en sécurité même si un ours polaire est proche. Le recours à l'arme à feu n'est envisagé qu'en cas d'absolue nécessité. L'un d'eux explique: « *Nous avons testé une barrière électrique autour de la tente l'automne dernier pendant notre formation. Un ours polaire est venu pendant la nuit. Son nez a touché la barrière et il a fui. Donc, cela marche. [...] Mais vous devez être en alerte. Si l'ours polaire veut passer cette barrière, il est capable de venir. Donc, nous avons besoin d'autres moyens dissuasifs pour garder une distance* » (Com. pers. guide, Arviat, mai 2011). Il peut sembler paradoxal que des chasseurs attachés aux traditions soient prêts à intégrer ces nouvelles technologies pour assurer une approche de l'animal sans le tuer. Si les perspectives économiques que le tourisme d'observation semble ouvrir expliquent en partie que les Arviarmiut s'y investissent, le désir d'apprentissage de techniques modernes (Com. pers. anciens Arviarmiut, mai 2011) et le fait de s'ouvrir à de nouvelles personnes (Com. pers. jeune Arviarmuk, mai 2011) sont aussi des éléments moteurs. L'intégration de ces techniques et le soutien des Arviarmiut au développement du tourisme d'observation sont assurés par le programme de développement touristique de la communauté qui vise à s'appuyer sur le tourisme faunique pour développer le secteur touristique dans son ensemble.

Le programme développé à Arviat favorise le tourisme de découverte de l'environnement, où l'observation d'animaux, telle qu'on la propose à Churchill (Lemelin 2006 ; Lemelin et Wiersma, 2007), est dépassée pour être intégrée à une expérience culturelle plus large. L'intérêt d'une telle stratégie est de favoriser le tourisme autochtone de manière élargie dépassant la seule rencontre avec l'animal. Il vise à promouvoir les synergies d'acteurs autour de divers services qui seraient offerts au sein de la communauté et qui assureraient un panel d'activités suffisant pour (1) attirer des visiteurs, et (2) garder ces derniers plusieurs jours au sein de la communauté. Différentes

activités complémentaires à l'observation sont donc développées. La visite guidée du village, l'exposition muséographique de l'office de tourisme, la pratique du traîneau à chiens, le partage d'histoires orales avec la présentation interactive d'objets traditionnels dans une tente inuit, un spectacle de danses et de chants traditionnels font partie du panel de services développé par le village dans le cadre du projet (cf. photo II.16 et II.17). Ces activités dépendent de l'investissement de différents acteurs multi-générationnels et font appel à divers savoir-faire locaux, tout en en créant de nouveaux. Elles ont été proposées par les habitants d'Arviat et sont soutenues par le programme (cf. chapitre 7).



Photo II.16 - Spectacle traditionnel test soutenu par le programme touristique, Arviat, mai 2011

Photo II.17 - Présentation test du mode de vie traditionnel « des Inuit du caribou », Arviat, mai 2011

Sur la photo de gauche, les membres du village travaillent un spectacle mêlant chants, jeux et danses traditionnelles. Les touristes sont en position de spectateur.

Sur la photographie de droite, deux visiteurs participent à l'activité présentée en portant les habits traditionnels. Cette séance photographique arrive après une présentation effectuée sur le mode de vie traditionnel inuit, où tous les participants s'étaient assis en cercle à l'intérieur de la tente. Cette présentation est donnée par un couple qui est employé chaque année à Churchill pour présenter l'ancien mode de vie nomade inuit. Le développement du tourisme à Arviat leur permettrait de réaliser cette présentation au sein de leur village.

L'analyse du développement du tourisme d'observation de la faune montre que ce tourisme est intrinsèquement lié aux activités cynégétiques. Dans les Bauges et en Gaspésie, les espaces créés originellement pour les activités cynégétiques voient leurs usages se diversifier au profit du tourisme de vision. A Arviat, c'est en raison d'une crise du tourisme de chasse que les acteurs du monde cynégétique se sont mobilisés pour participer et impulser le tourisme d'observation. Loin d'une vision binaire et manichéenne des différences établies entre activités consomptives et non-consumptives, l'étude des dynamiques touristiques dans le temps insiste sur le fait qu'il n'y a pas de séparation nette entre ces activités. La diffusion des activités contemplatives montre qu'une

transformation sociale des pratiques développées dans les espaces naturels s’opère et participe à leur mutation (cf. figure II.14). Du point de vue des acteurs territoriaux, le tourisme d’observation est choisi ou au contraire s’impose de l’extérieur. La prise en charge de celui-ci et son organisation spatiale ne relève alors pas des mêmes logiques. D’un côté, ce tourisme fait partie d’une stratégie territoriale comme c’est le cas en Gaspésie et au Nunavut ; de l’autre, sa prise en charge est une réaction des acteurs gestionnaires qui souhaitent limiter les impacts de cette activité à l’instar des dynamiques observées dans les Bauges (cf. supra).

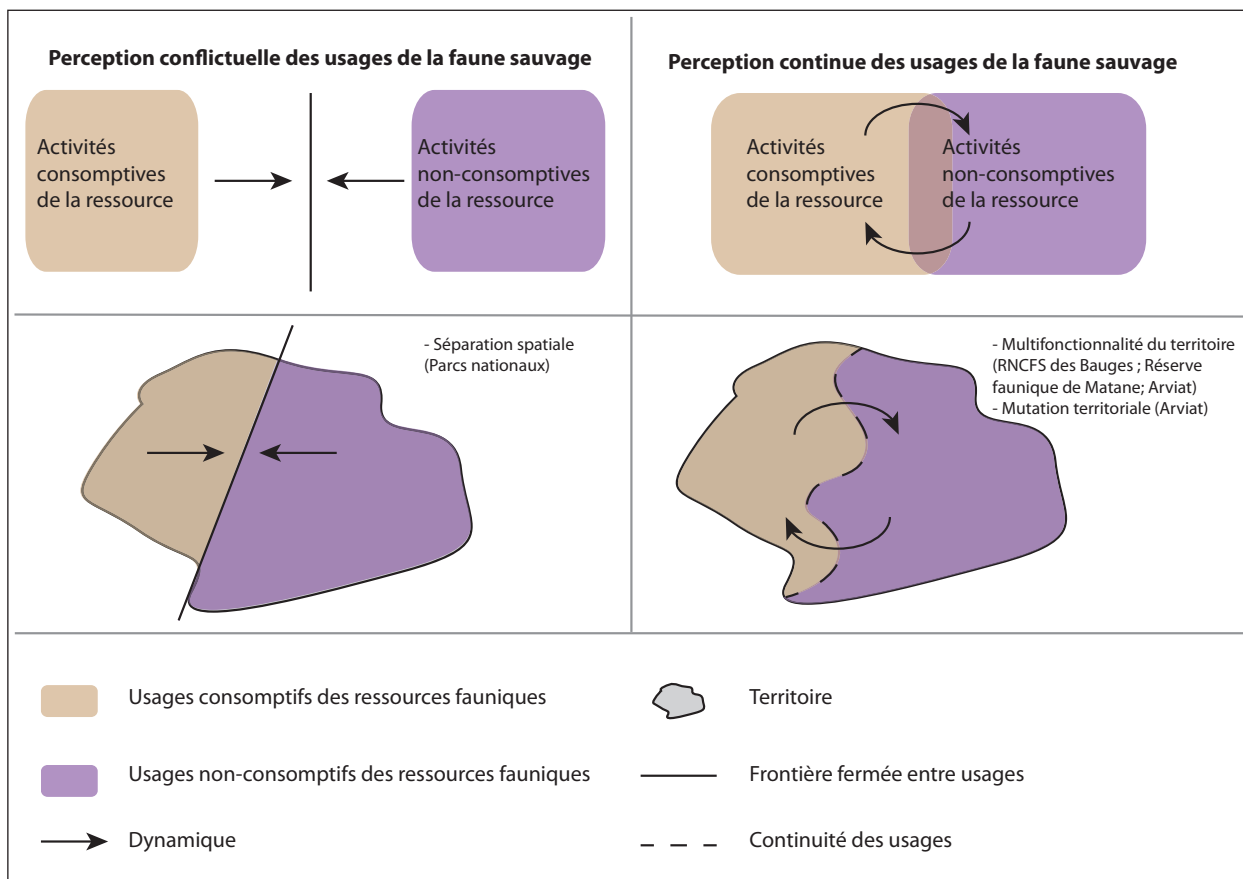


Figure II.14 - Interactions entre les activités consomptives et non-consomptives de la ressource faunique

Différents rapports existent entre les activités consomptives et non consomptives. Souvent perçues comme incompatibles en raison des différences d’impact direct qu’elles ont sur la faune sauvage et des différences de philosophie que chacune peut impliquer, ces pratiques ne sont pas aussi hermétiques à l’une et l’autre que cela. L’étude de leur développement dans le temps, ainsi que leur organisation dans l’espace montre qu’elles peuvent être compatibles, voire s’auto-entretenir comme nous l’avons vu dans l’exemple de la réserve faunique de Matane.

Les exemples des Bauges et d’Arviat montrent également que le tourisme d’observation de la faune sauvage accompagne un développement plus large du tourisme de nature. En effet, la multiplication des offres touristiques autour de la faune est un marché prospère. Cependant, l’imbrication des activités strictement centrées sur les animaux avec le tourisme de nature rend toute quantification exhaustive de ce tourisme difficile (Curtin, 2005). C’est pourquoi, afin de saisir l’importance de la faune sauvage pour le développement du tourisme de nature, la section suivante s’intéresse aux attentes touristiques à l’égard des animaux.

2. LA PLACE DE LA FAUNE DANS LES ATTENTES TOURISTIQUES

Les activités d'observation sont intégrées dans une expérience récréotouristique globale vécue par les visiteurs. Celle-ci est alors influencée par le contexte et l'environnement dans lequel elle s'inscrit (Davenport et *al.*, 2002, 2000 ; Schanzel et McIntosh, 2000 ; Lemelin et Smale, 2006). Suivant les travaux de S. Curtin qui soutient que « *toute la consommation touristique est tournée vers la recherche d'expériences plus que des « choses », et de manière croissante ces expériences incluent les espaces naturels et les animaux sauvages* » (2005 : 3), nous avons analysé les motivations des visiteurs de la RNCFS des Bauges et du parc national de la Gaspésie. Ce travail permet d'évaluer l'importance que revêt la faune sauvage aux yeux des visiteurs et ainsi de déterminer dans quelle mesure cette dernière contribue à l'expérience globale vécue par les randonneurs.

2.1. La faune, fondement du tourisme de nature ou simple élément du paysage ?

La principale activité récréotouristique développée dans la RNCFS des Bauges et dans le parc national de la Gaspésie en période estivale est la randonnée pédestre. D'autres activités tels que le VTT et le parapente se pratiquent épisodiquement dans les Bauges. En hiver, même si, aux dires des acteurs locaux, les raquettes et le ski de randonnée se développent de plus en plus, ces activités restent limitées en raison du caractère très avalancheux des Hautes Bauges et des difficultés d'accès aux montagnes (fermeture ou/ et conditions météorologiques) en Gaspésie (cf encadré II.4)

Un peu de méthodologie

Les résultats présentés ci-dessous sont issus de l'analyse de 111 entretiens qualitatifs menés avec 48 visiteurs de la RNCFS des Bauges et 63 du parc national de la Gaspésie lors d'une campagne de terrain menée de juin à septembre 2011. L'analyse s'est déroulée en deux temps : dans un premier temps, une analyse thématique a été effectuée permettant de regrouper les verbatims de chaque entretien en fonction de thèmes spécifiques tels que « la description du massif visité » ; « les impacts du tourisme sur la faune sauvage » ou « les pratiques d'observation ». Chacun de ces thèmes a ensuite donné lieu à une analyse de contenu. Nous avons utilisé la fonction *code book* du logiciel Sphinx pour recoder manuellement les verbatims de chaque thème, ce qui a permis de créer des questions fermées qui donnent un panorama du positionnement des visiteurs sur les thèmes sélectionnés préalablement. Les opposants aux méthodes qualitatives interrogent le caractère représentatif de cette approche. Si les profils n'ont pas été sélectionnés selon une méthode des quotas, la multiplication des lieux d'interviews et des périodes a permis d'atteindre le seuil de redondance, garant de la validité de notre démarche.

Les données récoltées dans les Bauges et en Gaspésie se sont avérées globalement homogènes sur les trois questions traitées ci-dessous ; ces données sont donc présentées ensemble. Lorsqu'une nuance entre les Bauges et la Gaspésie apparaît, celle-ci est expliquée dans le corps du texte ou en commentaire du graphique présenté.

Les verbatims mobilisés à titre d'exemples et d'illustrations ont été sélectionnés sur deux critères. Tout d'abord, un même verbatim pouvait apparaître à plusieurs reprises dans différents entretiens ; ce verbatim a donc été utilisé en priorité. Les autres verbatims ont été choisis en raison de leur pouvoir de démonstration d'une idée forte d'un thème relevé.

Encadré II.4 : Point méthodologique sur le traitement des entretiens randonneurs

En montagne, la randonnée est perçue comme le moyen de combiner à la fois le sport et la contemplation du paysage. Le caractère sportif était régulièrement souligné lors des entretiens. Un randonneur du massif des Bauges témoigne : « *Venir en haut faire les sommets, c'est quand même sérieux, ce n'est pas une sortie du dimanche. On finit toujours par une petite pause d'adrénaline. Traditionnellement, je faisais les Ecrins, la Vanoise, Belledonne, et là j'ai décidé de faire les trois célèbres des Bauges, par curiosité* » (Com. pers. randonneur 105, RNCFS des Bauges, août 2011). L'image promue par cette approche de la montagne fait référence à une vision prométhéenne de la montagne qui place l'homme comme conquérant des forces de la nature. Ces personnes venaient en montagne à la recherche d'eux-mêmes, pour se prouver qu'ils étaient capables de pousser leurs limites physiques. Cependant, dans notre classification, nous n'avons pas catégorisé les personnes rencontrées selon cette variable. En effet, l'exploit physique recherché était combiné dans plus de 90 % des cas à l'appréciation de l'environnement montagnard, environnement qui est apprécié pour sa topographie accidentée mais aussi pour ses paysages. La majorité des entretiens plaçait l'aspect contemplatif au cœur des motivations, justifiant la visite des massifs. Presque la totalité des randonneurs ont expliqué vouloir se retrouver en « *nature* ». C'est l'expérience d'être au cœur d'un espace perçu comme « *sauvage* » qui est alors recherchée. Dans le cas des randonneurs interrogés, cette expérience de la nature sauvage est constituée à la fois d'éléments liés à 1/ l'esthétisme de l'espace naturel, 2/ à la tranquillité offerte par celui-ci et 3/ au lien pouvant être établi avec la nature.

L'esthétisme de l'espace naturel fait référence à une philosophie du beau. C'est pour apprécier la beauté des paysages naturels que les visiteurs parcourent l'espace naturel (Kalaora, 2001). La réserve des Bauges est par exemple décrite comme « *une belle montagne esthétique* ». Les termes « *merveilles* », « *magnifiques* » sont régulièrement cités pour exprimer le plaisir des randonneurs d'évoluer dans cet environnement. La beauté des lieux est appréciée pour son caractère spectaculaire. On a accès à « *un panorama intéressant, à 360°C, avec une vue sur la Meije, le Mont Blanc, les aiguilles d'Arves* » (Com. pers. randonneur 87, RNCFS Bauges, août 2011). Trois personnes ont également souligné « *la douceur* » du paysage. Ils faisaient référence aux reliefs certes découpés mais tout de même ouverts sur l'extérieur, aux vallées permettant le pâturage des vaches et à la verdure du massif fortement couvert de forêts. Cette dialectique entre le spectaculaire de la montagne et l'espace bucolique campagnard rejoint les réflexions menées par A. S. Devanne et S. Le Floch concernant la co-construction entre l'ordinaire et l'extraordinaire des paysages. Ainsi, « *l'expérience esthétique n'émergerait pas exclusivement dans le regard distancié et culturellement informé dans un contexte de rupture avec l'ordinaire, mais dans la tension entre, d'un côté, l'ordinaire, le familier, le quotidien, et, de l'autre côté, l'extraordinaire, l'étranger, l'inhabituel. La notion de tension permet de considérer l'ordinaire et l'extraordinaire comme n'étant pas indépendants l'un de l'autre, ne se succédant pas dans le temps et dans l'espace, mais comme se construisant l'un par rapport à l'autre, se nourrissant sans cesse mutuellement* » (2008 : 125). En Gaspésie, la beauté est associée aux montagnes et à la forêt à perte de vue. Cet effet de grandeur « *impressionne* » les visiteurs, ces derniers allant même jusqu'à surnommer la Gaspésie « *les petites rocheuses* ». Sur ce terrain, seule la dimension esthétique spectaculaire est

ressortie lors des entretiens. La singularité des montagnes gaspésiennes offre un espace de rupture avec l'environnement quotidien. Cette rupture est liée au paysage où l'étendue des forêts renvoie le randonneur au mythe de la nature sauvage originelle ; elle est renforcée par l'absence visuelle d'infrastructures anthropiques, l'espace naturel est alors apprécié car il est « vide » d'humains.

Ainsi, le deuxième élément fort de l'expérience vécue au sein de l'espace naturel est la tranquillité trouvée au sein de ces derniers. Dans les Bauges, cette tranquillité est assurée par l'équilibre établi entre une faible fréquentation du massif (absence de tourisme dit « de masse ») et une présence humaine jugée comme authentique et traditionnelle (faible industrialisation des activités anthropiques). Le massif des Bauges est décrit comme « *un pays qui est resté comme tel, pas encore trop pollué par du tourisme à l'excès, avec des dimensions raisonnables de paysans* » (Com. pers. randonneur 107, Bauges, août 2011). Un autre randonneur ajoute : « *Au niveau humain, il n'y a pas grand monde. Ce qui est vraiment insupportable c'est vraiment les grandes stations de ski avec radio etc. Alors que là, on est tranquille. Au niveau des paysages c'est vraiment un carré entre Annecy et Chambéry, qui est pénétré par plein d'endroits différents mais on tombe toujours sur des vallées à dimension humaine. Il y a une sorte d'équilibre entre la nature végétale, l'animal, l'homme et il y a du rocher mais pas trop. Il y a des grandes falaises par endroits mais c'est équilibré par des forêts. Il y a de l'eau, la petite chapelle de Bellevaux. C'est devenu un petit peu touristique mais pas trop* » (Com. pers. randonneur 2, Bauges, août 2011). Cet équilibre entre l'homme et la nature assure un sentiment de sérénité aux individus qui s'extirpent ainsi des zones urbanisées et du monde humain côtoyé régulièrement à travers le travail et la vie en société. On retrouve ici l'image de la montagne développée lors des cures de thermalisme et du climatisme qui attribuait aux séjours à la montagne une expérience régénératrice (Bozonnet, 1992 : 188). Au niveau du parc national de la Gaspésie, cette coupure avec le monde urbain a été rapportée à plusieurs reprises, comme « *un moyen de relaxation* » et « *une thérapie* » à la vie moderne. Les randonneurs reconnaissent que leur visite est un « *anti-stress, l'antipollution du bruit* ». Les vertus de l'espace naturel sont ainsi opposées à l'environnement urbain au sein duquel « *on ne peut plus boire l'eau au ruisseau* », et où « *il n'y a plus d'animaux sauvages* ». Un randonneur explique : « *Les animaux, tu n'en vois jamais à Montréal, tu n'en vois jamais en banlieue de Montréal, un peu plus loin tu n'en vois jamais. Alors faut bien avoir des parcs comme cela pour avoir la chance de voir des animaux sauvages. C'est super important* » (Com. pers. randonneur 22, Gaspésie, juin 2011). Cette coupure avec la modernité permet ainsi de se reconnecter avec l'espace naturel.

La géologie des massifs, la flore alpine et la faune apparaissent comme des éléments fondamentaux pour établir un lien à la nature. L'observation d'animaux sauvages se distingue des deux autres facteurs dans la mesure où elle permet une interaction entre deux êtres vivants (Patterson et al., 1998). Le degré d'importance accordé à la faune varie cependant en fonction des visiteurs. Deux catégories de visiteurs apparaissent : les visiteurs dont le but principal de la visite est l'observation des animaux sauvages et les visiteurs qui voient la faune comme un élément du paysage (cf. encadré II.5, page suivante).

Un peu de méthodologie ...

La classification des visiteurs a été complexe à effectuer. Une première classification distinguant trois types de visiteurs allant des personnes peu intéressées aux personnes les plus intéressées par la faune sauvage a été réalisée dans un premier temps. Nous avons trois types de visiteurs : les visiteurs spécialistes ; les visiteurs qui considéraient la faune comme un élément essentiel du paysage et les visiteurs ne s'intéressant pas à la faune sauvage. Cette classification ne prenait cependant pas en compte toute une partie des visiteurs de la Gaspésie qui avaient construits leur voyage au Canada en fonction des animaux qu'ils pouvaient observer. Près d'une dizaine de groupes interrogés étaient dans cette situation. Même si leur caractéristique se rapproche fortement des visiteurs pour qui la faune sauvage est un élément essentiel au paysage (cela se retrouve notamment au sein de la figure II.15), nous avons fait le choix d'analyser plus en détail les entretiens et de refaire la classification. Ainsi, cette dernière a été construite en deux temps. Tout d'abord, nous avons trié les entretiens entre les touristes fauniques et ceux qui venaient pour visiter l'espace naturel en général. Au sein de cette catégorisation, nous avons ensuite distingué chaque visiteur en fonction de ses connaissances sur la faune sauvage des massifs visités, leur intérêt à observer cette faune sauvage, leur rapport à la photographie (cf. figure II. 15).

		Nb	% obs.
Touristes fauniques spécialisés	C1	9	8.1%
Touristes fauniques non spécialisés	C2	13	11.7%
Faune essentielle au paysage	C3	61	55%
Faune simple élément du paysage	C4	22	19.8%
Total		111	

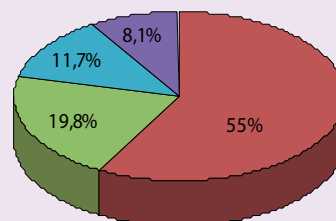


Figure II.15 - Classement des visiteurs de la RNCFS des Bauges et du parc national de la Gaspésie en fonction de leur niveau d'intérêt pour la faune sauvage

Dans cette figure, le total des pourcentages ne fait pas 100 % car nous n'avons pas tenu compte des non-réponses. Les non-réponses correspondent à des touristes que nous n'avons pas réussi à catégoriser.

Encadré II.5 - Point méthodologique sur la catégorisation des randonneurs dans les Bauges et en Gaspésie

2.1.1. La faune : un objectif dans la visite de l'espace naturel

Sur nos différents terrains d'études, seul un sixième des randonneurs rencontrés dans les Bauges et un dixième en Gaspésie entrent dans cette catégorie. Pour ces randonneurs, l'observation de la faune est le but de la visite (C1). Un acteur explique : « *je trouvais que faire de la randonnée cela ne m'apportait rien. Alors quand j'ai rencontré des gens qui m'ont dit comment faire, j'ai acheté des bouquins et je suis devenu un peu naturaliste. (...) C'est la première fois cette année dans les Bauges. J'essaie de varier Vercors, Chartreuse, Vanoise. Je viens pour la faune sauvage : les chamois, mouflons. En fait j'essaie d'être au lever du jour pour tomber sur les chevreuils, les cerfs. Puis ensuite arriver les premiers pour voir les chamois, surtout les mères et les petits* » (Com. pers. randonneur 7, RNCFS des Bauges, août 2011). Nous avons pu constater que ces visiteurs sont souvent des personnes bien informées sur la faune sauvage, ils connaissent les animaux présents

sur le territoire et leurs rythmes biologiques. L'organisation de la journée s'organise en fonction des potentialités d'observation avec un départ très tôt le matin afin de maximiser les chances de rencontre d'un animal. Ils pratiquent souvent la photographie et sont donc équipés de matériels performants afin de prendre les animaux en photo même si ceux-ci se trouvent à grande distance (cf. photo II.18).



Photo II.18 - Randonneur spécialisé prenant en photo un chamois dans la RNCFS des Bauges

En Gaspésie, en plus de ces touristes s'ajoutaient des visiteurs venus spécialement pour voir un maximum d'animaux, sans pour autant être des « spécialistes » de la faune (C2). Ces voyageurs avaient déterminé leurs itinéraires en fonction des animaux qu'ils pouvaient avoir la chance d'observer. Leur niveau de connaissances de la faune était cependant plus limité que les touristes « spécialisés ». Ils voyageaient généralement en groupe ou en famille et même s'ils disposaient d'appareils photographiques performants, le but de la photographie était de « ramener un souvenir de vacances » ; alors que pour les spécialistes, la qualité de la photo, son éclairage, les mouvements de l'animal sont des éléments fondamentaux à saisir.

Un paradoxe apparaît par ailleurs : parmi les touristes fauniques non spécialistes interrogés en Gaspésie, les trois quarts étaient originaires de l'Europe. Ils avaient effectué plusieurs milliers de kilomètres pour venir observer la faune sauvage. Pourtant, une fois qu'ils se trouvaient face aux animaux, l'observation se limitait à quelques minutes (entre une dizaine et une trentaine de minutes). En comparaison, les visiteurs spécialistes étaient capables de rester postés pendant plusieurs dizaines de minutes, leur temps d'observation moyen étant plutôt situé entre 45 minutes et une heure dans l'attente d'un orignal ou d'un ours. Les visiteurs spécialistes rencontrés étaient tous originaire du pays visité. Ainsi, le temps d'observation entre ces différentes catégories de touristes, toutes deux particulièrement intéressées par l'observation de la faune sauvage, n'est pas proportionnel à la distance parcourue pour effectuer cette observation.

2.1.2. La faune sauvage : un élément du paysage

En parallèle des touristes venus spécifiquement pour observer la faune, la majorité des randonneurs rencontrés n'était pas spécifiquement venue faire du tourisme faunique. La faune sauvage restait cependant un élément du paysage apprécié lors de leur expérience touristique.

Dans cette catégorie de visiteurs, il est possible de distinguer deux types de comportements. D'un côté, la faune sauvage est considérée comme un élément essentiel du paysage (C3); de l'autre, elle n'importe que peu aux touristes (C4). Pour ces derniers, elle est considérée au même titre que d'autres éléments de l'environnement tels que la flore et la géologie. Dans cette situation, le fait d'observer ou non de la faune sauvage n'entrave pas l'expérience globale du visiteur. Celle-ci est cependant magnifiée le temps de quelques instants si une rencontre avec un animal s'opère (cf. encadré II.6). Ainsi, « *l'exaltation de voir ou de juste entendre la faune sauvage dans son environnement naturel ajoute à l'excitation d'être en territoire inconnu*⁸ » (Fredrickson et Anderson, 1999 : 26). Un randonneur de Gaspésie explique « *Si on voit des animaux on va s'arrêter mais on vient pour l'activité ; l'observation, ce n'est pas quelque chose que je recherche de prime abord* » (Com. pers. randonneur 56, Gaspésie, juin 2011). Sur le massif des Bauges, le même type de témoignage apparaît : « *C'est important de voir des animaux mais ce n'est pas essentiel. Le fait de marcher dans un parc c'est bien effectivement. C'est un petit plus de voir des chamois. C'est bien, mais pour moi c'est le fait de marcher dans un parc où il y a une prise de conscience collective, cela c'est important. Je ne cherche pas à rencontrer les animaux. Instinctivement je ne provoque pas la rencontre. Si j'ai de la chance, je suis tombé tout à l'heure devant une harde de chamois avec des petits, j'ai été totalement conquis. C'est impressionnant. Mais je ne vais pas aller me mettre en tenu de camouflage pour les rencontrer* » (Com. pers. randonneur 105, Bauges, août 2011).

Pour d'autres, au contraire, la présence ou l'absence de faune transforme l'expérience vécue : « *La montagne est triste quand on ne découvre pas des fleurs ou des animaux sauvages. Je trouve la montagne triste quand elle n'est pas habitée. Quelle énergie cela donne, quand on se dit que là-bas je vais peut être voir des chamois et peut être des bouquetins et des tétras...* » (Com. pers. randonneur 107, Bauges, août 2011). La rencontre avec des animaux est alors un marqueur fort de la visite du massif, elle est souvent soulignée instinctivement par les visiteurs. En Gaspésie, un visiteur explique que l'observation de la faune rendait la randonnée « *intéressante* », notamment pour les enfants. Les animaux étaient alors un moyen pour passer un bon moment en famille. De plus, les conditions climatiques de la Gaspésie étaient souvent difficiles : pluies, brouillard et froid ternissaient régulièrement la journée des randonneurs. Or, ces derniers ont mentionné que l'observation d'animaux permettait de compenser ces conditions climatiques. Des randonneurs italiens témoignent : « *Aujourd'hui, c'est une journée très froide et pluvieuse. Nous ne pouvons pas voir la montagne mais nous avons observé six orignaux. C'est pourquoi nous ne pensons pas que c'est une journée de perdue, c'est parfait* » (Com. pers. randonneur 25, Gaspésie, juin 2011).

⁸ Traduction de "the exhilaration of seeing, or just hearing, wildlife in its natural setting added to the excitement of being in an unfamiliar territory".

Un peu plus tard dans l'après midi, alors que je viens de finir mon entretien avec un groupe de Gaspésiens, la fille du groupe relève : « tiens d'ailleurs il y a un caribou juste en face de nous ». Elle dit cela, un peu comme si c'était commun. Ce n'est pas sa première visite et elle a certainement observé cet animal à plusieurs reprises. Elle le dit un peu plus fort, et se retourne pour l'indiquer aux groupes autour. Le caribou est très loin, c'est une tache blanche qui se découpe sur le sommet. Je sors mes jumelles. Les autres groupes qui apprennent la nouvelle se précipitent dans la direction indiquée pour voir l'animal. D'un coup c'est l'excitation : tout le monde s'exclame, « où cela, où cela. Je ne le vois pas ! Tu le vois toi ? Il est où ? Ah oui je le vois ! Ça y est je l'ai ! » Un couple que j'avais interviewé quelques instants auparavant s'approche de moi. Le mari essaye de le repérer avec son zoom, sa copine continue à le chercher du regard. Je lui tends mes jumelles et lui explique que le caribou est à peu près au niveau de la plaque de neige en face de nous. Elle prend les jumelles et dit : « ça y est chéri, on en a vu un ! Au moins on l'aura vu. Oh il est tout seul. Il est vraiment seul ». Ils continuent à le regarder pendant près de 5 minutes puis s'en désintéressent et font des photos du paysage. Le désintérêt a regagné les groupes. La frénésie du départ retombe. Chacun retourne à ses conversations. Le caribou s'est déplacé et disparaît de la vue. Une femme s'approche de moi et me demande si je l'ai bien vu avec mes jumelles. Elle regrette de ne pas en avoir eu, car elle n'a vu qu'un point blanc se balader le long de la montagne.

Encadré II.6 - Extrait de carnet de terrain, Mont Albert - Parc national de la Gaspésie, Juin 2011

En conclusion, la faune est un élément de l'expérience touristique fondamental pour le tourisme de nature. Son degré d'importance varie en fonction de chaque visiteur, allant d'un simple élément du paysage au but du séjour. En ce qui concerne nos terrains d'études, il apparaît que la majorité du tourisme développé n'est pas directement du tourisme faunique au sens où les visiteurs ne viennent pas exclusivement découvrir la faune alpine ou canadienne. Cependant, l'animal garde une place prépondérante dans l'expérience des visiteurs, car la plupart considère la faune comme un élément essentiel des paysages qu'ils viennent contempler. Pour reprendre les termes utilisés par une randonneuse, ces derniers viennent randonner en montagne « pour voir des paysages et les paysages, c'est notamment sa faune » (Com Pers randonneuse 104, Bauges, août 2011).

La distinction entre ces différents visiteurs peut être approfondie par la différence construite par Lemelin (2006) à partir des travaux de J. Urry (1990) et J. Larsen (2001) sur la fonction du regard dans l'activité touristique. Cet auteur a travaillé sur le tourisme d'observation à l'ours polaire organisé à Churchill, Manitoba. En fonction du type d'observation réalisé par les visiteurs et de leur positionnement face aux animaux, il a reconnu trois perceptions visuelles de la faune (cf. figure II.16, page suivante). Le regard hébété-furtif (« *the gawk* ») qui reste un regard détaché face à un animal. Ce regard requiert peu d'effort pour l'observation qui se doit d'être stimulante pour le visiteur, autrement celui-ci passe son chemin rapidement. Le regard de passage (« *the glance* ») est le regard vers un animal depuis un véhicule en déplacement lent permettant aux visiteurs de profiter du paysage et de sa faune. Enfin, l'observation (« *the gaze* ») est une observation continue

liée à une pratique photographique postée. Ces différentes pratiques du tourisme faunique ont été identifiées en fonction d'une dimension temporelle, spatiale et sensorielle. Si le travail mené par Lemelin est « spécifique à l'observation d'ours polaire à Churchill » (2006 : 528), celui-ci peut être réadapté à notre étude en analysant le comportement des visiteurs en fonction des différentes dimensions construites par Lemelin. Ainsi, le regard hébété et l'observation garde les mêmes significations. Nous avons réadapté la définition du regard de passage : les pratiques d'observation sur nos terrains d'études se faisaient exclusivement à pied, l'utilisation d'engins motorisés n'étant pas permise pour les visiteurs. Le regard de passage désigne dans cette étude le regard à destination d'un animal pendant quelques minutes entraînant un court arrêt ou un simple ralentissement de la marche. De manière schématique, il est possible de classer les touristes « spécialisés » venus pour observer la faune dans une observation continue, alors que les touristes non spécialistes venus pour observer la faune ou ceux pour lesquels la faune est un élément déterminant du paysage ont plutôt un regard de passage. Les visiteurs pour qui l'animal n'est rien d'autre qu'un élément du paysage ont généralement un regard hébété sur l'animal sauvage (figure II.16).

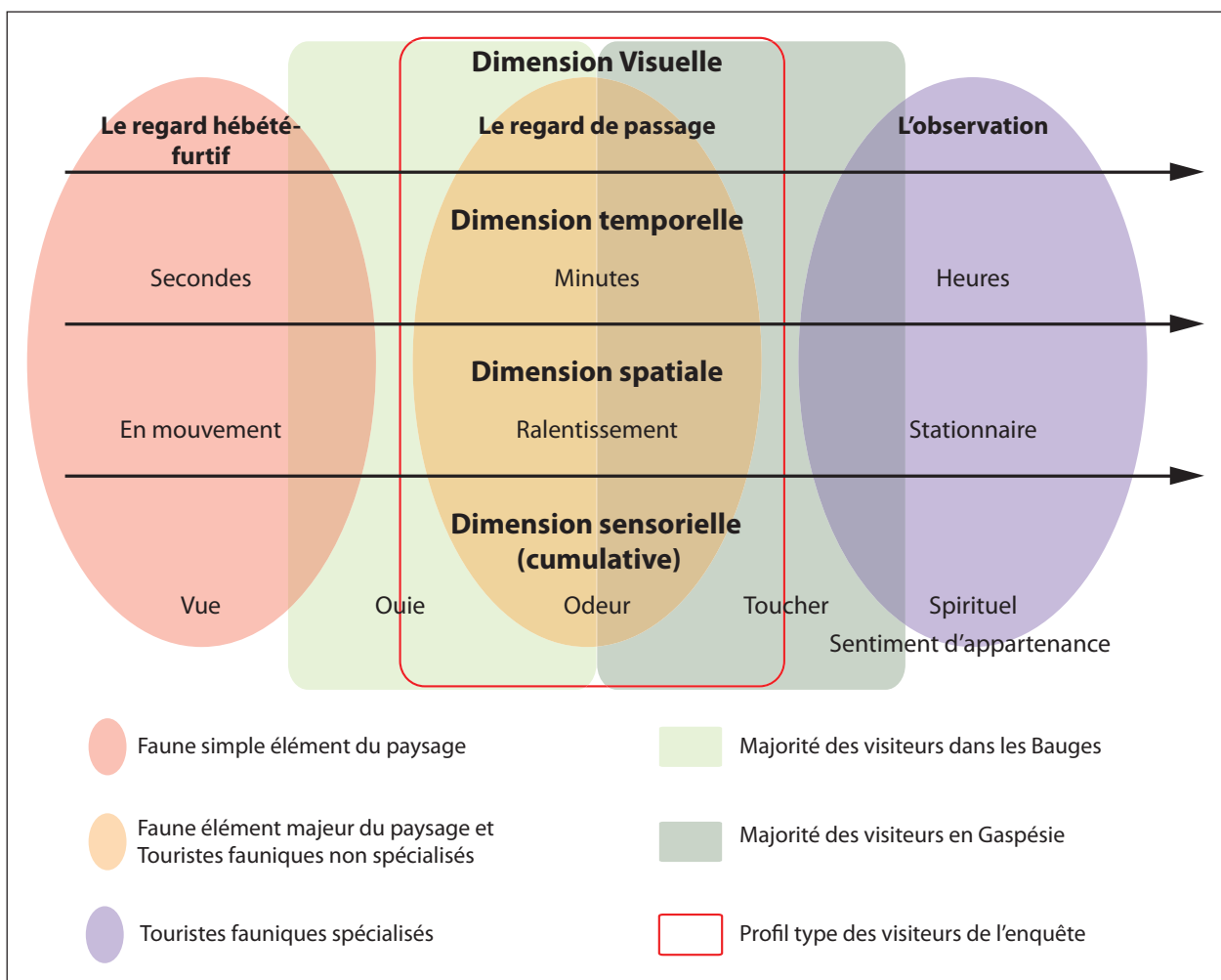


Figure II.16 - Un regard contrasté sur la faune sauvage, (adapté de Lemelin, 2006)

Dans cette figure, il apparaît que les touristes fauniques non spécialisés et les touristes pour lesquels la faune est un élément primordial du paysage se retrouvent dans une dimension visuelle similaire : le regard de passage. La majorité des touristes présents sur nos terrains d'études portait un tel regard sur la faune.

2.2. L'importance de la rencontre avec la faune sauvage

Au cours des entretiens, il a été demandé aux visiteurs de décrire leurs observations de la faune sauvage. L'analyse de ces discours fait apparaître des commentaires sur les animaux observés, leur nombre et la nature des interactions.

2.2.1. L'observation de la faune charismatique

Les randonneurs interrogés ont exprimé leur plaisir de pouvoir observer la faune sauvage, au sein de son habitat. La « *voir en vrai, comme cela en nature* » transforme un animal, jusque là seulement connu à travers les médias, en animal observé et photographié (Com. pers. randonneur 3, Gaspésie, juin 2011). L'animal entre alors dans la réalité de l'individu qui se l'approprie. Ce processus d'appropriation est par exemple visible à travers le lien fait entre un animal observé et la volonté de le protéger. En effet, l'observation en direct de la faune sensibilise les individus aux besoins de l'espèce, ils sont alors plus enclin à financer sa protection (Barnes et al., 1992) (cf. infra). Cette logique apparaît dans le discours d'un randonneur : « *Au parc Forillon, on a eu l'occasion d'approcher des ours à moins de 5 mètres. Et si je voulais protéger une espèce ce serait les ours car cela m'impressionne* » (Com. pers. randonneur 40, Gaspésie, juin 2011).

L'observation provoque également émerveillement et excitation (Curtin, 2009). L'émerveillement ressenti lors de l'observation est lié à un ensemble d'émotions qu'il est souvent difficile pour les randonneurs d'exprimer pleinement (Bulbeck, 2005 ; Curtin, 2009 ; Modelmog, 1998). La rencontre avec l'animal représente une expérience forte car c'est un souvenir raconté instinctivement pour décrire une randonnée. Les travaux effectués sur ce type d'expérience les décrivent comme « *des moments de profond bonheur et d'accomplissement* » dans lequel un individu pourrait se sentir : « *désorienté dans l'espace et le temps, transcendé, étourdi et il percevrait le monde comme bon, beau et plus séduisant* » (Keltner et Haidt, 2003 : 302 in Curtin, 2009 : 459). Ainsi, l'observation de la faune sauvage est souvent vécue comme « *un moment privilégié* ». Tels des explorateurs, la rencontre est perçue comme la découverte « *d'un trésor de la nature* ». L'animal vient récompenser la rupture du quotidien et le risque inhérent à celui-ci de se confronter à l'inconnu. Lorsque l'inconnu s'avère être la vue d'un animal sauvage, ce dernier apparaît comme une récompense⁹. De plus, le fait que l'animal soit perçu comme un symbole du pays ou de l'espace visité est un élément important expliquant les préférences d'observation. En France, le chamois et le bouquetin sont des symboles des montagnes alpines, ils sont donc particulièrement recherchés pour cette raison ; alors qu'au Canada, l'orignal, le caribou, la baleine et l'ours noir sont les principaux animaux cités dans les entretiens. Un touriste a expliqué qu'il souhaitait pouvoir observer une de ces espèces « *plus pour le mythe* » que pour le plaisir de l'observation elle-même (Com. pers. randonneur 12, Gaspésie, juin 2011). Enfin, les animaux présents en abondance mais difficiles à voir en raison de leur caractère farouche peuvent être

⁹ Nous verrons dans un paragraphe suivant que certaines conditions d'observations doivent cependant être respectées (cf. 2.2.3).

préférés par les visiteurs. Des randonneuses expliquent : « *Nous on aime voir les chamois c'est sûr. Mais je crois que je préfère voir les chevreuils, c'est plus difficile de les voir. C'est dans la forêt et il faut les surprendre. C'est plus fin un chevreuil et c'est beau* » (Com. pers. randonneuse 1, Bauges, juin 2011). La densité d'animaux joue alors un rôle dans les pratiques d'observation.

2.2.2. La densité d'animaux observés

Afin de réaliser de bonnes observations, la densité et la diversité d'espèces sont des éléments fréquemment relevés par les touristes. Ainsi, en Gaspésie, le fait de pouvoir observer en seulement un séjour d'une dizaine de jours des baleines, des ours noirs, des orignaux et des caribous est un élément particulièrement plaisant, relevé par plusieurs groupes de touristes. De même, une forte densité d'animaux offre de plus grandes chances d'observation, ce qui est très apprécié du public comme en témoigne ce touriste français en visite au Québec: « *On veut voir tout ce qu'on ne connaît pas et qui nous change comme l'orignal, c'est typique du Québec. Et l'autre jour on a vu une petite marmotte, ce qui n'est pas très typique c'est vrai, mais en France il faut marcher longtemps pour en voir et il faut avoir la chance. Alors qu'ici c'était bien* » (Com pers, randonneur, Gaspésie, juin 2011). Paradoxalement, la joie ressentie par les randonneurs est souvent inversement proportionnelle avec le nombre de rencontres d'animaux. Un randonneur explique : « *Quand on voit des chamois, des bouquetins, on est toujours content dans nos premières ballades. Après, c'est un peu tout le temps pareil* » (Com. pers. randonneur 43, Bauges, août 2011). Cette lassitude ressentie par l'observation répétée au fil de randonnées se retrouve également lorsque la densité d'animaux au cours d'une même visite est importante. Ainsi, en Gaspésie, il était fréquent de rencontrer le long du sentier Ernest Laforce plusieurs orignaux. Or, une fois le premier orignal vu, les randonneurs se désintéressaient peu à peu de toute nouvelle observation, au point de ne plus forcément regarder autour d'eux à la fin de la randonnée. Ils pouvaient passer à côté d'un orignal sans même le voir (observation de terrain le 4 juillet 2011). Cette abondance d'orignaux joue alors sur le temps d'observation : « *On s'est retrouvé avec des orignaux hier, sur le sentier. Les premiers, on les a vus de très près. C'était une mère avec son faon et elle était à deux mètres. On est resté 10 minutes, puis on a continué. On en a vu d'autres. Les autres, vu qu'ils étaient un peu loin et qu'on avait déjà vu, on est passé sans s'arrêter* » (Com. pers. randonneur 22, Gaspésie, juin 2011). Cet effet densité confirme les travaux menés par S. Curtin (2010a et b) qui avait déjà remarqué que les touristes devenaient « *blasés* » lorsqu'ils rencontraient un grand nombre d'espèces dans un faible espace-temps (cf. figure II.17).

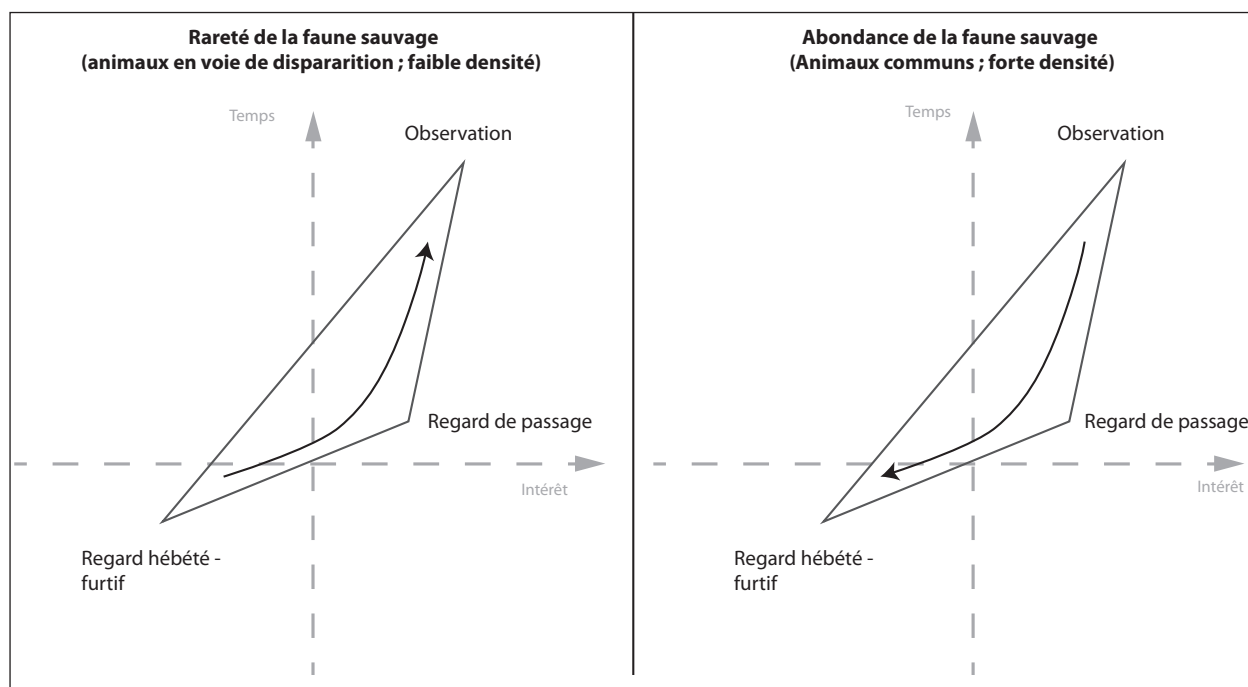


Figure II.17 - Trajectoire du regard porté sur la faune sauvage

Cette figure montre que la relation est inversement proportionnelle entre le temps d'observation et le nombre d'animaux vu. Plus l'observation sera difficile à réaliser en raison du faible nombre d'animaux, plus les visiteurs prendront du temps pour réaliser une observation. Plus le nombre d'animaux vu sera élevé, plus l'intérêt des visiteurs à l'égard des animaux diminuera.

2.2.3. La nature de l'interaction

Il a été vu précédemment que la vue d'un animal sauvage crée souvent l'excitation parmi les visiteurs, tout du moins durant les premiers instants de la rencontre. La distance de l'animal joue sur le temps d'observation et l'intérêt que les visiteurs pourront lui porter. De nombreux travaux ont rapporté l'importance de pouvoir se trouver à proximité de la faune sauvage (Bulbeck, 2005 ; Curtin, 2010b ; Pearce et Wilson, 1995). Cette dimension était aussi présente au sein des entretiens que nous avons menés. L'approche d'un caribou ou le fait de se trouver seulement à quelques mètres d'un orignal sont des éléments fréquemment cités comme source de sensations fortes. Cette proximité de l'animal permet d'établir un contact visuel. Ce face-à-face impressionne et ne laisse pas indifférent. Un randonneur décrit sa rencontre avec un chamois : « Je suis montée ce matin et il y avait un chamois devant moi. Il est resté 10 minutes. Je n'ai même pas eu besoin de sortir les jumelles. Il m'a regardé, on s'est regardé. C'est difficile à expliquer ce qu'on ressent quand on s'observe mutuellement » (Com. pers. randonneur 41, Bauges, août 2011). Le contact visuel interroge la place de chacun. Il donne souvent lieu à des réactions anthropomorphiques où l'homme attribue un discours à l'animal. L'humain se demande ce que l'animal peut penser de lui. Cela interroge également la juste place de chacun. L'animal « autre » est souvent vu comme étant dans son environnement alors que le visiteur se sent comme un étranger envahissant l'espace animal. Ainsi, le regard de l'animal « nous décentre et nous fait nous voir nous-même du point de vue d'une autre créature » (Berger, 1980 cité dans Curtin, 2010b : 163). L'interaction peut également passer par l'ouïe. Si la plupart des randonneurs ne font pas de bruit pour éviter de déranger l'animal observé, d'autres peuvent essayer de lui parler ou de l'imiter afin de l'attirer.

Au final, les résultats de nos travaux montrent qu'il est difficile de distinguer le tourisme faunique du tourisme de nature dans la mesure où la majorité des visiteurs même s'ils ne viennent pas pratiquer du tourisme faunique à proprement parler attribuent à la faune une valeur d'existence et de présence importante dans l'expérience touristique. La rencontre avec la faune sauvage, de préférence des animaux emblématiques, contribue à faire de la visite au sein de l'espace naturel une expérience régénérative et positive. La volatilité des émotions et sentiments ressentis est cependant forte. Si une première rencontre avec un animal crée l'enthousiasme, un effet d'habitude s'instaure rapidement en cas de contact répété. Ainsi, au regard de cette enquête, il apparaît que si la majorité des randonneurs peut à la vue du premier animal effectuer une observation continue, ces derniers passent rapidement au regard de passage, voire au regard hébété-furtif (cf. figure II.17). Compte tenu de cette diversité des regards et de la multiplicité des paramètres à prendre en considération, les politiques de gestion et d'aménagements du tourisme développées sur les sites visent à mieux sensibiliser et intéresser les visiteurs à la cause animale.

3. TERRITOIRE TOURISTIQUE ET TERRITOIRE FAUNIQUE : COMMENT GÉRER DES INTERSPATIALITÉS ?

Le développement du tourisme de nature amène à s'interroger sur la gestion des espaces humains et non-humains (Markwell, 2001). Si le tourisme d'observation est souvent perçu comme une activité non-consomptive donc non impactante pour la faune sauvage en comparaison à la chasse, une telle logique ne se vérifie pas dans les faits. Afin de dépasser la dichotomie consomptible/non-consomptive établie entre chasse et observation, l'impact des activités d'observation sur la faune sauvage et son domaine vital est analysé. Aujourd'hui, ces impacts essaient d'être limités par des mesures de gestion qui visent à la fois à encadrer le tourisme et à sensibiliser les pratiquants.

3.1. L'observation de la faune sauvage : une activité sans conséquence pour le monde animal ?

C'est à travers une revue de la littérature et les perceptions des touristes interrogés que les impacts du tourisme non-consomptif sur les grands ongulés sont ici abordés. Diverses perturbations sur la faune sauvage résultent de la fréquentation touristique du milieu naturel. Il faut savoir que les animaux gardent leurs distances avec leurs congénères et les autres espèces en préservant des distances de fuite. Les biologistes Laundré et *al.* (2001) et Altendorf et *al.* (2001) ont introduit la notion de « paysage de la peur » pour faire référence à l'habitat différemment utilisé par une espèce lorsque celle-ci a peur. La peur est « *un phénomène psychologique à caractère affectif marqué, qui accompagne la prise de conscience d'un danger réel ou imaginé, d'une menace* » (Le petit Robert, 2011). La peur d'un animal gibier face à un prédateur entraîne une utilisation différenciée de son habitat dans la mesure où il va adapter ses comportements afin de réduire sa vulnérabilité (Laundré et *al.*, 2010). Cette notion de « paysage de la peur » généralement utilisée dans les modèles prédateurs-proie en écologie peut également s'appliquer lors d'interactions entre les hommes et les animaux. L'homme, lors de son activité de chasse ou de randonnée agit au même titre qu'un

prédateur animal sur les espèces gibiers qui peuvent adapter leurs comportements et l'utilisation de l'espace face au risque que représentent ces activités. On parle par exemple de l'effet réserve lorsque les espèces chassées se concentrent dans des espaces où la chasse est interdite (Tolon, 2010). De nombreuses études, portant sur l'impact du tourisme non-consomptif sur la faune, ont montré que les animaux transformaient leurs comportements et l'utilisation de leur habitat en présence humaine (Knight et Gutzwiller, 1995). Les hommes gênent les cycles de reproduction des animaux ; ceux-ci subissent des pertes énergétiques liées à la baisse du temps d'alimentation, et à l'augmentation du stress (Enggist-Düblin et Ingold, 2002 ; Gander et Ingold, 1997 ; Hamr, 1988 ; Raveh *et al.*, 2012 ; Stankowich, 2008 ; Taylor et Knight, 2003). En plus de cela, le tourisme peut se traduire par le nourrissage des animaux sauvages par les visiteurs (Bulbeck, 2005 ; Newsome *et al.*, 2005). Ce nourrissage peut être direct, lorsque le visiteur essaie d'attirer un animal en lui donnant à manger, ou qu'il le récompense pour s'être approché ; ou indirect lorsque l'animal consomme des déchets laissés par les touristes. L'animal ne peut alors plus survivre par lui-même dans son milieu naturel, et/ ou changera de comportement. Devenant une menace pour les visiteurs, il pourra être abattu. Des ours sont par exemple régulièrement touchés par de telles mesures. Il est cependant important de souligner que toutes les activités ne provoquent pas les mêmes impacts sur les populations fauniques. Inggist-Düblin et Ingold (2002) ont montré dans les Alpes suisses que malgré une forte fréquentation de randonneurs, ceux-ci avaient moins d'impacts qu'un faible nombre de parapentistes sur une population de chamois. Les perturbations occasionnées par les randonneurs peuvent en outre être limitées par le respect des sentiers de randonnée.

Dans les Bauges et en Gaspésie, la majorité des visiteurs rencontrés considérait qu'ils n'avaient pas d'impacts personnels sur la faune sauvage. Ce sentiment résultait du fait qu'ils respectaient les réglementations en vigueur comme le fait de ne pas sortir des sentiers. Ils limitaient leurs propres impacts en ramassant leurs déchets et ne considéraient pas faire trop de bruits. Un randonneur explique cette logique : « *je pense que ceux qui sont là pour apprécier la paysage, regarder la montagne, eux ils ne dérangent pas car ils apprécient de loin* » (Com. pers. randonneur 97, Bauges, août 2011). Certains ont justifié leur position en expliquant que les animaux rencontrés n'avaient pas eu peur et se montraient parfois curieux à leur égard. Un randonneur sur le massif des Bauges témoigne : « *Je ne pense pas que je le perturbe quand je le regarde de loin. Mais c'est marrant ils s'intéressent quand même car ils nous regardaient monter, ils sont curieux. Ils ne sont pas complètement imperméables à l'homme, ils s'intéressent à ce qu'on fait* » (Com. pers. randonneur 1, Bauges, août 2011).

Le travail d'observation effectué sur le terrain démontre que les visiteurs n'ont pas conscience de leurs impacts. Dans les Bauges, lors des opérations de capture réalisées avec l'ONCFS, des situations de fuite de chamois face à l'arrivée de randonneurs ont été observées à plusieurs reprises. Ces randonneurs n'ont jamais eu l'impression d'avoir perturbé les animaux dans la mesure où ils ne les avaient pas dans leur champ de vision. Suivant le chemin, souvent concentrés à évoluer dans un environnement difficile, l'attention des randonneurs était fixée sur leurs pieds ou sur le panorama. Les animaux sont cependant sensibles à cette présence anthropique et en général ils voient les hommes bien avant que ces derniers aient la chance de les apercevoir eux-mêmes.

Ainsi, les randonneurs, même s'ils respectent les réglementations pour ne pas sortir des sentiers, perturbent la faune sauvage sans en avoir conscience. Ce phénomène est amplifié en montagne en raison de la topographie et des phénomènes d'échos. Un randonneur seul peut ainsi effrayer une harde de chamois ou de mouflons sans même entrer dans leur champ de vision. Une telle situation a été observée sous le Trélod au sein de la réserve lorsque l'écho des bâtons de marche d'un randonneur situé à plus de 150 mètres au-dessus d'une combe a fait fuir plusieurs chamois en contrebas (observation Bauges, septembre 2011).

La plupart de ces visiteurs reconnaissent cependant que la fréquentation touristique peut être négative lorsque celle-ci n'est pas respectueuse du milieu. Ce sont alors les autres qui sont perçus comme perturbateurs.

Les principaux éléments identifiés comme étant négatifs pour la faune sauvage sont 1/ l'approche des animaux, 2/ le bruit produit par la présence potentielle de véhicules motorisés ou par l'attitude des touristes et 3/ les déchets laissés par la présence humaine (cf. figure II.18).

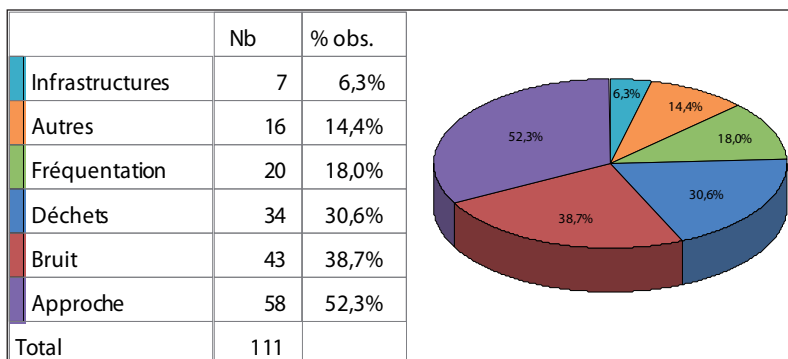


Figure II.18 - Perceptions des randonneurs des principaux impacts du tourisme de nature sur la faune sauvage sur la base des entretiens menés dans les Bauges et en Gaspésie.

Le total des pourcentages est ici supérieur à 100 % car il s'agissait d'une question à choix multiples où les réponses étaient non exclusives les unes des autres.

L'approche de la faune sauvage est perçue comme le premier facteur dérangeant. Cela s'explique par le fait qu'elle entraîne une réaction immédiate et visible de la part de l'animal : la fuite. Ainsi, le fait de « courir après » ou « de sortir des sentiers » a été cité par près de 60 % des personnes interrogées comme étant l'élément le plus perturbateur. Cet impact a été confirmé par diverses études menées sur les grands ongulés. Le respect des sentiers crée des processus d'habitude où les animaux se montreront moins peureux d'une fréquentation qui reste canalisée sur un sentier par rapport à une fréquentation sauvage où l'aire d'influence des visiteurs est alors désordonnée. Le bruit est le deuxième élément identifié comme néfaste pour la faune. Les utilisateurs jugent cet impact uniquement par rapport à leur propre expérience de dérangement ; autrement dit, c'est parce que l'individu va avoir été dérangé lors de sa pratique par d'autres utilisateurs du milieu qu'il identifiera cet impact comme étant négatif pour l'environnement. Par exemple, les touristes peuvent être dérangés par les activités motorisées et ils évaluent les perturbations en fonction de leur ressenti négatif : « Il y a des cons qui se permettent de passer en bas avec leur quad, c'est terrible. C'est royalement terrible. Cela fait peur aux humains, à la faune, cela pollue » (Com. pers. randonneur 97, Bauges, août 2011). Le bruit peut également être lié à la présence des autres usagers qui n'adoptent pas un comportement respectueux en montagne. Ces derniers n'hésitent pas à « parler fort », à « hurler » ou « crier ». Enfin le troisième élément perçu comme négatif pour

la faune sauvage et plus largement pour le milieu naturel concerne les déchets. Les randonneurs soulignent que leur impact sur le milieu est limité en raison de leur propreté et qu'ils ne laissent rien sur leur passage. Cette précision est apportée comme pour justifier du bon comportement adopté au sein d'un milieu réputé naturel (cf. figure II.19).

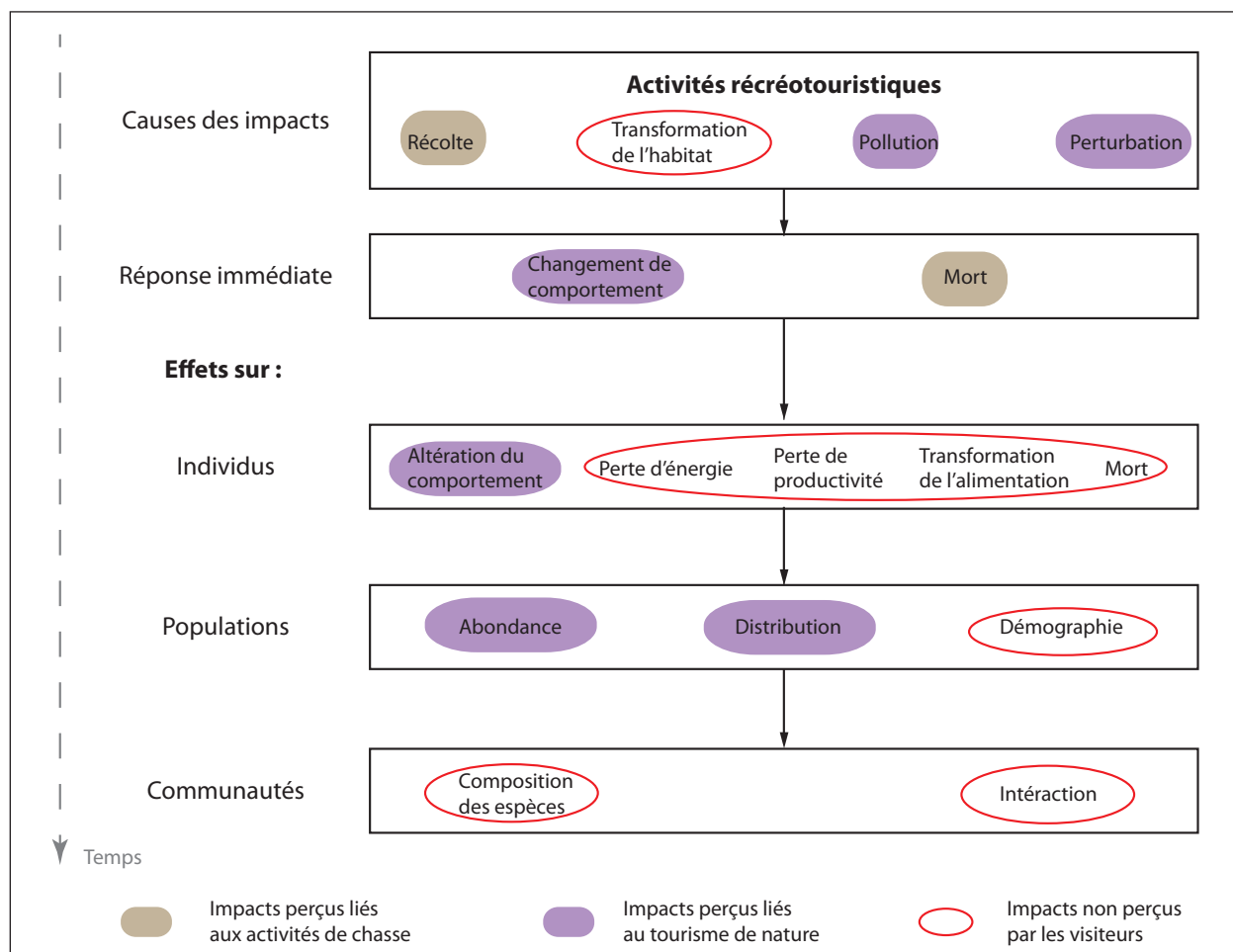


Figure II.19 - Les impacts du récréotourisme sur la faune sauvage (adapté de Knight et Cole, 1995)

Cette figure montre le décalage qu'il y a entre les perceptions des visiteurs concernant leur impact sur la faune lors d'activités récréotouristiques et les impacts réels. En marron sont indiqués les impacts liés à la chasse reconnus par les visiteurs. En violet sont représentés les impacts du tourisme de nature perçus par les visiteurs. Ainsi, on voit que le tourisme peut entraîner la récolte directe d'un animal (tourisme de chasse), la transformation de l'habitat, de la pollution, des perturbations de la faune. La réponse immédiate à ces éléments est soit la mort de l'animal, soit un changement de comportement. Il y a en plus des effets à long terme, si les perturbations persistent. Cela impacte l'animal au niveau individuel, ce qui se répercutera à l'échelle des populations. Les transformations qui ont lieu à l'échelle des populations impacteront l'équilibre de l'écosystème en changeant l'équilibre jusque là établi entre les communautés présentes au sein de l'écosystème.

L'analyse comparée de la littérature et des perceptions des touristes interrogés montre qu'il existe un fossé entre ce que perçoivent les visiteurs et les impacts produits sur la faune sauvage. Les randonneurs ne sont pas assez sensibilisés aux effets de leur présence. Le principal problème vient du fait que la nuisance est toujours perçue comme venant de l'extérieur. Cette extériorité dédouane l'individu qui continue sa pratique sans s'interroger sur le « paysage de la peur » de l'animal.

Face à ces perturbations, des mesures sont régulièrement prises par les gestionnaires de territoire pour limiter les différents impacts.

3.2. Les aménagements mis en œuvre par les gestionnaires pour limiter les impacts négatifs du tourisme de vision

Deux politiques principales, non exclusives l'une de l'autre, sont menées par les gestionnaires d'espaces naturels pour réguler la multifonctionnalité de l'espace. Rappelons que la multifonctionnalité est ici entendue au sens où l'espace est à la fois un espace productif (travail des agriculteurs, sylviculteurs, éleveurs, chercheurs), un espace récréatif (loisirs, tourisme) et un espace de vie (habitat de la faune).

La première politique vise à limiter les impacts à travers des mesures coercitives et d'encadrement du public, alors que la seconde est tournée vers l'éducation afin que les visiteurs adoptent par eux-mêmes une attitude respectueuse à l'égard de l'environnement.

3.2.1. L'aménagement du tourisme de vision pour réguler la pression sur les habitats fauniques

Une manière de limiter la pression touristique sur les animaux est de réguler les interactions que l'homme aura avec la faune sauvage. Que ce soit en France ou au Québec, des mesures limitant l'accès à l'espace naturel sont adoptées.

3.2.1.1. La création de zone de quiétude de la faune dans la RNCFS des Bauges

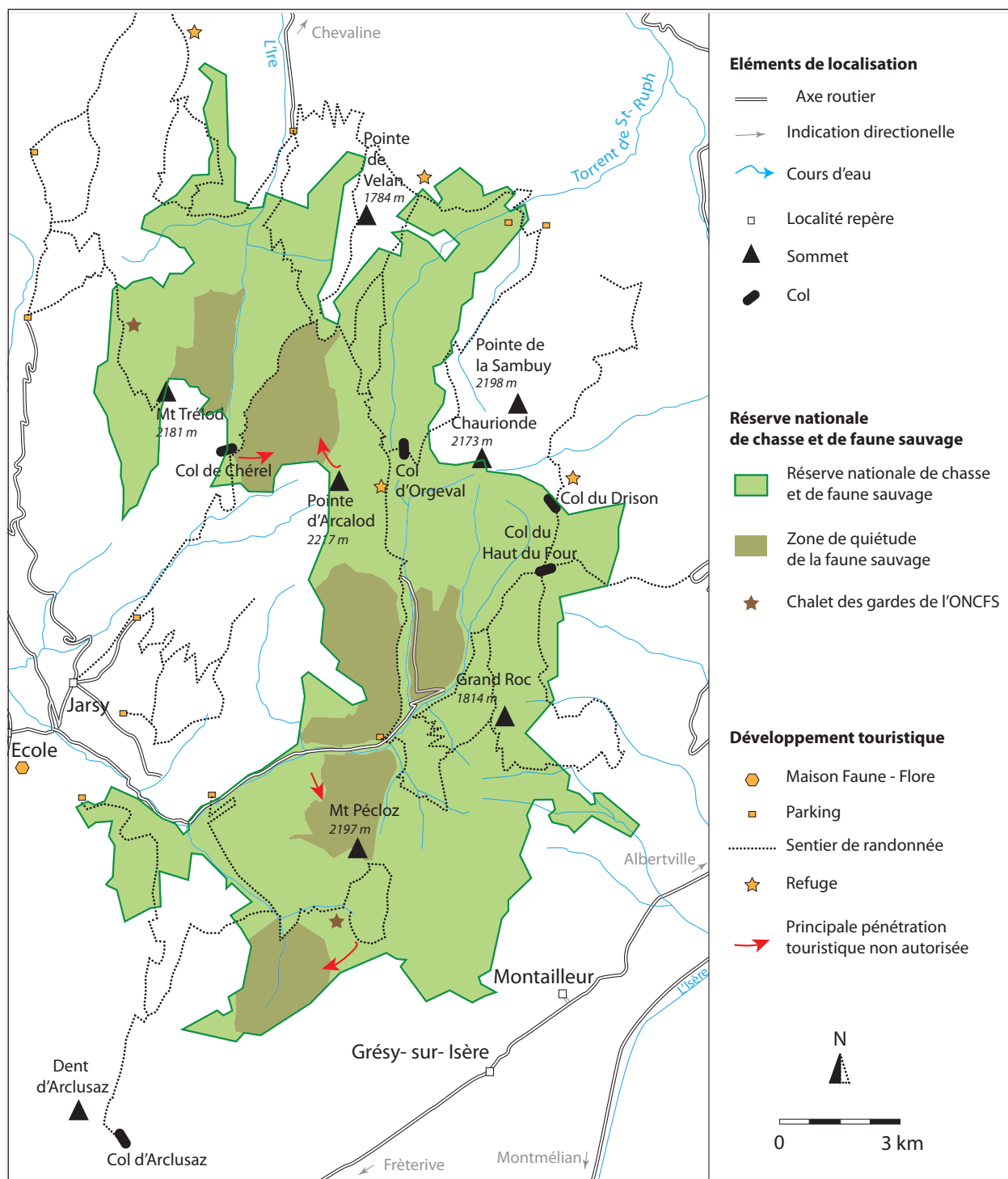
Dans les Bauges, les gestionnaires de la RNCFS sont actuellement en train de mettre en œuvre un arrêté afin de contrôler l'accès à la réserve par l'emprunt de sentiers de randonnées clairement balisés à cet effet. Les activités hivernales sont particulièrement concernées dans la mesure où ces dernières ont souvent un impact plus fort qu'en période estivale : le déplacement des animaux dans la neige, en réaction à une intrusion dans leur espace vital, occasionne une perte de calories pouvant leur être fatale (Arlettaz et al., 2007). Des politiques d'exclusion sont également mises en œuvre avec l'interdiction de certaines zones en fonction de la saison ou de l'espace considéré. Par exemple, dans la RNCFS, des zones de quiétude de la faune (ZQF) ont été établies afin d'assurer la tranquillité des animaux (cf. figure II.20). Historiquement, ces ZQF ont été mises en œuvre dès 1968 afin de limiter les problèmes liés à la multifonctionnalité du territoire et faciliter les opérations de capture de ces animaux (cf. photo II.19).



Photo II.19 - Indication sur un arbre d'une zone de protection spéciale

Lors de la mise en œuvre des zones de protection spéciale à la fin des années 1960, les gestionnaires de la réserve indiquent leur présence par la pose de panneaux et le marquage d'arbres et de rocher longeant leur périmètre. Le marquage représente une tête de chamois peinte en rouge. La signification de ces marquages est aujourd'hui largement méconnue et ignorée du grand public.

Les ZQF garantissent de manière indirecte des zones de tranquillité à la faune face à la fréquentation touristique. Elles ne sont cependant pas toujours bien accueillies par le grand public qui ne comprend pas pourquoi des restrictions d'accès s'appliquent en zone de montagne, alors que la montagne est souvent perçue comme un lieu de liberté (Bozonnet, 1992 ; Mignotte in Mermet et Moquay, 2002).



Les sites de discussion sur internet concernant les activités de nature offrent aux pratiquants de la montagne des espaces de débats intéressants à analyser pour comprendre comment chacun se positionne. Différentes thématiques apparaissent. Si certains voient ces ZQF comme une atteinte à la liberté, leur discours est motivé par le fait qu'ils se considèrent comme boucs émissaires. Les randonneurs ne sont pas un groupe bien organisé avec un fort pouvoir politique, ils considèrent que des restrictions leurs sont plus facilement administrées en raison du manque de lobbying. Ainsi, ces acteurs opèrent une montée en généralité et comparent leurs activités avec les pollutions industrielles. Ils élargissent le débat afin de ne pas avoir à répondre de leurs propres activités, rejetant sur l'extérieur les problèmes de dérangements et de pollutions impactant la faune. Aux yeux de ces visiteurs, l'interdiction n'est pas justifiée et reste mal comprise, poussant à adopter des comportements subversifs. Les mécontentements résident également dans le fait que la législation n'est pas perçue comme égalitaire vis-à-vis de tous les usagers. La chasse par l'application de tirs de prélèvements est en effet pratiquée au sein de ces ZQF, les randonneurs ont donc l'impression que des « passe-droits » existent. Il est vrai qu'il est difficilement concevable à l'échelle individuelle que le dérangement occasionné par des randonneurs soit plus préjudiciable que celui lié à la présence de chasseurs. La régulation et le contrôle de chacune de ces activités sont cependant bien différents du point de vue des gestionnaires. S'il est facile pour eux de contrôler le nombre de chasseurs et leur fréquence dans une ZQF dans la mesure où l'autorisation est donnée à titre individuel et ponctuellement dans le cadre d'une activité aux objectifs précis (le prélèvement de tel ou tel animal), c'est loin d'être le cas en ce qui concerne la fréquentation touristique qui est une activité diffuse dans l'espace et le temps. Cela pose des questions sur la compatibilité des activités dans le temps et l'espace. Le fait que les randonneurs voient des chasseurs avoir un accès qui leur est interdit participe à leur mécontentement et encourage le développement de comportements allant à l'encontre des réglementations établies tout au long de l'année, car la gestion n'est pas comprise voire décredibilisée. Un randonneur explique sa position en réponse à un commentaire mis sur un site de ski de randonnée par un acteur de la réserve nationale : *« ne pas venir déranger le garde manger des viandards, qui une fois la saison lancée, viendront eux, non seulement déranger la faune, mais la supprimer sous couvert de régulation après l'avoir laissé se reposer. Ce genre d'interdiction, monsieur, je m'en fous clairement et aucun des secteurs que vous citez n'a été épargné par mes spatules par le passé et ne le sera dans les années à venir si l'envie me prend de revisiter les lieux. Quel scandale de vous porter pour un défenseur de la nature. Vous êtes quand même des sacrés rigolos messieurs les gardes du PNR des Bauges »* (Source F8 Seb sur skitour, 13 décembre 2008, consulté en janvier 2013). Il s'agit alors d'un problème de cohérence de l'action menée et de visibilité de cette cohérence.

Le problème de cohérence est également souligné par la diffusion de « topos » de sorties de ski de randonnée. En 2006, les topos de ski de randonnées diffusés sur internet encourageaient certaines sorties qui passaient dans les zones de quiétude de la faune. Un débat avait alors été lancé sur le fait de retirer ces topos ou de simplement ajouter l'information d'interdiction. C'est finalement la deuxième option qui a été choisie en raison du besoin d'éducation du public et de la difficulté de contrôler les diffusions d'information sur internet. Si la plupart des principaux sites web de randonnées est aujourd'hui sensibilisée à la présence de ces zones, les topos papiers

manquent encore largement d'informations. Soulignons que malgré l'interdiction, une partie des randonneurs choisit tout de même d'aller skier ou randonner dans ces ZQF, la plupart n'ayant pas conscience que le passage d'une personne seule peut être source de dérangement. La logique du visiteur le poussera à faire passer son désir personnel sur les perturbations provoquées, comme en témoigne ce skieur : « *Je reconnais que la Combe de Curtillet était vraiment tentante et fantastique à skier. J'y suis descendu en sachant que c'était interdit. Et nous n'avons même pas dérangé de bandes d'ongulés* ». On retombe ici dans la logique du randonneur qui se considère comme sensibilisé aux problématiques de protection de la nature et qui n'a pas l'impression de perturber. Si perturbation il y a, ce sont les autres qui en sont certainement responsables.

Néanmoins, les réactions allant à l'encontre de ces ZQF restent marginales. Que ce soit à travers les sites consacrés à la randonnée ou lors de nos entretiens, des discours en faveur du respect de ces zones se faisaient entendre. Ces discours favorables étaient de deux ordres. Les premiers étaient en faveur d'une large protection du milieu naturel et de sa faune et comprenaient très bien que des zones soient interdites au public. Ils encourageaient même ce genre de mesures, proposant instinctivement qu'une plus grande protection environnementale soit mise en œuvre. Les seconds étaient en faveur de l'interdiction de certaines zones pour la faune sauvage à condition que cela ne limite pas trop la pratique de la randonnée. Leur positionnement était donc plus mesuré que pour les premiers. Un randonneur explique : « *Ce n'est pas plus mal, cela permet aux animaux de se reproduire en toute quiétude. Mais tant qu'on a la possibilité d'avoir des sentiers de randonnée cela me va. Après qu'il y ait des zones réservées aux animaux, c'est bien* » (Com. pers. randonneur 110, Bauges, août 2011). Ces randonneurs sont en faveur d'une protection de la faune sauvage, mais il ne faut pas que cela aille trop à l'encontre de leurs pratiques et usages de l'espace. S'il est possible de rendre compatible usages et protection, alors ces randonneurs acceptent la création d'espaces réservés exclusivement à la faune. Cependant, si leur pratique en vient à être limitée de sorte que leur plaisir personnel en pâtirait, la priorité est alors donnée à l'humain.

3.2.1.2. Les mesures de protection du caribou de la Gaspésie face au développement touristique

En Gaspésie, les mesures visant à restreindre l'accessibilité de l'espace naturel ont montré toute leur importance pour la préservation du caribou de la Gaspésie. Afin de bien comprendre la gestion développée en matière de zonage des différents espaces, entre l'espace touristique et l'habitat de l'animal, nous réalisons une analyse diachronique des interactions entre le développement touristique et la protection du caribou de la Gaspésie.

Au début du XX^{ème} siècle, l'intérieur de la péninsule gaspésienne n'est toujours pas colonisé. Seuls quelques riches hommes d'affaires nord américains, accompagnés de guides locaux s'y aventurent afin de pratiquer la pêche au saumon et la chasse (Gagnon, 2003). En 1937, le gouvernement crée le parc national de la Gaspésie au cœur des montagnes du massif gaspésien. Cette création vise à développer le secteur récréotouristique à l'intérieur de la péninsule tout en affichant une volonté politique en faveur de la conservation de l'environnement. Le parc est ainsi

soustrait à l'exploitation minière et forestière, la chasse y est également interdite. Il constitue en cela un sanctuaire pour le caribou de la Gaspésie dans la mesure où cette espèce est alors en forte diminution, « *ce dandy des montagnes, svelte, élégant, gracieux [ayant fait l'objet] d'un massacre injustifiable* » (Source Q2 Prévost, 1906 : 15). La création du parc de la Gaspésie représente une des premières mesures de protection stable de l'espèce.

Si le développement récréotouristique et la conservation de l'environnement sont les deux objectifs énoncés conjointement à la création du parc, les faits traduisent la priorité alors donnée au tourisme. Un rapport de novembre 1937 écrit par le surintendant des parcs, Ernest Ménard, adressé au ministre des Mines et des Pêcheries, Onésime Gagnon, en témoigne : « *Le but de la loi étant de créer cette réserve comme parc public et lieu de délasserment, nous avons principalement inclus dans ce territoire le Mont Albert et les pics de la Table* ». Le périmètre du parc a alors été principalement établi de manière à « *ne pas porter préjudice aux intérêts miniers* », en sélectionnant de préférence des terrains « *qui étaient improductifs ou inexploitable pour l'industrie forestière* ». (Source Q2 Québec, 1937). A aucun moment, il n'est fait mention de la protection de l'habitat du caribou. Il faut dire qu'à l'époque, les troupeaux peuplaient encore une grande partie de la Gaspésie. De plus, la protection de l'animal reste limitée dans la mesure où la chasse est ouverte à l'extérieur du parc.

Le paradoxe entre les politiques menées par le parc et la situation du caribou de la Gaspésie marque la gestion du premier parc national de la Gaspésie, de 1937 jusqu'aux années 1980. La volonté du gouvernement de sauvegarder l'espèce est clairement énoncée par les mesures prises en faveur de l'animal : interdiction de la chasse, accroissement de la taille du parc justifié dans les discours pour la protection de l'espèce, investissement du gouvernement dans une étude sur la biologie du caribou. Ces mesures, si elles témoignent d'une volonté politique, cachent en réalité un manque de décisions effectives. Alors que les autorités sont conscientes, dès les années 1950, que la protection du caribou doit aller de paire avec la protection de son habitat en limitant l'exploitation forestière, aucune action concrète n'est prise dans ce domaine. Allant à l'encontre de ces exigences, le parc sera d'ailleurs successivement réouvert à l'exploitation forestière en 1938, à l'exploitation de certains minéraux en 1943 puis dans son ensemble à l'industrie minière et forestière à partir des années 1960. Ce positionnement traduit la primauté des enjeux économiques sur des enjeux de conservation. Un biologiste à cette époque témoigne : « *Le caribou devra donc se réfugier bientôt sur les cimes dénudées dans les tourbières ou dans les quelques parcelles d'épinette que le bûcheron n'aura pu atteindre. Il faudrait évidemment créer des réserves forestières inviolables autour du Mont Logan, du Mont Albert et de la Table. Cette procédure amènera des conflits graves, parce que l'économie de la région, qui était autrefois basée sur la pêche, dépend maintenant presque complètement du bois et des mines. (...) Malheureusement, rien ne laisse prévoir de ralentissement de ce côté, à cause des pressions politiques exercées par les propriétaires de moulins à scie et à cause de la situation économique de la région* » (Moisan, 1958 : 46).

Ainsi, par des effets retours, la création du parc a-t-elle paradoxalement accéléré la destruction de l'habitat du caribou : amenant une ouverture du territoire *via* le développement des infrastructures routières à des fins touristiques, celles-ci ont été largement utilisées pour l'exploitation forestière et minière, qui ont en retour accéléré la destruction de l'habitat de l'espèce.

Le système de parcs nationaux provinciaux est révisé en 1977 afin de répondre à certains critères de conservation de la nature internationalement reconnus (Source Q2 Bourdages *et al.*, 1984). Le parc national de la Gaspésie est refondé en 1981 (figure II.21). Cette refondation place le tourisme au centre du développement économique de ce territoire, les activités minières et forestières étant fermées au sein du parc. Les nouvelles limites du parc sont dessinées à partir d'un compromis entre les enjeux de ces industries et la protection du territoire biologique du caribou, alors même que cet élément n'avait pas été pris en compte en 1937. Le caribou est au cœur des audiences publiques et les impacts de la pression anthropique (dont celle des touristes) sont âprement discutés. Le conseil régional de développement de l'Est reconnaît alors que « *l'augmentation de la fréquentation du Parc peut amener des transformations dans l'habitude de vie de ces cervidés (...) la disparition du caribou au Mont Logan est due à la présence humaine en cet endroit. Ce sommet où séjournait une population de caribous en 1955, a été complètement abandonné par ces derniers depuis qu'on y a érigé une tour de communication et que des motoneigistes sillonnent les chemins d'accès à cette tour* » (Source Q2 Québec, 1978 : 26). Un plan d'interprétation du parc est mis en œuvre afin de valoriser touristiquement les différentes ressources du territoire : la faune avec la découverte du caribou, de l'orignal et de la rivière à saumon est ciblée, de même que la flore et la géologie spécifique du massif.

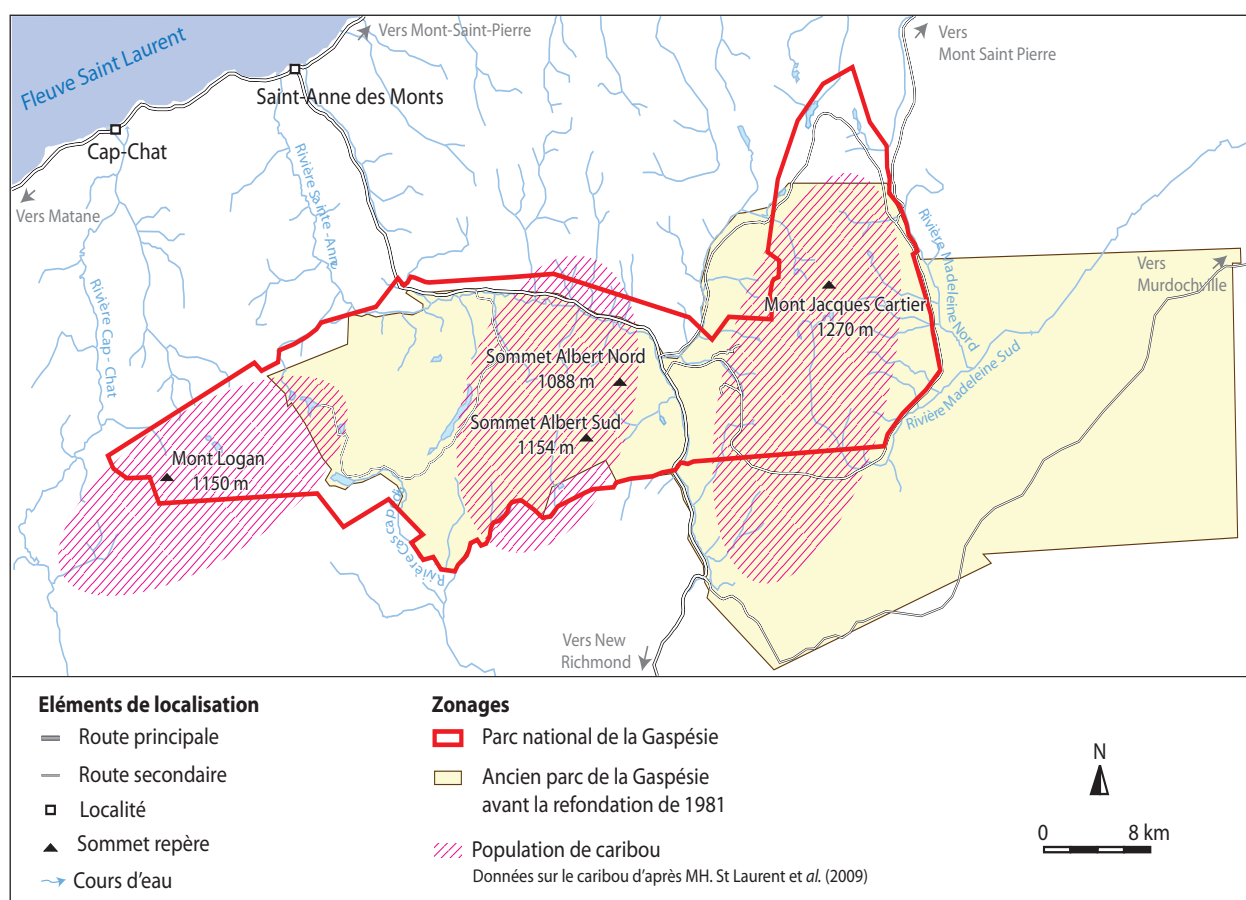


Figure II.21 - Refondation du parc national de la Gaspésie

En 1984, le statut officiel du caribou évolue et le caribou de la Gaspésie est reconnu comme espèce menacée. Une telle situation entraîne la constitution d'une équipe de rétablissement de l'espèce en charge de développer un plan d'action afin de redresser les populations. Le premier plan de rétablissement du caribou de la Gaspésie est adopté en 1990. Deux actions principales sont préconisées : la première est une politique anti-prédateur qui doit permettre d'assurer la survie des faons afin de renouveler la population ; la seconde est un appel au développement des connaissances scientifiques sur l'espèce. Une étude est alors menée sur l'impact des randonneurs sur le caribou (Dumont, 1992). Celle-ci démontre le dérangement occasionné par les visiteurs dont le nombre croissant entraîne une augmentation à la fois de la dispersion des randonneurs aux sommets et des comportements subversifs à l'égard de l'espèce. En effet, l'activité humaine « modifie les budgets temporels de comportements des caribous qui passent alors moins de temps à s'alimenter et à se reposer et davantage à surveiller, marcher et courir (...) ». Elle induit « un certain délaissement du sommet par les caribous de même qu'une modification de leur répartition spatiale sur le sommet », ce qui augmenterait la vulnérabilité des faons dans la mesure où « 64,2 % des caribous impliqués dans une rencontre directe avec un randonneur quittent le sommet et se déplacent vers la zone boisée adjacente au plateau », lieu où les faons sont une proie facile pour les prédateurs (Dumont, 1992 : 63). Cette étude se conclut sur plusieurs recommandations, qui seront suivies par l'administration du parc. Les deux mesures principales limitent l'accessibilité au sommet du Mont Jacques Cartier en fonction 1/ des saisons et ce, afin de prendre en compte les temps biologiques de la reproduction et de la mise à bas de l'animal et 2/ des heures de la journée, l'accès au sommet ne pouvant se faire que de 10 à 15 heures (cf. figure II.22). De plus, les premières années, un gardien de territoire est également employé afin de surveiller les touristes pour que ces derniers ne sortent pas des sentiers. Une fois la dynamique lancée, les comportements des randonneurs se font de plus en plus respectueux, comme en témoigne un garde parc naturaliste aujourd'hui en fonction : « C'est sûr qu'il y a eu une évolution concernant le respect des règles en montagnes. (...) On voyait toutes sortes de choses, des gens qui couraient après le caribou quand nous on était en train de leur expliquer que justement il ne fallait pas faire cela. (...) Aujourd'hui, même s'il y a plus de gens qu'à cette époque, c'est plus respectueux » (Com. pers. garde parc naturaliste, Gaspésie, octobre 2010).



Figure II.22 - Fermeture de sentier pour permettre l'accouplement des caribous, parc national de la Gaspésie, octobre 201p

Le degré d'acceptation de fermeture de l'espace varie là aussi selon les individus. Quelques mécontents soulignent que le caribou est un frein au développement touristique du massif gaspésien. Depuis quelques années, le ski hors piste se développe en Gaspésie. Or, en raison de la protection de l'habitat du caribou et afin d'éviter le dérangement de l'animal, certaines zones restent fermées à cette activité. Ces zones sont pourtant prisées par les skieurs car elles sont les plus élevées du massif gaspésien. Un skieur témoigne : « *Les endroits qui sont plaisants à skier sont fermés à cause de la présence des caribous. Y'en a pas tant que cela de la place en domaine alpin, on n'est pas dans l'Ouest canadien. (...) Et moi, je me suis jamais déplacé en Gaspésie pour dire je vais aller voir des caribous mais je me suis déjà déplacé en Gaspésie pour dire que je vais aller skier des montagnes qui ressemblent à l'Ouest canadien* » (Com. pers. skieur, Cap-chat, juillet 2011). Pour d'autres visiteurs, au contraire, la protection de l'animal est prioritaire par rapport à l'accès des randonneurs. Ils proposent de renforcer les politiques d'interdiction d'accès, comme en témoigne ce randonneur : « *Je ne comprends pas pourquoi on ne prend pas la décision d'essayer d'empêcher les gens d'y aller. C'est sûr, on était bien content de les voir. Mais moi je serais tout à fait d'accord qu'il n'y ait plus d'humains qui y aillent. Même si on met des heures, on limite, ce n'est pas suffisant. Hier ils nous disaient qu'il n'y avait que 4 petits qui survivent alors qu'il en faudrait 17 pour maintenir la population. Est-ce que le fait qu'on y aille, cela dérange ? Je pense que cela serait bien que pendant 4 à 5 ans ce soit bien qu'il n'y ait personne qui y aille. Qu'on les laisse tranquilles complètement, ce serait quelque chose à essayer* » (Com. pers. randonneur 68, Gaspésie, juin 2011). La majorité des visiteurs est cependant favorable à un *statu quo*. Les mesures restrictives d'accès sont jugées nécessaires et positives pour la protection des caribous mais le fait que l'accès aux sommets ne soit pas totalement interdit reste important. En effet, les sommets où sont présents les caribous sont aussi les buts de randonnées présentant le plus grand dénivelé du Québec.

Au final, les aménagements coercitifs développés pour la protection de la faune marquent spatialement des limites entre espaces humains et non-humains, en se concentrant sur les zones où l'emboîtement de l'un et l'autre est source de conflits. En ce qui concerne le tourisme faunique, le conflit se caractérise lorsque l'activité touristique perturbe le fonctionnement de l'écosystème au point d'impacter sa reproduction (cf. chapitre 6). Les mesures de gestion adoptées imposent alors une segmentation spatiale entre espaces humains et non-humains afin d'assurer la pérennité du système. Si les exemples présentés ci-dessus se réfèrent uniquement aux terrains bauju et gaspésien, il est intéressant de remarquer que des dynamiques similaires sont présentes au Nunavut. Le tourisme n'étant pas encore bien développé, aucune mesure de protection n'a pour l'instant été mise en place afin d'en réguler ses effets sur la faune. C'est le développement minier qui prolifère en Arctique qui amène les communautés inuit à réfléchir à cette distinction entre espaces humains et non-humains, alors que dans la cosmologie traditionnelle ces deux espaces co-évoluent constamment. Or, l'impact de l'activité minière sur les populations fauniques pousse les communautés inuit à reconnaître des espaces qu'elles souhaitent soustraire au développement d'infrastructures anthropiques. Par exemple, lors de consultations avec les Inuit de la région de Kivallik, ceux-ci ont identifié les zones de mises à bas des caribous comme des zones nécessitant

des mesures de protection spéciale (Com. pers. biologiste de la communauté d'Arviat, Arviat, mai 2011). Dans la tradition inuit, ces zones étaient généralement protégées par les croyances, ces sites étant souvent connus comme étant des sites sacrés (Costanza et Martina Herrmann, 2011).

Les aménagements développés pour la protection de la faune provoquent des réactions contrastées de la part du grand public. Les usagers directement impactés par une fermeture du milieu naturel auront tendance à refuser les réglementations et à développer des comportements subversifs pouvant mener aux conflits avec les gestionnaires de l'espace. L'éducation et la sensibilisation sont ici des éléments à développer tout en sachant qu'ils ne seront pas automatiquement efficaces. Cela s'explique par l'éthique de chacun. Un acteur ayant une vision exclusivement utilitariste de l'espace naturel ne comprendra pas pourquoi il devrait restreindre son activité en faveur d'un animal. C'est la considération de la place de l'animal dans l'ordonnement des espèces qui joue dans la construction d'un jugement de valeur et *in fine* sur les perceptions des acteurs (cf. chapitre 7).

3.2.2. Eduquer les visiteurs : les enjeux des activités d'interprétation

L'éducation des visiteurs est un enjeu majeur pour les gestionnaires d'espaces naturels (Ballantyne *et al.*, 2011). Les mesures coercitives que nous venons de voir ne sont généralement que peu efficaces si elles ne s'accompagnent pas de mesures d'informations et d'éducation à l'égard du public. Afin de traiter de cette question, nous mobilisons l'exemple du caribou de la Gaspésie.

L'interprétation est un moyen utilisé par les gestionnaires d'espaces naturels depuis le début du XX^{ème} siècle aux Etats-Unis pour valoriser et sensibiliser le public aux enjeux de préservation de l'environnement (Ham, 1992 ; Knudson *et al.*, 1995 ; Tilden, 1977). Le concept d'interprétation est défini par trois éléments : l'interprétation (1) donne à voir l'esprit du lieu à travers la perception de l'objet ; (2), elle transmet un savoir grâce à une approche pédagogique ; (3) enfin, elle donne matière à réflexion aux visiteurs pour qu'ils transforment leurs comportements (Rivard, 2011). Elle se différencie de la simple information donnée au public. Pour certains, l'interprétation est un art car elle ne vise pas à seulement à éduquer mais à provoquer le visiteur (Tilden, 1957).

Au sein des espaces naturels, c'est souvent à travers des panneaux d'informations et des activités d'interprétations que les visiteurs sont amenés à découvrir la faune sauvage, son habitat et les règles de conduite à adopter en cas de rencontre. Diverses techniques didactiques sont mises en œuvre à des fins d'interprétation : l'auto-interprétation et l'interprétation dispensée par une personne qualifiée. En Gaspésie, étant donnée la situation critique du caribou (l'effectif de la population est actuellement évalué entre 85 et 120 individus), les activités d'interprétation développées autour de l'espèce visent deux objectifs majeurs : d'une part, à sensibiliser le visiteur pour l'adoption de comportements adéquats en cas d'interaction avec un animal (ce qui permet de ne pas accroître la vulnérabilité de l'espèce) et d'autre part, à sensibiliser le public sur la précarité de l'espèce afin de promouvoir et justifier la conservation du caribou de la Gaspésie (Source Q2 Sépaq, 1985-2011 (1991)). Aussi, il existe différentes activités d'interprétation autour du caribou de la Gaspésie ; celles-ci permettent de toucher un large public en visite dans le parc (cf. figure II.23).

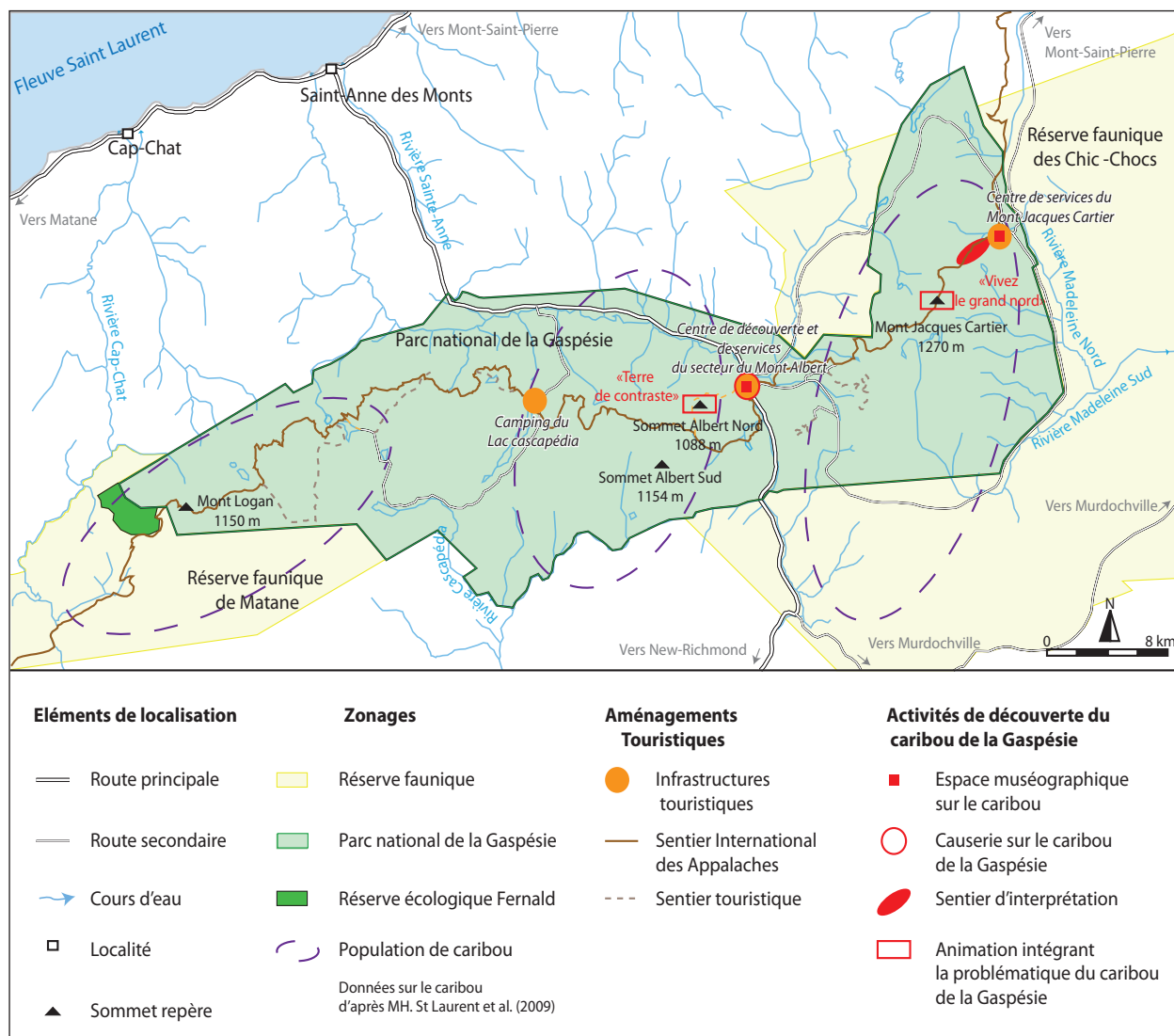


Figure II.23 - L'interprétation autour du caribou de la Gaspésie dans le parc national de la Gaspésie

L'auto-interprétation passe par des activités muséographiques et un sentier d'interprétation. Deux espaces muséographiques abordent le thème du caribou de la Gaspésie au sein du parc. Le premier est situé au centre d'interprétation du Mont Albert où une exposition généraliste sur le parc permet d'aborder la situation du caribou. L'emplacement stratégique de cette exposition permet au parc de toucher un maximum de visiteurs dans la mesure où ce centre d'interprétation est localisé au centre du parc, sur le tracé de la route principale, à quelques mètres du Gîte du Mont Albert. Ainsi, en sus des visiteurs du parc, cet espace muséographique réussit à toucher un public de passage, de même qu'une partie de la clientèle de l'auberge. Le deuxième espace muséographique est uniquement consacré au caribou de la Gaspésie. Il est situé au centre de services du Mont Jacques Cartier (cf. photo II.20 et II.21 page suivante). Cet espace est visité par les randonneurs se rendant au sommet de cette montagne. La logistique pour se rendre à ce sommet prévoit un temps privilégié de visite de cet espace muséographique. En effet, une navette est offerte aux randonneurs entre le centre de services du Mont Jacques Cartier et le stationnement au départ de la randonnée. Cette navette est obligatoire pour tous les randonneurs, la route d'accès au départ de randonnée étant fermée à la circulation. La navette propose d'un départ toutes les demi-heures, ce qui donne le

temps aux randonneurs de lire les panneaux d'exposition. Ils se renseignent ainsi sur l'écologie du caribou des bois, les enjeux de survie du caribou de la Gaspésie et les règles de gestion appliquées à cette espèce. Cet espace muséographique est complété par un sentier d'interprétation aménagé sur la première partie de la montée au Mont Jacques Cartier. Ce sentier d'interprétation utilise une approche plus ludique et explique aux randonneurs quels sont les comportements à adopter face à un caribou, comment identifier ses traces, ou encore comment faire une bonne observation. Ce sentier, tout en apportant de nouvelles connaissances sur le caribou, prépare le randonneur à une rencontre potentielle (cf. photo II.20 et II.21).



Photos II.20 - Activités d'auto-interprétation autour du caribou de la Gaspésie - espace muséographique, juin 2011



Photo II.21 - Activités d'auto-interprétation autour du caribou de la Gaspésie - Montée au Mont Jacques Cartier, juin 2011

En complément de ces activités basées sur l'auto-interprétation, le parc a développé un programme d'interprétation assuré par des gardes-parc naturalistes. Deux activités de découverte présentes aux sommets des Monts Albert et Jacques Cartier pendant la période estivale abordent la problématique du caribou. L'activité « Terre de contraste » explique les spécificités du Mont Albert en insistant particulièrement sur la géologie et la pédologie de cette montagne. Le caribou n'est mentionné dans cette intervention qu'au titre de faune particulière vivant sur ce massif. Les randonneurs sont cependant souvent intéressés à avoir de plus amples informations et complètent les connaissances et savoirs acquis pendant l'activité en posant des questions. L'animation dispensée au sommet du Mont Jacques Cartier « Vivez le Grand Nord » aborde plus en profondeur les questions relatives au caribou dans la mesure où cette activité est consacrée à l'écologie du milieu toundrique. Cette présentation vient finaliser l'ensemble de l'interprétation donnée sur le caribou de la Gaspésie au Mont Jacques-Cartier rappelant certaines informations de l'espace muséographique et du sentier d'interprétation, tout en mettant l'accent sur les dynamiques du système écologique de l'espèce.

Ces activités sont complétées par une activité-causerie de 75 minutes dispensées deux soirs par semaine en période estivale au centre d'interprétation du Mont Albert. Une quarantaine de personnes, tout âge confondu y participe. Cette causerie, uniquement consacrée au caribou de la Gaspésie, reprend lors d'une présentation multimédia et ludique la problématique du caribou. En

plus des informations dispensées par les autres activités, cette présentation montre notamment des vidéos du caribou à des périodes de l'année où il est normalement inaccessible au public dans la mesure où les aires de présence sont alors fermées pour faciliter sa reproduction. Ces images suscitent souvent l'émotion des visiteurs. Lors de ces causeries, un temps d'échange assez long est consacré pour répondre aux interrogations ou engager la réflexion. Le public se compose pour l'essentiel des visiteurs du parc, mais aussi d'une partie de la clientèle des campings et du gîte du Mont Albert, qui ne disposent que de peu d'activités le soir dans la mesure où ils sont situés à plus d'une quarantaine de kilomètres du premier centre urbain.

Le panel d'activités de découvertes et de moyens d'interprétation permet d'assurer une large sensibilisation sur la problématique du caribou vers un public diversifié. Il est à noter cependant que l'interprétation directe semble beaucoup plus efficace que l'auto-interprétation, dans la mesure où une partie du public ne lit pas les panneaux ou n'y attache pas la même attention qu'une discussion avec un garde-parc naturaliste.

A l'inverse de l'exemple gaspésien, nous avons observé que la plupart des activités d'interprétation des Bauges sont dispensées par des panneaux d'information et un espace muséographique de la maison Faune-Flore. Or, plus de la moitié des personnes rencontrées au sein de la réserve avouaient ignorer qu'elles se trouvaient en RNCFS. Elles étaient passées devant les panneaux sans en prendre connaissance (cf. photo I.22). La question du financement de ces activités d'interprétation est également intéressante. Elle est liée aux différents statuts des espaces naturels, ce qui impacte leur mode de gestion (cf. infra p. 210). Ainsi en Gaspésie, l'accès au parc national est payant. Chaque visiteur paie un droit d'entrée. Les visiteurs ont alors accès gratuitement à la plupart des services du parc telles les activités d'interprétation. Dans les Bauges, la RNCFS est libre d'accès. Les panneaux d'informations mis au début des chemins de randonnée pédestre sont donc accessibles à tous. L'exposition sur la RNCFS de la maison faune-flore est en revanche payante. Si la somme reste modique, cela instaure une barrière supplémentaire à la visite.

Afin de bien comprendre dans quelle mesure l'interprétation peut être efficace, les perceptions des visiteurs concernant la problématique du caribou de la Gaspésie ont été analysées. Comprendre les effets du travail d'interprétation auprès des visiteurs du parc nécessite de revenir sur les trois éléments constitutifs de l'interprétation (perception de l'objet, connaissance de l'objet, et ce que le visiteur en retire comme matière à réflexion).

Photo II.22 - Panneau d'information caché au départ d'une randonnée pour le Trélod dans la RNCFS

Les panneaux déjà peu consultés au départ des randonnées de la RNCFS sont parfois cachés comme c'est le cas sur la photo ci-contre où le panneau dépasse derrière la structure jaune.



Le caribou de la Gaspésie, animal emblématique du parc, est un élément du paysage gaspésien fortement apprécié lors de la visite du parc (cf. photo II.23 et II.24). Sur l'ensemble des randonneurs observés sur le Mont Jacques Cartier ou le Mont Albert, les comportements déviants (approche de l'animal) restaient exceptionnels. Lorsque l'animal était loin, les randonneurs sortaient les jumelles et les zooms d'appareils photo ; lorsque celui-ci était proche, les gens s'accroupissaient et baissaient la voix. La vue d'un caribou crée des échanges entre les personnes qui font l'observation. En cela, l'animal est source de lien social car il engendre une interaction entre des personnes qui ne se connaissent pas. Des perceptions similaires à celles présentées sur la faune en général apparaissent : l'observation directe suscite la joie et la curiosité. Elle fait entrer le caribou dans la réalité du randonneur (photo II.23 et II.24).

Au niveau des connaissances transmises au public, l'idée principale retenue par les visiteurs est le faible nombre de caribous et les difficultés des autorités à trouver des solutions efficaces pour sauver l'espèce. Les mesures de gestion sont donc généralement bien comprises par le public. La politique de trappage des ours et des coyotes à proximité des caribous est souvent sujette à réflexion de la part des visiteurs, car elle implique un questionnement éthique concernant



Photo II.23 - Passage d'un caribou devant un groupe de randonneur, juin 2011

Photo II.24 - Face à face avec un caribou, lors d'une rencontre au sommet du mont Jacques Cartier, juin 2011

l'intervention sur une espèce pour en prioriser une autre. Les explications et détails apportés à cet effet par les gardes-parc naturalistes s'avèrent alors essentiels pour une bonne compréhension des enjeux. Ainsi, sur 63 groupes interrogés, 39 soutenaient la politique anti-prédateurs mise en œuvre pour la sauvegarde de l'espèce, du moment que les prédateurs n'étaient pas eux-mêmes mis en danger d'extinction dans la région.

Enfin, le dernier élément constitutif de l'interprétation est le travail réflexif que le visiteur est amené à développer une fois la visite effectuée. Les entretiens menés sont en cela assez ambivalents. La plupart des personnes interrogées affichent une volonté de protection de l'espèce et soutiennent l'ensemble des actions qui sont prises pour la sauvegarde du caribou de la Gaspésie. Cependant, ces déclarations de bonne intention sont aussi marquées par un fort sentiment d'impuissance et au final, un détachement de la problématique. La majorité des visiteurs insiste sur leur incompétence

en matière de gestion environnementale et s'en remet automatiquement aux biologistes et/ou au gouvernement. Ainsi, à de nombreuses reprises, plusieurs ont souligné leur « *manque de connaissances* » car ils ne « *travaillaient pas dans le domaine* », ou que si le gouvernement prenait telle ou telle mesure « *c'est qu'il devait avoir une bonne raison* » (Com. pers. randonneurs, juin 2011). Au final, ce sentiment d'impuissance se traduit par une résignation du public face à la possible disparition du caribou de la Gaspésie. Ainsi, plusieurs groupes ont expliqué que la disparition d'une espèce était triste, mais que cela était dans l'ordre des choses de l'évolution des écosystèmes. La nature n'étant pas figée, il était en quelque sorte normal que certaines espèces trépassent alors que d'autres prolifèrent. Par exemple, un couple expliquait que « *malgré tous les efforts faits, [le caribou était] voué à disparaître* » (Com. pers. randonneurs, juin 2011). Nous avons identifié deux raisons qui peuvent expliquer ce type de commentaires :

- La première explication concerne le lien entre les coupes forestières et la baisse des populations de caribou. Même si les gardes-parc naturalistes expliquent que les coupes forestières sont néfastes pour le caribou en raison de la pression sur son habitat et de la prolifération des prédateurs qui leur sont liées (cf. chapitre 6 p.270), celles-ci ne sont pas directement visibles par le randonneur lors de ses randonnées dans le parc. Ces coupes restent donc abstraites pour les touristes. La preuve en est, les visiteurs parlent « *d'ordre naturel des choses* » pour justifier la disparition de l'animal. Ils font référence à des processus écologiques qui ne sont pas directement impactés par la main de l'homme. Or, les dynamiques qui s'opèrent sur le terrain montrent que la baisse des populations de caribou s'explique en partie par des actions anthropiques. Cette baisse ne relève pas uniquement de l'évolution naturelle de l'écosystème.

- La deuxième explication concerne le travail d'interprétation exercé par les gardes-parc naturalistes. Ceux-ci, en énonçant l'ensemble des mesures mises en œuvre pour la protection de l'espèce et faisant le constat que le troupeau de caribous continue de diminuer, peuvent finir par transmettre un message fataliste concernant l'évolution de l'espèce. Ce message est alors repris dans le discours des visiteurs du parc.

Le travail d'interprétation réalisé autour du caribou de la Gaspésie au sein du parc national de la Gaspésie apparaît efficace. Il permet de sensibiliser un maximum de visiteurs à travers différentes activités de découverte d'auto-interprétation ou d'interprétation avec un garde-parc naturaliste. La sensibilisation du public sur le comportement à adopter est efficace et le parc réussit à former des visiteurs responsables et prévoyants vis-à-vis l'espèce en voie de disparition. Cependant, les discours des touristes sont fortement marqués par un sentiment d'impuissance. Le regard du visiteur reste éloigné de ce patrimoine qu'il souhaite maintenir mais qui, une fois son voyage terminé, sortira de la réalité de son quotidien. Ainsi, afin d'atteindre l'objectif d'une meilleure sensibilisation pour la conservation du caribou, le parc national de la Gaspésie souhaite développer un travail d'interprétation avec le public directement concerné par la perte de ce patrimoine naturel : le public local. Des actions ont déjà commencé dans les écoles, mais de nouvelles idées sont actuellement en réflexion. Le caribou est pour l'instant perçu par une partie de la population locale comme un frein à l'économie de la région et des perceptions négatives sont

rattachées à l'animal. Le succès de la sensibilisation au niveau local s'avère donc essentiel pour la future conservation de l'espèce (cf. chapitre 6).

Le tourisme de vision suscite des impacts souvent peu perçus par les principaux pratiquants de l'espace naturel. Plusieurs raisons peuvent expliquer cela : la faible visibilité de ces impacts, l'ignorance des acteurs, le caractère non extraordinaire de l'impact... Or, compte tenu du nombre croissant de pratiquants, les mesures de régulation s'avèrent essentielles afin de favoriser un encadrement de la présence humaine dans le milieu naturel. Si des mesures coercitives sont souvent nécessaires pour assurer l'équilibre entre présence humaine et respect des animaux, leur bonne compréhension par l'éducation du public à travers des activités d'interprétation est essentielle. Cela permet de rapprocher le tourisme de vision de pratiques dites écotouristiques. Le tourisme est alors tourné vers la découverte de l'environnement naturel ; il sensibilise de manière active les visiteurs qui contribuent à l'économie locale.

CONCLUSION DU CHAPITRE 5

L'analyse comparative du récréotourisme de vision de la faune sauvage a permis de montrer que cette forme de tourisme pouvait être choisie ou subie par le territoire. L'exemple des Bauges illustre une situation où l'activité récréotouristique s'impose de l'extérieur au territoire. Originellement créée à des fins de protection et de recherche sur la faune sauvage, la multifonctionnalité de la RNCFS s'impose aux acteurs gestionnaires qui vont alors développer des infrastructures permettant de contrôler ce tourisme. Aujourd'hui cette réserve de chasse est le cœur de nature du PNR des Bauges et accueille les flux de visiteurs du tourisme de nature. Or, sa classification comme réserve de chasse instaure une cogestion spécifique avec des acteurs de l'ONF, de l'ONCFS et du PNR des Bauges. Cette cogestion participe à maintenir un certain équilibre entre les différents usages et essaie d'enrayer les forçages extérieurs qui pourraient faire primer une activité sur une autre, avec une préférence qui pourrait être donnée à la randonnée sur les activités recherche par exemple.

A l'inverse des Bauges, les exemples de la Gaspésie et du Nunavut ont montré que le tourisme de vision pouvait être une stratégie territoriale pour développer l'activité touristique. Les acteurs se saisissent alors de la ressource faunique pour en faire une ressource touristique. On voit dès lors que l'animal est à l'origine d'innovations pour le développement local. Les acteurs cherchent à révéler toutes les potentialités de la ressource faunique, tout en s'appuyant sur les savoir-faire et l'organisation touristique déjà développée pour d'autres activités touristiques comme le tourisme de chasse. L'objectif est alors de pouvoir s'adapter à la nouvelle population touristique.

Cette population touristique est plurielle. Comme pour les touristes chasseurs, les motivations des touristes de vision varient. Il n'y a pas un, mais plusieurs touristes comme il n'y a pas une mais plusieurs observations, allant du regard hébété-furtif à l'observation prolongée. Sur nos terrains d'études, le visiteur moyen réalisait une observation de quelques minutes, il avait un regard de

passage. L'animal pouvait être la motivation première de la visite ou simplement considéré comme un élément du paysage. Quelque soit la situation, la rencontre crée l'évènement, dans le sens où l'animal rompt le continuum de la visite de l'espace naturel. Il y a une rupture du temps et l'animal représente un temps fort dans la découverte du territoire. Il est aussi marqueur de l'espace car il participe à la création de l'ambiance du lieu visité. Cependant, le caractère évènementiel est apprécié car il est ponctuel. Il disparaît lorsque la rencontre devient régulière. Le regard se transforme, l'animal redevient un élément paysager et membre de l'espèce parmi d'autres.

Notre étude nous a également amenée à interroger les impacts du tourisme de vision. En effet, le tourisme de vision entraîne un phénomène de diffusion spatiale des visiteurs dans l'habitat des animaux. Si la rencontre entre l'homme et l'animal est recherchée par l'homme, elle est généralement subie par l'animal. L'analyse s'est alors penchée sur les mesures de gestion mises en œuvre pour organiser les espaces humains – non-humains. Une des mesures développées vise à créer une segmentation spatiale entre l'espace humain où l'organisation touristique est mise en œuvre et l'espace réservé exclusivement aux animaux. La mise en perspective de deux études de cas en Bauges et en Gaspésie a fourni un éclairage sur le fonctionnement des spatialités anthropiques et fauniques. L'exemple des ZQF développées dans les Bauges insiste sur la nécessité de faire connaître au grand public les zones réservées à la faune et les raisons pour leurs créations. L'adoption d'une gestion cohérente et du discours justifiant cette gestion est aussi indispensable. Le fait que les chasseurs ont accès à ces zones n'est pas compris par les visiteurs non chasseurs qui s'attribuent un droit de passage dans ces zones pourtant interdites. Les dynamiques spatiales entre développement touristique et protection du caribou de la Gaspésie sont plus complexes. L'analyse diachronique de l'emboîtement des espaces humains et non-humains a montré que l'organisation des différentes spatialités était issue 1/ de jeux de la vie politique établissant les priorités du développement territorial, 2/ d'une construction progressive du territoire, 3/ de l'évolution de la prise en compte des impacts de l'homme sur l'espèce.

La deuxième mesure de gestion analysée est le travail de sensibilisation et d'éducation que les gestionnaires mettent en œuvre afin de donner des clés de lecture de l'espace naturel. Cela vise à encourager les bonnes conduites à adopter lorsque les espaces humain et non-humain s'emboîtent.

L'étude de ces deux mesures met en avant les différences de moyens à disposition des gestionnaires d'espaces naturels en fonction des statuts de ces espaces et des espèces en présence. La partie suivante approfondit les questionnements sur les dynamiques observées entre espaces, espèces et récréotourisme.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

L'analyse conjointe du récréotourisme de chasse et de vision permet de relire le cadre conceptuel opposant les activités consomptives et non-consomptives à travers trois entrées :

1/ Les dynamiques spatiales des activités :

Il est apparu que le tourisme de vision ne s'inscrivait pas en opposition à la chasse mais plutôt dans sa continuité. L'exemple de la RNCFS des Bauges montre qu'une structure, développée à l'origine à des fins cynégétiques, est un terreau propice au développement du tourisme de vision. L'étude de cas sur la réserve faunique de Matane vient compléter cette observation en montrant que le tourisme de vision peut être mis en œuvre à des fins de diversification d'activités et ainsi créer un autre usage de la ressource faunique en plus de la chasse. Cette diversification touristique vise alors à toucher un autre public mais aussi un même individu : le touriste chasseur se transforme alors en touriste photographe.

En outre, des complémentarités s'observent au niveau des infrastructures et des services. Les aménagements utilisés pour la chasse peuvent être réutilisés dans le cadre du tourisme de vision. L'étude de cas du développement touristique dans la communauté d'Arviat au Nunavut souligne cette articulation entre chasse et vision. Les réseaux et infrastructures mise en œuvre pour une activité peuvent servir de base de développement à l'autre.

2/ Les impacts du récréotourisme sur la ressource faunique

L'étude de la dialectique « pratiques autour de la faune sauvage/ impacts sur la ressource » démontre toute la nécessité qu'il y a à dépasser le cadre conceptuel entre activités consomptives et non consomptives. Etant donné les impacts relevés du tourisme de vision, cette forme de tourisme serait à considérer comme un tourisme consomptif. Au final, le mode de gestion impacte davantage que le type d'activités. Cette gestion passe alors par des restrictions (quotas de chasse, restrictions d'accès) imposées à la population touristique, qu'il s'agisse de tourisme de chasse ou de vision. La sensibilisation et l'éducation sont aussi des éléments communs aux différentes pratiques, elles créent les conditions favorables pour que le récréotourisme faunique soit durable. En effet, ces opérations visent à mieux faire connaître l'animal et son habitat afin qu'il soit considéré comme un autre à prendre en compte à la fois dans son individualité mais aussi dans ses interactions avec l'homme dans le temps du quotidien. Dans le cadre du récréotourisme, cette prise en compte sur le long terme est cependant difficile en raison du caractère temporaire de l'activité. La territorialité des acteurs reste, de ce fait, assez superficielle et détachée des enjeux locaux.

3/ Les touristes

Sur ce point, le travail présenté insiste sur la diversité des individus. Les motivations au voyage ont cependant en commun l'animal qui récompense le voyage ou la visite entrepris. La rencontre avec l'animal est source de sentiments intenses. L'émulation de la rencontre est fixée dans le temps par le souvenir ramené, que celui-ci soit le trophée ou une photographie.

L'analyse s'est pour l'instant concentrée sur un état et une caractérisation des différentes pratiques. L'étude de l'évolution spatio-temporelle des pratiques récréotouristiques liées à la faune sauvage montre tout l'intérêt de l'approche systémique pour comprendre les effets d'emboîtements et ou de confrontations entre différentes activités et entre différents espaces occupés par les hommes et les animaux. La partie suivante va plus loin en s'intéressant aux dynamiques globales du système récréotourisme faunique. L'analyse porte alors sur les dynamiques territoriales du récréotourisme faunique qui permettent de redéfinir comment se positionne l'homme face à l'animal et à l'espace sauvage.

**Troisième partie - Le récréotourisme faunique
et l'évolution des rapports hommes / animaux :
les trajectoires du sauvage**

TROISIÈME PARTIE - LE RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE ET L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS HOMMES / ANIMAUX : LES TRAJECTOIRES DU SAUVAGE

L'objectif de cette troisième partie est d'approfondir les réflexions sur les dynamiques du récréotourisme faunique en questionnant en quoi les pratiques du récréotourisme faunique modèlent les relations des hommes à la faune sauvage. Pour ce faire, l'analyse s'effectue à partir de deux entrées : 1/ une analyse des relations à l'animal d'un point de vue sociétal ; 2/ l'étude des rapports à la faune à partir de l'individu.

Le chapitre 6 est consacré à l'étude des processus faisant évoluer le récréotourisme faunique dans le temps et l'espace. Si nous insistons sur le fait que l'évolution du système récréotourisme faunique est liée à une multitude de flux d'informations entre le système et son environnement, nous identifions deux facteurs clés explicatifs des transformations, bifurcations, disparition du système récréotourisme faunique : il s'agit de l'évolution des populations fauniques couplée à la perception sociétale d'une espèce. L'étude du processus de patrimonialisation autour de la faune sauvage permet alors de combiner ces deux éléments et renseigne sur le type de pratiques acceptées ou non autour des animaux.

Le chapitre 7 s'intéresse à des questions d'ordre éthique sur les frontières entre l'homme et l'animal sauvage. Le comportement que chacun souhaite avoir et adopte face à l'animal sauvage est alors analysé. L'observation des discours et des pratiques des hommes dans le cadre du récréotourisme permet alors de questionner le rôle que ceux-ci souhaitent jouer vis-à-vis de l'animal sauvage.

CHAPITRE 6 - LES DYNAMIQUES DU SYSTÈME RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE : ÉVOLUTION DES POPULATIONS, TRANSFORMATION DE LA RESSOURCE ET CRITIQUE DES USAGES

Notre travail s'est pour l'instant intéressé à présenter ce qu'était le récrétourisme faunique, les principaux acteurs constitutifs du système et comment ce dernier s'organisait dans l'espace. Ce chapitre s'intéresse aux transformations du système dans le temps, en adoptant une approche fonctionnelle, globale et dynamique (Durand, 1997), caractéristique de la méthode systémique. Pour ce faire, nous analysons les relations du système récrétourisme faunique avec son environnement. Celui-ci est à la fois « naturel », « socio-politique », « économique », « culturel ». L'influence de l'environnement est donc plurielle : les éléments caractéristiques de l'environnement varient dans le temps et ont leur propre temporalité. Nous essayons ainsi de comprendre l'interaction des différentes temporalités entre le système et son environnement, de saisir l'interpénétration des échelles spatiales et les jeux d'acteurs autour du récrétourisme faunique.

Le récrétourisme faunique est particulier dans la mesure où ce sont des activités qui s'organisent autour de la faune sauvage. Or, celle-ci fait partie du monde vivant qui a ses propres dynamiques dans l'espace et le temps. Contrairement aux activités récrétouristiques organisées autour d'éléments non-vivants, le récrétourisme faunique doit donc constamment s'adapter à cet objet et sujet géographique qu'est l'animal. Le système du récrétourisme faunique est donc un système complexe car il est composé « *d'un grand nombre d'éléments en interactions, souvent non linéaires* » (Aschan-Leygonie, 2000 : 66). Afin de traiter cette question, nous analysons certaines dynamiques du récrétourisme faunique au sein de nos trois terrains d'études pour montrer le jeu de dialogue perpétuel qu'il y a entre le système et l'environnement dans lequel il s'inscrit. Puis, nous focalisons l'analyse sur le processus de patrimonialisation qui est un élément déterminant de l'environnement du système dans la mesure où il impacte le type d'usages socialement acceptés autour de la faune sauvage. Or, des conflits d'acteurs apparaissent sur la gestion à mettre en œuvre autour de l'animal « patrimoine », ce qui influence *in fine* le récrétourisme faunique en déterminant, en fonction du statut des espèces, ce qu'il est possible de développer comme pratiques.

1. DYNAMIQUES DU SYSTÈME, IMPACTS SUR LA RESSOURCE FAUNIQUE ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

L'environnement du système récrétourisme faunique agit sur le système et le système impacte à son tour l'environnement dans lequel il fonctionne (cf. figure III.1, page suivante).

Le monde vivant est en constante évolution. L'environnement fluctue et impacte les conditions d'existence des organismes vivants qui résistent ou s'adaptent de manière continue à ces changements. Parfois le processus de sélection naturelle est si changeant que cela entraîne un remplacement de certaines espèces par d'autres (Abbadie et Lateltin, 2004 : 81). Cette dynamique

des écosystèmes est un processus qui a toujours existé ; celui-ci est cependant aujourd'hui soumis à certaines pressions particulièrement intenses connues sous le nom de changements globaux. Ces changements globaux comprennent deux grands types de phénomènes qui altèrent les écosystèmes : la modification de l'environnement physique de la Terre et l'artificialisation de l'environnement liée aux activités humaines. L'amplitude et le rythme de ces changements sont tels que cela impacte et perturbe les écosystèmes d'une manière inconnue jusque là (idem : 87). Pour ce qui est des activités humaines, les changements globaux comprennent le changement d'usages des terres, l'introduction d'espèces, l'émission et les déversements de polluants. En ce qui concerne les transformations de l'environnement physique, il s'agit principalement des transformations liées au changement climatique (Barbault et Chevassus-au-Louis, 2004).

Ces changements globaux sont un enjeu majeur pour la faune sauvage qui dispose de deux moyens pour survivre. A court terme, les populations animales peuvent se déplacer dans l'espace afin de se maintenir dans un écosystème adéquat à leur survie. A long terme, les espèces peuvent évoluer et s'ajuster à un nouvel environnement. Cependant, « *la grande inquiétude aujourd'hui, c'est que le temps du climat n'est plus le temps des espèces* » (Abbadie et Lateltin, 2004 : 89) et les transformations des écosystèmes sont si rapides que cela ne laisse pas le temps aux espèces de s'adapter. L'impact de ces changements sur la faune est donc de deux ordres : la distribution des espèces dans l'espace évolue et cela fait fluctuer les densités de population. Ces transformations ont des conséquences sur les usages développés autour de la faune. Elles impactent aussi le système récréotourisme faunique.

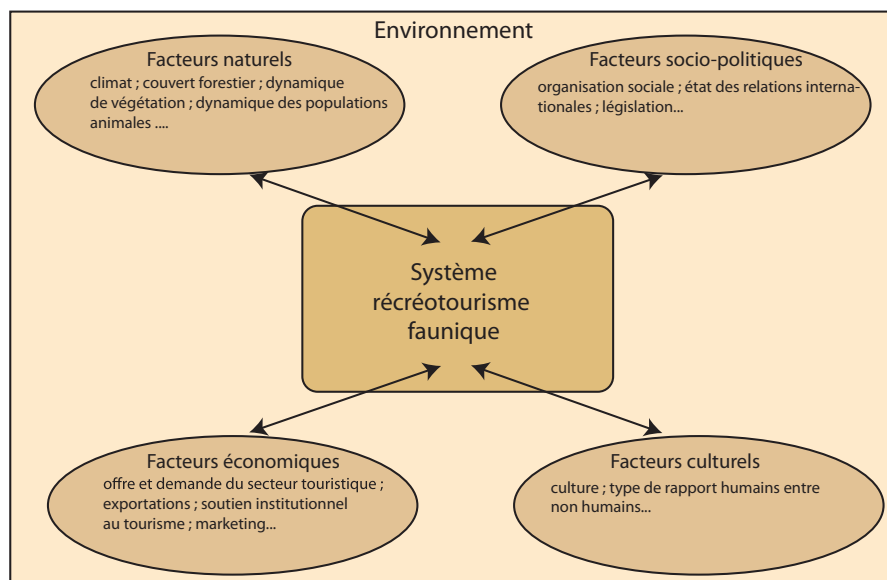


Figure III.1 - Le système et son environnement

Nous mobilisons trois exemples tirés de nos études de cas pour montrer comment l'évolution d'un élément du système peut impacter l'ensemble. Dans le cadre de cette partie, nous partons à chaque fois d'une évolution quantitative ou qualitative de la faune sauvage présente sur le territoire du récréotourisme faunique pour aborder la question des dynamiques du système récréotourisme faunique. Le premier exemple traite de la colonisation du gibier de plaine en zone de montagne,

sur le massif des Bauges, ce qui joue sur les préférences de chasse des chasseurs locaux et pourrait favoriser une pacification des rapports entre chasse locale et chasse touristique à long terme. Le deuxième exemple concerne les transformations de la forêt gaspésienne qui contribuent à la prolifération de l'orignal au détriment du caribou ; ce changement de milieu permet une évolution du récréotourisme lié à l'orignal mais risque de mettre un arrêt au sous-système récréotourisme lié au caribou, dans la mesure où l'espèce pourrait être amenée à disparaître. Enfin, l'exemple de l'évolution du système récréotourisme à Arviat montre que les transformations du statut de l'ours polaire impactent fortement le type de tourisme développé au sein de la communauté. Le système récréotourisme connaît actuellement une bifurcation en raison de la baisse des activités de tourisme de chasse au profit des activités de tourisme de nature. Cependant, ce qui apparaît intéressant dans cet exemple, ce n'est pas tant la transformation du système touristique en fonction de l'évolution des populations animales mais plutôt comment les acteurs ont su se saisir de cette fenêtre d'opportunité développée autour du récréotourisme faunique aujourd'hui en vogue sur le marché international pour investir dans la construction de l'économie touristique du village.

1.1. La colonisation du gibier de plaine en zone de montagne : vers une pacification possible des relations entre usages locaux et chasse touristique dans les Bauges ?

L'adoption généralisée de plans de chasse pour le grand gibier à partir des années 1970, combinée à la création d'espaces protégés, a permis une augmentation des densités de la grande faune sauvage en France. Des espèces traditionnellement cantonnées en plaine trouvent dorénavant un milieu écologique favorable en altitude et progressent en zones de montagne (Yoccoz et *al.*, 2010). Par exemple, le cerf élaphe et le sanglier colonisent le massif des Bauges depuis le milieu des années 2000 (Baubet, 1998 ; Pfaff et *al.*, 2008 ; Saint-Andrieux et *al.*, 2012). Ces espèces viennent diversifier le grand gibier potentiellement chassable dans les communes de montagne. En parallèle à cette diversification du gibier, une évolution du rapport à l'activité de chasse s'est peu à peu instaurée. La chasse est devenue une activité gestionnaire de la faune et de ses écosystèmes (cf. chapitre 4). Ces différentes transformations impliquent une redéfinition des rapports entre l'homme et l'animal. Autrefois, la poursuite du chamois était vue comme une conquête de la montagne où le chasseur risquait de perdre sa vie sur les pentes escarpées. Aujourd'hui, le chamois compté, géré, inclus dans des plans de chasse devient un ongulé de montagne parmi d'autres.

Sur le massif des Bauges, les chasseurs locaux ont par tradition une préférence pour la chasse au chamois. Cet animal emblématique de la montagne, difficile à chasser, a pendant longtemps été le seul grand mammifère présent en zone de montagne. Cet ongulé est apprécié pour ses capacités physiques, sa beauté et l'enjeu sportif que représente sa traque et le tir. Un chasseur de la commune de Montailleux exprime son admiration pour l'animal : « *Moi ce que je préfère chasser c'est le chamois. C'est le dieu de la montagne, c'est la plus belle espèce des montagnes. Malgré que les bouquetins et les mouflons sont aussi de jolies espèces, je trouve que le chamois c'est la plus belle espèce de la montagne. Je le trouve agile, robuste, solide, fort, puissant, très rapide. Des fois un peu bête car il se laisse piéger bêtement mais je le respecte, il se mérite car ce n'est pas toujours facile* » (Com. pers. chasseur du massif des Bauges, Montailleux, octobre 2011). Cependant, avec

l'arrivée de nouvelles espèces, le développement des réglementations de chasse autour de la faune, le vieillissement des populations de chasseurs et les progrès en matière d'armement, le mythe du chasseur de chamois s'efface peu à peu.

Tout d'abord, le chamois, particulièrement suivi par les comptages, ne représente plus vraiment une conquête de la montagne. Son inaccessibilité du fait de son caractère farouche est palliée par le développement du fusil à lunette permettant de tuer cet animal à plus de 300 mètres. Il est dès lors parfois facile d'abattre un chamois sans avoir à faire l'effort de l'approcher de trop près. La considération liée à la chasse au chamois se dégrade donc peu à peu comme l'indique ce chasseur de Doucy-en-Bauges : « *J'étais au début attiré par le chamois car le chamois c'est l'animal emblématique. C'est l'animal le plus facile à chasser, avec le matériel qu'on a aujourd'hui, on a des carabines qui tirent très loin, qui sont très précises, franchement il n'y a pas de mérite à l'abattre, aucun mérite* » (Com. pers. chasseur du massif des Bauges, Novalaise, 2010). Un autre aspect important dans la désacralisation du chamois auprès des chasseurs concerne les restrictions de chasse imposées par le plan de chasse. Il est difficile de déterminer avec précision et acuité le sexe et l'âge d'un chamois à distance. Le mâle et la femelle sont sensiblement similaires, car ils portent tous les deux des cornes. Pour l'âge, c'est la taille des cornes et le fait que celles-ci soient par exemple au-dessus ou en-dessous des oreilles qui est déterminant. Selon certains chasseurs, les responsabilités accrues des chasseurs envers ce gibier ont pour effet de dénaturer l'activité de chasse. Le port d'un bracelet spécifique modifie le résultat de la chasse dans la mesure où il devient de plus en plus difficile de tirer une bête, l'animal vu ne correspond pas automatiquement au bracelet détenu. Cela frustre les chasseurs qui tournent alors leurs préférences vers d'autres espèces tel le cerf ou le sanglier. Ainsi, lors d'un entretien avec un président d'ACCA du secteur Bauges, celui-ci a indiqué que le sanglier devenait une des chasses préférées des chasseurs. Il explique : « *le sanglier a un aspect un peu sauvage, c'est un peu dangereux et puis c'est difficile. Il faut avoir des chiens qui y vont. Et puis on chasse ensemble en équipe, c'est bon esprit* » (Com. pers. chasseur massif des Bauges, Aillon-le-vieux, novembre 2009).

L'intérêt des chasseurs pour la chasse au sanglier se développe en raison d'une absence de restrictions associées à cet animal : permission de chasse au chien (ce qui est interdit pour le chamois), absence de bracelet, ouverture prolongée des dates de chasse... L'image du sanglier comme chasse laborieuse et dangereuse se développe, il est aujourd'hui perçu par certains chasseurs comme étant plus sauvage et dangereux que le chamois : un sanglier peut en effet charger à tout moment. Il y a donc une évolution des préférences des chasseurs car ils retrouvent dans la chasse au sanglier la chasse périlleuse et risquée que le chamois représentait dans le passé.

Le deuxième animal qui attire les chasseurs locaux est le cerf. L'image du cerf est symbolique, il est vu comme « le roi de la forêt ». Comme pour le chamois, cette symbolique est attachée à certains éléments charismatiques liés à la physiologie et au comportement de l'animal. Il est décrit comme une belle créature, impressionnante par sa taille mais aussi son brame. Un chasseur explique : « *Je pense qu'au niveau spectacle auditif faunique il n'y a pas au-dessus. J'avais toujours dit que quand j'entendrai le brame du cerf aux Aillons j'arrêterai la chasse. Mais cela fait deux trois années que cela brame chez nous et je n'ai pas arrêté. Par contre je me lève à deux heures du matin, j'ouvre la fenêtre et j'écoute. C'est impressionnant. De ma fenêtre il y en*

a 5 ou 6 qui se répondent, c'est vraiment impressionnant » (Com. pers. chasseur du massif des Bauges, Aillon-le-vieux, novembre 2009). L'arrivée du cerf offre d'autres possibilités de trophées et instaure de nouveaux rapports à la faune. Un chasseur décrit sa rencontre avec l'animal: « *La première fois, j'étais tellement impressionné... Je pouvais tirer un cerf, j'avais le bon bracelet. C'était la première fois que je voyais cette bête et je n'ai pas tiré. C'était impressionnant, cela dépend du rapport que vous avez avec l'animal. J'étais tellement impressionné, j'ai vu que je le dérangeai et pourtant je l'avais dans la lunette. Je n'ai pas tiré, et il est parti tout doucement, c'était un bon moment.* » (Com. pers. chasseur du massif des Bauges, Sainte-Reine, février 2012).

L'arrivée de ces animaux fait évoluer les préférences des chasseurs qui s'adaptent à la présence de nouvelles espèces sur leur territoire. Si la chasse au chamois reste une des chasses privilégiées par certains chasseurs, une partie des chasseurs se tourne vers les espèces colonisatrices. Cette transformation des préférences se fait d'autant plus facilement que la population de chasseurs est vieillissante et que les nouveaux gibiers se localisent plutôt dans les vals et en contre-bas des escarpements rocheux, contrairement au chamois qui reste dans les zones accidentées. Cette évolution du gibier pose tout de même de nouveaux enjeux, notamment financiers, aux sociétés de chasse. Le cerf et le sanglier sont des espèces qui créent des dégâts sur les zones agricoles et forestières. Le remboursement de ces dégâts est de la responsabilité des chasseurs qui ont l'obligation de réguler la prolifération de ces animaux et qui ont la charge de rembourser les dommages fait aux tiers. L'augmentation des densités de ces espèces en zone de montagne, et la colonisation de territoire à une altitude toujours plus haute interrogent sur 1/ les possibilités de chasse de ces animaux (par exemple descente d'un cerf dans une zone à la topographie accidentée) et 2/ la prise en charge des dégâts causés dont la somme risque de s'alourdir.

Si la colonisation a des impacts sur les activités récréatives de chasse, qu'en est-il pour l'activité touristique ?

La diversification de la faune sur le massif des Bauges a permis d'ajouter « des produits chasse » à l'offre de séjours de l'ONF. L'organisme propose dorénavant aux chasseurs venant de l'extérieur la possibilité d'abattre sangliers et cervidés au sein de la réserve. Les chasseurs qui participent aux séjours proposés par l'ONF ne sont cependant pas intéressés par ce gibier. Leur préférence reste tournée vers le tir du chamois et du mouflon. C'est en effet la singularité de ce gibier de montagne qui est un facteur primordial de leur choix de séjour (cf. chapitre 5). Le sanglier et le cerf sont perçus comme « du gibier de plaine », lequel est généralement présent sur le lieu où les chasseurs touristes chassent habituellement. C'est pourquoi, même si l'arrivée de nouveaux animaux sur le massif pourrait accroître l'offre de chasse, la demande n'est pour l'instant pas au rendez-vous.

A l'avenir, cette diversification du gibier peut représenter un avantage. Elle pourrait pacifier les relations entre chasseurs locaux et chasseurs touristes. Les chasseurs locaux, en délaissant peu à peu le chamois, pourraient être plus à même d'accepter que des personnes extérieures viennent chasser cette espèce. L'exemple du Caroux- Espinouze (Hérault) permet d'imaginer un tel scénario (cf. chapitre 4 p.159). Au sein de ce territoire, la chasse au sanglier fait l'unanimité parmi les chasseurs. Il est « *le gibier roi, seul digne d'être chassé* », alors que la prolifération du mouflon

au sein de ce massif n'a pas intéressé les chasseurs locaux qui voient cet animal comme « *trop statique, trop passif* » (Dérioz et Grillo, 2006 : 30-31). Les chasseurs locaux ont alors développé un tourisme cynégétique autour de cet animal, se gardant le sanglier pour leur pratique personnelle. Sur le massif des Bauges, une telle évolution semble possible.

Lorsque les densités de populations fauniques sont fortes, il y a une abondance de la ressource. Cette situation facilite le partage de la ressource car il y a plus d'unités à partager. Le nombre de chasseurs locaux reste en contre partie stable, voire il diminue en raison du vieillissement de la population et de la faible attractivité de l'activité de chasse pour la jeune génération. Face à un déséquilibre entre augmentation du gibier et baisse des chasseurs locaux, ces derniers pourraient être plus à même d'accepter de la chasse non locale pour le gibier qui les intéresserait le moins. Or, nous avons vu que les préférences des chasseurs évoluaient. Le chamois, bien que toujours apprécié, est peu à peu délaissé par une partie des chasseurs locaux qui se tournent vers la chasse au sanglier et au cerf. L'évolution quantitative et qualitative du gibier sur le massif pourrait conduire à ouvrir la chasse locale au tourisme cynégétique. Nous avons cependant vu que pour le moment un tel scénario n'était pas en l'état possible. Les tensions vis-à-vis des chasseurs vus comme étrangers sont encore pour le moment trop importantes (cf. chapitre 5).

1.2. Les transformations de la forêt gaspésienne, l'expansion de l'orignal au détriment du caribou : une mutation du tourisme ?

Le travail de terrain effectué dans la péninsule gaspésienne s'est principalement concentré autour de diverses activités récréotouristiques liées à la faune sauvage : le tourisme de chasse à l'orignal et le tourisme d'observation à l'orignal et au caribou de la Gaspésie. Ces activités sont apparues comme étant des éléments constitutifs majeurs du système récréotourisme faunique. Or, le travail effectué s'est pour l'instant concentré sur une analyse diachronique des activités et sur la manière dont elles sont organisées. Nous souhaitons maintenant analyser ces activités dans une dynamique intégrant les éléments de l'environnement du système afin de bien comprendre les évolutions du système et d'identifier les facteurs d'évolution. Pour cela, nous nous sommes intéressée à l'historique des populations fauniques et de leur habitat (cf. encadré III.1, page suivante). Aujourd'hui, l'évolution du système récréotourisme faunique au nord de la péninsule gaspésienne semble être principalement influencée par les mutations de l'environnement forestier ; d'autres perturbations, comme la chasse et les conditions climatiques, ont joué (ou jouent toujours) un rôle important dans la dynamique du système.

Au regard des cahiers d'arpentage de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle, la faune était perçue comme abondante. L'arpenteur C.E. Lemoine dans son rapport concernant le canton de Cap-Chat décrit : « *La pêche est abondante, il y a de beaux saumons et de belles truites. Il y a beaucoup de chasse ; le gros gibier s'y trouve en quantité : l'orignal, le caribou, l'ours, le porc épic, le lynx etc* » (Source Q2 Québec, 1795- 1945 (1915) : 46-47) ; quant au long de la rivière St Anne, il énonce : « *Le terrain est impropre à la culture ; la chasse : le chevreuil, l'orignal et le caribou abondent dans cette région* » (Source Q2 Québec, 1795-1915 (1917) : np). Les principaux grands mammifères présents à l'époque (orignal, cerf de virginie, caribou et ours

noir) le sont toujours aujourd'hui, la principale différence concerne le changement de densité de chaque population. En effet, tout au long du XX^{ème} siècle, le nombre et la distribution des animaux ont été affectés par diverses perturbations telles que la chasse intensive, la transformation de l'habitat et les conditions climatiques... Ainsi, en ce qui concerne la transformation de l'habitat, l'arpenteur H'O Sullivan, dès 1900, constate sur le canton de Rimouski, situé à l'entrée de la péninsule gaspésienne : « *Nous avons vu des traces d'originaux, de caribous et de chevreuils en différents endroits, mais on a tant transporté de bois cet hiver pour le compte de MM England Brothers que la plus grande partie de ces animaux ont été chassés de leur quartiers habituels* » (Source Q2, Québec 1795-1945 (1900) : 20). L'industrie forestière s'est, en effet, développée tout au long du XX^{ème} siècle, devenant de plus en plus importante dans l'économie locale au point de se substituer peu à peu à la principale source de développement économique de la région qui était l'industrie halieutique. L'exploitation du bois a considérablement transformé la forêt gaspésienne (Boucher, 2008 ; Dupuis, 2009). Cette transformation du milieu naturel se répercute sur l'habitat faunique et joue ainsi sur la distribution des espèces (Krebs, 2001). Cela agit directement ou indirectement sur la chaîne trophique en privilégiant certaines espèces au détriment d'autres ou/et en transformant les relations entre espèces (Saunders et al., 1991 ; Schneider, 2001). En Gaspésie par exemple, le caribou de la Gaspésie a été impacté négativement par les perturbations causées par l'industrie forestière alors que l'original semble en tirer profit.

Un peu de méthodologie...

Afin de retracer l'évolution du système récréotourisme faunique, nous avons consulté des ouvrages concernant à la fois l'évolution de l'activité touristique en Gaspésie, mais aussi l'évolution du milieu pour comprendre comment avaient évolué les populations fauniques. Lors d'un entretien avec un garde parc naturaliste, ce dernier fit référence à une présentation orale de travaux portant sur le portrait forestier historique de la Gaspésie. Il se souvenait qu'à cette occasion, les chercheurs avaient mentionné que les cahiers d'arpentages précisaient à plusieurs reprises l'état des populations fauniques. Suite à cette conversation, nous avons décidé de consulter ces cahiers d'arpentage afin d'y relever toute mention faite sur la faune sauvage. Dans les faits, ces cahiers restent surtout centrés sur l'activité forestière et les mentions sur la faune sont assez éparpillées. Pour la plupart de ces cahiers, leur consultation n'était possible qu'aux archives nationales du Québec à Québec. Notre temps étant limité et les cahiers d'arpentages très nombreux, nous avons limité notre consultation aux cahiers d'arpentage effectués sur les limites de notre terrain d'études et non sur l'ensemble de la Gaspésie. Aussi, nous avons sélectionné les cahiers d'arpentages couvrant la période de 1795 à 1940. Les informations collectées dans ces cahiers ont été complétées par la consultation d'ouvrages spécialisés, comme par exemple l'ensemble des études menées sur le caribou de la Gaspésie (de 1958 à nos jours), ou encore les archives du ministère de la Chasse et de la Pêche couvrant le XX^{ème} siècle. Ces dernières donnent à la fois des informations concernant 1/ l'état des populations fauniques et 2/ renseignent sur les activités organisées autour des animaux. Sur ce dernier point, nous avons également consulté l'ensemble des brochures touristiques gouvernementales disponibles aux archives nationales du Québec à Montréal traitant de la Gaspésie de 1926 à nos jours.

1.2.1. Une dynamique de l'écosystème défavorable au caribou de la Gaspésie

Nous avons vu précédemment que le caribou de la Gaspésie était une population relique des hardes de caribous qui peuplaient autrefois une grande partie de l'Amérique du Nord (cf. chapitre 3). L'habitat du caribou était alors constitué de forêts matures qui n'avaient pas encore été soumises à la colonisation et à l'exploitation intensive du bois. Le régime de perturbation des forêts était essentiellement naturel. Ainsi, seulement 15 à 35 % du paysage forestier des forêts préindustrielles a été touché par des perturbations naturelles qui étaient principalement constituées de chablis et d'épidémies d'insectes, le régime des feux en Gaspésie étant très long (près de 500 ans pour l'intérieur de la péninsule) (Source Q2 Pinna et *al.*, 2009). La perte de cet habitat, combinée à la chasse intensive, a fait chuter les populations de caribous. Cette baisse des populations s'est traduite par une évolution des usages développés autour de l'animal. Les activités liées au tourisme de chasse ont pris fin avec l'interdiction de la chasse. La création du parc national de la Gaspésie en 1937 pour la protection de l'espèce a en contre partie participé au développement du tourisme d'observation de l'animal (cf. chapitre 5).

Aujourd'hui, le caribou de la Gaspésie est une espèce en voie de disparition. Ce sont les transformations liées à son habitat qui sont au centre des préoccupations des gestionnaires. En effet, l'habitat du caribou requiert des peuplements forestiers matures, c'est-à-dire âgés de 80 ans et plus. Or les perturbations naturelles et l'exploitation intensive de la forêt entraînent une destruction continue de cette dernière. La baisse des peuplements matures a diminué la production de lichen arboricole consommé par les caribous en hiver. En plus de cet effet direct sur les ressources nutritives, les coupes forestières ont encouragé le maintien de prédateurs, tel l'ours noir et l'arrivée de nouvelles espèces comme le coyote. La prolifération de ce dernier s'est étendue du Mexique vers le nord-est du continent en raison de la disparition du loup et de la très grande adaptabilité de cette espèce à différents milieux. La forêt boréale représente la limite nord de son habitat. Les densités observées au sein de la péninsule gaspésienne sont des densités faibles comparées au reste du Québec. Son arrivée en Gaspésie semble être liée aux populations de cerfs de Virginie qui étaient importantes jusqu'au milieu des années 1980. Les populations de cerfs ont alors chuté en raison d'une série d'hivers difficiles et de l'arrivée de ce nouveau prédateur. Avec la baisse des populations de cerfs de Virginie, la densité de coyotes a également diminué. Ces derniers restent cependant présents sur le territoire et exercent une prédation sur les faons de caribou, ce qui a d'importants impacts étant donné leur faible nombre. En ce qui concerne l'ours noir, la présence de cet animal était déjà relevée au début du XX^{ème} siècle. La forêt boréale n'est normalement pas le milieu le plus adapté à cette espèce ; cependant, il a développé des stratégies d'utilisation de l'espace lui permettant de s'adapter à cet habitat. De plus, les coupes forestières favorisent le développement d'espèces fruitières ce qui augmente la disponibilité de nourriture disponible (Mosnier, 2008 : 85). Celui-ci adapte ses déplacements en fonction de la perturbation des habitats et de l'irradiation solaire qui fait varier dans le temps la phénologie des plantes. En sus des faons de caribous, les autres sources de nourriture de l'ours noir sont les faons de cerfs de Virginie et/ou d'orignaux. Le rajeunissement des peuplements offre par ailleurs un habitat idéal à

l'original. L'augmentation des populations d'originaux, en lui apportant une source de nourriture supplémentaire, favorise en retour la prolifération du prédateur (Saint-Laurent et al., 2009) (cf. figure III.2).

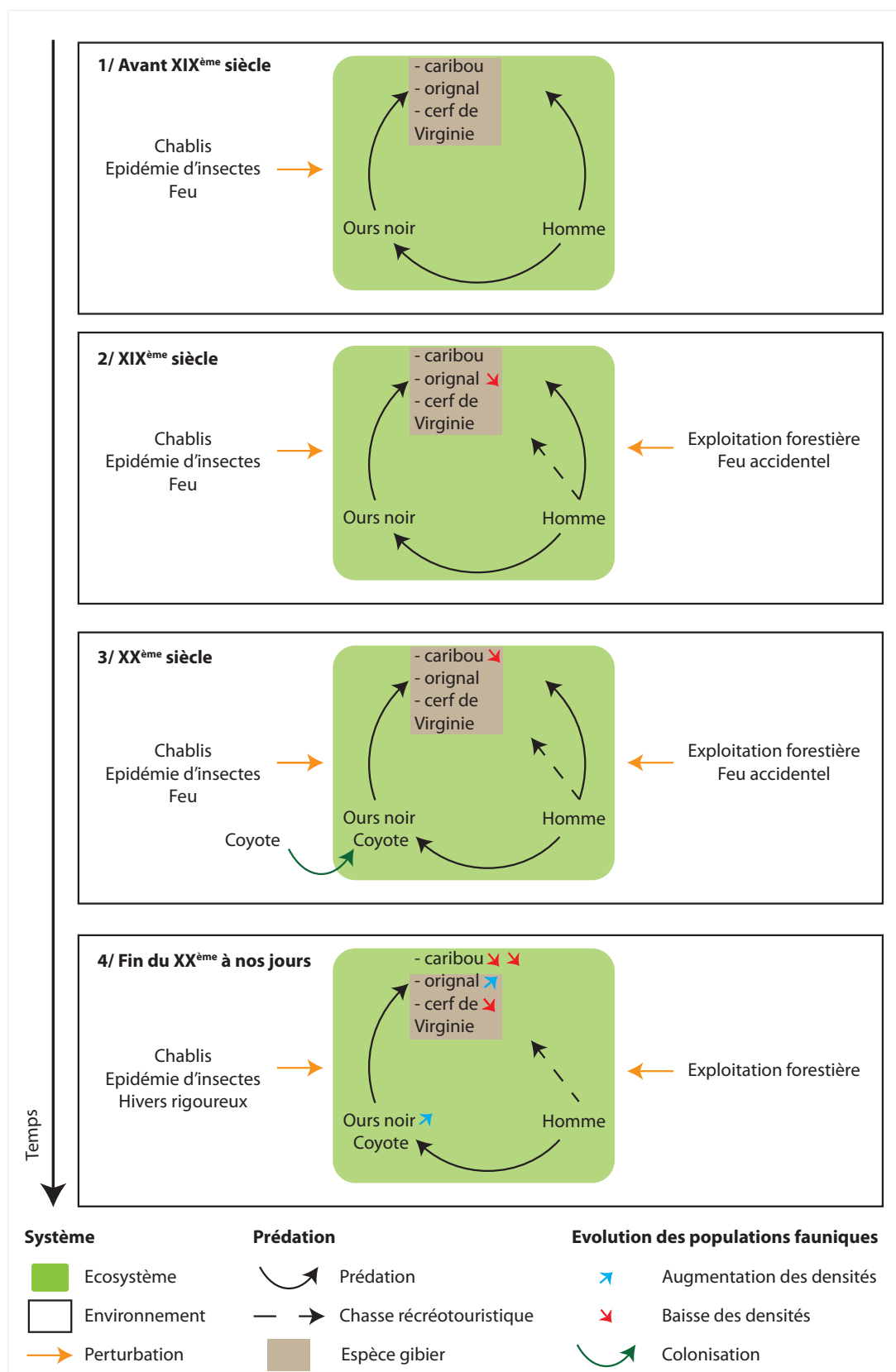


Figure III.2 - Schéma simplifié de l'évolution des dynamiques de l'écosystème lié à la grande faune sauvage dans le nord de la péninsule gaspésienne.

Les études menées dans les années 1990 sur le caribou de la Gaspésie ont montré que les populations n'arrivaient plus à se régénérer en raison de la trop forte prédation exercée sur ces dernières. Une politique de trappage des prédateurs a alors été mise en œuvre autour des principales populations de caribous. Une étude sur l'utilisation de l'habitat forestier par les prédateurs a également été lancée afin de mettre en place une gestion forestière allant dans le sens de la protection du caribou. En effet, les biologistes ont remarqué que même si le caribou était principalement présent dans le parc national de la Gaspésie, lieu où l'exploitation forestière est interdite, il pouvait se faire manger par des prédateurs dont la taille des domaines vitaux dépassait largement le parc national de la Gaspésie. Des accords ont alors été passés avec l'industrie forestière afin d'aménager un régime de coupes respectueuses des besoins du caribou à l'extérieur des limites du parc (cf. figure III.3, page suivante). Il est intéressant de remarquer ici toute la complexité de l'efficacité des systèmes de protection où il y a une tension continue dans le temps entre la rigidité de la protection avec des procédures institutionnelles qui peuvent mettre des années pour la prise et l'application de décisions et les dynamiques des écosystèmes qui peuvent se transformer rapidement. Ainsi, même si le parc offre une protection réglementaire au caribou, la rigidité de ce système de protection ne semble pas adaptée aux besoins de l'espèce. De plus, un habitat légal du caribou comprenant des espaces situés en dehors du parc a été légalement désigné au début des années 2000, celui-ci est en cours de révision depuis 2010 pour s'adapter à l'évolution des dynamiques du système. Or, cette révision passe par un système juridique dont les rigidités ne sont pas forcément adaptées à l'urgence de la situation de l'espèce.

Même si le nombre de caribous de la Gaspésie continue à diminuer, leur nombre étant compris entre 150 et 170 individus, l'espèce garde pour l'instant une place importante dans le système du récréotourisme faunique. Le caribou de la Gaspésie est la seule harde de caribou présente au sud du fleuve St Laurent. Cette position géographique facilite l'accessibilité de l'espèce pour des visiteurs qui souhaitent l'observer. En effet, le temps de trajet et les moyens de locomotion coûteux (avion) pour aller dans le nord du Québec et accéder aux autres populations de caribous présentes au Québec sont bien plus contraignants que l'accès au massif gaspésien. De plus, l'animal, en temps que symbole du parc national de la Gaspésie, garde encore un rôle important pour le tourisme d'observation (cf. chapitre 6). Cependant, si le caribou de la Gaspésie était amené à disparaître, le sous-système récréotourisme autour du caribou prendrait fin, ou bifurquerait vers des activités uniquement muséographiques (cf. figure III.4 p. 273).

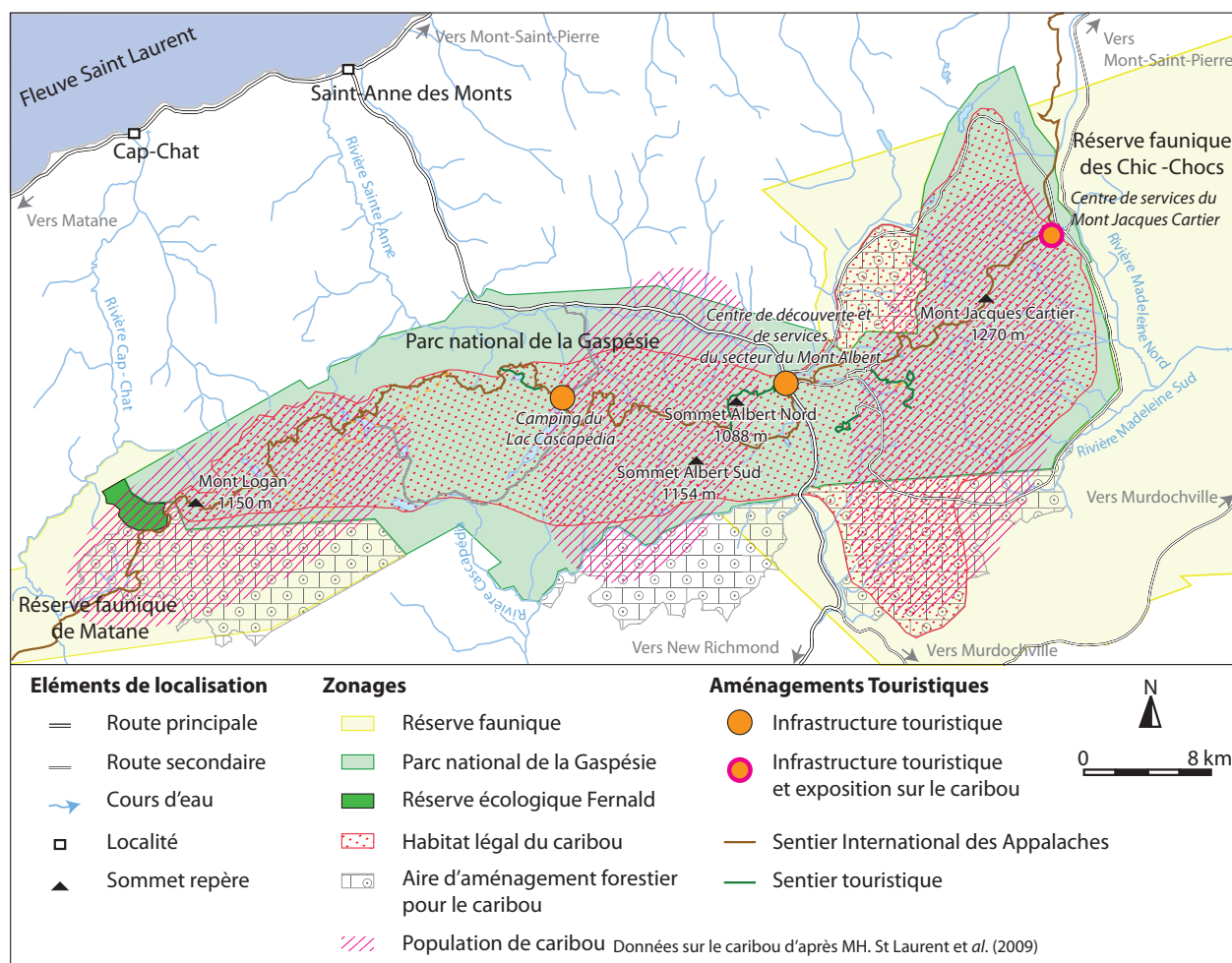


Figure III.3 - La protection de l'habitat du caribou de la Gaspésie : un choix difficile entre protection et développement économique

1.2.2. Une dynamique de l'écosystème favorable à l'original

Contrairement à l'évolution observée pour les populations de caribous, le rajeunissement des peuplements forestiers a favorisé certaines populations fauniques comme l'original. Au regard des archives et des entretiens menés avec les différents acteurs, il apparaît que l'original est au centre des activités récréotouristiques depuis près d'un siècle. Ces dernières ont évolué en fonction des populations. Au début du siècle, la chasse intensive développée autour de l'ensemble de la faune sauvage faisait peser plusieurs inquiétudes sur les populations fauniques. L'original était alors perçu comme plus vulnérable que le caribou comme le montre ce commentaire de l'arpenteur H'O' Sullivan : « Il est vrai qu'on a tant détruit volontairement d'originaux qu'ils ne sont plus aussi nombreux qu'il y a quelques années, mais autant qu'il m'a été possible d'en juger par les nombreuses traces de caribous et de chevreuils que j'ai vues, je puis dire que le nombre de ces derniers augmente au lieu de diminuer » (Source Q2 Québec 1795-1945 (1900) : 36). Les populations d'originaux, malgré la pression de chasse ont toutefois réussi à se maintenir dans le temps. Cet animal est resté un des gibiers préférés des Gaspésiens tout au long du XX^{ème} siècle. Sa chasse était toutefois appréciée au même titre que d'autres chasses annexes comme celle du cerf de Virginie (couramment appelé chevreuil). Un chasseur de Saint-Anne-des-Monts raconte la chasse

des années 1970 : « *Au début c'était un mois de chasse à l'orignal en octobre et après il y avait 15 jours en novembre, on avait le droit d'aller aux chevreuils. Les chasses les plus populaires c'était celles à l'orignal d'abord, mais aussi le chevreuil. Aujourd'hui, la chasse au chevreuil je n'y vais plus. Avant ils étaient proches, ils étaient dans le champ, ce n'était pas un problème de trouver un chevreuil il y en avait partout. C'était populaire anciennement car il y avait beaucoup de monde qui y allait. Mais maintenant il y a beaucoup moins de monde, c'est plus du côté sud qu'il y a du chevreuil* » (Com. pers. chasseur gaspésien Sainte-Anne-des-Monts, octobre 2010). Les conditions climatiques difficiles de la péninsule gaspésienne ne permettent cependant pas aux cerfs de Virginie de survivre en cas d'hiver à importantes chutes de neige. De tels hivers, combinés à la colonisation du coyote dans les années 1970, ont fait chuter les populations. C'est pourquoi, la chasse de cette espèce est régulièrement interdite en Haute-Gaspésie depuis le début des années 1990. Les préférences de chasse pour le grand gibier sont donc aujourd'hui essentiellement tournées vers l'orignal. La popularité de l'animal dans la région s'est accrue depuis une dizaine d'années. Un nombre croissant de chasseurs venant de l'extérieur vient dorénavant chasser l'orignal en Gaspésie (cf. chapitre 4). Les activités autour de l'espèce se sont également diversifiées avec le développement du tourisme d'observation (cf. chapitre 5). Un tel succès s'explique par la densité d'originaux présentée comme exceptionnelle dans la péninsule. Cette densité est liée à l'habitat propice au développement de l'espèce : les coupes forestières multiplient les jeunes peuplements ce qui est fortement apprécié par les originaux ; la Gaspésie dispose par ailleurs de vasières naturelles (cf. chapitre 4 et 5). Les populations ont cependant tellement augmenté que les biologistes craignent une chute des populations avec un milieu qui ne permettrait plus de nourrir autant d'animaux. Une telle chute ferait bifurquer le système du récréotourisme faunique autour de l'orignal (cf. figure III.4, page suivante).

Au final, la forêt gaspésienne est passée de peuplements forestiers matures qui étaient propices au caribou de la Gaspésie à une forêt exploitée entraînant un rajeunissement des peuplements et créant ainsi de nouvelles niches écologiques. Les transformations du système écologique, liées aux perturbations naturelles et anthropiques, ont des impacts majeurs sur la dynamique du système récréotourisme faunique étudié. D'un côté, le récréotourisme lié à l'orignal a été impulsé par ces transformations de l'environnement alors que les effets sont plus complexes en ce qui concerne les activités autour du caribou. Si l'étude d'un système à un instant t apporte une vue d'ensemble des différentes interactions entre les éléments du sous-système, l'analyse des dynamiques globales est importante pour comprendre l'influence de l'environnement sur la reproduction ou non de ce dernier.

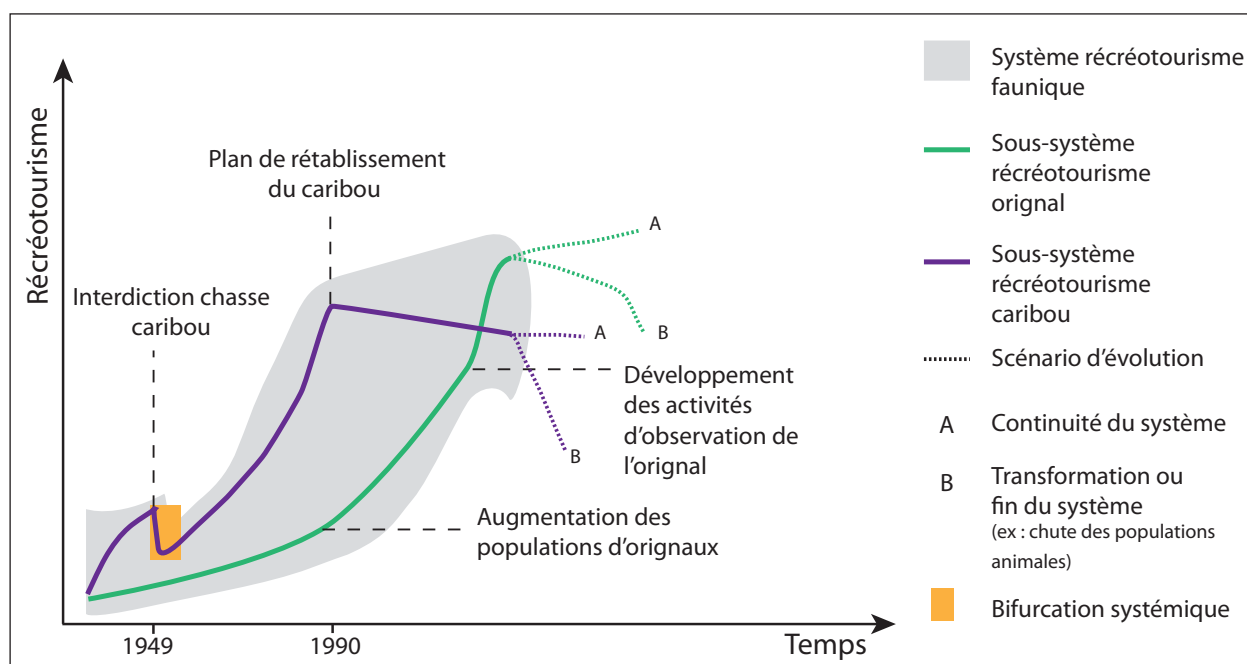


Figure III.4 - Évolution du système récréotourisme faunique en Gaspésie.

1.3. Changements climatiques, développement touristique et résilience des communautés : renforcer les capacités adaptatives des Inuit en élargissant l'offre touristique

L'exemple des dynamiques récréotouristiques de la communauté d'Arviat montre que le système récréotouristique s'adapte aux transformations de l'environnement faisant face à l'évolution des facteurs naturels avec le changement climatique mais aussi à l'évolution des facteurs anthropiques avec l'adaptation constante de l'économie mixte inuit à l'économie capitaliste occidentale. Nous avons vu au chapitre 5 qu'en Arctique, les facteurs de l'environnement du système, liés aux changements climatiques et à leurs prises en compte dans les politiques publiques, jouent un rôle considérable sur le récréotourisme faunique étudié. Nous avons alors montré que le récréotourisme faunique s'adaptait aux transformations de l'environnement politique sur le statut de l'ours polaire, en développant le tourisme de vision pour remplacer le ralentissement du tourisme de chasse. En retour, les transformations du système récréotouristique impactent l'environnement du système, notamment en ce qui concerne les facteurs anthropiques de cet environnement, telles que l'économie et la culture de la communauté (cf. figure III.1, p. 262).

Afin d'approfondir les réflexions sur les dynamiques des interrelations existantes entre le système récréotourisme faunique et son environnement, nous revenons sur ce second point, le premier ayant déjà été traité dans le chapitre 5. Nous avons en effet vu que le développement du tourisme de vision dans la communauté d'Arviat est un moyen utilisé par la communauté pour essayer d'implanter dans l'économie du village un secteur touristique, le tourisme culturel autochtone, autre que le tourisme de chasse. Il y a alors une reformulation, une reconversion et un élargissement de l'activité touristique en accompagnement d'un tourisme de vision sur lequel on essaie d'asseoir cette diversification. Précisons que l'analyse systémique a porté sur la construction

du tourisme autochtone au sein de la communauté dans son ensemble et elle n'a donc pas été centrée uniquement sur les activités directement liées aux animaux. Ainsi, si l'aspect faune semble peu présent dans le développement qui va suivre, l'animal reste inscrit en ligne de fond. En effet, un trait caractéristique de la culture inuit est l'interconnexion des hommes avec les animaux. Leurs perceptions de l'environnement, leurs activités, leur éducation place l'animal au centre de leur mode de vie (Pelly, 2001 ; Randa, 1986 ; Tyrrell, 2007). Développer le secteur touristique pour faire découvrir la culture inuit revient à faire découvrir l'animal sous un autre angle, celui d'une relation intime et spirituelle avec l'homme.

Le programme écotouristique de la communauté d'Arviat a été en partie dessiné avec les acteurs de la communauté. Un consultant en tourisme travaillant sur le projet explique : « *Nous avons identifié un concept touristique pour Arviat. Ce concept est le tourisme communautaire avec un fort programme culturel dans la communauté et des opportunités d'observation de la faune en nature. Il s'agit de tourisme communautaire au sens où c'est la communauté qui a le contrôle de son développement touristique. L'ensemble des personnes ayant un intérêt dans le tourisme ont une opportunité de s'investir de différentes façons. L'ultime objectif est que la communauté prenne le contrôle et mette en place un programme durable qui va de l'avant* »¹ (Com. pers. consultant NTI, Arviat, mai 2011). Cette idée de tourisme communautaire avait déjà été avancée par les politiques publiques des territoires du Nord-Ouest dans les années 1980. Cependant, la situation était quelque peu différente. À l'époque, les Inuit qui participaient au développement du tourisme ne disposaient ni des réseaux, ni des connaissances suffisantes de cette industrie pour l'implanter. Un couple inuit ayant travaillé dans une auberge à Arviat dans les années 1980 explique : « *Nous avons beaucoup de visiteurs dans les années 1980 mais cela s'est arrêté lorsque la personne qui s'en occupait est morte. Nous avons alors simplement stoppé notre activité. Nous accueillions les visiteurs dans notre maison, mais c'était une autre personne qui répondait au téléphone, c'était cette personne qui nous disait que des gens allaient rester chez nous. Nous ne savions pas comment contacter les gens du sud parce que nous n'avions pas de téléphone. Alors nous avons simplement arrêté* (Com. pers. Arviarmiut M. et A., mai 2011) ». Ce témoignage montre les enjeux d'ajustements entre ce que requiert le secteur de l'industrie touristique (la manière dont ce secteur s'organise dans le monde occidental) et les capacités des populations locales (ce qui est mis en œuvre concrètement sur le terrain en termes d'infrastructures, de services touristiques, de services à la clientèle, etc.). Il démontre la nécessité de mettre en réseau à l'échelle locale les différents acteurs du tourisme. Il éclaire également les enjeux que pose le renouvellement de ces réseaux. Le développement touristique repose sur des éléments matériels (la présence d'infrastructures pour l'accueil et le développement de services à la clientèle) et humains (investissement de différents acteurs, une coordination suivie entre eux-ci, accès à la clientèle, etc.) (Delisle, 2008 ; Grekin et Milne, 1996 ; Smith, 1989 ; Woodley, 1999). Des facteurs externes jouent également tels que le contrôle des

¹ Traduit de "We identified a tourism concept for Arviat. That concept is true community based tourism, with a strong cultural program in the community, and then wildlife viewing opportunities out on the land. It's community based tourism in the sense that the community has control of it and will control it. And people who have an interest in tourism will all have an opportunity to be involved in different ways. (...) The ultimate objective is that the community takes this and it's a sustainable program going forward".

tours-opérateurs sur les destinations touristiques vendues aux visiteurs, la concurrence des autres destinations arctiques plus accessibles telles que l'Alaska ou le Yukon, l'environnement changeant qui entraîne des difficultés de planification, les coûts de l'accès au territoire, etc. (Grekin et Milne, 1996 ; Hashimoto et Telfer, 2004 ; Smith, 1989 ; Woodley, 1999).

Le projet développé à Arviat est original dans la mesure où contrairement à d'autres projets touristiques jusque là développés dans le grand nord canadien, l'argent attribué au programme n'a pas été utilisé dans la construction d'infrastructures touristiques (écolodge, musée...), mais plutôt mis dans l'investissement humain.

Le programme de développement touristique encourage le transfert de compétences entre les intervenants extérieurs et les Arviarmiut afin d'assurer une pérennisation de l'activité touristique (cf. photo III.1). Ce travail est actuellement en cours avec la formation d'une coordinatrice touristique pour le village. Une grande partie de la réussite du programme dépend de cette personne car c'est elle qui est chargée de la planification et de l'organisation touristique de la communauté. Par exemple, son rôle est de prendre contact avec les hôtels, les pourvoyeurs, les guides, les traducteurs si un groupe de touristes souhaite venir observer les caribous pendant quelques jours. C'est également elle qui s'assurera que les services offerts par la communauté sont présents au moment requis pour le bon déroulement d'un séjour touristique. Cette coordinatrice touristique peut s'appuyer sur d'autres acteurs locaux en charge d'activités touristiques. Le pourvoyeur est ainsi un acteur clé pour toute activité en lien avec la faune sauvage. Nous avons vu (cf. chapitres 4 et 5) qu'il pouvait mobiliser plusieurs personnes en peu de temps afin d'organiser une sortie touristique et qu'il disposait également des fournitures nécessaires au voyage arctique qu'il peut louer (vêtements chauds, moto-neige). Pour les activités culturelles organisées en complément au tourisme de vision, tel que le spectacle représentant les jeux, les chants et les danses traditionnelles inuit, une chef de groupe est responsable de la troupe de spectacle. C'est elle qui s'assure de la présence de chacun aux répétitions, et qui réunit les personnes du village si une performance doit être réalisée pour des visiteurs. Ces acteurs apparaissent comme essentiels pour la construction et la mise en pratique du système touristique dans la communauté. Ils sont des noyaux structurants du système. Ils agissent comme des médiateurs culturels entre les Inuit et les visiteurs (Smith, 1989 ; Smith et Brent, 2001).



Photo III.1 - Formation de cuisine soutenue par le programme Arviat Community Ecotourism, mai 2011

Une partie du programme est consacrée à la formation de l'accueil touristique. Des cours de cuisine sont dispensés afin d'adapter la nourriture inuit à des plats et une présentation qui correspondraient aux attentes de visiteurs occidentaux.

L'un des enjeux majeurs est la participation continue de ces personnes clés qui, pour des raisons personnelles ou en raison d'imprévus, peuvent se retirer du tourisme. C'est pourquoi chaque fonction a été, autant que possible, doublée afin de pallier leur absence potentielle. Ce travail s'avère difficile car les personnes formées en remplacement sont moins impliquées dans le programme que les premières, ce qui influe sur leur motivation. La nature saisonnière du tourisme renforce cet enjeu d'investissement des individus dans ce secteur puisque les différents acteurs sont souvent impliqués dans d'autres activités tout au long de l'année. Le nombre de touristes n'est pas suffisant pour assurer une stabilité de l'emploi.

Comparé au tourisme de chasse où le système reposait principalement sur le pourvoyeur, le programme de développement touristique Arviat Community Ecotourism (ACE) essaie de multiplier les noyaux structurants touristiques. Il participe ainsi à renforcer les capacités de résilience de la communauté. La résilience est « *la capacité d'un système à intégrer une perturbation dans son fonctionnement, sans changer de structure qualitative. Un système sera dit résilient lorsqu'il est capable de se maintenir alors qu'il est affecté par une ou plusieurs perturbations* » (Aschan-Leygonie, 2000 : 64).

De plus, le programme met en œuvre des mesures venant renforcer les six dimensions des capacités adaptatives identifiées par Gupta et al. (2010 : 462) (Tableau III.1, page suivante). Les principaux apports du programme concernent les capacités d'apprentissage, les qualités de direction et les ressources. En effet, une grande partie du financement du projet est consacrée aux capacités d'apprentissage : les formations développées visent à concevoir de nouveaux services touristiques (service à la clientèle, nouvelles activités) mais aussi à renforcer les capacités entrepreneuriales (innovation, planification, recherche de financement). Ainsi, l'entrepreneuriat privé est fortement encouragé, les Arviarmiut étant incités à aller jusqu'au bout de leur plan d'entreprise. En termes de ressources, le programme a permis la création d'un emploi à temps plein au sein de la municipalité pour la coordination touristique. Cet emploi est occupé par une Arviarmiuk afin de favoriser une implantation locale et de transférer la gouvernance du développement touristique. L'objectif est de permettre à la communauté de pouvoir rebondir en cas d'échec du programme. Ainsi, les dynamiques lancées pendant près de cinq ans auprès des acteurs locaux pourraient être créatrices de nouveaux projets de développement et d'innovation, même si au terme du présent programme le tourisme de découverte de l'environnement n'arrive pas à s'implanter durablement.

Le système récréotouristique, tel qu'il est développé à Arviat, reste toutefois encore fragile car les noyaux structurants restent limités et peu diversifiés. Si les acteurs qui participent au programme sont aujourd'hui enthousiastes à l'idée de développer le secteur touristique à Arviat, certaines incertitudes subsistent. Le soutien du programme par l'équipe de consultants venant de l'extérieur est essentiel à long terme. Plusieurs acteurs ont déjà fait connaître leur intention de sortir du programme en raison des difficultés administratives auxquelles ils devaient faire face (p. ex. difficultés d'obtention de l'autorisation pour ouvrir sa propre pourvoirie). Le soutien de l'équipe de consultants les a dissuadés d'abandonner en les aidant à constituer leurs dossiers ou à retravailler ces derniers en cas de blocage. Le risque à l'avenir est que le contrôle et l'appropriation

du tourisme au sein de la communauté ne soient pas finalisés. De plus, le développement touristique de la communauté est encore dépendant financièrement de l'aide extérieure. A titre d'exemple, chaque répétition de la troupe de spectacle donne lieu à une rémunération pour le moment financée par le programme. L'incertitude reste forte sur le maintien d'un tel système lorsque le programme sera terminé. L'objectif est que les sommes perçues proviennent de contrats touristiques que la communauté aura réussi à passer avec des agences de voyages. Cela permettrait un autofinancement des dynamiques touristiques impulsées dans le village même si, à l'heure actuelle, rien ne garantit la mise en place d'un tel système.

Dimension	Critères	Programme Arviat Community Ecotourism
Diversité	Intégration de multi-acteurs	Intégration de tous les acteurs de la communauté intéressés par le tourisme
	Duplication	Identification de personnes pouvant remplacer les acteurs-clés du développement touristique
Capacités d'apprentissage	Confiance	Soutien et dynamique de groupes pour renforcer la confiance de la communauté
	Capacités d'auto-apprentissages	Auto-ajustements des services touristiques proposés après journée test avec les opérateurs touristiques
	Prise en compte du doute	Soutien des acteurs mis en échec; p. ex., non obtention d'une licence touristique, discussion organisée avec l'acteur afin de dépasser ses doutes sur son implication dans le secteur touristique
Place aux changements autonomes	Accès à l'information	Mise en place de réseaux pour accéder aux informations essentielles (p. ex. : accord de principe avec le biologiste du village pour obtenir de l'information sur le suivi et la localisation de la faune)
	Adoption et suivi d'une planification	Encouragement des acteurs à établir un plan entrepreneurial
	Capacités d'innovation	Services touristiques innovants : tourisme d'observation du caribou et de l'ours polaire avec apprentissage de techniques d'approche sécuritaire des animaux
Qualités de direction	Visionnaire	Projet pour le développement touristique durable du village
	Entrepreneuriat	Forte implication du principal pourvoyeur de chasse sportive dans le développement du tourisme d'observation au sein de la communauté
	Collaboration	Collaboration entre pourvoyeur et guides pour le développement de nouvelles activités touristiques
Ressources	Autorité	Autorité des consultants en tourisme devant être transmise à la coordinatrice en tourisme
	Ressources humaines	Expertises des consultants devant être transmises aux personnes clés du projet touristique au sein de la communauté
	Ressources financières	Support financier du programme : support du gouvernement pour création d'un emploi de coordinateur touristique
Gouvernance juste	Légitimité	Support de la communauté : programme soutenu par le conseil municipal et l'association des chasseurs et trappeurs
	Équité	Accessibilité du projet à tout Arviarmiut souhaitant s'investir dans le développement touristique de la communauté

Tableau III.1 - Les capacités adaptatives développées par le programme Arviat Community Ecotourism (Réalisation L. Chanteloup, d'après Gupta et al., 2011).

L'adaptation de l'activité touristique aux changements de l'environnement du système représente un défi majeur pour son avenir en milieu arctique. Le tourisme chez les Inuit est à analyser comme un système dynamique nécessitant une adaptation de ses stratégies de développement aux niveaux local et global, ainsi qu'une réorganisation et une redéfinition des produits proposés. Il implique aussi un changement de valeurs et une adaptation conceptuelle constante du tourisme par les communautés inuit. C'est pourquoi, suite à la transformation du marché de la chasse sportive et à la nouvelle demande en matière de tourisme de nature, la communauté d'Arviat essaye de faire évoluer les services proposés. Une telle évolution n'est cependant pas évidente à mettre en place en raison de certains biais culturels. Il est cependant possible d'accompagner ces transformations du tourisme en renforçant les capacités adaptatives des acteurs, ce qui agit *in fine* sur la résilience de la communauté.

Comprendre la dynamique d'un système, c'est, au final, concevoir que ce dernier et son environnement co-évoluent dans le temps.

La réflexion sur les dynamiques du système récréotourisme étant engagée, nous souhaitons revenir sur un élément bien particulier de l'environnement du système : les rapports de la société à la faune sauvage. La suite de ce chapitre s'intéresse à la trajectoire de la ressource faunique qui joue sur le type d'usages acceptés autour de la faune sauvage.

2. PATRIMONIALISATION DE LA FAUNE SAUVAGE, CONFLITS ET DYNAMIQUES DU SYSTÈME RÉCRÉOTOURISTIQUE

Nous venons de voir que la dynamique du système récréotourisme faunique était fortement influencée par un environnement évolutif, notamment en ce qui concerne les effets sur les populations fauniques. Or, lorsqu'on parle de récréotourisme faunique, la faune est la ressource qui motive le voyage. Les fluctuations quantitatives d'animaux agissent dès lors directement sur la dynamique du système.

Un autre élément lié à ces variations quantitatives de la faune sauvage joue sur le récréotourisme faunique, à savoir la vision que la société développe autour de l'animal. La faune est de plus en plus perçue comme un patrimoine à sauvegarder, même si cette patrimonialisation ne fait pas consensus. L'entrée par le patrimoine permet de comprendre certaines dynamiques du système récréotourisme faunique.

2.1. Trajectoire de la ressource faunique dans un environnement évolutif : vers une patrimonialisation de la faune sauvage

Les rapports entre l'homme et les animaux évoluent dans le temps. Aujourd'hui, on est dans une situation où la faune est régulièrement présentée comme un patrimoine naturel à sauvegarder. Dans quelle mesure la faune se trouve-t-elle au cœur de processus de patrimonialisation ? Quels sont les effets de ce processus de patrimonialisation en termes d'usages de la ressource ? Quels

sont les enjeux de cette patrimonialisation de la ressource ? Ces différentes questions sont abordées à travers l'exemple du caribou de la Gaspésie et de l'ours polaire.

2.1.1. Le caribou de la Gaspésie : un patrimoine québécois et gaspésien

Nous avons vu au chapitre 2 que la patrimonialisation d'un objet géographique est un processus qui s'étire dans le temps. Ce processus opère différents changements sur l'élément patrimonialisé : la patrimonialisation entraîne un changement d'usage, de regard et de statut de ce dernier (Gauchon, 2010). Dans le cadre du caribou de la Gaspésie, l'analyse diachronique des mesures de protection développée autour du caribou de la Gaspésie a montré que la protection de l'espèce, c'est-à-dire la prise en compte effective de sa vulnérabilité avait pris plusieurs dizaines d'années (cf. chapitre 5). Nous approfondissons les réflexions alors engagées en reprenant l'analyse de la protection de l'animal à travers l'angle de la patrimonialisation de l'animal.

La création du parc national de la Gaspésie et l'interdiction de la chasse généralisée à l'ensemble de la région en 1949 ont entraîné un changement d'usage (fin de la chasse) et de statut du caribou (passage d'animal gibier à une espèce protégée par le gouvernement). Ces transformations ne se sont cependant pas accompagnées par un changement de regard. Elles ont néanmoins marqué une bifurcation dans le système du récréotourisme faunique (cf. figure III.4, p. 273). D'un animal gibier, le caribou de la Gaspésie est alors mobilisé comme une ressource touristique permettant le développement de l'activité touristique au sein du parc national de la Gaspésie (cf. chapitre 5). Rappelons que même si le parc national de la Gaspésie a été en partie créé pour la protection de l'espèce, le parc misait avant tout sur le développement touristique de la région avec par exemple la construction de routes afin de rendre accessible le parc aux municipalités voisines. Des structures d'accueil ont également été construites (Lemieux, 1986). Par exemple, le complexe touristique du Mont Albert, terminé en 1950, est rapidement devenu le site le plus visité du parc. *« Une des principales attractions du parc de la Gaspésie est la chaîne des Monts Shickshocks, où l'on voit des sommets les plus élevés de la province. Le Mont Albert, l'un des mieux connus, attire un grand nombre de visiteurs vu sa proximité de l'hôtel et de la route. Cette montagne, (...) est régulièrement visitée par le troupeau de caribous du parc ; aussi, peu de visiteurs à l'hôtellerie ne manquent d'en faire l'ascension. Pour rendre l'excursion moins fatigante et afin de permettre un séjour prolongé au sommet, un camp a été construit, où les excursionnistes peuvent y passer la nuit »* (Source Q2 Québec, 1941-1955 (1952) : 126). Le but du gouvernement était alors de faciliter et d'améliorer les conditions de visite du parc, quitte à négliger les impacts anthropiques sur les populations de caribou. A l'époque, l'animal n'était pas encore perçu comme un patrimoine fragile à sauvegarder. La priorité était alors donnée à la ressource touristique par rapport à la protection et la transmission du caribou : l'animal était certes perçu comme un des éléments fragiles du parc, mais également comme une ressource pouvant être valorisée. Il faisait alors l'objet d'une promotion touristique qui s'avérait peu respectueuse de l'espèce. Par exemple, des randonnées en jeep étaient organisées au sommet du mont Jacques Cartier sans que soit soulevée la question des impacts potentiels sur l'animal.

Bien que la vulnérabilité du caribou ait été reconnue (les premières mesures de protection de l'espèce attestent de ce processus), le regard sur la bête n'avait pour autant pas changé et, en termes de ressource, la dimension patrimoniale n'avait pas encore été activée.

La transformation du regard est liée au système de représentation des acteurs dépendant de schèmes perceptif et mentaux qui schématisent le milieu en le transformant en image (Fisher, 1983 in Gumuchian, 1991). Dans le cas du caribou, le changement de regard s'est effectué lorsque l'animal a été considéré par la population comme un patrimoine à part entière, et non plus comme un gibier potentiel ou une attraction touristique. Par exemple, certains documents écrits des années 1950 (c'est-à-dire après que le changement de statut officiel de l'espèce ait eu lieu), présente encore le caribou comme un animal dont la chasse peut être ré-ouverte si les populations s'accroissent (Moisan, 1958). Il faut attendre les années 1970 pour noter une évolution du vocabulaire employé : le caribou est alors vu comme un « *vestige* » à sauvegarder (Moisan, 1970 : 36).

Trois éléments peuvent expliquer cette transformation du regard. Tout d'abord, une évolution du contexte international pousse les sociétés à mieux prendre en compte l'environnement. La crise des années 1970 montre les limites d'une exploitation industrielle non contrôlée et appelle à une meilleure gestion des ressources naturelles. De plus, au niveau local, l'activité de chasse au caribou sort peu à peu des coutumes dans la mesure où celle-ci n'est pas ré-ouverte. Au fil des années, la notion d'animal gibier disparaît. Enfin, la baisse continue des populations de caribous accentue la rareté et le caractère vulnérable de cette ressource (montrant l'échec des mesures prises jusque là). C'est pourquoi, lors de la refondation du parc national de la Gaspésie en 1981, le développement touristique au sein du parc change : une nouvelle philosophie dans le développement des activités touristiques prône les activités d'interprétation plutôt que l'interaction avec la faune. En termes de gestion, un glissement s'effectue : le caribou passe d'une ressource touristique reconnue vulnérable à une ressource patrimoniale valorisée par et pour le tourisme. Ce glissement dans la philosophie du développement touristique sera confirmé par les études lancées sur l'impact du tourisme sur l'espèce lors du premier plan de rétablissement (cf. chapitre 5).

En parallèle, des études sur la génétique des populations montrent que le caribou de la Gaspésie se distingue des autres caribous des bois du Québec (Source Q3 Comité de rétablissement du caribou de la Gaspésie, 2002). Le résultat de ce processus de différenciation de l'espèce sur le plan scientifique contribue au processus de patrimonialisation. Elle appuie une mise en discours du caribou qui s'impose (ou est imposée) par le gouvernement du Québec comme patrimoine naturel gaspésien. Cette mise en discours est diffusée au public à travers un plan de communication adopté par l'équipe de rétablissement. On voit ici comment le développement de la recherche et la médiatisation des résultats permettent de passer d'une ressource générique à une ressource spécifique². *Via* les nouvelles découvertes scientifiques, le caribou de la Gaspésie n'est plus seulement une harde de caribou des bois du Québec, mais un caribou des bois d'écotype

² Une ressource générique est indépendante « du génie du lieu » où elle est produite (Colletis et Pecqueur, 2005 : 5). De telles ressources sont transférables d'un espace à un autre, elles ont une valeur indépendante du processus de production. Une ressource spécifique a, par contre, une valeur propre, dépend de son ancrage spatial et du jeu d'acteurs qui la fait émerger (Gumuchian et Pecqueur, 2007). Ces ressources sont difficilement reproductibles et transposables à d'autres territoires (Colletis et Pecqueur, 2005).

montagnard, génétiquement distinct et ayant adopté des comportements éthologiques adaptés à son environnement (Source Q3 équipe de rétablissement du caribou de la Gaspésie, 2011). Le caribou de Gaspésie entre alors dans le registre des ressources patrimoniales territorialisées (cf. figure III.5).

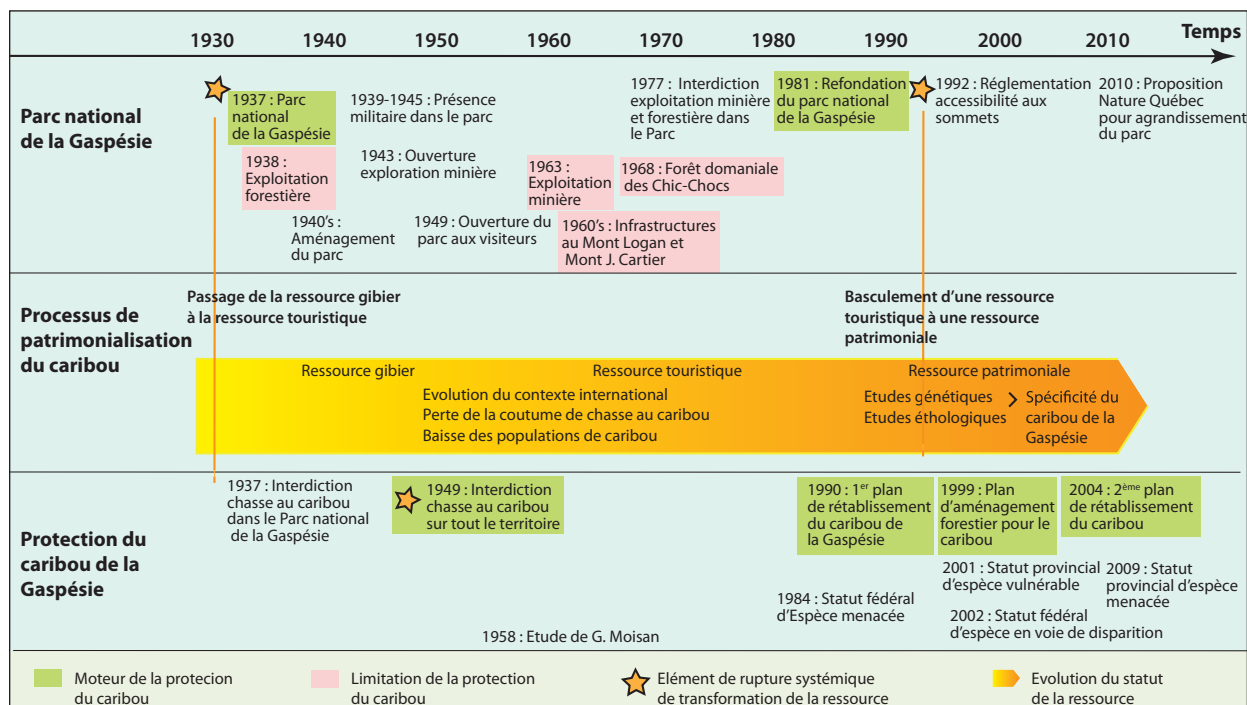


Figure III.5 - Les transformations de la ressource faunique : l'exemple du caribou de la Gaspésie

Afin de mettre en perspective les observations effectuées sur la trajectoire de la ressource faunique caribou aujourd'hui perçue comme un patrimoine, nous avons analysé l'évolution des perceptions d'une autre ressource faunique : l'ours polaire. Dans le cadre de l'approche comparative développée, l'exemple de l'ours polaire apporte des enseignements complémentaires à la compréhension du processus de patrimonialisation de la faune sauvage. La médiatisation contemporaine très importante de l'animal est notamment un facteur qui participe à faire de l'ours polaire un patrimoine universel.

2.1.2. L'ours polaire : un patrimoine universel

Lorsque nous avons présenté l'ours polaire au chapitre 3, nous avons vu que cet animal était perçu comme un élément clé de l'écosystème, à la fois par la société occidentale et les populations inuit. L'ours polaire est avant tout un patrimoine intrinsèque à la culture inuit. Celle-ci dispose de rites, coutumes, d'histoires orales autour de l'animal. L'animal est en effet constitutif de l'identité inuit et nous renvoyons à la lecture du livre de V. Randa (1986) pour avoir un développement exhaustif sur les liens existants entre l'animal et ces communautés. Si le patrimoine a une forte imbrication avec le local étant donné qu'un patrimoine se nourrit de l'identité et du territoire local pour se construire, la reconnaissance par l'Unesco de patrimoine mondial implique l'existence de patrimoine s'appuyant sur des biens publics qui transcendent les frontières : « un bien est globalement

public à la consommation si ses bénéfices ou ses coûts s'étendent à plus d'un groupe de pays, et s'il ne fait pas de discrimination entre groupes de population ou entre les générations » (Karl, Grunberg et Stern, 1999 : 46, cité dans Benhamou, 2010 : 118). De tels biens « se réfèrent implicitement à une citoyenneté mondiale ; ils constituent une source de bénéfices pour l'humanité » (idem). Initialement cette liste de biens ne comprend généralement pas des biens patrimoniaux mais plutôt des biens environnementaux comme l'air et l'eau (Belaïdi, 2012). Pourtant, la reconnaissance de patrimoine mondial par l'Unesco pouvant intégrer le patrimoine naturel et culturel fait entrer le champ patrimonial dans la notion de biens publics. Si le patrimoine mondial reconnu officiellement s'applique à une liste définie d'infrastructures ou d'espaces particuliers et non par exemple à des espèces animales, cette notion est source d'ambiguïté, particulièrement dans le cas d'espèces emblématiques, universellement médiatisées comme l'ours polaire. L'image de cet animal, utilisée dans le cadre des campagnes du changement climatique, vise à mobiliser la communauté internationale sur le danger de voir un patrimoine disparaître à jamais (Freeman et Foote, 2009). De nos jours, l'émotion collective suscitée par des campagnes internationales fait de l'ours polaire un patrimoine universel à conserver. Nous nous intéressons à ce processus de patrimonialisation porté par une vision internationale non-inuit.

Pour les populations non-inuit, l'appréciation de l'animal a évolué au cours des siècles (cf. encadré III.2). Lors des premiers voyages d'explorations polaires, l'animal n'était qu'une préoccupation secondaire pour les voyageurs³. C'est à partir du XX^{ème} siècle que les excursions effectuées par les explorateurs font de la faune sauvage un but en soi.

Ainsi, une évolution dans les mentions de l'ours polaire au sein des récits d'exploration est notable. A l'ère des découvertes, les cartographes dessinaient des cartes du monde à partir des données fournies par les marins. Le monde connu était délimité en fonction des indications apportées, alors que ce qui n'avait pas encore été visité était généralement indiqué par l'indication suivante : « à partir de ce point, il n'y a que des dragons ». Si nous reportons notre attention sur les cartes produites au XVI^{ème} siècle, date à laquelle les expéditions polaires lancées par les Européens se sont multipliées, nous obtenons des renseignements sur les représentations que pouvaient avoir les marins à l'époque. La peinture d'Antonio Lafreri (1512-1577), d'après la carte marine d'Olaus Magnus de 1572 représentant la Scandinavie, montre que les mers du nord étaient perçues comme particulièrement dangereuses en raison des bêtes féroces qui dominaient la mer. La taille disproportionnée des monstres marins par rapport aux bateaux insiste sur cette dangerosité. Ainsi, Martin Frobisher (1576) lors de son deuxième voyage en 1577 parle de « poissons monstrueux et d'étranges oiseaux sauvages »⁴ (Collinson, 1867). De manière paradoxale, l'ours polaire est représenté de petite taille et ne semble pas présenter de danger apparent. Seul sur un iceberg, il apparaît comme étant à la dérive (cf. figure III.6 p. 284). Il faut noter que cette représentation fut effectuée quelques années avant le voyage de William Barents (1550-1597) qui fut un des premiers explorateurs à relater la férocité des ours polaires rencontrés.

Il est à noter que, dans les récits d'exploration, la faune n'est pas un élément essentiel. Elle est localisée, avant de faire l'objet de descriptions naturalistes. Les premiers explorateurs se lancent

³ Nous faisons référence ici uniquement aux voyages d'explorations. Tous les baleiniers lancés dès le XVII^{ème} siècle pour l'exploitation économique de la baleine dans les régions arctiques ne sont pas ici pris en compte.

⁴ Traduit de "monsterous fishe, and strange fowle".

Un peu de méthodologie....

Afin de comprendre le rapport de la société occidentale avec l'ours polaire, nous avons consulté un large corpus de documents principalement composé d'écrits se rapportant géographiquement à l'arctique canadien. Nous avons par exemple étudié les récits de voyage des explorateurs du passage du Nord-Ouest et de l'Arctique canadien, les articles de journaux grand public comme le journal L'illustration et ceux de magazines comme Ushuaia Nature, ainsi que les guides touristiques et les publicités des agences de voyage proposant des voyages dans l'Arctique canadien. Il est important d'apporter ici quelques précisions sur la zone géographique sur laquelle nous avons porté notre attention. Le découpage administratif de l'Arctique canadien a fortement évolué. Nous nous sommes consacrée pour la plupart des textes choisis à la zone géographique se rapportant au Nunavut d'aujourd'hui. Or le Nunavut est un territoire nouvellement créé dans la mesure où cette entité administrative a été reconnue en 1999. Nous avons donc pris en compte dans notre corpus de textes, un ensemble d'explorations qui se sont déroulées de la côte ouest du Groenland jusqu'aux territoires du Nord-Ouest. D'autres expéditions polaires où la faune arctique avait une importance ont également été consultées afin de compléter l'étude. En effet, l'image touristique du Nunavut ne s'arrête pas uniquement aux frontières géographiques et c'est l'imaginaire des pôles qu'il faut alors prendre en compte. C'est pourquoi des ouvrages plus généraux sur les zones polaires ont été consultés. En effet, la littérature établit souvent une simplification entre les différents espaces composant l'Arctique et fait l'amalgame entre le pôle nord et les régions arctiques. Ainsi, les livres se déroulant au pôle nord regroupent des actions allant des chercheurs d'or (imaginaire issu par exemple de la littérature de J. London dont l'action se situe principalement dans le Yukon) à la chasse à l'ours (imaginaire issu de la littérature des explorateurs du passage du Nord-Ouest dont l'action se situe principalement au Groenland ou en terre de Baffin). E. Hussenet, dans son ouvrage consacré aux régions polaires dans l'imaginaire occidental, relève que « cette simplification commerciale aura le tort de semer la confusion dans l'esprit du public qui ne fera guère de différence entre « le grand nord », expression générique qui désigne les régions boréales où les hivers sont plus longs que les étés, et le pôle nord, point géographique où tous les méridiens se rejoignent et qui, par extension, englobe ses latitudes périphériques » (2004 : 146).

Encadré III.2 - Méthodologie sur les archives pour la collecte d'information concernant la patrimonialisation de l'ours polaire

dans des expéditions dont le but est l'exploration de nouvelles routes navigables. L'animal n'est pas « découvert », il est simplement localisé et apprécié comme ressource nutritive et économique par les voyageurs. Au XVIII^{ème} et au début du XIX^{ème} siècle, les voyages polaires sont l'occasion d'approfondir les connaissances sur la biologie des animaux rencontrés. Ces descriptions sont alors les plus objectives possibles et les auteurs évitent l'utilisation de tout qualificatif subjectif tels que beau, mignon, horrible... Les récits sont une succession de descriptions de la journée qui consiste, pour les explorateurs de la compagnie des fourrures à décrire le paysage rencontré et les scènes de chasse, pour les navigateurs à parler des pêches, des excursions à terre, des rencontres avec les « naturels ». L'animal est localisé et dénombré avec précision. Ces scènes de descriptions sont suivies de description des types de chasses pratiquées par les autochtones et les explorateurs. Dans ces récits, l'action des « animaux féroces » tels que les loups et les ours polaires est toutefois décrite de manière plus approfondie. Par exemple, la force et la résistance de l'ours polaire face aux hommes impressionnent de nombreux explorateurs. Le capitaine Ross (1777-1856) explique

qu'un ours ayant reçu des coups de fusil a encore trouvé la force de se sauver à la nage. Une autre fois, l'ours s'engage dans un combat avec les marins, et réussit d'un coup de dents à briser le fer d'une lance tout en parant les autres coups qui lui étaient portés (Fauconpret, 1819 ; Ross, 1819). Ainsi, dans la rare iconographie consacrée à la faune arctique au XIX^{ème} siècle, l'ours polaire se détache du reste des animaux. Animal craint, il est utilisé afin d'insister sur les épreuves auxquelles doivent faire face les voyageurs. En 1864, Sir Edwin Landseer exposera un tableau montrant deux ours polaires déchiquetant les restes d'un bateau britannique, interprétant la fin tragique de l'expédition Franklin (cf. figure III.7, page suivante). Ce tableau insiste sur la sauvagerie et la cruauté des ours. La faune sert alors à accentuer l'image de désolation et d'horreur de l'Arctique (Potter, 2007).



Figure III.6 - Représentation peu monstrueuse de l'ours polaire, carte d'Olaus Magnus de la mer du nord (Antonio Lafreri, la Scandinavie, d'après la carte marine d'Olaus Magnus, 1572, Paris Institut Tessin).

Une évolution dans l'appréciation de l'animal entre les premiers voyages effectués au XVI^{ème} siècle et ceux du XIX^{ème} s'opère : si l'ours reste craint par les voyageurs, il est également recherché pour sa chair et sa peau qui offrent aux expéditions des victuailles les sauvant de la famine et du froid. Dans les récits, les histoires d'attaques d'ours sur les hommes laissent alors la place aux scènes de chasse où l'ours est traqué par les chasseurs intrépides. En parallèle, c'est à partir du milieu du XIX^{ème} siècle que le grand public, qui n'accordait jusque là qu'une attention modérée aux expéditions polaires, commence à s'intéresser au grand nord et notamment à la découverte

du passage du Nord-Ouest. En effet, le sort de l'expédition Franklin lancée pour la découverte du passage du Nord-Ouest en 1845 restera pendant des années un mystère, alimentant la curiosité des populations et l'iconographie représentant les régions polaires. A cette époque, l'animal n'est cependant pas mis en avant dans les écrits grand public pour donner à voir l'Arctique. L'ours, figure symbole citée dans l'ensemble des récits d'explorations, n'est parfois pas du tout représenté dans les écrits populaires et laisse place aux représentations de phoques et de morses.



Figure III.7 - Tableau de Landseer sur la tragédie de l'expédition Franklin intitulé « man proposes god disposes », exposé en 1864 (The Bridgeman Art Library; Royal Holloway College, University of London).

Au cours du XIX^{ème} siècle, deux évolutions majeures concernant la faune arctique apparaissent. La première est la modification du comportement et des descriptions effectuées par certains explorateurs arctiques vis-à-vis de la faune. Dans la deuxième partie du XIX^{ème} siècle, un changement d'appréciation commence à s'opérer dans la description des ours polaires. Le récit d'Elisha Kent Kane (1820-1857) marque un tournant dans le portrait fait de l'animal (Kane, 1856). L'ours polaire, qui était jusque là présenté comme un adversaire redoutable, rusé et particulièrement dangereux pour l'homme en raison de sa force, est pour la première fois décrit positivement et amène le lecteur à s'attendrir. Si dans le récit de Kane l'ours apparaît tout aussi féroce et dangereux que dans les autres récits d'exploration lors des attaques, l'auteur présente également la nature protectrice et maternelle de la maman ourse vis-à-vis de son petit. Deux scènes de chasse à l'ours sont expliquées et décrites, l'auteur s'apitoie sur le sort de la mère qui met tout en œuvre pour sauver sa progéniture, allant même à se sacrifier pour son bébé. Ces récits s'attèlent à montrer la douceur et le courage d'une mère pour son enfant, ce qui touche le voyageur, et exprime pour la première fois un malaise face à la mise à mort de l'animal. Ces récits seront notamment repris dans l'ouvrage présentant Les merveilles du monde polaire de Lesbazeilles en 1881. L'auteur consacra un chapitre à la faune terrestre présentant l'ours comme un animal rusé, habile, fort et dangereux pour les marins, mais qui « *n'est pas en réalité une bête féroce* » (Lesbazeilles, 1881 : 101). Cette image ambiguë caractérisant l'ours polaire se retrouve également dans la littérature grand public comme dans le récit de Jules Verne (1966), Le pays des fourrures. Dans cette histoire, les ours sont d'abord présentés comme des carnassiers sanguinaires prêts à tout pour se nourrir des hommes. De nombreux qualificatifs négatifs leurs sont alors attribués telle que « *malfaisantes*

bêtes », « *monstrueuses bêtes* », « *ces redoutables animaux* »... Puis, dans l'évolution du récit, l'image de l'animal change lorsqu'un ours sauve un personnage de la noyade. L'animal passe alors du statut de « *redoutable carnassier* », à celui « *d'honnête animal* ». A partir de ce moment-là, l'animal gagne un nouveau statut, il devient sujet de l'histoire, un héros au même titre que les autres personnages. Ces actions seront alors douces et sans danger. Cette évolution coïncidera avec une évolution du danger pour les protagonistes. Au début, inquiété par l'environnement de l'arctique, allant des intempéries à la faune sauvage, les personnages seront à la fin de l'histoire menacés par la fonte de l'iceberg sur lequel ils avaient construit leur fort. Les animaux chercheront alors « *protection avec les hommes* ». L'ours sera un des seuls animaux à être naufragés sur le simple bout de banquise qui touchera finalement terre. Il sera ainsi sauvé de la noyade. Jules Verne apparaît aujourd'hui avec ce texte comme un visionnaire des changements climatiques qui s'opèrent aujourd'hui dans l'Arctique. Il est le premier à mettre en scène une image qui, aujourd'hui, est régulièrement utilisée lors des campagnes sur le changement climatique : l'ours polaire sur un iceberg disparaissant au milieu d'un océan libre des glaces.

La deuxième évolution concerne le changement de comportement de certains explorateurs vis-à-vis de la faune sauvage. Au début du XX^{ème} siècle, les marins ne tuent plus systématiquement l'animal rencontré. Celui-ci n'est pas automatiquement perçu comme un gibier. Les oursons, par exemple, sont parfois récupérés à bord des bateaux afin d'en faire des animaux de compagnie. Le récit de Peary en 1911 confirme ce changement d'appréciation lorsqu'il relate que « *vingt ans d'expérience arctique [1] avaient blasé sur les émotions d'une chasse à l'ours polaire, tandis que [ses] bleus étaient naturellement plus ardents à ce jeu* » (Peary, 1911 cité dans Marion, 1999 : 148). C'est le commandant Charcot, figure emblématique des expéditions polaires françaises, qui sera un des premiers explorateurs à voir dans l'animal autre chose qu'une bête à tirer. A la fin des années 1920, il refusa par exemple que ses marins n'abattent ces animaux. Dans son ouvrage Dans les mers du Groenland, Charcot décrit une de ses rencontres avec l'espèce : « *la superbe bête savait évidemment que même les chasseurs tenaient trop à m'être agréables pour qu'elle courut le danger d'un coup de fusil. Le mugissement de notre sirène finit par l'émouvoir, elle se promena lentement au bord du glaçon, puis tournant le dos à ces êtres bruyants, le traversa de son pas de gymnastique lourd et, ayant plongé, nagea sans hâte vers un floe⁵ plus éloigné* » (Charcot, 1928, cité dans Marion, 1999 : 149). La description effectuée met en opposition l'homme à l'animal. Les actions de l'homme sont décrites avec un vocabulaire brusque : au « *coup de fusil* » succède « *le mugissement de la sirène* », les hommes ne sont même pas désignés comme des humains mais sont mentionnés comme « *des êtres bruyants* ». Le champ lexical utilisé pour désigner l'animal est au contraire paisible et doux : « *la superbe bête* » « *finit par émouvoir* », pour « *se promener lentement* » et traverser d'un « *pas gymnastique lourd* » et « *nager sans hâte* ». Il y a donc un changement dans l'appréciation de l'animal, qui s'accélérera avec la mise en place des mesures de protection de l'espèce. Celles-ci se développeront en raison de la forte baisse des populations liée à l'amélioration de l'armement, le développement du marché des fourrures, l'augmentation de la chasse sportive. Ainsi, le système de protection internationale se met en place à partir de 1973 avec l'accord international sur l'ours polaire (cf. chapitres 4 et 5). La recherche scientifique est

⁵ *Morceau de banquise plus fin.*

également valorisée afin de mieux connaître les dynamiques de population, ce qui participe à la mise en œuvre d'une gestion raisonnée de ces animaux (Vongraven, 2009). D'autres législations plus contemporaines s'ajoutent et contribuent au processus de patrimonialisation de l'espèce : accords bilatéraux pour l'instauration de co-gestion sur certaines sous-populations, reconnaissance par les Etats-Unis de cette espèce par l'Endangered Species Act, inscription à l'annexe 1 de la loi sur les espèces en péril au Canada (cf. figure III.8)...

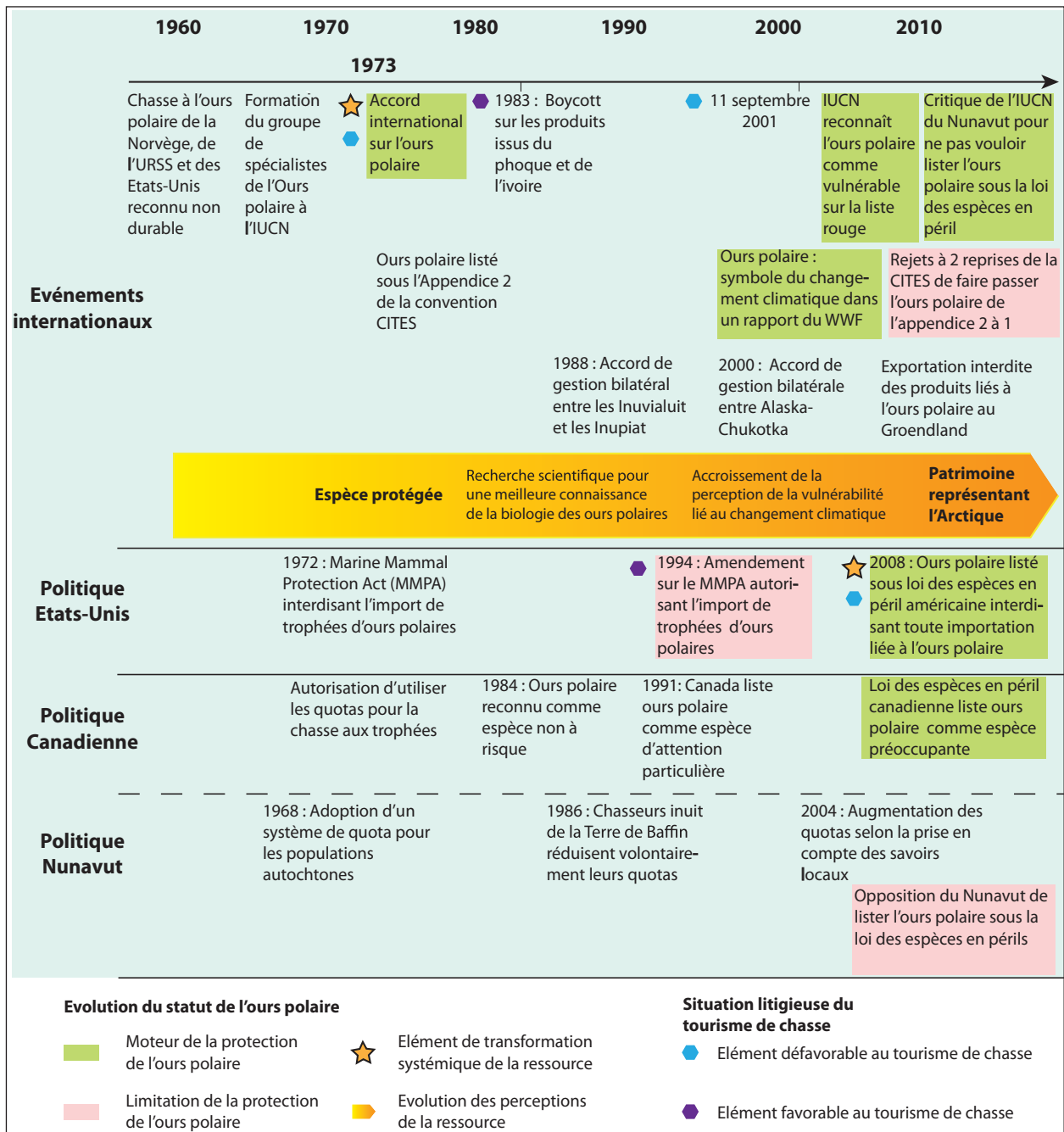


Figure III.8 - Vers une patrimonialisation de l'ours polaire

La protection accrue de l'ours par la signature d'accords internationaux et l'adoption de législation nationale vise à stopper le tourisme de chasse à l'ours polaire. Les évènements du 11 septembre marque un renforcement des politiques restrictives en matière de transport d'armes à feu ce qui freine indirectement le tourisme de chasse. Des éléments sont par contre en faveur du tourisme de chasse. Le boycott des produits issus du phoque et de l'ivoire de morse ou de narval a fortement freiné l'économie inuit qui s'est tournée vers d'autres activités telles que le tourisme de chasse.

Les polygones de couleur ont été ajoutés et seront mobilisés dans la suite du raisonnement. Ils indiquent les éléments qui sont favorables et défavorables au tourisme de chasse sur l'ours.

Dans la période la plus récente, la multiplication des mesures s'explique par la menace que le changement climatique représente pour l'espèce. L'ours polaire est dorénavant perçu comme un animal vulnérable qui risque de disparaître en raison de la perte de son habitat. L'ours polaire est devenu un véritable symbole de cette région. Que ce soit dans les films, les dessins, les logos ou les photographies, il est constamment représenté. Par exemple, dans le film *La planète blanche*, celui-ci se conclut sur les images d'un ours polaire bondissant d'icebergs en iceberg. Lorsque la caméra élargit le champ, le spectateur se rend compte que l'ours n'est pas près de rejoindre la banquise, mais que sur des kilomètres, il va devoir sauter d'iceberg en iceberg et risque l'épuisement, pouvant conduire à la noyade. Avec le changement climatique, ce n'est pas seulement la banquise qui risque de disparaître, mais une grande partie de la faune arctique. Ainsi, l'ours polaire devient le symbole de ce que l'homme doit préserver car avec lui disparaîtrait plus qu'une espèce mais également un pan entier de l'imaginaire occidental. La crise environnementale contribue donc à accentuer la fascination du public à l'égard de l'animal et renforce son image de patrimoine mondial à sauvegarder. Face à ce risque de disparition, de nouvelles formes de développement touristique se développent : le « tourisme de la dernière chance ». Le fait d'aller voir *in situ* ce qui pourrait disparaître demain devient la quête du voyage. Les participants à ce tourisme « *sont à la recherche de paysages terrestres et marins en train de se volatiliser, et / ou de patrimoine social et naturel en train de disparaître* » (Lemelin et al., 2010 : 478).

L'étude des processus de patrimonialisation du caribou de la Gaspésie et de l'ours polaire montre une similarité globale dans la trajectoire de la ressource : d'un animal gibier, on passe à un animal patrimoine (cf. figure III.9), avec des effets contingents sur l'animal ressource récréotouristique.

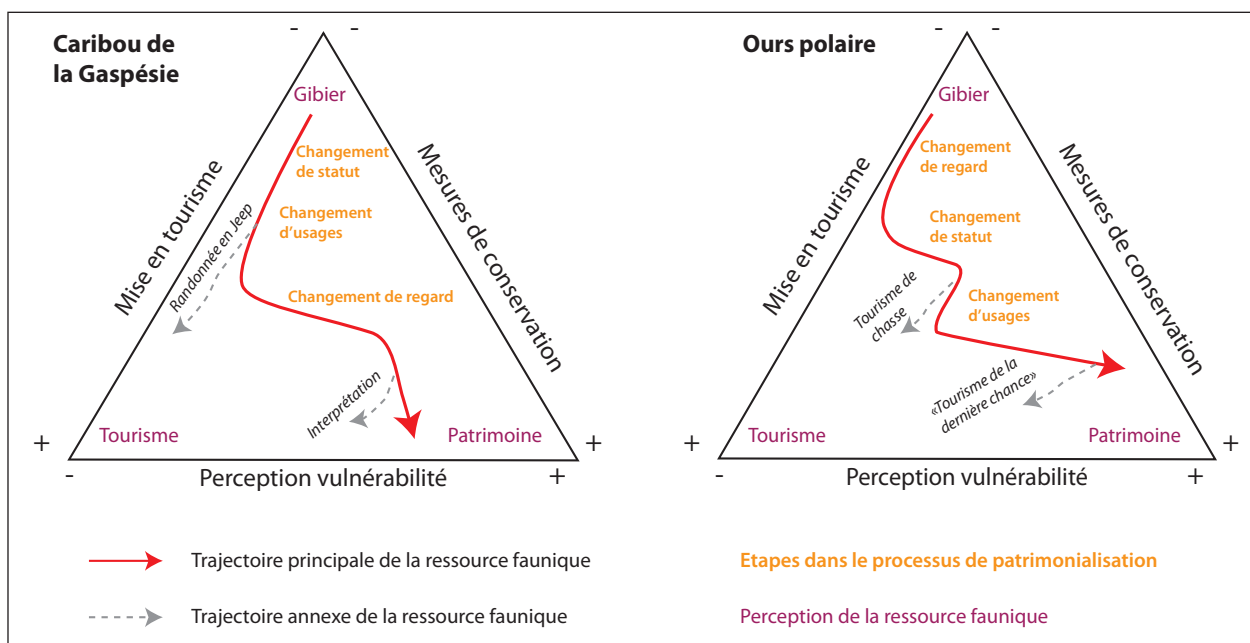


Figure III.9 - Trajectoire de la ressource faunique : vers une patrimonialisation de l'animal

Tout d'abord, la patrimonialisation de ces deux animaux suit un schéma similaire, avec une étape en plus dans le cas de l'ours, ceci pouvant s'expliquer par la condition de prédateur de l'animal. Ainsi, la patrimonialisation est passée par l'adoption de mesures de protection suite à la baisse des populations, puis par une mise en discours de la vulnérabilité de ces animaux portés par les scientifiques. Dans le cas du caribou de la Gaspésie, les scientifiques, en distinguant génétiquement la population de caribou de la Gaspésie des autres caribous du Québec et du Canada, ont montré la nécessité de sauvegarder ce patrimoine naturel québécois et gaspésien, alors que pour l'ours polaire ce sont les modélisations de la disparition de son habitat dans un futur plus ou moins lointain qui contribuent à façonner la vulnérabilité de cet animal. Ce dernier est alors perçu comme un patrimoine mondial à sauvegarder. En ce qui concerne le changement de regard, celui-ci est intervenu après les premières mesures de protection de l'espèce pour le caribou, alors que pour l'ours polaire, ce phénomène s'est étiré sur plusieurs siècles et a été préalable aux premières mesures de protection. Nous allons voir dans la partie suivante que ce changement de regard est toujours en construction et reconstruction et que la patrimonialisation ne fait pas consensus en fonction de l'échelle d'analyse et des acteurs considérés.

Au niveau récréotouristique, le processus de patrimonialisation encadre l'activité touristique pour éviter les dégradations de celle-ci. Nous verrons également dans la partie 3 de ce chapitre que la patrimonialisation de l'animal tend à imposer un jugement moral sur le type d'activités acceptées ou non sur l'animal. Ainsi, les activités ayant un impact direct sur la ressource sont fortement décriées.

Des différences entre le patrimoine vivant et non-vivant apparaissent. Pour le patrimoine non-vivant comme un patrimoine bâti ou des peintures d'art rupestre, la reproduction du patrimoine est possible. Celle-ci peut être mise en œuvre pour assurer une mise en tourisme non dommageable du patrimoine. Par exemple, afin de protéger les peintures d'art rupestre de la grotte Chauvet, l'accès de celle-ci est interdite au public. Un espace de restitution est en train d'être construit afin de pouvoir exposer des reproductions des peintures au public et assurer une mise en tourisme d'une copie du site (Malgat et *al.*, 2012). Contrairement à cette situation, le patrimoine faunique et son écosystème ne sont pour l'instant pas totalement reproductibles, même si on s'en approche avec les aménagements développés aujourd'hui pour les zoos et les opérations de réintroductions. Cela nécessite tout de même qu'il y ait encore un élément du patrimoine présent et vivant. Or, lorsqu'une espèce disparaît, les progrès technologiques, tels qu'ils sont mis en fiction dans le film *Jurassic Park*, n'ont pas encore permis de reconstituer des écosystèmes entièrement disparus. C'est pourquoi, la patrimonialisation de l'animal participe au développement de nouveaux marketing touristiques tels que « le tourisme de la dernière chance ». Avant d'aborder ce phénomène plus en détail, nous revenons sur les conflits liés à la patrimonialisation de la faune sauvage, et ce, afin de nuancer notre propos sur le caractère patrimonial de l'animal.

2.2. Les conflits autour du processus de patrimonialisation

La patrimonialisation de la faune sauvage dépend de l'échelle d'analyse et des acteurs pris en compte. Le processus de patrimonialisation tel qu'il s'organise autour du caribou et de l'ours polaire ne fait pas l'unanimité et est source de conflits ou de tensions entre acteurs.

2.2.1. Les conflits autour du caribou de la Gaspésie

Le processus de patrimonialisation du caribou de la Gaspésie est porté par les autorités gouvernementales et les biologistes. La population locale s'est paradoxalement très peu appropriée cette ressource patrimoniale qui est aujourd'hui le symbole du parc national de la Gaspésie, entité considérée par certains acteurs locaux comme symbole de l'autorité politicienne du pouvoir provincial de Québec perçue comme lointaine. Cette faible appropriation pose de nombreux enjeux en termes d'acceptation et d'intégration de la ressource au tissu économique local.

Les mesures prises en faveur du caribou de la Gaspésie sont des mesures d'urgence adoptées par les autorités de Québec afin de conserver l'espèce. Le mode de gouvernance repose ici sur une approche descendante. Dans ce cas de figure, la patrimonialisation est un processus construit de l'extérieur et valorisé au profit des touristes. Les acteurs locaux n'ont eu, au final, que peu de place dans ce processus, conduisant à une faible appropriation de cette ressource patrimoniale.

Aujourd'hui, la situation économique régionale de la Gaspésie est jugée « *préoccupante* » (Source Q4 Cregim-CRNT, 2011 : 11). Cette région a basé son développement économique sur l'exploitation et la transformation de ses matières premières (pêche, forêt, mines), autant de secteurs aujourd'hui en crise. Certains voient pourtant dans l'exploitation des ressources naturelles un moyen de relancer la croissance locale, notamment dans le domaine de l'industrie forestière. Les mesures prises en faveur de la protection de l'habitat du caribou sont perçues comme autant de contraintes venant freiner le développement d'un secteur déjà en peine. L'habitat du caribou est, en effet, légalement désigné et il fait l'objet depuis 1999 d'aménagements spécifiques en faveur de l'espèce. Le secteur forestier doit donc s'adapter à de telles mesures. Les différents ministères du Québec se sont entendus afin d'appliquer un plan d'aménagement de l'aire du caribou sur près de 290 km² de territoires adjacents au parc national de la Gaspésie. Or, si l'adaptation de l'aménagement forestier en fonction du caribou est envisageable lorsque la ressource forestière de bois mature est abondante, elle devient plus difficile et moins supportable sur le plan local lorsque l'industrie doit faire face à un marché qui ne lui est plus favorable. Le caribou apparaît alors plus comme un frein à l'activité économique que comme une ressource pour le territoire. La mairesse de Sainte-Anne-des-Monts en témoigne : « *Le caribou est vu comme l'emblème du parc, mais dans les mœurs locales, le caribou a été souvent un empêcheur de tourner en rond, car à cause du caribou on a dû restreindre des coupes forestières et déporter ces coupes là dans des zones beaucoup plus éloignées* » (Com. pers., Gaspésie, juin 2011).

A l'échelle locale, le potentiel de la « ressource caribou » n'est pas reconnu et reste en retrait par rapport à l'industrie forestière qui a fait vivre les familles gaspésiennes pendant des années.

Opposé aux autres ressources du territoire, il est aujourd'hui investi par les acteurs comme moyen d'exprimer le mécontentement entre les enjeux du local et les orientations gouvernementales.

En avril 2011, lors d'une réunion publique de présentation des travaux de l'équipe de rétablissement du caribou de la Gaspésie, les chasseurs locaux ont manifesté leur mécontentement à l'égard de l'espèce. Ils s'opposaient notamment à un projet déposé l'année précédente au ministère des Parcs et du Développement Durable par l'organisme Nature Québec. En vue de remédier à la situation critique du caribou de Gaspésie, l'organisme proposait des mesures afin de mieux protéger l'habitat du caribou et ses zones périphériques (Source Q3 Nature Québec, 2010). La crainte des manifestants résidait dans le fait que la chasse locale puisse être affectée par un tel projet. Pour autant qu'elles soient réelles, ces inquiétudes n'étaient pas fondées dans la mesure où seules les réserves fauniques étaient concernées par ces mesures, lesquelles réserves ne font pas partie des terrains de jeu privilégiés par les locaux. En effet, compte tenu des prix élevés de la chasse dans les réserves fauniques, peu de chasseurs locaux chassent à l'intérieur de ces dernières (cf. chapitre 4 p. 190-191).

Lors d'entretiens avec certains chasseurs (terrain effectué juin-juillet 2011), il est apparu que le caribou n'était pas l'objet central de leurs préoccupations. Il s'agissait simplement d'un moyen utilisé pour se faire entendre des autorités régionales et nationales. En se mobilisant contre le caribou, les chasseurs manifestaient plutôt leur mécontentement concernant la faible prise en compte du local par les autorités gouvernementales dans la réglementation de leur pratique : « *Le gouvernement favorise pas mal tous les chasseurs de l'extérieur puis (...) les chasseurs qui ont toujours vécu là, les chasseurs sont en train de se faire enlever le territoire de chasse par le gouvernement et par le monde extérieur. Et il y a le problème du parc, ils veulent faire un agrandissement du parc de cinq km et cela vient enlever du territoire de chasse au monde, parce qu'ils nous disent que c'est pour le caribou. Mais nous, on ne pense pas que c'est pour le caribou qu'ils veulent faire cet agrandissement là, on pense que c'est plus pour les Américains qu'ils veulent faire cet agrandissement. Cela fait que c'est encore au détriment des Gaspésiens* » (Com. pers. chasseur, Gaspésie, juillet 2011). Nous avons vu que la gestion de la chasse en Gaspésie entre les chasseurs locaux et les chasseurs extérieurs à la région était conflictuelle. Les autorités ont récemment décidé de s'attaquer aux problèmes d'appropriation illégale de territoire de chasse en mettant en demeure de partir tout chasseur qui se serait installé sur un territoire public (cf. chapitre 4). Dès lors, manifester contre le caribou, symbole de l'autorité gouvernementale, est envisagé par les chasseurs locaux comme un moyen de faire valoir leur droit au sol, et donc, au gibier.

En manifestant contre le caribou, les chasseurs souhaitaient également montrer leur mécontentement à l'égard de la gestion territoriale. Selon eux, le projet proposé par Nature Québec viserait un retrait des territoires libres ouverts à la pratique de la chasse locale, territoires qui seraient alors donnés en gestion à la Société des établissements de plein air du Québec⁶, établissement actuellement en charge de la gestion du parc national de la Gaspésie et des réserves

⁶ *La Sépaq est une société d'Etat mandaté par le gouvernement afin de gérer les activités et les services de certains territoires administrés (Guay, 2000).*

fauniques situées en périphérie. Or, nous avons vu que les réserves fauniques gérées par la Sépaq ne sont pas accessibles à tous les chasseurs (cf. chapitre 4 p. 164) : un tirage au sort au niveau de la province de Québec est organisé, ce qui limite l'accessibilité à ces territoires. Ce conflit est alimenté par les rancœurs accumulées par les chasseurs à l'égard de la Sépaq, conflits portant notamment sur la gestion des populations d'originaux dans les réserves fauniques. La chasse à l'original est une activité lucrative pour la Sépaq qui pratique des tarifs élevés pour les droits de chasse. Depuis quelques années, les quotas prélevés sont importants et les chasseurs locaux n'ont pas confiance dans les attributions données par cette organisation parapublique. Ils jugent la gestion des populations animales par la Sépaq comme étant plus motivée par l'appât du gain que par des critères biologiques (cf. chapitres 4 et 5). Même si les équipes de gestion entre la Sépaq-réserve faunique et la Sépaq-parc national sont différentes dans la mesure où elles ne poursuivent pas les mêmes objectifs en termes de conservation de l'environnement et de protection des espèces, des amalgames sont faits entre les deux. Les rancœurs accumulées contre l'une se transfèrent à l'autre. En termes de lisibilité, les critiques formulées envers la Sépaq-réserve faunique se sont élargies à la Sépaq-parc national pour se cristalliser sur le caribou de la Gaspésie, symbole du parc.

La montée de ces conflits fait qu'à l'échelle locale, le caribou et les usages développés autour de l'animal (principalement sa mise en valeur à travers le développement touristique du parc national de la Gaspésie) sont perçus de manière ambivalente. Par exemple, certains acteurs dissocient de plus en plus le développement du tourisme de la question du caribou. Pour ces derniers, le caribou, en tant que patrimoine québécois à sauvegarder, ne doit pas faire l'objet de développement touristique dans la mesure où il s'agit de limiter au maximum la présence touristique autour de l'animal afin d'assurer au mieux sa protection. La ressource patrimoniale sort donc progressivement de la sphère touristique, ces deux registres étant perçus comme devant être dissociés. Loin d'être l'apanage des seuls acteurs de la protection de l'environnement, ce discours est ici tenu par les acteurs même du tourisme. Ainsi, une responsable régionale du tourisme explique : « *Moi je ne pense pas que le caribou il faut en faire un enjeu [touristique], car c'est trop fragile. Dans le sens qu'il faut le protéger et pas trop l'exhiber pour pouvoir le protéger. (...) Je ne pense pas qu'il faut en faire un produit d'appel. En faire un enjeu touristique, ce serait le mettre en péril* » (Com. pers., Gaspésie, juillet 2011). Le caribou apparaît ici comme un patrimoine et non une ressource patrimoniale à exploiter. Paradoxalement, une telle situation peut venir alimenter les processus de non-appropriation observés à l'échelle locale : cette dissociation entre les registres patrimoniaux et touristiques accentue au niveau local l'image d'un « fardeau à porter » et ne permet pas au caribou d'être considéré comme une aménité.

A l'inverse, d'autres acteurs du tourisme reconnaissent pleinement le caribou comme moteur dans le développement de l'activité touristique de la région. Ainsi, la commune de Mont-Saint-Pierre mobilise l'animal en tant que ressource patrimoniale pour appuyer son projet de développement touristique. La municipalité essaye de relancer son développement économique en misant sur un développement touristique responsable de son territoire. Pour cela, elle encourage la création de zones de protection en vue d'agrandir le parc national de la Gaspésie tout en s'appuyant sur cet agrandissement territorial pour développer son activité touristique. En ce sens, un projet de

labellisation village-parc a été monté. En tant que centre urbain le plus proche du Mont Jacques Cartier, sommet où vit aujourd'hui la plus large harde de caribous de la Gaspésie, cette commune a donc adopté une position ouvertement en faveur de l'espèce et commence à s'approprier stratégiquement cette ressource patrimoniale.

Enfin, des acteurs perçoivent le caribou comme une contre-ressource. Nous avons ainsi vu au chapitre 5 que les skieurs hors-pistes percevaient l'animal comme un élément venant contraindre leur activité. Dans la même catégorie, les acteurs en faveur de l'industrie forestière ou encore les chasseurs d'originaux s'opposent régulièrement à la protection de l'animal car elle s'oppose au libre exercice de leur pratique (cf. figure III.10).

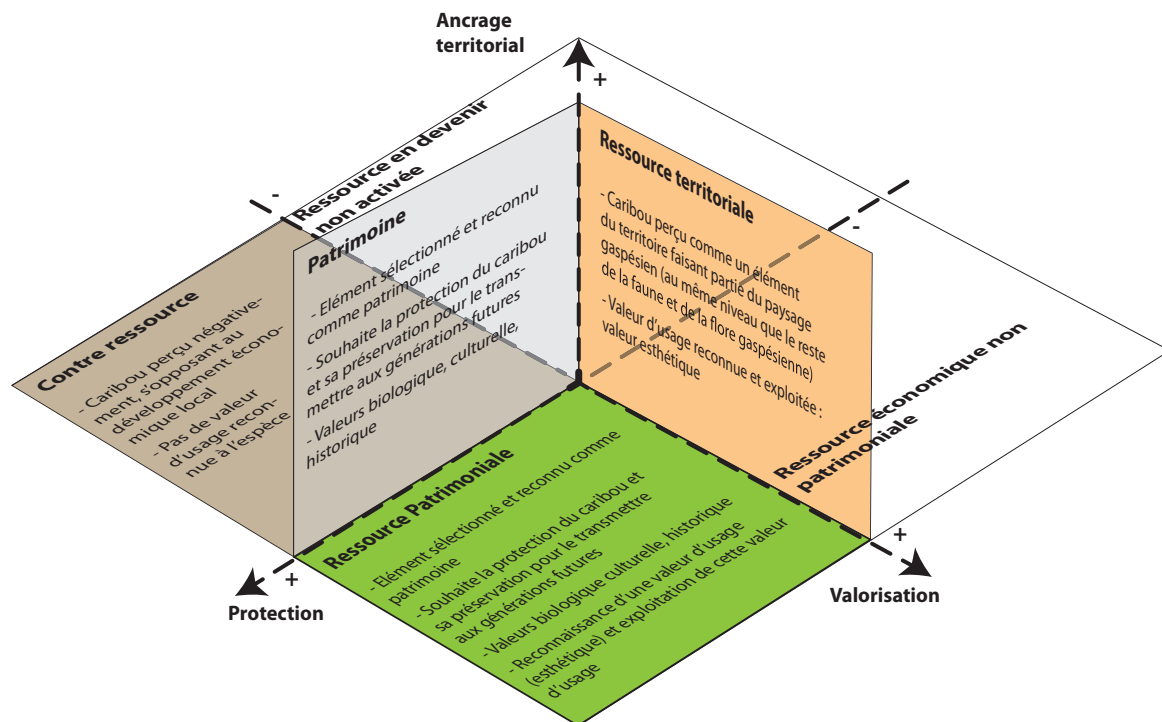


Figure III.10- Perceptions différenciées du caribou de la Gaspésie en tant que ressource.

2.2.2. Les conflits autour de la patrimonialisation de l'ours polaire

Si l'ours polaire est perçu comme un patrimoine universel à sauvegarder, la protection internationale développée autour de l'espèce fait débat. En effet, au niveau local, pour les populations inuit, cette protection de l'ours polaire est appréhendée de manière ambivalente. L'animal est bien un patrimoine de la culture inuit ; cependant ce patrimoine n'est pas géré, ni appréhendé de la même manière que dans la vision occidentale. C'est pourquoi, avec la prise en compte croissante des populations autochtones au niveau politique, les Inuit font de plus en plus entendre leur voix concernant les mesures de protection internationale de l'ours polaire car ils sont devenus des acteurs incontournables pour les prises de décision concernant leur mode de vie. Présents et entendus par les instances internationales, ils freinent le système de protection de l'ours polaire répondant à une vision non-inuit du rapport à l'animal. Or, ce système est un élément du processus de patrimonialisation non-inuit. Par exemple, lorsque le Canada a mené les consultations pour inscrire l'ours polaire sur la liste des espèces en péril, seuls la province de Québec et le territoire du Nunavut se sont prononcés

contre (cf. figure III.11). L'Ontario, Terre-Neuve et le Labrador étaient divisés, alors que les autres provinces et les commentaires en provenance de l'étranger étaient pour. On constate qu'à l'exception des Territoires-du-Nord-Ouest, l'ensemble des territoires où est présente une population inuite s'est prononcé à l'encontre du projet ou ont émis des réserves. Les arguments avancés pour restreindre une amplification de la protection concernaient les impacts d'une protection accrue de l'animal sur le mode de vie traditionnel inuite. Cette consultation concernant une législation nationale montre la diversité des positionnements. Le Canada a finalement listé l'ours polaire comme « espèce préoccupante » sous la loi des espèces en péril. Ce statut impose au Canada d'élaborer un plan de gestion au niveau fédéral, mais la protection apportée est moindre que si l'espèce avait été désignée menacée ou en voie de disparition. Cette position est un compromis entre les attentes des différents acteurs : ceux qui sont pour une protection totale de l'espèce en raison des risques potentiels de diminution des populations liées au changement climatique et, de l'autre côté, les populations autochtones qui souhaitent pouvoir continuer à chasser et à vendre des produits issus de l'ours polaire.

En ce qui concerne le commerce sur les éléments issus de l'animal, les États-Unis avec le soutien de la Russie ont proposé à la CITES en mars 2013 de faire passer l'ours polaire de l'annexe 2 de la convention Cites à l'annexe 1 ; ce changement interdirait tout commerce international issu des produits de l'ours. Cette proposition a été rejetée à l'échelle internationale par 42 voix contre 38 avec 46 abstentions (Source N3 CITES, 2013).

Courchamp et al. (2006) montrent que la rareté d'un animal peut renforcer le désir de le voir ou d'obtenir des biens lui appartenant avant sa disparition. Cela peut alors contribuer à favoriser son extinction. Ce phénomène est appelé « l'effet Allee anthropogénique ». Ces auteurs identifient 6 types d'activités humaines dont le tourisme de nature et le tourisme de chasse comme générateur de « l'effet Allee » selon lequel il y aurait un accroissement de la mortalité lorsque les densités de populations sont faibles. Ainsi, ils « font l'hypothèse que si le consommateur place une valeur disproportionnée sur une espèce rare, cela peut conduire à un cycle où l'exploitation augmente ce qui réduit d'autant plus la taille des populations, ce qui en retour augmente sa valeur et ultimement mène à son extinction dans la nature sauvage » (Lemelin et al., 2011 : 5). La situation est donc confuse entre les différentes parties pro ou anti adoption de la proposition. D'un côté, la fin de la chasse peut soit bloquer l'effet Allee étant donné que tout commerce sur l'ours polaire deviendrait interdit faisant par là-même baisser la chasse ou l'envie des chasseurs de poursuivre cet animal, soit il pourrait au contraire renforcer l'effet Allee car, en interdisant le commerce, cela créerait de la rareté supplémentaire autour de l'animal et donc les envies qui l'accompagnent⁷. En ce qui concerne le rejet de cette proposition, les acteurs se sont notamment appuyés sur la position canadienne ouvertement en défaveur, soulignant l'importance de la chasse à l'ours et de ce commerce pour les populations autochtones. Le jeu politique n'est pas allé dans le sens du processus de patrimonialisation, ce qui ne veut pas dire que celui-ci recule. Cela montre simplement que ce processus dépend fortement du type d'acteurs en présence et du pouvoir de chacun à imposer son point de vue et sa vision de la protection du patrimoine.

⁷ Cette corrélation entre la rareté du trophée, le prix et la volonté de chasser a notamment été démontré pour les ongulés et les félins dans les travaux de Palazy L. et al. (2011a et b).

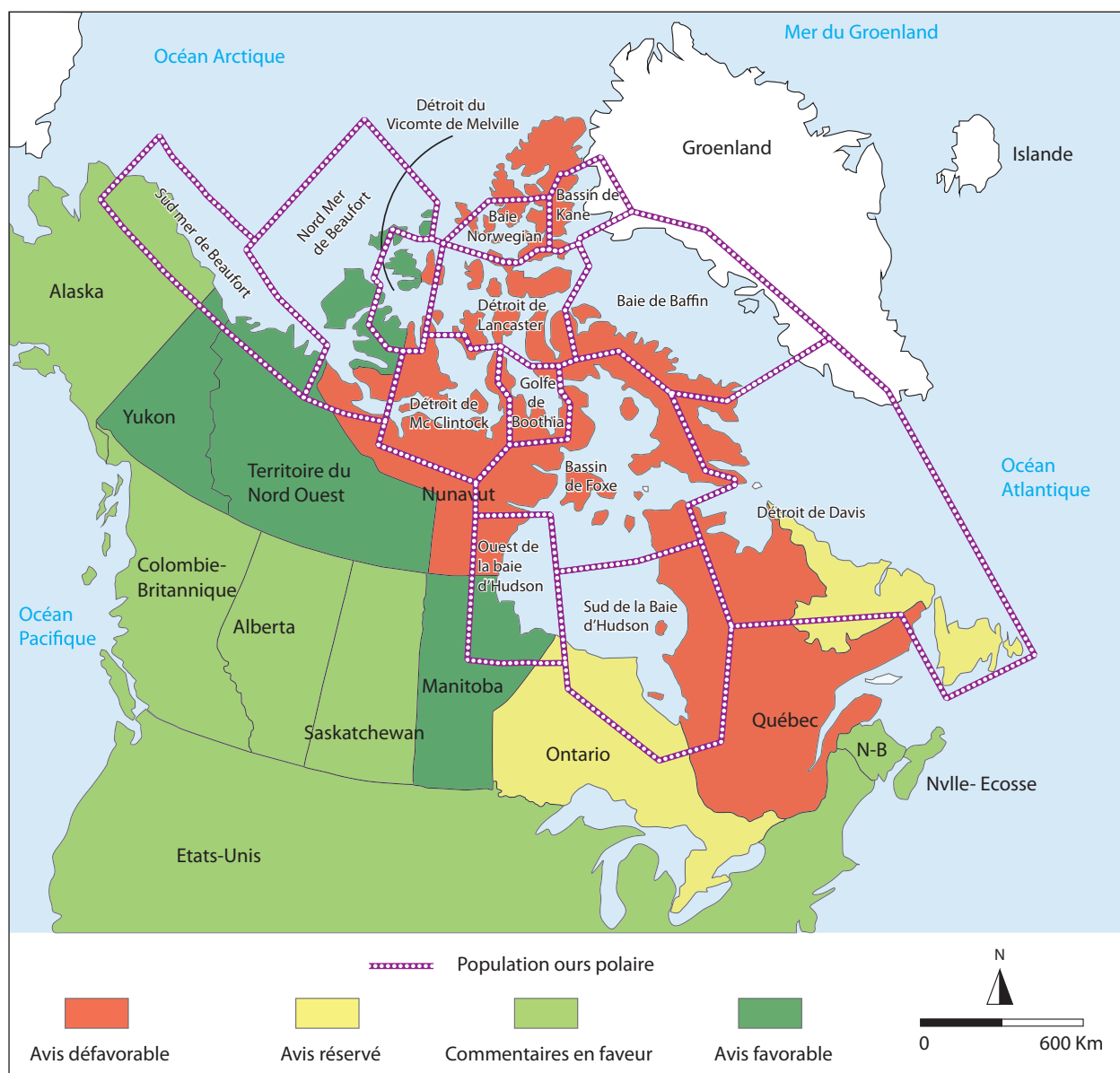


Figure III.11 - Consultations menées dans le cadre de l'inscription de l'ours polaire à l'annexe 1 de la loi sur les espèces en péril au Canada (Gouvernement du Canada, décret modifiant l'annexe 1 de la loi sur les espèces en péril, 2011).

Cette entrée par les conflits interroge sur les liens entre la patrimonialisation de l'espèce et les profits générés par cette patrimonialisation. L'exemple du caribou de la Gaspésie montre que le récréotourisme d'observation a su s'adapter à la patrimonialisation de l'animal. Il s'organise et tire même profit de la présence de ce patrimoine dans la mesure où le parc national de la Gaspésie utilise l'image de cet animal pour faire sa promotion touristique. En contre partie, les acteurs qui ne bénéficient pas du récréotourisme faunique se montrent plus sévères à l'égard de cette patrimonialisation et s'y opposent car ils n'en dégagent aucune aménité.

L'exemple de l'ours polaire interroge quant à lui l'échelle de la patrimonialisation. La vision non-inuit perçoit l'ours polaire comme un patrimoine universel, sans prendre en compte les enjeux que cet animal pose à l'échelle locale. Elle tend à imposer un mode de protection qui interdirait tout usage consommateur de la ressource, alors que cela entre en conflit avec le mode de vie traditionnel inuit.

La partie suivante approfondit la réflexion concernant les effets dialogiques entre patrimonialisation de la faune et mise en tourisme en s'interrogeant sur les différents modes de gestion d'un patrimoine faunique.

3. QUELLE GESTION DU PATRIMOINE FAUNIQUE ?

Les conséquences de la patrimonialisation sur l'activité touristique sont contrastées. La dialogique entre patrimoine et tourisme a fait l'objet de recherches montrant que ces deux processus sont tantôt antagonistes, tantôt complémentaires et peuvent s'alimenter mutuellement (Duval, 2007 ; Lazzarotti, 2011). Cette dialogique tourisme / patrimoine est ici analysée à partir d'objets géographiques spécifiques dans la mesure où il s'agit d'entités vivantes dépendantes fortement des fluctuations de l'environnement externes au système (cf. supra 1). Nous venons de voir que la faune était de plus en plus perçue comme un patrimoine à sauvegarder. Or ce processus de patrimonialisation ne fait pas l'unanimité, d'où la montée des conflits. A travers l'exemple des activités récréotouristiques, nous montrons que les conflits autour du patrimoine faunique sont principalement des conflits de perception concernant les modes de gestion de ce patrimoine.

En nous appuyant sur l'exemple de l'ours polaire, que nous mettrons ici en regard avec un autre prédateur -le loup-, nous discutons des contenus et des limites des différentes conceptions de gestion de ce patrimoine faunique. Soulignons ici que cette réflexion se développe autour d'animaux dont la situation démographique permet d'envisager des usages entraînant un prélèvement direct de la ressource, même si ceux-ci sont fortement discutés. Le cas d'étude du caribou n'est pas repris dans cette section étant donné que le nombre de caribous de la Gaspésie (moins de 200) ne permet pour l'instant pas d'envisager le retour de la chasse.

3.1. La dialogique patrimoine faunique et mise en tourisme

Nous avons vu qu'un processus de patrimonialisation à l'échelle internationale était en cours autour de l'ours polaire. Ce processus de patrimonialisation impacte fortement les activités de chasse. Or, la chasse est gérée et contrôlée par le gouvernement du Nunavut qui prend ses décisions en fonction d'études scientifiques et des connaissances traditionnelles inuit (cf. chapitre 4). Il est vrai qu'un débat a lieu sur l'interprétation des données scientifiques, ce qui peut influencer le quota de chasse fixé. Cependant, une fois que celui-ci est établi, il est utilisé en fonction du choix des communautés inuit pour de la chasse traditionnelle ou de la chasse sportive. Or, des mesures de protection de l'espèce prises par les Etats-Unis en 2008 avec l'adoption de l'ESA tendent à condamner et fermer le tourisme de chasse alors même qu'une telle fermeture n'a pas d'impact direct sur le nombre total d'ours prélevés. Les impacts sont d'ordre économique dans la mesure où un ours abattu dans le cadre de la chasse sportive apporte plus de revenus à la communauté qu'un ours tué pour la chasse traditionnelle ou des raisons de sécurité. De plus, nous avons vu que les effets de cette forme de tourisme sont assez bien contrôlés. Il s'agit d'un tourisme très spécifique touchant une population restreinte de pratiquants : les chasseurs touristes ont un impact limité sur

le territoire (courte durée de séjour, limitation des déchets) et ce tourisme est facilement contrôlable car dépendant du nombre de bracelets de chasse. *A contrario*, la mise en place de mesures afin de limiter cette forme de tourisme telle qu'elle est pratiquée n'impacte pas directement la protection de l'espèce. Cela peut même avoir des effets contre-productifs. Enlevant une valeur économique importante à l'ours polaire, des comportements subversifs à l'encontre de l'espèce apparaissent : accroissement des mécontentements, faible hésitation à tirer sur un ours représentant un potentiel danger (Enquête chasseurs inuit, Arviat, mai 2011) (cf. chapitre 4).

Face à ce tourisme de chasse, le tourisme contemplatif se développe. Si cette forme de tourisme n'a pas d'effets directement visibles sur les populations d'ours polaires, des impacts indirects liés à l'observation peuvent pourtant les mettre en péril sur le long terme. Dyck et Baydack (2004) ont notamment observé une augmentation de la vigilance des ours polaires mâles lors du passage de véhicule touristique. Cela peut mener à un déséquilibre énergétique des ours et les affaiblir. De plus, avec une présence répétée de touristes observateurs autour d'eux, certains ours prendraient l'habitude d'être en contact avec l'homme et seraient plus à même de représenter une menace accroissant les risques d'attaques sur l'homme. D'autres ours auraient, eux, une tendance à fuir ces zones touristiques (Gill et *al.*, 2001). Le comportement des visiteurs représenterait également une nuisance pour les animaux. Des chercheurs ont par exemple observé une augmentation de mauvais comportements : multiplication de sorties de sentiers des véhicules touristiques permettant une approche non réglementaire des ours, rétribution de ceux-ci par le don de nourriture, présence d'hélicoptère à des fins d'observation (Dyck et Baydack, 2004), persécution par des approches répétées des animaux lors de chasses photographiques (Herrero et Herrero, 1997 ; Watts et Ratson, 1989). En plus de ces impacts directement liés à l'activité d'observation, il est à noter que le tourisme contemplatif draine un nombre plus important de visiteurs que le tourisme de chasse, multipliant par la même les déchets produits. Or plusieurs études constatent une mortalité accrue d'ours polaires après que ceux-ci aient mangé des boîtes de conserves, des batteries, de l'huile, du plastique par la fréquentation des poubelles (Vongraven et Peacock, 2011). Enfin, le déplacement de ces visiteurs par avion ou bateau contribue à l'augmentation des gaz à effet de serre, facteur du changement climatique qui représente la principale menace pour l'espèce (Dawson et *al.*, 2010 a et b).

La mobilisation internationale autour de l'ours polaire tend à imposer un jugement moral sur les formes d'utilisation de l'ours acceptées. Ce qui est curieux d'un point de vue de la conservation de l'environnement, c'est que ce jugement moral ne se base pas sur une appréciation des pratiques en matière de conservation effective de l'environnement mais sur un jugement éthique de ce que les sociétés non-inuit considèrent comme acceptables. En effet, l'ours polaire patrimoine mondial est une ressource particulièrement exploitée dans le développement du « tourisme de la dernière chance » (cf. supra). D'un point de vue global, ce tourisme attire un nombre croissant de visiteurs dont l'impact global en Arctique n'est pas encore connu (déchets ; augmentation des rejets de CO₂ par l'utilisation de transport aérien...). Cette utilisation de la ressource ours polaire n'est pas pour l'instant contestée au niveau international car c'est une utilisation réputée « non-consomptive » de la faune. En contre partie, l'ours polaire patrimoine mondial tend à limiter la chasse aux

trophées, en raison de son caractère consommptif. Or, nous avons vu que cette distinction entre usage consommptif / non-consommptif était obsolète et qu'il fallait plutôt parler d'usages consommptifs à impacts directs et indirects sur la ressource (cf. chapitres 4 et 5). La patrimonialisation de l'ours entraîne un changement dans la manière d'exploiter cette ressource : le tourisme à impacts indirects est préféré au tourisme ayant des impacts directs. Ce choix peut toutefois interroger sur l'effectivité réelle des mesures de patrimonialisation adoptées dans le cadre d'une conservation globale de l'environnement (Freeman et Wenzel, 2006 ; Wenzel, 2009). C'est pourquoi, lors de la conférence internationale sur l'ours polaire organisée à Paris en novembre 2012, un représentant inuit a appelé à désensibiliser les débats autour de l'espèce, soulignant dans son discours que les Inuit « *avaient besoin des cerveaux de la communauté internationale, mais pas de leur cœur* »⁸. Cet acteur soulignait alors l'importance de se détacher de ses sentiments à l'égard de l'animal afin d'apaiser le débat et de ne pas prendre de décisions politiques en fonction de l'émotion de chacun, mais plutôt en fonction de faits scientifiques avérés. C'est là que réside toute la difficulté de la gestion de ce patrimoine vivant. Un bien devient patrimoine lorsqu'il mobilise des valeurs sociales et culturelles qui ne sont pas elles-mêmes exemptes de sentiment, ce qui rend particulièrement difficile une supposée neutralité des réflexions.

La question ici n'est pas de quantifier les impacts respectifs de chaque forme de tourisme mais de soulever des questionnements entre les pratiques. Le processus de patrimonialisation de l'ours polaire tend à réduire les possibilités du tourisme de chasse alors que nous avons vu que le système mis en place avait permis une régulation de la population contrôlée tout en apportant des ressources économiques et des emplois traditionnels aux communautés inuit (cf. chapitre 4 et 5). En contre partie, le tourisme contemplatif n'est en rien affecté par ce processus de patrimonialisation, et peut même être favorisé. Or, il apparaît que ce tourisme ne s'avère pas forcément plus protecteur.

Ces réflexions entre la chasse et l'observation sont complétées ci-dessous par une analyse de la gestion du patrimoine en regardant ce qui est en train de se passer avec une autre espèce dont la protection entraîne normalement une interdiction de la chasse : le loup. Nous avons choisi de mettre en perspective l'ours polaire par rapport au loup en raison de l'importance prise par ce prédateur dans le cadre de nos entretiens de terrain (cf. chapitre 3).

3.2. Une mise en regard de la gestion du patrimoine faunique ours polaire – l'exemple de la gestion du loup

Le loup fut totalement exterminé en France dans les années 1940. L'extermination de cette espèce du territoire français prit plusieurs siècles et résulte d'une organisation sur le plan national dès le IX^{ème} siècle. Une profession, le corps de louveterie, fut créée par Charlemagne puis officialisée par François 1^{er}. Ces agents étaient chargés de l'élimination des loups, quelles que soient les circonstances dans lesquelles se trouvait le pays, guerre comprise. A partir du XV^{ème} siècle, la chasse au loup est libéralisée à l'ensemble du peuple. Les moyens d'extermination se modernisent et sont de plus en plus efficaces : des pièges à la diffusion de l'empoisonnement, tout était fait pour

⁸ Traduction de "we need your brain, not your heart".

éradiquer l'animal. Ce fut finalement la révolution industrielle qui accéléra l'extinction de l'espèce en France car elle entraîna la destruction de son habitat naturel (Moriceau, 2011). Le loup fait son retour au pays en 1992, arrivant d'Italie par le parc national du Mercantour. La création d'espaces protégés et la reconstitution de populations de gibiers offrent un environnement favorable à la recolonisation du territoire français. Les représentations et les perceptions de l'espèce se sont également transformées, l'espèce étant aujourd'hui vue par une partie de la population comme un symbole de la protection de l'environnement. Ce changement de regard a permis l'adoption de législations assurant ainsi sa protection. La convention de Washington de 1973 interdit son commerce, celle de Berne de 1979, complétée par la directive habitat de 1992, établit une protection totale de l'espèce en Europe interdisant la capture, la détention et la mise à mort, la destruction des sites de reproduction ainsi que la perturbation intentionnelle de la faune (Source F1 Conseil de l'Europe, 1979 et 1992). En droit interne, un arrêté est adopté en 1996 inscrivant le loup sur la liste des mammifères protégés. La chasse aux loups étant interdite, l'espèce s'installe durablement (cf. figure III.12).

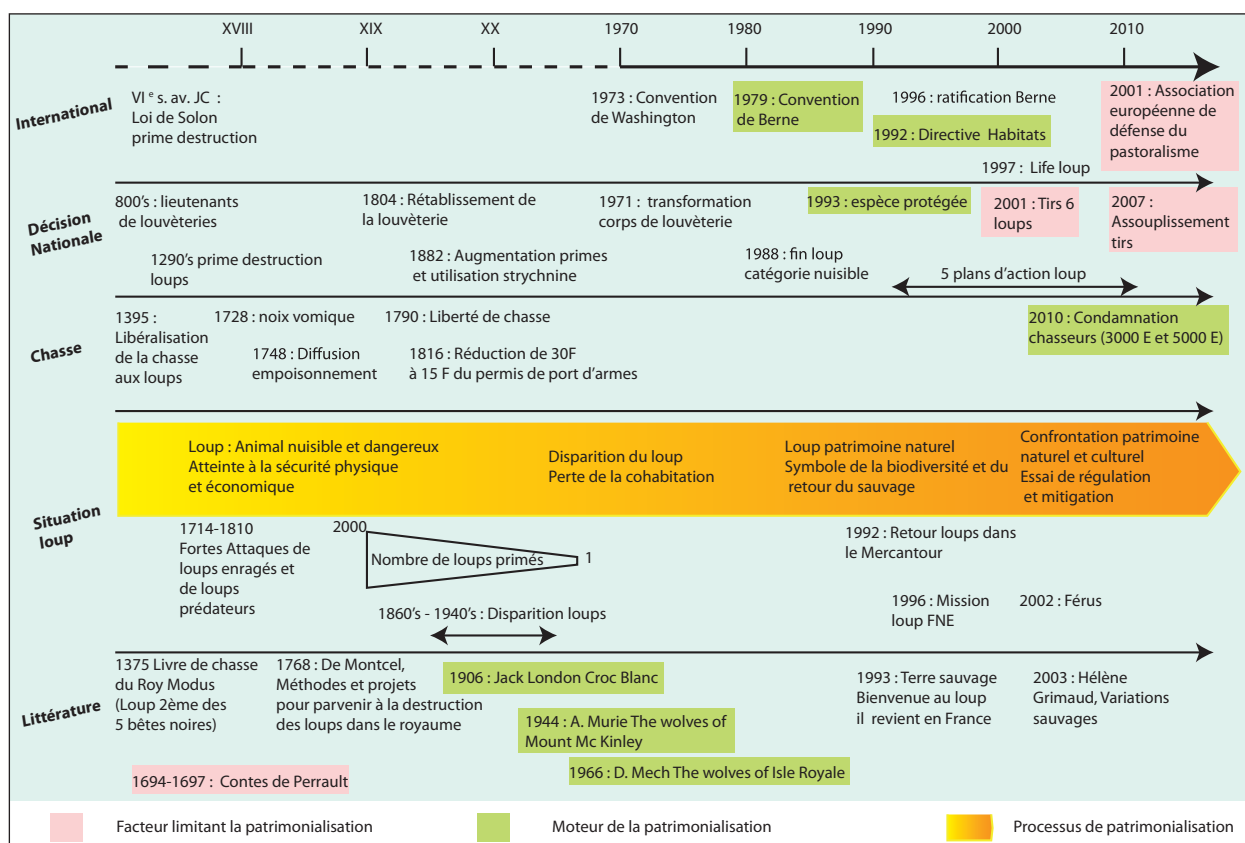


Figure III.12 - Évolution des relations au loup en France.

Très vite, des conflits apparaissent avec le monde rural. Le pastoralisme connaissant déjà de profondes difficultés internes perçoit le loup comme un facteur encourageant la fin de ce secteur d'activités. Les différents acteurs s'organisent et politisent le débat (Benhammou, 2007). D'un côté, les pro-loups l'appréhendent comme une espèce symbolique de la nature sauvage. Cette nature sauvage est idéalisée et s'oppose à l'homme industriel destructeur. Le loup devient sujet de

contemplation. De l'autre côté, les anti-loups voient l'animal comme une bête féroce, dangereuse qui n'a plus sa place en France en raison des activités anthropiques développées (Mounet, 2007). Afin de désamorcer les conflits, des tirs de régulation sur les animaux jugés à problèmes sont organisés par l'Etat. La chasse aux loups reste officiellement fermée. Or, les chasseurs avouent avoir connaissance d'actes de braconnages sur l'espèce et en appellent à rouvrir la chasse aux loups officiellement. Un projet médialoup a d'ailleurs été lancé par la fédération nationale des chasseurs soutenue par le ministère de l'Ecologie et de l'Agriculture pour étudier les possibilités de réouverture.

Le géographe Y. Poinot (2009) a envisagé cette idée en comparant le système de gestion du loup en France et en Espagne. Il décrit que contrairement à la France qui a adopté une protection stricte de l'espèce en interdisant toute activité cynégétique, l'animal est pris en charge dans la région de Léon en Espagne par « *une gestion patrimoniale* », faisant du loup une espèce gibier à gérer. Cette gestion s'effectue dans un cadre où c'est l'environnement global qui est considéré comme patrimoine, le loup n'étant qu'un élément de ce patrimoine. Le loup est alors géré afin d'en tirer des intérêts immédiats tout en maintenant des effectifs suffisants pour permettre la reproduction de l'espèce (Ost, 1995 : 326) : la protection vise ainsi à maintenir une dynamique de population (maintenir l'espèce sur le territoire) et non chaque individu de cette population. Le loup en Espagne fait l'objet d'une désanctuarisation cynégétique, les chasseurs disposant de bracelets de chasse qui permettent le tir de certains animaux. Cette gestion est actuellement mise en œuvre en France pour certaines espèces cynégétiques telles que le chamois, et les cervidés (cf. chapitres 2 et 4). Les travaux de C. Mounet sur le loup (2007 : 513-514) viennent appuyer ce type de proposition. Selon elle, il est important que les acteurs locaux s'approprient cet animal comme un patrimoine local. L'ouverture de la chasse redonnerait une emprise aux chasseurs locaux et un nouveau moyen d'appréhender l'animal. Avant qu'une telle gestion du prédateur soit mise en place, certaines conditions sont toutefois à réunir. Tout d'abord, il est important que les perceptions évoluent. En effet, le loup doit être considéré par les chasseurs comme un animal noble et non comme une espèce nuisible à détruire. Les entretiens menés sur le massif des Bauges montrent que c'est encore loin d'être le cas, la majorité des chasseurs affichant ouvertement leur désir de voir disparaître le loup de leurs territoires de chasse. C'est là une différence majeure avec les Inuit et leur rapport à la chasse à l'ours polaire. Même s'ils le chassent, les Inuit ne souhaitent pas l'éradication de l'animal car ils y sont attachés culturellement et économiquement. Les chasseurs français en revanche n'ont plus de liens particuliers au loup dans la mesure où celui-ci a historiquement été considéré comme une espèce nuisible et qu'il a disparu pendant plusieurs dizaines d'années.

En plus de la question des perceptions, la gestion des prédateurs par la chasse nécessite une bonne connaissance des animaux. La détermination des quotas de chasse à l'ours polaire se fait sur la base d'un suivi scientifique des diverses populations d'ours polaires, certaines populations étant co-gérés entre différents pays. La connaissance des différentes populations d'ours polaire, de l'utilisation de leur territoire et des dynamiques de populations est un processus mobilisant de nombreux moyens pour le suivi des animaux effectués par différentes équipes de recherches. Celles-ci ne sont par ailleurs pas toujours d'accord sur l'interprétation des données (cf. chapitre 4). Même si les échelles de grandeur sont largement moindres, l'ouverture de quotas de chasse

aux loups nécessiterait un aménagement spécial de la chasse française. En effet, le territoire d'un loup varie fortement pouvant aller de 1000 ha à 13000 km² (Mounet, 2007 : 91). L'estimation du nombre de loups est également difficile, malgré les réseaux de suivi de l'espèce et la combinaison des techniques. Pour l'instant, les prélèvements de loups sont effectués et encadrés par l'Etat qui effectue une gestion globale et adaptative annuelle (Marboutin et Duchamp, 2005). Cette gestion se fait spatialement en fonction de la fréquence d'attaques de troupeaux, du nombre de loups prélevés accidentellement ou par braconnages retrouvés. Les données liées à la biologie du loup et à ses attaques sur les activités anthropiques n'étant pas fixes d'une année sur l'autre, il semble pour l'instant difficile de mettre en place une gestion coordonnée et adaptative du loup entre les diverses associations de chasse locales du massif alpin. Cependant, si la dynamique de population reste croissante et que les meutes de loups s'installent durablement sur différents massifs, la délimitation de leurs territoires en sera facilitée. La participation des chasseurs locaux à une meilleure connaissance de ces territoires est un préalable indispensable à l'attribution de quotas de chasse. Aussi, avant que les premiers quotas ne soient attribués, les chasseurs devront certainement s'impliquer dans la connaissance de cette espèce et de son territoire pendant plusieurs années, acceptant d'observer des loups et/ ou leurs traces sans que l'animal se fasse immédiatement éliminer.

Aujourd'hui, les grands prédateurs représentent un patrimoine faunique bien particulier dans la mesure où, aimés par les uns, haïs par d'autres, ils suscitent de nombreux discours et perceptions opposés. Si historiquement ces animaux ont été chassés au point de mettre les espèces en danger, ils sont aujourd'hui au cœur d'un processus de patrimonialisation. Deux scénarios de gestion du patrimoine faunique semblent possibles : le premier tend à privilégier les usages non-consomptifs alors que le second permet la pratique de différentes activités dont la chasse (cf. tableau III.2 page suivante). Ces deux scénarios ont chacun des avantages et inconvénients venant contraindre ou favoriser la finalité de la patrimonialisation. Ainsi, si la patrimonialisation du vivant par la promotion de pratiques uniquement contemplatives assure une protection légale des espèces et vient renforcer le symbolisme fort de ces animaux comme figures représentatives de la protection de l'environnement, cette option pose question. Les populations humaines locales vivant avec les grands prédateurs sont confrontées à une remise en cause de leur sécurité (que celle-ci soit économique ou physique), ce qui les pousse à rejeter l'animal ou tout du moins le processus de patrimonialisation tel qu'il est mis en œuvre. Des comportements allant à l'encontre des espèces se développent : braconnage, polarisation de positions anti-prédateurs...

L'étude de cas menée sur l'ours polaire a montré que ce n'était pas tant les pratiques spécifiques qui permettaient de protéger une espèce, mais plutôt la manière dont les activités étaient développées, régulées et contrôlées. L'exemple du loup, quant à lui, insiste sur les conditions préalables au développement d'activités autour d'un patrimoine aussi contesté que les grands prédateurs, le rôle des perceptions s'avérant central pour assurer la protection des animaux. A partir du moment où la valeur patrimoniale est reconnue par tout un chacun, peu importent les pratiques mises en œuvre (chasse locale, tourisme contemplatif, tourisme de chasse...) : celles-ci

viseront la préservation de l'espèce. Afin d'assurer une perpétuation de ces animaux qui dérangent, la question n'est donc pas de savoir quelles activités sont à proscrire ou encourager. L'enjeu est plutôt de réussir à obtenir une reconnaissance patrimoniale de l'ensemble des acteurs afin que chacun contribue à la bonne santé de la faune dans le cadre de leurs activités respectives. Selon Aldo Leopold, chef de file de cette éthique environnementale, dénommée "l'éthique de la terre" (« *the land ethic* »), une activité « est juste quand elle tend à préserver l'intégrité, la stabilité et la beauté d'une communauté biotique. Elle est mauvaise lorsqu'elle tend à faire l'inverse »⁹ (Leopold, 1949 : 224-225). Il ne s'agit plus de raisonner en termes d'activités consomptives ou non-consomptives, mais en termes d'équilibres systémiques dynamiques. Les usages dénoncés sont ceux qui entraînent une rupture systémique : destruction d'un écosystème, forte perturbation de celui-ci entraînant la disparition de certaines espèces, élément perturbateur ne permettant pas une adaptation de l'écosystème au changement...

	Scénario 1 : Gestion du patrimoine sans chasse	Scénario 2 : gestion du patrimoine avec chasse
Usages	Non-consumptifs	Consumptifs + Chasse
Valeurs	Existence → Economique	Economique → Existence
Ethiques revendiquées	Biocentrée	Anthropocentrée ou Ecocentrée
Avantages	- Renforce le symbolisme de l'animal - Assure une protection minimale lors d'incertitudes	- Amélioration de la sécurité (économique ; physique) - Réduction de comportements subversifs (baisse du braconnage)
Inconvénients	- Augmente la bipolarisation des positions et <i>in fine</i> les comportements subversifs (braconnage)	- Difficulté de gestion : limite des connaissances scientifiques - Réduit l'animal à un statut de gibier

Tableau III.2 - Scénarios de gestion du patrimoine faunique : le cas des grands prédateurs.

CONCLUSION DU CHAPITRE 6

Le récréotourisme faunique est un système en constante évolution, fortement dépendant de la dynamique des écosystèmes qui fait varier le type d'habitat et d'animaux présents sur le territoire. L'activité touristique développée sera alors sensible aux fluctuations des populations animales dans le temps. L'exemple des ongulés et des suidés dans les Bauges a montré que ces fluctuations pouvaient influencer les préférences de chasse et ainsi déterminer le visage du futur récréotourisme. L'analyse de l'évolution des populations fauniques en Gaspésie a, quant à elle, insisté sur le type de pratiques qui est autorisé et mis en œuvre en fonction de ces variations. Enfin,

⁹ Traduit de "is right when it tends to preserve the integrity, stability, and beauty of the biotic community. It is wrong when it tends to do otherwise".

l'étude de cas sur le développement de l'activité touristique au Nunavut a mis en avant le rôle de la résilience pour faire face aux transformations du système. La démarche adoptée visait à aborder la complexité du récréotourisme faunique qui évolue dans un environnement dynamique où les différents éléments constitutifs du système et de l'environnement n'ont ni les mêmes temporalités ni les mêmes échelles d'action.

Cela nous a amené à centrer notre analyse sur un élément de l'environnement du système : le processus de patrimonialisation de la faune sauvage. En effet, en parallèle de l'évolution des écosystèmes, les évolutions sociétales impactent le système du récréotourisme faunique. Celui-ci dépend alors de l'évolution des politiques publiques. Ces politiques publiques sont le reflet du point de vue sociétal dominant au sujet de la faune sauvage, point de vue issu des jeux d'acteurs qui n'attribuent pas à une même entité (l'animal) les mêmes valeurs. L'étude du processus de patrimonialisation montre alors toute l'importance de prendre en compte différentes échelles d'analyses et jeux d'acteurs.

Ce passage par l'étude des processus de patrimonialisation de la faune sauvage nous a ainsi conduite à regarder quelles formes de récréotourisme faunique étaient aujourd'hui socialement acceptées et pourquoi. L'exemple de l'ours polaire a montré que le jugement sur les différents usages d'un animal charismatique était fortement lié à l'émotionnel des individus ce qui compliquait la gestion des populations. Dans le cas de l'ours polaire, la sensibilité du public a, en effet, tendance à freiner les activités de chasse. En France, l'émotionnel joue également un rôle important et, dans le cas du loup, l'animosité actuellement constatée au niveau des chasseurs laisse à penser que ces derniers ne sont pas encore prêts à gérer une ouverture des activités récréotouristiques autour de cet animal.

Si dans ce chapitre nous avons traité la question des relations hommes / animaux en lien avec le récréotourisme faunique à une échelle sociétale, le chapitre suivant aborde le rapport à la faune sauvage à l'échelle de l'individu. L'échelle micro permet dès lors d'approfondir les systèmes de valeurs structurant le récréotourisme.

CHAPITRE 7 - DU RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES : ENTRE TRANSFORMATION DES FRONTIÈRES ET ÉTHIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Lors de l'étude des activités récréotouristiques de chasse et d'observation (cf. chapitres 4 et 5), nous avons vu dans quelle mesure ces activités pouvaient être respectueuses des ressources fauniques autour desquelles elles s'organisaient. On s'était alors intéressée à identifier ce qui était mis en place au niveau de l'organisation de ce tourisme pour que l'impact des visiteurs soit le moins négatif possible pour la faune et son habitat. Ce chapitre 7 s'intéresse à l'ontologie des acteurs participant au récréotourisme faunique. Partant du constat d'A. Berque selon lequel « *le moindre paysage, le moindre il y a dans ce paysage, pose dès l'abord, et pleinement la question de l'être, (...) que l'être humain se grave dans la terre, et qu'il en est en retour gravé dans un certain sens* » (2009 : 12-13), nous étudions comment les pratiques liées à la faune sauvage forment et transforment l'être au monde des hommes.

En effet, une analyse critique de ces activités renseigne sur la cosmologie des rapports hommes / animaux. L'analyse des activités d'observation permet d'appréhender le type d'animal sauvage auquel l'homme souhaite être confronté, alors que l'appréciation de la chasse offre des pistes de réflexion permettant de mieux comprendre la place qu'il s'assigne dans le fonctionnement des écosystèmes. Au final, l'être au monde des hommes pendant et à travers leurs pratiques récréotouristiques est déterminé par l'éthique des individus qui est « *l'ensemble des valeurs, des règles morales propres à un milieu, une culture, un groupe* » (Le petit Robert, 2011). Saisir cette éthique permet de mieux comprendre les comportements et d'appréhender ce que chacun perçoit comme étant « *un bon usage de la nature* » (Larrère et Larrère, 1997).

1. DU SAUVAGE AU SAUVAGE ARTIFICIALISÉ : UN JEU SUR LA DISTANCE

L'artificialisation de la faune sauvage par les activités récréotouristiques est particulièrement visible à travers l'étude du récréotourisme faunique de vision. Nous analysons le tourisme développé autour des grands prédateurs afin de traiter de cette question. En effet, bien que la thèse soit centrée sur d'autres animaux, les réflexions concernant les grands prédateurs ne peuvent être éludées, ne serait-ce qu'en raison de la place implicitement occupée par ces derniers dans nos terrains d'étude : alors que le loup était quasi systématiquement abordé lors de nos entretiens dans les Bauges, l'ours noir est aujourd'hui progressivement investi par les acteurs de la réserve faunique de Matane dans le cadre de projets récréotouristiques. Aussi, l'approche globale développée sur nos terrains nous a conduit à questionner les rapports homme / animaux *via* les grands prédateurs, lesquels ont notamment permis d'approfondir la thématique du sauvage.

Les grands prédateurs occupent une place ambiguë dans le développement du tourisme de vision. La charge symbolique et émotionnelle liée à ces animaux attire tout autant qu'elle effraie

les visiteurs. L'étude de la mise en tourisme de ces animaux apparaît comme particulièrement pertinente et complémentaire des approches développées dans ce travail, pour bien comprendre les représentations autour du sauvage artificialisé et du sauvage naturel. La distinction entre ces notions passe notamment par un jeu sur la distance entre l'homme et l'animal.

1.1. Les rapports du touriste de nature à la faune sauvage : des relations ambiguës aux grands prédateurs

A l'exception de terrains aux Etats-Unis¹, l'analyse du développement touristique autour des grands carnivores est un sujet rarement abordé au sein de la littérature scientifique (Ednarsson, 2006). En Europe, les études portent principalement sur les conflits d'usages du territoire et mettent l'accent sur les jeux d'acteurs entre écologistes, chasseurs, agriculteurs. Même si l'activité touristique est souvent mentionnée comme un potentiel de développement local, peu d'études lui ont encore été consacrées. Le plan d'action national loup souligne ce manque en mentionnant qu'aucune analyse n'a encore été effectuée pour mesurer l'impact du loup sur la fréquentation touristique. Les enquêtes de terrain nous ont amenée à observer différents aménagements permettant de valoriser la présence de grands prédateurs au sein des territoires. Il apparaît qu'au regard de la mise en œuvre de ces activités, le caractère sauvage des animaux est remis en question. Les attentes touristiques restent en la matière paradoxales.

1.1.1. Voir et approcher un grand prédateur : de quel prédateur parle-t-on ?

Le tourisme organisé en nature autour des grands prédateurs n'est pas aisé à mettre en œuvre dans la mesure où il nécessite la rencontre entre diverses composantes antinomiques du point de vue des différents acteurs/ actants concernés et du type de rencontre. D'un côté, le tourisme est une activité qui nécessite un minimum de visiteurs pour s'implanter et perdurer. De l'autre, la présence d'animaux ne semble pas compatible avec ce nombre de visiteurs car ces derniers adoptent généralement des tactiques d'évitement de l'homme. De même, afin d'assurer une rencontre avec un animal, la densité d'animaux doit être importante. Or, les prédateurs sont généralement des animaux utilisant de larges territoires au sens éthologique du terme ; c'est-à-dire des espaces qu'ils vont défendre face à d'autres congénères. Enfin, pour le tourisme, la nature de la rencontre est essentielle et celle-ci doit se passer dans les meilleures conditions de visibilité et de sécurité. Or, les grands prédateurs sont des animaux sauvages carnivores, qui, quand ils ont peur ou faim peuvent adopter des comportements offensifs envers l'homme. Les lieux à forte concentration de prédateurs sont les endroits où le risque d'interactions négatives est plus élevé (augmentation du nombre d'attaques, tirs de défense...).

En France, le retour du loup depuis 1992, revenant d'Italie et passant par le parc national du Mercantour, s'est accompagné du développement d'activités touristiques autour de cet animal. Si quelques initiatives ont été lancées en nature pour le suivi de traces de loups ou l'écoute du prédateur, le tourisme le mieux formalisé pour le moment est celui mis en œuvre avec les parcs de

¹ Des études ont par exemple été menées dans le parc du Yellowstone (Montag et al., 2005)

semi-liberté. Cette forme de tourisme est une hybridation entre le tourisme faunique captif et le tourisme faunique organisé en nature, particulièrement intéressant pour interroger les liens entre sauvage et artificialité. Nous revenons dans les paragraphes suivants sur l'exemple du parc à loup de Saint-Martin-Vésubie afin de mettre en perspective le tourisme faunique organisé dans les parcs de semi-liberté avec celui organisé en nature. Les mentions répétées du loup lors de nos entretiens dans le massif des Bauges nous ont en effet conduit à approfondir la place de ce grand prédateur dans les rapports hommes / animal et à mener une étude exploratoire sur ce parc de semi-liberté. En retour, cette étude des enjeux du tourisme animalier permet d'interroger plus globalement comment la quête de l'expérience sauvage fait évoluer le rapport des hommes à la nature.

1.1.1.1. L'observation des loups dans un parc de semi-liberté

Avec le retour du loup en France, les parcs de semi-liberté à l'effigie de l'animal se sont multipliés (parc à loups du Gévaudan, parc de Courzieu près de Lyon, les loups de Chabrières dans le Limousin...). C'est également le cas du parc Alpha dans le Mercantour qui a ouvert ses portes à Saint-Martin-Vésubie en 2005. Le loup est l'animal symbolique du massif du Mercantour dans la mesure où ce fut la première zone de colonisation de l'espèce en France en 1992. Son retour a toutefois créé de nombreux conflits avec le monde pastoral et depuis 2000, le parc national du Mercantour (PNM) essaie de se détacher de l'image liée au loup, allant même jusqu'à éviter de parler de l'espèce dans l'atlas consacré au patrimoine naturel de l'Etablissement paru en 2002 (Laslaz, 2005). Il n'en reste pas moins que cette association d'idées entre le PNM et l'espèce perdure. Aussi, le parc Alpha s'appuie sur cette représentation et sur le lien que les touristes font entre le PNM et les loups afin de favoriser le développement touristique et économique de la vallée. L'étude de l'organisation de ce parc, sa mise en scène (1) ainsi que le discours tenu par les acteurs travaillant au sein de cette structure (2) permettent d'appréhender les rapports entre « nature originelle » et « nature artificialisée ». En d'autres termes, d'interroger les jeux de construction sociale de la nature que ce parc implique (Berque, 2010 ; Larrère et Larrère, 1997).

Le parc Alpha de Saint-Martin-Vésubie, qui s'étend sur environ 10 hectares, se situe exactement à la limite de la zone cœur² du parc national du Mercantour (cf. figure III.13, page suivante). La mise en scène de ce parc joue sur la symbolique que représente à la fois le parc national du Mercantour et l'image du loup. Par exemple, une passerelle permettant de rentrer concrètement dans l'espace réservé du parc Alpha fait également office de marqueur spatial de la zone cœur du parc national du Mercantour : lorsque les touristes passent cette passerelle, ils arrivent concrètement dans le parc Alpha mais ils entrent également au sein de la zone cœur du PNM.

2 La zone cœur des parcs nationaux est une nouvelle appellation liée à la loi de 2006 sur les parcs nationaux. La zone cœur correspond à l'ancienne zone centrale des parcs nationaux alors définie par l'article L. 241-3 de la loi de 1960 : « la possibilité de soumettre à un régime particulier et, le cas échéant, interdire à l'intérieur du parc la chasse et la pêche, les activités industrielles et commerciales, l'exécution de travaux publics et privés, l'extraction des matériaux concessibles ou non, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen emprunté, toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et, plus généralement, d'altérer le caractère du parc national ».

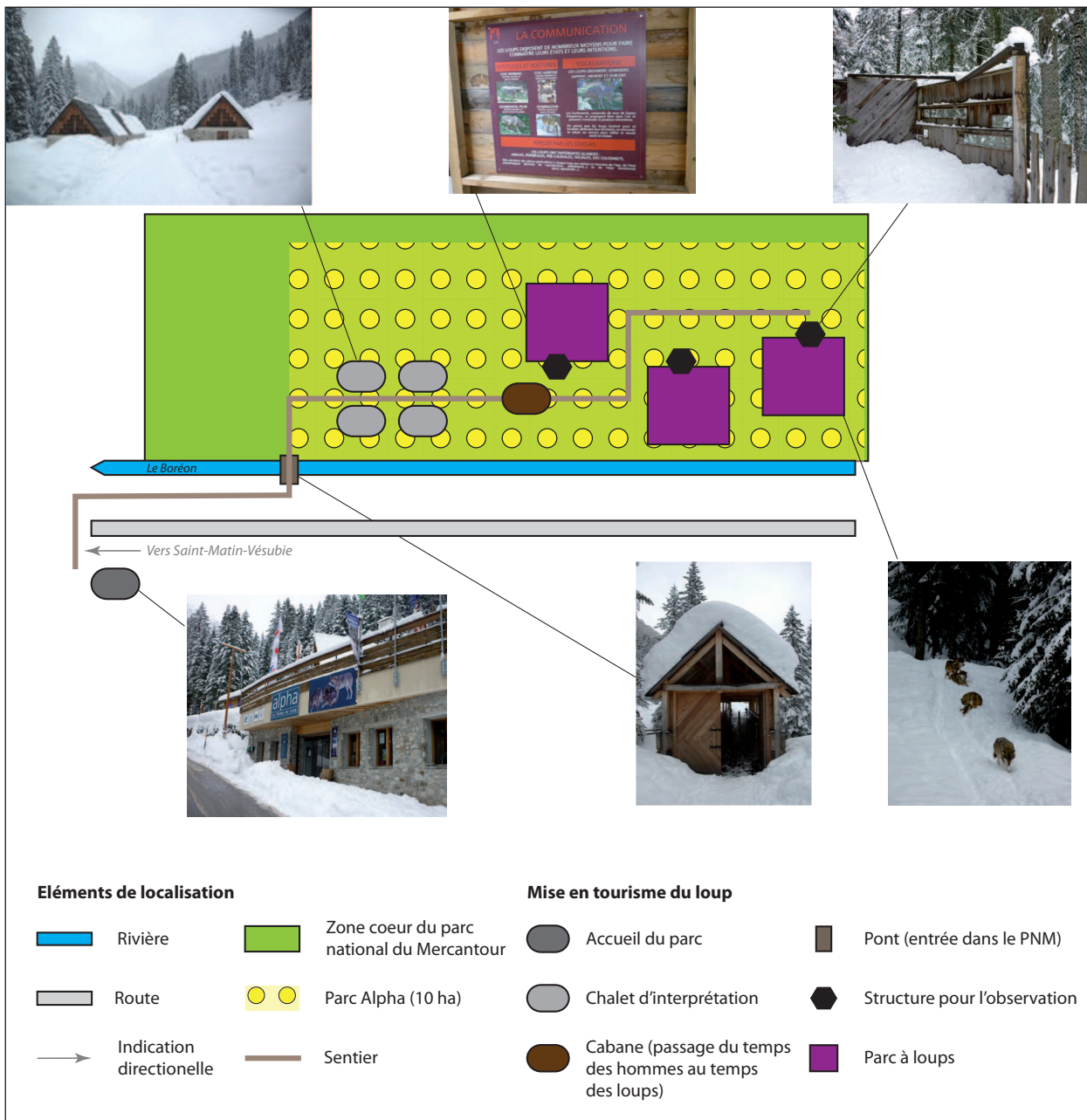


Figure III.13 - Schéma de la mise en tourisme du loup dans le parc Alpha, Saint-Martin-Vésubie, février 2010

L'arrivée dans le parc Alpha commence par une découverte d'un espace appelé « le temps des hommes ». Cet espace regroupe quatre granges dont une est le magasin de souvenirs et les 3 autres sont des salles où sont présentées des scénovisions. Celles-ci abordent différents points de vue sur le loup (louvetier, éleveurs, berger, naturaliste) tout en insistant sur la nécessité de la coexistence entre l'homme et l'animal. La deuxième partie du parc est accessible après avoir traversé une grange aménagée de telle sorte que le visiteur ait l'impression de rentrer au cœur de la forêt. Cette grange est remplie de sapins, et crée à la fois une ambiance olfactive et visuelle.

L'observation des animaux est possible à travers des abris permettant de cacher le visiteur tout en offrant des points de vue sur les espaces du « territoire animal ». Les abris ont également une fonction symbolique dans l'imaginaire du touriste dans la mesure où il s'agit d'abris en bois

équipés de meurtrières comme les abris de chasse. Le touriste se trouve alors en situation d'affût, et patiente pour voir des animaux. Sa patience est, contrairement aux affûts pratiqués en « nature », vite récompensée car il n'attend généralement pas plus de quelques minutes pour apercevoir un loup.

Il apparaît que l'organisation du parc a été réfléchi et travaillée : chaque étape dans l'évolution de la visite repose sur des marqueurs spatiaux qui font appel aux jeux de représentations des touristes (cf. figure III.13). La visite du parc est alors doublement construite : d'une part, elle s'appuie sur une mise en scène de l'animal, et d'autre part, elle mobilise l'imaginaire des visiteurs. Le parc utilise cet imaginaire afin de construire un sauvage artificialisé (cf. encadré III.3).

Vendredi 19 février 2010

Je suis assise dans une grange en attendant une scénovision. Nous sommes seulement 8 dans la salle. Il y a une maman avec ses deux enfants ils doivent avoir entre 7 et 12 ans. Un monsieur tout seul, deux dames qui discutent et un enfant tout seul, ces parents doivent certainement être dehors. Le film commence, c'est sur le suivi scientifique des loups. Se succèdent différentes images entre interviews d'acteurs et images de terrain. Le cadavre d'un mouton apparaît à l'écran avec un gros plan sur le cou pour voir les crocs. Les enfants poussent des « bahh », face à l'image. La maman se penche vers eux et leur demande de se calmer. Le documentaire nous montre un film filmé en infra-rouge sur une attaque de loup sur un troupeau de moutons. On voit les différents va et vient des différents acteurs faunique de la scène, avec les essais répétés de deux loups, les mouvements du troupeau et le rôle des chiens de protection. La scène est très impressionnante à regarder. Le film continue et se termine quelques minutes plus tard. Tout le monde sort de la pièce. Je reprends le sens de la visite et me dirige vers une grange me permettant de quitter le temps des hommes pour arriver au temps des loups. (...) J'attends devant un abri, où il est possible de regarder à travers les meurtrières. J'attends quelques minutes mais je ne vois rien. Je vais lire les panneaux d'informations sur l'espèce. Ils portent sur différents aspects de la biologie du loup, allant d'explication sur la vie sociale d'une meute de loup, les modes de communication ou la reproduction. Je regarde à nouveau par la meurtrière. Je vois enfin un loup, il joue dans la neige tout seul. Un autre apparaît, il fait des allers-retours le long d'un chemin qui est tracé à force de passage. A ce moment là, la maman, accompagnée de ses deux enfants, arrive. Le petit garçon court, criant à moitié. La maman lui rappelle à voix basse que s'ils veulent voir des animaux, il faut chuchoter et elle lui demande d'arrêter de courir. Les loups semblent totalement indifférents à ce qui dans la grange ; ils doivent pourtant bien entendre...

Encadré III.3 - Extrait de carnet de terrain du 19 février 2010

Le discours tenu par le parc (à travers les scénovisions et l'intervention des soigneurs) est empreint d'ambiguïté, ce qui amène à interroger la définition du sauvage. Le terme sauvage se rapportant aux animaux est défini par le petit Robert comme ce « *qui vit en liberté dans la nature, qui n'appartient pas à l'expérience familière de l'homme* » (2011 : 2317).

Le mot sauvage est tout d'abord utilisé afin de qualifier l'espèce. Le loup est « un animal sauvage » par essence. La définition du petit Robert peut ici s'appliquer, dans la mesure où l'espèce loup « *n'appartient pas à l'expérience familière de l'homme* ». Ainsi, les scénovisions présentent des scènes de chasse où le loup dévore des brebis. Le fait de voir les conséquences de la sauvagerie choque le touriste et heurte sa sensibilité étant donné qu'il n'est pas habitué à voir des images de lambeaux de viande déchiquetés. L'animal n'est pas idéalisé mais montré tel qu'il est à l'état de « nature ». Cependant, cette sauvagerie n'est visible qu'à travers un support graphique, la scène ne se passe pas réellement sous les yeux des visiteurs. L'animal est ensuite apprécié en direct et non à travers une scénovision. Le touriste peut observer le déplacement des loups à travers des enclos qui s'inscrivent dans le paysage du Mercantour : les enclos, même s'ils ont été en partie aménagés respectent la topographie des lieux, la végétation locale...

L'animal alors rencontré ne correspond plus à la définition de sauvage. En effet, les loups observés sont des loups nés en captivité, ils vivent enfermés dans des enclos de quelques hectares, ils sont nourris directement avec de la viande morte. L'animal sauvage présenté aux visiteurs « *[ne] vit [pas] en liberté dans la nature* » (Le Petit Robert, idem). Pourtant, lors de la rencontre avec les soigneurs, ceux-ci présentent les loups du parc comme des « animaux sauvages », en faisant constamment référence au fait que l'essence du loup, son instinct, est sauvage dans la mesure où il appartient à une espèce sauvage. Dans les explications fournies par les soigneurs, il y a un aller-retour constant entre l'espèce loup et l'individu loup du parc qui permet de maintenir une ambiguïté sur la nature même de ces derniers. Le fait que l'instinct du loup reste en éveil à l'odeur du sang caractérise le fait que ce soit une bête sauvage. Or, même l'instinct « naturel » de ces loups est maintenu de manière artificielle. En effet, des jeux de pistes sont organisés à l'aide de traces de sang laissées dans la neige par les soigneurs afin que les loups puissent continuer à garder des jeux de chasse, à utiliser leur odorat pour chercher les proies. On voit donc apparaître une double définition du sauvage : le « sauvage artificiel » face au « sauvage naturel ». Cette double définition permet au parc de garder une image d'authenticité qui s'appuie sur les réalités de terrain en exposant les problématiques liées au retour du loup en France tout en satisfaisant et alimentant les représentations du public. Les visiteurs sont en effet venus voir des animaux sauvages, mais le sauvage naturel choque et est difficilement supportable (la vue des moutons ensanglantés à travers les scénovisions suscite généralement des exclamations de dégoût). Au contraire, le sauvage artificiel est particulièrement apprécié du public, qui préfère voir des loups actifs que passifs dans les parcs.

Le parc à loup de Saint-Martin-Vésubie offre une expérience sauvage codifiée et encadrée. L'analyse menée se rapproche de celle de G. Marvin (2008) concernant l'animal de zoo. Selon cet auteur, l'animal de zoo dispose d'une « identité partagée » (idem : 103), n'étant ni un animal domestique ni un animal sauvage. Sa perception comme « animal sauvage » est attachée à l'ailleurs.

C'est parce qu'il est une image d'une espèce sauvage que les visiteurs le considèrent comme tel. De même, l'animal seul ne permet pas l'attribution du qualificatif de sauvage ; c'est la reconstruction d'un habitat créé de toutes pièces qui participe à la construction de l'animal sauvage. C'est en cela que le parc à loup de Saint-Martin-Vésubie diffère des réflexions menées sur le zoo. Ce dernier s'appuie sur une scène dite « naturelle » où le visiteur accède à une faune sauvage « artificialisée ». Cet animal, contrairement à l'animal de zoo, ne représente pas l'ailleurs mais l'ici. La construction du sauvage ne repose pas sur une représentation d'un habitat imaginé mais sur le cadre naturel offert par les lieux et la représentation de l'espèce. Au sein du chapitre 2, nous avons vu que l'animal contribue à la valeur d'ambiance d'un lieu. Parce que l'animal est difficile à voir en nature, le fait qu'il soit montré dans une partie de son environnement naturel permet aux visiteurs d'étendre par imagination ce qu'il observe dans le parc de semi-liberté à l'ensemble du massif du Mercantour. Cela les aide à s'approprier cet espace naturel. Une telle mise en tourisme donne en contre partie une vision orientée du massif, comme lieu de vie des loups alors que d'autres espèces (humains, non-humains, sauvages et domestiques) constituent aussi l'identité du territoire. L'activité touristique offerte par le parc à loups s'inscrit dans un processus d'hybridation de la nature, où les dynamiques biologiques et le construit anthropique sont en constante interaction, au point qu'il devient difficile de les distinguer (cf. figure III.18 p. 323).

Afin d'approfondir la réflexion sur ce rapport au sauvage, l'analyse continue sur les activités liées à la faune sauvage concernant les animaux en liberté, comme par exemple les sorties organisées autour de l'ours noir par la réserve faunique de Matane.

1.1.1.2. L'observation des ours noir dans la réserve faunique de Matane

Il a été précédemment vu que la réserve faunique de Matane utilisait le tourisme de vision lié à la faune comme un complément aux activités de chasse (cf. chapitre 5). Après avoir mis en place diverses activités autour de l'orignal, les gestionnaires de la réserve faunique ont choisi de développer une attraction autour de l'ours noir. En 2010, lors du travail de terrain, nous avons été amenés à suivre les employés naturalistes qui préparaient cette nouvelle activité pour la réserve. Ils avaient tout d'abord déterminé un espace approprié où développer l'activité. Celui-ci devait être à la fois 1/ assez éloigné des zones d'infrastructures touristiques pour éviter les rencontres non choisies comme par exemple la présence d'ours dans les campings, 2/ tout en étant accessible à moindre coût, l'accessibilité étant prévue par minibus. Le choix du terrain a également pris en compte la visibilité, en sélectionnant une clairière à proximité d'un couvert forestier (cf. figure III.14, page suivante). Une cabane d'observation y a été installée, laquelle assure la sécurité des visiteurs. Elle permet aussi de contrôler et de cantonner les mouvements des touristes qui pourraient effrayer les animaux. Elle est équipée de vitres en verre pour favoriser la vision et est aménagée avec des bancs installés en gradin. Face à cette cabane, des installations ont été construites afin que des ours puissent monter en hauteur et jouer. Les structures visent à rendre l'animal actif sur le site d'observation. On remarque ici que ce site est pensé pour favoriser « un spectacle ». Les sièges disposés en gradins rappellent le cirque. Ils sont tournés vers « une scène » qui se veut

« naturelle » au sens où cette dernière prend place dans une clairière forestière. Elle n'est pas fermée, les animaux choisissent de leur propre chef « d'entrer » ou de « sortir ». Cette scène a tout de même été travaillée afin de la rendre plus ludique.

Là aussi, la frontière entre le naturel et le construit est floue : ce sont les ours seuls qui feront le spectacle, aucun dompteur ne leur donnera des indications pour monter sur les constructions ou se mettre sur deux pattes. Cependant, les infrastructures ont été pensées de telle manière qu'elles encouragent les ours à faire certains mouvements précis. Par exemple, des pommes sont accrochées au sommet de piquets en bois et l'ours doit alors se tenir debout pour les attraper. Dans un sens, cette organisation touristique recrée, à un certain niveau, les mises en scène de l'animal offertes par les zoos ou les cirques. La situation est en cela paradoxale car les visiteurs du tourisme faunique de pleine nature assurent leur préférence pour ce type de tourisme étant heureux d'observer les animaux dans leur milieu naturel, alors que, dans le même temps, l'organisation touristique tend à récréer le spectacle du tourisme de vision captif.



Figure III.14 - Schéma de la mise en tourisme de l'ours noir dans la réserve faunique de Matane

Cette forme de tourisme interroge dès lors le caractère sauvage de l'animal. Afin d'habituer les ours à venir sur un site précis, ces derniers sont, en effet, appâtés pendant plusieurs semaines avant le début des visites. Des pommes, de la mélasse, du pain sont régulièrement déposés sur le site d'observation. Cet appâtage n'a pas pour finalité de nourrir les ours. Ces derniers vivent dans leur environnement et doivent chasser pour survivre ; en cela ils restent des animaux sauvages. Cependant, le fait de les attirer avec de la nourriture interfère avec cette sauvagerie et renforce une hybridation de la nature. En plus de cela, cette pratique fait débat en termes de sécurité pour les individus. Aumillier et Matt (1994) établissent une gradation sur la dangerosité des ours en fonction du type d'habitudes qu'ils ont acquis lors de rencontres répétées avec l'homme. Pour ces auteurs, les ours habitués à l'homme par rencontre répétée ne se montrent pas forcément dangereux car l'homme devient un élément de leur environnement qu'ils croisent régulièrement. En contre partie, les ours habitués à la nourriture humaine montrent un caractère plus dangereux car ils associent l'homme et la nourriture et peuvent ainsi réduire les distances de sécurité qu'ils gardent en temps normal. Ils changent alors de comportement envers l'homme en se montrant agressifs (Knight et Temple, in Knight et Gutzwiller, 1995). Enfin, Desmarais et Bélanger (2006) relèvent qu'une telle pratique n'est pas compatible avec le développement d'un tourisme de nature durable étant donné qu'elle va à l'encontre du cycle biologique des populations animales.

1.1.2. De l'imaginaire à la pratique : quel espace pour ces grands prédateurs ?

Dans les espaces naturels sans aménagements touristiques conçus pour assurer à la fois la valorisation de la faune et la sécurité du public, les rapports entre les visiteurs et les grands prédateurs sont bien différents. Ces animaux suscitent la curiosité et la fascination de la plupart des pratiquants d'activités récréotouristiques en nature. Ces derniers ont toutefois une position souvent ambivalente sur la présence de ces animaux à proximité de l'humain, et ce même dans un environnement « naturel ». Dans la lignée de ce qui vient d'être présentée, les exemples du loup dans les Alpes et de l'ours au Québec sont ici traités. Les réactions similaires autour de ces deux espèces amènent à interroger la place qui leur est réservée par les visiteurs.

1.1.2.1. Le rapport ambigu aux loups

Au cours des enquêtes menées auprès des randonneurs de la RNCFS des Bauges (cf. chapitres 3 et 5), un thème abordé avec ces derniers concernait les opérations de réintroduction de la faune sauvage. A l'origine, nous souhaitions obtenir des informations concernant le bouquetin dans la mesure où un projet de réintroduction de cette espèce était à l'époque envisagé par le parc naturel des Bauges. Or, la majorité des visiteurs ont spontanément parlé de la présence du loup en France. Les autres espèces alpines n'ont que peu été citées (cf. figure III.15). Cette situation amène deux constatations majeures :

1/ L'importance que l'espèce loup a dans l'imaginaire des visiteurs, en lien avec l'histoire du massif : en 2005, un loup est braconné sur le massif des Bauges ; l'année suivante, suite à plusieurs repères de traces, le massif est classé en zone de présence permanente. Cependant, dès l'hiver

L'analyse du discours des visiteurs du massif sur l'espèce montre des positions ambivalentes à l'égard de l'animal. Près de 46 % des 48 visiteurs interrogés sur le massif des Bauges avaient une attitude ouvertement favorable à l'espèce. Le retour du loup en France enthousiasme ces randonneurs qui espèrent pouvoir « *faire une belle rencontre* » dans les forêts et les montagnes. L'animal rend ici l'espace naturel plus « *vivant* » et « *sauvage* ». Le rôle écologique du loup est quelquefois mentionné, tout comme l'importance symbolique pour la protection de l'environnement et de la biodiversité que recouvre le retour de cette espèce. Un acteur témoigne : « *Le loup c'est un retour naturel, et cela paraît beaucoup plus fort comme mouvement par rapport à si on l'avait réintroduit* » (Com. pers. randonneur 5, RNCFS, août 2011). Les acteurs favorables au loup n'en demeurent pas moins sensibilisés aux conflits que ce retour entraîne. Pour ces derniers, les conflits pourraient cependant être atténués dans la mesure où ils jugent que le monde agricole français ne fait pas assez d'efforts pour favoriser la cohabitation. L'exemple de l'Italie est alors régulièrement mobilisé, ce pays étant vu comme un pays où élevage et prédateurs réussissent à cohabiter dans l'espace et le temps. Ces acteurs en appellent donc à l'équilibre des relations, reconnaissant l'importance de l'élevage mais aussi du loup. Un randonneur explique : « *Moi je suis déçu qu'il n'y ait pas de loup ici. Quelque part, cela apporterait un label à ce territoire [le massif des Bauges] plus sauvage. Je sais qu'il y a de grandes discussions à cause de l'élevage, mais quand le loup tue un animal et bien l'éleveur est remboursé par la communauté et cela c'est normal. Mais la vraie problématique pour l'élevage ce n'est pas le loup, c'est plutôt la concurrence du marché international...* » (Com. pers. randonneur 111, Bauges, août 2011).

12 % des visiteurs avaient un discours contre l'animal. Tous parlaient des problèmes que celui-ci posait au secteur agricole et ne comprenait pas l'attitude de la France de laisser le loup recoloniser le territoire face aux « *souffrances* » qu'il causait. Le rôle des agriculteurs pour l'entretien des paysages est ici reconnu par les randonneurs qui attribuent une plus grande valeur au travail de l'homme pour modeler la nature qu'à un élément du milieu naturel. Un randonneur explique : « *je ne suis pas pour le loup. Si on n'a pas nos paysans pour entretenir nos montagnes, c'est le cercle vicieux* » (Com. pers. randonneur 42, Bauges, août 2011). Les problèmes d'interaction avec les chiens de protection étaient le deuxième argument mobilisé. Les randonneurs ont le sentiment qu'ils ne peuvent plus se promener tranquillement, ce qui gêne leurs pratiques de la montagne. Un visiteur témoigne : « *le loup en soi, cela ne me gênerait pas, mais je suis contre les patous. Et quand il y a du loup, il faut des patous pour les troupeaux. On a été en face d'un patou et il ne nous a pas laissé passer. Les patous le problème c'est qu'ils sont souvent mal dressés. Il faut les dresser pour qu'ils laissent passer les hommes* » (Com. pers. randonneur 7, Bauges, août 2011). Enfin, un seul acteur a évoqué la peur de l'animal pour sa sécurité physique. Si l'image du loup anthropophage existe dans l'imaginaire des individus, celle-ci impacte cependant peu leurs pratiques.

Enfin, près de 30 % des personnes interrogées avaient un discours en demi-teinte concernant le loup. Si de premier abord ils se montraient favorables à la présence de l'espèce en France, leur discours déviait dans un second temps sur le thème du conflit existant entre l'animal et l'élevage. Ces acteurs révisaient alors leur position en montrant leur attachement au pastoralisme. Un randonneur explique : « *Je suis plus ou moins un défenseur du loup. Je ne veux pas qu'on éradique le loup, par contre je suis un défenseur de mon patrimoine. Je vais donc donner facilement l'autorisation*

aux bergers de tirer. Je suis contre l'éradication et les battues. Lorsque vous allez vous promener en Savoie, vous avez des alpagistes qui ont loué la montagne et qui y mettent des moutons. Il y a des moutons partout. Et il n'y a aucun gardien. Et là, je trouve que c'est amuser le loup, donc le loup a raison de s'amuser. Par contre, un troupeau gardé avec un berger armé dans les zones à loups, là je suis pour le tir. Mais je suis pour le loup, le loup est un animal qui était là avant nous et c'est naturel » (Com. pers. randonneur 107, Bauges, août 2011). Ces randonneurs soulignaient que leur positionnement était difficile à établir dans la mesure où ils ne s'estimaient pas légitimes pour parler, mentionnant souvent leur urbanité. Au final, ils souhaitaient laisser la parole aux acteurs directement concernés alors qu'eux-mêmes se présentaient comme de simples visiteurs du territoire. Une randonneuse explique : « Moi personnellement cela ne me gêne absolument pas. Nous on voit l'aspect randonneurs, mais cela pose de nombreux problèmes avec les éleveurs de moutons. C'est une belle idée c'est vrai. Cela peut être agréable. Le loup c'est aussi sympa pour lui, de revenir dans les montagnes et de lui permettre de vivre. Maintenant si on va plus loin, pour les bergers c'est cause de nombreux problèmes. Car on revient à l'histoire ancienne du loup et de l'agneau et c'est vrai qu'il y a des troupeaux entiers qui se font décimer. Ce n'est pas nous qui l'assumons cette idée-là. Il y en a d'autres qui l'assument et qui l'assument difficilement. » (Com. pers. randonneur 106, Bauges, août 2011). La position de ces acteurs est ambivalente dans la mesure où bien qu'attaché philosophiquement au milieu naturel et à la présence d'une large biodiversité, ils donnent au final une priorité à l'espace de travail des agriculteurs par rapport à l'espace récréatif. L'attachement au territoire et l'implication de chacun joue beaucoup. Ainsi, c'est parce que les visiteurs savent qu'ils ne sont pas « d'ici » (du massif des Bauges), qu'ils construisent leurs discours en fonction de leur territorialité. Enfin, il est intéressant de remarquer que si on ajoute les enquêtés qui seraient favorables aux loups mais qui donnent au final une priorité à l'alpage et ceux qui sont contre l'espèce, le nombre obtenu vient presque égaliser les enquêtés favorables aux loups. Ainsi, le sentiment perçu par les acteurs du monde agricole dans les travaux de C. Mounet ne correspond pas tout à fait à la réalité de terrain sur le massif des Bauges. Dans les conclusions de son travail sur les perceptions du monde agricole concernant le loup, C. Mounet relevait : « A travers les conflits qu'engendrent ces animaux [le loup et le sanglier], ce sont la légitimité sociale et l'emprise spatiale du monde paysan qui se trouvent ébranlées. L'opposition entre logiques productives et récréatives, en filigrane dans le discours des paysans, met en évidence leur sentiment de domination (Mormont, 2001) dans une civilisation du loisir (Dumazedier, 1972) » (2007, 273). Le travail réalisé auprès des visiteurs de la RNCFS des Bauges, montre que cette peur du monde paysan n'est qu'en partie fondée : une grande partie des acteurs participant au tourisme reconnaît l'importance de l'espace productif et du monde paysan. Cet état de fait montre que les campagnes de communication menées par le monde agricole sont efficaces et touchent le public et que les constats de divorce paraissent exagérés.

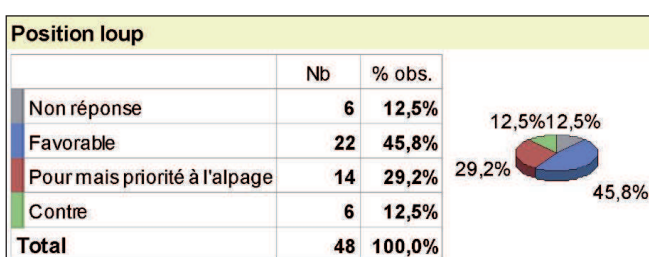


Figure III.16 - Positionnement des randonneurs sur la présence du loup en France (d'après la pré-enquête Bauges 2009 et enquête Bauges août 2011)

1.1.2.2. L'appréciation des ours par les randonneurs

Il a été précédemment vu que des activités de tourisme faunique étaient organisées autour de l'ours noir en Gaspésie. Dans la péninsule gaspésienne, la réserve faunique de Matane et le parc national Forillon (parc national sous la législation fédérale du Canada situé à plusieurs centaines de kilomètres à l'est du parc national de la Gaspésie) offre des possibilités d'observation de l'animal en nature. Le parc national de la Gaspésie dispose également d'ours noir sur son territoire et pourrait tout aussi bien valoriser cet animal. Or, ce parc a fait le choix de ne pas mettre en place d'aménagements autour de l'espèce. Les ours peuvent être observés au gré des rencontres mais aucun sentier ou site d'observation n'existe. De même, la communication du parc omet de mentionner cette espèce comme une faune potentiellement observable. Ce choix s'explique en partie par le fait que le parc axe ses activités de protection et de valorisation autour du caribou de la Gaspésie, espèce en voie de disparition. Or, une des politiques développées pour la protection du caribou est le trappage des prédateurs, dont l'ours est un des principaux protagonistes. C'est pourquoi, le parc ne communique pas sur le tourisme de vision à l'ours noir car il apparaît antagoniste au tourisme de vision du caribou.

Si l'ours noir n'est pas apprécié comme une « ressource touristique » par les gestionnaires du parc national de la Gaspésie, les visiteurs rencontrés ont cependant mentionné l'animal comme faisant partie de leur expérience touristique du parc. Sur 63 entretiens, 19 ont mentionné qu'ils souhaitaient observer de l'ours noir et 9 ont, au contraire, mentionné spontanément l'espèce pour souligner qu'ils préféreraient ne pas la rencontrer. Les individus ont différents points de vue par rapport à cet animal.

En ce qui concerne les visiteurs qui souhaitent voir les ours noirs, près de la moitié étaient canadiens et les autres venaient de l'extérieur du pays et étaient essentiellement européens. Ces derniers mentionnaient l'ours comme une espèce fondamentale à observer pendant leur séjour au Canada car l'ours noir est considéré comme une espèce fortement présente dans le pays. En ce sens, l'observation de cet animal contribue à l'expérience canadienne des visiteurs. Un randonneur français explique : « *Il y avait des gens qui se promenaient avec une clochette pour les éloigner, effectivement c'est dangereux. Mais c'est fascinant de voir des animaux comme cela. En France, nous n'en n'avons plus d'ours à nous. Ce n'est pas des vrais, ils ne sont pas à nous ceux-là. Ils viennent de l'est* » (Com. pers. randonneur 61, Gaspésie, juin 2011). Si pour cet acteur la politique de réintroduction menée par le gouvernement français dénature l'expérience qu'il pourrait avoir en observant un ours dans les Pyrénées, la situation est différente au Canada sur le lieu de vacances. L'observation de l'ours au Canada relève d'une expérience authentique car l'ours noir est perçu comme une espèce endémique du pays, alors que les perceptions sont tout autres pour l'ours des Pyrénées.

Que les visiteurs soient étrangers ou canadiens, c'est la curiosité et le désir de « *se faire peur* » qui poussent les randonneurs à vouloir observer ce prédateur, même si certains préfèrent l'observer de loin. Ainsi, un randonneur explique : « *J'ai jamais vu d'ours noir et j'aimerais cela en voir en vrai mais de très loin pour voir à quoi cela ressemble* » (Com. pers. randonneur 76, Gaspésie, juin 2011). Cette citation n'est pas à prendre au premier degré. On se doute ici que le visiteur sait

déjà mettre une image sur ce qu'est un ours noir, l'aspect de l'animal étant déjà connu à travers les images diffusées par les médias. L'observation en grandeur nature vise à « s'approprier » l'animal. En l'observant les visiteurs ressentent des émotions telles que l'excitation, la peur, la fascination. Celles-ci font entrer l'animal dans la réalité du randonneur. Un ours n'est plus une espèce, image vue dans une revue d'un magazine ou sur un site internet. Il devient l'ours individu que la personne a eu le loisir d'observer à un endroit précis. La peur de l'ours est très présente dans le discours mais la curiosité de le voir en chair et en os est plus forte.

Du côté des randonneurs qui refusent de voir des ours noirs, l'ensemble des 9 touristes étaient canadiens, toutes régions et provinces confondues. La principale raison de leur refus était les attaques potentielles que l'espèce peut porter à l'homme. Ces promeneurs avaient peur et ne se sentaient pas en sécurité dans un environnement où l'ours noir était présent en liberté. Un randonneur explique : « *Je vais dire quelque chose d'égoïste sur le fait qu'il y ait moins d'ours ici que par rapport à Forillon. Ici je suis moins stressé de marcher alors qu'à Forillon il y a des ours partout. Là, il y a moins d'ours alors je suis moins stressé, c'est très égoïste, je l'apprécie mais je ne veux pas tomber dessus* » (Com. pers. randonneur 10, Gaspésie, juin 2011). Certains acceptent la présence de l'animal même s'ils ne souhaitent pas le rencontrer. Différentes techniques sont alors mises en œuvre pour limiter les attaques : le port d'une arme à feu et/ ou d'une bombe à poivre est généralement utilisé pour contrer une attaque d'ours alors que l'accroche d'une clochette au sac de randonnée permet de prévenir l'ours de la présence de randonneurs et de l'éloigner. Aucun randonneur du parc de la Gaspésie n'avait d'outils permettant de contrer une attaque ; par contre, la clochette était régulièrement utilisée notamment pour les longues randonnées. Quelques randonneurs ont émis le désir de contrôler l'espèce au sein de l'espace naturel récréatif, même si cet espace récréatif est au cœur d'un parc national dont la fonction première est la protection de l'environnement et de sa biodiversité. Ces commentaires ont été émis en dehors de la problématique du caribou qui n'avait pas encore été abordée. Ce désir de régulation n'est donc pas lié ici au fait de vouloir une meilleure protection d'une espèce en voie de disparition mais concerne uniquement l'ours en temps que tel. Une randonneuse donne son point de vue sur le sujet : « *L'ours a beaucoup contribué à mon niveau de peur pendant la randonnée. Les randonnées que nous avons choisies étaient en profondeur dans les montagnes et tu rencontres régulièrement des traces d'ours. Je n'aimais pas trop marcher en ayant peur. On voyait des traces fraîches régulièrement. Alors c'est dur. J'aurais su, j'aurais pris un gros pepper spray à ours. Cela m'aurait sécurisé. J'aurais juste su que je n'allais pas y laisser ma peau. Moi j'avoue que j'espérais que les ours soient contrôlés. Je trouve cela fou que cela soit ouvert à la population, sans qu'il y ait quoi que ce soit. Au parc ils nous répondent « c'est vous qui êtes chez eux ». Mais j'aurais su, je n'y serais peut être pas allée. Si on n'a rien pour se défendre, sur place il y a une crainte.* » (Com. pers. randonneur 79, Gaspésie, juin 2011). Ce commentaire critique également l'action du parc qui, en raison d'une volonté de non publicité sur le sujet, ne prévient pas les randonneurs des possibles interactions avec l'animal. Si le parc pour des raisons éthiques en raison de la politique de trappage de l'ours ne peut jouer sur l'image de cette espèce pour attirer une clientèle, il apparaît cependant important que de la prévention soit effectuée pour prévenir les visiteurs de la présence de ce prédateur.

Les grands prédateurs engendrent des réactions très différentes parmi les usagers d'activités récréotouristiques de pleine nature. Fascinants pour les uns, ils sont craints par d'autres. Les réactions négatives sont un phénomène courant et se rapprochent de celles des populations vivant de manière quotidienne à proximité des grands prédateurs. Une étude menée en Suède sur la peur des grands animaux a montré que près de 44 % de Suédois avaient peur de rencontrer un ours brun en forêt et que 25 % avaient peur d'une rencontre avec un loup. Les ours suscitent plus de réactions de crainte. Qu'ils soient bruns ou noirs, ces animaux dérangent, même lorsqu'ils sont supposés être dans leur environnement (c'est-à-dire en milieu naturel éloigné des infrastructures anthropiques). Cette peur à l'égard de l'ours s'explique par le fait que des attaques sur l'homme sont régulièrement rapportées dans les médias (Herrero, 2003). La taille de l'ours est également plus impressionnante que celle d'autres prédateurs, elle suscite ainsi une plus grande méfiance.

Les réactions négatives à l'encontre du loup sont quelque peu différentes. Peu de randonneurs ont mentionné la crainte pour leur sécurité physique. Ces derniers étaient plutôt sensibles au malaise ressenti par le monde pastoral. Ces résultats vont dans le sens des travaux menés par Johansson et *al.* (2012) sur les perceptions des ours et des loups. Ces auteurs ont montré qu'en Suède, la peur des ours était liée principalement aux individus (certains pouvant se montrer dangereux), alors que pour le loup, le ressenti négatif résidait dans le manque de confiance pour la gestion de l'espèce (le loup créant de nombreux conflits avec le monde rural).

Le tourisme d'observation, lorsqu'il est encadré et aménagé, offre un bon moyen de médiation entre l'homme et l'animal. Il assure à la fois la sécurité physique de l'homme et de l'animal, et procure une expérience positive pour le visiteur³. Ce tourisme transforme cependant l'animal observé en un sauvage artificialisé. La distance spatiale avec l'animal tend à se réduire car on souhaite approcher et voir l'animal dans l'environnement qui est jugé comme sien.

1.2. La définition du sauvage : le rôle de la distance avec l'animal – une mise en regard avec les herbivores

L'appréciation de la proximité de la faune est ambiguë (cf figure III.17, page suivante). Élément essentiel caractéristique d'une belle observation, elle contribue à transformer notre définition du sauvage. Ainsi, les acteurs participant au récréotourisme de vision souhaitent s'approcher de l'animal afin de pouvoir l'observer convenablement et faire de belles photographies. Cependant, une trop grande proximité de la faune sauvage peut être jugée « dangereuse » ou « non naturelle ». Ainsi, le fait de se trouver à côté d'un ours noir ou d'un orignal est généralement craint du grand public. Si les attaques d'ours sur l'homme expliquent les peurs liées à cet animal, c'est le caractère non prévisible de l'orignal et sa taille qui effraient (cf. photo III.2 page suivante). Il devient alors important pour le visiteur de remettre une distance avec l'animal.

³ *Nous ne connaissons pas le ressenti de l'animal individu. Cependant, cette rencontre peut aussi être positive pour l'espèce en général (et non l'individu observé) dans la mesure où l'homme sensibilisé sera plus à même d'accepter et de protéger sur le long terme une espèce qu'il a observée en chair et en os.*



Photo III.2 - Petit orignal traversant le chemin de randonnée, parc national de la Gaspésie, juin 2011

Les attaques d'orignaux arrivent régulièrement lorsque qu'une mère souhaite protéger son petit. La sortie de ce petit sur le chemin de manière imprévue a mis en alerte plusieurs randonneurs qui ont immédiatement cherché la mère du regard (observation juillet 2011)

En plus de cette perception du danger, une trop grande proximité de la faune remet en cause son caractère sauvage. Par exemple, le bouquetin des Alpes n'est pas une espèce farouche. Plusieurs randonneurs ont souligné qu'ils avaient réussi à approcher un bouquetin au point qu'ils auraient presque pu le caresser, et/ ou qu'ils étaient régulièrement sur le chemin, refusant de libérer le passage. Un visiteur témoigne : « *C'est spécial les bouquetins, car ils ne sont pas vraiment sauvages. C'est une bête qui n'a vraiment pas peur de l'homme. C'est un animal dans le décor, mais je ne le qualifierais pas de sauvage. Je suis issu du milieu campagnard et mes vacances scolaires je les ai passées en tant que berger. Et mes chèvres elles étaient bien plus sauvages que cela* » (Com. pers. randonneur 107, Bauges, août 2011). Un randonneur a également critiqué les chamois des Bauges avec des arguments similaires : « *Tous ces chamois qu'on a vus, ce n'est pas des vrais chamois. C'est des bestioles qui sont acclimatées, apprivoisées. Moi je vais dans des coins où à 250 mètres ils se barrent. Là où c'est intéressant de les approcher. Ceux-là vous allez marcher dessus, ils ne partent pas* ». (Com. pers. randonneur 8, Bauges, août 2011). La distance avec l'animal n'est alors pas seulement constitutive d'une bonne observation mais elle participe aussi à la construction de ce qui est perçu comme de la faune sauvage. Dans le verbatim précédent, l'acteur dit que les chamois des Bauges ne sont pas « *des vrais chamois* » ; la réalité de l'animal dépend ici du comportement qu'il adoptera vis-à-vis de l'homme. Le fait qu'il se fasse approcher n'est pas perçu comme « *normal* », conduisant à une dénaturation de l'observation. Cette perception de la non-naturalité est d'autant plus accrue dans la RNCFS en raison de l'activité scientifique développée autour des ongulés. Les chamois sont suivis depuis plusieurs dizaines d'années maintenant et beaucoup portent des colliers et des étiquettes aux oreilles. Si les touristes avouent « *comprendre qu'ils soient marqués pour le suivi des populations* », la plupart trouvent cela « *dommage* » car ils ont l'impression qu'ils sont moins sauvages. Or, la perte de ce caractère sauvage impacte l'authenticité de l'espace naturel visité et de l'expérience du visiteur. Cela remet en cause l'imaginaire associé à ce type d'espace et ne correspond pas aux attentes des visiteurs.

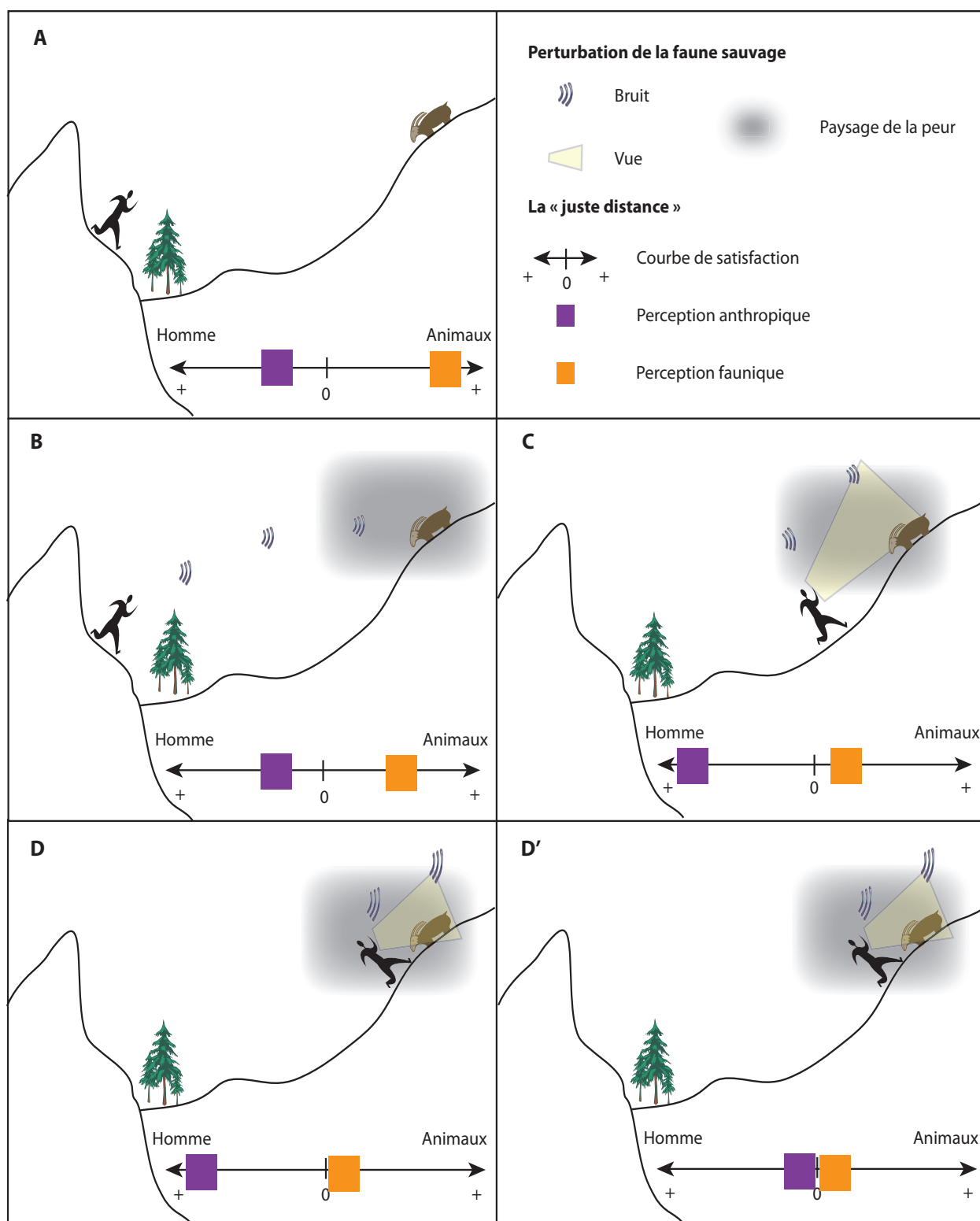


Figure III.17 - Les interactions homme / faune sauvage : un jeu sur la distance

Cette figure représente le niveau de satisfaction des acteurs humains et non-humains variant en fonction de la distance entre ces derniers. Ainsi, dans les vignettes a et b, l'homme est peu satisfait dans la mesure où il n'y a pas d'interaction avec l'animal. Celui-ci n'est pas encore entré dans son champ de vision. Pour l'animal, son degré de satisfaction diminue entre la vignette a et b, car même si l'homme n'est pas encore entré dans son champ de vision, dans certaines situations et en fonction de la topographie du terrain, le bruit peut être source de dérangement. La vignette c montre que l'homme, à une distance raisonnable de l'animal, peut profiter pleinement de son observation, alors que l'animal va subir le dérangement ; le niveau de confort de l'animal est donc proche de 0. Enfin les vignettes d et d' montrent deux scénarios possibles. Le premier représente le niveau de satisfaction très important de l'homme qui, attiré par l'animal, essaie de s'approcher davantage afin de pouvoir le caresser ou mieux le prendre en photo. Le deuxième scénario représente plutôt les situations non choisies où l'homme et l'animal se retrouvent côte à côte, soit au détour d'un chemin, soit par ce que l'animal en réaction à la vue de l'homme adopte un comportement défensif et attaque. Aucun des deux acteurs n'est alors satisfait.

Soulignons ici que cette distinction entre le sauvage artificialisé et le sauvage naturel se retrouve également dans le tourisme de chasse. Si notre étude s'est concentrée sur le tourisme de chasse organisé en nature, il existe divers type de chasse autour d'animaux sauvages plus ou moins artificialisés. Par exemple, les parcs à gibier qui existent depuis le Moyen Age pour assurer une production de gibier permettant la chasse des seigneurs et le repeuplement cynégétique existent toujours. Les chasseurs peuvent s'entraîner à la chasse dans des parcs clos où la faune sauvage est élevée mais non domestiquée. Le caractère sauvage de l'animal est alors illusoire dans la mesure où il est en partie nourri et son espace vital déterminé. D'autres pratiques telles que la chasse d'animaux sauvages élevés en enclos et relâchés dans la nature interroge également la définition du sauvage. Ces animaux sont moins craintifs que leurs homologues ayant toujours vécu dans le milieu naturel. Ne connaissant pas leur nouveau milieu de vie, leur comportement est également différent car ils ne connaissent pas d'espaces refuges par exemple.

Ces animaux sauvages artificialisés par l'élevage ont été identifiés par plus des trois quarts des chasseurs touristes interrogés comme des chasses peu intéressantes⁴. Un chasseur de Belgique explique : « *Un animal sauvage c'est un animal non apprivoisé par l'homme, qui vit dans un milieu naturel qui ne s'adapte pas à l'homme. J'ai accompagné une chasse où ils chassaient du sanglier mais c'était du sanglier élevé dans des enclos. C'est un sanglier mais c'est un sanglier qui n'était pas sauvage. Cela ne donne pas envie de le chasser non plus. Ils sont arrivés à 10 mètres. C'est un peu comme à la ferme, sauf que c'est des cochons avec des poils* » (Com. pers. chasseur touriste, RNCFS des Bauges, octobre 2011). Le jeu sur la distance physique entre le chasseur et l'animal est un élément important pour la perception du caractère sauvage de ce dernier. C'est au chasseur de savoir déjouer l'animal et pouvoir l'approcher ou le faire approcher. Un chasseur venant de Reims ajoute : « *Ce n'est pas l'espèce qui est peu intéressante mais c'est plutôt le type de chasse. On va dans des battues où il y a des lâchers. Avec les lâchers c'est plutôt la quantité, c'est pour faire plaisir. On va inviter des clients dans la journée, on fait plaisir à des gens qui ne chassent pas beaucoup et là ils voient pleins d'animaux, c'est bien mais ce n'est pas ce que je préfère. Parfois il y a des endroits où ils font des lâchers de faisans et il faut les faire s'envoler et les chasseurs sont juste en dessous. Nous c'est sûr; on ne va même pas y aller. C'est des chasses où on n'a pas la fierté comme on a ici* (dans la RNCFS des Bauges). » (Com. pers. chasseurs touriste massif des Bauges, novembre 2011).

En raison des conditions requises pour l'exercice du tourisme de chasse, cette activité conforte la production d'un sauvage artificialisé. Un paradoxe apparaît cependant : le niveau de satisfaction des chasseurs est inversement proportionnel à l'artificialisation du gibier. Ainsi, un gibier perçu comme étant du sauvage artificialisé n'apportera que peu de satisfaction lors de l'action de chasse, celle-ci étant jugée peu intéressante.

Il apparaît que le sauvage est une notion assez volatile. Le sauvage naturel fait face à un sauvage de plus en plus artificialisé. Ce sauvage artificialisé et contrôlé relève de ce que S. Bobbé (2000) appelle « *la nouvelle culture du sauvage* », où il y a une forte hybridation entre le monde humain et ce qui relève de la nature (cf. figure III.18). Dans cette nouvelle culture du sauvage, la distance

⁴ Le reste des réponses a identifié la chasse de jeunes animaux encore accompagnés de leur mère.

avec l'animal est immédiatement contrôlée, organisée, voire créée de toute pièce. Dans le cadre du récréotourisme, ce jeu sur la distance est complété par celui sur la temporalité. La rencontre du sauvage devient prévisible et fixée dans le temps et relève du seul choix du visiteur. La rencontre est planifiée, l'absence de l'animal devient la « mauvaise » surprise. Face à cette rencontre du sauvage artificialisé, l'observation en nature sans aménagement est non prévue et parfois non souhaitée. Elle est cependant perçue comme plus intense en raison de ces éléments de surprise. Les émotions sont alors décuplées et l'expérience est souvent difficile à décrire. Pour ceux qui n'ont pas peur de l'animal, les mots décrivant la rencontre sont les mots « impressionnants », « beau », « étrange ». Cette terminologie est revenue de manière répétée dans les entretiens des personnes ayant eu « cette chance ».

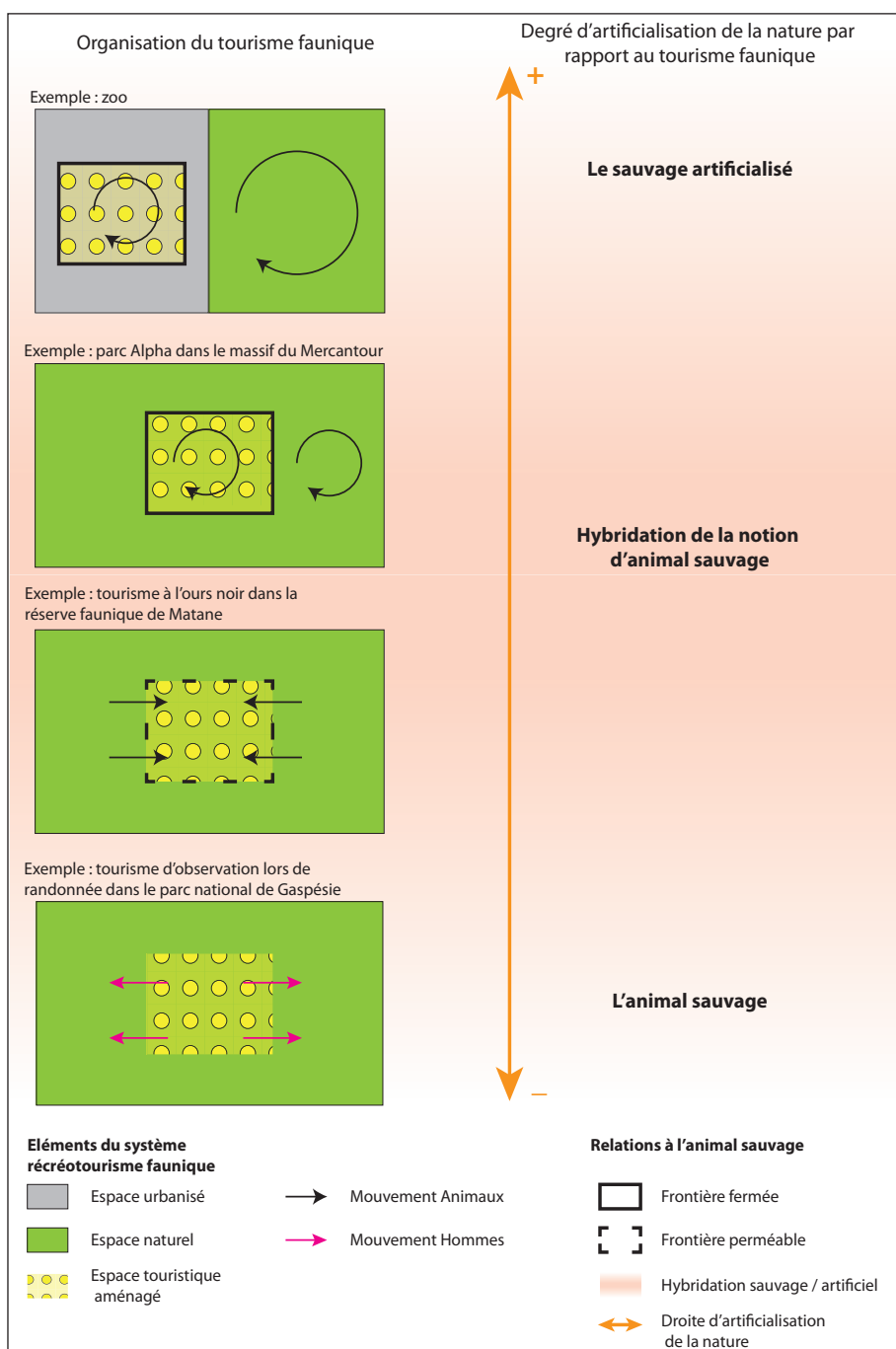


Figure III.18 - L'évolution de la notion d'animal sauvage en fonction des activités récréotouristiques

L'analyse des rapports entre l'homme et l'animal sauvage montre que le tourisme faunique participe à la transformation de l'espace naturel. A partir des réflexions menées par L. Godet sur la notion de « *nature ordinaire* » prise dans le sens d'une vision anthropocentrique pour laquelle « *la lecture de l'espace se fait en fonction d'une proximité plus ou moins grande avec l'Homme* » (2010 : 297), il apparaît que le tourisme faunique fait glisser les espaces investis par cette activité en dehors de l'espace naturel et les rapproche de l'espace anthropique. En tentant de réduire la distance tout en la contrôlant, le tourisme faunique transforme peu à peu l'espace naturel en un espace de la nature ordinaire, défini comme « *un écotone entre les espaces dominés par l'Homme d'un côté et ceux desquels il est absent (ou presque) de l'autre* » (idem : 297). L'hybridation de la notion d'animal sauvage s'accompagne donc d'une transformation de la nature de l'espace naturel, ce qui contribue en retour à faire évoluer les rapports hommes / animaux. En effet, par sa fréquentation, l'espace naturel perd de plus en plus son caractère naturel pour devenir un espace de la nature ordinaire fortement fréquenté par l'homme. Or, cette transformation entraîne parfois un changement de comportement des animaux sauvages non prévu par l'homme. Le comportement de l'ours à l'égard de la nourriture humaine a déjà été évoqué pour aborder les questions de sécurité du public. Du point de vue de l'ours, le fait de se nourrir dans les poubelles des campings par exemple est une stratégie adaptative permettant de trouver de la nourriture plus facilement. De tels comportements ont également été observés chez les loups qui sont alors qualifiés de « *loups familiers* ». Au Québec, le parc national du Mont-Tremblant est par exemple confronté à une telle situation. Les loups, en raison de la cohabitation avec les visiteurs du parc, se sont habitués à la présence de ces derniers et n'hésitent plus à traverser les campings et récupérer de la nourriture ; cette situation oblige les instances de gestion du parc à mettre en œuvre « *un déconditionnement des loups qui deviendraient un peu trop téméraires ou qui menaceraient la sécurité des visiteurs* » (Tennier, 2009 : 38). Le déconditionnement mis en œuvre consiste alors à leur réapprendre à devenir sauvages, c'est-à-dire à remettre une distance avec les hommes. Des mesures de gestion des comportements humains sont aussi nécessaires. Car si les animaux s'habituent à cette présence humaine, c'est en grande partie parce que les hommes laissent traîner de la nourriture ou essaient de s'approcher des animaux. Ainsi, Burns et Howard (2003) énoncent que les hommes sont à gérer, si ce n'est plus, au moins autant que les animaux jugés à problèmes.

Si de telles mesures sont prises avec les grands prédateurs pour des raisons de sécurité, nous avons vu que cette question de la distance avec l'animal sauvage se retrouvait aussi pour les herbivores. Ainsi, en Gaspésie par exemple, les femelles orignaux semblent s'être habituées à l'homme le long du sentier Ernest Laforce au cœur du parc national de la Gaspésie. Elles ont intégré la présence humaine comme élément de leur territoire au sens éthologique du terme. Si on se place du point de vue de l'animal, l'homme entrerait dans leur espace de « *nature ordinaire* » (cf. photo III.3 et III.4). Or, de tels comportements de la part d'animaux pensés comme sauvages sont perçus négativement par l'homme et ne correspondent pas aux représentations qu'ils ont de l'animal sauvage. Ce dernier concrétise pourtant, à travers l'adaptation de son comportement, l'hybridation de la définition entre l'artificiel et le naturel. On voit ici toute la complexité de la situation, entre d'un côté, des activités humaines qui contribuent à transformer la définition de

l'animal sauvage alors que les représentations de ce dernier semblent être ancrées sur une vision de la nature originelle. Cette complexité est traitée en troisième partie, où nous verrons les différents espaces du tourisme faunique en fonction de l'imaginaire et des pratiques.



Photo III.3 - Observation d'une femelle orignal en bordure de sentier, parc national de la Gaspésie juin, 2011

Photo III.4 : Femelle orignal habituée à la présence humaine : vers un animal sauvage hybride, juin 2011

La redéfinition du sauvage passe aussi par une évolution des rapports entre les chasseurs et les animaux. La partie suivante s'intéresse à cette question. Cela nous amène à élargir la discussion sur la perception des hommes concernant le rôle qu'ils doivent jouer à l'égard de la faune sauvage. Les réflexions développées sont issues d'une analyse des pratiques récréotouristiques de chasse.

2. LE RAPPORT À LA CHASSE : QUELQUES ENSEIGNEMENTS POUR COMPRENDRE LA PLACE DE L'HOMME FACE À L'ANIMAL

Nous avons vu au chapitre 4 que les chasseurs locaux étaient intégrés, voire moteurs des opérations de gestion. En effet, que ce soit en France ou au Canada, les activités de chasse se sont considérablement transformées depuis les années 1960. Le gibier est aujourd'hui de plus en plus contrôlé, compté et géré afin d'assurer à la fois son utilisation durable et sa protection. Nous allons voir dans un premier temps que cette connaissance plus exhaustive du gibier est notamment utilisée pour assurer le bon déroulement du tourisme de chasse. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons au point de vue des acteurs non-chasseurs sur l'activité. L'analyse montre alors que la chasse peut être comprise et acceptée mais uniquement si celle-ci est mise en œuvre dans un but de gestion des écosystèmes. Cela vient confirmer les réflexions concernant le jugement moral des différentes pratiques développées autour du patrimoine faunique abordé dans le chapitre précédent. Il apparaît ici que ce n'est pas tant l'activité de chasse qui est sévèrement jugée mais plus le plaisir que pourraient en retirer les individus. A l'inverse, la chasse gestion qui répond à un objectif utilitariste est globalement acceptée et plébiscitée.

2.1. Un chasseur gestionnaire, jusqu'où aller pour mieux connaître l'animal ?

La gestion de la faune sauvage transforme les rapports entre le chasseur et sa proie. L'évolution de ces rapports est étudiée à travers deux exemples : l'appropriation de la faune sauvage par les chasseurs et l'utilisation des nouvelles technologies dans l'activité de chasse. Ces nouvelles technologies développées pour améliorer les actions de gestion du gibier facilitent également la mise en place du tourisme de chasse qui vient légitimer en retour les nouvelles connaissances acquises sur l'animal.

2.1.1. Une faune sauvage comptée et gérée : vers un chasseur gestionnaire contraignant le libre fonctionnement des écosystèmes

En gérant la faune, le chasseur se l'approprie. Le gibier est alors perçu par les chasseurs comme le résultat de la gestion mise en œuvre. Les animaux sauvages, normalement considérés dans le code civil comme étant des *res nullius*, c'est-à-dire des choses sans maîtres, sortent, dans la pratique, de cette catégorisation. Le partage de ce gibier devient alors difficile. Comme nous l'avons vu précédemment, les chasseurs locaux refusent de le partager avec les chasseurs étrangers (cf. chapitre 4). L'exercice des dynamiques naturelles est également réfuté. Les chasseurs ont, en effet, du mal à accepter que « leurs gibiers » bénéficient aux prédateurs naturels. Ainsi, même si pendant un temps le retour du loup a été un moyen de revaloriser la chasse, la plupart des chasseurs s'opposent aujourd'hui à l'animal.

Lors du retour du loup sur le territoire français, les chasseurs se sont servis de l'animal pour revaloriser l'activité cynégétique. Si le loup revenait en France, c'était en partie grâce à la politique cynégétique : réintroduction d'animaux, plans de chasse qualitatifs et quantitatifs... Cependant, très vite la position de la fédération nationale a évolué expliquant que « *les chasseurs français n' [étaient] pas radicalement opposés au loup et à sa présence sur [le] territoire* », mais qu'ils ne jugeaient pas « *nécessaire l'existence d'une population maximale* » (non daté : 15). Au niveau local, les chasseurs expriment des positions plus tranchées et s'affichent régulièrement comme étant anti-loup. Les entretiens menés auprès d'une quinzaine de chasseurs du massif des Bauges en Savoie vont dans ce sens. La plupart sont pour l'éradication de l'espèce du territoire français. Dans les Bauges, ce rejet de l'animal s'appuie sur un épisode de l'hiver 2007, où une attaque de loup a tué plus d'une dizaine de mouflons près d'un petit village au cœur du massif. Selon eux, cette attaque est la preuve des dégâts qu'un loup peut faire sur les populations de gibier. Or, ils considèrent que c'est grâce à la bonne gestion et aux efforts qu'ils ont eux-mêmes mis en œuvre que les populations d'ongulés augmentent. Le loup apparaît donc comme un concurrent déloyal, voire un tueur sanguinaire, venant anéantir les efforts développés depuis plusieurs années. Un chasseur témoigne : « *les grands carnivores, il faut tous les tuer (...). On ne met pas en place une gestion draconienne depuis 20/ 30 ans pour que l'aigle royal ou le loup en profite* » (Enquête massif des Bauges, mars 2010). Face à l'impact potentiel que le loup a sur le gibier, les chasseurs locaux ne cachent pas que des actes de braconnages existent. Selon eux, le problème du loup est réglé localement, soit par le monde de la chasse, soit par les agriculteurs. Afin d'éviter ce type de

dérives, certains essaient de tempérer leurs discours et déclarent pouvoir accepter le loup sous condition de régulation (Enquête massif des Bauges, octobre 2011). La position des chasseurs à propos du loup montre la polysémie de la notion de sauvage. Par principe et en adéquation avec l'éthique du chasseur, le sauvage naturel peut être accepté car le loup est un élément de la biodiversité. Cependant, de plus en plus de chasseurs s'opposent à l'animal en raison des dégâts de gibier que ce prédateur entraîne. Un phénomène *Nimby*⁵ se développe sur cette question : le retour des prédateurs oui, mais à condition que le gibier ne soit pas trop impacté. L'acceptation du sauvage naturel est limitée et prend fin lorsque celui-ci prend le pas sur une faune sauvage qui est de plus en plus artificialisée en raison des mesures de gestion et de contrôle développé.

2.1.2. L'utilisation de nouvelles technologies pour une meilleure appréhension du sauvage

Au Canada, si le chasseur n'est que peu impliqué dans la gestion de la faune sauvage à l'échelle régionale, il gère tout de même le territoire de chasse où il pratique l'activité (cf. chapitre 4). La gestion de celui-ci évolue en raison de l'industrie de la chasse particulièrement développée dans le pays. Chaque année, de nouveaux produits permettant d'attirer le gibier sortent : call électronique, parfums d'urines, salines artificielles... La préparation du « *trou de chasse* » qui se limitait autrefois au débroussaillage de chemins et à la construction de caches devient de plus en plus moderne. Ces dernières années, les chasseurs utilisent même des appareils photographiques avec détecteurs de mouvements afin de mieux connaître le gibier potentiellement présent. Un chasseur de Sainte-Anne-des-Monts témoigne : « *Aujourd'hui, c'est une option d'aller chasser à la carabine. Maintenant il y a l'arc, l'arbalète et il y a pas mal de produits : des télémètres, des caméras de surveillance. Tu mets des caméras pour savoir si un orignal passe et ce que tu vas tuer à l'automne. C'est plus de la chasse, c'est rendu une industrie de la chasse* » (Com. pers. S. chasseur de Sainte-Anne-des-Monts, Gaspésie, juin 2011). L'appropriation du gibier se transforme. C'est à partir d'images transmises par un écran que le chasseur se motive à partir à la chasse. Avant même d'aller dans le bois, le chasseur sait ce qu'il peut potentiellement rencontrer, ce qui limite l'imprévu.

Dès lors, le sauvage devient virtuel. Cette situation crée des attentes autour de l'animal. Le sauvage virtuel est approprié à la maison et il est donc attendu de pied ferme à l'ouverture de la chasse afin d'être tué. Or, l'animal sauvage peut ne pas se montrer, il sort alors de la sphère virtuelle car son caractère sauvage, c'est-à-dire non contrôlable, reprend le dessus. Le comportement de l'animal reste en effet dicté principalement par sa biologie et son environnement. Un chasseur explique : « *la caméra ne change au final pas fondamentalement la chasse car on n'en tue pas plus. Cela nous donne plus d'indices, on peut les compter, on sait si c'est les mêmes qui viennent, on sait s'il a un panache, de savoir si cela va être dur de sélectionner. A la caméra on a vu 7/8 bucks l'an dernier et à la chasse on n'en n'a pas vu un. Cela a fait pareil cette année. Avec la période du rut, on ne les voit pas. Et il est tombé de la neige, pour eux autres c'est le temps de se trouver de la place pour l'hiver, ils disparaissent, on ne les voit plus* » (Com. pers. Saint-Anne-

⁵ Acronyme de l'expression "Not in my backyard" signifiant « pas dans mon arrière-cour ».

des-Monts, novembre 2010). L'emploi de ces technologies peut être source de frustrations pour le chasseur qui, appâté par les images vues en préalable, ne trouvera finalement pas satisfaction sur le terrain

Si la plupart des chasseurs interrogés utilisait ces nouvelles technologies pour la préparation de leur chasse, certains chasseurs s'y opposaient. Cela « *enlève le charme* », « *tue la beauté de la chasse* » (Com. pers. chasseurs V et P, Gaspésie, juin 2011). Ces appareils sont alors perçus comme injustes pour l'animal. Selon eux, les vrais chasseurs se fient à « *leur feeling* » pour réaliser une chasse. Ils suivront sur le terrain les traces de l'animal, ses habitudes... Au final, ces appareils brouillent les catégories facilitant la connaissance de l'animal sans effort.

2.1.3. *Le tourisme de chasse : une justification pour la gestion de la faune sauvage*

Le développement du tourisme de chasse s'appuie aujourd'hui en partie sur la gestion de la faune sauvage. Si, à l'origine, ce tourisme était organisé sur plusieurs mois et permettait de découvrir à la fois un nouveau pays et des animaux tropicaux comme les chasses organisées en Afrique et en Asie, aujourd'hui la chasse touristique ne répond plus exactement à la même finalité. La durée du séjour s'est considérablement raccourcie. Sur nos terrains d'études, les séjours de chasse durent entre 2 jours et une semaine. L'objectif est le prélèvement d'un animal, que ce prélèvement se fasse sur l'animal convoité ou non. Les chasseurs veulent repartir en ayant réalisé une chasse (cf. chapitre 4). Or, ces chasseurs touristes arrivent généralement sur un territoire inconnu face à un gibier dont ils n'ont pas forcément l'habitude. Il y a donc un décalage entre l'attente du voyage et ce qu'il serait réellement possible de chasser sans l'organisation touristique qui prépare l'accessibilité à la faune sauvage. Afin de maximiser les chances de réussite, le site chassé doit avoir : 1/ une densité d'animaux suffisante pour permettre la rencontre avec un animal (cette densité est en partie le résultat de la gestion menée sur le site) et 2/ des animaux connus par les guides locaux. Par exemple, dans la réserve faunique de Matane, les guides sont chargés de préparer la zone de chasse où ils emmènent leurs clients l'automne venu. L'utilisation des nouvelles technologies est alors un moyen utilisé pour faciliter leur travail et satisfaire le plus vite possible les clients chasseurs. Un guide explique : « *On est attiré à une zone et on connaît notre cheptel sur notre zone. On met des caméras de détection et chaque fois qu'un orignal passe, touc une photo. On met cela pour savoir combien il en vient et à quelle heure. On est alors capable de s'adapter justement pour la chasse. On se dit OK, des gros mâles vers 7 heures et demi le matin, ils ne sont pas loin de la saline. On les voit* » (Com. pers. guide réserve Matane, juin 2011). L'utilisation du mot « *cheptel* » connote ici l'idée de bétail à exploiter et non d'animal sauvage à chasser. Le tourisme de chasse en exploitant la faune sauvage participe à transformer le rapport du chasseur à l'animal. Il légitime une artificialisation du gibier en lui donnant une raison d'être. Aussi, le tourisme de chasse appelle une gestion de la faune sauvage qui le justifie en retour.

Paradoxalement, le tourisme de chasse est fortement déprécié par les acteurs non-chasseurs dont la majorité est pourtant en faveur de cette gestion de la faune sauvage. En effet, au-delà des particularismes de chacun, un discours commun aux chasseurs et aux randonneurs se développe autour de la nécessité d'interventions anthropiques face au libre exercice des écosystèmes.

2.2. Le point de vue des randonneurs sur la chasse

Il est de sens commun de penser que la chasse est une activité de plus en plus critiquée par les randonneurs. Afin de comprendre comment les différents usages liés à la faune sauvage s'inscrivent au sein des territoires, nous nous sommes intéressée à cette question en les interrogeant sur ce qu'ils pensaient de cette activité. Or, sur les 111 entretiens menés en Bauges et en Gaspésie, 74 se sont prononcés pour la chasse, 25 contre et 12 n'ont pas répondu. Contrairement aux idées reçues, il apparaît que la majorité des randonneurs sont plutôt en faveur de cette activité. L'analyse de ces chiffres mérite cependant d'être approfondie. Il apparaît que derrière l'acceptation de l'activité de chasse, les randonneurs s'intéressent plus à la finalité de la chasse qu'à l'activité même. Ainsi, c'est parce que la chasse a une utilité sociale (la gestion des populations fauniques) qu'elle est globalement acceptée. Seule une minorité de personnes interrogées se montrait contre la chasse.

2.2.1. Les randonneurs contre la chasse

Les personnes se prononçant contre la chasse s'opposent à la mise à mort de l'animal. Ils soulignent leur incompréhension du besoin de l'homme de donner la mort. Selon eux, si cette pratique pouvait trouver un sens dans une économie de subsistance, le monde occidental offre dorénavant d'autres options pour se nourrir. La chasse est alors perçue comme une activité « *un peu dépassée* » (Com. pers. randonneur 22, Bauges, août 2011), un usage non respectueux des équilibres naturels. Si le chasseur se présente comme un gestionnaire du territoire et de sa faune, il ne poursuit au final que son propre plaisir personnel, n'hésitant pas à détruire un bien commun sans prise en compte d'autrui. Ainsi, la chasse « *au lieu de régler une situation, crée de nouveaux déséquilibres ; un mal en amène un autre* » (Com. pers. randonneur 77, Gaspésie, juillet 2011). Un randonneur pousse encore plus loin la critique en accusant les chasseurs de « *[déréguler] pour pouvoir venir réguler après. Ils s'approprient la nature* » (Com. pers. randonneur 101, Bauges, août 2011). Leur colonisation de l'espace représente une menace pour la sécurité des randonneurs. Ainsi en période de chasse, l'espace public semble se fermer et être réservé aux chasseurs. Cette fermeture, même si elle est officieuse (à l'exception de certains territoires de chasse comme par exemple la réserve faunique de Matane en Gaspésie), représente une réalité de terrain. Qui, la saison d'automne venue, n'a jamais connu la crainte de recevoir une balle perdue lors d'une ballade en forêt ? Les randonneurs se sentent privés de liberté, n'osant plus aller se promener. Ils changent leurs itinéraires, comportements, tenues vestimentaires pour s'adapter à une activité qu'ils n'ont pas choisie, à un usage qu'ils jugent dangereux. « *On ne peut plus aller en nature pendant la chasse. Il y a des morts tous les ans. C'est une privation de l'espace public et ce n'est pas tolérable* » (Com. pers. randonneur 101, Bauges, août 2011). Lorsqu'ils choisissent de braver les risques, ils haussent la voix afin de faire connaître leur présence. Ils gênent alors l'action de chasse qui est en train de se dérouler et ont toutes les chances de croiser des chasseurs à l'allure mal aimable (liée souvent aux

efforts déployés depuis le petit matin pour débusquer le gibier qui sont réduits à néant en raison de la soudaine intrusion) ; cette rencontre houleuse confortera généralement le randonneur sur son opinion concernant la chasse et les chasseurs.

D'autres regrettent que le rôle de régulateur soit exercé par l'homme. Ils en appellent à laisser une régulation naturelle se faire par les prédateurs naturels. Le sujet de la chasse apparaît enfin comme un moyen pour l'interlocuteur de montrer son attachement à certaines valeurs environnementales. C'est parce que les gens se disent anti-chasse qu'ils montrent leur engagement dans l'écologie et le respect de l'environnement. Leur perception de la cohérence de leur engagement est un élément clé de cette argumentation. Cinq randonneurs interrogés ont souligné qu'ils étaient eux-mêmes végétariens et luttait ainsi contre toute forme de maltraitance qui pouvait être faite aux animaux, que ce soit à la chasse ou en élevage.

2.2.2. Une majorité de randonneur favorable à la chasse

Face aux discours fermés sur la chasse, plus de 65 % des randonneurs interrogés ont adopté une attitude ouverte sur cette activité. Aux premiers abords, ce chiffre interroge et ne correspond pas aux chiffres auxquels on aurait pu s'attendre en faisant l'hypothèse qu'activités de chasse et d'observation sont difficilement compatibles dans un même espace-temps. Cependant, si on analyse plus en détail les réponses formulées, plusieurs éléments d'explications apparaissent. Tout d'abord, ne pas être contre la chasse ne signifie pas pour autant que les acteurs sont pour. Ils comprennent l'utilité de la chasse mais ils ne cautionnent pas toutes les chasses et restent prudents sur le sujet.

Pour ces acteurs, la chasse est avant tout une activité qui doit être régulée. C'est parce qu'elle est gérée, contrôlée, mesurée qu'elle est également acceptée. Les randonneurs se fient aux autorités et considèrent que « *c'est correct tant que le gouvernement accepte et que les quotas sont établis de façon à ne pas nuire, ce n'est pas quelque chose qui dérange* » (Com. pers. randonneur 79, Gaspésie, juin 2011). L'activité est d'ailleurs vue comme utile, voire fondamentale pour la régulation des populations d'animaux. La thématique de l'équilibre des écosystèmes est alors fortement mobilisée. Selon eux, sans prédation, le gibier augmente et les densités bien trop élevées posent des problèmes pour l'équilibre du milieu. Ces problèmes se répercutent au final sur la faune qui est alors sujette à maladies. Le chasseur, par sa régulation, participe dès lors au maintien de l'équilibre des écosystèmes. Il est intéressant de noter que le chasseur est ici intégré aux prédateurs. Il n'y a pas de distinction faite entre le naturel et l'anthropique contrairement aux acteurs anti-chasse. De même, l'équilibre des écosystèmes est ici entendu comme un équilibre du milieu naturel dans ses interactions avec l'homme. Les dégâts que posent les animaux aux diverses activités humaines (agriculture ; sylviculture...) sont ici intégrés comme des déséquilibres de l'écosystème que le chasseur participe à rétablir. L'activité de chasse est donc comprise et approuvée en raison de son utilité en faveur de l'équilibre des écosystèmes.

Le deuxième point important est la différence effectuée entre la chasse nourricière et la chasse loisir. Cette dernière est fortement critiquée. Les chasseurs qui pratiquent l'activité de chasse pour se nourrir sont acceptés et compris, contrairement à ceux qui pratiquent la chasse simplement parce qu'ils aiment l'action de chasse. Un randonneur explique : « *Tant que les gens ils chassent pour manger c'est bien. Moi, je ne crois pas à la chasse sportive pour le plaisir, on s'éloigne de vraies racines. La chasse est bonne surtout que la viande est bonne aussi* » (Com. pers. randonneur 15, Gaspésie, juin 2011). Cette citation est intéressante car elle mobilise un imaginaire spécifique de la chasse, celui du bon sauvage qui chasse pour se nourrir. Or ce point de vue se différencie de celui de certains chasseurs pour qui chasser pour de la viande est répréhensible. Il est important de revenir sur les imaginaires qui définissent ce qu'est une « chasse juste », « un bon chasseur » et « un mauvais chasseur » (appelé également viandard) afin de bien saisir comment se construisent les perceptions différenciées de l'activité. Ces imaginaires ont évolué dans le temps et il y a une confrontation de définitions et de perceptions entre ce que chacun, en son temps, considère comme un « bon chasseur » et un « viandard ».

2.2.3. Des perceptions divergentes sur la chasse ne mobilisant pas le même imaginaire du « bon chasseur »

Les perceptions actuelles de la chasse se forment en mobilisant différentes images du chasseur. La première fait référence aux chasseurs sportifs du XIX^{ème} siècle, l'autre est celle du « bon sauvage » de Jean-Jacques Rousseau. Ce sont ces imaginaires qui sont mobilisés pour expliquer les différents positionnements par rapport à l'action de chasse.

2.2.3.1. Différentes images du chasseur

Nous avons vu au chapitre 2 que la protection de la faune sauvage était en partie passée par les chasseurs à partir du XIX^{ème} siècle. Le zoologiste W. T. Hornaday distinguait alors les chasseurs respectueux de la ressource et les autres intéressés par la chasse quantitative. Cette opposition est née dans le monde anglo-saxon où les gentlemen anglais ont souhaité se distinguer des autres chasseurs qui menaient selon eux des chasses non respectueuses de la ressource faunique. Les manuels de chasse et les revues de l'époque encourageaient alors le chasseur à devenir « *un vrai sportsman* », celui-ci « *poursuivant son gibier pour le plaisir et ne faisant pas de profit [financier] de son succès, (...) C'est une fierté de tirer pour tuer ce qu'il tue élégamment, scientifiquement et avec compassion. La quantité n'est pas son ambition il ne tue jamais plus que ce qu'il peut utiliser* »⁶ (Reiger, 1986 : 29). Plus que des règles de conduite, être un chasseur sportif était « *une vision du*

⁶ Traduit de "a true sportsman only "pursues his game for pleasure", and "make no financial profit of his success, giving to his friends more than e retains, shoots invariably upon the wing and never takes a mean advantage of bird or man. It is his pride what he does kill elegantly, scientifically, and mercifully. Quantity is not his ambition; he never slays more than he can use".

monde ». Un des représentants les plus connus de cette attitude envers la chasse est A. Leopold qui intègre dans son éthique de la terre les activités de chasse. Cet auteur explique que « *la chasse pour le sport est une amélioration par rapport à la chasse pour la nourriture, en cela qu'il a été ajouté au test des compétences un code éthique, lequel est formulé pour le chasseur lui-même et qui doit vivre sans le support moral de spectateur* » (Leopold, 1933 : 391 cité dans Oelschlaeger, 1995). A cette époque, la gestion de la faune n'est que très peu développée et de nombreuses espèces voient leurs effectifs chuter en raison de l'éthique utilitariste alors dominante (cf. chapitre 2). Les penseurs en faveur de la protection de la nature trouvent dans la pratique de la chasse sportive un moyen de sensibiliser les chasseurs, les invitant à se montrer plus respectueux des ressources en s'opposant aux « chasseurs viandards ». Ces derniers sont ceux « *qui tuent simplement pour le plaisir de tuer, sans appréciation ni compréhension du gibier ou de son environnement naturel, le « chasseur-confit* » qui commet une telle offense de tuer des téttras à même le sol ou des oies sur l'eau ; le chasseur de viande qui prend le gibier seulement pour remplir son estomac et ne connaît rien des subtilités du sport, le braconnier qui tue sans regarder la saison ni le sexe, et pire que tout l'homme du commerce qui détruit tout des truites aux wapiti pour de l'argent qu'ils pourraient rapporter » (Reiger, 1986 : 31). Aujourd'hui, avec les progrès effectués en gestion de l'environnement, l'adoption de réglementations strictes autour de la chasse et du prélèvement de gibier, les discours opposants les différents chasseurs se sont atténués. La distinction entre le chasseur sportif tel qu'il était décrit au début du XX^{ème} siècle et les autres chasseurs tend à disparaître étant donné que le code de bonne conduite est aujourd'hui imposé au niveau législatif.

En parallèle à cette transformation, le caractère traditionnel de la chasse est régulièrement rappelé aujourd'hui. Cette tradition de l'homme chasseur est connotée de manière positive et mobilise l'image du « bon sauvage » de Jean-Jacques Rousseau. La chasse devient acceptable dans la mesure où elle s'oppose aux dérives de la société de consommation et à ses impacts sur la production de viande industrielle. Ainsi, la viande sauvage est valorisée car les consommateurs soulignent qu'ils aiment « *mieux savoir ce qu'il y a dans [leur] assiette que de voir un animal qui a été élevé en cage et gavé* » (Com. pers. randonneur 16, Gaspésie, juin 2011). Il est « *plus agréable de manger de la viande sauvage que de manger de la viande bourrées d'antibiotiques* » (Com. pers. randonneur 38, Gaspésie, juin 2011). Même des personnes se présentant comme anti-chasse reconnaissent que la chasse reste « *carrément moins pire que l'industrie de production de viande, où l'animal souffre énormément* » (Com. pers. randonneur 74, Gaspésie, juin 2011).

Notons que ce discours a été intégré par les populations inuit qui ont ainsi fait face à une critique de leurs activités traditionnelles. Les guides ont formalisé un discours pour faire accepter les activités de chasse traditionnelle. Ce discours est centré sur la distinction entre la viande issue de la chasse et la viande industrielle. Un guide ayant emmené un client à une chasse à la baleine explique : « *Un jour nous étions à la chasse à la baleine et nous étions avec cet homme blanc. Nous le connaissions mais ce que nous ne savions pas c'est qu'il aimait les animaux. Il était en train de prendre des photos quand la chasse a commencé et là, tout a changé. Il s'est fâché, il pleurait. Il m'a demandé de dire aux chasseurs d'arrêter et je ne pouvais pas faire cela car ce sont des chasseurs. Je le suis aussi. Et dans*

un sens je suis pris entre les deux. Donc je n'ai rien fait. Après la chasse, j'ai pris la personne à l'écart de la chasse. Comme je l'ai dit, il était fâché. Quand je lui ai parlé de qui nous étions, de notre mode de vie, je lui ai expliqué les vaches, les cochons et les poules qui sont abattus dans les usines dans le sud du pays. Il y a beaucoup d'abattage là-bas. Il s'est senti mieux. Tout dépend donc de notre vision des choses et de la manière dont on l'explique"⁷ (Com. pers. guide B, Arviat, mai 2011).

2.2.3.2. Une chasse éthique ou des chasses éthiques : une différence de perception entre les acteurs chasseurs et les acteurs non-chasseurs

En s'inscrivant dans ces différents imaginaires liés à la pratique de la chasse, les acteurs chasseurs et les acteurs non-chasseurs ont différentes perceptions de l'activité de chasse (cf. figure III.19).

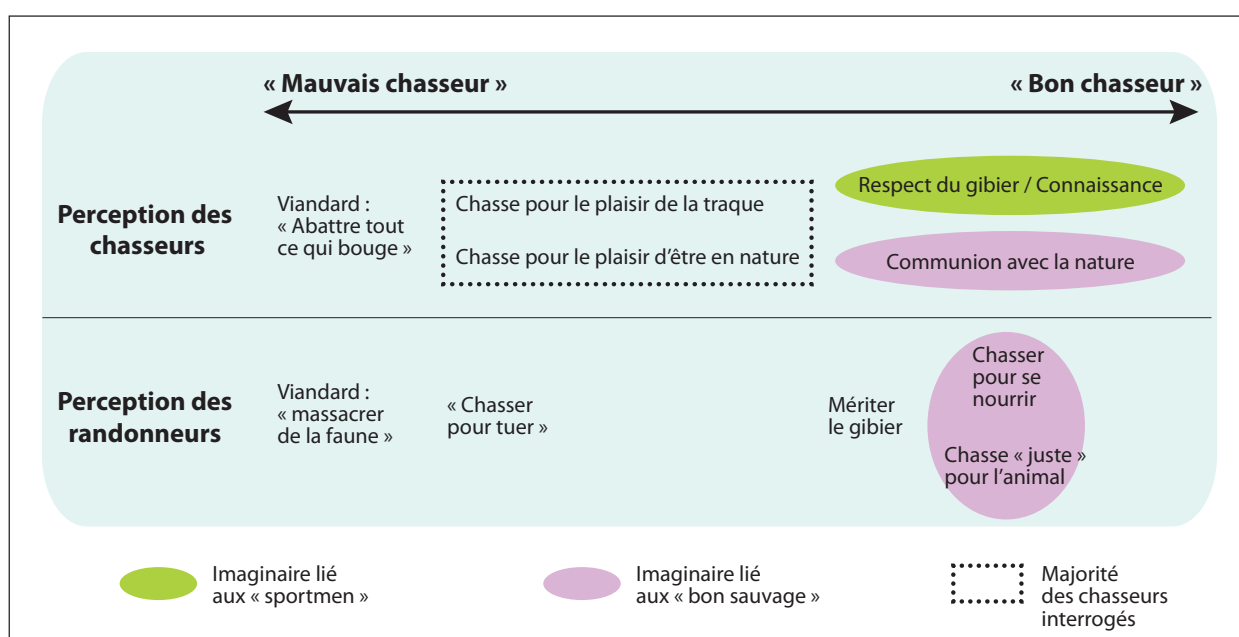


Figure III.19 - Perceptions différenciées sur l'éthique de la chasse

Cette figure montre les perceptions des chasseurs et des randonneurs concernant l'éthique de la chasse. Au niveau des chasseurs, elle indique également le décalage qu'il y a entre les perceptions et les pratiques effectives.

Du point de vue des chasseurs, les conceptions sont partagées entre ceux qui poursuivent l'héritage des sportsmen de la fin du XIX^{ème} siècle et qui souhaitent s'inscrire dans cette lignée et les chasseurs se rapprochant de l'imaginaire du « bon sauvage ». Pour ceux s'inscrivant dans la tradition des sportsmen, la perception d'un bon chasseur est celui qui pratique son activité de

⁷ Traduit de "One day we were whaling and we had this white man. We knew him, but what we did not know that he was an animal lover. He was taking pictures but when the hunting started his whole thing changes. He got upset, he was crying. He told me to tell the hunters to stop and I could not do that because they are hunters. I am too myself. And in a way I was caught in between. So I didn't do anything. After the hunt, I took the guy away from the killing. Like I say he was upset. When I talked to him about how we are, the way we live and all that, I explained to him about the cows and pigs and chicken in the factory in the south where there is a lot of killings down there too. This is everywhere. So, he felt better about us. (...) So, it's just the way they see things and the way we explained things, that's what will make the difference".

chasse en fonction d'un code d'éthique, qui respecte le gibier et n'est pas intéressé par le résultat de la chasse mais plutôt par la traque. La viande n'est pas l'élément recherché.

Les chasseurs, qui s'inscrivent davantage dans l'image du « bon sauvage », chassent pour se procurer de la viande naturelle. Tout comme les sportsmen, ils aiment acquérir des connaissances sur le fonctionnement des écosystèmes. Cependant, ce qui prime, ce n'est pas tant la traque de l'animal mais plutôt la communion avec la nature et l'animal. Ces deux discours assez stéréotypés se différencient mais ne s'opposent pas.

Il est important de remarquer qu'à côté de ces deux types de vision de la chasse, la plupart des chasseurs apprécient leur activité de chasse pour la traque et la mise à mort de l'animal, activité réalisée en accord avec les réglementations. Ils se distinguent aussi des deux précédents points de vue dans la mesure où ils ne revendiquent ni l'héritage du « sportsman » ni celui « du bon sauvage ». Ils énoncent toutefois explicitement leur différence par rapport aux chasseurs viandards qui sont vus comme des chasseurs non respectueux des animaux, et qui tuent tout ce qui bouge. Comme pour les touristes randonneurs que nous avons rencontrés et qui considéraient que ce sont toujours les autres qui dérangent la faune, les chasseurs viandards sont des acteurs qu'il semble impossible à rencontrer lors des enquêtes de terrain.

Du point de vue des acteurs non-chasseurs, que ce soit en France ou en Amérique du nord, des distinctions sont faites entre « le bon chasseur » et « le mauvais chasseur ». Est considéré comme « bon chasseur » celui qui respecte la faune sauvage et son habitat. Le chasseur qui tue plus que de raison est accusé de « massacrer la faune sauvage » : « *La chasse, c'est bien comme cela peut être mal. Cela dépend si c'est chasser pour tuer ou si c'est chasser pour tuer pour soi. Si ce n'est pas un massacre, pas un viandard, pas un mec qui en tue 5 et il met au congéle. Non, s'il en tue un, cela ne me gêne pas. S'il massacre tout un troupeau, ce n'est pas bon* » (Com. pers. randonneur 85, Bauges, août 2011). Le bon chasseur est supposé laisser une chance aux animaux, et mériter son gibier. Un randonneur explique : « *La chasse j'en pense que du bien. Je pense du bien de la chasse mais du mal des chasseurs, certains du moins. Ils se comportent comme des voyous, c'est tout. S'ils n'ont pas une route pour aller à la chasse cela ne va pas, s'ils n'ont pas un 4X4, cela ne va pas, si ils font 50 mètres à pieds cela ne va pas* » (Com. pers. randonneur 8, Bauges, août 2011). Ainsi, dans les représentations des randonneurs, le bon chasseur se rapproche de la chasse pratiquée par les peuples autochtone. Cette tendance se confirme lorsque les randonneurs différencient les armes de chasse. L'arc est valorisé par rapport aux fusils car il se rapproche de l'image du « bon sauvage ». La chasse à l'arc est perçue comme plus juste pour l'animal dans la mesure où c'est une chasse demandant une approche silencieuse. Or, dans la réalité, le développement de la chasse à l'arc n'est pas forcément positif en termes de souffrance animale car elle entraînerait un nombre plus important de blessures (cf. chapitre 4). Face à ce « bon chasseur », le chasseur sportif n'est pas légitime. Il suscite l'incompréhension car les acteurs ne peuvent concevoir la chasse comme un loisir étant donné qu'on enlève la vie à un être vivant : « *la chasse c'est un truc dont j'ai horreur. Tant que c'était fait pour se nourrir c'était très bien mais maintenant que c'est un pseudo sport, je n'en vois pas l'intérêt* » (Com. pers. randonneur 48, Bauges, août 2011). Quelques acteurs ont toutefois soulevé une ambiguïté dans cette manière de

voir les choses, car si la chasse est appréciée en ce sens, la situation est différente pour la pêche alors qu'il s'agit d'un loisir entraînant également la mort d'un être vivant. Un randonneur raconte son expérience concernant ces deux activités : « *moi je n'ai jamais été chasseur mais je suis pêcheur. Ha si, une fois j'ai tué une tourterelle avec ma carabine à plomb, cela m'a définitivement bloqué. Intellectuellement. Toucher un animal chaud, non. Alors que pêcher c'est un animal froid, cela ne me pose pas de problèmes les poissons* » (Com. pers. randonneur 111, Bauges, août 2011). En plus de cette différence de chaleur qui connote la vie, peu de poissons suscitent l'intérêt du grand public en tant que faune charismatique. Celle-ci attire d'autant plus l'attention qu'elle entraîne des réactions anthropomorphiques alors que ce n'est pas le cas pour la faune piscicole. Enfin, les poissons, en raison de leur touché visqueux et de leur apparence, ne sont pas considérés comme « jolis » ; il apparaît ainsi plus facile de tuer un être vivant suscitant une réaction négative. Notons que cet aspect se retrouve également pour la chasse, où tuer un sanglier est plus facilement accepté car « *il y en a trop. Mais tirer sur un chamois c'est dommage. C'est beau, ils sont bien dans la nature* » (Com. pers. randonneur 43, Bauges, août 2011). Certains animaux, comme les animaux charismatiques, attirent ainsi les faveurs du public.

Une discordance apparaît donc entre les représentations qu'ont les chasseurs de leurs activités et celles des randonneurs. Si le viandard est aujourd'hui globalement critiqué par les deux parties, la notion de « chasse juste » pour les chasseurs et les non-chasseurs n'est pas tout à fait la même. Ainsi, certains chasseurs dénoncent fortement la chasse pour la viande ayant peur d'être pris pour des viandards et soulignent que eux sont de bons chasseurs car ils sont des chasseurs sportifs. Or, les acteurs non-chasseurs ne conçoivent pas la chasse comme un sport ou un loisir et la légitiment uniquement en raison de son utilité de régulation des écosystèmes ou sa valeur nutritive. Cet état de fait a des conséquences directes pour le tourisme cynégétique qui s'inscrit comme une activité allant à contre courant des perceptions des non-chasseurs. L'exemple de la chasse à l'ours polaire est en cela caractéristique : le tourisme de chasse sur cette espèce emblématique est condamnée dans l'opinion publique et fait l'objet de restrictions de plus en plus poussées par la communauté internationale (cf. chapitre 6).

En conclusion, l'étude autour de la chasse a permis de mieux connaître le point de vue de chaque acteur sur cette activité. Si la chasse gestion est acceptée, la chasse plaisir, elle, l'est beaucoup moins. Or, la gestion de plus en plus poussée de la faune sauvage transforme les comportements (appropriation du gibier), le gibier (un sauvage de plus en plus artificialisé) et les activités (tourisme de chasse). Certains de ces éléments comme l'appropriation du gibier et le développement de nouvelles activités sont fortement critiqués par les acteurs non-chasseurs.

L'étude permet également de relever des ambiguïtés dans les différentes approches de la nature. En ce qui concerne les enquêtés contre la chasse, leur positionnement en apparence logique, recouvre cependant des contradictions. Leur approche de la nature recouvre une vision non-anthropocentrique. L'équilibre des écosystèmes s'assure sans besoin de l'homme. Son action est d'ailleurs rejetée, car elle est perçue comme nécessairement négative. Cependant, si on

approfondit la réflexion, un paradoxe apparaît. Les partisans de cette vision se perçoivent souvent comme proches de la nature et de sa faune, car ils souhaitent sa protection. Aussi, seules les activités d'observation sont possibles. Or, cette perception s'appuie sur une forte dichotomie entre l'homme et la nature. Cette coupure se traduit par une méconnaissance de l'écosystème et de son fonctionnement. Une déconnexion entre l'homme et le reste de l'écosystème s'observe, ce qui conduit *in fine* à un désintéressement de l'homme vis-à-vis de la faune sauvage. Une telle situation interroge sur le rôle de chaque activité et acteurs. Ainsi, Franklin relève que la chasse par rapport aux pratiques de vision « *requiert plus de connaissances sur l'état précis de la faune et pas seulement sur les espèces gibiers spécifiquement. De plus, elle facilite la formation d'une relation de long terme avec un territoire en particulier et ainsi s'imbrique à celui-ci aussi bien au niveau politique qu'en ce qui concerne la nature* » (Franklin, 2008a : 41). La chasse offre ainsi une relation à la nature plus complète que la relation des acteurs non-chasseurs. En effet, certains randonneurs développent une relation uniquement basée sur le sens visuel, alors que les chasseurs ont une relation qui implique la vue mais aussi de nombreux autres sens comme l'odorat et l'ouïe... Leur corps tout entier est investi dans cette relation. Pour Franklin, l'activité de chasse « *procure un engagement sensuel absorbant et excitant avec le milieu naturel* »⁸ (Franklin, 2001 : 75).

Si ce positionnement est ici caractéristique de l'activité, l'argumentation développée dans ce travail ne s'appuie pas sur l'opposition entre différentes pratiques. En effet, nous avons vu que la majorité des acteurs non-chasseurs étaient plutôt favorables à la chasse afin de gérer les écosystèmes. Selon nous, la différence dans la relation à l'environnement passe par les différentes éthiques des acteurs.

L'analyse des points de vue sur la chasse, si elle ouvre des pistes de réflexions et permet de distinguer différentes perceptions sur le rôle de l'homme à l'égard des écosystèmes, ne permet cependant pas de saisir les différentes éthiques des acteurs. Par exemple, pour les acteurs qui se disent favorables à la chasse pour la gestion des écosystèmes, il n'est pas possible d'avancer avec assurance si ces derniers ont une perception anthropocentrée des relations homme / nature ou une perception non-anthropocentrée. En effet, le désir de gestion peut recouvrir les deux approches : d'un côté, ce désir peut être sous-tendu par le fait que l'homme a la responsabilité de gérer la nature, cela lui permet d'en tirer des avantages (point de vue anthropocentré). A l'inverse, ce désir de gestion peut sous-tendre le fait que l'homme est une partie intégrante de l'écosystème. Sa position de prédateur dans l'écosystème lui permet de gérer la nature afin d'assurer l'équilibre entre les dynamiques naturelles et ses activités qui sont elles-mêmes source et produit de cet écosystème (point de vue écocentré). S'intéresser à l'ensemble des discours et pratiques de terrain des acteurs permet, au final, de dépasser les limites identifiées.

⁸ Traduit de "provide an absorbing and exciting sensual engagement with the natural world".

3. ENTRE PERCEPTIONS, REPRÉSENTATIONS, PRATIQUES ET VISION DU MONDE : UNE DIVERSITÉ D'ÊTRE AU MONDE

Le rapport ontologique à la nature, défini par les activités récréotouristiques, dépend *in fine* de la philosophie dans laquelle le récréotourisme et les pratiquants de celui-ci s'inscrivent. La manière de concevoir sa place dans l'environnement peut être influencée par l'éthique dans laquelle s'inscrit l'organisation du tourisme sur le territoire (Fennell, 2012 ; Holden, 2003). Malgré cela, l'éthique des visiteurs reste difficile à appréhender. Sur ce point, les décalages rencontrés lors des enquêtes de terrain entre les représentations et les actions des touristes démontrent la diversité et la complexité des philosophies en présence.

3.1. Se positionner sur différents usages de la nature

L'étude des discours des différents visiteurs, que ces derniers soient chasseurs ou randonneurs, permet d'identifier des visions du monde caractéristiques des différentes éthiques environnementales (cf. figure III.20).

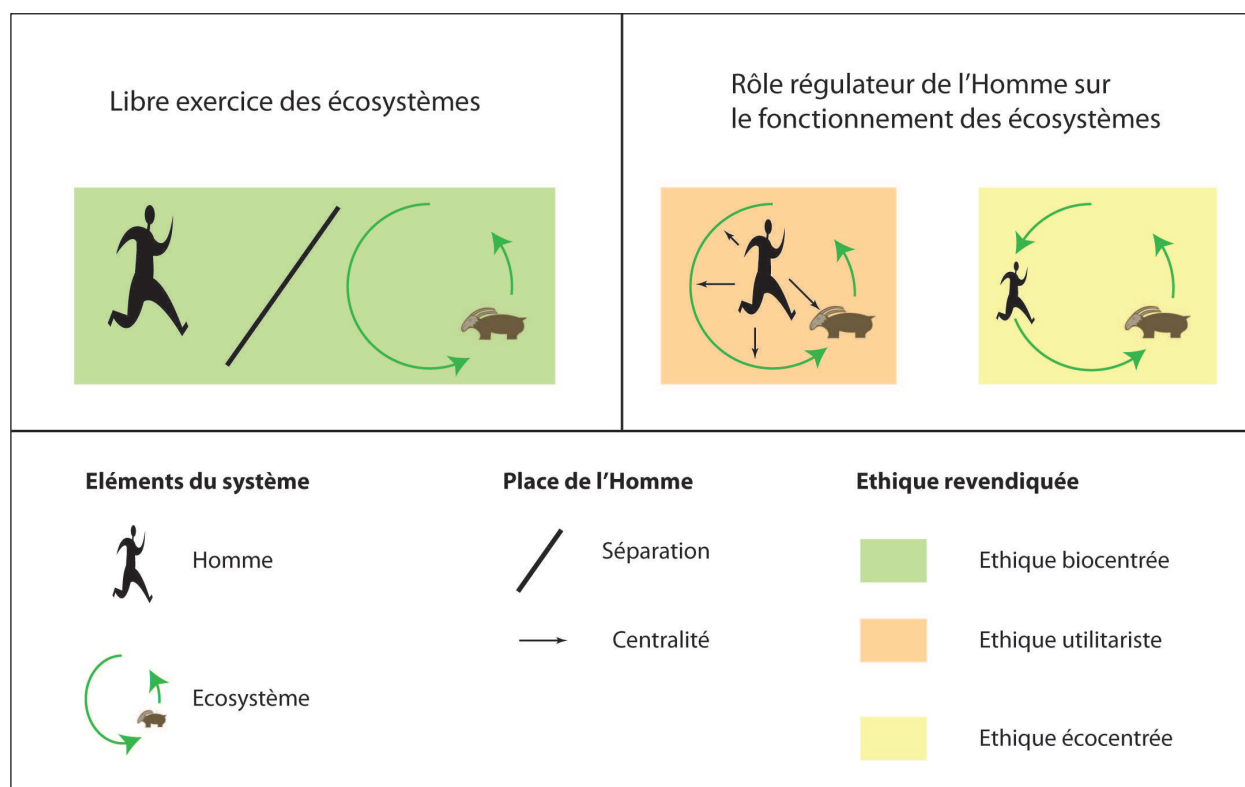


Figure III.20 - Différentes visions du rôle de l'homme face à la nature

L'éthique anthropocentrée utilitariste se traduit par un ensemble de discours et de comportements où l'action des visiteurs est centrée sur une « consommation » de la nature. L'ensemble du voyage est alors tourné vers la satisfaction personnelle de l'individu, l'animal doit être tué ou vu à tout prix. Les préoccupations en faveur de la protection de la nature existent mais restent au second plan : ce qui compte c'est avant tout le bien être de l'homme. Un randonneur expose son point de vue :

« Pour moi l'homme est plus important que la bête. Pourquoi pas qu'il y ait des espaces où ils sont tranquilles. Maintenant faire tout un quadrillage du territoire où finalement tu n'as pas le droit de sortir du sentier, je suis contre ». (Com. pers. randonneur 40, Bauges, août 2011). Cette éthique n'est pas majoritaire dans les discours des visiteurs interrogés mais elle reste sous-jacente aux énoncés et comportements de beaucoup (cf. infra 3.3). En parallèle, on trouve l'éthique anthropocentrée en faveur de la conservation de la nature. Cette éthique est principalement mobilisée par les acteurs ayant une activité de vision. Pour ces derniers, la protection de l'environnement naturel est un élément clé de leur expérience en nature. C'est en partie parce qu'ils perçoivent l'environnement comme étant protégé qu'ils en retirent une expérience positive. Dans cette conception du monde, la faune ne dispose pas de valeurs intrinsèques. C'est au nom du principe de responsabilité de l'homme envers d'autres espèces du milieu naturel que celui-ci décide de les protéger.

Les éthiques non-anthropocentrées attribuent des valeurs intrinsèques à la faune sauvage et au milieu naturel (cf. figure III.20). Au sein de celles-ci, la vision biocentrée, attribuant des valeurs identiques entre l'homme et l'animal, est restée très marginale auprès des acteurs rencontrés. Seuls trois visiteurs étant venus voir des animaux ont émis des jugements que nous avons estimés comme relevant de cette vision. Leurs discours étaient ponctués de commentaires soulignant leur point de vue comme : « si cela ne tenait qu'à moi, ce serait les hommes qu'il faudrait éliminer plutôt que les animaux » ; ou « parfois c'est les humains non respectueux qu'il faudrait parquer ». Le radicalisme sous-tendu par cette vision qui énonce clairement une position anti-chasse ne concernait que très peu d'acteurs et suscitait parfois des réactions négatives de la part des autres personnes. Ainsi, un chasseur touriste du massif des Bauges explique : « Moi ce que je n'aime pas c'est les gens qui sont contre. Moi je ne suis contre rien. Il faut arrêter la chasse pendant quelques années et bien arrêtons la chasse. Je ne suis pas contre. Les anti-chasses de base c'est con. Par contre, il y a des chasseurs qu'il faut aussi réguler. Moi, je suis contre rien, je n'ai pas de dogme » (Com. pers. chasseur R, Bauges, novembre 2011). Le point de vue de cet acteur s'inscrit alors dans une éthique écocentrée qui appelle aux « bons » comportements de l'homme vis-à-vis des autres espèces en raison de son appartenance à une même communauté biotique. Cette vision écocentrée était l'éthique sous-jacente dans la majorité des discours des enquêtés. C'est au sujet de la chasse que cette tendance était la plus visible. L'appel à l'équilibre des écosystèmes était un élément revenant de manière quasi systématique dans tous les discours (cf. supra p.330). Le rôle prédateur de l'homme était intégré à ces écosystèmes « qu'il faut réguler, afin d'assurer leur bon fonctionnement ». De même, dans la plupart des définitions données de l'espace naturel, celui-ci n'était pas exposé comme un lieu nécessairement opposé à l'humain. Par exemple, un randonneur explique : « C'est un espace, un équilibre entre une activité humaine et l'activité de l'eau, des plantes, des animaux. Cet équilibre il se trouve dans les Bauges, on voit le bien que dans le bas de la vallée c'est tondu c'est super clean, un peu comme en Suisse. Mais ce n'est pas vraiment naturel, les mecs arrivent avec leurs machines, leurs tracteurs et puis ils coupent. Les vaches elles sont là avec leur cloche, elles ne sont pas nées avec cela, mais si cela les stimule pour manger, pourquoi pas.... Cela fini par être naturel... » (Com. pers. randonneur 2, Bauges, août 2011). La continuité entre les éléments anthropiques et naturels est ainsi de plus en plus présente dans les

conceptions des individus qui doivent agir dans le sens du bien commun des écosystèmes dont ils font partie. Un randonneur a d'ailleurs exprimé cette vision en abordant la question des politiques de protection de la nature : « *c'est sûr que ce serait bien de faire des politiques, des engagements pas juste des engagements du gouvernement, mais des engagements des gens, de la civilisation au complet. Je pense que quand il y a un animal qui disparaît c'est un chaînon manquant dans la chaîne. L'être humain un jour il va payer, et il va payer beaucoup* » (Com. pers. randonneur 15, Gaspésie, juillet 2011).

Sur le terrain, l'éthique portée par le territoire visité peut influencer le comportement des touristes et ainsi les pousser à s'inscrire dans l'éthique promue.

3.2. L'importance de l'éthique portée par le territoire

Si les individus sont parfois contradictoires dans leur manière de penser et de se comporter, leurs pratiques et réflexivité par rapport à ces pratiques peuvent être influencées par l'éthique territoriale en place au sein d'un espace. Pour illustrer cet état de fait, nous revenons sur l'exemple des différents territoires administrés de la Gaspésie. La différence entre ces territoires ne repose pas tant sur les différentes activités mises en œuvre, mais elle réside plus dans la philosophie de gestion qui est développée. Tout dépend de la manière dont est appréhendée la notion de récréotourisme. Celui-ci peut être vu comme « *une industrie qui produit des marchandises pour un consommateur* » ou alors comme une activité créatrice « *d'expériences imaginatives* », « *de rencontres réflexives* », « *d'opportunités de traverser les frontières entre les notions de civilisation et de wilderness* », *améliorant les connaissances sur les relations de l'homme à l'écologie* » (Oelschlaeger, 1995 : 336).

Il a été vu précédemment que la fin des années 1970 avait été marquée par une refonte du système de gestion de la faune au Québec (cf. chapitre 4). En Gaspésie, la clarification entre le rôle et l'aménagement des différents territoires (ZEC, réserves fauniques et parc national) a permis de mieux différencier la fonction de chaque espace. Les réserves fauniques et les ZECs organisent un contrôle et un aménagement de la faune ; ils contribuent en cela à la préservation du gibier. Ces territoires restent cependant ouverts à l'exploitation des ressources naturelles et n'entrent donc pas dans le réseau d'aires protégées du Québec, contrairement aux parcs nationaux. Ainsi des différences s'établissent entre les parcs nationaux et les réserves fauniques. La réserve faunique de Matane est par exemple apparue comme « *un complément valable à l'esprit de conservation de la faune et du milieu qui se dégage du Parc de la Gaspésie. La présence de ce dernier comme territoire contigu à la réserve Matane représente un gage de richesse faunique et scénique. Toutefois ce qui différencie ces deux entités territoriales, c'est la vocation de conservation à l'intérieur du parc, par rapport à celle de consommation de la faune dans la réserve* » (Source Q4 anonyme, 1982 : np). Cette différence de statut a des conséquences au niveau des activités récréotouristiques offertes au sein de ces territoires. La distinction majeure réside dans le fait que les réserves fauniques sont des territoires qui sont avant tout ouverts à la chasse, contrairement au parc national de la Gaspésie qui

prohibe cette activité. De fait, les activités de vision offertes au sein de ces deux entités diffèrent et ne sont pas sous-tendues par les mêmes éthiques environnementales.

Une mise en regard des pratiques du parc national de la Gaspésie avec celles développées dans les territoires adjacents des réserves fauniques est heuristique afin de comprendre les différentes éthiques de ces espaces. Au sein du parc national de la Gaspésie, depuis sa refondation en 1981, le parc essaye de développer un tourisme de vision qui n'est pas basé sur une interaction directe avec les animaux. Nous avons vu par exemple que le comportement des visiteurs était particulièrement surveillé à l'égard du caribou (cf. chapitre 5). Quant à l'orignal, qui est la deuxième espèce phare du parc pour les activités d'observation, même si celle-ci n'est soumise à aucune mesure de protection spécifique, le parc prône la non-interaction. Il souhaite laisser évoluer les animaux dans leur milieu naturel en leur apportant le minimum de dérangement possible. Dans un secteur fortement fréquenté par l'orignal tel que le chemin de randonnée Ernest Laforce, des panneaux interdisent aux randonneurs de sortir des sentiers pour suivre les orignaux. En période de reproduction, il est également demandé aux visiteurs de ne pas s'entraîner « au call de l'orignal », afin de ne pas entrer en contact direct avec eux (photo III.5). Face à cela, la gestion des réserves fauniques adjacentes n'adopte pas la même ligne de conduite. Dans la mesure où les finalités en matière de préservation de la nature ne sont pas les mêmes que celles affichées par le parc national, les activités d'observation organisées autour des animaux sont plurielles. En ce qui concerne l'orignal, elles vont d'activités sans interaction directe avec l'animal (activités de découverte de l'habitat par exemple) à des activités avec interaction directe où le visiteur part à « la recherche » de l'orignal (cf. chapitre 5). Cette recherche de l'orignal se fait soit par kayak sur les lacs, soit par véhicule à moteur sur les chemins de la réserve. Pour cette dernière activité, une camionnette avec un maximum de 12 personnes parcourt une route sur laquelle ont été disposées des pierres à sel afin d'attirer les animaux. Lorsqu'un animal est repéré, les visiteurs sont invités à sortir de la camionnette afin de s'approcher à une distance de sécurité de la bête (photo III.6).



Photos III.5 et III.6 - Différentes approches du tourisme faunique

La photographie gauche représente un panneau d'information situé le long du sentier Ernest Laforce dans le parc national de Gaspésie. Les panneaux invitent les visiteurs à ne pas s'approcher des orignaux et à les laisser évoluer en paix. La photographie de droite représente les activités d'observation organisées au sein de la réserve faunique de Matane où les orignaux sont d'abord approchés en véhicule puis après à pied avec un guide qui appelle l'orignal afin que celui-ci regarde les visiteurs qui pourront réaliser une meilleure photographie.

Si les différentes activités de vision autour de la faune au sein du parc national de la Gaspésie et des réserves fauniques ont en commun d'offrir aux visiteurs la possibilité de voir des animaux dans leur milieu naturel, il apparaît que les degrés d'interaction et d'impacts potentiels derrière ces activités ne sont pas identiques. Ainsi, les activités des réserves fauniques visent plus à procurer aux visiteurs « *de l'amusement, de l'excitation, des trophées, de l'aventure et des paysages comme élément principal de leur expérience dans l'espace naturel* », alors que les parcs nationaux, s'inscrivant dans la pensée d'Aldo Leopold sur l'éthique de la terre, visent à faire des activités récréotouristiques « *un portail à travers lequel les humains entrent dans une relation plus équilibrée avec leur territoire* »⁹ (Oelschlaeger, 1995 : 337).

Si la philosophie portée par un territoire influence les comportements des hommes dans la nature, elle ne permet cependant pas d'apprécier la manière selon laquelle chaque visiteur perçoit ses relations à la nature. Une analyse plus poussée du discours et des pratiques des acteurs sur le terrain nous amène à distinguer différentes réalités géographiques pour un même individu : l'espace imaginé et l'espace pratiqué. Ces deux espaces constitutifs du territoire investi par les acteurs participant au récréotourisme faunique ne recoupent pas les mêmes éthiques environnementales.

3.3. Entre représentations et pratiques effectives : appréhender la complexité d'un individu

Lors du travail de terrain, nous avons observé qu'il n'y avait pas une cohérence automatique entre ce que les acteurs exprimaient lors des entretiens et leurs comportements. Si ce décalage peut être en partie attribué aux limites de la méthodologie par entretien où les acteurs ne souhaitent pas exprimer oralement des pratiques qu'ils perçoivent *in fine* comme répréhensibles, et/ou par simple peur du regard des autres, nous pensons que ce décalage est également inconscient. En effet, dans le récréotourisme faunique, il est possible que l'animal exerce sur l'homme une attirance incontrôlable, le poussant à agir d'une manière différente de ce qu'il pensait. Nous revenons ici sur la conception de ces deux espaces différenciés du récréotourisme faunique.

3.3.1. L'espace imaginé : s'intégrer dans l'espace naturel

L'espace imaginé est issu des perceptions et « *des représentations mentales individuelles, mystérieusement validées par un certain sens commun* » (Di Méo, 1990 : 359-360). Il n'est donc pas question de reprendre ici chaque imaginaire mais de présenter les conceptions communes aux acteurs participant au récréotourisme concernant l'espace visité.

Au fil des entretiens, une vision du territoire où est organisé le récréotourisme faunique s'est dessinée.

Le récréotourisme faunique s'organise dans la nature. Il s'agit d'un espace où les dynamiques naturelles sont encore visibles alors que la présence de l'homme reste difficilement perceptible

⁹ Traduit de "the recreation industry too often encourages consumers to seek fun, excitement, trophies, adventure and scenery as the primary focus of their experience in the great outdoors. Yet, as Leopold matured, he grasped the notion that recreation could be the portal through which humans entered a more balanced relationship with the land".

au regard des faibles infrastructures construites. Ces dernières sont d'ailleurs intégrées dans le paysage, utilisant des matériaux naturels comme par exemple des escaliers en bois construits pour éviter un marécage. La densité de visiteurs est faible ; l'idéal serait qu'il n'y ait personne d'autres que les acteurs interrogés. Ainsi, « *cela fait du bien de sortir et d'aller le plus loin possible de la vie humaine* » (Com. pers. randonneur 22, Gaspésie, juillet 2011). Le peu de personnes ayant accès à ces espaces se doit d'être respectueux de l'harmonie et du calme de la nature sauvage. L'homme n'est pas considéré comme étant chez lui, c'est l'animal qui est sur son territoire : « *Eux, ils sont dans leurs habitats, [le randonneur] est un étranger qui se doit de respecter* » (Com. pers. randonneur 77, Gaspésie, juin 2011). Le passage du visiteur comme membre de l'écosystème est toutefois accepté mais il se doit « *d'être discret et de ne pas effrayer les animaux* » (Com. pers. randonneur 106, Bauges, août 2011). Les actions anthropiques sont tournées vers la protection ou un aménagement intégré à l'écosystème, c'est-à-dire qui concourt à son bon fonctionnement, à sa régulation et n'empêche pas sa perpétuation.

Tous les acteurs humains ne s'inscrivent cependant pas dans cette logique. Les acteurs ayant un comportement moralement répréhensible sont alors qualifiés de « *touristes* ». L'analogie entre le monde de la chasse et le monde des randonneurs est ici flagrante. Comme pour les chasseurs où il y a les bons chasseurs et les mauvais chasseurs, il y a les bons randonneurs et les mauvais randonneurs. Pour les randonneurs, les « mauvais » sont généralement pourvus du qualificatif de « *touriste* », comme si être touriste connotait un comportement négatif. Un visiteur du massif des Bauges témoigne : « *les gens sont quelques fois insupportables, avec une mentalité de touristes. Ils sont là en sandalettes, ils sont toujours en train de se plaindre, ils ne savent pas vivre le moment présent. Or, la nature c'est vivre le moment présent* » (Com. pers. randonneur 7, Bauges, août 2011). Un autre commente un projet de navette qui serait mis en place afin de désengorger la route et les parkings au départ des randonnées : « *On ne se voit pas prendre une navette, on serait tributaire des horaires et en plus cela fait plus touristes* » (Com. pers. randonneur 83, Bauges, août 2011). Ce qui est paradoxal, c'est le fait que les individus qui expriment des critiques envers les touristes entrent eux-mêmes dans ce qualificatif au sens général du terme. Dans un travail portant sur le tourisme et la décroissance, P. Bourdeau et L. Berthélot revisitent une distanciation établie depuis fort longtemps entre bon et mauvais touriste. Ils relevent que le touriste est perçu comme un être qui « *consomme, profite, envahit et détruit* », il est « *égoïste, recherche son plaisir personnel, fait une découverte superficielle* ». Face à lui, le voyageur « *découvre, s'adapte, échange et respecte* », il a « *un état d'esprit, une éthique, des objectifs au voyage* » (2008 : 82). Au cœur de l'espace imaginé, les différents acteurs du tourisme se perçoivent comme des voyageurs et non des touristes.

A l'opposé de ces « *touristes* », les individus les plus vertueux sont ceux qui généralement n'ont pas peur de l'effort physique, car la chasse d'un animal ou/et son observation se mérite(nt). C'est pourquoi, en zone de montagne par exemple, « *les gens qui vont à certaines altitudes ont en général un respect, une vision commune* » (Com. pers. randonneur 7, Bauges, août 2011). C'est ce sens du commun qui doit l'emporter sur les désirs individuels car « *on a tous le gout d'aller s'approcher [d'un animal], mais si tout le monde s'approchait, et bien ils ne reviendront plus*

ici et cela enlèvera un certain plaisir ». (Com. pers. randonneur 19, Gaspésie, juin 2011). Cet homme vertueux est opposé à l'homme moderne représentant de la société de consommation où l'argent est roi. Les valeurs matérialistes sont fortement critiquées : que se soit par le tourisme, l'exploitation forestière ou encore l'industrialisation de l'agriculture, « *le maudit argent* » (Com. pers. randonneur 20, Gaspésie, juillet 2011) vient corrompre l'ambiance d'un lieu, transformer son image, modifier le comportement des individus. C'est pourquoi, pour beaucoup, « *il ne faut pas que la montagne devienne un lieu lucratif* » (Com. pers. randonneur 6, Bauges, août 2011). Cette opinion avait déjà été exprimée du côté de la chasse locale (cf. chapitre 5), elle est aussi partagée par les non-locaux. Abordant la question de la réintroduction du bouquetin, un visiteur du massif des Bauges explique : « *Quel est l'intérêt de l'introduire ? Est-ce que c'est faire une carte postale touristique ou est-ce que c'est dans l'intérêt de la nature ? Je voudrais savoir si c'est dans l'intérêt bassement économique, bassement, enfin non il faut vivre, mais est-ce que le projet est économique touristique ou écologico touristique. Cela fait une différence. Car pour moi, si on est juste dans l'économie touristique on va avoir droit à des cohortes de touristes et de cars, qui seront là, juste pour voir la bête à lui filer du pain ou je ne sais quoi. Mais qui ne respecteront pas l'animal. Mais si on va faire de l'observation de chamois avec une sortie nature, où on prend le sac, on se lève bien tôt le matin, on transpire bien, on sue bien, et qu'on est récompensé par l'observation et bien ce n'est pas pareil. Donc si c'est juste un argument de vente supplémentaire, ce n'est pas terrible mais je comprends bien, on n'est pas dans des zones d'activités fortes* » (Com. pers. randonneur 44, Bauges, août 2011).

On observe que l'ensemble des points avancés ci-dessus font appel à un discours généraliste. L'individu s'externalise en parlant 1/ du collectif et non de l'individu, 2/ de l'autre (« le touriste ») par rapport à lui-même et 3/ en critiquant les déviations du système de l'économie de marché au lieu de s'interroger sur ses propres pratiques et leurs impacts. Cette distanciation qu'il prend avec son être au monde l'aide à mettre en mots ses représentations qui sont basées sur des perceptions *in situ* mais aussi sur un apprentissage concernant la manière « d'habiter la nature ». Cette notion d'habiter « *fait passer d'une morale du chacun-pour-soi-une-fois-pour-toutes à une éthique de l'espace (...)* : [il s'agit alors] *d'habiter le monde* [dans notre travail la nature où se déroule le récréotourisme faunique] *sans le rendre pour d'autres, pour tous les autres* [humains ou non-humains], *et pour soi-même, inhabitable* (Lévy et Lussault, 2003 : 442). Cette vision de l'espace s'inscrit dans une vision écocentrée proche des travaux d'A. Leopold (1933, 1949) et repris par Callicott (2010) menés sur l'éthique de la terre. Les préoccupations environnementales, les valeurs non matérialistes, l'approche philosophique sont des éléments prépondérants de cette approche. L'espace imaginé reste une sphère des idées et des mots. Or, en pratique, des décalages s'observent entre cette sphère idéale et les actions observées sur le terrain.

3.3.2. L'espace pratiqué : se servir de l'espace naturel pour réaliser ses désirs

Nous avons vu au chapitre 3 que la méthodologie adoptée visait à la fois à saisir le discours des acteurs lors de leurs pratiques et à observer leurs activités. Ce travail d'observation, de même que la rencontre d'un large panel d'acteurs, ont dévoilé plusieurs contradictions dans les visions du monde exprimées par les visiteurs chasseurs et randonneurs au cours de notre enquête. Ainsi, l'espace de la pratique est quelque peu différent de l'espace imaginé. Soulignons immédiatement que nous présentons ici les exemples les plus caractéristiques. Cela veut dire que l'écart entre espace imaginé et espace pratiqué varie fortement pour chaque individu. En fonction des sujets et des actions, les acteurs s'inscrivent dans les diverses éthiques vues préalablement. L'espace pratiqué présenté ci-dessous est celui où les contradictions des individus étaient les plus importantes. Malgré des éléments de discours insistant sur la vision écocentrée des participants au récréotourisme faunique, l'attitude des visiteurs sur le terrain a souligné la priorité donnée au bien être personnel. Les conséquences pour la faune sauvage passaient au second plan, témoignant d'une vision utilitariste du monde.

Le lien entre le temps du séjour et la territorialité des acteurs est un élément à prendre en compte pour comprendre comment le visiteur se positionne par rapport à la faune sauvage. Un lien s'observe ici entre le temps passé dans la région touristique et l'implication au sein de l'espace naturel¹⁰. Ils ont un objectif (la réalisation de leur activité récréotouristique) ; une fois celui-ci réalisé, la relation établie à l'environnement cesse. Par exemple, les chasseurs-touristes des Bauges choisissent de plus en plus les stages courts proposés par l'ONF. Ces stages centrés sur le prélèvement d'un animal ne laissent pas le temps aux visiteurs de se familiariser avec la problématique locale actuelle de diminution des populations de chamois (cf. chapitre 4 p. 174). L'information est peut être divulguée lors d'une action de chasse mais les chasseurs-touristes ne se sentent pas concernés dans la mesure où ils seront repartis 48 heures plus tard. En Gaspésie, une partie des chasseurs des réserves fauniques quitte la réserve une fois le gibier abattu, alors qu'ils pourraient encore rester pour terminer leurs séjours selon les dates initialement réservées (cf. chapitre 4). Un tel comportement souligne la vision utilitariste des acteurs qui, une fois servis, s'en retournent chez eux. Ce phénomène n'est pas propre à la chasse. L'exemple donné sur le détachement du visiteur concernant la situation du caribou de la Gaspésie est caractéristique (cf. chapitre 5 p. 249). Touristes de passage, les individus ne se sentent pas impliqués ni concernés par les animaux qu'ils ont la chance d'observer. Ils se détachent donc de toute responsabilité et en appellent aux individus compétents. Un randonneur explique « *Nous on n'a pas grand-chose à jouer, il faut juste les laisser tranquilles, les laisser tout seuls. Après c'est aux véto et aux gardes de s'en occuper* » (Com. pers. randonneur 87, Bauges, août 2011). Cette prise de distance avec la faune marque au final la faible conscience d'appartenance à la même communauté biotique. L'individu s'éloigne de l'éthique de la terre d'A. Leopold (1933, 1949) ; il ne souhaite pas s'impliquer dans le fonctionnement du système, mais simplement l'utiliser comme base à ses activités de loisirs. A. Franklin critique le tourisme de contemplation en notant « *qu'il n'y a rien*

¹⁰ Cette relation a notamment été démontrée par M. Duval au niveau des gorges de l'Ardèche (2007, chapitre 7).

dans ces expériences qui galvanise une relation permettant de se préoccuper sur le long terme. En effet, la prolifération des destinations demandant de l'attention peut seulement servir à créer une indifférence blasée à chaque lieu même si au-dessus de tout, les enjeux environnementaux sont soulevés »¹¹ (Franklin, 2008a : 41). Le travail de terrain que nous avons mené a montré que cette faible implication des randonneurs se traduisait par une méconnaissance des écosystèmes. Dans les Bauges, la plupart des randonneurs pensaient que les bouquetins étaient déjà présents sur le massif, alors qu'en Gaspésie, les randonneurs confondaient régulièrement les orignaux et les caribous.

Cet aspect utilitariste se retrouve plus directement lorsque l'individu s'oppose à certaines mesures car cela va à l'encontre de son plaisir personnel. Par exemple, des acteurs ayant clairement exprimé leur attachement au fonctionnement naturel des écosystèmes en soutenant le retour du loup dans les Alpes, en viennent à critiquer et refuser la présence des patous, chiens de protection pourtant nécessaires pour la protection des troupeaux face aux prédateurs. La présence de ces patous, parce qu'elle impose des contraintes à l'activité touristique, est rejetée. Or, en rejetant les patous, les touristes rejettent *in fine* le retour du loup.

Le comportement des acteurs envers la faune sauvage est aussi sujet à questionner la vision écocentrée de l'espace imaginé. En ce qui concerne les chasseurs, l'ensemble des acteurs interrogés avait un discours très respectueux de l'équilibre des écosystèmes, du respect des règles de gestion ... A plusieurs reprises, nous avons cependant été amenée à émettre des doutes concernant les pratiques de chasse des personnes interrogées. Dans les Bauges par exemple, lors des journées portes ouvertes de la RNCFS de mai 2012, une rencontre avec un agent de police de l'environnement nous a informée qu'il avait contrôlé quelques semaines plus tôt la chasse sur le massif. Quelle ne fut pas notre stupeur lorsqu'à l'évocation d'un problème de braconnage répété sur le massif, nous avons compris que le chasseur soupçonné n'était autre qu'une personne que nous avions préalablement interrogée. Personne qui, en plus d'avoir eu un discours convaincant sur le rôle fondamental du chasseur dans l'équilibre des écosystèmes, était impliquée dans les instances permettant une meilleure gestion du chamois sur le massif. Un autre exemple concerne les conversations saisies entre des guides de chasse au sein de la RNCFS au sujet des clients accompagnés. Ceux-ci relataient quelques sorties de chasse où, dans une harde d'animaux, ce n'était finalement pas le gibier désigné par le guide et correspondant au bracelet détenu qui avait été tué mais l'animal ayant le plus beau trophée. Ce dernier était d'ailleurs souvent blessé car, l'angle de tir choisi par le guide ne correspondait pas à l'animal tiré. Pour justifier une telle situation, le chasseur avançait alors qu'il y avait eu un problème de compréhension, ou qu'il s'était tout simplement trompé.

Enfin, le dernier exemple illustrant le fait que l'espace pratiqué est bien différent de l'espace imaginé du côté des chasseurs est gaspésien. Nous étions en train d'interviewer trois chasseurs touristes au sein d'une cabane de chasse de la réserve Chic-chocs depuis près de 40 minutes. Cela

¹¹ Traduit de "There is nothing about these experiences that galvanises a longer-term relation of care and, indeed, the proliferation of destinations clammering for attention may only serve to create a blasé indifférence to any one location, even if, overall, environmental concerns are raised".

faisait 3 jours qu'ils chassaient l'orignal dans la réserve. Ils venaient de réaliser leur chasse, ils étaient donc très satisfaits de leur séjour. Ils n'avaient pas trouvé nécessaire de prendre l'emploi d'un guide, considérant qu'ils pouvaient se débrouiller sans. La preuve : ils avaient « sécurisé » leur chasse. Nous avons terminé l'entretien et nous nous préparions à partir lorsque quelqu'un frappa à la porte. Un des guides de la réserve entra et expliqua qu'il venait pour le double abattage. Immédiatement, un des chasseurs acquiesça et emmena le guide dehors. Curieuse nous avons demandé ce qu'était un double abattage. Un des chasseurs nous répondit alors un peu gêné que c'était lorsque deux orignaux ont été tués alors qu'ils n'en avaient le droit qu'à un. Il se justifia alors en expliquant : « *On a fait un double buck, mais c'est un accident de chasse. On était en deux groupes de deux, on ne s'est pas entendu tirer et on a tiré dans un espace de 10 minutes* » (Com. pers. chasseurs réserve Chic-Chocs, Gaspésie, octobre 2011). Sans remettre en doute la véracité du déroulement de l'action, il est intéressant de noter qu'en 40 minutes d'entretien sur leur séjour de chasse, ces chasseurs n'avaient pas mentionné l'incident, même lorsqu'ils avaient raconté le succès de leur chasse. Obligés d'en parler en raison de l'intervention d'un élément extérieur, ils n'ont cependant pas souhaité s'étendre sur le sujet et ont mis fin à l'entretien.

Ces différents exemples poussent à rester prudent sur les données récoltées en interview. Ils permettent d'envisager l'espace pratiqué des chasseurs de manière critique. Nous avons déjà relevé que les comportements sociaux à l'égard de la gent féminine se transformaient dans le bois (cf. chapitre 4). Or, l'homme devenu chasseur évolue aussi dans sa relation à l'animal. Un chasseur interrogé a souligné ce point : « *le problème pour moi, j'ai l'impression que quand j'ai une arme, je ne fais pas de différence. Je change de comportement, j'ai toujours été comme cela. Là aujourd'hui, je peux aller avec mon appareil photo et mes jumelles et m'éclater. Par contre si j'ai une arme, je change...* » (Com. pers. chasseur sur le massif des Bauges, octobre 2011). Cette transformation liée à la prise de contrôle « *du sang noir* » sur l'homme (selon Hell, 2012) fait que même si l'homme a une vision écocentree de l'espace imaginé, le chasseur reste guidé par une vision utilitariste où ses actions sont principalement tournées vers l'assouvissement de ses désirs.

Une observation similaire apparaît en ce qui concerne les acteurs non-chasseurs. Pour notre travail de terrain, nous avons parfois été accompagnée par un membre de la famille ou des amis. A plusieurs reprises, nos accompagnateurs nous ont fait part de leur frustration de faire du terrain avec nous. Sachant le travail que nous effectuions, ils n'agissaient pas librement lors de la rencontre avec des animaux. Ils ne voulaient pas sous nos yeux adopter un comportement qui pouvait être jugé non respectueux de l'animal, en sortant des sentiers par exemple, ou en entrant dans une zone de protection spéciale. Ils ont justifié cette envie comme une attirance vive et non réfléchie qui les poussait à vouloir s'approcher d'un animal à tout prix lorsque celui-ci était vu.

Un exemple semblable s'est présenté lors d'une ballade de fin de journée avec un collègue travaillant au parc national de la Gaspésie. Sur le chemin, nous avons croisé un orignal couché dans l'herbe. La personne a commencé à prendre des photos puis a fait le commentaire suivant : « *c'est dommage que je travaille au parc car si je n'y travaillais pas et bien je m'approcherai bien pour ne plus avoir cette branche qui me gêne* » (extrait journal de terrain, juin 2011). Or nous étions sur un sentier particulièrement sensible aux comportements déviants des randonneurs,

où des panneaux rappelaient à intervalle régulier que pour le respect de la faune, les visiteurs n'avaient pas le droit de quitter le chemin.

Enfin, le dernier exemple concerne une observation de terrain opportune. Redescendant du massif du Trélod dans les Bauges, nous aperçûmes un randonneur en train de s'approcher d'un chamois qui était couché à quelques mètres du sentier sur un rocher. Le randonneur s'approcha en plusieurs étapes. Le chamois se leva. S'approchant encore, ce dernier finit par partir. Le chamois disparu, le randonneur revint sur le chemin pour continuer sa descente. Nous l'avions interviewé une heure plus tôt au sommet. Il avait déclaré : *« avec les animaux, il faut tenir une distance respectable, c'est-à-dire pour les respecter dans leur vie. Faire en sorte de respecter leur habitat naturel, mettre en place des mesures qui protègent leur habitat, même si on interdit l'accès aux gens, c'est sans appel. Après, pouvoir les observer [les chamois] un peu mieux, c'est bien car dans les jumelles on les voit petits. C'est un peu quand on voit des dauphins ou des baleines, quand la baleine est juste à côté, parfois on en a vu en prenant le bateau et elles étaient loin. Quand elles sont plus proches cela donne un peu plus de piquant. Mais, on n'est pas des acharnés, on ne court pas après non plus. On ne fait pas de la chasse photo. Si vraiment on veut voir, il y a plein de films, il y a plein de photos dans les magazines, ce n'est pas un acharnement. Ce n'est pas pour dire et raconter aux gens, on a vu ci, on a vu cela »* (Com. pers. randonneur 6, Bauges, août 2011).

Que ce soit pour la chasse ou la randonnée, des comportements similaires apparaissent : d'importantes contradictions entre ce qui est dit et l'action, même à quelques minutes d'intervalles, se dévoilent. Remettre en cause son action ou avouer des faits socialement condamnables est chose rare en entretien même si la méthode de l'entretien semi-directif vise à instaurer un climat de confiance qui permettrait à chacun de s'exprimer librement. C'est pourquoi, afin d'appréhender l'espace pratiqué, l'observation de terrain s'est avérée essentielle. Dans nos cas d'étude, l'apparition de l'animal a toujours été à l'origine de la sortie de l'espace imaginé pour entrer dans l'espace pratiqué. L'attirance pour se dernier est moteur de comportements interdits ou mal perçus par la société. Cette attirance presque incontrôlable pour les animaux est expliquée par B. Hell (2012) par le sang noir qui coule dans les veines du chasseur prédateur lors de la chasse. Cette image du sang noir peut ici être étendue aux acteurs non-chasseurs qui semblent sortir du domaine de la raison et de la rationalité lorsqu'ils sont confrontés à un animal qu'ils souhaitent mieux voir et prendre en photo. L'animal sert, pendant un bref moment, à la réalisation du désir personnel. La vision utilitariste sous-tend alors ces actions qui, même si elles sont ponctuelles pour la personne, constituent le quotidien à gérer pour les gestionnaires de territoire.

CONCLUSION DU CHAPITRE 7

L'objectif de ce chapitre était de questionner à l'échelle des individus, les rapports que l'homme entretient avec la faune sauvage au regard des activités du récréotourisme faunique.

Notre analyse a porté sur la définition du sauvage et les ajustements de cette notion en fonction des pratiques développées autour de l'animal. L'exemple du tourisme de vision développé autour des grands prédateurs a montré que la valorisation touristique tendait à faire sortir l'animal de la sauvagerie pour en faire un sauvage artificialisé. Ce sauvage artificialisée est accessible à l'homme qui apprécie ce rapport géré et contrôlé à la nature. A l'inverse, le sauvage naturel effraie et ne correspond pas aux attentes des individus. Les relations de l'homme à la nature sont ici codifiées. L'homme a des attentes au sujet du comportement animal. Une prise en charge des comportements fauniques jugés déviants a lieu s'ils ne correspondent pas aux représentations touristiques. Ainsi, on en vient à trouver des situations paradoxales où les animaux sauvages jugés et/ ou perçus trop proches de l'humain sont déconditionnés et les hommes éduqués. La relation hommes – animaux est alors déterminée et modelée par la gestion mise en œuvre. Les réflexions sur le sauvage artificialisé ont été approfondies par l'exemple de la chasse. Cette pratique établit des liens particuliers avec l'animal gibier. Etant donné les efforts de gestion développés pour maintenir les populations de gibier en bonne santé, les chasseurs s'approprient cette faune. L'animal gibier sort de la sphère du sauvage naturel et est pensé comme un sauvage artificialisé dont on peut prendre des photographies régulièrement pour montrer à ces amis transposant des comportements du domaine familial (montrer une photo d'un membre de sa famille par exemple) à l'animal (montrer la photographie du gibier présent sur son terrain). Ces pratiques observées au niveau des chasseurs ne sont pas sans rappeler celles du tourisme de vision, montrant par là-même un continuum de pratiques.

L'étude des rapports hommes – animaux a été prolongée par une analyse sur la manière dont l'homme pense ses interactions avec la faune sauvage. Nous nous sommes alors intéressée aux activités de chasse et aux représentations liées aux chasseurs. Nous avons notamment identifié deux types de représentations, non exclusive l'une de l'autre et régulièrement mobilisées par les chasseurs pour justifier leurs comportements et activités : l'image du « sportman » et celle du « bon sauvage ». Si les chasseurs sont partagés entre ces différentes représentations, les non-chasseurs se réfèrent aux chasses des peuples autochtones pour établir leur jugement de valeur sur les pratiques de chasse. Contrairement à notre hypothèse de départ selon laquelle nous pensions que les touristes de vision seraient en défaveur de cette pratique, il est apparu que la chasse était largement plébiscitée à condition qu'elle ait pour fonction la gestion des populations fauniques. La peur de la nature incontrôlable sous-tend ces discours qui présentent l'homme comme un régulateur du fonctionnement des écosystèmes. Notons que l'analyse a principalement porté sur les Bauges et la Gaspésie et que les réactions des touristes pourraient être différentes en ce qui concerne la chasse d'animaux charismatiques en Arctique comme l'ours polaire ou la baleine par exemple. Il serait intéressant de pouvoir creuser cette question à l'avenir en complétant le travail comparatif mené jusque là par des entretiens *in situ* avec des touristes venant visiter la communauté d'Arviat.

Cette réflexion sur la place de l'homme dans le fonctionnement des écosystèmes nous a conduite à interroger l'éthique environnementale des touristes enquêtés. Le décalage existant entre l'espace imaginé et l'espace pratiqué lors du récréotourisme faunique amène à reconsidérer la confiance accordée aux discours. D'un côté, les visiteurs affichent un attachement moral à l'intégration de l'homme à la nature en prônant une éthique écocentrée alors que sur le terrain, ils gardent une éthique utilitariste, l'attraction de l'animal étant alors trop importante pour rester cohérent avec leur discours. D'importantes dissonances apparaissent ici entre l'espace imaginé et l'espace pratiqué.

Au final, ce travail s'inscrit dans l'appel lancé par D. Fennell (2012 : 252), visant à construire un champ disciplinaire qui soit à la frontière des intérêts humains et fauniques. L'étude des relations établies entre chaque partie au travers des activités récréotouristiques mériterait d'être prolongée par de plus amples recherches en géographie des représentations et de l'émotion. Si l'enquête s'est concentrée sur les discours des acteurs sur la faune sauvage et les activités récréotouristiques qui lui sont liées *in situ*, il serait intéressant de coupler cette analyse avec une étude en lien avec la psychologie des addictions pour éclaircir les écarts entre les discours et les faits. De même, la compréhension des relations hommes / animaux dans le récréotourisme faunique serait à approfondir en prenant en compte le temps du quotidien et en s'intéressant, par l'intermédiaire de récits de vie, aux liens développés avec les animaux sauvages mais aussi avec les animaux domestiques. Cela permettrait de mieux définir et identifier l'éthique de chacun.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

L'étude systémique du récréotourisme faunique montre que pour comprendre les trajectoires de ce système, il est indispensable d'analyser les interrelations du système avec son environnement. Le récréotourisme faunique est en effet au cœur d'un système socio-écologique complexe qui s'avère déterminant dans le choix des pratiques développées autour d'une espèce (chasse et / ou vision). Ces pratiques mettent en scène l'animal et participent à créer les conditions de la rencontre. Dans le cadre du récréotourisme faunique en nature, la rencontre prend place dans un lieu pensé comme sauvage qui acquiert du sens, pour le visiteur de passage dont la territorialité est limitée, grâce à l'animal.

L'enquête a montré qu'il y avait une tendance à travers notamment le processus de patrimonialisation de la faune sauvage à afficher un attachement moral à « l'écologisation de la nature ». Des raccourcis sont cependant vite effectués entre la volonté de protéger la nature et la peur de la chasse. La chasse connaît de plus en plus de restrictions que ce soit dans les législations ou les mentalités. Un paradoxe apparaît : au niveau sociétal, la chasse est plutôt perçue négativement, alors qu'à titre individuel les différents visiteurs rencontrés se prononçaient en faveur de l'activité. L'étude de cette pratique à travers le récréotourisme est alors pertinente et permet d'identifier le type de chasse socialement dénoncé. Aussi, le fait de tuer un animal pour le plaisir reste globalement incompris. Par contre, l'utilité sociale de la chasse en tant que régulateur d'une nature envahissante est approuvée. De même, la chasse est perçue comme un moyen de se rapprocher de la nature et des valeurs traditionnelles si elle est pratiquée en signe de protestations à la société de consommation de viande industrielle. Elle est alors marqueur d'un mode de vie et d'une philosophie qui s'opposent aux dérives de la société moderne.

Dépassant les antagonismes entre tourisme de chasse et tourisme de vision, nous avons alors cherché à appréhender la philosophie des différents acteurs sur leur rapport à la faune sauvage. De nouvelles similitudes entre chasse et vision, s'inscrivant à la suite de celles relevées dans la deuxième partie, sont apparues en ce qui concerne :

1/ Une redéfinition du sauvage :

Les activités récréotouristiques de chasse et de vision participent à l'hybridation du sauvage. Nos travaux montrent une gradation en fonction de la mise en tourisme effectuée entre le sauvage artificialisé et le sauvage naturel. Tourisme de chasse et tourisme de vision sont alors des activités touristiques aux limites perméables, empruntant au registre de l'une et de l'autre. Par exemple, le rapport que les touristes ont lors de tourisme de chasse organisé en parc clôturé se rapproche de l'expérience du sauvage des touristes allant visiter les parcs où les animaux sont en semi-liberté. La frontière spatiale mais aussi mentale entre l'homme et l'animal est donc redéfinie par les activités

récréotouristiques qui, en donnant accès à la faune, questionne les équilibres, les concepts et les distances établies.

2/ Les comportements humains

Des similitudes entre récréotourisme de chasse et de vision apparaissent également dans le comportement ambivalent des individus vis-à-vis de la faune sauvage. D'un côté, chasseurs et randonneurs acceptent une limitation de leur liberté au profit du bon fonctionnement des écosystèmes et mobilisent une éthique écocentrée des relations homme / nature ; pour autant, ils refusent de restreindre leurs pratiques lorsqu'ils font face à un animal. Il y a donc « *une tension constante entre le désir de nature « sauvage » et le souhait de la voir aménagée pour la contemplation et la jouissance* » (Kalaora, 2001 : 595). Les manières d'être face à l'animal se caractérisent par des comportements irrationnels ce qui complique le travail des gestionnaires pour cadrer ce tourisme.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Après avoir rencontré des animaux de toutes sortes, de grands barbus bipèdes aux bêtes à poils se déplaçant à quatre pattes ; après bien plus de 10 000 mètres de dénivelés grimpés à la recherche de touristes ou encore de transports à bout de bras, le sourire crispé, de têtes d'originaux vers un charnier et ce afin de faire bonne figure devant nos enquêtés, il est temps de prendre une pause et de regarder ce que nous avons appris du récréotourisme faunique.

Au terme de cette recherche doctorale et compte tenu de l'approche comparative développée, il nous semble important de revenir sur les éléments clefs du système, ses enjeux et dynamiques afin d'établir l'état de nos réflexions actuelles en vue de pouvoir les prolonger dans de futures recherches.

1. INTERROGER LA NOTION DE RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE

Partant du constat que la faune sauvage est à la fois un révélateur des relations homme / nature et une entrée pertinente pour redéfinir ces relations, nous avons fait le choix d'aborder ce sujet sous l'angle de la faune en tant que ressource récréotouristique. Une approche systémique a alors été utilisée afin de saisir comment et pourquoi le récréotourisme faunique se formait et évoluait. Cette approche s'est avérée utile pour identifier les différents éléments constitutifs du récréotourisme faunique et contextualiser la « révélation » d'une ressource. Ces éléments pris dans leur individualité ne peuvent assurer l'émergence du récréotourisme faunique. L'activation de la ressource est donc fonction de l'agencement entre plusieurs facteurs :

1/ les demandes sociétales à l'égard de la faune ; celles-ci évoluent dans le temps. En effet, la faune sauvage n'apparaît plus comme une ressource nourricière indispensable à la survie des sociétés humaines occidentales. En contrepartie, les sociétés lui accordent de nouvelles valeurs et redéfinissent leur relation avec l'animal. Le phénomène de patrimonialisation de la faune sauvage, que nous avons observé à partir de deux études de cas sur l'ours polaire et le caribou de la Gaspésie, participe par exemple à créer les conditions sociétales favorables au développement de l'activité récréotouristique autour de l'animal dans la mesure où la patrimonialisation participe à l'appropriation. La patrimonialisation d'un animal co-évolue selon une grande diversité de trajectoires avec la reconnaissance du caractère charismatique de l'animal. La combinaison de ces deux éléments conduit à la création de nouvelles attentes du public à l'égard de la faune sauvage, précurseur du développement touristique.

2/ la répartition des populations fauniques dans l'espace ; l'animal dépend en effet d'un habitat qui évolue en fonction de différents forçages. Ces forçages sont naturels (changement climatique, transformation du couvert forestier) et / ou anthropiques (urbanisation, déforestations...). La répartition de la faune et les évolutions de cette répartition vont déterminer les pratiques humaines qui peuvent se développer et impacter en retour la répartition des animaux. Ainsi, au regard des

transformations de l'environnement, nous avons vu que la colonisation des terrains de montagne par de nouvelles espèces d'ongulés comme le cerf et de suidés comme le sanglier transformait les préférences de chasse des chasseurs locaux diversifiant la pratique de chasse au niveau local. De même, les projections en matière de changement climatique et de son impact sur les populations d'ours polaires font émerger de nouvelles destinations touristiques potentielles comme la communauté d'Arviat qui pourrait devenir la nouvelle capitale de l'ours polaire par rapport à Churchill située plus au sud.

3/ Les jeux d'acteurs et leurs perceptions. Pour qu'il y ait ressource, il faut une reconnaissance de l'animal comme telle. En effet, à travers l'exemple du caribou de la Gaspésie, nous avons vu que cette appréciation était contingente et dépendait de l'utilité sociale attribuée par les individus à l'animal. En fonction des schèmes perceptifs de chacun, l'apport d'aménités perçu par les différents acteurs permettra (ou non) la reconnaissance de l'animal comme ressource. Cette activation et changement de statut impliquent dès lors une mise en réseau des acteurs voulant faire émerger cette ressource, une organisation de l'espace à cet effet (création de sentiers ou de zones de chasse), tout en s'accompagnant de création de services (comme par exemple, le développement de services de guidage).

L'interaction continuelle entre ces différents éléments entraîne des rétroactions au sein du système récréotourisme faunique. Ces dynamiques conduisent à la reproduction du système (l'accroissement des populations d'originaux permet le maintien du tourisme de chasse par exemple), à sa bifurcation (la création du parc national de la Gaspésie au profit du caribou de la Gaspésie a permis de créer un tourisme de vision alors que le tourisme de chasse a pris fin quelques années plus tard avec la fermeture de la chasse sur cette espèce) ou à sa fin (si l'ours polaire se raréfie ou disparaît en raison des changements climatiques, le tourisme faunique autour de l'espèce s'arrêtera).

Ces éléments constitutifs du système ressource récréotourisme faunique identifiés, le travail comparatif a également permis de mettre en avant les dynamiques liées à l'émergence de cette ressource. Le développement différencié du tourisme d'observation dans les Bauges, en Gaspésie et au Nunavut a montré que « l'activation » de la ressource récréotourisme faunique ne reposait pas forcément sur les mêmes acteurs. En effet, les études de cas de la Gaspésie et du Nunavut insistent sur le rôle de l'offre touristique où ce sont les acteurs du territoire qui se saisissent de cette ressource potentielle en vue de produire un développement économique local. L'exemple des Bauges est différent et montre que l'activation de la ressource est venue de la demande qui a imposé aux gestionnaires d'organiser peu à peu l'activité et les conditions de la rencontre hommes-animaux.

L'étude de ces dynamiques nous a dès lors amenée à interroger les différentes pratiques constitutives du récréotourisme faunique et notamment les jeux de concurrences entre divers usages à l'égard de la faune, chacun étant révélateur d'une territorialisation spécifique.

2. LA FAUNE SAUVAGE RÉVÉLATRICE DE LA TERRITORIALISATION DES ACTEURS

Les jeux de concurrence entre différentes pratiques sont de deux ordres. Tout d'abord, cela rejoint la traditionnelle distinction entre activités consomptives et non-consomptives, correspondant respectivement aux pratiques de chasse et de vision. Le deuxième jeu de concurrence porte sur la dualité de territorialisation entre le regard du local et celui du visiteur extérieur, qualifié négativement de « touriste ».

Afin de traiter la dualité entre activités consomptives et non-consomptives, nous avons fait le choix de placer notre regard de manière critique face aux idées reçues qui associent la chasse à une activité négative pour la faune sauvage en raison des prélèvements directs qu'elle suppose, alors que le tourisme de vision est régulièrement assimilé à de l'écotourisme. Plusieurs auteurs ont déjà remis en cause la distinction entre ces différentes activités (Fennell, 2012 ; Méletis et Campbell, 2007 ; Tremblay, 2001). Notre étude des dynamiques récréotouristiques a permis de confirmer la superficialité de cette dichotomie. D'un point de vue spatial, nous avons pu observer comment le tourisme de chasse pouvait être un préalable indispensable au tourisme de vision. L'étude du développement du tourisme d'observation à l'original au sein de la réserve faunique de Matane a montré comment les infrastructures développées pour la chasse mais aussi la promotion territoriale de cette activité et la clientèle qui l'accompagne pouvaient être utilisées pour la mise en œuvre du tourisme de vision. Des dynamiques similaires furent observées au sein de la communauté d'Arviat où la construction du tourisme d'observation de la faune s'appuie en partie sur les infrastructures et le réseau d'acteurs du tourisme de chasse.

Inscrivant nos travaux dans cette critique du dualisme, nous avons inversé les postulats. Nous avons essayé de voir dans quelle mesure le tourisme de chasse pouvait être une activité écotouristique au sens d'une activité durable pour le développement local. De même, nous avons analysé les activités d'observation au regard de leurs impacts sur les populations animales. Que ce soit pour l'une ou l'autre de ces pratiques, il est apparu qu'on était en présence non pas de deux usages de la faune avec d'un côté un usage négatif et l'autre positif pour les espèces fauniques mais plutôt d'un continuum de pratiques et de pratiquants plus ou moins encadrés et gérés par les gestionnaires du territoire à travers l'organisation spatiale mise en œuvre pour ces activités. Le rôle de la gestion et la philosophie dans laquelle s'effectue cette dernière sont ici déterminants dans la mesure où ils encadrent les effets territorialisants du récréotourisme faunique, que celui-ci soit considéré comme consomptif ou non. Si des politiques restrictives d'accès à l'espace (interdiction d'accès) ou de limitation de la chasse (quotas) créent les conditions favorables à la durabilité du système, ce sont les actions en faveur de l'éducation des visiteurs qui permettent à ces derniers de développer leur réflexivité par rapport à leur utilisation de la faune sauvage. Cette conclusion va dans le sens des travaux d'Orams pour qui l'éducation est source de conservation des espèces (cf. chapitre 2 p. 74). En effet, nous avons vu que l'éducation permettait de promouvoir une chasse durable auprès des chasseurs qui apprennent à mieux connaître le gibier et les besoins nécessaires à son renouvellement. L'éducation permet également de sensibiliser le promeneur sur

son impact et le pousse à prendre en compte le paysage de la peur de l'animal et donc à garder une certaine distance d'observation afin de limiter le dérangement. De plus, c'est par l'éducation que de nouvelles valeurs indispensables à la conservation de la faune peuvent se transmettre. *In fine*, l'éducation participe à la reconnaissance de la valeur patrimoniale d'une espèce sauvage, processus identifié par notre travail comme étant à même d'assurer la durabilité du système et ce, quelque soit l'usage développé.

Nous allons plus loin dans les réflexions et montrons que l'éducation, en plus de cet acte de sensibilisation, offre un moyen de mieux comprendre les enjeux du territoire, ce qui crée des passerelles cognitives pour le visiteur entre le fait d'être d'ailleurs (« l'outsideness ») pour s'insérer même temporairement dans l'ici (« l'insideness »). Une condition nécessaire à cet effet est le mode de passation des informations transmises par une rencontre à la fois des acteurs de terrain mais aussi par l'expérience physique du territoire. Ainsi, c'est parce que les visiteurs appréhenderont, par leurs corps et leur cinq sens, l'animal et son habitat qu'ils seront plus à même de comprendre les discours en faveur d'une conservation de la faune sauvage dans l'exercice de leurs activités. Notons tout de même que cette approche de la territorialité touristique du récréotourisme faunique a ses limites. La territorialité touristique reste, malgré les efforts déployés par les gestionnaires, détachée des problématiques locales. La plupart des visiteurs se sent peu impliquée dans le territoire, ces derniers réaffirmant leur territorialité attachée à l'ailleurs. L'exemple du caribou de la Gaspésie a ainsi montré que les randonneurs sensibilisés étaient en faveur de mesures de protection mais se sentaient impuissants à agir en raison de leur incompetence, la responsabilité du problème étant alors renvoyée aux scientifiques. Versant français, l'analyse a révélé un phénomène similaire lorsque nous avons abordé la thématique du loup. Les visiteurs remettaient en cause leur légitimité à se prononcer sur l'acceptation de cette espèce sur le territoire et en appelaient à consulter les acteurs locaux. La territorialité touristique, malgré les programmes de sensibilisation et d'éducation qui permettent d'atténuer cette tendance, reste détachée des problématiques du territoire.

Face à cette territorialité touristique des tensions avec les acteurs locaux apparaissent. Ces derniers s'opposent à une marchandisation des éléments caractéristiques de leur territoire comme la faune sauvage, introduite par la mise en œuvre d'activités touristiques. L'exemple du tourisme de chasse est en cela caractéristique. Que ce soit dans les Bauges ou en Gaspésie, le tourisme de chasse est critiqué par les chasseurs locaux qui refusent de partager la ressource faunique avec des individus extérieurs. Le terrain du Nunavut apporte un regard extérieur. Si au sein de la littérature des critiques au tourisme de chasse se rapprochant de ce qui se passe dans les Bauges et en Gaspésie ont été relevées, cette activité semble soulever de moins en moins d'oppositions. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une telle activité ne se développe que si l'association de chasse locale regroupant l'ensemble des chasseurs du village donne son accord. Il y a donc consultation avec chaque personne intéressée avant de développer l'activité touristique. De plus, le gouvernement donne une priorité à la chasse locale, *via* l'attribution de quotas de chasse ou des zones de chasse accessibles aux chasseurs autochtones. Le travail au Nunavut est tout de même resté limité sur cette

question et mériterait des approfondissements, notamment sur la question de la constitution des réseaux de chasse sportive. En effet, les communautés inuit fonctionnent beaucoup sur le système de la parenté. Les entrepreneurs inuit du tourisme de chasse sont plus à même d'employer comme guide ou aide-guide de chasse un frère ou un cousin, ou même une personne relevant de son groupe d'appartenance. Les habitants d'Arviat se divisent par exemple en neuf groupes d'appartenance différents (Tyrrell, 2005), et des tensions peuvent exister entre ces différents groupes. En raison de contraintes logistiques, le travail effectué au sein de la communauté n'a pas pu approfondir ce questionnement. Il serait ici intéressant de développer la réflexion afin de déterminer dans quelle mesure le groupe d'appartenance peut jouer sur l'implication dans le développement touristique de la communauté et voir si des oppositions existent à l'activité touristique.

3. LES INTERACTIONS HOMMES / ANIMAUX

De manière transversale, l'analyse du récréotourisme faunique sur nos différents terrains d'études met en lumière différentes facettes des relations que les hommes entretiennent avec la faune sauvage.

Tout d'abord, la faune sauvage s'inscrit comme une récompense à l'activité pratiquée. Que ce soit le chasseur ou le randonneur, l'appréhension physique du terrain est un élément pris en compte dans la manière de voir l'animal. En effet, le bon ou le mauvais visiteur se caractérise en partie par l'effort développé sur le terrain pour réussir à rencontrer l'animal. Le temps d'attente avant la rencontre et l'effort physique déployé sont alors gages d'une conduite vertueuse du visiteur qui mérite ce qu'il est venu chercher. Dans nos études de cas, il s'agit soit de la mise à mort de l'animal, soit de son observation / prise en photographie. L'animal est alors perçu comme un cadeau.

Deux hypothèses peuvent ici être avancées pour expliquer ce rapport à la faune sauvage sous l'angle de la récompense. A l'instar de la cosmologie traditionnelle des peuples autochtones, le visiteur semble attribuer une agentivité à l'animal. Ce dernier ferait alors « don de lui-même » en récompense aux efforts déployés pour la rencontre. Une seconde hypothèse insiste au contraire sur la fonction d'objet de l'animal, qui est alors perçu comme un dû dont l'absence frustre le visiteur. Si cette question nécessiterait de plus amples approfondissements sur le système de représentation des acteurs afin de se prononcer avec plus de certitude, notre travail sur les contradictions entre l'environnement imaginé et l'environnement pratiqué tend à montrer que nous nous inscrivons plutôt dans la deuxième interprétation. La condition d'objet de l'animal ressort au travers des comportements subversifs ou inavouables des interviewés qui donnent une priorité à leur accomplissement personnel sur le respect de la faune sauvage.

Dans un second temps, le travail réalisé revient sur le caractère sauvage des animaux et analyse dans quelle mesure celui-ci est perçu et modelé par l'activité touristique. Sur ce point, nos travaux interrogent les effets de distance. Aussi, qu'elle soit d'ordre métrique et/ou comportementale, la distance de l'animal avec l'homme est l'élément constitutif du sauvage. C'est parce que l'animal

se positionne loin de l'homme qu'il est sauvage. Le récréotourisme faunique fait en cela figure d'intermédiaire dans la mesure où il vise à rapprocher l'homme de l'animal afin de satisfaire les désirs du premier sans pour autant mettre en danger les deux parties. Cependant, en diminuant la distance, l'activité touristique participe à son propre désenchantement car l'animal proche de l'homme perd de sa sauvagerie et par là-même de son attrait. Cet attrait repose alors en partie sur le plaisir ressenti lors de la transgression des espaces occupés par chacun. Cette transgression se doit toutefois de rester unilatérale, autrement dit de l'homme vers l'espace occupé par les animaux, car à l'inverse, lorsque l'animal sauvage entre dans l'espace perçu comme anthropique, sa présence est malvenue.

Notre travail a par ailleurs montré que le récréotourisme, en organisant la relation des hommes à la faune sauvage, crée un sauvage hybride paradoxalement recherché par les visiteurs. En effet, à travers l'exemple des grands prédateurs, nous avons vu que le récréotourisme faunique participait à une mise en scène de l'animal sauvage qui modifiait les perceptions anthropiques de la sauvagerie, rendant cette dernière acceptable. Ainsi, l'animal sauvage est apprécié dans un environnement sécurisé et contrôlé.

4. APPORTS ET LIMITES DE LA RECHERCHE COMPARATIVE

Notre travail contient plusieurs enseignements au niveau de la méthodologie comparative. Tout d'abord, nous avons montré qu'à partir du moment où la comparaison portait sur des processus à l'œuvre, il était possible de comparer des terrains d'études très différents. L'étude des processus autour du récréotourisme faunique passe dès lors par l'identification de thématiques de recherche qui sont analysées au regard des différents terrains. En effet, si les dynamiques du récréotourisme au sein de chaque terrain d'études s'inscrivent dans des caractéristiques spatiales, historiques, culturelles et socio-économiques propres, leur confrontation a permis d'affiner nos réflexions sur des thématiques transversales comme la notion de ressource, la patrimonialisation de la faune sauvage, le caractère sauvage de l'animal ou encore la territorialisation du tourisme faunique. La comparaison a ainsi permis de mettre en perspective les observations d'un terrain par rapport à un autre. Celles-ci ont alors pris du sens dans une analyse globale, dépassant les spécificités de chaque étude de cas.

Cette réflexion sur les processus permet dès lors de dépasser les limites rencontrées au niveau de la récolte des données. Chaque travail de terrain impose en effet une adaptation aux conditions locales qui vont influencer les données collectées. Malgré cette différence dans le jeu de données, notre comparaison a du sens car nous avons une même méthodologie de travail pour chaque terrain. Le récréotourisme faunique a ainsi été apprécié par 1/ une analyse diachronique nous amenant à consulter les archives du territoire afin de collecter des informations en lien avec notre sujet d'études, 2/ une compréhension des enjeux locaux et actuels de cette activité investiguée par

un travail d'entretiens et d'observations, enfin 3/ l'appréhension des pratiques récréotouristiques traitées par un travail d'observation réflexif mené *in situ*.

Au final, l'approche comparative a été pertinente pour identifier les moteurs et les freins à l'activité récréotouristique autour de la faune sauvage, l'observation des dynamiques territoriales liées à cette activité et la compréhension des philosophies sous-jacentes aux différentes pratiques. La comparaison entre les Bauges et la Gaspésie a permis une analyse entre deux espaces marqués par des pratiques récréotouristiques très similaires, tant au point de vue de l'organisation territoriale de ces pratiques que des acteurs impliqués. L'ajout du Nunavut a élargi le cadre comparatif en permettant de décentrer le regard de l'aire culturelle étudiée. Bien que la comparaison n'ait pas été symétrique, l'apport de ce terrain a ouvert les questionnements et les perspectives de recherche sur notre thématique.

5. LES PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Au terme de ce travail, différentes perspectives de recherche s'ouvrent sur la thématique du récréotourisme faunique tout comme sur le travail comparatif.

5.1. Mieux connaître le récréotourisme faunique

L'approche globale du récréotourisme faunique a permis de montrer que les tourisms de chasse et d'observation n'étaient pas forcément si différents. Cette posture s'est faite au détriment d'une recherche plus spécialisée sur l'une ou l'autre de ces pratiques. Ainsi, il serait possible d'approfondir les questionnements sur le tourisme de chasse et de vision pris dans leur individualité, sans perdre de vue l'intérêt de leur croisement.

1/ Sur le tourisme de chasse :

- l'étude socio-économique de l'impact de ce tourisme sur le territoire serait à approfondir. En effet, le réseau d'acteurs ne se réduit pas aux guides et aux chasseurs. L'importance des élevages de chiens de chasse et de sang par exemple mais aussi les métiers comme la taxidermie pourraient être intégrés à l'analyse afin d'avoir une appréhension des impacts économiques plus exhaustive de ce tourisme de niche.

- le suivi des mêmes acteurs sur leur terrain de chasse local et lors d'un séjour de chasse touristique serait également intéressant pour établir une meilleure compréhension de ces deux activités et des conduites respectives.

2/ Sur le tourisme d'observation :

- un travail sur la spécialisation des touristes à l'égard de la faune pourrait être mené en fonction des différents espaces fréquentés. Il serait intéressant au sein d'une même zone géographique, la

France par exemple, de voir si il y a une segmentation du tourisme faunique entre parcs nationaux, parcs naturels régionaux et réserves naturelles. De même, un travail systématique mené avec des biologistes pourrait confronter la spécialisation des touristes avec leur approche de la faune en termes de fréquence, de distance et d'impacts sur l'animal.

- l'étude de la philosophie des acteurs à l'égard de la faune sauvage serait aussi à approfondir, en étudiant le construit socioculturel de chaque philosophie. Un travail plus anthropologique à partir de récits de vie permettrait de répondre à ce type de questionnements.

Que ce soit pour la chasse ou l'observation, il serait également intéressant de mettre en œuvre un travail interdisciplinaire entre la géographie et la biologie afin d'approfondir le travail de recherche sur la thématique des changements globaux en zone de montagne. L'évolution des milieux de montagne au regard des transformations écologiques et anthropiques impacte fortement la ressource faunique. Une analyse globale s'intéressant à la fois aux dynamiques territoriales liées à l'arrivée de nouveaux animaux mais aussi de nouvelles activités pourrait être menée afin d'interroger des processus interactifs. Ainsi, il serait intéressant de croiser les données sur la colonisation de nouvelles espèces avec le développement de nouveaux usages, l'apparition de conflits, ou encore la mise en place d'organisations territoriales spécifiques. Par exemple, les études sur les mouvements de populations de cerfs et de sangliers pourraient être couplées avec la mise en œuvre de nouvelles stratégies de chasse de la part des sociétés de chasse locales. En matière touristique, l'étude pourrait également porter sur le croisement de données socio-économiques et perceptives liées au développement de pratiques récréotouristiques comme le trail ou le ski de randonnée avec des études sur l'impact de ces activités sur le stress animal et la répartition spatiale des espèces.

5.2. Approfondir le rôle de l'importance des contextes culturels ...

La comparaison avec le Nunavut n'a été que partielle et de nombreux questionnements au regard de ce terrain restent en suspens. En plus des perspectives de recherche préalablement citées, le travail sur le récréotourisme faunique au sein de la communauté d'Arviat pourrait être approfondi par un travail d'enquête mené auprès des populations touristiques permettant de mieux connaître la sociologie des visiteurs, leurs attentes et leurs critiques par rapport au programme écotouristique développé par la communauté. En parallèle, l'analyse porterait sur l'adaptation organisationnelle de ce programme, le discours délivré par les Inuit sur la faune sauvage en présence de visiteurs et l'implication des différents acteurs inuit dans cette activité économique. Ces différents volets permettraient d'approfondir les effets rétroactifs entre le développement du tourisme faunique et les relations des Inuit à la faune sauvage, au territoire et à l'appréhension de l'ailleurs.

Il serait également intéressant de suivre dans le temps l'évolution des activités mises en œuvre au regard de celle des populations fauniques et des mesures encadrant ces dernières. En ce qui concerne l'ours polaire par exemple, les quotas de chasse attribués à la communauté d'Arviat

ont été augmentés à l'automne 2011, permettant de réouvrir la chasse sportive sur cette espèce. Quelle stratégie de long terme est alors adoptée par les différents acteurs locaux ? Une priorité va-t-elle être donnée au tourisme de chasse ou de vision ? Quels sont les effets retours sur l'état des populations animales ?

Enfin des questionnements plus larges, pouvant s'étendre à d'autres communautés arctiques, sur l'activité touristique et/ ou le lien à la faune sauvage mériteraient d'être analysés. Deux axes de recherche se dessinent :

1/ L'intégration des activités touristiques à l'environnement socio-économique local : il serait intéressant d'analyser l'organisation du tourisme dans les communautés et de voir l'importance de cette activité par rapport aux activités de chasse et de pêche traditionnelles. Est-ce que le tourisme entraîne une nouvelle hiérarchisation de la société inuit ? Quels sont les acteurs impliqués dans le développement touristique ? Comment cette activité est-elle perçue par les habitants locaux non-intégrés au tourisme ? Une comparaison de l'activité touristique avec d'autres secteurs d'activités économiques des communautés tels que le secteur minier serait aussi intéressante. On analyserait alors les conséquences socio-économiques, culturelles et environnementales de ces deux secteurs. On placerait au centre de l'étude les acteurs locaux afin de connaître leurs préférences, leurs craintes, les avantages et inconvénients perçus pour chaque activité.

2/ L'évolution des rapports homme / faune sauvage dans un environnement socio-écologique dynamique : les transformations de l'environnement arctique sont rapides et de nouvelles espèces font leur apparition près des communautés. Par exemple, l'aire de répartition du grizzly s'étend de plus en plus au nord, alors que les migrations aviaires deviennent difficiles à prévoir. Il serait intéressant de prolonger nos travaux sur les relations hommes / animaux dans cet environnement arctique afin de comprendre comment chacun redéfinit sa place face à ces transformations. Quelle place attribuer aux nouvelles espèces ? Des processus similaires à ceux observés dans le massif des Bauges au sujet des préférences de chasse vont-ils apparaître ? Quelle relation chaque génération va-t-elle établir avec la faune dans cet environnement changeant ?

Au final, les perspectives de recherche du récréotourisme faunique sont vastes et stimulantes. Elles montrent toute la qualité heuristique d'une telle thématique, qui interroge fondamentalement les relations homme / environnement.

Bibliographie

Bibliographie

Suite au référencement, par ordre alphabétique des ouvrages consultés, le lecteur trouvera un inventaire des documents consultés auprès de diverses instances dans le cadre de cette recherche. Ces derniers sont classés par zone géographique. Pour la France, les documents ont été classés selon les organismes où ils ont été consultés. Pour le Québec et le Nunavut, le classement est thématique. Chaque section ou sous section dispose d'un code de référencement permettant de retrouver plus facilement le document lorsque celui-ci est cité dans le corps du texte.

DICIONNAIRE

BRUNET, R., FERRAS, R., THÉRY, H., 1992. *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*. Reclus - La documentation française.

DORTIER, J.-F., 2011. *Dictionnaire des sciences humaines*. Editions Sciences Humaines.

GREGORY, D., JOHNSTON, PRATT, G., MICHAEL J., WATTS, WHATEMORE, S., 2009. *The dictionary of human geography 5th ed.* Wiley- Blackwell

LE PETIT ROBERT, 2011. SNL, LE ROBERT.

LÉVY, J. ET LUSSAULT, M., 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin.

A

ACHARD, P., 1994. L'écriture intermédiaire. *Communications*, 58 (1), 149–156.

ABBADIE, L., LATELTIN, E., 2004. Biodiversité, fonctionnement des écosystèmes et changements globaux, In BARBAULT, R., CHEVASSUS-AU-LOUIS, B., TEYSSÈDRE, A., (DIR), *Biodiversité et changements globaux*, Paris : ADPF, 80–99.

ADAMS, B., 2009. Sportman's shot, Poacher's pot: Hunting, local people and the history of conservation. In DICKSON, B., HUTTON, J., ADAMS, B., (dir), *Recreational hunting, conservation and rural livelihoods: science and practice*, Blackwell Publishing LTD, 127–140.

AMOAMO, M., BOYD, S., 2005. Shifting images: an historical and contemporary view of tourism development in the Northwest Territories of Canada. *Tourism and Hospitality Planning & Development* 2, 1–15.

AMUNDSEN, R., 1909. *Le Passage du Nord-Ouest*. Paris, Hachette, 223 p.

A.N.C.G.G., 1990. *Le grand gibier : les espèces, la chasse, la gestion*. Paris, Hatier, 324 p.

ALPHANDÉRY, P., FORTIER, A., 2008. *Les enjeux d'une gestion durable de la faune sauvage, La mise en œuvre des ORGFSH en France*, Communication au Colloque SFER «Chasse, territoires et développement durable : Outil d'analyse, enjeux et perspectives», 19 p.

ALPINUS (Henry-Frédéric Faige-Blanc, dit) 1874. *La chasse alpestre en Dauphiné*. Grenoble.

ALTENDORF, K.B., LAUNDRÉ, J.W., LÓPEZ GONZÁLEZ, C.A., BROWN J.S., 2001. Assessing effects of predation risk on the foraging behavior of mule deer. *Journal of Mammalogy* 82, 430–439.

- ANDERSON, K., 2003. *Handbook of Cultural Geography*, Londres : SAGE, 612 p.
- ANDERSON, M.J., 1991. Problems with tourism in Canada's eastern Arctic. *Tourism Management*, 12, 209–220.
- ANISIMOV, O., VAUGHAN, D.G., CALLAGHAN, T., FURGAL, C., MARCHANT, H., PROWSE, T.D., VILHJALMSSON, H., WATSH, J.E., 2007. Polar regions (Arctic and Antarctic). In PARRY, M.L., CANZIANI, O.F., PALUTIKOF, J.P., VAN DER LINDEN, P.J., HANSON, C.E., (DIR.), *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of working group II to the fourth assessment report of the intergovernmental panel on climate change*, Cambridge, Cambridge University Press, 653–685.
- ANONYME, 1982. *Plan d'aménagement, phase 1 et 2 - Documents d'analyse - secteur Matane*, Document de travail- archives Sépaq. Pages ? ville ?
- ANTOMARCHI, V., 2009. Tourisme, identité et développement en milieu inuit : le cas de Puvirnituq au Nunavik. *Téoros*, 28 (1), 52–60.
- ANTOMARCHI, V., 2010. La création du parc National des Pingualuit au Nunavik (Nord Québec), une promotion touristique révélatrice de divergences d'opinions, In LASLAZ, L., GAUCHON, C., DUVAL-MASSALOUX, M., HÉRITIER, S., *Espaces protégés, acceptation sociale et conflits environnementaux*, Collection EDYTEM, 10, 101–112.
- ARBORIO, A.-M., FOURNIER, P., 2008. *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*. 2^e édition refondue, Paris : A. Colin, 128 p.
- ARLETTAZ, R., PATTHEY, P., BALTIC, M., LEU, T., SCHAUB, M., PALME, R., JENNI-EIERMANN, S., 2007. Spreading free-riding snow sports represent a novel serious threat for wildlife. *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences*, 274 (1614), 1219–1224.
- ARMITAGE, D., BERKES, F., DALE A., KOCHOSCHELLENBERG E., PATTON, EVA., 2011. Co-management and the co-production of knowledge: Learning to adapt in Canada's Arctic. *Global Environmental Change*, 21 (3), 995–1004.
- ARNAUD, A.J., 2005. Chercheur et décideur au coude à coude : un modèle de gouvernance, In SOLINIS, G., (DIR). *Construire des gouvernances : entre citoyens, décideurs et scientifiques*, PIE-Peter Lang, 165–186.
- ARNAUDUC, J.P., 2008. Les schémas départementaux de gestion cynégétique au prisme du territoire et du développement durable. Colloque SFER «Chasse, Territoires et Développement durable : Outils d'analyse, enjeux et perspectives», 8 p.
- ARNOULD, P., GLON, É., 2005. *La nature a-t-elle encore une place dans les milieux géographiques ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 270 p.
- ASCHAN-LEYGONIE, C., 2000. Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux. *L'espace géographique*, 1, 64–77.
- AUBERTIN, C., 1996. Heurs et malheurs des ressources naturelles en Amazonie brésilienne. *Cahiers des Sciences humaines*, 32 (1), 29–50.
- AUBERTIN, C., BOISVERT, V., VIVIEN, F.-D., 1998. La construction sociale de la question de la biodiversité. *Nature Sciences Sociétés*, 6 (1), 7–19.
- AUBERTIN, C., 2000. L'ascension fulgurante d'un concept flou. *La recherche*, 333, 84–87.
- AUMILLER, L.D., MATT, C.A., 1994. Management of McNeil River State Game Sanctuary for Viewing of Brown Bears. *Bears: Their Biology and Management*, 9, 51–61.

B

- BAER, L.D., BUTLER, D.R., 2000. Space-Time Modeling of Grizzly Bears. *Geographical Review*, 90 (2), 206–221.
- BAILLY, A., 1985. Distances et espaces : vingt ans de géographie des représentations. *Espace géographique*, 14 (3), 197–205.
- BALLANTYNE, R., PACKER, J., HUGHES, K., 2009. Tourists' support for conservation messages and sustainable management practices in wildlife tourism experiences. *Tourism Management*, 30 (5), 658–664.
- BALLANTYNE, R., PACKER, J., SUTHERLAND, L.A., 2011. Visitors' memories of wildlife tourism: Implications for the design of powerful interpretive experiences. *Tourism Management*, 32(4), 770–779.
- BALLOUARD, J.-M., 2010. *Espèces charismatiques, espèces locales et serpents en éducation à l'environnement - Evaluation sur dix pays de la perception des enfants à protéger la faune et importance de l'expérience de terrain*. Thèse en sciences de l'environnement, Université de Poitiers, 269 p.
- BANKES, N., LEE, D.S., 2009. The legal framework for the conservation hunting of polar bears in Nunavut. In: FREEMAN, M., FOOTE, L., (DIR), *Inuit polar bears and sustainable use: local, national and international perspectives*, CCI Press, University of Alberta, 199–213.
- BANVILLE, D., 1985. Les réserves fauniques, Collection réflexion et recherches (21), n° spécial sur le patrimoine de demain, 13 p.

- BAUBET, E., 1998. *Biologie du sanglier en montagne : biodémographie, occupation de l'espace et régime alimentaire*. Thèse de Doctorat en biologie, Université Lyon 1, 281 p.
- BARATAY, É., 2010. Les socio-anthropologues et les animaux. *Sociétés*, **108** (2), 9–18.
- BARATAY, É., 2011. Le Christianisme et l'Animal : Une Histoire Difficile. *Ecozon@: European Journal of Literature, Culture and Environment*, **2**(2), 120–138.
- BARNES, J., BURGESS, J., PEARCE, D., 1992. Wildlife tourism. IN SWANSON, T.M., BARBIER, E.B., *Economics for the wilds: wildlife, wildlands, diversity and development*, London : earthscan, 136–151.
- BARRÈRE, C., BARTHÉLÉMY, D., NIEDDU, M., VIVIEN, F.D., (DIR), 2005. *Réinventer le patrimoine : de la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine ?* Paris, L'Harmattan, 337 p.
- BARRES, D., BOISSON, J.M., COLSON, F., 1999. Mesures agri-environnementales. Quel bilan ? Quelles perspectives ? *Économie rurale*, **249**, 3–5.
- BIGNELL, E.M., 1912. (1983) *La vie quotidienne en Gaspésie au début du siècle*. Ottawa, Eds de la Sham, 164 p.
- BARBAULT, R., 1994. *Des baleines, des bactéries et des hommes*. Paris, O. Jacob, 327 p.
- BARBAULT, R., CHEVASSUS-AU-LOUIS, B., TEYSSÈDRE, A., (DIR). 2004. *Biodiversité et changements globaux*. Paris, ADPF, 241 p.
- BARBAULT, R., CHEVASSUS-AU-LOUIS, B., 2004. Biodiversité et crise de croissance des sociétés humaines : l'horizon 2010, IN BARBAULT, R., CHEVASSUS-AU-LOUIS, B., TEYSSÈDRE, A. (DIR)., *Biodiversité et changements globaux*. Paris, ADPF, 8–23.
- BEAUD, S., WEBER, F., 2003. *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. Nouvelle édition, Paris: Éd. la Découverte, 357 p.
- BEETON, S., 2006. *Community development through tourism*. Collingwood, VIC: Land Links.
- BÉLANGER, J., DESJARDINS, M., FRÉNETTE, Y., HÉTU, B., 1999. *Histoire de la Gaspésie*. Presses de l'Université Laval, 798 p.
- BELAÏDI N. (dir) 2012. *Eau et sociétés : enjeux de valeurs. Les ambivalences du droit face à la complexité de l'environnement*. Bruxelles : ed. Bruylant, 256 p.
- BENHAMMOU, F., 2007. *Crier au loup pour avoir la peau de l'ours: une géopolitique locale de l'environnement à travers la gestion et la conservation des grands prédateurs en France*. Thèse de doctorat, École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, Paris, France, 639 p.
- BENHAMMOU, F., COQUET, M., 2008. La restauration de l'Ours brun (*Ursus arctos*) dans les Pyrénées françaises : entre politique environnementale et crise-mutation du monde agricole. *Norois*, **208**, 75–90.
- BENHAMMOU, F., 2010. L'inscription au patrimoine mondial de l'humanité. *Revue Tiers Monde*, **202**, 113–130.
- BENNETT, C.F., 1960. Cultural Animal Geography: An Inviting Field of Research. *The Professional Geographer*, **12**(5), 12–14.
- BENNETT, J., ROWLEY, S., 2004. *Uqalurait : an oral history of Nunavut*. Montréal & Kingston London Ithaca : Mc gill queen's university press, 527 p.
- BÉRARD, L., MARCHENAY, P., 1998. Les procédures de patrimonialisation du vivant et leurs conséquences. In: Poulot D. (Dir.), *Patrimoine et modernité*, L'Harmattan, Paris, 159–170.
- BERDOULAY, V., CASTRO, I., GOMÈS, P., 2001. L'espace public entre mythe, imaginaire et culture. *Cahiers de géographie du Québec*, **45**(126), 413–428.
- BERKES, F., 2008. *Sacred Ecology*. Routledge, 313 p.
- BERKES, F., ARMITAGE, D., 2010. Co-management institutions, knowledge, and learning: Adapting to change in the Arctic. *Études/Inuit/Studies*, **34**(1), 109–131.
- BERQUE, A., 2009. *Écoumène, Introduction à l'étude des milieux humains*. Belin, 446 p.
- BERQUE, A., 2010. Le sauvage construit. *ethnologie française*, **40** (4), 589–596.
- BERQUE, A., 2011. Le rural, le sauvage, l'urbain. *Études rurales*, **187** (1), 51–61.
- BESCHTA, R., RIPPLE, W., 2011. Are wolves saving Yellowstone's aspen? A landscape-level test of a behaviorally mediated trophic cascade - Comment. *Ecology*. doi:10.1890/11-0063.1.
- BESSE, J.M., 2004. Le postmodernisme et la géographie. Éléments pour un débat. *L'espace géographique*, **33**(1), 1–5.
- BLANC, N., COHEN, M., 2002. L'animal: une figure de la géographie contemporaine. *Espaces et sociétés*, **110-111** (3), 25–40.
- BLANCHET, A., 2007. *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*. 2e édition refondue, A. Colin, Paris, 126 p.
- BLANDIN, P., 2010. *Biodiversité l'avenir du vivant*. Albin Michel, Paris, 263 p.
- BLANDIN, P., & GROUPE SCIENCES EN QUESTIONS (FRANCE) 2009. *De la protection de la nature au pilotage de la biodiversité. Conférence-débat organisée par le Groupe sciences en questions, Paris, Inra, 4 octobre 2007*. Editions Quæ, Versailles, 122 p.
- BLANGY, S., MCGINLEY, R., LEMELIN, R.H., 2010. Recherche-action participative et collaborative autochtone. *Téoros*, **29**(1), 69-80.

- BLANGY, S., 2010. *Co-construire le tourisme autochtone par la recherche action participative et les technologies de l'information et de la communication*. Thèse de doctorat, Université Paul Valéry Montpellier III, 542 p.
- BLANGY, S., 2011. ECOTRAD: Aboriginal ecotourism in the Arctic: a collaborative research project between the caribou Inuit and the Saami reindeer herders. Communication présentée à la conférence internationale « Mondes Polaires », Paris, 26-28 janvier 2011.
- BOBBÉ, S., 1970-2001. Hommes domestiques et loisirs sauvages. *Ruralia. Sciences sociales et mondes ruraux contemporains* (09 ?).
- BOBBÉ, S., 2001. Les nouvelles cultures du sauvage ou la quête de l'objet manquant. État de la question. *Ruralia*, 7, 159-176.
- BOBBÉ, S., 2004a. Présentation. *Communications*, 76 (1), 5-15.
- BOBBÉ, S., 2004b. Gestions faunistiques, cultures des sauvages et brouillage des catégories. *Communications*, 76(1), 203-220.
- BOBBÉ, S., 2006. Du projet de zonage aux mesures T. Conceptions divergentes de gestion territoriale des loups dans l'arc alpin. *Revue de géographie alpine*, 94 (4), 111-118.
- BOBBÉ, S., 2009. Les animaux, objets et acteurs de la gestion environnementale. *Hors collection*, 171-186. In Raphaël Larrère, Bernadette Lizet, Martine Berlan-Darqué (eds), *Histoire des parcs nationaux. Comment prendre soin de la nature ?*, Paris, QæS, 2009 : 187-204.
- BOILEAU, F., 1993. Utilisation de l'habitat par l'ours noir (*Ursus americanus*) dans le parc de conservation de la Gaspésie. Thèse de M. Sc., Université Laval. Québec. 55 p.
- BONDI, L., 2005. Making connections and thinking through emotions: between geography and psychotherapy. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 30 (4), 433-448.
- BONNEMAISON, J., 1999. *Le territoire, lien ou frontière ?* L'Harmattan, 315 p.
- BÖRGER, L., DALZIEL, D.B., FRYXELL, J.M., 2008. Are there general mechanisms of animal home range behaviour? A review and prospects for future research. *Ecology letters* 11, 637-650.
- BOUCHER, P., 1664. *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France, vulgairement dite le Canada*. Paris : Florentin Lambert.
- BOUCHER, Y., 2008. *Dynamique de la forêt du Bas-Saint-Laurent depuis le début de l'exploitation forestière (1820-2000)*. Thèse de doctorat en sciences de l'environnement, Université de Rimouski, 113 p.
- BOUISSET C., DEGRÉMONT, I., SEVILLA, J., 2010. Le patrimoine naturel aquitain vu du Web : discours, valeurs, fonctions. *Revue Sud-Ouest Européen*, 30, 85-98.
- BOUSSIN, L., 2006. *Société et animal : contrôler la grande faune sauvage*. Thèse doctorat de géographie à l'Université de Limoges, Faculté des Lettres et Sciences humaines, 435 p.
- BOURDEAU, P., 2003. *Territoires du hors quotidien dans les sociétés contemporaines. Le cas du tourisme sportif de montagne et de nature*. HDR de géographie, UJF-Grenoble, 267 p.
- BOURDEAU, P., BERTHELOT, L., 2008. Tourisme et Décroissance : de la critique à l'utopie ?, First international conference on Economic De-growth for Ecological Sustainability and Social Equity. Paris : April 18-19th 2008, 78-86.
- BOYLE, S.A., SAMSON, F.B., 1985. Effects of Nonconsumptive Recreation on Wildlife: A Review. *Wildlife Society Bulletin*, 13 (2), 110-116.
- BOZON, M., CHAMBOREDON, J.-C., 1980. L'organisation sociale de la chasse en France et la signification de la pratique. *Ethnologie française*, 10 (1), 65-88.
- BOZONNET, J.-P., 1992. *Des monts et des mythes: l'imaginaire social de la montagne*. Grenoble (France) : Presses universitaires de Grenoble, 294 p.
- BRIASSOULIS, H., 2002. Sustainable tourism and the question of the commons. *Annals of Tourism Research*, 29(4), 1065-1085.
- BRIÈRE, R., 1957. *Le tourisme en Gaspésie*. Thèse de géographie, Université de Montréal, 88 p.
- BROUILLETTE, 1934. *La chasse des animaux à fourrure au Canada*. Gallimard, 205 p.
- BRUNEAU DE MIRÉ, P., 2005. Réserve de biosphère du Pays de Fontainebleau. Un observatoire de la biodiversité des arthropodes : bilan et perspectives. *Le Courrier de la Nature*, 221, 25-31.
- BRYAN, B.A., 1997. A Generic Method for Identifying Regional Koala Habitat using GIS. *Australian Geographical Studies*, 35(2), 125-139.
- BRYANT, C., 1999. Community change in context. In PIERCE, J.T., DALE, A., *Communities, development and sustainability across Canada*, UBC Press, 69-89.
- BRYANT, C., COFSKY, S., 2004. *Politiques publiques en développement économique local : comparaison internationale des approches, des programmes et des outils*. Rapport de recherche soumis à Développement Économique Canada, 112 p.
- BRYANT, C., COURCIER, S., DOMON, G., 2009. Le maintien des activités. In Domon, G., (Dir), *Le paysage humanisé au Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, 95-133.

- BRYANT, C., 2009. Rural Economic Development: Critical Reflections on the Record and Potential Directions. In DOUGLAS, D., (Dir.), *Rural Planning and Development in Canada in the 21st Century : Challenges and Opportunities in the Context of Globalization*, Nelson Education, 33–84.
- BUCK, E.H., 2009. Polar bears: proposed listing under the endangered species act. In FREEMAN M., FOOTE L., (Dir.), *Inuit, polar bears and sustainable use: local, national and international perspectives*, CCI Press, 81–94.
- BULBECK, C. 2005. *Facing the wild, ecotourism, conservation and animal encounters*. Routledge, 336 p.
- BULLER, H., 2013. Animal geographies I. *Progress in Human Geography*.
- BUREL, F., BAUDRY, J., 1999. *Ecologie du paysage. Concepts, méthodes et applications*. Editions TEC & DOC, 359 p.
- BURGAT, F., 1997. *La protection de l'animal*. PUF, 126 p.
- BURGAT, F., 2008. Dualismes. *Techniques & Culture. Revue semestrielle d'anthropologie des techniques*. **50**, 164–181.
- BURNS, G.L., HOWARD, P., 2003. When wildlife tourism goes wrong: a case study of stakeholder and management issues regarding dingoes on Fraser Island, Australia. *Tourism management* **24** (6), 699–712.
- BUTLER, R., HINCH, T., 2007. *Tourism and indigenous peoples: issues and implications*. Oxford, Burlington, Mass: Butterworth-Heinemann.
- BUTLER, R., HINCH, T., 2012. *Tourism and Indigenous Peoples*. Taylor & Francis, 399 p.
- C**
-
- CADMAN, L., 2009. Nonrepresentational Theory/ Nonrepresentational Geographies. In Kitchin R., Thrift N. (Eds) *International Encyclopedia of Human Geography*, **7**, 456–63. London: Elsevier.
- CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A., 2004. *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, EDES, 298 p.
- CALLICOTT, J.B., 2010. *Ethique de la terre*, Wildproject, 315 p.
- CALLON, M., LATOUR, B., 2006. Le grand Léviathan s'appriivoise-t-il. In AKRICH M., CALLON M., LATOUR B., *Sociologie de la traduction—Textes fondateurs*, Ecole des Mines de Paris, 11–32.
- CANADA, 1977. *Au pays des glaces éternelles : îles de baffin, parc Auyuittuq*, L'étincelle, 221 p.
- CARRIÈRE, J.B., LEQUIN, M., 2007. La gouvernance et la mise en valeur des territoires fauniques au Québec : une conjonction stratégique. In LEQUIN, M., SARRASIN, B., (Dir.), *Tourisme et territoires forestiers : vers de nouvelles perspectives de mise en valeur*. Presses de l'Université du Québec, 23–55.
- CARRIÈRE, S., 1992. *Préparation à la mise en place d'une zone à fréquentation réglementée dans le parc national de la Vanoise*. Maîtrise de géographie Université Paul Valéry Montpellier 3, 113 p.
- CARO, T., ENGLISH, A., FITZHERBERT, E., GARDNER, T., 2004. Preliminary assessment of the flagship species concept at a small scale. *Animal Conservation*, **7**(1), 63–70.
- CARON, A., 1968. Les monts notre-Dame, *Cahiers d'histoire n°3*- La société historique de la Côte-du-sud, La Pocatière. 29 p.
- CATLIN, J., JONES, T., NORMAN, B., WOOD, D., 2010. Consolidation in a wildlife tourism industry: the changing impact of whale shark tourist expenditure in the Ningaloo coast region. *International Journal of Tourism Research*, **12** (2), 134–148.
- CATLIN, J., JONES, R., JONES, T., 2011. Revisiting Duffus and Dearden's wildlife tourism framework. *Biological Conservation*, **144** (5), 1537–1544.
- CHANVALLON, S., 2013. Les relations humains/animaux. Carnets de géographes (5), [en ligne] http://www.carnetsdegeographes.org/PDF/rech_05_01_Chanvallon.pdf, consulté le 20 / 03/ 2013.
- CHARDONNET, P., (Dir.), 1995. *Faune Sauvage Africaine, la ressource oubliée* - Tome 1, CEE/IGF, 416 p.
- CHARLEZ, A., 2007. Les réserves de chasse et de faune sauvage : des origines aux statuts actuels. *Faune sauvage*, **278**, 93–98.
- CHAUMIER, S., 2008. Quand les objets s'animent. *Techniques & Culture. Revue semestrielle d'anthropologie des techniques*, **50**, 144–163.
- CHEVRIER, T., MICHALLET J., JOUD, D., PLANCHERON F., LOPEZ, J.F., MIGUET, R., 2007. L'observatoire de la grande faune et de ses habitats. *Faune sauvage*, **275**, 23–28.
- CHILD, B., 2002. Review of African wildlife and livelihoods: The promise and performance of community conservation. *Nature*, **415**, 581–582.
- CHIVA, I., 2008. Sciences de l'homme et patrimoines naturels. *Techniques & Culture. Revue semestrielle d'anthropologie des techniques*, **50**, 16–39.
- CHIVALLON, C., 1999. *Géographies et contextes*. In CHIVALLON, C., RAGOUET, P., SAMERS, M., (dir.), discours scientifiques et contextes culturels, MSHA, Talence, 19–26.
- CHIVALLON, C., 2004. Débattre autour du postmodernisme : commentaires de textes choisis. *L'Espace géographique*, **33** (1), 43–58.
- CHOI, H.C., MURRAY, I., 2010. Resident attitudes toward sustainable community tourism. *Journal of sustainable tourism*, **18** (4), 575–594.

- CLARK, C.W., 1973. The economics of overexploitation. *Science*, **181**, 630–634.
- CLAVAL, P., 2008. La géographie culturelle dans les pays anglophones, *Annales de géographie* **660-661** (2), 8–26.
- CLERGEAU, P., LELAY, G., MANDON-DALGER, I., 2006. Intégrer les analyses géographiques, écologiques et sociales pour gérer la faune sauvage. In LEGAY, J.M., (DIR.) *L'interdisciplinarité dans les sciences de la vie*, Quae, 103–113.
- CLEWELL, A.F., ARONSON, J., 2010. *La restauration écologique: principes, valeurs et structure d'une profession émergente*. Actes Sud, Arles, France, 340 p.
- COHEN, E., 2009. The Wild and the Humanized: Animals in Thai Tourism. *Anatolia*, **20**(1), 100–118.
- COLLETIS, B., PECQUEUR, B., 2005. Révélation de ressources spécifiques et coordination située. *Revue Economie et Institution*, (6-7), 16 p.
- COLLIGNON, B., 1999. Les fondements territoriaux de l'identité Inuit d'hier et d'aujourd'hui. In BONNEMAISON, J., CAMBRÉSY, L., QUINTY-BOURGEOIS, L., (Dir.) *Les territoires de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 93-109.
- COLLIGNON, B., 2003. Quelle géographie pour le territoire inuit ? In HURET, P., (Dir.) *Les Inuit de l'Arctique canadien*, Québec, CIDEF-AFI (Université Laval), 35–48.
- COLLIGNON, B., 2006. *Knowing places: the inuinnait landscapes, and the environment*. CCI press, 304 p.
- COLLIGNON, B., STASZACK, J.F., 2004. Que faire de la géographie postmoderniste ? *L'espace géographique*, **38** (1), 38–42.
- COLLISON, R., (DIR.) 1867. *The Three voyages of Martin Frobisher in search of a passage to Cathaia and India by the North-West, A.D. 1576-8*. Hakluyt Society Works.
- COLTON, J.W., 2005. Indigenous tourism development in northern Canada: Beyond economic incentives. *The Canadian Journal of Native Studies*, **25**(1), 185–206.
- CONDON, R.G., COLLINGS, P., WENZEL, G., 1995. The Best Part of Life: Subsistence Hunting, Ethnicity, and Economic Adaptation among Young Adult Inuit Males. *ARCTIC* **48** (1), 31–46.
- CORCELLE, J., 1903. Les Alpes de Savoie: faune, flore, phénomènes physiques. Chambéry, Perrin, 66 p.
- CORMIER-SALEM, M.C., JUHÉ-BEAULATON, D., BOUTRAIS, J., ROUSSEL, B. 2002. *Patrimonialiser la nature tropicale: dynamiques locales, enjeux internationaux*. Paris, France: IRD éd., 467 p
- CORTI, R., SAINT-ANDRIEUX, C., DUBRAY, D., 2009. La situation des ongulés de montagne en France : nouvelle mise à jour. *Faune sauvage* **289** (4), 50–51.
- CORLESS, G., 1999. *Community-based tourism planning and policy: The case of the Baffin region, Nunavut*. Mémoire de maîtrise, McGill University, Montréal, 145 p.
- COSSON, F., 2007. L'animal médiateur de l'humain. *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, **XIII** (30), 71–88.
- COTÉ, G., 2010. Façonner le sauvage : la gestion de la grande faune au Québec des années 1930 à nos jours. In MORICEAU, J.M., MADELINE, P., (DIR.) *Repenser le sauvage grâce au retour du loup : les sciences humaines interpellées*. Bibliothèque du pôle rural : Presses universitaire de Caen, 187–197.
- COURCHAMP, F., ANGULO E., RIVALAN P., HALL R.J., SIGNORET, L., 2006. Rarity Value and Species Extinction: The Anthropogenic Allee Effect. *PLoS Biol* **4** (12), e415. doi:10.1371/journal.pbio.0040415
- COURTIN, É., LECHAUX, B., ROULLAUD, É., 2012. Démêler les fils du récit comparatif. *Revue internationale de politique comparée*, **19** (1), 7–17.
- COURTOIS, R., OUELLET, J.-P., GINGRAS, A., DUSSAULT, C., BRETON, L., MALTAIS, J., 2001. *Changements historiques et répartition actuelle du caribou au Québec*. Société de la faune et des parcs du Québec. Direction de la recherche sur la faune. Québec. 43 p.
- COURTOIS, R., OUELLET, J.-P., GINGRAS, A., DUSSAULT, C., BRETON, L., MALTAIS, J., 2003. Historical Changes and Current Distribution of Caribou, Rangifer tarandus, in Quebec. *The Canadian Field-Naturalist*, **117** (3), 399–414.
- COUTURIER, S., 1984. *L'utilisation des salines par l'original et du cerf de Virginie dans la réserve faunique de Matane*. Thèse de Msc, Université Laval, Faculté des Sciences et de Génie, 326 pages.
- CRESSWELL, T., 1996. *In Place-Out of Place: Geography, Ideology, and Transgression*. University of Minnesota Press, 210 p.
- CRÊTE, M., 1973. *Etude de la population d'original de la réserve Matane*. In CRÊTE, M., *Plan d'action pour le développement de l'original au Québec*. Direction de la faune terrestre, Ministère du Loisir de la chasse et de la pêche, Archives sépaq.
- CRONON, W., 2009. Le problème de la wilderness, ou le retour vers une mauvaise nature. *Ecologie & politique*, **38** (1), 173–199.
- CROZAT, D., FOURNIER, S., 2005. De la fête aux loisirs : événement, marchandisation et invention des lieux. *Annales de géographie*, **643** (3), 307–328.
- CUGNASSE, J.M., GAREL, M., MAILLARD, D., DALERY, G., TREILHOU J.P., DUBRAY, D., 2006. Fermeture du milieu et chasse au trophée : effets à long terme sur une population de mouflon. *Faune sauvage*, **273**, 28–35.

- CURTIN, S., 2005. Nature, Wild Animals and Tourism: An Experiential View. *Journal of Ecotourism*, **4** (1), 1–15.
- CURTIN, S., 2009. Wildlife tourism: the intangible, psychological benefits of human-wildlife encounters. *Current Issues in Tourism* **12** (5), 451–474.
- CURTIN, S., 2010a. The self-presentation and self-development of serious wildlife tourists. *International Journal of Tourism Research*, **12** (1), 17–33.
- CURTIN, S., 2010b. What makes for memorable wildlife encounters? Revelations from ‘serious’ wildlife tourists. *Journal of Ecotourism*, **9** (2), 149–168.
- ## D
-
- DAL’SECCO, E., 2009. *Le chamois*. Artémis, Paris, 63 p.
- DALLA BERNARDINA, S., 1996. *L’utopie de la nature. Chasseurs, écologistes et touristes*. Imago, 304 p.
- DALLA BERNARDINA, S., 2001. La nature sauvage et ses consommateurs : le *Game Fair*. *Ethnologie française*, **31** (4), 681–694.
- DALLA BERNARDINA, S., 2011. *Le retour du prédateur mises en scène du sauvage dans la société post-rurale*. Presses universitaires de Rennes, 132 p.
- DANIEL, D., 1981. Dogan (Mattei), Pelassy (Dominique) - La comparaison internationale en sociologie politique : une sélection de textes sur la démarche du comparatiste. *Revue française de science politique*, **31** (4), 814–816.
- DAUPHINÉ, A., 2003. *Les théories de la complexité chez les géographes*. Anthropos - Diff. Economica : Paris, 248 p.
- DAVIES, J.L., 1961. Aim and Method in Zoogeography. *Geographical Review*, **51** (3), 412–417.
- DAWSON, J., MAHER, P.T., SLOCOMBE, D.S., 2007. Climate change, marine tourism and sustainability in the Canadian Arctic: contributions from systems and complexity approaches. *Tourism in marine environments*, **4** (2-3), 69–83.
- DAWSON, J., STEWART, E.J., LEMELIN, H., 2010a. The carbon cost of polar bear viewing tourism in Churchill, Canada. *Journal of sustainable tourism*, **18** (3), 319–336.
- DAWSON, J., STEWART, E., SCOTT, D. 2010b. Climate change and polar bear viewing: a case study of visitor demand, carbon emissions and mitigation in Churchill, Canada. In HALL, C.M., SAARINEN, J., (Eds.), *Tourism and Global Change in Polar Regions*, Routledge.
- DE CHAPONAY., H., 2005. Vers des gouvernances démocratiques ? Rôles des acteurs associatifs dans la prise de décision. In SOLINIS G. (dir.) *Construire des gouvernances : entre citoyens, décideurs et scientifiques*, PIE-Peter Lang, 187–216.
- DEBARBIEUX, B., 2001. Les montagnes: représentations et constructions culturelles, in Les montagnes: représentations et constructions culturelles. In VEYRET Y. (dir.) *Les montagnes : discours et enjeux géographiques*, SEDES : Paris.
- DEBARBIEUX, B., VANIER, M., GUIGOU, J.-L., 2002. *Ces territorialités qui se dessinent, La Tour d’Aigues*. Éd. de l’Aube, DATAR (Bibliothèque des Territoires), 267 p.
- DEFAUCONPRET, A.-J.-B., ROSS, J., PARRY, W.E., 1819. *Voyage vers le pôle Arctique dans la baie de Baffin, fait en 1818, par les vaisseaux de sa Majesté L’Isabelle et l’Alexandre commandés par le capitaine Ross et le lieutenant Pany, pour vérifier s’il existe un passage au Nord-Ouest de l’Océan Atlantique dans la mer Pacifique...* Gide fils : Paris, 290 p.
- DELFOUR, J., 2011. *Le partage des territoires entre hommes et petits carnivores dits « nuisibles »*. Thèse de géographie Université de Clermont-Ferrand.
- DELISLE, M.A., 2008. Élaboration et mise en œuvre d’un concept de développement touristique et culturel à Kimmirut, Nunavut. In KATIA, I., (DIR), *Le tourisme indigène en Amérique du Nord*. Paris, L’Harmattan, 115–132.
- DELORD, J., 2005. La « sauvagerie » : un principe de réconciliation entre l’homme et la biosphère. *Natures Sciences Sociétés*, **13**(3), 316–320.
- DEMELLO, M., 2010. *Teaching the animal: human-animal studies across the disciplines*, New York, Lantern Books, 429 p.
- DE MONTGOLFIER J., 1990, La gestion patrimoniale des ressources naturelles. In JEUDY, H.P., (DIR.), *Patrimoines en folie*, conférences du séminaire «Patrimoines» tenu en 1987-1989 au Collège international de philosophie, éditions de la MSH, coll. Ethnologie de la France, cahier 5, 21–27.
- DEPRAZ, S., 2008. *Géographie des espaces naturels protégés - genèse, principes et enjeux territoriaux*. Paris, A. Colin, 320 p.
- DÉRIOZ, P., GRILLO, X., 2006. Un demi-siècle de présence du mouflon dans le massif du Caroux (Hérault) : de l’expérience naturaliste à la gestion du territoire et à la valorisation de la ressource. *Revue de Géographie Alpine* **4**, 27–45.
- DESCOLA, P., 2004. Le sauvage et le domestique. *Communications*, **76** (1), 17–39.
- DESMARAIS, V., BÉLANGER, L., 2006. Un cadre d’évaluation du tourisme de nature durable en forêt publique québécoise. *Téoros*, **25** (3), 14–20.
- DEVANNE, A.-S., LE FLOCH, S., 2008. L’expérience esthétique de l’environnement : une tension sociopolitique entre l’ordinaire et l’extraordinaire ? *Natures Sciences Sociétés*, **16** (2), 122–130.
- DEWSBURY, J.D., HARRISON, P., ROSE, M., WYLIE, J., 2002. Enacting geographies. *Geoforum* **33** (4), 437–440.

- DICKSON, B., HUTTON, J., ADAMS, B., 2009. *Recreational hunting, conservation and rural livelihoods: science and practice*. Blackwell Publishing LTD, 383 p.
- DI MÉO, G., 1990. De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe. *Espace géographique*, **19** (4), 359–373.
- DI MÉO, G., 1994. Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle. *Espaces et sociétés*, 78, 16–34.
- DI MÉO, G., 1998. *Géographie sociale et territoires*. Nathan, 320 p.
- DI MÉO, G., 2008. La géographie culturelle : quelle approche sociale ? *Annales de géographie*, **660-661** (2), 47–66.
- DI MÉO, G., 2008. Processus de patrimonialisation et construction des territoires. In *Regards sur le patrimoine industriel*, Actes du colloque « Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser », 12-14 septembre 2007, Poitiers-Châtelleraut, 87–109.
- DJAMENT, G., 2005. La construction de l'« éternité romaine ». *Echelles et temporalités* **69**, 85–102.
- DOMAS-DESCOS, A. 2012. Exercice du droit de chasse et droit de propriété. *Économie rurale*, **327-328** (1), 114–125.
- DOMON, G., 2009. *Le paysage humanisé au Québec*. Les Presses de l'Université de Montréal, 363 p.
- DOLIQUE, L., 2007. *Risques globaux et développement durable : fausses pistes et vraies solutions*. L'Harmattan, 115 p.
- DORTIER, J.F., GOLDBERG, J., STASZAK, J-F., 2005. Y a-t-il une géographie du territoire animal ? Café géo du 22 mars 2005, http://www.cafe-geo.net/article.php?id_article=612, consulté le 19/11/2010
- DOWSLEY, M., 2007. *The development of multi-level governance for the management of polar bears in Nunavut Territory, Canada*. Thèse de doctorat de géographie, Université Mc Gill, 187 p.
- DOWSLEY, M., WENZEL, G., 2008. The time of the most polar bears: a co-management conflict in Nunavut. *Arctic*, **61** (2), 177–189.
- DOWSLEY, M., 2009. Inuit-organised polar bear sport hunting in Nunavut territory, Canada. *Journal of Ecotourism* **8** (2), 161–175.
- DOYON, M., BRYANT, C.R., 2004. Le rôle de la culture dans le développement d'un espace touristique en milieu périurbain : Etude de cas de la région métropolitaine de Montréal. In RAMSEY, D., BRYANT, C., (DIR), *The structure and dynamics of rural territories : geographical perspectives*, Brandon University, 12–27.
- DRESSLER, W.H., BERKES, F., MATHIAS, J., 2001. Beluga hunters in a mixed economy: Managing the impacts of nature-based tourism in the Canadian western Arctic. *Polar Record*, **37** (200), 35–48.
- DUBIED, A., GERBER, D., FALL, J., 2012. *Aux frontières de l'animal : mises en scène et réflexivité*. Librairie Droz, 269 p.
- DUFFUS, D.A., DEARDEN, P., 1990. Non-consumptive wildlife-oriented recreation: A conceptual framework. *Biological Conservation*, **53** (3), 213–231.
- DUFUMIER, M., 2006. Biodiversité et agricultures paysannes des Tiers-Mondes. *Annales de géographie* (651), Armand Colin, 550–568.
- DUMONT, A., 1993. *Impact des randonneurs sur les caribous (Rangifer Tarandus Caribou) du parc de conservation de la Gaspésie*. Thèse de maîtrise en science, Université Laval, 86 p.
- DUNLAP, T.R., 1988. *Saving America's wildlife: ecology and the American mind, 1850-1990*. Princeton University press, 1991, 222 p.
- DUPUIS, S., 2009. *Reconstitution de la composition des forêts préindustrielles du sud-est du Québec à partir des archives d'arpentages (1846-1949)*. Mémoire de maîtrise en gestion de la faune et de ses habitats, Université de Rimouski, 86 p.
- DUPRÉ, G., 1996. Y-a-t-il des ressources naturelles ? *Cahiers des sciences humaines*, 32, 17–27.
- DUPRÉ, S. 2009. Les croisières touristiques dans l'Arctique canadien. *Téoros*, **28** (1), 39–51.
- DURAND, M.G., 1997. Un « système montagne » réinventé : le développement durable dans les Alpes françaises ou la nouvelle gestion globale des territoires / A new-fashioned/up-to-date/new/ « mountain system » : sustained development in the French Alps or the new global territorial management. *Revue de géographie alpine*, **85** (2), 157–172.
- DURKHEIM, É., 1895. *Les règles de la méthode sociologique*. 12^e éd., Paris: Presses universitaires de France.
- DUVAL, M., 2007. *Dynamiques spatiales et enjeux territoriaux des processus de patrimonialisation et de développement touristique : étude comparée des gorges de l'Ardèche et du karst slovène*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Savoie, 513 p.
- DUVAL, M., 2013, Place et fonctions de la patrimonialisation de la nature dans les espaces protégés. Enseignements à partir du massif de l'uKhahlamba-Drakensberg, Afrique du Sud. *VertigO*, Hors Série n°16 « Patrimonialiser la nature »
- DYCK, M.G., BAYDACK, R.K., 2004. Vigilance behaviour of polar bears (*Ursus maritimus*) in the context of wildlife-viewing activities at Churchill, Manitoba, Canada. *Biology Conservation*, 116, 343–350.

E

- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (FRANCE) 1993. *L'Aménagement de l'espace rural: rapports de séminaires*. Paris: La Documentation française, 581 p.
- EDNARSSON, M., 2006. Attitudes towards large carnivores and carnivore tourism among tourism entrepreneurs in Sweden. *Revue de géographie alpine* **94** (4), 58–67.
- ELISSALDE, B., 2000. Géographie, temps et changement spatial. *Espace géographique*, **29** (3), 224–236.
- EMEL, J., URBANIK, J., 2010. Animal geographies: Exploring the spaces and places of human-animal encounters. In DEMELLO, M., (DIR.) *Teaching the Animal: Human Animal Studies Across Disciplines*. New York: Lantern Press, 202–217.
- ENGGIST-DUBLIN, P., INGOLD, P., 2003. Modelling the impact of different forms of wildlife harassment, exemplified by a quantitative comparison of the effects of hikers and paragliders on feeding and space use of chamois *Rupicapra rupicapra*. *Wildlife Biology*, **9** (1), 37–45.
- ESTEBANEZ, J., 2006. Les jardins zoologiques et la ville : quelle nature pour le biodôme de Montréal ? *Annales de géographie*, 652, 708–731.
- ESTEBANEZ, J., 2010. *Les zoos comme dispositif spatial: pour une géographie culturelle de l'animalité*. Thèse de doctorat, Université de Genève, département de géographie, 411 p.
- ESTEBANEZ, J., GOUALBAULT, E., MICHALLON, J., 2013. Où sont les animaux ? Vers une géographie humanimale. *Carnets de géographes*, 5.
- ETIENNE, S., MERCIER, D., ANDRÉ, M.F., 2005. Chronique polaire. *Norvois*, 194, 125–148.
- ETIENNE, S., 2005. Tourisme et environnement polaire : enjeux et perspectives. In ANDRÉ M.F (DIR), *Le monde polaire : mutations et transitions*. Ellipse, 2005, 81–96.
- FENNELL, D.A., MALLOY, D.C., 1999. Measuring the ethical nature of tourism operators. *Annals of Tourism Research*, **26** (4), 928–943.
- FENNELL, D.A., 2012. *Tourism and animal ethics*. Londres New York : Routledge, 305 p.
- FILION, L., VILLENEUVE, P., 1978. *Les Réserves écologiques et la protection de la nature : les réalisations nord-américaines, européennes et japonaises*. Textes présentés au colloque des Iles-de-la-Madeleine les 17 et 18 juin 1976, Québec : Rapport - Conseil consultatif des réserves écologiques, 1, 45 p.
- FOLKE, C., CARPENTER, S.R., WALKER, B., SCHEFFER, M., CHAPIN, T., ROCKSTRÖM, J., 2010. Resilience thinking: integrating resilience, adaptability and transformability, *Ecology and society*, 15(4), 20.
- FOOTE, L., WENZEL, G.W., 2008. Conservation hunting concepts, Canada's Inuit and polar bear hunting. In LOVELOCK, B., (DIR), *Tourism and the consumption of wildlife: hunting, shooting and sport fishing*. Routledge, 188–212.
- FRANÇOIS, H., HIRCAK, M., SÉNIL, N., 2006. Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources. *Revue d'Economie Régionale et urbaine*, 5, 683–700.
- FRANCOIS, H., 2007. *De la station ressource pour le territoire au territoire ressource pour la station : le cas des stations de moyenne de montagne péri-urbaines de Grenoble*, Thèse de doctorat aménagement de l'espace, Université Joseph Fourier, 352 p.
- FRANKLIN, A., 1999. *Animals and modern cultures: A sociology of human-animal relations in modernity*. Londres, Sage, 224 p.
- FRANKLIN, A., 2001. Neo-Darwinian Leisures, the Body and Nature: Hunting and Angling in Modernity. *Body & Society*, **7**(4), 57–76.
- FRANKLIN, A., WHITE, R., 2001. Animals and modernity: changing human-animal relations, 1949–98. *Journal of Sociology*, **37**(3), 219–238.
- FRANKLIN, A., 2008a. The animal question and the consumption of wildlife. In LOVELOCK, B., (DIR), *Tourism and the consumption of wildlife: hunting, shooting and sport fishing*. Routledge, 31-44
- FRANKLIN, A., 2008b. The tourism ordering: Taking tourism more seriously as a globalising ordering. *Civilisations*, **57**(1/2), 25–39.
- FREDRICKSON, L.M., ANDERSON, D.H., 1999. A qualitative exploration of the wilderness experience as a source of spiritual inspiration. *Journal of Environmental Psychology*, **19** (1), 21–39.
- FREEMAN, M.R., FOOTE, L., 2009. *Inuit polar bears and sustainable use*. CCI Press, 252 p.
- FREEMAN, M.R., HUDSON R.J., FOOTE L., (DIR), 2005. *Conservation hunting: people and wildlife in Canada's north*. CCI press, 112 p.

F

- FAUCONPRET, DE, 1819. *Voyage vers le pôle Arctique dans la baie de Baffin, fait en 1818, par les vaisseaux de sa Majesté L'Isabelle et l'Alexandre commandés par le capitaine Ross et le lieutenant Parry, pour vérifier s'il existe un passage au Nord-Ouest de l'Océan Atlantique dans la mer Pacifique, rédigé 1° sur la relation du Capitaine Ross ; 2° sur le Journal publié par un officier à bord de l'Alexandre ; 3° sur la Relation du capitaine Saline ; 4° sur le Journal publié par un autre officier par l'auteur d'une année de séjour à Londres*, Gide fils, Paris.

- FREEMAN, M.R., WENZEL, G.W., 2006. The nature and significance of polar bear conservation hunting in the Canadian arctic. *Arctic*, **59**(1), 21–30.
- FRESE, C.H., 1998. *Wild species as commodities: managing markets and ecosystems for sustainability*. WWF, 321 p.
- FREJ, S., DOYON, M., GRANJON, D., BRYANT, C., 2003, La construction sociale des localités par des acteurs locaux : conceptualisation et bases théoriques des outils de développement socio-économique. *Revue interventions économiques*, 30.
- FRIoux, S., PÉPY, E.-A., MICOUD, A., ALLEAU, J., BARATAY, É., BENHAMMOU, F., 2009. *L'animal sauvage entre nuisance et patrimoine, France, XVIe-XXIe siècle*. Lyon ENS éditions, 190 p.
- FURUSETH, O.J., 1997. Restructuring of Hog Farming in North Carolina: Explosion and Implosion. *The Professional Geographer*, **49**(4), 391–403.
-
- ## G
-
- GAGNON, L., 1992. *Guide touristique de la Gaspésie*. Stanké, 349 p.
- GAGNON, S., 2003. *L'échiquier touristique québécois*. Presses de l'Université du Québec, 359 p.
- GAGNON, S., 2009. L'appropriation ludique de la forêt au Québec : d'une gestion privée de club à une intervention publique de protection (1885- 1935). *Etudes caribéennes*, 12, [En ligne].
- GAGNON, C., (DIR). 2010. *L'écotourisme visité par les acteurs territoriaux : entre conservation, participation et marché*. Presses de l'Université du Québec, 259 p.
- GAGNON, F.-M., PETEL, D., 1986. *Hommes effarables et bestes sauvages : images du Nouveau-monde d'après les voyages de Jacques Cartier*. Montréal, Boréal/Histoire, 237 p.
- GALOCHET, M., 2003. Histoire de la biogéographie française des origines à nos jours. *Site Internet de la Commission de biogéographie du CNFG*, <http://www.ipt.univ-paris8.fr/biogeo>
- GANDER, H., INGOLD, P., 1997. Reactions of male alpine chamois *Rupicapra r. rupicapra* to hikers, joggers and mountainbikers. *Biological Conservation* **79**, 107–109.
- GAUCHON, C., 2010. *Tourisme et patrimoines : un creuset pour les territoires ?* Mémoire HDR Université de Savoie, 211 p.
- GAUCHON, C., 2002. Les sites naturels classés entre 1906 et 1930 dans les Alpes du Nord : entre tourisme et protection, bilan et actualité. *Revue de géographie alpine*, **90** (2), 15–31.
- GERARDIN, V., DUCRUC J.P., BEAUCHESNE, P., 2002. Planification du réseau d'aires protégées du Québec : Principes et méthodes de l'analyse écologique du territoire. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, **3** (1), [En ligne].
- GETZ, D., JAMIESON, W., 1997. Rural tourism in Canada: Issues, opportunities and entrepreneurship in Aboriginal tourism in Alberta. In PAGE, S.J., GETZ D., (EDS) *The Business of rural tourism: International perspectives*. International Thomson Business Press, 93–107.
- GHORRA-GOBIN, C., 2011. *Géographie et éthique*. Editions L'Harmattan, 282 p.
- GIAZZI, F., ALVÈS, K., CIOFOLO, I., 2006. La réintroduction de l'autruche du Niger (*Struthio camelus camelus*), un projet de développement et de conservation durable dans la Réserve Air-Ténééré (massif de l'Air-Niger). *Revue de géographie alpine* **94** (4), 7–16.
- GILL, J.A., NORRIS, K., SUTHERLAND, W., 2001. "Why behavioural responses may not reflect the population consequences of human disturbances". *Biology Conservation*, **97**, 265–268.
- GILLESPIE, B.C., 1981. Major fauna in the traditional economy. In HELM, J., (DIR), *Subarctic- Handbook of north american Indians, Vol. 6*. Washington, DC: Smithsonian Inst, 15–18.
- GILLESPIE, T.W., WALTER, H., 2001. Distribution of bird species richness at a regional scale in tropical dry forest of Central America. *Journal of Biogeography*, **28** (5), 651–662.
- GLON, É., 2006a. Wilderness et forêts au Canada. *Annales de Géographie*, **115** (649), 239–258.
- GLON, É., 2006b. Wilderness et forêts au Canada. Quelques aspects d'une relation homme/nature très ambivalente. *Annales de géographie*, **649** (3), 239–257.
- GLON, E., ARNOULD, P., 2006. Wilderness, usages et perceptions de la nature en Amérique. *Annales de Géographie*, **115**(649), 227–238.
- GODET, L., 2010. La « nature ordinaire » dans le monde occidental. *L'Espace géographique* **3** (4), 295–308.
- GRENIER, A., 2003. *Croisières et tourisme polaire dans le passage du Nord-Est*. Université de Laponie. Publication des Etudes sociales. Rapport de recherches - Série B Numéro 38. Rovaniemi, 311 p.
- GRENIER, A. 2003. Croisières et tourisme polaire : des vacances aux confins de la géographie, *Vertigo*, **4** (3), [en ligne], <http://vertigo.revues.org/8444>
- GRENIER, A., 2009. Conceptualisation du tourisme polaire, *Téoros*, **28** (1), 7–19.

- G.I.E.C., 2007. *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, Pachauri, R.K. et Reisinger, A. (DIR.), 103 p.
- GREKIN, S., MILNE, J., 1996. Toward sustainable tourism development: the case of Pond Inlet, NWT. In HINCH, T., BUTLER R.W. (DIR.), *Tourism and indigenous peoples*. International Business Press, 76–106.
- GUAY, D., 1982 (2003). *La chasse au Québec : chronologie commentée (1603-1900)*. Société québécoise d'histoire du loisir, 158 p.
- GUAY, J.P., 2000. Deux organisations, une même mission. *Le Naturaliste canadien*, 124(1), 68–70.
- GUIDES DE VOYAGES ULYSSE, 2008. *Les parcs nationaux de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent*, Bibliothèque et archives nationales du Québec, 208 p.
- GUILLERME, S., MAIRE E., HINNEWINKEL C., MOPPERT B., 2009. Cohabiter avec la grande faune dans le sud de l'Inde : opportunité ou menace ? *Géographie et Cultures*, numéro spécial « Protéger la nature, est-ce protéger la société ? », 69, 59–79.
- GUMUCHIAN, H., 1991. *Représentations et aménagement du territoire*, Economica, 143 p.
- GUMUCHIAN, H., PECQUEUR, B., (DIR.) 2007. *La ressource territoriale*, Economica, 252 p.
- GUPTA, J., TERMEER, C., KLOSTERMANN, J., MEIJERINK, S., VAN DER BRINK, M., JONG, P., NOOTEBOOM, S., BERGSMAN, E., 2010. The adaptive capacity wheel: A method to assess the inherent characteristics of institutions to enable the adaptive capacity of society. *Environmental Science and Policy*, 13(6), 459–471.
- H**
-
- HAILA, Y., 1997. "Wilderness" and the Multiple layers of Environmental Thought". *Environment and History*, 3 (2), 129–47. "Ecological Visionaries/Ecologised Visions" special issue: <http://www.environmentandsociety.org/node/2923>
- HALL, C.M., 2009. Changement climatique, authenticité et marketing des régions nordiques. *Téoros*, 28 (1), 70–79.
- HALL, C.M., PAGE, S. J., 1999. *The geography of tourism and recreation*. Routledge, 309 p.
- HALL, C.M., JAMES, M., BAIRD, T., 2011. Forests and trees as charismatic mega-flora: implications for heritage tourism and conservation. *Journal of heritage tourism*, 6 (4), 309–323.
- HALL, C.M., JOHNSTON, M., 1995. *Polar tourism: tourism in the Arctic and Antarctic regions*. Chichester: John Wiley & Sons.
- HALL C.M., LEW, A.A., 2009. *Understanding and managing tourism impacts*. Routledge, 365 p.
- HALL, C.M., MÜLLER, D.K., SAARINEN, J., 2009. *Nordic tourism: issues and cases*. Bristol, Buffalo, Channel view publications.
- HALL, C.M., SAARINEN, J., 2010. *Tourism and change in polar regions: climate, environments and experiences*. London: Routledge.
- HALL, C.M., WILSON, S., 2010. Tourism, conservation and visitor management in the subantarctic islands. In HALL C.M., SAARINEN J., (EDS), *Tourism and change in polar regions*, Routledge, 263–287.
- HAM, S.H., 1992. *Environmental Interpretation: A Practical Guide for People With Big Ideas and Small Budgets*. Colorado: North American Press, 486 p.
- HAMR, J., 1988. Disturbance Behaviour of Chamois in an Alpine Tourist Area of Austria. *Mountain Research and Development*, 8 (1), 65–73.
- HARAWAY, D.J., 1991. *Simians, cyborgs, and women: the reinvention of nature*. New York: Routledge.
- HARRIS, C., 2006. Le Canada et la nature : Quelques réflexions à l'échelle d'un pays. *Annales de géographie*, 259–269.
- HARTSHORNE, R., 1939. *The Nature of Geography*. Lancaster, AAG.
- HASHIMOTO, A., TELFER, D.J., 2004. Canadian aboriginal ecotourism in the North. In Diamantis D., (DIR.), *Ecotourism*, Londres, Thomson Learning: 204–225.
- HASSENTEUFEL, P., 2005. De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. *Revue française de science politique*, 55(1), 113–132.
- HEARNE, S., 2002. *Le piéton du Grand Nord*. Petite bibliothèque Payot
- HÉBERT, Y., 2006. *Une histoire de l'écologie au Québec : les regards sur la nature des origines à nos jours*. Québec : Les éditions GID, 477 p.
- HELL, B., 2012. *Sang noir : chasse, forêt et mythe de l'homme sauvage en Europe*. Paris : l'œil noir, 325 p.
- HENDEE, J.C., STANKEY, G.H., LUCAS, R.C., 1990. *Wilderness management*. International wilderness leadership foundation, 546 p.
- HÉRITIER, S., 2002. *Environnement et patrimoine, tourisme et aménagement dans les parcs nationaux des montagnes de l'Ouest canadien (Banff, Jasper, Yoho, Kootenay, Lacs Waterton, Mont Revelstoke, Glaciers)*. Thèse de doctorat en géographie à l'Université de Savoie, 390 p.
- HERPIN, N., VERGER, D., 1992. Sont-ils devenus fous ? La passion des Français pour les animaux familiers. *Revue française de sociologie*, 33 (2), 265–286.

- HERRERO, J., 2003. Human injuries inflicted by bears in Alberta : 1960-1998. *Ursus* **14** (1), 44–54.
- HERRERO, J., HERRERO, S., 1997. *Visitor safety in polar bear viewing activities in the Churchill region of Manitoba, Canada*. Report for Manitoba Natural resources and Parks Canada, Calgary
- HERRMANN, T.M., MARTIN, G.J., LAXMI, P., BORRINI-FEYERABEND, G., HAY-EDIE, T., OLDHAM, P., DUTFIELD, G., 2010. Biocultural diversity and development under local and global change. In IBISCH, P.L. & A. VEGA E., HERRMANN T.M., (DIR.) 2010. *Interdependence of biodiversity and development under global change*. Technical Series No. 54. Secretariat of the Convention on Biological Diversity, Montreal. 97–126.
- HESSE, R., 1952. *Ecological animal geography*. Alee, W.C., Schmidt K.P. (Eds.) *Proceedings of the Royal Entomological Society of London. Series A, General Entomology* **27** (7-9), 88–88.
- HINCH, T., 1998. Ecotourists and indigenous hosts: Diverging views on their relationship with nature. *Current issues in tourism*, 1(1), 120–124.
- HINCH, T., BUTLER, R.W., 1996. *Tourism and indigenous peoples*. London: International Thomson Business Press.
- HOLDEN, A., 2003. In need of new environmental ethics for tourism? *Annals of Tourism Research* **30** (1), 94–108.
- HOLLOWAY, L., 2001. Pets and protein: placing domestic livestock on hobby-farms in England and Wales. *Journal of Rural Studies*, **17**(3), 293–307.
- HORNADAY, W.T., 1913. *Our Vanishing Wild Life: Its Extermination and Preservation*. New York: C. Scribner's Sons, 443 p.
- HOUZARD, G., 1992. Biogéographie et histoire en France. *Cahier des Annales de Normandie* **24** (1), 19–31.
- HURET, P., 2003. *Les inuit de l'Arctique canadien*. Voix de la francophonie, 266 p.
- HUSSENET, E., 2004. *Rêveurs de pôles*. Le seuil, 192 p.
- HUTTON, J.M., WILLIAMS, N.L., 2003. Sustainable use and incentive-driven conservation: realizing human and conservation interests. *Oryx*, **37** (2), 215–226.
- HULTSMAN, J., 1995. Just tourism: An ethical framework. *Annals of Tourism Research* **22** (3), 553–567.
- INGOLD, T. 1995. Building, dwelling, living: How animals and people make themselves at home in the world. In STRATHERN M. (DIR.), *Shifting Contexts: Transformations in Anthropological Knowledge*. London and New York: Routledge, 57–80.
- I.U.C.N., 2011. Nunavut to increase harvest in Western Hudson Bay (en ligne à: <http://pbsg.npolar.no/en/news/archive/2011/WH-catch-Nunavut-2011.html>).
- IRNIQ, P., 2008. Healthy community. *Arctic*, **61** (1), 1–3.

J

- JAMAL, T., GETZ, B.D., 1995. Collaboration theory and community tourism planning. *Annals of tourism research*, **22**(1), 186–204.
- JAULGONNE, 1953. *Voyages, naufrages mystérieux*. Bias, 120 p.
- JOHANSSON, M., KARLSSON, J., PEDERSEN, E., FLYKT, A., 2012. Factors Governing Human Fear of Brown Bear and Wolf. *Human Dimensions of Wildlife: An International Journal*, **17** (1), 58–74.
- JOHNSTON, M.E., 1995. Patterns and issues in Arctic and sub-arctic tourism. In Hall, C.M., Johnston, M.E., (DIR.), *Polar Tourism: Tourism in the Arctic and Antarctic regions*. Chichester, John Wiley and sons, 27–41.
- JOHNSTON, A.M., 2006. *Is the sacred for sale?: tourism and indigenous peoples*. London; Sterling, VA: Earthscan.
- JOHNSTON, C., 2008. Beyond the clearing: towards a dwelt animal geography. *Progress in Human Geography* **32** (5), 633–649.
- JOST, J.-P., JOST, Y.-C., 2005a. *Les chamois: milieu naturel, aspect, activités saisonnières*. Yens sur Morges (Suisse), Suisse, 159 p.
- JOST, J.-P., JOST, Y.-C., 2005b. *Les chamois: Milieu naturel, aspect, activités saisonnières*. Editions Cabedita, 164 p.
- JULLIEN, J.M., CORNILLON, M., 2012. *Le chamois, biologie et écologie, études dans le massif des Bauges*. Mèze : Biotope, 176 p.
- JULLIEN, J.-M., AGREIL, C., MESTELAN, P., MEURET, M., 2007. Les Bauges : à la reconquête de l'alpage. *Faune sauvage* 278, 40–43.

I

- I.A.A.T.O., 2010. Site internet : <http://www.iaato.org/>, consulté le 13/11/2010

K

- KALAORA, B., 2001. À la conquête de la pleine nature. *Ethnologie française*, **88** (4), 591.

- KANE, E.K., 1856. *Arctic explorations. The second Grinnell expedition in search of Sir John Franklin, 1853, '54, '55, by Elisha Kent Kane,...*, Philadelphia: Childs and Peterson.
- KÉBIR, L., MAILLAT, D., 2004. Ressources naturelles et culturelles, quels modes d'organisation ? XIème colloque de l'ASRDLF, 15 p.
- KELLERT, S.R., 1996. *The value of life: Biological diversity and human society*. Washington, Island Press.
- KELLERT, S.R., BERRY, J.K., 1979. *Public attitudes toward critical wildlife and natural habitat issues: phase 1*. Fish and wildlife service & Yale university. School of forestry and environmental studies, Springfield, Va., Etats-Unis: National Technical Information Service, US Dept. of Commerce, 138 p.
- KELLERT, S.R., BERRY, J.K., 1987. Attitudes, Knowledge, and Behaviors toward Wildlife as Affected by Gender. *Wildlife Society Bulletin*, **15**(3), 363–371.
- KNIGHT, R.L., COLE, D.N., 1995. Factors that influence wildlife responses to recreationists. In KNIGHT, R.L., GUTZWILLER, K.J., (EDS.) *Wildlife and recreationists: coexistence through management and research*. Washington: Island Press, 71–80.
- KNIGHT, R.L., GUTZWILLER, K.J., (DIR), 1995. *Wildlife and recreationists: coexistence through management and research*. Washington: Island Press, 372 p.
- KNIGHT, S., VRIJ, A., BARD, K., BRANDON, D., 2009. Science versus Human Welfare? Understanding Attitudes toward Animal Use. *Journal of Social Issues*, **65** (3), 463–483.
- Knudson, D.M., Cable, T.T., Beck, L., 1995. *Interpretation of cultural and natural resources*. State college : venture, 509 p.
- KREBS, C.J., 2001. *Ecology: The experimental analysis of distribution and abundance*. San Francisco : 5^e ed Benjamin cummings, 688 p.
- LARRÈRE, R., LARRÈRE, L., 1997. *Du bon usage de la nature ; pour une philosophie de l'environnement*. Aubier, 355 p.
- LARRÈRE, C., 2006. Éthiques de l'environnement. *Multitudes*, **24** (1), 75–84.
- LARRÈRE, R., LIZET, B., BERLAN DARQUÉ, M., 2009. *Histoire des parcs nationaux. Comment prendre soin de la nature*. Quae, 236 p.
- LARSEN, J., 2001. Tourism Mobilities and the Travel Glance: Experiences of Being on the Move. *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism*, **1** (2), 80–98.
- LASLAZ, L., 2005. *Les zones centrales des Parcs nationaux alpins français (Vanoise, Ecrins, Mercantour). Des conflits au consensus social ?* Thèse de doctorat en géographie, Université de Savoie, 539 p.
- LASLAZ, L., 2009a. Pratiques et conflits cynégétiques dans les parcs nationaux alpins français, *Enquêtes rurales*, **12**, 179–200.
- LASLAZ, L., 2009b. *Sauvagerie artificielle et naturalité construite en zone centrale des Parcs Nationaux alpins français*. In HERITIER S., (DIR.) Parcs Nationaux et régionaux, grands espaces et nature sauvage en France, P.U. Saint-Etienne, Actes du XXXIV^e colloque annuel de l'Association Française d'Etudes Canadiennes (AFEC), 15 pages.
- LATOUR, B., 1991. *Nous n'avons jamais été modernes: essai d'anthropologie symétrique*. Paris, France: La Découverte, 210 p.
- LAUNDRÉ, J.W., HERNÁNDEZ, L., ALTENDORF, K.B., 2001. Wolves, elk, and bison: reestablishing the "landscape of fear" in Yellowstone National Park, USA. *Canadian Journal of Zoology*, **79**, 1401–1409.
- LAUNDRÉ, J.W., HERNÁNDEZ, L., RIPPLE, W.J., 2010. The Landscape of Fear: Ecological Implications of Being Afraid. *The open ecology journal*, **3**, 1–7.
- LAUZON, L., TOUSIGNANT, I., DELISLE, M.A., (DIR). 1995. Biodiversité et développement : mariage possible ? *Actes du 19^{ème} congrès de l'association des biologistes du Québec, Québec 4-5 novembre 1994*, Collection environnement de l'université de Montréal, vol 19, 348 p.
- LAZZAROTTI, O., 2011. *Patrimoine et tourisme : histoires, lieux, acteurs, enjeux*. Belin, 302 p.
- LEADER-WILLIAMS, N., 2009. Conservation and hunting: friends and foes? In DICKSON, B., HUTTON, J., ADAMS, B., (DIR.), *Recreational hunting, conservation and rural livelihoods: science and practice*. Blackwell Publishing LTD, 9–24.
- LEFEUVRE J.-C., 1990. De la protection de la nature à la gestion du patrimoine naturel. In JEUDY H.P. (DIR.), *Patrimoines en folie*, conférences du séminaire «Patrimoines» tenu en 1987-1989 au Collège international de philosophie, éditions de la MSH, coll. Ethnologie de la France, cahier 5, 29–75.

L

- LAHAYE, N., 2007. La dimension conflictuelle de la valorisation touristique d'un espace naturel protégé : le cas du Mont Orford. *Téoros*, **26** (2), 46–52.
- LAMB, K.L., 1996. The problem of defining nature first: A philosophical critique of environmental ethics. *The Social Science Journal*, **33** (4), 475–486.
- LANDAU, D., SPLETTSTOESSER, J., 2007. Antarctic tourism: What are the limits? In SNYDER J., STONEHOUSE B., (DIR.), *Prospects for polar tourism*, Cabi, 197–209.
- LARRÈRE, C., 1997. *Les philosophies de l'environnement*. P.U.F, 124 p.

- LEGAY, J.M., 2006. *L'interdisciplinarité dans les sciences de la vie*. Quae.
- LE LAY, G., 2002. *Modélisation des interactions entre système anthropique et faune sauvage: la carte de risque appliquée à la gestion de la faune en milieu urbain*. Thèse doctorat, Université de Rennes 1, 352 p.
- LEBLOND, J., 2006. Expérience touristique en milieu naturel public et exploitation forestière industrielle, inconciliables ? Le cas des pourvoiries. *Téoros*, **25** (3), 46–51.
- LEMELIN, R.H., 2006. The Gawk, The Glance, and The Gaze: Ocular Consumption and Polar Bear Tourism in Churchill, Manitoba, Canada. *Current Issues in Tourism*, **9** (6), 516–534.
- LEMELIN, R.H., DAWSON J., STEWART, E.J., 2011. *Last chance tourism: Adapting tourism opportunities in a changing world*. Milton Park, Abington, Oxon, New York, Routledge.
- LEMELIN, R.H., SMALE, B., 2006. Effect of Environmental Context on the Experience of Polar Bear Viewers in Churchill, Manitoba. *Journal of Ecotourism*, **5** (3), 176–191.
- LEMELIN, R.H., JOHNSTON, M.E., DAWSON, J., STEWART, E.S., MATTINA, C., 2012. From hunting and fishing to cultural tourism and ecotourism: examining the transitioning tourism industry in Nunavik. *The Polar Journal*, **2**(1), 39–60.
- LEMELIN, R.H., SMALE, B., 2007. Wildlife tourist archetypes : are all polar bear viewers in Churchill, Manitoba ecotourist ? *Tourism in Marine Environments*, **4** (2), 1–15.
- LEMELIN, R. H., WIERSMA, E.C., 2007. Gazing upon Nanuk, the polar bear: The wildlife tourist gaze and ocular consumption in Churchill, Manitoba. *Polar Geography*, **30** (1-2), 37–53.
- LEMELIN, R., MCINTYRE, N., KOSTER, R., JOHNSTON, M., 2010. Climate disruption and the changing dynamics of polar bear-human interactions in Northern Ontario: a case study of Polar bear management in polar bear provincial park, Ontario, Canada. In HALL, C.M., SAARINEN, J., (DIR.), *Tourism and change in polar regions*. Routledge, 104–118.
- LEMIEUX, P., 1986. « C'est arrivé près de chez nous » : *Tourisme-Chasse-Pêche-Loisir, l'histoire d'un ministère dans l'est du Québec*. Québec : MLCP, 322 p.
- LENIAUD, J.-M., 2002. *Les archipels du passé: le patrimoine et son histoire*. Paris, France: Fayard, 360 p.
- LEOPOLD, A., 1949. *A sand county almanac*. Oxford university Press, 228 p.
- LEQUIN, M., 2003. Développement touristique et éco-compatibilité : le cas du Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent au Québec. *Market Management*, **3** (2), 51–67.
- LEQUIN, M., SARRASIN, B., (DIR.) 2007. *Tourisme et territoires forestiers : vers de nouvelles perspectives de mise en valeur*. Presses de l'Université du Québec, 252 p.
- LERESCHE, 1974. Moose migrations in North America. *Naturaliste Canadien* **10**, 393–415.
- LESBAZEILLES, E., 1881. *Les Merveilles du monde polaire*. Hachette, 331 p.
- LES GUIDES BLEUS, 1967. *Canada, Alaska, Bermudes*, Hachette
- LINGLART, M., BLANDIN, P., 2006. La biodiversité des petits bois, anthroposystèmes insulaires dans les plaines de grandes cultures : l'exemple du gâtinais occidental. *Annales de géographie*, **651**, Armand Colin, 569–596.
- LORIMER, H., 2005. Cultural geography: the busyness of being 'more-than-representational'. *Progress in Human Geography*, **29** (1), 83–94.
- LORIMER, J., 2007. Nonhuman charisma. *Environment and Planning D: Society and Space*, **25** (5), 911–932.
- LORIMER, J., WHATMORE, S., 2009. After the 'king of beasts': Samuel Baker and the embodied historical geographies of elephant hunting in mid-nineteenth-century Ceylon. *Journal of Historical Geography*, **35** (4), 668–689.
- LOVELOCK, B., (DIR.) 2008. *Tourism and the consumption of wildlife: hunting, shooting and sport fishin*. Routledge, 290 p.
- LOVERIDGE, J., REYNOLDS, J.C. MILNER-GULLAND E.J., 2006. Does sport hunting benefit conservation? *Conservation biology*, 224–240.
- LÜCK, M., MAHER, P.T., STEWART, E.J., 2010. *Cruise tourism in polar regions: promoting environmental and social sustainability?* London; Washington, DC: Earthscan,
- LULKA, D., 2004. Stabilizing the herd: fixing the identity of nonhumans. *Environment and Planning D: Society and Space*, **22** (3), 439–463.
- LYNN, W.S., 1998. Animals, ethics and geography. In WOLCH, J., EMEL, J., (DIR.) *Animal Geographies: Place, Politics and Identity in the Nature-Culture Borderlands*. London: Verso, 280–298.

M

- MACQUIN, D., PIERRE, I., 2003. *Le tourisme de Nature*. AFIT, 43 p.
- MADDRELL, A., 1997. Scientific discourse and the geographical work of Marion Newbigin. *Scottish Geographical Journal*, **113** (1), 33–41.

- MAHER, P., 2010. Cruise tourist experiences and management implications for Auyuittuq, Sirmilik and Quttinirpaaq national Parks, Nunavut, Canada. In HALL, C.M., SAARINEN, J., *Tourism and change in polar regions*, Routledge, 119–134.
- MALGAT, C., DUVAL, M., GAUCHON, C., 2012. Donner à voir un patrimoine invisible: de l'original à la copie. Le cas de l'Espace de restitution de la Grotte Chauvet. In DELANNOY J.J., JAILLET, S., SADIÉ, B., (DIR.), *Karsts - Paysages et Préhistoire. Collection Edytem*, 13, 99–114.
- MANCEBO, F., 2006. *Le développement durable*. Armand Colin, p. 270
- MANCERON, V., ROUÉ, M., 2009. Les animaux de la discorde. *Ethnologie française*, **39** (1), 5–10.
- MANSFIELD, B., 2011. Is Fish Health Food or Poison? Farmed Fish and the Material Production of Un/Healthy Nature. *Antipode*, **43** (2), 413–434.
- MARBOUTIN, E., DUCHAMP, C., 2005. *Gestion adaptative de la population de loup en France : du monitoring à l'évaluation des possibilités de prélèvements*. ONCFS rapport scientifique, 14–19.
- MARION, R., 1999. *Sur les traces de l'ours polaire*. Compiègne, France: Nanouk communication, 179 p.
- MARKWELL, K. 2001. An intimate rendez-vous with nature ? : Mediating the tourist-nature experience at three tourist sites in Borneo. *Tourist studies*, **1** (1), 39–57.
- MARTIN, P.L., 1980 (1990). *Histoire de la chasse au Québec*. Montréal: Boréal express, 279 p.
- MARVIN, G., 2008. L'animal de zoo. *Techniques & Culture*, **50**, 102–119.
- MATHIEU, N., 1990. La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts. *Économie rurale*, **197** (1), 35–41.
- MATHIEU, N., 1998. La notion de rural et les rapports ville-campagne en France Les années quatre-vingt-dix. *Économie rurale*, **247** (1), 11–20.
- MATLESS, D., 1997. Moral geographies of english landscape. *Landscape Research*, **22** (2), 141–155.
- DOGAN, M., PELASSY, D., 1980. *La comparaison internationale en sociologie politique : une sélection de textes sur la démarche du comparatiste*. Paris: Librairies techniques, 319 p.
- MAUZ, I., 2002a. *Gens, cornes et crocs: Relations hommes-animaux et conceptions du monde, en Vanoise, au moment de l'arrivée des loups*. Thèse de doctorat, Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts, Paris, Nancy, 511 p.
- MAUZ, I., 2002b. Les conceptions de la juste place des animaux dans les Alpes françaises. *Espaces et sociétés*, **110-111** (3), 129–146.
- MAUZ, I., 2012. Les justifications mouvantes de la patrimonialisation des espèces « remarquables ». L'exemple du bouquetin des Alpes. *ethnographiques.org*, 24, [en ligne] <http://www.ethnographiques.org/Les-justifications-mouvantes-de-la>
- MCKERCHER, B., 1996. Differences between tourism and recreation in parks. *Annals of tourism research*, **23** (3), 563–575.
- MELETIS, Z.A., CAMPBELL, L.M., 2007. Call it consumption ! Re-conceptualizing ecotourism as consumption and consumptive. *Geography compass*, **1**(4), 850–870.
- MÉNARD, E., 1937. *Rapport général du ministre des Mines et des Pêcheries*. Archives du ministère des mines et des pêcheries, 37–38.
- MERMET, L., MOQUAY, P., (DIR.). 2002. *Accès du public aux espaces naturels : outils d'analyse et méthodes de gestion*. Paris : Hermès sciences, 393 p.
- MEUNIER, V., 1869. *Les grandes chasses*. Hachette, 306 p.
- MICOUD, A., (DIR.) 1995. *Patrimoine culturel, patrimoine naturel*. Actes de Colloque du 12-13 décembre 2004, La documentation française, 311 p.
- MICOUD, A. 2000. Patrimonialiser le vivant. *Espaces Temps*, **74** (1), 66–77.
- MICOUD, A., 2010. Sauvage ou domestique, des catégories obsolètes ? *Sociétés*, **108** (2), 99–107.
- MICOUD, A., BOBBÉ, S., 2006. Une gestion durable des espèces animales est-elle possible avec des catégories naturalisées ? *Natures Sciences Sociétés* (Supp. 1), 32–35.
- MIMEAULT, M., 2005. *Regions of Québec a brief history : Gaspésie*. Eds de l'IQRC- Presses de l'université de Laval, 194 p.
- MIMEAULT, M., ROY, G., DUMARESQ, E., 2006. *Rivière au renard : histoire et patrimoine*, Groupe beau village au renard, 236 p.
- MINVILLE, E., (DIR.) 1946. *Etude sur notre milieu : Pêche et Chasse*. Montréal : Fides, 580 p.
- MIT, 2011. *Tourisme 3: La révolution durable*. Paris, Belin.
- MODELMOG, I., 1998. Nature as a promise of happiness: farmers'wives in the area of ammerland germany. *Sociologia Ruralis*, **38** (1), 109–122.
- MOINE, A., 2007. *Le territoire comment observer un système complexe*. Paris: L'Harmattan.
- MOISAN, G., 1956. Le caribou de Gaspé I. Histoire et distribution. *Naturaliste canadien*, **83**, 225–234.
- MOISAN, G., 1957. Le caribou de Gaspé III. Analyse de la population et plan d'aménagement. *Naturaliste canadien*, **84** (1), 5–27.
- MOISAN, G., 1958, *Le caribou de la Gaspésie*. La société zoologique de Québec, 47 p.
- MOISAN, G., 1970. Le viol d'un parc provincial. *Carnets de zoologie*, XXX, 3, 36–41.

- MONTAG, J.M., PATTERSON, M.E., FREIMUND, W.A., 2005. The Wolf Viewing Experience in the Lamar Valley of Yellowstone National Park. *Human Dimensions of Wildlife*, **10** (4), 273-284.
- MORRIS, J., 1998. Has the panda had its day? *Oryx*, **32**(1), 1-1.
- MOUNET, C., 2007. *Les territoires de l'imprévisible. Conflits, controverses et 'vivre ensemble' autour de la gestion de la faune sauvage. Le cas du loup et du sanglier dans les Alpes françaises*. Thèse de doctorat, Université Joseph Fourier, Grenoble, 585 p.
- MOUNET, C., 2008. Vivre avec des animaux « à problème ». *Revue de géographie alpine*, **96**(3), 55-64.
- MORICEAU, J.M., MADELINE, P., 2010. *Repenser le sauvage grâce au retour du loup : les sciences humaines interpellées*. Bibliothèque du pôle rural : Presses universitaire de Caen, 254 p.
- MORICEAU, J.M., 2011. *L'homme contre le loup une guerre de deux mille ans*. Paris, Fayard, 479 p.
- MOSNIER, A., 2008. *Utilisation du milieu boréal par l'ours noir et implications pour la conservation du caribou de la Gaspésie*. Thèse de doctorat, Université du Québec à Rimouski, Département de biologie, chimie et géographie, 140 p.
- MÜLLER, D.K., JANSSON, B., 2006. *Tourism in peripheries perspectives from the far north and south*. Wallingford: Cabi
- MULLIN, M.H., 1999. Mirrors and windows: Sociocultural Studies of Human-Animal Relationships. *Annual Review of Anthropology*, **28** (1), 201-224.
- MURDOCH, J., 1997. Inhuman/nonhuman/human: actor-network theory and the prospects for a non dualistic and symmetrical perspective on nature and society. *Environment and Planning D: Society and Space*, **15**(6), 731-756.
- MURPHY, R.C., 1938. Animal Geography: A Review. *Geographical Review*, **28** (1), 140-144.
-
- N**
-
- NELSON, J.G., (DIR.) 1970. *Canadian parks in perspective*. Harvest House, 343 p.
- NEVES, K., 2010. Cashing in on Cetourism: A Critical Ecological Engagement with Dominant E-NGO Discourses on Whaling, Cetacean Conservation, and Whale Watching. *Antipode*, **42** (3), 719-741.
- NEWBIGIN, M., 1913. *Animal geography, the faunas of the natural regions of the Globe*. Oxford, Clarendon Press, 290 p.
- NEWBIGIN, M.I., 1968. *Plant and animal geography*. London: Methuen & Co.
- NORTON, A., 1996. Experiencing nature: The reproduction of environmental discourse through safari tourism in East Africa. *Geoforum*, **27** (3), 355-373.
- NOTZKE, C., 1999a. Indigenous tourism development in the arctic. *Annals of Tourism Research* **26** (1), 55-76.
- NOTZKE, C., 1999b. Aboriginal community involvement in wildlife tourism: The Canadian experience. In TRESEDER, L., MCNEIL, J.H., BERKES, M., BERKES, F., DRAGON, J., NOTZKE, C., SCHRAMM, T., HUDSON, R.J, *Northern Eden: Community based wildlife management in Canada*. London, IIED: 72 p.
- NOTZKE, C., 2006. *The Stranger, the Native and the Land: Perspectives on Indigenous Tourism*. Concord, Captus University Publications.
-
- O**
-
- OELSCHLAEGER, M., 1995. Taking the land ethic outdoors : its implications for recreation. In KNIGHT, R.L. GUTZWILLER K.J., (DIR.) *Wildlife and recreationists: coexistence through management and research*. Washington: Island Press, 335-350.
- OKAZAKI, E., 2008. A community-based tourism model: Its conception and use. *Journal of sustainable tourism*, **16** (5), 511-529.
- O'NEILL, S.J., HULME, M., 2009. An iconic approach for representing climate change. *Global Environmental Change*, **19**, 402-410.
- O'NEILL, S.J., OSBORN, T.J., HULME, M., LORENZONI, I., WATKINSON, A.R., 2008. Using expert knowledge to assess uncertainties in future polar bear populations under climate change. *Journal of Applied Ecology*, **45** (6), 1649-1659.
- ORAMS, M.B., 1996. A conceptual model of tourist wildlife interaction: the case for education as a management strategy. *Australian Geographer*, **27**(1), 39-51.
- ORAMS, M.B., 2002. Feeding wildlife as a tourism attraction: a review of issues and impacts. *Tourism Management*, **23** (3), 281-293.
- OST, F., 1995. *La nature hors la loi*. La découverte, 346 p.
-
- P**
-
- PACKER, C., KOSMALA, M., COOLEY, H.S., BRINK, H., PINTEA, L., GARSHELIS, D., PURCHASE, G., STRAUSS, M., SWANSON, A., BALME, G., HUNTER, L., NOWELL, K., 2009. Sport Hunting, Predator Control and Conservation of Large Carnivores. *PLoS ONE* **4** (6), e5941.

- PALAZY, L., BONENFANT, C., GAILLARD, J.M., COURCHAMP, F., 2011a. Rarity, trophy hunting and ungulates. *Animal conservation*, **15** (1), 4–11.
- PALAZY, L., BONENFANT, C., GAILLARD, J.M., COURCHAMP, F., 2011b. Cat dilemma: Too protected to escape trophy hunting, *Plos One* **6** (7), [en ligne] <http://www.plosone.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pone.0022424#references>
- PAPY, F., 2012. *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes*. Editions Quae, 192 p.
- PARISÉ, M., LAUZON, J.G., CHASSÉ, V., FORTIER, Y., TREMBLAY, R., 1966. *Gaspésie : guide touristique*. Montréal : Les Presses sociales.
- PASSET, R., 1996. *L'économique et le vivant*. Economica, 291 p.
- PATTERSON T., BASTIANONI, S., SIMPSON, M., 2006. Tourism and climate change : two-way street, or vicious /virtuous circle ? *Journal of sustainable tourism*, **14**, 339–348.
- PEARCE, D.G., WILSON, P.M., 1995. Wildlife viewing tourist in New Zealand. *Journal of travel research*, 19–26.
- PEACOCK, E., DEROCHE, A.E, THIEMANN G.W., STIRLING, I., 2011. Conservation and management of Canada's polar bears (*Ursus maritimus*) in a changing Arctic. *Canadian Journal of zoology* **89**, 371–385.
- PELLY, D., 1996. *Thelon : The river sanctuary*. Betelgeuse Books, 223 p.
- PELLY, D., 2001. *Sacred Hunt: A Portrait of the Relationship Between Seals and Inuit*. Greystone Books, Vancouver, 127 p.
- PÉPIN, D., LAMERENX, F., CHADELAUD, H., RECARTE, J.-M., 1996. Human-related disturbance risk and distance to cover affect use of montane pastures by Pyrenean chamois. *Applied Animal Behaviour Science*, **46** (3–4), 217–228.
- PEYRACHE-GADEAU, V., 2004. Ressources patrimoniales - milieux innovateurs, variation des durabilités des territoires. In *Montagnes Méditerranéennes (CD-Rom)-Colloque La notion de ressource territoriale*, 15 p.
- PEYRACHE GADEAU, V., 2008. Le paysage comme ressource territoriale : modes de réponse à des enjeux de vulnérabilité/durabilité. *colloque de l'ASRDLF : «Territoires et action publique territoriale, nouvelles ressources pour le développement régional»*. Rimouski, Québec : Canada.
- PEYRACHE GADEAU, V., 2008. Ressources vulnérabilités et résilience des territoires : clés pour une approche socio-économique et spatiale de l'aléa environnemental, *colloque de l'ASRDLF : «Territoires et action publique territoriale, nouvelles ressources pour le développement régional»*. Rimouski, Québec : Canada, 18 p.
- PFUFF, E., KLEIN, F., SAINT-ANDRIEU, C., GUIBERT, B., 2008. La situation du cerf élaphe en France. *Faune sauvage*, **280**, 40–50.
- PHILLIPS, A., (DIR.) 2002. *Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes*. IUCN, 122 p.
- PHILO, C., 1995. Animals, geography, and the city: notes on inclusions and exclusions. *Environment and Planning D: Society and Space*, **13** (6), 655–681.
- PHILO, C., WOLCH, J., 1998. Through the geographical looking glass : space, place and society-animal relations. *Society and Animals* **6**, 103–118.
- PHILO, C., WILBERT, C., 2000. *Animal spaces, beastly places new geographies of human-animal relations*. London; New York: Routledge
- PIERCE, J.T., DALE, A., 1999. *Communities, development and sustainability across Canada*. UBC Press, 302 p.
- PIHET, C., 2011. Venir voir les animaux : faune sauvage et développement des territoires touristiques In BLETON-RUGET, A., COMMERÇON, N., LEFORT, I., (EDS.) *Tourismes et territoires*, Mâcon : Institut de Recherche du Val de Saône – Maconnais.
- PILE, S., 2010. Emotions and affect in recent human geography. *Transactions of the Institute of British Geographers*, **35** (1), 5–20.
- PLANHOL, X. DE 2004. *Le paysage animal: l'homme et la grande faune*. Paris, France: Fayard, 1127 p.
- POINSOT, Y., 2008. Les enjeux géographiques d'une gestion durable de la faune sauvage en France. *Annales de géographie*, **663** (5), 26–47.
- POINSOT, Y., 2009. Protection de la grande faune et territoires : deux modèles de gestion dans la cordillère Cantabrique, *Espace géographique*, **4**, 289–302.
- POINSOT Y., MICHEL P., 2009. La gestion durable des espèces protégées dans leurs territoires : succès et tensions autour du mouflon dans le massif du Caroux-Espinouse. *Sud-Ouest Européen*, **27**, 109–118.
- POINSOT, Y., SALDAQUI, F., 2009. Quelle organisation territoriale pour une gestion durable des sangliers? Un exemple pyrénéen. *Mappemonde*, **94**, 2, [en ligne] <http://mappemonde.mgm.fr/num22/articles/art09203.html>
- POINSOT, Y., 2012. Quels facteurs géographiques prendre en compte pour mieux gérer la grande faune ? *Natures Sciences Sociétés*, **20** (2), 157–166.
- POINSOT, Y., SALDAQUI, F., 2012. La maîtrise des populations de grands ongulés dans les espaces naturels protégés : comment gérer la spatialité animale par des territoires humains ? *Cybergeo : European Journal of Geography*, [en ligne], <http://cybergeo.revues.org/25226>

- POLTON, J.C., 1995. *Tourisme et nature au XIX^e siècle guides et itinéraires de la forêt de Fontainebleau (vers 1820-vers 1880)*. Comité des travaux historiques et scientifiques, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 300 p.
- POTTER, R.A., 2007. *Arctic spectacles: the frozen North in visual culture 1818-1875*. University of Washington press, 254 p.
- PRENANT, M., 1933. *Géographie des animaux*. Paris, France: A. Colin, 199 p.
- PRESCOTT, J., 1985. *La sauvegarde des espèces menacées d'extinction au Québec*. Collection réflexions et recherches, n°9, n° spécial sur le patrimoine de demain, 19 p.
- PROCTOR, J.D., 1998. The spotted owl and the contested moral landscape of the Pacific Northwest. In Wolch J., Emel J., (Eds.) *Animal Geographies*. London: Verso, 218–240.
- PROCTOR, J.D., 1998. Ethics in geography: giving moral form to the geographical imagination. *Area*, **30** (1), 8–18.
- PURCHAS, S., 1905-1907. "*Hakluytus posthumus*", or Purchas, his Pilgrimes, contayning a history of the world in sea voyages and land travells by Englishmen and others, vol XIII et XIV, J. Mac Lehosé and sons.
-
- Q**
-
- QUÉBEC, 1909. Les Statuts refondus de la province du Québec, 1909. Québec : Charles Pageau.
- QUÉBEC, 1914. *The fish and game clubs of the Province of Québec*, Québec : Minister of Colonization, Mines and Fisheries, 79 p.
- QUÉBEC, 1926. Provincial tourist Bureau, Québec the good roads province, 31 p.
- QUÉBEC, 1930. *La Gaspésie : histoire, légendes, ressources, beautés*. Québec: Le Ministère de la Voirie Bureau Provincial du Tourisme, 260 p.
- QUÉBEC, Ministère de la Voirie, 1935. *Bulletin du Tourisme* **2**(6). Québec, 16 p.
-
- R**
-
- RABAUD, É., 1933. Une géographie des animaux. *Annales de Géographie*, **42** (239), 531–532.
- RAE, J., 1850. *Narrative of an expedition to the shores of the Arctic sea in 1846 and 1847*. T. et W. Boone, 248 p.
- RANDA, V., 1986. *L'Ours polaire et les Inuit*. Paris, SELAF, 323 p.
- RAMSEY, D., BRYANT, C., (DIR.) 2004. *The structure and dynamics of rural territories: geographical perspectives*. Brandon University, 331 p.
- RAYNAL, J.-C. & VALET, G. 2009. *Pratiques cynégétiques, transformations territoriales et régulations sociales: vers une gestion concertée des populations de sangliers dans le Sud de la France*, Montpellier, France: Presses universitaires de la Méditerranée, 400 p.
- RAVEH, S., VAN DONGEN, W.F.D., GRIMM, C., INGOLD, P., 2012. Cone opsins and response of female chamois (*Rupicapra rupicapra*) to differently coloured raincoats. *European journal of wildlife research*, [en ligne] <http://link.springer.com/content/pdf/10.1007%2Fs10344-012-0629-z.pdf>
- RECLUS, É., RECLUS, P., 1905. *L'homme et la terre*. Paris, France: Librairie universelle.
- REEVES, H.M., MCCABE, R.E., 2007. Of moose and man. In FRANZMANN A.W., SCHWARTZ, C.C., (DIR.), *Ecology and management of the north american moose*, University press of Colorado, 2nd edition, 1-75.
- REIGER, J.F., 1986. American sportsmen and the origin of conservation. University of Norman et Londres: Oklahoma Press, 316 p.
- RELPH, E.C., 1976. *Place and placelessness*. London: Pion.
- RENECKER, L.A., HUDSON, R.J., 1986. Seasonal energy expenditures and thermoregulatory responses of moose. *Canadian Journal of Zoology*, **64** (2), 322–327.
- REYNOLDS P.C., BRAITHWAITE D., 2001. Towards a conceptual framework for wildlife tourism. *Tourism Management*, **22**(1), 31–42.
- RIPPLE, W.J., BESCHTA, R.L., 2012. Trophic cascades in Yellowstone: The first 15 years after wolf re-introduction. *Biological Conservation*, **145** (1), 205–213.
- RIST G., 1996. *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de sciences Po, 329 p.
- RIVARD, R., 2011. L'interprétation, un concept international inventé en Amérique du Nord, *Cahier Espaces*, **109**, 8–16.
- ROBBINS, M., 2007. Development of tourism in Arctic Canada. In SNYDER J.M., STONEHOUSE B., (DIR.), *Prospects for polar tourism*, Wallingford, CAB International: 84–101.
- ROCHE, F., 1966. *Peuples chasseurs de l'Arctique*. B. Arthaud, 372 p.
- RODARY, E., CASTELLAN C., ROSSI G., 2003. *Conservation de la nature et développement : l'intégration impossible?* Paris: Éditions Karthala, 308 p.
- RODGER, K., MOORE, S.A., NEWSOME, D., 2007. Wildlife Tours in Australia: Characteristics, the Place of Science and Sustainable Futures. *Journal of Sustainable Tourism*, **15** (2), 160–179.

- ROE, D., LEADER-WILLIAMS, N., DALAL-CLAYTON, D.B., 1997. *Take only photographs, leave only footprints: The environmental impacts of wildlife tourism*. Londres: International Institute for Environment and Development, 86 p.
- ROLSTON, H., 1988. *Environmental ethics: Duties to and values in the natural world*. Philadelphia, Temple University Press, 391 p.
- ROSEMBERG, M., 2003. Contribution à une réflexion géographique sur les représentations et l'espace. *Géocarrefour*, **78** (1), 71–77.
- ROSS, J., 1819. *A Voyage of discovery made... in His Majesty's ships "Isabella" and "Alexander" for the purpose of exploring Baffin's bay and inquiring into the probability of a North-West passage*. Londres: J. Murray
- ROTH, L., 2005. *Something new in the air: the story of first peoples television*. MC gill- Queen's university press, 300 p.
- ROULET, P.-A., 2004. 'Chasseur blanc, coeur noir' ? *La chasse sportive en Afrique Centrale: une analyse de son rôle dans la conservation de la faune sauvage et le développement rural au travers des programmes de gestion de la chasse communautaire*. Thèse de doctorat, Université d'Orléans, 563 p.
- RUFAT, S., 2011. La géographie française, du politique à l'éthique ? *Confins*, 13, [en ligne] <http://confins.revues.org/7369>
- RUIZ-BALLESTEROS, E., 2011 Social-ecological resilience and community based tourism: An approach from Agua Blanca, Ecuador. *Tourism management*, **32** (3), 655–666.
- RUSSEL, C.L., ANKENMAN, M.J., 1996. Orangutans as photographic collectibles: Ecotourism and the commodification of nature. *Tourism recreation research*, **21** (1), 71–78.
- RYAN, J.R., 2000. « Hunting with the camera »: photography, wildlife and colonialism in Africa, In PHILO, C., WILBERT, C., (DIR.), *Animal spaces, beastly places: new geographies of human-animal relations*. Routledge, 203–221.
- SANDEL, K., 2007. Access, tourism and democracy: a conceptual framework and the non-establishment of a proposed national park in Sweden. In MÜLLER D.K., JANSSON B., *Tourism in peripheries: perspectives from the far north and south*, cabi, 141–153
- SAGARD, G., 1632. *Le grand voyage au pays des Hurons*. Paris, denys moreau, 1969, 560 p.
- SAUNDERS, D.A., HOBBS, R.J., MARGULES, C.R., 1991. Biological consequences of ecosystem fragmentation : a review. *Conservation biology*, 5, 18–32.
- SCHÄNZEL, H.A., MCINTOSH, A.J., 2000. An Insight into the Personal and Emotive Context of Wildlife Viewing at the Penguin Place, Otago Peninsula, New Zealand. *Journal of Sustainable Tourism*, **8** (1), 36–52.
- SCHNEIDER, M.F., 2001. habitat loss, fragmentation and predator impact: spatial implications for prey conservation. *Journal of applied ecology*, 38, 720–735.
- SELMI, A., 2006. *Administrer la nature : le parc national de la Vanoise*. Quae, 487 p.
- SELWOOD, H.J., LEHR J.C., 1999. Tourism in Manitoba "North of the fifty-third". *Téoros*, **18** (2), 30–36.
- SIMON, L., 2006. De la biodiversité à la diversité : les biodiversités au regard des territoires. *Annales de géographie*, 651, Armand Colin, 451–467.
- SIMPSON A., 2000. *Partenariat pour un développement durable : le cas du parc de la Gaspésie*. Histoires communautaires, Caledon Institute of Social policy, 7 p.
- SINGER, P., 1993. *Practical Ethics*. Cambridge University Press, 418 p.
- SINISCALCHI, V., 2008. Économie et pouvoir au sein du parc national des Écrins. *Techniques & Culture*, 50, 40–59.
- SLOCUM, R., 2004. Polar bears and energy-efficient lightbulbs: strategies to bring climate change home. *Environment and Planning D: Society and Space*, **22**, 1–26.
- SMITH, S.L.J., 2004. "The measurement of global tourism: old debates, new consensus, and continuing challenges". In LEW, A.A., HALL, C.M., (DIR.) *a companion to tourism*. Blackwell, 25–35.
- SMITH, V.L., 1989. *Hosts and guests: the anthropology of tourism*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press
- SMITH, V.L., BRENT, M., 2001. *Hosts and guests revisited: tourism issues of the 21st century*. New York: Cognizant Communication Corp.
- SMITH, M., DAVIDSON, J., HENDERSON, V.L., 2012. Spiders, Sartre and 'magical geographies': the emotional transformation of space. *Transactions of the Institute of British Geographers*, **37** (1), 60–74.
- SOLINIS, G., (DIR). *Construire des gouvernances : entre citoyens, décideurs et scientifiques*. PIE-Peter Lang, 288 p.

S

- SAINT-ANDRIEUX, C., BARBOIRON, A., CORTI, R., GUIBERT, B., 2012. La progression récente des grands ongulés sauvages en France. *Faune Sauvage*, 294, 10–17.
- SAINT LAURENT, M.H., OUELLET, J.P., MOSNIER, A., BOISJOLY D., COURTOIS, R., 2009. Le parc national de la Gaspésie est il un outil de conservation efficace pour maintenir une population menacée de caribou ? *Le naturaliste canadien*, **133** (3), 6–14

- SPERBER, D., 1975. Pourquoi les animaux parfaits, les hybrides et les monstres sont-ils bons à penser symboliquement ? *L'Homme*, **15** (2), 5–34.
- STANKOWITZ, T., 2008. Ungulate flight responses to human disturbance : a review and meta-analysis. *Biological Conservation*, **141**, 2159–2173.
- STASZAK, J.-F., 2001. *Géographies anglo-saxonnes : tendances contemporaines*. Paris, France: Belin, 313 p.
- STEWART, E.J., HOWELL, S.E.L., DRAPER, D., YACKEL, J. TIVY, A., 2010. Cruise tourism in Arctic Canada : navigating a warming climate In HALL C.M., SAARINEN J. (EDS.) *Tourism and change in polar regions*. Routledge, 71–88.
- STIRLING, I., 2011. *Polar bears: the natural history of a threatened species*. Fitzhenry & Whiteside, 330 p.
- STOCK, M., (DIR.), 2003. *Le tourisme, Acteurs, lieux et enjeux*. Belin, 299 p.
- STOCK, M., 2004. L'habiter comme pratique des lieux géographiques. *EspacesTemps.net, Travaux* [en ligne], <http://test.espacestemp.net/articles/lrsquohabiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques/>
- STOCK, M. 2005. Les sociétés à individus mobiles : vers un nouveau mode d'habiter ? *EspacesTemps.net, Travaux*, [en ligne] <http://www.espacestemp.net/articles/les-societes-a-individus-mobiles-vers-un-nouveau-mode-drsquohabiter/>
- STOCK M., 2006. L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles, *EspacesTemps.net, Travaux*, [en ligne] <http://www.espacestemp.net/articles/lrsquohypothese-de-lrsquohabiter-poly-topique-pratiquer-les-lieux-geographiques-dans-les-societes-a-individus-mobiles/>
- STOECKL, N., SMITH, A., NEWSOME, D., LEE, D., 2005. Regional economic dependence on iconic wildlife tourism: case studies of monkey mia and Hervey Bay. *The journal of tourism studies*, **16** (1), 69–81.
- STONEHOUSE, B., SNYDER, J., 2010. *Polar tourism: an environmental perspective*. Bristol, England; Buffalo: Channel View Publications.
- STRETTON, H. 1969. *The political sciences : general principles of selection in social science and history*. London: Routledge and K. Paul, 453 p.
- STROBEL, M., TÉTART, F., 2007. Le tourisme en Antarctique : un enjeu géopolitique ? *Hérodote*, **127**(4), 167–177.
- STUART, L.C., 1954. Animal geography. In JAMES, P.E., JONES, C.F., (EDS.), *American geography: Inventory and prospect*. New York: Syracuse University Press, 442–451.
- SUCHET-PEARSON, S., HOWITT, R., 2006. On Teaching and Learning Resource and Environmental Management: reframing capacity building in multicultural settings. *Australian Geographer*, **37**(1), 117–128.
- T**
-
- TARDIF, J., 2003. Ecotourisme et développement durable. *Vertigo*, **4** (1), [en ligne], <http://vertigo.revues.org/index4575.html>.
- TAYLOR, A.R., KNIGHT, R.L., 2003. Wildlife responses to recreation and associated visitor perceptions. *Ecological applications*, **13** (4), 951–963.
- TENNIER, H., 2009. Le problème des loups familiaux au parc national du Mont-Tremblant. *Le naturaliste canadien*, **133** (1), 38–46.
- THEYS, J., 2003. La gouvernance entre innovation et impuissance, Développement durable et territoire, Dossier 2 : Gouvernance locale et développement Durable, mis en ligne le 1 novembre 2003, <http://developpementdurable.revues.org/document1523.html>. (19/11/2010)
- THIOMBIANO, T., 2004. *Economie de l'environnement et des ressources naturelles*. L'harmattan, 347 p.
- THOMPSON, I.D., STEWART, R.W., 2007. Management of moose habitat. In FRANZMANN A.W., SCHWARTZ, C.C., (DIR.), *Ecology and management of the north american moose*, University press of Colorado, 2nd edition, 377–402.
- THRIFT, N., 2004. Intensities of Feeling: Towards a Spatial Politics of Affect. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, **86** (1), 57–78.
- TILDEN, F., 1977. *Interpreting our heritage*. University of North Carolina Press Chapel Hill, 119 p.
- TOLLON, V., 2010. *Du processus de sélection d'habitat à la survie des proies dans le paysage du risque: implications pour l'exploitation de la faune sauvage*. Thèse de doctorat de biologie à l'université de Savoie, 281 p.
- TORRI, M.C., HERRMANN, T.M., 2011. Spiritual Beliefs and Ecological Traditions in Indigenous Communities in India: Enhancing Community-Based Biodiversity Conservation. *Nature culture* **2**, 168–191.
- TRAINNEL, A., 2010. Véronique Béghain, Lionel Larré. La Fabrique du sauvage dans la culture nord-américaine, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009. *Transatlantica*, [en ligne], <http://transatlantica.revues.org/4973>
- TREMBLAY, P., 2001. Wildlife tourism consumption: consumptive or non consumptive. *International Journal of Tourism Research* **3**, 81–86.
- TRÉPANIÉ, M.-O., BRYANT, C., 2009. Principes de gestion et d'organisation. In DOMON, G., (ED.) *Le paysage humanisé au Québec*. Les Presses de l'Université de Montréal, 211–233.
- TRESEDER, J., HONDA MC NEIL, L., 1999. The evolution and status of wildlife co-management in Canada. In TRESEDER, J., HONDA, MC NEIL, J., BERKES, M., BERKES, J., DRAGON, J., NOTZKE C., SCHRAMM T., HUDSON, JR., *Northern eden*, Edmonton: canadian circumpolar institute press, 7–18.

- TRESEDER, J., HONDA MC NEIL, J., BERKES M., BERKES, J., DRAGON, J., NOTZKE, C., SCHRAMM, T., HUDSON, JR., 1999. *Northern eden*, Edmonton: canadian circumpolar institute press.
- TRIBOUILLARD, J., 1881. *Histoire illustrée des grands voyages au XIXème siècle*. Mégar, 352 p
- TURNER, F.J. 1967. *The frontier in american history*, New York : Rinehart and Winston, 375 p.
- TURNER, J. 1980. *Reckoning with the beast : animals, pain and humanity in the victorian mind*, Baltimore : John Hopkins University Press.
- TYRRELL, M., 2005 *Perception, knowledge and use of the sea in Arviat, Nunavut*. Thèse de doctorat, University of Aberdeen, Department of Anthropology.
- TYRRELL, M., 2006. More bears, less bears: Inuit and scientific perceptions of polar bear populations on the west coast of Hudson Bay. *Études/Inuit/Studies*, **30** (2), 191.
- TYRRELL, M., 2007. Sentient Beings and Wildlife Resources: Inuit, Beluga Whales and Management Regimes in the Canadian Arctic. *Human Ecology*, **35** (5), 575–586.
- TYRRELL, M., 2009. Guiding, opportunity, identity: The multiple roles of the arviat polar bear conservation hunt. In MILTON, M.R., FREEMAN, LEE FOOTE (DIR.), *Inuit polar bears and sustainable use*. Edmonton, CCI Press: 25–37.
- U**
-
- UFKES, F.M., 1998. Building a better pig: fat profits in lean meat. In WOLCH, J., EMEL, J., (DIR.), *Animals geographies*. New York, Verso, 241–255.
- U.N.E.P. 2006. *Wildlife watching and tourism*. UNEP/CMS secrétariat, 68 p.
- U.N.E.P. 2007. *Tourism in the polar regions: the sustainability challenge*. Unep, 55 p.
- U.N.E.S.C.O. 1994. *La dimension culturelle du développement : vers une approche pratique*. ONU, 241 p.
- URBANIK, J., 2012. *Placing animals an introduction to the geography of human-animal relations*. Lanham, Md.: Rowman & Littlefield Publishers.
- URRY, J., 1990. *The tourist gaze : leisure and travel in contemporary societies*. Londres: sage, 176 p.
- URRY, J., 2005. The Complexity Turn. *Theory, Culture & Society*, **22**(5), 1–14.
- V**
-
- VERNE, J., 1864. *Les aventures du capitaine Hatteras*. J. Hetzel, 626 p.
- VERNE, J., 1873. (1966) *Le pays des fourrures*. Hachette, 551 p.
- VEYRET, P., 1951. *Géographie de l'élevage*. Gallimard, 288 p.
- VIDAL DE LA BLACHE, P., LAVISSE, E., 1903. *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la révolution*. Paris, Hachette, 394 p.
- VIDRON, F., 1950. Réserves cynégétiques. *Revue Forestière Française*, 718–123.
- Viellard Baron, E., 2011. *La jungle entre nature et culture : un imaginaire de l'antimonde*, Thèse de géographie soutenu à l'Université de Paris-Diderot
- VIGOUR, C., 2005. *La comparaison dans les sciences sociales pratiques et méthodes*. Paris: La Découverte, 335 p.
- VIVIEN, F.D., 2009. Pour une économie patrimoniale des ressources naturelles et de l'environnement. *Mondes en développement*, **145** (1), 17–28.
- VOLVEY, A., BRETAGNOLLE, A., DJAMENT, G., HOYAUX, A.-F., 2005. *Échelles et temporalités*. Atlande, 239 p.
- VONGRAVEN, D., 2009. The ballyhoo over polar bears. *Polar research*, 28, 323–326.
- VONGRAVEN, D., PEACOCK, E., 2011. *Development of a pan-arctic monitoring plan for polar bears: background paper*. Circumpolar Biodiversity Monitoring Programme, CAFF International Secretariat, Akureyri, Iceland.
- VOURC'H, A., PELOSSE, V., 1992. « Le lynx a-t-il le mauvais œil ? ». In THEYS, J., KALAORA, B., (DIR.), *La terre outragée : les experts sont formels*. Autrement, 271 p.
- VOURC'H, A. & PELOSSE, V. Du bestiaire au paysage (Ré) introduire des espèces animales. *Etudes Rurales*, 129-130, 51–58.
- VRIJ, A., KNIGHT, S., NUNKOOSING, K., CHERRYMAN, J., 2003. Using Grounded Theory to Examine People's Attitudes Toward How Animals are Used. *Society & Animals*, **11** (4), 307–327.
- VU MAN CHIEN, 2007. *Tourisme, croissance et intégration dans l'économie mondiale : les apports du concept de développement durable*. Thèse de doctorat en sciences économiques et gestion, Université du sud Toulon-var, 322 p.
- W**
-
- WALKER, B., HOLLING, C.S., CARPENTER S.R., KINZIG, A., 2004. Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems. *Ecology and Society*, **9**(2) [en ligne] www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art5

VERNE, J., 1864. *Les aventures du capitaine Hatteras*. J. Hetzel, 626 p.

- WATTS, P.D., RATSON, P.S., 1989. Tour operator avoidance of deterrent use and harassment of polar bears. In Bromley, M., (Ed.), *Bear-people conflict: proceedings of symposium on management strategies, Yellowknife*. Northwest territories department of renewable resources, 189–193.
- WEBER, É.A., 2001. *Le chamois et l'isard: identification, moeurs, sexualité, maladies, réintroduction*. Delachaux et Niestlé, 192 p.
- WENZEL, G.W., 1991. *Animal rights, human rights: Ecology, economy and ideology in the Canadian Arctic*. Toronto, University of Toronto Press.
- WENZEL, G.W., 2004. Polar bear as a resource: an overview. In Third northern research forum open meeting position paper. http://www.nrf.is/Open%20Meetings/Yellowknife_2004/Wenzel.pdf
- WENZEL, G.W., 2004b. From TEK to IQ: Inuit Qaujimagatuqangit and Inuit Cultural Ecology. *Arctic Anthropology*, **41** (2), 238–250.
- WENZEL, G.W., 2008. *Sometimes hunting can seem like business: Polar bear sport hunting in Nunavut*. Edmonton, CCI Press.
- Wenzel, G.W., 2009. Polar Bear Conservation Hunting in Canada: Economics, Culture and Unintended Consequences. In FREEMAN, M., FOOTE, L., (EDS.) *Inuit, Polar Bears and Sustainable Use: Local, National and International Perspectives*. Edmonton: Canadian Circumpolar Press, 13–24.
- WHATMORE, S., 2002. *Hybrid geographies: natures, cultures, spaces*. London; Thousand Oaks, Calif.: SAGE Publications.
- WOLCH, J., 2002. Anima urbis. *Progress in Human Geography*, **26** (6), 721–742.
- WOLCH, J., EMEL, J., 1995. 'Bringing the animals back in'. *Environment and Planning D: Society and Space*, **13** (6), 632–636
- WOLCH, J.R., EMEL, J., 1998. *Animal geographies: place, politics, and identity in the nature-culture borderlands*. London; New York: Verso.
- WOLCH, J., EMEL, J., WILBERT, C., 2003. Reanimating cultural geography. In ANDERSON, K., DOMOSH, M., PILE, S. ET THRIFT, N., (EDS.) *Handbook of cultural geography*. Sage, London, 184–206.
- WOODLEY, S.B., 1999. *Community based tourism in Kimmirut, Baffin Island, Nunavut: regional versus local attitudes*. Mémoire de maîtrise, McGill University, Montréal, 119 p.
- WOODS, M., 2000. Fantastic Mr Fox ? Representing animals in the hunting debate. In PHILO, C., WILBERT, W., (EDS.) *Animal spaces, beastly places: new geographies of human-animal relations*. New York: Routledge, 182–202.

Y

- YASUDA, A., 2012. Is sport hunting a breakthrough wildlife conservation strategy for Africa? *Field Actions Science Reports*, 6, [en ligne], <http://facts-reports.revues.org/1362>
- YARWOOD, R., EVANS, N., 2000. Taking stock of farm animals and rurality. In PHILO, C., WILBERT, C., (EDS.) *Animal spaces, beastly places: new geographies of human-animal relations*. New York: Routledge, 98–114.
- YOCOZ, N.G., DELESTRADE, A., LOISON, A., 2011. Impact des changements climatiques sur les écosystèmes alpins : comment les mettre en évidence et les prévoir ? *Revue de géographie alpine*, 98(4), [en ligne], <http://rga.revues.org/1279>

Z

- ZIMMERMANN, K., 2007. Guidelines for sustainable hunting and fishing as part of tourism activities: biodiversity, conservation and tourism. *Communication at Global Ecotourism conference Oslo 16th May 2007*

Autres sources

FRANCE -F

LÉGISLATION (F1)

Conseil de l'Europe, 19/09/1979. Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, Berne

Conseil de l'Europe, 21/05/1992, Directive 92/43/CEE du Conseil concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages

Loi n°60-708, 22 juillet 1960 relative à la création de parcs nationaux

Loi n°63-754, 30 juillet 1963 instituant un plan de chasse du grand gibier pour créer un nécessaire équilibre agro-sylvo-cynégétique

Loi n° 2006-436, 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux (1)

RAPPORT GOUVERNEMENTAUX (F2)

FRANCE, 2004. Rapport de monsieur Pierre Lang sur les réserves de chasse, assemblée nationale

Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire et Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2008. *Plan d'action national sur le loup 2008-2012 dans le contexte français d'une activité importante et traditionnelle d'élevage*, France, 88 p.

FRANCE, 2009. *Stratégie nationale pour la biodiversité – Plan d'action tourisme 2009-2010*. Ministère de l'économie de l'emploi et des finances

ARCHIVES ONCFS (F3)

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS (F3.1)

Arrêté ministériel du 01/10/1951, sur l'institution et la réglementation dans les réserves de chasse

Arrêté ministériel du 30/03/1955 portant approbation d'une réserve nationale de chasse et de faune sauvage

Arrêté ministériel du 16/10/1974 portant le renouvellement de la Réserve et la constitution sur de nouveaux terrains de la réserve nationale des Bauges

- Arrêté ministériel du 03/08/1982 portant le renouvellement de la réserve des Bauges
- Arrêté ministériel du 06/01/1995 portant création de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage

TEXTES RELATIFS AU FONCTIONNEMENT DE LA RNCFS (F3.2)

- ANONYME, nd. *Projet de parc naturel régional des Bauges*
- ASSOCIATION POUR LA CRÉATION DU PNR DES BAUGES, 1991. *Compte rendu de la réunion du groupe de travail « milieu naturel – environnement »*
- ASSOCIATION POUR LA CRÉATION DU PNR DES BAUGES, 1995. *Massif des Bauges enquête clientèle*
- JULLIEN, JM. DARMON, G., nd. 1954-2004 : *Histoire du processus de colonisation d'une population de mouflons introduits dans les bauges- documents de travail*
- ONC, 1994. *Charte paysagère du parc naturel régional des bauges- fiche réserve*
- ONCFS, 2004. *Fiche signalétique n°7- Réserve nationale de chasse et de faune sauvage des ONF, 2000. Réserve biologique domaniale du haut-Chéran, Plan de gestion*
- ONF, 2006. *Révision d'aménagement forestier (2004-2018) forêt départementale de Coutarce*
- PNR DES BAUGES, 1998. *Compte rendu de la réunion des 28 juin et 30 juillet sur le nouveau schéma des sentiers*
- PNR DES BAUGES, 1997. *Compte rendu de réunion du groupe inter-commissions fréquentation des espaces naturels*
- PNR DES BAUGES, 2005. Site Nature 2000- S15- « Forêts, prairies et habitats rocheux des massifs orientaux des bauges »
- RÉSERVE DES BAUGES, 1944-1955. *Rapport garde chasse auxiliaire des eaux et forêts*
- RÉSERVE DES BAUGES. 1944. *Rapport de l'inspecteur adjoint des eaux et forêts*
- RÉSERVE DES BAUGES. 1949a. *Rapport du président de la région cynégétique de Lyon – vice président du Conseil supérieur de la Chasse*
- RÉSERVE DES BAUGES, 1949b. *Rapport annuel du directeur de la réserve des Bauges*
- RÉSERVE DES BAUGES, 1949-1955. *Rapport annuel de la réserve cynégétique des Bauges de l'inspecteur adjoint des eaux et forêts*
- RÉSERVE DES BAUGES, 1949-1955. *Rapport annuel de la réserve cynégétique des Bauges des eaux et forêts*
- RNC. 1955a- 1977a. *Rapports annuels des gardes de la RNC des Bauges*
- RNC. 1955b. *Rapport sur la situation des mouflons dans la Réserve nationale des Bauges*
- RNC. 1955c- 1978c. *Rapport annuel du directeur de la RNC des Bauges*
- RNC, 1957. *Rapport sur l'acclimatation des mouflons de corse*
- RNC. 1965. Renseignements sur les mouflons introduits dans la réserve des Bauges
- RNC, 1974. *Convention de cessation de droit de chasse des propriétés privées, de la forêt départementale de Coutarce, de la forêt domaniale du Haut-Chéran faisant partie de la RNCFS au profit de l'ONF*
- RNC. 1975. *Compte rendu d'une réunion du comité directeur de la RNC des Bauges du 15 mars 1975*
- RNC puis RNCFS. 1979-2013. *Rapport annuel de la RNCFS des Bauges*
- RNC, 1976. *Situation estivale en réserve nationale des Bauges, ses conséquences au sujet du cheptel et des reprises*
- RNC, 1977. *Compte rendu du dénombrement de tétras-lyre*
- RNC, 1977. *Compte rendu du dénombrement chamois-mouflons effectués les 6 et 6 novembre dans le massif des Bauges*
- RNC, 1977. *Estimation de la reproduction annuelle du chamois*
- RNC, 1978. *Compte rendu d'une réunion du comité directeur de la réserve nationale des bauges*
- RNC, 1978. *Programme d'études pour 1978 sur la pathologie du grand gibier de montagne*
- RNC, 1978. *Synthèse des travaux effectués sur les grands ongulés (chamois- mouflons) dans la réserve des bauges et sa périphérie en 1978*
- RNC, 1979. *Compte rendu de réunion du comité directeur de la réserve nationale des Bauges*
- RNCFS, 1991-1992. *Lettres échangées entre l'ONC et l'association pour la création du parc naturel régional des Bauges*
- RNCFS, 2007. *Bilan des prélèvements du GIC des Bauges saison de chasse 2006-2007, archives ONCFS*
- RNCFS, 2010. *Calendrier des tirs du groupement GIC dans la RNCFS des Bauges saison 2010-2011*
- RNCFS, 2010. *Règlement intérieur régissant les prélèvements cynégétiques effectués en RNCFS par les chasseurs du GIC des Bauges- saison 2010-2011*

ARCHIVES DU PNR DES BAUGES (F4)

- BERTHELOZ-MARIAZ, B. 1996. *Analyse de la fréquentation touristique estivale de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage, rapport de stage ONF*

- MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT, 16 juin 1987, *Arrêté visant à restreindre l'accès du public à 4 zones de la RNCFS des Bauges*
- ONF, 2008. *Enquête de fréquentation de la RNCFS des Bauges*, Rapport de stage
- ONF, 2009. *Schéma d'organisation de l'accueil du public dans la RNCFS des Bauges et sa proche périphérie*, document de travail, archives PNR des Bauges
- ONF, 2009. *Compte rendu de réunion du 10/12/2009 du comité de pilotage schéma d'organisation d'accueil du public*
- PNR, 2004. *Le massif des bauges... Un territoire en mouvement*, Atlas diagnostique réalisé dans le cadre de la révision de la chartre
- PNR du massif des Bauges, 2006. *Charte du Parc naturel régional du massif des bauges – nouvelle charte 2007-2019-Rapport d'orientations stratégiques*
- PNR DU MASSIF DES BAUGES, 2013. *Cahiers des charges relatifs au plan de gestion de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges*
- RNCFS, nd. *Liste des documents réglementaires concernant la RNCFS des Bauges*

ARCHIVES ONF (F5)

- ONF, 2009. *Guide d'inscription saison 2009-2010 aux stages de chasse dans la Réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges*
- ONF, 2012. *Guide d'inscription saison 2012-2013 aux stages de chasse dans la Réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges*
- ONF, 2011. *Stages de chasse 2011- évolution du nombre de stagiaires*

ARCHIVES GIC (F6)

- GIC DES BAUGES, nd. *Statuts du groupement d'intérêt cynégétique des Bauges*

AUTRES (F7)

- ALMANACH DU VIEUX SAVOYARD, 1964. *Le mouflon en Savoie*, p. 64

- ASSOCIATION DES AMIS DE MONTMÉLIAN ET DE SES ENVIRONS, 1985. *La réserve de chasse des Bauges*, Bulletin 34
- FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE SAVOIE, 2012. *Schéma départemental de gestion cynégétique de Savoie 2012-2018*, 70 p.
- PROGRAMME D'INITIATIVE COMMUNAUTAIRE INTERREG III. 2008. *Gestalp : Modèles de gestion pour la valorisation de la biodiversité et du pastoralisme dans le territoire alpin transfrontalier*, Projet 194, Alcotra, 193 p.
- RAPPORT BRUNDTLAND, 2010. http://www.wikilivres.info/wiki/Rapport_Brundtland_-_2#I._La_notion_de_d.C3.A9veloppement_durable, (le 12/11/2008)
- TERRA MODANA 2008. *Chasse d'antan*. (63), 5.

SITOGRAPHIE (F8)

(Référencement des sources de données les plus utilisées)

- Site internet de l'année internationale de la biodiversité, <http://www.biodiversite2010.fr/>, consulté le 9/11/2010.
- Site internet du parc naturel régional des Bauges : <http://www.parcdesbauges.com/>
- Site internet de la fédération départementale des chasseurs de Savoie : <http://www.chasseursdesavoie.com/fr/index.aspx>
- Site internet de la fédération départementale des chasseurs de Haute-Savoie : <http://www.chasseurs74.fr/>
- Site internet de la fédération nationale de chasse : <http://www.chasseurdefrance.com/>
- Site internet de la fédération régional des chasseurs de Rhône-Alpes : <http://chasserhonealpes.com/>
- Site de l'Office nationale des forêts : <http://www.onf.fr/>
- Site de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage : <http://www.oncfs.gouv.fr/>
- Site internet du forum de discussions sur les zones de quiétudes de la faune du site skitour : <http://www.skitour.fr/>
- Site internet du forum de discussions sur les zones de quiétudes de la faune du site camptocamp : <http://www.camptocamp.org/>

Site internet sur les informations dispensées par le site internet volpress sur les zones de quiétudes de la faune : <http://www.volopress.net/volo/>

QUÉBEC – Q

LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE, 2002

DONNÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE (Q1)

- DIONNE, G. ; BEAUDRY, G. ; LACHANCE, B. (1980) *Des orientations de développement des loisirs pour l'est du Québec- perspectives 1980-1989*, Archives Sépaq, non paginé
- FÉDÉRATION DE L'UPA DE LA GASPÉSIE, 1978. *Plan de développement de l'agriculture, de la forêt et du tourisme en vue de la mise en valeur du milieu rural de la Gaspésie et des îles de la Madeleine*, 78p.
- QUÉBEC, 1950-1961. *La gaspésie*, Québec : service tourisme office provincial de publicité
- QUÉBEC, 1957. *Vacances sportives en Gaspésie*, Québec : Services des parcs provinciaux, Ministère Chasse et Pêche
- QUÉBEC, 1967. *Aspects du Québec : La belle province*, Québec, MTCP, 37
- QUÉBEC, 1968a. *Québec La belle province*, Québec : MTCP
- QUÉBEC, 1968b. *Sur la route des pionniers*
- QUÉBEC. 1971 – 1974. *Le Québec touristique*, Québec : MTCP
- QUÉBEC. 1971. *Bas Saint-Laurent et Gaspésie*, Québec : MTCP, 47 p.
- QUÉBEC, 1972a. *L'accueil et l'information touristique au Québec*, Québec : MTCP, 177 p.
- QUÉBEC, 1972b. *Les grands facteurs d'attraction touristique au Québec*, Québec : MTCP, 48 p.
- QUÉBEC, 1973. *Impact économique du tourisme dans les Chic-Chocs (Gaspésie)*, Québec
- QUÉBEC, 1973. *Sur la route des pionniers*, Québec : ministère du tourisme et de l'information d'Ontario et direction générale du tourisme à Québec, 64 p.
- QUÉBEC. 1973. *Aspects québec*, Québec : MTCP
- QUÉBEC, 1973. *Prenez l'tour du Québec : une sélection de 46 voyages vacances*, Québec : MTCP
- QUÉBEC. 1976. *Bas Saint-Laurent – Gaspésie*, Québec : MTCP, 172p.
- QUÉBEC. 1976. *Le Québec touristique*, Québec : MTCP

QUÉBEC, 1985. *Gaspésie*, Québec : association touristique de la Gaspésie et Ministère du tourisme, de l'Énergie et des Ressources

QUÉBEC. 1992. *Le tourisme québécois : histoire d'une industrie*. Québec : Ministère du Tourisme, 24 p.

DONNÉES SUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT (FAUNE SAUVAGE ET ESPACES PROTÉGÉS) (Q2)

- BOURDAGES, J.L. BOUCHARD, A., TRÉPANIER, MO. 1984. *Les parcs naturels du Canada et du Québec : politiques, lois et règlements*, 125 p.
- CARON, A., 1968. Les monts notre-Dame, *Cahiers d'histoire n°3*- La société historique de la Côte du sud la Pocatière.
- CORPORATION DES INGÉNIEURS FORESTIERS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC. COMITÉ DES PARCS EN FORÊT 1972. *Parcs, territoires et zones analogues : éléments de prospective*, Québec: La Corporation, 1p.
- CORPORATION DES INGÉNIEURS FORESTIERS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC. COMITÉ DES PARCS EN FORÊT 1974. *Plein air et conservation au Québec : document d'information*, Québec: La Corporation, 274p.
- CONSORTIUM EN FORESTERIE. 2010. La table régionale de la faune- Gaspésie-Iles de la Madeleine, un outil de concertation, Bulletin d'information du consortium en foresterie Gaspésie-les-îles (33), np.
- DESROSIERS, R. ET AL. 2010. *Guide sur la gestion intégrée des ressources et du territoire : son application dans l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégré*, MNRF, 18 p.
- FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE CHASSE ET DE PÊCHE DU QUÉBEC. 1958. *En pleine nature : manuel de conservation*, Montréal : Les clubs 4 H, L'association forestière du Québec ; Pêcheurs et Chasseurs de Montréal INC, 68 p.
- FILION L., ET VILLENEUVE, P. 1978. *Les Réserves écologiques et la protection de la nature : les réalisations nord-américaines, européennes et japonaises*, Textes présentés au colloque des Iles-de-la-Madeleine les 17 et 18 juin 1976, Québec : Rapport - Conseil consultatif des réserves écologiques, no 1, 45 p.
- NATURE QUÉBEC, 2007. *Propositions d'aires protégées pour le Caribou forestier*, réalisé dans le cadre du projet « Critères et propositions d'aires protégées pour le Caribou forestier », 68 pages et annexe.
- PINNA, S., MALENFANT, A., HÉBERT, B., COTÉ, M. 2009. *Portrait forestier historique de la Gaspésie*, Consortium en foresterie gaspésie- Iles-de-la-Madeleine, 204 p.
- POTVIN A., DUPUY, P., LANDRY, F. 1990. *Plan préliminaire de gestion des ressources naturelles*, MLCP, 145

- PRÉVOST, J. 1906. *Protection du gibier et du poisson et Congrès de chasse et de pêche de Montréal : discours de l'Hon. M. Jean Prévost...*, prononcé à l'Assemblée législative de Québec, le 22 février 1906, p.
- QUÉBEC, 1795-1945. *Cahiers d'arpentages des cantons de Courcellette, Faribault, la Potardière, Boisbuisson, des Landes, Lesseps, Lemieux, Cap Chat, tourelle, Christie, Duchesnay*
- QUÉBEC, 1908. *Extrait des Cahiers d'arpentage des Régions du Bas Saint Laurent du fleuve, de la Matapédia et de la Gaspésie*, Québec : Ministère des terres et Forêts, 171 p.
- QUÉBEC, 1909. *Les Statuts refondus de la province du Québec*, 1909, Québec : Charles Pageau
- QUÉBEC, 1937. *Rapport général du ministre des Mines et des Pêcheries de la province de Québec*, Québec : Ministère des Mines et des Pêcheries maritimes
- QUÉBEC, 1941 – 1955. *Rapport général du ministère de la chasse et de la pêche 1941 – 1955*, Québec : Département de la Chasse et de la Pêche
- QUÉBEC. 1947. *Rapport général du ministère de la chasse et de la pêche 1947*, Québec : Département de la Chasse et de la Pêche
- QUÉBEC, 1948. *Résumé des lois de chasse de la province de Québec*, Québec : département de la chasse et des pêcheries
- QUÉBEC, 1950. *La géologie de l'Est de Gaspé* par HW Mc Gerrigle, Québec : Ministère des Mines
- QUÉBEC, 1954. *Rapport géologiques 62 : les régions de Tourelle et de Courcellette péninsule de Gaspé*, Québec : ministère des mines, 76 p.
- QUÉBEC, 1950. *Rapport géologique 118 région du mont Logan, comtés de Matane et de Gaspé-Nord*, Québec : ministère des richesses naturelles du Québec : 102 p.
- QUÉBEC, 1959. *Région de la rivière Madeleine- district électoral de Gaspé nord* par MC Gerrigle, Québec : ministères des mines
- QUÉBEC, 1964a- 1970a. *Bulletin Ministère du Tourisme, de la Chasse, de la Pêche 1964-1970*, Québec : Ministère du Tourisme de la chasse et de la Pêche, Département du Tourisme
- QUÉBEC, 1964b- 1979b. *Rapport annuel du ministère de la chasse et de la Pêche 1964 - 1979*, Gouvernement du Québec Ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche,
- QUÉBEC, 1968. *Inventaire de la législation affectant la récréation de plein air au Québec* ; MTCP, 73 p.
- QUÉBEC, 1976. *L'utilisation non-consommatrice de la ressource faune et le service de la recherche biologique*, Québec : MTCP- Gauvin, 13p.
- QUÉBEC, 1977. *La chasse sportive au Québec en 1973-1974 et en 1975-1976*, Québec : MTCP, 127 p.
- QUÉBEC, 1978. *Zone de provisoire de protection du caribou dans le parc des Laurentides*, Québec : MTCP- Gauvin et Grenier, 23 p.
- QUÉBEC, 1979. *Pourquoi constituer un parc de conservation avec les grands jardins*, Québec : MTCP – Gauvin et Jolicoeur, 9p.
- QUÉBEC, 1979b- 1985b. *Rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche*, Gouvernement du Québec : Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
- QUÉBEC, 1992. *Le positionnement des parcs et des réserves fauniques du Québec*, Document de travail, Ministère des loisirs de la chasse et de la pêche, 92 p.
- QUÉBEC, 1999a. *Aires protégées au Québec : contextes, constats et enjeux pour l'avenir*, Québec. 64 p.
- QUÉBEC, 1999b. *Cadre d'orientation en vue d'une stratégie québécoise : les aires protégées au Québec*, une garantie pour l'avenir, Québec, 19 p.
- QUÉBEC, 2002. *Stratégie québécoise sur les aires protégées : plan d'action stratégique : 1^{er} résultats*, Québec : Ministère de l'environnement, des ressources naturelles, société de la faune et des parcs, 43 p.
- QUÉBEC, 2004. *Stratégie québécoise sur la diversité biologique 2004-2007 : pour la mise en œuvre au Québec de la convention sur la diversité biologique des nations unies*, Québec : Ministère de l'environnement, 110 p.
- QUÉBEC, 2008. *Plans régional de développement du territoire public : Abitibi –témiscamingue*, Gouvernement du Québec : MRNF, 136 p.
- Sépaq, 1985 – 2011. *Rapport annuel de la sépaq*, Québec

DONNÉES CARIBOU (Q3)

- ANONYME. 1978. *Audiences publiques du parc de la Gaspésie*, Gouvernement du Québec
- BOILEAU, F. 1996. *Rapport sur la situation du caribou (Rangifer tarandus caribou) du parc de conservation de la Gaspésie*, Québec, ministère de l'Environnement et de la Faune. 49 p.
- COMITÉ DE RÉTABLISSEMENT DU CARIBOU DE LA GASPÉSIE. 2002. *Plan de rétablissement du caribou de la Gaspésie (2002-2012) (Rangifer tarandus caribou)*, Québec : Direction du développement de la faune, Société de la faune et des parcs du Québec, 2002. 47 p.
- COMITÉ DE RÉTABLISSEMENT DU CARIBOU DE LA GASPÉSIE. 2004. *Plan de rétablissement du caribou de la Gaspésie (2002-2012) (Rangifer tarandus caribou)- Mise à jour*. Société de la faune et des parcs du Québec, Direction du développement de la faune, Québec. 51 p.
- COSEPAQ. 2000. *Espèces canadiennes en péril*, novembre 2000. Comité sur la situation des espèces en péril au Canada. 26 p.

- CRÊTE, M., C. BANVILLE, F. DUCHESNAU, J. FERRON, J. LEVESQUE ET H. ROSS. 1990. *Plan de rétablissement de la population de caribous du parc de conservation de la Gaspésie*, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, 20 p.
- CRÊTE, M. et A. DESROSIERS. 1993. *L'invasion du coyote (Canis latrans) menace la survie de la population relique de caribous (Rangifer tarandus) du parc de conservation de la Gaspésie*. Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Direction de la faune et des habitats. 33 p.
- ÉQUIPE DE RÉTABLISSEMENT DU CARIBOU DE LA GASPÉSIE. 2011. *Bilan du rétablissement du caribou de la Gaspésie (Rangifer tarandus caribou) pour la période 1990-2009*. Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Secteur des Opérations régionales, Direction de l'expertise Énergie-Faune-Forêts-Mines-Territoire de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et Faune Québec, Direction de l'expertise sur la faune et ses habitats, 25 pages
- MESSIER, F., J. FERRON ET J.-P. OUELLET. 1987. *Le caribou du parc national de la Gaspésie : connaissances et recommandations sur la gestion du troupeau*. Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Direction de la faune terrestre. 65 p.
- MICHAUD, V. 2001. *Revue de littérature en fonction du plan d'action du caribou (Rangifer tarandus caribou) du parc national de la Gaspésie*. Société de la faune et des parcs du Québec. Direction de l'aménagement de la faune, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. 35 p.
- MILLER, D.R. 2003. Caribou response to human activity : research and management, Rangifer, Special issue (14), 89-93
- NATURE QUÉBEC, 2010. *Pour une meilleure protection du caribou de la Gaspésie*
- PROJET CARIBOU, 2012. [en ligne] www.projetcaribou.net
- QUÉBEC, 1965. *Les parcs provinciaux de la Gaspésie, Horter, rivières à saumons*, Québec : MTCP
- RIVARD, G., 1978. *Étude du caribou de la Gaspésie en considérant l'habitat*. Québec, MTCP- Direction de la recherche faunique. 65 p.
- TURCOTTE, C., S. CHAMPAGNE, D. CHOUINARD, S. DALLAIRE, J. LAMOUREUX ET G. LANDRY. 2007. *Plan d'aménagement de l'aire du caribou de la Gaspésie (Rangifer tarandus caribou)*, 2e édition. Ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec, Directions de l'aménagement de la faune de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent et Unités de gestion de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent. 85 p.
- UNION QUÉBÉCOISE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE. 2006. *Importance et impacts des pressions périphériques sur le maintien de l'intégrité écologique des aires protégées au Québec : étude présentée au programme d'aide aux priorités en environnement- Rapport de synthèse pour le Parc national de la Gaspésie*, 49 p.

DONNÉES ORIGINAL (Q4)

- ANONYME (1982) *Plan d'aménagement, phase 1 et 2- Documents d'analyse - secteur Matane*, Document de travail- archives Sépaq
- CRÊTE, M. 1973. *Etude de la population d'original de la réserve Matane*, in CRÊTE, M *Plan d'action pour le développement de l'original au Québec*, Direction de la faune terrestre, Ministère du Loisir de la chasse et de la pêche, Archives sépaq.
- CRÉGIM /CRNT, 2010. *Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire –région administrative Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*. Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, Commission des ressources naturelles et du territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, 223 p.
- CRÊTE, M. 1983. *Plan d'action pour le développement de l'original au Québec*, Direction de la faune terrestre, Ministère du Loisir de la chasse et de la pêche, Archives sépaq.
- DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS, IPAQ. 1996. *Mise en valeur de l'original dans la réserve faunique de Matane - étude de faisabilité - Rapport final*, Archives sépaq, 91 p.
- DESMEULES, P. 1966a. « Controlled moose hunts in Québec's provincial parks », *Proceedings of the North-east section of the wildlife society*, 15 p.
- DESMEULES, P. 1966b. *La chasse à l'original : manuel technique*, Ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, province de Québec, Service de la faune, Division de la faune terrestre, non paginé
- DROIN B., TENNIER, H., 2004. *Plan de gestion de l'original : 2004-2010*, Québec : Sépaq- réserve faunique des Chic-chocs, 21 p.
- LAMONTAGNE, G., S. LEFORT, 2004. *Plan de gestion de l'original 2004-2010*, Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, Direction du développement de la faune, Québec. 265 pages.
- LAMOUREUX, J. ; PELLETIER, A. ; BÉLANGER, M. ; LAROCQUE, C. 2007. *Inventaire aérien de l'original dans les réserves fauniques de Matane et de Dunière à l'hiver 2007*, Ministère des Ressources Naturelles et de la faune, direction de l'aménagement de la faune et du Bas-Saint-Laurent, 34 p.

- LAMOUREUX, J., M. BÉLANGER ET C. LAROCQUE. 2012. *Inventaire aérien de l'orignal dans les réserves fauniques de Matane et de Dunière, à l'hiver 2012*. Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction de l'expertise Faune-Forêts-Territoire du Bas-Saint-Laurent, Rimouski, 40 pages
- LEFORT, S. et M. HUOT. 2008. *Plan de gestion de l'orignal 2004-2010 : bilan de la mi-plan*. Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction de l'expertise sur la faune et ses habitats, Service de la faune terrestre et de l'avifaune, Québec. 38 pages
- NATURE QUÉBEC. 2008. *Dossier noir de la réserve faunique de Matane : une réserve faunique qui ne réserve rien*, Québec : Nature Québec
- POTVIN, A. 1985. *La chasse contrôlée sur la réserve Matane de 1964 à 1985*, Ministère du loisir de la chasse et de la pêche, Archives Sépaq, 80 p.
- QUÉBEC. 1978. *La chasse sportive à l'orignal au Québec en 1976*, Québec : MTCP- Pelletier et Therrien
- QUÉBEC, 2011. *Effets écologiques des fortes densités de l'orignal en Gaspésie, site internet du MRNF-section faune études et recherches* : <http://www.mrn.gouv.qc.ca>
- QUÉBEC, 2012. *Le plan de gestion de l'orignal du Québec 2012-2019*, Québec
- SAMSON, C.; DUSSAULT, C.; COURTOIS, R.; OUELLET, J-P. 2002. *Guide d'aménagement de l'habitat de l'orignal*, Société de la faune et des parcs du Québec, Fondation de la faune du Québec et Ministère des ressources naturelles du Québec, Sainte-Foy, 48 p.
- SEPAQ, 2010. *Guide de bienvenue de la réserve faunique de Matane*, Réseau Sépaq
- SEPAQ. 2010. *Guide de bienvenue de la réserve faunique des Chic-Chocs*, Réseau Sépaq.
- SÉPAQ. 2011. « Réserve faunique de Matane », *site internet de la réserve faunique de matane - section information- documentation*: <http://www.sepaq.com/rf/mat>
- LE RIVERAIN,. 26 mai 2011. *Bilan positif du réseau d'aires protégées du Québec*
- LE SOLEIL, 30 avril 2012. *Développer la Gaspésie ou sauver le caribou ? La tour d'ivoire des fonctionnaires de la faune*
- LE SOLEIL, 28 mai 2012. *A mort les caribous ?*
- RADIO CANADA, avril 2011, *Les chasseurs de la Gaspésie s'opposent au resserrement de leur territoire* », mis en ligne URL : <http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2011/04/22/002-manifestation-chasseurs-gaspesie.shtml>

SITOGRAPHIE (Q6)

- Site internet du registre public des espèces en péril au Canada, http://www.registrelep.gc.ca/default_f.cfm
- Site internet de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/start-debut-fra.html>
- Site internet du ministère des ressources naturelles et de la faune : <http://www.mrnf.gouv.qc.ca/>
- Site internet du ministère des ressources naturelles : <http://www.mrn.gouv.qc.ca/>
- Site internet du ministère du développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs : <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/>
- Site internet de la fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs : <http://www.fedecp.qc.ca/>
- Site internet des zones d'exploitation contrôlée : <http://www.zecquebec.com/index.jsp>
- Site internet des réserves fauniques : <http://www.sepaq.com/rf/>
- Site internet des parc nationaux du Québec : www.sepaq.com/pq/
- Site internet de la conférence régionale des élus Gaspésie- îles-de-la-Madeleine : <http://www.cregim.net/>
- Site internet du conseil régional de l'environnement de la Gaspésie – îles-de –la-Madeleine : <http://www.cregim.org/>
- Site internet de la conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent : <http://www.crebsl.org/>
- Site internet du conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent : <http://www.crebsl.com/>
- Site internet du consortium en foresterie : <http://www.foretgaspesie-les-iles.ca/>

ARTICLES DE JOURNAUX (Q5)

- LE DEVOIR, 2007. « AIRES PROTÉGÉES : QUÉBEC REPORTE L'OBJECTIF DE 8% À 2010 », [EN LIGNE], WWW.LEDEVOIR.COM, CONSULTÉ LE 20 AVRIL 2011
- LE RIVERAIN. 2 juin 2010. *Agrandissement du parc de la Gaspésie pour la survie d'une figure emblématique*
- LE RIVERAIN. 28 juillet 2010. *A mont-Saint-Pierre les gouvernements soutiennent le projet village-Parc-sur-Mer*
- LE RIVERAIN. 13 avril 2011. *Manifestation par un groupe de chasseurs*
- LE RIVERAIN. 27 avril 2011. *Des réponses le 3 mai*

NUNAVUT – N

DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE (N1)

- CONFERENCE BOARD OF CANADA. 2002. *Perspectives économiques Nunavut Mai 2001- regard sur l'économie du Nunavut*, Conference Board of Canada, 67 p.
- DESTINATION NUNAVUT, *Le guide touristique du Nunavut 2002-2003*, p. 12
- NUNAVUT, 2010. *Tourism sector development strategy*, Department of economic development transportation.
- NUNAVUT. Nd. *The time is right : a vision and strategy for tourism development in Nunavut*, Nunavut Tourism
- NUNAVUT, 2003. *Nunavut Economic development strategy*, The sivummut economic development strategy group. 80 p.
- NUNAVUT, 2009. *Nunavut exit study, Nunavut Economic development and transportation*, data path systems

RÉCITS DE VOYAGE (N2)

- Fonds d'archives de la ville de Winnipeg, Manitoba, Fonds Series 7- *Notebooks and journals related to trips to the Canadian Arctic*. Documents relatifs aux journaux d'explorations de plusieurs employés de la compagnie de la baie d'Hudson ou de biologiste à Eskimo Point (Arviat) au début du XX^{ème} siècle.

GESTION DE LA FAUNE (N3)

- BEVERLY & QAMANIRJUAQ CARIBOU MANAGEMENT BOARD, 1994. *A review of fire management on forested range of the Beverly and qamanirjuaq herd of caribou: technical report*, 64 p.
- CANADA, 2000. *Thelon Heritage River: Ten-Year Review*. Rapport du Department of sustainable development- Parks and Tourism Division
- CANADA, 2011. *Loi sur les espèces en peril- Décret modifiant l'annexe 1 de la loi sur les espèces en peril*, vol 145 (23)
- CANADA, *Management plan Auyuittuq national park*

C.H.R.S. (Canadian Heritage River System)., 2000. *Thelon Heritage River: Ten-year review*. Iqaluit, NU: Department of Sustainable Development, Parks and Tourism Division. 35 p.

CAMPBELL, M. 2007. *Wildlife research in the Kivalliq region of Nunavut with implications to the need of Nunavummiut*, final report (18), Iqaluit : department of Environment, 34 p.

CAMPBELL, M., NISHI, J. BOULANGER, J., 2010. *A calving ground photo survey of the qamanirjuaq migratory barren ground caribou population-* technical report series

CITES, 2010. *Gestion et commerce international de l'ours blanc au Canada*, Quinzième session de la conférence des parties Doha (Qatar), 13 – 25 mars 2010

CITES, 2010. *Consideration of proposal for amendment of Appendices I and II*, Quinzième session de la conférence des parties Doha (Qatar), 13 – 25 mars 2010

CITES, 2013. *Examen des propositions d'amendement ds annexes I et II*, Seizième session des la conference des parties Bangkok (Thaïlande), 3- 14 mars 2013-04-28

MATT, C., 2009. Polar bear focus day, *Bear-People conflicts workshop* 18 novembre 2009.

NUNAVUT, 2010. *Working together for caribou*, draft Nunavut caribou strategy framework, 12 p.

VONGRAVEN, D. ET PEACOCK, E. 2011. *Development of a pan-arctic monitoring plan for polar bears: background paper*, Circumpolar Biodiversity Monitoring Programme, CAFF International Secretariat, Akureyri, Iceland

WATERS, M., ROSE, N., ROSE, N., HUMANE SOCIETY INTERNATIONAL, TODD P., INTERNATIONAL FUND FOR ANIMAL WELFARE, 2009. *The economics of polar bear trophy hunting in Canada*, 20 p.

ARTICLES DE JOURNAUX (N4)

- ABOVE AND BEYOND, juin 2011, *The arviat community ecotourism initiative*
- L'ILLUSTRATION, 1987. « Les grands dossiers de l'illustration- La conquête des pôles (1843-1944) », *L'illustration*
- NUNATSIAQ NEWS, 17 juillet 2009, *Climate change top threat to polar bears scientists*
- NUNATSIAQ NEWS, 31 juillet 2009, *European Union council approves seal product ban*
- NUNATSIA NEWS, 18 septembre 2009, *Outfitters leaves clients howling for their money*
- NUNATSIAQ NEWS, 25 septembre 2009, *Clever marketing, price-tweaks help cruise north survive*
- NUNATSIAQ NEWS, 2 octobre 2009, *Hunters threaten revolt over polar bear quotas*

- NUNATSIAQ NEWS, 9 octobre 2009, *no Inuit knowledge, no quotas cuts, NTI says*
- NUNATSIAQ NEWS, 16 octobre 2009, *Davis strait bear numbers healthy, but could drop*
- NUNATSIAQ NEWS, 23 octobre 2009, *CITES to eye ban on polar bear trade*
- NUNATSIAQ NEWS, 23 octobre 2009, *The best laid plans of cruise ships often go away*
- NUNATSIAQ NEWS, 23 octobre 2009, *Cambridge Bay : The Kitkmeot's busy port of call*
- NUNATSIAQ NEWS, 15 janvier 2010, *Hotline heats up as hunters find bears flourishing*
- NUNATSIAQ NEWS, 29 janvier 2010, *Scientists oppose polar bear export ban*
- NUNATSIAQ NEWS, 9 avril 2010, *Nunavut hunters still enraged over polar bear quotas*
- NUNATSIAQ NEWS, 4 juin 2010, *Nunavut reverses stand on polar bear status*
- NUNATSIAQ NEWS, 11 juin 2010, *Nunavut chips in on EU seal ban challenge*
- NUNATSIAQ NEWS, 11 juin 2010, *NTI plans IIBA party in Clyde river next month*
- NUNATSIAQ NEWS, 25 juin 2010, *Polar bear scientists unhappy with Nunavut reversal*
- NUNATSIAQ NEWS, 2 juillet 2010, *Arviat residents explore their history*
- NUNATSIAQ NEWS, 16 juillet 2010, *Park officials plan digital copy of remote Fort Conger*
- NUNATSIAQ NEWS, 23 juillet 2010, *Francophone group signs tourism deal with Kimmirut*
- NUNATSIAQ NEWS, 12 septembre 2011, *The tourism mirage*
- NUNATSIAQ NEWS, 16 septembres 2011, *letters : Arviat tourism group "dismayed" by editorial*

AUTRES (N5)

- SULLIVAN, M., NASMITH, K., 2010. *Climate change adaptation plan : hamlet of arviat, Nunavut, Canadian institute of planners*

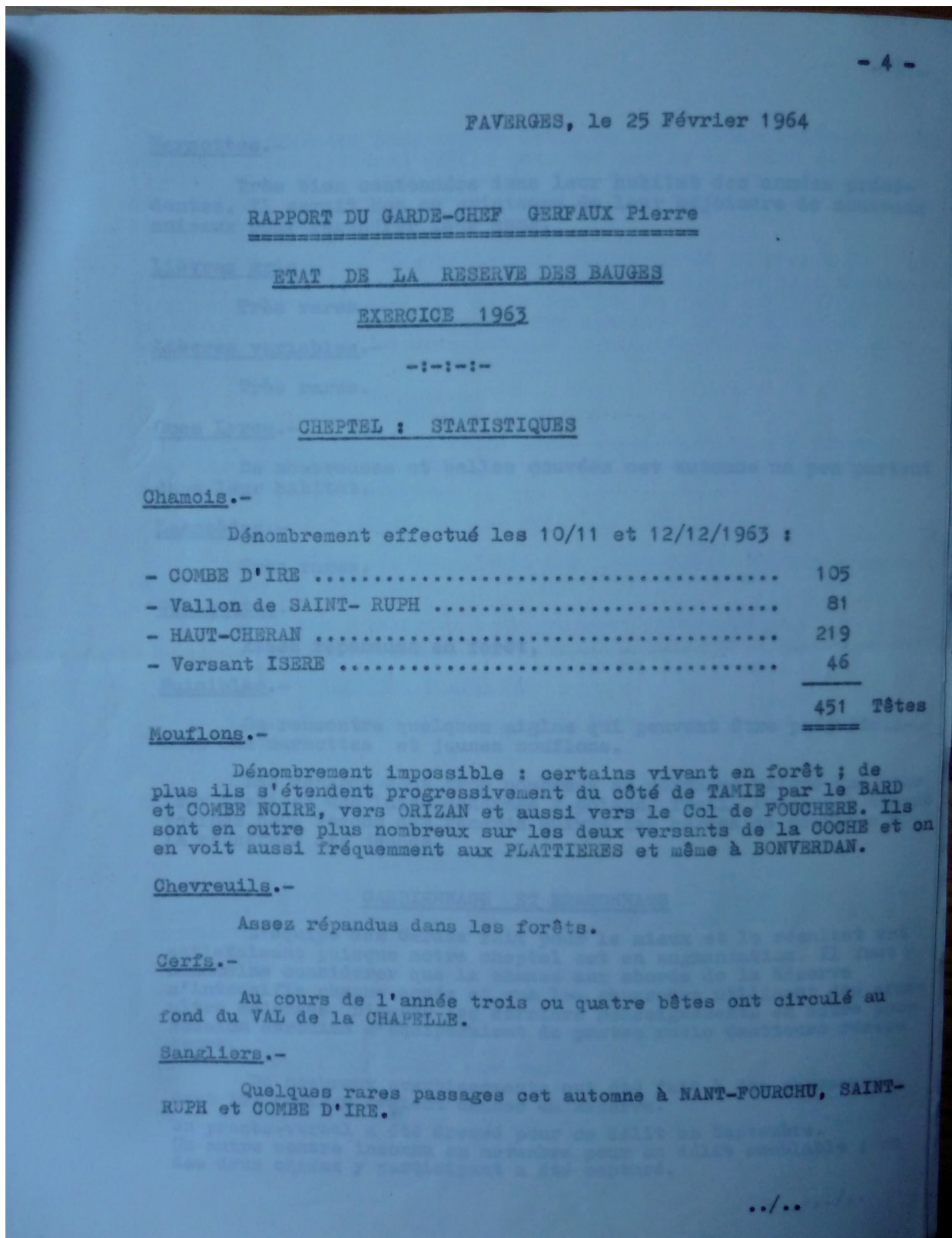
SITOGRAFIE (N6)

- Site internet du ministère de l'environnement du gouvernement du Nunavut, <http://env.gov.nu.ca/>
- Site internet du ministère du développement économique et des transports, <http://www.edt.gov.nu.ca/apps/authoring/dspPage.aspx?page=home>
- Site internet du bureau de gestion de la faune du Nunavut, <http://www.nwmb.com/>
- Site internet du développement touristique du Nunavut, <http://www.nunavuttourism.com/>
- Site internet des espaces protégés au Nunavut, <http://nunavutparks.ca/>
- Site internet de l'organisation Tunngavik chargé de l'application du nunavut Land claims Act, <http://www.tunngavik.com/>
- Site internet de la communauté d'Arviat, <http://www.arviat.ca/>
- Site internet du développement touristique à Arviat, <http://www.visitarviat.ca/>
- Site internet du groupe de spécialistes sur l'ours polaire de l'IUCN, <http://pbsg.npolar.no/en/>
- Site internet de Beverly & Qamanirjuaq caribou management board, <http://www.arctic-caribou.com/>

Annexes

ANNEXE A1- TRAVAILLER SUR DES ARCHIVES

Exemple d'un rapport annuel d'un garde de la réserve nationale de chasse des Bauges utilisé pour reconstituer l'historique des activités développées sur le territoire.



Marmottes.-

Très bien cantonnées dans leur habitat des années précédentes. Il serait bon ce printemps de leur adjoindre de nouveaux animaux pour régénérer leur sang.

Lièvres gris.-

Très rares.

Lièvres variables.-

Très rares.

Cogs Lyres.-

De nombreuses et belles couvées cet automne un peu partout dans leur habitat.

Lagopèdes.-

Très rares.

Gélinottes.-

Assez répandues en forêt.

Nuisibles.-

On rencontre quelques aigles qui peuvent être préjudiciables aux marmottes et jeunes mouflons.

Les renards sont trop nombreux en montagne malgré que nous fassions une lutte acharnée : poison, fusil. Presque à chaque tournée nous voyons des renards suivre les hardes de mouflons à la recherche des jeunes.

GARDIENNAGE ET BRACONNAGE

L'équipe des Gardes fait pour le mieux et le résultat est satisfaisant puisque notre cheptel est en augmentation. Il faut néanmoins considérer que la chasse aux abords de la Réserve s'intensifie chaque année et que les chasseurs utilisent des armes ultra modernes. D'après les derniers renseignements en notre possession certains s'équiperaient de postes radio émetteurs récepteurs.

De nombreux avertissements ont été fait à des chasseurs dont les chiens avaient chassé en Réserve.

Un procès-verbal a été dressé pour ce délit en Septembre.
Un autre contre inconnu en novembre pour un délit semblable ; un des deux chiens y participant a été capturé.

../..

Actuellement nous sommes dotés de deux postes radio-émetteur récepteur. Les liaisons qu'ils nous ont permis de faire sur notre territoire nous ont enthousiasmés. Les deux postes complémentaires dont l'achat est prévu sur les crédits de l'exercice 1964 compléteront heureusement cet équipement.

L'acquisition par le Conseil Supérieur de la Chasse de l'important domaine de l'ARMENAZ et de LA LANCHE est des plus heureuses. Elle supprime la chasse sur cette saillie en coin à l'intérieur de la Réserve. Lors du dénombrement des chamois le 12 décembre dernier nous avons recensé une cinquantaine de chamois sur ces territoires.

TRAVAUX

Il a été construit trois abris supplémentaires à fourrage pour les mouflons. Tous ont été approvisionnés en foin ainsi que les rateliers et trappes.

Le sel est déposé chaque mois aux saulnières.

La peinture est rafraîchie sur le périmètre et des plaques sont posées ou remplacées.

Enfin les principaux sentiers sont réfectionnés.

REPRISE D'ANIMAUX

Un mouflon mâle de 2 ans a été repris en Juin et, est mort le lendemain.

Cet hiver sans neige n'oblige pas les mouflons à venir aux rateliers et trappes et rend leur capture impossible.

CONCLUSIONS

Au cours de la période d'ouverture de la chasse dans le département de la Savoie il s'est tué à ma connaissance, sur les chasses voisines de la Réserve :

Chamois (8 au 29 Septembre), SOIXANTE animaux,
Chevreuils (8 septembre au 6 Octobre), QUARANTE SIX.

Pour les chasses de Haute-Savoie voisines de la Réserve :
(8 au 29 Septembre) QUARANTE DEUX chamois
(8 au 22 --) QUINZE chevreuils.

Etant donné l'énorme densité de chasseurs qui chassent chamois et chevreuils sur les territoires borduriers de la Réserve

../..

il en résulte de véritables battues organisées ou pas. Toutes armes sont utilisées, des carabines modernes à lunette de visée aux fusils à grenaille, même des automatiques. Le gibier est tiré à toutes distances, n'importe comment : il en résulte que bon nombre d'animaux sont perdus et vont mourir au loin.

Ainsi pour une seule chasse voisine de la Réserve où il s'est tué et ramassé 14 chamois et 6 chevreuils, nous avons retrouvé plus tard les cadavres de 5 chamois et de 4 chevreuils morts de suites de coups de feu. Combien d'autres ne seront jamais retrouvés ?

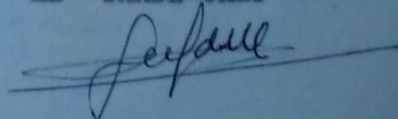
Il me semble que pour éviter ces pertes il serait utile d'interdire le tir du chamois et du chevreuil à la chevrotine. Cette interdiction pourrait-elle ne porter que sur une certaine zone aux alentours de la Réserve ? Je suis certain que bien des chasseurs en seraient heureux.

Le mouflon devient de plus en plus sauvage. Nous n'avons pas la certitude qu'il est respecté en dehors de la Réserve. Son tir doit être encore interdit afin de lui permettre d'émigrer hors de la Réserve et de nous faciliter la reprise d'animaux pour créer de nouvelles colonies.

Nous souhaitons aussi que les Emetteurs Récepteurs Radio soient interdits pour la chasse au gros gibier de montagne. Nous souhaitons enfin que la fermeture anticipée de la chasse dans les enclaves et sur certains terrains borduriers de la Réserve soit maintenue. Elle est d'ailleurs comprise et admise par les chasseurs sérieux. Il apparaît nécessaire de limiter l'action néfaste des touristes et chasseurs d'images qui traquent notre gibier en toutes saisons et en période de chasse les font massacrer par les chasseurs sur le périmètre de la Réserve.

Je suis convaincu que nous maintiendrons notre cheptel de la Réserve mais je suis certain qu'en freinant certaines tueries stupides autour de la Réserve nous verrons notre gibier en nombre essaimer beaucoup plus loin vers d'autres massifs pour la plus grande joie de très nombreux chasseurs.

LE GARDE-CHEF



Extraits de rapports annuels du ministère de la Chasse et de la Pêche au Québec utilisés pour reconstituer 1/ les dynamiques des populations fauniques en Gaspésie et leur gestion, 2/ comprendre le développement de l'activité touristique, 3/ comprendre le processus de patrimonialisation du caribou de la Gaspésie.

Rapport n.c.p 52-53 ; 53-54 ; 54-55

— 40 —

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DES BIOLOGISTES DE LA FAUNE TERRESTRE *de C. Delisle G. Noisan.*

Les deux biologistes de la faune terrestre du Département de la Chasse, assistés de deux techniciens, ont exercé leurs activités ces trois dernières années, dans presque toutes les régions de la province. Toutes les principales espèces de gibier ont été étudiées d'une façon ou d'une autre. Des recherches fondamentales ont été entreprises sur l'orignal, le chevreuil, le caribou et le canard. Des statistiques ont été recueillies sur la pression exercée par les chasseurs sur les différentes espèces de gibier. La nécessité de contrôler les prédateurs nous conduits à travailler sur le renard et le loup. L'introduction des faisans a aussi été tentée dans la partie sud de la province; enfin une enquête sur l'abondance relative du petit gibier, lièvre et perdrix, a aussi débuté au sud et à l'est de Montréal.

Le présent rapport constitue un résumé très succinct des travaux effectués sur chaque espèce, de même qu'un aperçu des résultats obtenus.

ORIGINAL

En 1950, nous avons commencé une enquête sur l'orignal et cette enquête s'est poursuivie chaque année, sauf en 1953. Cette année-là les informations recueillies étaient tellement minces que nous avons dû les ignorer. Pour obtenir ces informations sur la structure et la composition de notre population d'orignal, nous distribuons chaque année, des milliers de cartes d'enquête à des personnes vivant en contact avec la forêt. Ces collaborateurs inscrivent sur leurs cartes toutes leurs observations d'orignal, en indiquant le sexe de l'animal vu, de même que l'âge, c'est-à-dire veau, jeune d'un an ou adulte. Ces cartes sont ensuite étudiées et compilées. Pour une meilleure compréhension, la province est divisée en neuf régions. Dans le présent rapport, nous donnons le résultat des observations pour l'année 1954, ainsi que le tableau comparatif des résultats pour les années antérieures. Pour chaque région, nous donnons le nombre de mâles adultes, de femelles adultes seules, de femelles avec un veau, etc.

Le tableau I résume ces résultats pour l'année 1954.

Le tableau II nous démontre que la population actuelle, pour toutes les régions est très stable, et suggère que la saison de chasse actuelle est justifiée. Il est en effet surprenant de constater que peu de variation existe d'une année à l'autre. Le nombre de femelles est toujours légèrement supérieur au nombre de mâles, mais la différence est négligeable. Le pourcentage des veaux, dans le tableau, varie entre 16.9% et 18.1%, ce qui indique une fécondité normale. Ce pourcentage signifie que l'on peut supprimer de 8% à 9% des orignaux mâles chaque année sans que la population diminue. Nous constatons enfin dans ce tableau, que 34% à 39% des femelles sont accompagnées d'un veau. Ce pourcentage est même supérieur à ce que l'on trouve dans la plupart des autres provinces.

Le tableau III compare le nombre des orignaux tués dans les différentes zones, en se basant sur les coupons de transport. On voit que le nombre d'animaux tués augmente chaque année depuis 1950. Il faudra suivre de près ces résultats, dans les prochaines années, de façon à contrôler plus sévèrement la chasse si la situation devient alarmante.

En continuant cette enquête, nous espérons pouvoir déceler à temps tout symptôme indiquant une anomalie dans le comportement de cette population. Il est bon de noter que la situation actuelle semble satisfaire même les plus exigeants.

CHEVREUIL

Le chevreuil est le gros gibier le plus important de la province, si l'on considère le nombre de chasseurs intéressés et les revenus qu'il apporte au Département de la Chasse. Depuis 1951, nous avons complié le nombre de coupons de transport émis pendant la chasse au chevreuil. Ce nombre se maintient entre 4,500 et 5,500. D'un autre côté, le nombre de chasseurs augmente constamment d'année en année.

Chaque année, le chevreuil apparaît dans des régions où il était inconnu jusqu'alors. Cette expansion d'aire est probablement due à l'ouverture de la forêt vierge peu propice au chevreuil. Le chevreuil atteint sa plus grande densité dans les comtés de Labelle, Argenteuil, Rimouski et Témiscouata. Il s'accroît rapidement dans la Gaspésie, surtout dans le parc, mais la situation semble précaire dans les zones A et B, c'est-à-dire au sud du St-Laurent, depuis Kamouraska jusqu'aux frontières de l'état de New-York.

Un projet pour l'étude du chevreuil est maintenant en marche. Ce projet comprend un inventaire poussé du chevreuil dans les zones A et B; une enquête dans Témiscamingue et Rouyn-Noranda, sur la possibilité de fermer la chasse au chevreuil; une étude de la quantité et de la qualité de la nourriture dans les ravages d'hiver; une étude de la structure de la population dans la zone C réflétée par l'âge et le sexe des chevreuils tués. Il faudra aussi considérer la création de petites réserves pour le chevreuil dans les régions où ce gibier devient de plus en plus rare. Une telle réserve a été créée dans la région de Princeville, et la seigneurie Ross, dans Lotbinière, a depuis peu été érigée en sanctuaire.

CARIBOU

Il existe deux espèces de caribou dans la Province de Québec: le Caribou des Champs dans l'Ungava, et le Caribou des Bois sur la côte nord du St-Laurent et en Gaspésie.

Le Caribou de l'Ungava, en raison de sa rareté et de son importance pour la population esquimaude de ce secteur, a fait l'objet d'une étude conjointe du Département de la Chasse et du Service Fédéral de la Faune. Le travail n'est pas encore terminé et le rapport final sera présenté en 1956. Les observations à date, suggèrent que ni les feux de forêts, ni les feux de tundra, ni la quantité

de nourriture accessible, n'affecte en rien actuellement la population de caribou. Le caribou est présentement rare et très dispersé dans la partie ouest de l'Ungava où il ne reste pas plus de 100 à 200 individus. La vallée de la rivière George semble être la dernière forteresse du Caribou de l'Ungava et la population totale est actuellement estimée à environ 5,000 têtes.

D'après les renseignements recueillis, il appert que les indigènes de la région ont été favorisés par une abondance exceptionnelle de caribou au cours de l'hiver 1954-55. Les Esquimaux prétendent n'avoir pas vu autant de gibier depuis au-delà de trente ans. Il s'en est tué près de 400 dans la seule région de Fort Chimo et certains Blancs, employés des compagnies minières, chassent aussi le caribou en avion. Si l'on veut conserver ce caribou, il faudra contrôler l'abatage strictement en prenant seulement une partie de l'accroissement annuel.

Pendant les années 1953 et 1954, un travail a aussi été fait sur le statut du caribou en Gaspésie. Là encore, l'aire de distribution a grandement diminué depuis vingt-cinq ans, et des mesures devront être prises en vue de sauvegarder ce gibier important. Ce caribou est maintenant contenu presque entièrement dans les limites du parc de la Gaspésie. La population se compose de quatre troupeaux plus ou moins indépendants: ce sont les troupeaux du Mont-Blanc, du Mont-Albert, du Mont-Jacques-Cartier et de la rivière Garland. Cette dernière harde est en train de disparaître à cause de la route Gaspé-Murdochville et de la proximité de la mine de cuivre de Murdochville.

La population totale a été évaluée à environ 700 têtes, et depuis que l'étude est commencée, le nombre se maintient constant. La reproduction est bonne puisque les veaux constituent environ 12% du troupeau. La chasse en est défendue dans toute la province et les prédateurs sont virtuellement absents dans cette région, de sorte que si l'habitat n'est pas détruit, la conservation du caribou en Gaspésie semble chose possible. Il s'agit de limiter les coupes de bois dans les vieilles forêts de conifères affectionnées par le caribou et de prévenir les feux de forêts.

Quant au Caribou des Bois, répandu sur la Côte Nord et dans l'ouest de la Province, la protection qu'on lui accorde depuis des années semble porter ses fruits, et des hardes très importantes sont vues, chaque année, en particulier le long de la Côte Nord, de Tadoussac à Sept-Iles. Les développements hydro-électriques gigantesques qui s'y déroulent actuellement vont sans doute apporter des problèmes complexes dans cette région, et nous nous proposons de surveiller la situation de près.

FAISAN

Depuis 1949, le Département a entrepris une série d'expériences en vue d'introduire le Faisan à Collier comme gibier, dans la Province de Québec. Il est à remarquer que le but de ce travail était d'essayer d'obtenir une assez grande population de faisans, qui aurait permis de leur faire la chasse.

RECETTES DU PARC DE LA GASPÉSIE DU 1^{er} AVRIL 1950 AU 31 MARS 1955

1950-51	1951-52	1952-53	1953-54	1954-55
\$ 27,995.39	\$ 36,147.50	\$ 41,205.50	\$ 48,580.48	\$ 66,089.65

Si l'on étudie le tableau des recettes brutes du parc de la Gaspésie et de la réserve des Chic-Chocs, on se rend à l'évidence que ce parc et cette réserve jouissent aussi d'une popularité grandissante, comme en fait foi l'augmentation constante des recettes au cours des cinq dernières années. Nul doute que l'amélioration du réseau routier autour de la péninsule gaspésienne a été le principal facteur dans l'accroissement du nombre de visiteurs dans ce parc, car la construction d'une route traversant la péninsule du nord au sud offre à l'automobiliste depuis quelques années, le panorama merveilleux des monts de la Table et l'avantage de routes secondaires qui permettent de se rendre en jeep jusqu'au sommet du mont Jacques Cartier, le mont le plus élevé des Chic-Chocs.

Le parc de la Gaspésie par sa formation géologique n'est pas très riche en lacs et rivières et la plupart sont de petites nappes d'eau; par conséquent, il n'aura jamais, auprès du pêcheur, l'attrait qu'ont les autres parcs et réserves; par contre, ses paysages merveilleux, sa nature tourmentée, sa flore unique, ses caribous constitueront toujours un grand attrait pour le touriste avide de beauté, pour le naturaliste à la recherche d'une flore particulière, ou d'une faune que l'on ne trouve plus ailleurs dans la province. Aussi, c'est le côté touristique que nous nous sommes efforcés de développer dans ce parc, particulièrement en augmentant les facilités d'accommodation au Gîte du Mont Albert. Comme le nombre de touristes campeurs augmente dans toute la province et que la péninsule de la Gaspésie n'est pas encore pourvue de terrains de campement en quantité suffisante, nous en avons aménagé un au cap Bon Ami dans le parc de la Gaspésie; il est pourvu d'abris, d'une cuisine, de service d'eau, etc. Dès son ouverture au public, cet endroit est devenu très populaire.

L'hôtellerie représente une source appréciable de revenus pour la population de la Gaspésie, nous avons donc, avec la collaboration du Service de l'Hôtellerie et des ministères du Commerce et des Pêcheries, donné des cours d'hôtellerie à l'Hôtel du Fort Prével et au Gîte du Mont Albert. Ces cours ont été suivis régulièrement par les employés du parc et des hôtelleries de la Gaspésie.

RECETTES DU PARC DU MONT ORFORD DU 1^{er} AVRIL 1950 AU 31 MARS 1955

1950-51	1951-52	1952-53	1953-54	1954-55
\$ 2,525.93	\$ 6,541.20	\$ 8,665.84	\$ 8,736.27	\$ 9,542.68

Ce parc de par sa superficie bien réduite, comparé aux autres parcs de la province, n'offre pas la même variété de passe-temps: point de pêche, faute de lacs et cours d'eau, comme sanctuaire pour la faune, point de chasse. Aussi,

La Matane est un bel exemple de restauration d'une rivière à saumon. Il y a quelques années, le saumon avait complètement disparu de cette rivière à cause des barrages érigés sur son cours. A la suite des revendications du département, les propriétaires de ces barrages ont construit des passes migratoires d'après des plans et sous la direction d'un ingénieur spécialiste. Ces passes construites, le département déposa des ensemencements massifs d'alevins de saumon dans la rivière, le résultat de ces ensemencements fut des plus heureux car quelques années plus tard, ces alevins devenus adultes revinrent dans la rivière en grand nombre pour y frayer. Depuis, il y a une migration annuelle considérable de saumons. Nous croyons, en exerçant une surveillance régulière, prévenir les abus et maintenir une pêche abondante. La rivière Matane jouit déjà d'une grande popularité auprès des pêcheurs qui viennent de toutes les parties de la province comme des Etats-Unis, pour y faire la pêche.

La Province de Québec est en plein essor industriel. Nos mines se développent par toute la province, dans l'Abitibi, dans la Gaspésie, dans le nord du Lac St.Jean et dans l'Ungava, c'est-à-dire dans des régions où il y a quelques années on ne rencontrait que des trappeurs, des prospecteurs et des indiens. Cet essor minier a entraîné la construction de routes conduisant à des régions vierges, où le gibier et le poisson n'avaient eu à subir aucune pression et où ils se trouvaient en grande abondance. La mécanisation a aussi permis la construction d'un immense réseau de routes dans le domaine forestier, rendant accessibles après quelques heures de courses en auto, d'autres régions très giboyeuses.

Tout ce territoire subit maintenant la pression du chasseur et celle du pêcheur; malheureusement, parmi ceux-ci on ne trouve pas que des sportsmen, c'est-à-dire des gens qui comprennent que la nature toute généreuse qu'elle soit ne peut produire suffisamment pour contenter les appétits de ceux qui croient que notre réserve de poisson et de gibier est inépuisable et qu'ils peuvent puiser sans danger à cette source qu'ils croient intarissable. C'est pour parer à cette pression que le gouvernement a créé des réserves de chasse et de pêche dans les régions nouvellement ouvertes à la circulation.

Ainsi, en 1939 la construction de la route Mont-Laurier — Senneterre ouvrait une immense région de forêts et de lacs aux portes de l'Abitibi, de la métropole et des frontières. Que serait-il advenu de cette immense région si le gouvernement n'avait pas créé la réserve de pêche et de chasse nommée "Le Parc de la Vérendrye". Lorsque l'on considère qu'en 1952 on a enregistré le passage de 94,028 véhicules transportant 155,341 personnes, on peut imaginer la pression qu'aurait subie le poisson et le gibier si ces 155,341 personnes avaient été libres de chasser et de pêcher à leur guise. Quelles ressources cynégétiques et halieutiques y trouverions-nous aujourd'hui si la chasse n'avait pas été prohibée dans cette réserve et si la pêche n'y avait pas été limitée et contrôlée, s'il n'y avait pas eu de barrières et de postes de contrôle pour réglementer et vérifier les prises.

Il en est de même de la réserve de Chibougamau créée en 1950. Là encore que serait-il advenu, si une partie de la région située entre St. Félicien et la région minière de Chibougamau n'avait pas été sauvegardée tout particulièrement, grâce à la réglementation sévère que nous avons pu y établir? Car dès l'ouverture de la route, toute la région fut envahie par un grand nombre de chasseurs et de pêcheurs, sans compter les milliers d'ouvriers forestiers et miniers et toute la circulation occasionnée par la construction d'une ville et de villages miniers.

Le Parc des Laurentides créé en 1895, dont l'organisation touristique remonte à 1925, reçoit chaque année des milliers de visiteurs, ainsi 10,202 en 1952, 12,993 en 1953 et 12,000 en 1954 sans compter les 155,572 véhicules qui ont traversé le parc en 1951, les 193,000 en 1952 et les 209,505 en 1953, transportant un total de 1,948,000 passagers, pour ces trois années.

Que serait-il advenu du gibier dans ce parc, si toute cette foule avait été libre de pêcher et de chasser à sa guise, si nous n'avions pas exercé un contrôle sévère aux postes des barrières, si les visiteurs n'avaient pas été suivis et leur pêche contrôlée, si dans tous les camps d'opérations forestières, il n'y avait pas eu de patrouilles régulières, d'inspection de camps? Nous avons réussi en contrôlant le nombre de visiteurs et en exerçant une surveillance continue, à maintenir une pêche abondante et une population normale de la faune terrestre.

Que serait-il advenu du caribou dans la Gaspésie et du poisson dans les quelques lacs que l'on y trouve, si une partie de l'intérieur de la péninsule n'avait été créée en parc? Nous pouvons présumer que toutes ces régions sauvegardées, auraient subi le sort de certaines régions restées ouvertes et où par suite de la grande pression exercée par les chasseurs et les pêcheurs, le gibier a grandement diminué, voire disparu.

Bien que la Province de Québec soit engagée sur la voie de l'industrialisation, il reste encore d'immenses régions, riches en ressources halieutiques et cynégétiques, qui seront graduellement envahies par l'industrie, avec les conséquences que cela comporte au point de vue chasse et pêche. La population qui y sera amenée exercera une pression désastreuse sur notre gibier, car la production naturelle ne suffira pas à maintenir l'équilibre établie dans la nature et nous constaterons un dépeuplement graduel inévitable. C'est pourquoi, il est essentiel de maintenir la politique des parcs et des réserves, qui est d'établir des sanctuaires où le gibier est à l'abri du chasseur et où la pêche contrôlée. Ainsi, nous pourrons y conserver et maintenir une pêche dans des conditions normales. Nos voisins des Etats-Unis avaient encore, il y a à peine cinquante ans, de grandes ressources naturelles. Aujourd'hui, ces ressources ont diminué à un tel point qu'il leur est nécessaire de recourir à la pisciculture et à l'élevage pour maintenir des conditions artificielles de chasse et de pêche. Le même sort est réservé à certaines régions de la province, par suite du développement économique et de l'augmentation de la population; la chose est inévitable et, c'est pourquoi il faut conserver, maintenir et administrer rationnellement nos parcs et nos réserves, si nous voulons garder leurs richesses et leur productivité.

Cette politique de conservation ne peut être uniforme pour tous les parcs et les réserves et doit nécessairement varier avec les conditions biologiques de chacun. Ainsi, le Parc de la Vérendry, la Réserve de Chibougamau et la Réserve de Mistassini, où l'on trouve un grand nombre de lacs de grande superficie, habités par des variétés de poissons très prolifiques, peuvent supporter une pêche plus intense que les lacs du Parc des Laurentides, où il y a des lacs dont la superficie est beaucoup plus petite. Il en est de même du Parc de la Gaspésie où il y a un nombre restreint de lacs. De plus, les eaux de ces deux parcs ne contiennent que de la truite mouchetée, poisson moins prolifiques que le brochet et le doré et qui naturellement requiert une plus grande protection.

Dans nos réserves de pêche des rivières Matane, Petite Cascapédia, Romaine et Port-Daniel habitées par le saumon, nous devons réglementer la pêche d'une façon toute spéciale. La pêche du saumon diminue graduellement dans toutes les rivières de la province en dépit desensemencements annuels, c'est pourquoi, il faut conserver chaque année un nombre de saumons de reproduction pour y maintenir une pêche raisonnable.

Il ne faut pas oublier que le but de nos parcs est avant tout de créer des réserves de poisson et de gibier. Pour conserver ce stock il faut nécessairement avoir une réglementation propre à chacun d'eux. Les résultats obtenus après plus de vingt-cinq années d'administration, justifient cette politique. Certains règlements et certaines limites de prise en vigueur dans les différents parcs et réserves, semblent peut-être exagérés, mais ils ne sont prescrits que dans le seul but de garder l'équilibre dans la nature.

Pour conclure, il faudrait, à mesure que notre domaine industriel s'étend, mettre de côté des territoires constitués en réserves de chasse et de pêche où grâce à une réglementation et une surveillance spéciales, la faune terrestre bien protégée se multipliera et alimentera les régions voisines de ces réserves. Grâce à cette réglementation, nous pourrions y maintenir dans les eaux, une pêche abondante, pour le bénéfice de la population des régions industrialisées.

LE DIRECTEUR DES PARCS ET DES RÉSERVES,
L.-P. GAGNON.

Exemple de tableau de traitement des archives pour reconstituer le processus de patrimonialisation du caribou de la Gaspésie

Source	Année	Présentation Gaspésie	Caribou
Provincial tourist bureau	1926	<p>Paysage : « grandeur and variety of the scene » Route : "the smoothness of the road" Calmé Chasse et pêche</p>	Caribou
Service du tourisme : office publicité	1950-1961	<p>Sols fertiles Pêche Forêts Sanitaire : fièvre des foins PNG : relief ; route</p>	Photo de présentation du lac : lac aux américains avec photo de caribou
Ministère des mines	1950	Ressources forestière	Toundra est « les terrains stériles à caribou » (14)
Ministère des mines	1954		Gibier : « il y a du gibier tel que l'original, le caribou et le chevreuil, mais pas autant qu'autrefois. » (9)
Service des parcs provinciaux	1957	Divertissement : Pêche, Randonnée, Photographier caribou, golf Paysage Sanitaire : fièvre des foins	Activités du mont J. cartier
Ministère des mines région rivière madeleine	1959	Avant bd Perron : insularité de la Gaspésie	Gibier de la région : l'original, le chevreuil, le caribou et l'ours. Aucune de ces espèces n'est très abondante (9)
Ministère des richesses naturelles du Québec	1964		gibier
MTCP	1964	Saumon	- création parc : dernier habitat du caribou
MTCP	1965	Parc de la Gaspésie : panorama, géologie PNG : permis de pêche ; faune ; flore ; gîte ; lac	- caractéristique du parc
MTCP bulletin	1966	Tranquillité Village de pêcheurs Paysage pittoresque Travail difficile : pêche/ forêt Historique : J. cartier Voyage organisé tour de Gaspésie Percé/ bonaventure Cuisine Pêche aux saumons Parc de la Gaspésie : pêche de truite moucheté ; alpinisme avec mont albert	
Parizel/ lauzon/ chassé : fortier/ tremblay : guide touristique	1966	Développement économique de l'intérieur permet réunion : mines	

MTCP	1967	<p>Paysage Pêcheries Forêt Activités : Chasse et pêche, alpinisme ski</p> <p>Industrialisation Géo physique Sanitaire : fièvre des foins Mine de cuivre Attraits touristiques : Village de pêcheurs, campagne, littoral paysage</p>	Distribution espèce
MTCP	1967	<p>Percé Routes Auberge du mont albert Fous de bassans</p>	
MTCP	1968	<p>Forêt Mines Relief et paysage Place : Percé et Bonaventure Photo : percé ; fort prével ; baies des chaleurs ; morue ; village pêche</p>	
Ministère québec et ontario : route des pionniers	1968	<p>Pêche saumon Infrastructure paysage</p>	
MTCP bulletin	1969	<p>Paysage pittoresque Village pêche PNG : relief ; caribou ; infrastructures ; pêche</p>	<ul style="list-style-type: none"> - caractéristique parc - distribution espèce
MTCP	1971	<p>Relief Flore/ faune Pêche Géologie Sanitaire : rhumes des foins PNG</p>	<p>Caractéristique massif gaspésien : a ces altitudes vit le caribou des bois (rangifer caribou), animal menacé d'extinction</p> <ul style="list-style-type: none"> - création du parc - Attrait (voir carte)
Ministère québec et ontario : route des pionniers	1973- 1985	<p>Pêche aux saumons Bon air activités (plage, golf, ski)</p>	aucune

MTCP : tour de la gaspésie	1973	paysage Parc de la gaspésie : relief ; mont albert ; gîte Analyse photo : fou de bassan, percé, pêcheur Parc de la gaspésie : relief ; pêche	Activité : A chercher des caribous toute l'année
MTCP : présentation régions touristiques	1973	Historique J. cartier Route pittoresque pêche	
MTCP : rapport annuel	1973	PNG : porte d'accueil ; infrastructures Activités : pêche ; observation flore ; excursion ; moto neige infrastructures	Pas de mention
MTCP : rapport annuel	1976	Recherche sur caribou	-distribution caribou en fonction végétation
MTCP bas st laurent - gaspésie	1976	Attraits Réserve Relief Parc Strate de végétation avec 3 ongulés	Caractéristique Attrait distribution
MTCP	1976	Photo : phare : fous de bassans Géographie Forêt Mines Paysage Percé	
MTCP	1977	PNG : animation + marche Mont albert+ centre d'interprétation Recherche caribou	Recherche réalisé : marquage
Assos touristique de la gaspésie	1985	Situation géographique Paysage Relief Strates avec 3 ongulés	3 ongulés

ANNEXE A2 - GRILLES D'ENTRETIENS

Exemple d'une grille d'entretiens utilisée pour les entretiens semi-directifs avec les chasseurs touristes. Les grandes thématiques abordées sont en gras; elles sont accompagnées de questions de relance pour aider au bon déroulement de l'entretien.

Thèmes de travail chasseurs - Touriste

Séjour :

Perception du massif : [Quelles sont vos attentes par rapport à votre séjour ? Pourquoi avoir choisi les Bauges pour vos vacances ? Etes-vous satisfait de votre séjour ?]

Séjour : [Durée du séjour ? Nombre de personnes participant au séjour ? Première visite des Bauges ? Avez-vous déjà effectué d'autres voyages de chasse ?]

Activité chasse :

Intérêt pour la chasse : [Pourquoi chassez-vous et depuis combien de temps ? Selon vous, quels sont les éléments importants pour effectuer une « bonne chasse » ? Avez-vous envie de chasser plus que vous ne le faites ? Si oui, pourquoi ne chassez-vous pas plus (pas accès aux territoires où ces espèces sont présentes/ argent / existence de quota ou de limite de la durée de chasse/manque de temps à allouer à la chasse...) ? Chassez-vous des espèces que vous jugez peu intéressantes ? Pourquoi (social, participation à la régulation des populations, excuse pour être dehors) ?]

Gibier : [Quels types de gibier chassez-vous ? Pourquoi aimez-vous chasser ce gibier ? Que faites-vous du gibier ? Avez-vous des trophées ?]

Organisation de la chasse :

Organisation de la chasse : [Que pensez-vous de la gestion de l'organisation de la chasse aujourd'hui ? Sur quels territoires préférez-vous chasser ? Quels types d'animaux souhaitez-vous chasser ? Quelles sont les 3 espèces que vous préférez/ préféreriez chasser (avec ordre de priorité) ? Pourquoi telle priorité ?

Faune : [Quelles sont les actions à préconiser pour assurer la pérennité de la faune sauvage en France ? Que pensez-vous des introductions/ réintroductions d'animaux ? Que pensez-vous des grands carnivores ? Quels impacts pensez-vous qu'ils aient sur les animaux que vous chassez ?]

Impact sur la faune et interactions avec les autres utilisateurs du milieu. Quel impact sur les animaux pensez-vous avoir (autre que le prélèvement effectué) ? Avez-vous (eu) des contacts positifs/négatifs avec les autres utilisateurs du milieu naturel (ramasseurs de champignons, promeneurs) ?

Espaces protégés: [Que pensez-vous des espaces protégés où il est interdit de chasser ?]

Personnes :

Quel est votre lieu de résidence ? Age/ sexe ?

Survey for discussion

1 - Arviat community :

- 1A. For you, what are the main activities in Arviat ?
- 1B. Could you quote your 3 favourite locations in Arviat ? Why ?
- 1C. What do you expect for the development of Arviat ?
- 1D. Can you imagine Arviat in 50 years ?
- 1E. What are your main concern for the future ?

2- Tourism :

- 2A. What do you think about tourism ?
- 2B. Can you tell me what will be the good part of a touristic development ? The bad part ?
- 2C. Do you want to be involved in touristic development ?
- 2D. Are you aware about the Tunngavik ecotourism project ? What do you think about it ?
Are you involved in it ? Why ?
- 2F. According to you, why tourists will come to Arviat ?
- 2G. What kind of message do you want to pass to tourists ?

3 - Wildlife :

- 3A. What do you think about trophy hunting tourism ?
- 3B. What do you think about wildlife watching tourism ?
- 3C. What values do you associate with wildlife ?
- 3D. Did you notice some change concerning wildlife in Arviat ?
- 3E. What do you think about the way wildlife is managed today ?
- 3F. What do you think about protected areas ?

4 - Personal question :

- 4A. Are you hunter ?
- 4B. What is your favourite hunt ? Why ?
- 4C. I am interested to learn more about your hunt : Could you describe your hunting activity ?
- 4D. Do you have a hunting territory?
- 4E. What do you do with the wildlife hunted (especially caribou and polar bears) ?
- 4F. What is your major concerned for wildlife (especially caribou and polar bears) ?

5. Do you have anything you want to add about wildlife or tourism ?

ANNEXE A3 - LA GRILLE DE LECTURE DES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS MENÉS AVEC LES RANDONNEURS

Grille de lecture commune des randonneurs interrogés en France et en Gaspésie

Récréotourisme faune

Individus	
1. N° entretien	<input type="text"/>
2. Terrain d'études <input type="radio"/> 1. Bauges <input type="radio"/> 2. Gaspésie	
3. Sexe <input type="checkbox"/> 1. Homme <input type="checkbox"/> 2. Femme <i>Vous pouvez cocher plusieurs cases.</i>	
4. Nombre de personnes	<input type="text"/>
5. Age	<input type="text"/>
6. Lieu d'habitation <input type="radio"/> 1. non <input type="radio"/> 2. oui	
7. Précisez :	<input type="text"/>
8. Qualité <input type="checkbox"/> 1. chasseur <input type="checkbox"/> 2. randonneurs <input type="checkbox"/> 3. vététiste <input type="checkbox"/> 4. parapenthiste <input type="checkbox"/> 5. gestionnaire <input type="checkbox"/> 6. autre <i>Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).</i>	
Territoire	
9. Visites régulières du massif? <input type="radio"/> 1. 1er fois <input type="radio"/> 2. De 2 à 3 <input type="radio"/> 3. De 3 à 5 <input type="radio"/> 4. Plus de 5	15. Etes vous pour ou contre l'interdiction d'accès à un massif <input type="radio"/> 1. pour <input type="radio"/> 2. contre
10. Pourquoi choix du massif <input type="checkbox"/> 1. tradition <input type="checkbox"/> 2. itinéraire <input type="checkbox"/> 3. publicité <input type="checkbox"/> 4. conseil <input type="checkbox"/> 5. tranquillité <input type="checkbox"/> 6. proximité <input type="checkbox"/> 7. nature <input type="checkbox"/> 8. activités <input type="checkbox"/> 9. gîte mont albert <i>Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).</i>	16. Pourquoi: <input type="text"/>
11. Quel description du massif <input type="text"/>	17. Savez que ce territoire est utilisé à des fins scientifiques <input type="radio"/> 1. oui <input type="radio"/> 2. non <i>La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Bauges"</i>
12. Opinion sur les espaces protégés? <input type="text"/>	18. Que pensez vous de la mise en oeuvre de navettes? <input type="text"/> <i>La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Bauges"</i>
13. Connaissance espaces protégés <input type="radio"/> 1. oui <input type="radio"/> 2. non	19. Réflexion philosophique sur les rapports entre l'homme et son environnement <input type="text"/>
14. Opinion sur l'agrandissement du parc de la gaspésie <input type="text"/>	
Animaux	
20. Souhait observation d'animaux <input type="radio"/> 1. oui <input type="radio"/> 2. non	24. Méconnaissance animaux <input type="radio"/> 1. oui <input type="radio"/> 2. non
21. Lesquels : <input type="text"/> <i>La question n'est pertinente que si observation animaux Parmi "oui ; non"</i>	25. Pensez vous avoir des impacts sur la faune <input type="radio"/> 1. oui <input type="radio"/> 2. non
22. Pourquoi souhaitez vous observer animaux <input type="text"/>	26. Lesquels: <input type="text"/> <i>La question n'est pertinente que si impacts Parmi "oui ; non"</i>
23. Méconnaissance présence <input type="radio"/> 1. oui <input type="radio"/> 2. non	27. Que pensez vous de la chasse ? <input type="text"/>

Identification des individus permettant ensuite de pouvoir traiter les entretiens par terrain ou d'effectuer un traitement groupé

Liste de réponses identifiées après le traitement d'entretiens retranscrits intégralement. Cette liste de réponses combine des réponses à la fois pour la Gaspésie et les Bauges. Par exemple, la réponse 9 est spécialement mise pour la Gaspésie

Grille de lecture commune des randonneurs interrogés en France et en Gaspésie (suite)

28. Que pensez vous des opérations de réintroduction?

La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Bauges"

29. Discours sur les grands prédateurs

30. Discours sur les politiques autour du caribou

La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Gaspésie"

31. Discours sur le caribou

La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Gaspésie"

32. Discours sur l'orignal

La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Gaspésie"

33. Discours sur le chamois

La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Bauges"

34. Discours sur le mouflon

La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Bauges"

35. Discours sur le bouquetin

La question n'est pertinente que si Terrain d'études = "Bauges"

Traitement des questions ouvertes
Catégorisation créée pour obtenir des tendances chiffrées sur les comportements touristiques

Définition

36. Définition espace naturel

37. Définition animal sauvage

38. Définition du territoire animal

Traitement code book

39. Origine des randonneurs

1. Péninsule gaspésienne 2. Québec
 3. Canada hors Québec 4. Autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

40. Perception de la faune

1. essentiel au paysage
 2. élément du paysage
 3. Touristes fauniques spécialisés
 4. Touristes fauniques non spécialisés

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

41. Type d'animaux souhaités

1. orignal 2. caribou 3. ours noir
 4. baleine 5. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

42. Détail des impacts perçus

1. Déchets 2. Bruit
 3. Fréquentation 4. Approche
 5. Stations de ski 6. Activités hivernales
 7. chiens 8. nourrissage
 9. infrastructures

Vous pouvez cocher plusieurs cases (6 au maximum).

43. Acceptation anti prédateur ?

1. favorable 2. pour mais priorité à l'élevage
 3. contre

44. Point de vue sur la chasse

1. contre 2. pour 3. pour sous condition

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

45. Pourquoi chasse est elle une activité acceptée

1. régulation
 2. maladie
 3. différence chasse sportive/ chasse viande
 4. différence animaux chassés
 5. différence mode de chasse
 6. connaissance chasse
 7. critique chasseurs
 8. Tradition
 9. réglementation

Vous pouvez cocher plusieurs cases (6 au maximum).

ANNEXE A4 - EXEMPLE DE COMPTE-RENDU D'OBSERVATION

Observation le 6/08/2010 : Opération de capture dans les Bauges

Le point de rendez-vous est à la maison faune flore à Ecole pour une journée de capture de chamois ou de mouflon. En effet, chaque semaine, l'ONCFS lance des opérations de captures afin d'effectuer des relevés : prise de sang pour des analyses génétiques, des marquages pour le suivi des populations... L'ONCFS dispose de trois filets sur trois sites de captures différents. Le site où nous sommes est accessible à la journée, les agents y montent en début de semaine afin de tendre le filet en prévision de la journée d'affût. Les deux autres sites sont plus loin et demandent une plus grande organisation sur plusieurs jours. Les affûts durent 3 jours, et ils dorment en chalets, le nombre de volontaires est donc limité. Ces 3 sites sont situés en Zone de quiétude de la faune qui ont été créés par décret ou arrêté (à vérifier) en 76.

Lorsque j'arrive, un monsieur est debout devant le bâtiment, habillé en affaire de montagne. Une jeune fille est assise par terre, elle aussi en tenue de montagne, petite polaire, et chaussures de marche, elle est étudiante à l'ONF et travaille avec un type qui s'appelle « Craco », elle effectue un stage de géographie EPGM sur un sentier thématique sur la géologie et les forêts RTM. Je me présente, ils me confirment que eux aussi sont là pour l'ONCFS. A.J. arrive, en se garant un peu plus loin, il nous crie que J.M. est déjà là et qu'il attend sur le côté du bâtiment. On s'approche, et en effet il est adossé au 4*4 de l'ONCFS, avec à ses côtés une autre jeune fille, étudiante au PNR stagiaire sur les plantes invasives. Les présentations faites, on charge les sacs dans un 4*4 en les attachant à des crochets. J.M. nous propose des pioches qui nous aideraient à monter. Le matériel chargé, il nous prévient également qu'on a intérêt d'avoir des affaires chaudes car là-haut il ne fait pas chaud, puis il annonce le programme de la journée : « *Aujourd'hui c'est une demi-heure de voiture, 2 heures de montée, 4 heures d'attente, retour à la voiture et encore une demi-heure pour le retour* ». On se sépare en 2 voitures. Et c'est parti pour une après midi de capture. Il est environ 14H20.

On monte jusqu'au parking de précherel et on emprunte le chemin qui est interdit à la circulation, la route est défoncée et sinueuse, heureusement que les 4*4 passent partout. On croise une autre voiture de touristes qui n'a pas respecté la circulation, mais J.M. ne fait aucun commentaire. Dans la voiture, j'en profite pour l'interroger sur ses activités, son parcours, le tenir au courant de mes recherches. Deux chiens errants sont également en train de courir, le long du chemin, J.M. les observe, et les regarde dans le rétroviseur, là non plus il ne fait aucune réflexion. Arrivés après le col de Chérel, on se prépare à la randonnée, J.M. distribue les pioches et c'est parti. On commence par le bas d'un parc à bovins, c'est très bouillasseux, il a plu la veille et on marche sur des tas de bouses de vaches. Ce premier niveau passé, on commence l'ascension, il n'y a pas vraiment de chemins, on suit de près J.M. qui ouvre la voie. Nous sommes tous silencieux, la montée est assez raide, les herbes encore glissantes de

la pluie de la veille, il fait chaud sous le soleil. On fait quelques arrêts lors de l'ascension, J.M. scrute à plusieurs reprises la montagne. Un faucon crécerelle fait du sur place, deux chamois sont repérés sur les hauteurs. Il nous montre le versant à notre droite et explique qu'il est plus facile de monter par ce côté là mais que des chamois sont régulièrement couchés dans l'ombre et qu'on les fait fuir par le mauvais côté si on prend cette solution. Arrivés à mi-pente, il nous demande de ne pas faire de bruit à partir de maintenant, c'est-à-dire de faire attention à nos pioches afin qu'elles ne tapent pas les pierres ou de parler à voix basse.

L'ascension reprend, le soleil tape toujours, la marche est difficile car très glissante, on s'arrête de temps en temps pour donner un coup de jumelles et observer les deux chamois qui sont maintenant au-dessus dans les rochers. Arrivés juste avant le replat caché encore par quelques rochers et la pente, J.M. s'accroupit et me parle en signe de la main. Il me demande de ne faire aucun bruit, de monter jusqu'à lui en restant accroupie mais de rester cacher derrière les rochers pendant qu'il passe la tête au-dessus de la pierre afin d'observer si des animaux sont déjà présents. Il redescend à mon niveau, une stagiaire est arrivée, ainsi qu'A. J.M. lui dit que pour l'instant il y a 0 animal, ni chamois, ni mouflons. Il dit également qu'il va nous prendre avec lui, et qu'A s'occupe des deux autres un peu après. Il faut qu'on reste baissé, qu'on s'arrête quand J. M. s'arrête et qu'on fasse le moins de bruit possible.

On se faufile derrière lui, à la manière d'un commando. Sur le chemin de la ruine, nous effectuons deux arrêts accroupis où l'on observe au-dessus des hautes herbes le replat, aucun animal n'est en vue. Un peu plus loin, dans un endroit bien dégagé aux pieds d'un grand pierrier de l'arcalod, est installé le filet qui ressemble à un chapiteau. On s'engouffre dans la ruine sans avoir vu aucun animal ni échangé une parole. Il était difficile de marcher baisser avec nos sacs de marche dans les hautes herbes, heureusement que ce n'était pas très long. Le groupe d'A. arrive peu de temps après.

L'affût est une ruine où il y a deux pièces. Une est séparée avec une porte, la pièce principale est assez spacieuse, recouverte avec de la toile transparente pour laisser passer la lumière mais confiner en même temps l'activité. C'est sûrement protégé légèrement des intempéries. Deux petites fenêtres comme des meurtrières donnent des possibilités d'observation de ce qui se passe à l'extérieur. Une fenêtre donne sur le filet, l'autre n'a pas de vue sur le filet mais permet de voir la montagne. La porte principale est cachée par un grand tissu ce qui confine également les activités de l'intérieur et nous cache. Arrivés dans l'affût, on prépare notre attente, on étale une toile par terre afin de s'installer, on sort un banc en bois. A. installe une lunette leica, on commence déjà à scruter pour voir si des animaux sont repérables. J.M. ne voit rien, il semble désappointé et dit avec un pincement : « *ça cela ressemble à du dérangement* ». Il le répète au moins deux fois, comme pour nous dire que cela n'est pas normal qu'aucun animal, ni chamois, ni mouflon ne soit en vue sur les versants de l'Arcalod. Alors commence l'attente, il doit être 16H30. A. et une stagiaire se mettent à dormir sur la toile par terre, J.M est sur le banc, l'autre homme qui vient d'avoir le concours de l'ONCFS reste debout, et l'autre

stagiaire et moi sommes installés sur la toile. Parfois, un de nous se lève et observe par les fenêtres pour voir si la situation a changé. C'est l'occasion de discuter.

A ne rien faire et à attendre, le froid commence à gagner nos membres : on rajoute petit à petit des couches supplémentaires pour tenir le froid, on mange des sandwiches, des petits gâteaux, des carrés de chocolat pour s'occuper. Rien ne change, toujours aucun animal en vue. J.M. passe de temps en temps la tête par le toit afin de s'assurer s'il y aurait quelques animaux par le derrière de la cabane. Au dehors, on entend quelques oiseaux et des cris de marmottes. A. se réveille, il a eu une longue journée. Parti à 5 heures du matin, il a fait un circuit IPS pour le comptage des chamois : il a vu ce matin une vingtaine de chamois et une dizaine de mouflons ainsi que des oiseaux. Il ouvre une bière et nous buvons. J'ai maintenant très froid, et me dit que j'aurais du prendre beaucoup de vêtements. Je n'ai aucune idée de l'heure qu'il est mais espère qu'on va bientôt rentrer, en fait il est 18h et toujours rien. Soudain, un chamois est repéré, c'est J.M qui l'a vu. Il dit que c'est un bouc, bien gras. Un autre fait également son apparition. J.M blague : « *toi, mon coco, tu vas prendre pour les autres, 7 piqûres d'un coup* » (en référence aux relevés qui devaient être effectués pendant cette journée de capture.) Les boucs descendent tranquillement en face de nous, mais s'arrêtent. Ils se couchent et disparaissent de la vue. Une autre blague fuse : « *un bouc c'est 5 minutes d'activités, et 2 heures de repos* ».

La vue de ces animaux nous a tout de même redonné espoir et remotivé à patienter avec le soir, des animaux vont peut être venir aux pierres à sel. On ne sait jamais, tout est possible. Surtout que J.M nous raconte quelques anecdotes allant dans ce sens. Une fois, il a vu des animaux sur la crête de droite descendre à toute vitesse sur les pierres à sel. Ils en avaient pris une dizaine d'un coup. Une autre fois, le déclenchement avait été donné par une chèvre de tête, elle était directement allée dessus, suivie par les autres. Parfois, les chamois restent tout autour et n'osent pas passer sous le filet, ils observent puis finalement un y va, il est alors rapidement suivi par d'autres. Pour les mouflons, ils sont souvent plus craintifs : il s'approchent un peu, mais restent toujours inaccessibles au filet, jusqu'à ce qu'un petit s'aventure et le reste suit.

On est reparti dans l'attente. A. est positif et dit qu'il est sur que des animaux vont arriver, J.M scrute la montagne et répète que cela sent le dérangement : il sent « *le car de troisième âge* ». Cela l'amène à parler de la muti-activité de la réserve et des problèmes de coordination.

Il fait toujours froid, on ne bouge pas vraiment On scrute aux jumelles, on s'assoit, on papote de choses et d'autres. J.M. règle la lunette sur une marmotte bien dodue, et nous laisse observer.

Finalement, J.M. annonce que s'il n'y a aucune activité dans la demi-heure, on ne va pas tarder à ranger : il est déjà 19H45. « *Ils font chier ces bestiaux* ». On échange sur des techniques qui pourraient les faire venir. Une stagiaire évoque la possibilité de mettre une peluche, J.M. énonce que cela serait possible. Un chamois est possible à apprivoiser bébé. Il nous raconte deux anecdotes : un chamois trouvé près du corps de sa mère morte avait

été récupéré. A l'époque c'était ses stagiaires qui étaient dans une maison de l'ONCFS qui devaient s'en occuper mais ils l'avaient laissé aller partout et emmener une fois en ville, le chamois s'était fait manger par un chien. Une autre fois, ils avaient récupéré un bébé chamois, il s'était parfaitement habitué à la présence de l'homme mais il s'était fait attaqué par un furet et était mort. L'idée de mettre un chamois en appât est donc possible mais les autres chamois seraient sans doute méfiants car ils n'aiment pas les chamois qu'ils ne connaissent pas.


Les deux boucs se relèvent, ce qui nous donne la possibilité de pouvoir les réobserver à la jumelle, ils broutent mais remontent le flanc de la montagne et ne semblent pas vouloir descendre vers le filet. On commence à se dire que ce n'est pas pour aujourd'hui, on est un peu déçu... Finalement, le top du départ est lancé, on remballé nos affaires, cela fait du bien de rebouger, on se réchauffe petit à petit, on peut à nouveau parler librement et non plus en chuchotant. On est bien sur un peu déçu mais on se fait une raison. J.M. lui semble aussi déçu, il répète une nouvelle fois, « *je sens bien le car de troisième âge avec le saucisson, le pain* ». On plie la toile, range le banc, refaisons nos sacs. On quitte l'abri, une belle lumière nous accueille, le soleil est juste en train de passer derrière la montagne de droite. J.M. va manipuler le filet, le retend en l'accrochant et le mettant en position de sécurité. On remet des pierres à sel même si, comme il le dit, « *les chamois ne le méritent pas* ». Une fois le filet sécurisé, on reprend la marche. Cette fois, on ne passe pas par le même chemin mais par un chemin finement tracé sur la droite. Les deux boucs au-dessus de nous remontent la montagne pour finalement disparaître. La vue est magnifique et on aperçoit le lac d'Annecy. On passe de l'autre côté de la montagne. Là aussi J.M. repère des chamois à la jumelle, on s'arrête 3 minutes pour les observer puis on redescend. Le soleil décroît rapidement. On nous montre la vallée d'Ecole, et nous donne quelques points d'indications rapides. La montagne synclinale en face, qui n'est pas dans la réserve mais qui est également un endroit magnifique.

On redescend. Arrivés dans le bas, un panneau indique l'accès interdit du chemin qui se trouve dans une zone de quiétude de la faune. Nous arrivons là où on avait laissé une voiture à l'aller au col Chérel. Sur place un panneau d'information de l'ONF indique que nous sommes près de la forêt de Combe d'Ire. Le panneau est quasiment illisible, et A. fait une réflexion : « *c'est n'importe quoi il faut qu'on le change, ce panneau n'indique même pas les zones de protection spéciale, ne figurent pas non plus les autres partenaires. Je l'ai dit au parc mais ils n'ont pas l'air de vouloir le prendre en compte.* » Un autre panneau indique l'entrée dans la RNCFS. J.M. et A. partent chercher l'autre 4*4, pendant que nous attendons. Puis on rattache les sacs, on embarque. Sur le chemin du retour, tout le monde est fatigué et il n'y a pas vraiment de discussion qui s'engage. On recroise un chien errant. Cette fois J.M. fait une réflexion : « *t'es toujours en train de trainer toi...* » Il me confirme que c'est le chien du berger installé un peu plus haut au col Chérel.

On arrive à Ecole, il est 21H45, il fait maintenant quasiment noir. Tout le monde se sépare, en remerciant pour la bonne journée en montagne même si elle n'a pas été très fructueuse pour les animaux. Je repars pour le Bourget, il est 22H sur France inter.

ANNEXE A5 - ORGANISER SON TRAVAIL DE RECHERCHE AU NUNAVUT

Pour réaliser une recherche au Nunavut, il est obligatoire d'obtenir un permis du Nunavut Research Institute. Différentes obligations s'imposent aux chercheurs : faire une demande officielle où le chercheur explique son projet de recherche et les retombés potentielles pour le Nunavut, obtenir une invitation officielle d'une communauté, traduire l'ensemble des documents en inuktitut. Il est fortement conseillé de publiciser sa recherche une fois sur place. Les documents présentés ci-dessous sont des extraits du dossier constitué pour pouvoir réaliser notre recherche au Nunavut.



**SCIENTIFIC RESEARCH LICENCE APPLICATION
SOCIAL SCIENCE AND TRADITIONAL KNOWLEDGE RESEARCH**

NRI strongly recommends that applicants review the following documents prior to submitting an application: *Scientific Research Licencing Guidelines and Negotiating Research Relationships in Inuit Communities: A Guide for Researchers*.
For more information about the Nunavut Research Institute (NRI) please visit our web site www.nri.nu.ca

IMPORTANT
Please be advised that your application will not be processed until the application form, project summary, participant consent forms and ethical review are submitted.

SECTION 1: APPLICANT INFORMATION

1. **Project Title** The valorisation of Nunavut wildlife : perception of tourism dynamics and multi-stakeholder management of fragile ecosystems in the Canadian North

2. **Applicant's full name and mailing address:**
Chanteloup Laine (University de Montréal - Canada Phone: 514-343- 6111- (ext :
Research Chair in Ethnoecology and Biodiversity 50710)
Conservation)
Université de Montréal
Département de Géographie
C.P. 6128, Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3J7
Canada


Fax: _____
Email: Elaine.chanteloup@univ-savoie.fr

3. **Field Supervisor's name and mailing address:**
Thora Martina Herrmann : Phone: +1-514-343-8044
University de Montréal- Canada Research Chair in
Ethnoecology and Biodiversity Conservation)
Département de Géographie
C.P. 6128, Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3J7
Canada

Fax: +1-514-343-8008
Email: thora.martina.herrmann@umontreal.ca

P.O. Box 1720 Iqaluit, NU. X1A 0H0 • PHONE: 867-979-7279 • FAX: 867-979-7109 • email masha.cote@arcticcollege.ca

Page 1 of 1



HAMLET OF ARVIAT
P.O. BOX 150
ARVIAT, NUNAVUT
X0C-0E0

General Office: 867-857-2841 – e-mail: arviatsao@qiniq.com – Facsimile: 867-857-2519


December 15, 2010

To whom it may concern,

Hamlet Council reviewed the information that was presented by Laine Chanteloup and the request for Council endorsement of a research project on Arviat wildlife tourism.

Council believes that this program has the potential to benefit the community and will pair well with the work that is currently underway in the community focusing on developing tourism in Arviat.

Therefore council supports and endorses this project and looks forward to Laines visit and the research that will be undertaken.

Sincerely,

Bob Leonard
Mayor
Hamlet of Arviat

ANNEXE A6 - ARTICLE DE JOURNAL SUR LE PROJET DE PARC DE SEMI-LIBERTÉ DANS LES BAUGES

Article du Dauphiné libéré du 2 octobre 2005

SAVOIE

Toute la faune des Alpes sur un plateau

PROJET. Le Revard se prépare à accueillir loups, ours, marmottes et autres animaux mythiques de nos massifs. État des lieux d'un dossier passionnant mais sensible

Entendre hurler les loups à deux pas d'Aix-les-Bains, Chambéry ou Anney. Observer aussi ours, chamois, marmottes, loutres et autres animaux des Alpes au cœur des Bauges. Si tout va bien, le parc animalier du Revard pourrait ouvrir dès le printemps 2007. Le compte à rebours a commencé au syndicat mixte de Savoie Grand Revard et à la CCLB (Communauté de communes du lac du Bourget) qui vient de choisir l'opérateur privé chargé de donner vie au projet. Déjà, les regards se tournent vers les Pyrénées, qui ont créé en 1999 un espace de ce type à Argelès. Leur responsable serait prêt à engager plus d'un million € dans le projet.

« Ce ne sera pas un zoo, mais un lieu d'observation des animaux qui vivront en semi-liberté dans un parc de 12 hectares au départ, pour s'étendre sur 20 ha ensuite », espère Didier Foucay, adjoint au maire d'Aix-les-Bains, vice-président de la CCLB, et ardent défenseur du dossier. « Le plateau est juste au-dessus d'une vallée qui dépasse les 150 000 habitants. Être si près des villes est un atout et un risque à la fois. Sans rien faire, nous allons vers des conflits d'usage entre promeneurs, chasseurs, agriculteurs, pratiquants du quad ou de la moto. Autant créer une attraction touristique de qualité, qui va bien dans l'esprit d'un parc régional naturel. Elle aura un rôle à la fois économique et pédagogique,

pour faire comprendre comment vit la faune des Alpes dans son cadre naturel, sans les problèmes que l'on rencontre ici avec le loup ou dans les Pyrénées avec l'ours. Le projet s'inscrit par ailleurs dans le cadre d'une mise en valeur globale du Revard (lire ci-dessous).

Aménager sans dénaturer. Tout l'enjeu du dossier est là. D'où l'intérêt de l'enquête publique qui va permettre de pointer les inquiétudes à lever. Déjà le seul mot "loup" suffit pour en faire bondir certains. Le sujet est d'autant plus sensible depuis qu'un éleveur en a abattu un cet été après l'attaque de son troupeau au Margeriaz, prouvant par la même occasion que l'animal était bien arrivé dans les Bauges. Et si les protégés du parc animalier se faisaient la belle ? « Ce

souci nous a été exprimé. Mais les grillages des enclos feront 3 mètres de haut, les 12 enclos étant eux-mêmes entourés d'un grillage général ». Peut-être, mais une louve a déjà eu la mauvaise idée de s'échapper du parc Alpha, ouvert seulement depuis juin dernier dans le Mercantour. Une évasion volontaire ou provoquée par une personne malveillante ? Toujours est-il que la cavale a encore jeté de l'huile sur le feu dans les Alpes-Maritimes, un département qui n'en n'avait pas besoin. « Soyons sérieux, vous entendez beaucoup plus souvent parler d'animaux sauvages qui s'échappent des cirques ou de plaisantins qui ont la mauvaise

Et s'ils s'échappaient ?

idée de lâcher des espèces dangereuses pour voir le résultat ». Protéger les uns pour faire la peau aux autres ? Cette fois, c'est du côté des écologistes que le dossier va être épluché avec attention. Ils ne veulent pas que les quelques loups en captivité en France servent d'alibi pour justifier l'éradication de l'espèce vivante en liberté.

Partager le territoire. Il reste à régler la question du regroupement des terrains nécessaires, par un échange de parcelles. « C'est long et compliqué parce qu'elles sont nombreuses et dispersées, mais la plupart des propriétaires sont l'ONF (Office national des forêts), la CCLB, le syndicat mixte et Aix-les-Bains, ce qui devrait faciliter les démarches », assure Didier Foucay, avant de brandir l'argument décisif : « Le finance-



Le parc pourrait ouvrir dès 2007, sur 12 hectares dans lesquels les animaux évolueraient dans des espaces fermés, les visiteurs passant à pied de l'un à l'autre.

Photo Thierry GUILLOT

ment serait entièrement assuré par l'opérateur privé ». Sur le plateau du Revard, cerfs et biches se livrent actuellement au grand jeu de l'amour. A cent lieues de penser qu'ils partageront peut-être bientôt leur territoire avec les autres animaux mythiques des Alpes.

Jacques LELEU ■

Aménager sans dénaturer

En moins d'une heure, le train à crémaillère rellait Aix-les-Bains et Le Revard. Au début du XX^e siècle, le plateau jouait déjà de sa proximité avec la ville thermale. Il rêvait de devenir l'une des premières destinations d'hiver. L'été, l'air pur suffisait à vendre le site auprès de la bonne société. Un siècle plus tard, il faut trouver d'autres arguments. L'hiver, "Savoie Grand Revard" est devenu le site nordique le plus fréquenté de France. Que faire les trois autres saisons ? Le parc animalier fait partie d'une réflexion globale sur le développement économique du Revard et les relations à créer avec la

population de l'axe Anney-Aix-Chambéry-Albertville. Comment mieux tirer parti du poumon vert et du terrain de jeu de la vallée sans transformer pour autant ce site remarquable en parc d'attractions artificielles ?

La randonnée est l'une des pistes prioritaires, avec la reprise complète de la signalétique. Une via ferrata vient d'être aménagée dans le secteur de la Doria. Une piste de luge d'été devrait être créée l'an prochain. En revanche, le projet de tyrolienne semble enterré, pour la plus grande satisfaction de ceux qui redoutaient de voir le site dénaturé

et la faune dérangée. D'où le débat sur l'aménagement du plateau et ses limites. « C'est l'occasion de repenser aussi la question des déplacements entre la vallée et le plateau. Il ne faut pas agrandir le parking de Crolles pour accueillir toujours plus de voitures. Il vaut mieux développer les liaisons par navettes », estime Didier Foucay, vice-président de la CCLB. Un siècle après le lancement du Revard, la donne a changé. La station pionnière des sports d'hiver doit jouer une nouvelle carte sans se laisser envahir ni travestir.

J.L.

Visite guidée (virtuelle)

Si le projet aboutit, l'entrée du parc animalier se fera au chalet de Crolles, d'où l'on accèdera aux 12 enclos aménagés pour accueillir les espèces alpines dans leur environnement naturel ou reconstitué. Un sentier pédestre conduira d'un espace à l'autre, où l'on bénéficiera d'explications sur la vie animale. Des plates-formes seront aménagées pour observer les animaux sans les perturber, le public n'étant jamais en contact direct avec les animaux. Des sorties nocturnes permettront de comprendre l'activité des espèces invisibles le jour. Les animations visent également le public scolaire, qui empruntera notamment le sen-

tier des traces d'animaux afin d'apprendre à les identifier. La visite pourrait être accompagnée d'un atelier pédagogique de moulage des traces.

Ouvert au plus tôt printemps 2007, le parc sera accessible neuf mois par an, mais les animaux pourront être observés par les skieurs de fond et les randonneurs en raquettes. A titre de comparaison, l'accès au parc d'Argelès coûte 9 € (6 € pour les enfants). Les défenseurs du projet estiment que le parc savoyard pourrait accueillir 100 000 visiteurs par an, en se basant sur les résultats du parc pyrénéen.

Li
se
M
ta
pl
fa
ac

Table des illustrations

Table des figures

<i>Figure 1 - Localisation des terrains d'études</i>	6
<i>Figure 2 - Les enjeux de la problématique de recherche sur le récréotourisme faunique</i>	8
<i>Figure I.1 - Histoire de la géographie animale</i>	15
<i>Figure I.2 - Structuration des questionnements adoptés en géographie animale</i>	23
<i>Figure I.3 - Approche transversale de notre travail de recherche</i>	33
<i>Figure I.4 : Analyse systémique de la notion de ressource faunique</i>	38
<i>Figure I.5 - Evolution paradigmatique des relations homme / nature</i>	42
<i>Figure I.6 : le sauvage, une notion relative dans le temps et entre les civilisations</i>	54
<i>Figure I.7 - Représentation graphique du nouveau cadre de définition de l'animal (d'après Micoud, 2010)</i>	59
<i>Figure I.8 - Schéma des principales interactions du tourisme non-consomptif (traduction française d'après Duffus et Dearden, 1990)</i>	73
<i>Figure I.9 - Schéma représentant la relation entre 1/ l'évolution du site touristique et 2/ le degré de spécialisation des visiteurs (Traduit de Duffus et Dearden, 1990)</i>	74
<i>Figure I.10 - Schématisation du cadre de travail adopté pour l'étude du récréotourisme faunique</i>	75
<i>Figure I.11 - Cadre théorique de la recherche systémique</i>	80
<i>Figure I.12 - Protocole de recherche suivi sur les différents terrains d'études</i>	92
<i>Figure I.13 - Carte de localisation du terrain d'études sur le massif des Bauges</i>	95
<i>Figure I.14 - La péninsule gaspésienne, définition de la zone d'étude</i>	98
<i>Figure I.15 - Carte de localisation du terrain d'étude au Nunavut</i>	100
<i>Figures I.16 - Le massif des Bauges au cœur d'un réseau économique dynamique favorable au tourisme (d'après l'Atlas des Bauges, 2004)</i>	103
<i>Figure I.17 - La Gaspésie : une évolution des dynamiques touristiques</i>	105
<i>Figure I.18 - Ecotype et répartition des populations de caribou au Québec</i>	116
<i>Figure I.19 - Statuts des populations d'ours polaires présentés par différents organismes</i>	120
<i>Figure II.1 - Gestion de l'activité de chasse en France</i>	136
<i>Figure II.2 - Statuts des terrains mis en Réserve nationale de chasse et de faune sauvage</i>	138
<i>Figure II.3 - Schéma de la gestion de la chasse et de la faune sauvage au sein du massif des Bauges</i>	140
<i>Figure II.4 - Organisation de la chasse sur la commune de Jarsy</i>	142
<i>Figure II.5 - Organigramme de la gestion de la faune au Québec</i>	146
<i>Figure II.6 - Schéma de la gestion de la chasse en Gaspésie</i>	149
<i>Figures II.7 - Gestion de la faune au Nunavut</i>	153
<i>Figure II.8 - L'évolution des limites de la réserve faunique de Matane dans le temps</i>	165
<i>Figure II.9 - Développement du tourisme de chasse autour de la communauté d'Arviat</i>	171
<i>Figure II.10 - ACCA sorties du GIC des Bauges</i>	188
<i>Figure II.11 - Evolution de la RNCFS au cours du temps : vers un développement de l'activité touristique</i>	207
<i>Figure II.12 - Schéma d'organisation des activités récréotouristiques dans la réserve faunique de Matane</i>	213
<i>Figure II.13 - Projet de développement du tourisme faunique à Arviat</i>	216

Figure II.14 - Interactions entre les activités consomptives et non-consomptives de la ressource faunique	222
Figure II.15 - Classement des visiteurs de la RNCFS des Bauges et du parc national de la Gaspésie en fonction de leur niveau d'intérêt pour la faune sauvage	226
Figure II.16 - Un regard contrasté sur la faune sauvage, (adapté de Lemelin, 2006)	230
Figure II.17 - Trajectoire du regard porté sur la faune sauvage	233
Figure II.18 - Perceptions des randonneurs des principaux impacts du tourisme de nature sur la faune sauvage sur la base des entretiens menés dans les Bauges et en Gaspésie.....	236
Figure II.19 - Les impacts du récréotourisme sur la faune sauvage (adapté de Knight et Cole, 1995)	237
Figure II.20 - Tensions entre l'activité touristique et les zones de quiétudes de la faune dans la RNCFS des Bauges.....	239
Figure II.21 - Refondation du parc national de la Gaspésie	243
Figure II.22 - Fermeture de sentier pour permettre l'accouplement des caribous, Parc national de la Gaspésie, octobre 2010	244
Figure II.23 - L'interprétation autour du caribou de la Gaspésie dans le parc national de la Gaspésie	247
Figure III.1 - Le système et son environnement	262
Figure III.2 - Schéma simplifié de l'évolution des dynamiques de l'écosystème lié à la grande faune sauvage dans le nord de la péninsule gaspésienne	269
Figure III.3 - La protection de l'habitat du caribou de la Gaspésie : un choix difficile entre protection et développement économique	271
Figure III.4 - Évolution du système récréotourisme faunique en Gaspésie.....	273
Figure III.5 - Les transformations de la ressource faunique : l'exemple du caribou de la Gaspésie	281
Figure III.6 - Représentation peu monstrueuse de l'ours polaire, carte d'Olaus Magnus.....	284
Figure III.7 - Tableau de Landseer sur la tragédie de l'expédition Franklin intitulé « man proposes god disposes », exposé en 1864	285
Figure III.8 - Vers une patrimonialisation de l'ours polaire	287
Figure III.9 - Trajectoire de la ressource faunique : vers une patrimonialisation de l'animal.....	288
Figure III.10- Perceptions différenciées du caribou de la Gaspésie en tant que ressource.	293
Figure III.11 - Consultations menées dans le cadre de l'inscription de l'ours polaire à l'annexe 1 de la loi sur les espèces en péril au Canada.....	295
Figure III.12 - Évolution des relations au loup en France.	299
Figure III.13 - Schéma de la mise en tourisme du loup dans le parc Alpha, Saint-Martin-Vésubie, février 2010	308
Figure III.14 - Schéma de la mise en tourisme de l'ours noir dans la réserve faunique de Matane.....	312
Figure III.15 - Analyse factorielle exploratoire concernant les opérations de réintroduction	314
Figure III.16 - Positionnement des randonneurs sur la présence du loup en France (d'après la pré-enquête Bauges 2009 et enquête Bauges août 2011).....	316
Figure III.17 - Les interactions homme / faune sauvage : un jeu sur la distance	321
Figure III.18 - L'évolution de la notion d'animal sauvage en fonction des activités récréotouristiques.....	323
Figure III.19 - Perceptions différenciées sur l'éthique de la chasse	333
Figure III.20 - Différentes visions du rôle de l'homme face à la nature	337

Table des photos

<i>Photo I.1 - Entretien mené avec deux randonneurs au sein de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage, août 2011</i>	84
<i>Photo I.2 - Entretiens menés lors de l'enregistrement administratif des orignaux à la station service de Sainte-Anne-des-Monts, octobre 2010</i>	86
<i>Photos I.3 - Paysage de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges, août 2011</i>	96
<i>Photo I.4 - Panneau marquant l'entrée ou la sortie de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage</i>	96
<i>Photo I.5 - Paysage de moyenne montagne de la RNCFS des Bauges, août 2011</i>	97
<i>Photos I.6, .7, et 8 - De haut en bas, paysages de la réserve faunique de Matane (juin 2011), du parc national de la Gaspésie (juin 2011) et de la réserve faunique des Chic-Chocs (octobre 2010)</i>	99
<i>Photos I.9 et I.10 - Chalets de villégiature au sein de la réserve faunique Chic-Chocs, octobre 2011</i>	104
<i>Photos I.11 et I.12 - La communauté d'Arviat, mai 2011</i>	106
<i>Photo I.13 - Activité traditionnelle inuit : découpage d'un phoque près de la communauté de Qiqtarjuat</i>	107
<i>Photo I.14 - Activité traditionnelle inuit : découpage d'un phoque près de la communauté de Qiqtarjuat</i>	107
<i>Photo I.15 - Congélateur inuit : entre société de consommation et société traditionnelle, Arviat, mai 2011</i>	108
<i>Photo I.16 - Chamois au cœur de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage des Bauges, dont un équipé d'un collier GPS pour le suivi des populations, août 2011</i>	111
<i>Photo I.17 - Femelle orignal au sein du parc national de la Gaspésie</i>	113
<i>Photos I.18 et I.19- Collecte de données sur les orignaux à des fins de recherche scientifique, réserve faunique de Matane, octobre 2010</i>	114
<i>Photo I.20 - Caribou au sein du parc national de la Gaspésie, juin 2011</i>	117
<i>Photo I.21 - Ours polaire pendant la période estivale (Gilles Chanteloup), 2002</i>	118
<i>Photo II.1 - Stage jeunes chasseurs Savoie/ Haute Savoie octobre, novembre 2011</i>	145
<i>Photo II.2 - Certificat de réalisation du stage de chasse au sein de la RNCFS des Bauges</i>	145
<i>Photo II.3 - Orignaux prêts à être enregistrés à la station service de Sainte-Anne-des-Monts</i>	150
<i>Photo II.4 - Morceaux de caribou séchant devant une maison inuit, Arviat, mai 2011</i>	154
<i>Photo II.5 et II.6 - Aménagements du tourisme de chasse dans la réserve faunique de Matane</i>	166
<i>Photo II.7 - Retour d'un chasseur sportif à l'ours polaire dans la communauté de Qiqtarjuaq, printemps 2007</i> .	168
<i>Photo II.8 - Peau d'ours polaire, Qiqtarjuaq, printemps 2007 (Chanteloup G.)</i>	170
<i>Photo II.9 - Préparation avec le guide de chasse pour le départ à la chasse, novembre 2011</i>	175
<i>Photo II.10 - Succès de chasse d'un mâle orignal par deux chasseurs, Cap- Chat, octobre 2010</i>	179
<i>Photo II.11 - Pancarte indiquant le territoire de chasse d'un groupe de chasseurs sur le territoire libre</i>	185
<i>Photo II.12 - Cabane de chasse</i>	185
<i>Photo II.13 - Séjour de chasse au sein de la RNCFS des Bauges</i>	199
<i>Photo II.14 - Réglage de carabine avant de partir à la chasse</i>	200
<i>Photo II.15 - Opération de capture d'un chamois à des fins de recherche scientifique</i>	209
<i>Photo II.16 - Spectacle traditionnel test soutenu par le programme touristique, Arviat, mai 2011</i>	221
<i>Photo II.17 - Présentation test du mode de vie traditionnel « des Inuit du caribou », Arviat, mai 2011</i>	221

<i>Photo II.18 - Randonneur spécialisé prenant en photo un chamois dans la RNCFS des Bauges</i>	227
<i>Photo II.19 - Indication sur un arbre d'une zone de protection spéciale</i>	238
<i>Photos II.20 - Activités d'auto-interprétation autour du caribou de la Gaspésie - espace muséographique</i>	248
<i>Photo II.21 - Activités d'auto-interprétation autour du caribou de la Gaspésie - Montée au Mont Jacques Cartier, juin 2011</i>	248
<i>Photo II.22 - Panneau d'information caché au départ d'une randonnée pour le Trélod dans la RNCFS</i>	249
<i>Photo II.23 - Passage d'un caribou devant un groupe de randonneur, juin 2011</i>	250
<i>Photo II.24 - Face à face avec un caribou, lors d'une rencontre au sommet du mont Jacques Cartier</i>	250
<i>Photo III.1 - Formation de cuisine soutenue par le programme Arviat Community Ecotourism, mai 2011</i>	275
<i>Photo III.2 - Petit orignal traversant le chemin de randonnée, parc national de la Gaspésie, juin 2011</i>	320
<i>Photo III.3 - Observation d'une femelle orignal en bordure de sentier, Parc national de la Gaspésie juin, 2011</i> .	325
<i>Photo III.4 : Femelle orignal habituée à la présence humaine : vers un animal sauvage hybride, juin 2011</i>	325
<i>Photos III.5 et III.6 - Différentes approches du tourisme faunique</i>	340

Table des tableaux

<i>Tableau I. 1 - Typologie des attitudes anthropiques envers les animaux (Traduit de Kellert et Berry)</i>	<i>76</i>
<i>Tableau I. 2 - Répartition des entretiens semi-directifs par terrains et types d'acteurs interrogés.....</i>	<i>83</i>
<i>Tableau I. 3 - Répartition et nombre de journées de terrain réalisées</i>	<i>87</i>
<i>Tableau I. 4 - Résumé des éléments sur lesquels porte la recherche</i>	<i>125</i>
<i>Tableau II. 1 - Evolution du nombre de stagiaires (d'après ONF, 2012)</i>	<i>163</i>
<i>Tableau III. 1 - Les capacités adaptatives développées par le programme Arviat Community Ecotourism</i>	<i>277</i>
<i>Tableau III. 2 - Scénarios de gestion du patrimoine faunique : le cas des grands prédateurs.</i>	<i>302</i>

Table des encadrés

<i>Encadré I. 1 - Séquence 1- la faune, une ressource dominée , l'exemple du Québec</i>	<i>44</i>
<i>Encadré I. 2 - Séquence 2- la faune, une ressource protégée selon l'approche ressourciste</i>	<i>46</i>
<i>Encadré I. 3 - Séquence 2'- La faune- une ressource protégée selon une approche « préservationniste ».....</i>	<i>47</i>
<i>Encadré I. 4 - Séquence 3 – La faune, une ressource gérée.....</i>	<i>51</i>
<i>Encadré I. 5 - Extrait du carnet de terrain relatant la nécessité du chercheur de s'adapter à l'environnement qu'il étudie, Arviat, mai 2011</i>	<i>90</i>
<i>Encadré I. 6 - Extrait du carnet de terrain lors de l'enquête menée à Arviat au Nunavut, mai 2011</i>	<i>93</i>
<i>Encadré II. 1 - Extrait de carnet de terrain novembre 2010</i>	<i>148</i>
<i>Encadré II. 2 - Extrait de carnet de terrain chasse en Gaspésie présentant des aspects méthodologiques, décembre 2010</i>	<i>177</i>
<i>Encadré II. 3 - Extrait de carnet de terrain du 21 octobre 2010</i>	<i>178</i>
<i>Encadré II. 4 : Point méthodologique sur le traitement des entretiens randonneurs</i>	<i>223</i>
<i>Encadré II. 5 - Point méthodologique sur la catégorisation des randonneurs dans les Bauges et en Gaspésie</i>	<i>226</i>
<i>Encadré II. 6 - Extrait de carnet de terrain, Mont Albert - Parc national de la Gaspésie, Juin 2011</i>	<i>229</i>
<i>Encadré III. 1 - Méthodologie sur le traitement des données d'archives du Québec concernant la faune de gaspésie</i>	<i>267</i>
<i>Encadré III. 2 - Méthodologie sur les archives pour la collecte d'information concernant la patrimonialisation de l'ours polaire.....</i>	<i>283</i>
<i>Encadré III. 3 - Extrait de carnet de terrain du 19 février 2010</i>	<i>309</i>

Table des matières

1 - INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	3
1. S’inscrire dans un réseau de recherche : l’apprentissage de la recherche ou comment trouver des appuis pour formaliser sa pensée.....	4
2. Positionnement de la recherche et questionnements.....	8
3. Organisation du mémoire.....	10
PREMIÈRE PARTIE : APPROCHE GÉOGRAPHIQUE DU RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE	13
CHAPITRE 1 - L’ANIMAL EN GÉOGRAPHIE	15
1. Historiographie de l’animal en géographie	15
1.1. La zoogéographie	16
1.2. La « Cultural animal geography ».....	17
1.3. La « New cultural animal geography »	18
2. Le développement d’une géographie animale dans les pays anglo-saxons et en France.....	19
2.1. Une géographie animale anglo-saxonne	20
2.2. L’animal dans la géographie française	21
3. Les questionnements géographiques	23
3.1. La frontière entre l’homme et l’animal : interroger l’être	24
3.1.1. Etres humains et non humains	24
3.1.2. L’agentivité de la faune	25
3.2. La gestion des espaces humains et animaux	27
3.2.1. Mieux connaître les spatialités homme / faune sauvage	27
3.2.2 Gérer les conflits entre l’homme et l’animal	28
3.2.3 Améliorer la gestion d’une ressource faunique	29
3.3. Appréhender les relations de pouvoir de l’homme sur l’animal	29
3.4. L’éthique et la morale en géographie animale	31
4. Les objectifs de recherche et le cadre de travail.....	34
4.1. Une analyse des espaces humains et non-humain	35
4.2. Une analyse centrée sur les processus autour de la faune comme ressource récréotouristique.....	37
4.3. Une analyse des relations à la faune	39
CONCLUSION DU CHAPITRE 1	39
CHAPITRE 2 - COMMENT PENSER L’ARTICULATION DES RESSOURCES FAUNIQUES ET RÉCRÉOTOURISTIQUES ?.....	41
1. La faune ressource	42
1.1. L’animal : une ressource dominée.....	43
1.2. L’animal : une ressource protégée	44
1.3. L’animal : une ressource gérée	49

2. De quelle ressource parle-t-on ?	53
2.1. La faune sauvage : quelle définition dans l’imaginaire occidental ?.....	54
2.1.1. L’espace sauvage en Amérique du Nord	55
2.1.2 L’espace sauvage en Europe : l’exemple des zones de montagne.....	57
2.1.3. L’animal sauvage revisité	59
2.2. De la biodiversité à l’animal charismatique	60
2.2.1. Le concept de biodiversité : une notion trop large pour notre travail de recherche.....	60
2.2.2 La faune charismatique	61
2.3. La faune : un patrimoine naturel vivant	63
2.3.1. La notion de patrimoine naturel.....	63
2.3.2. Les spécificités du patrimoine naturel vivant	65
3. L’étude des relations homme - animal par l’entrée du tourisme faunique	68
3.1. Entre tourisme et activités récréatives.....	68
3.2. Tourisme dit « consommif » vs « tourisme non-consommif ».....	69
3.2.1. Les activités de chasse.....	70
3.2.2. Les activités contemplatives.....	71
3.3. Quel cadre de travail pour l’étude du tourisme faunique ?	73
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	77
 CHAPITRE 3 - MÉTHODOLOGIE, COLLECTE DE DONNÉES ET MISE EN PERSPECTIVE	
DES TERRAINS D’ÉTUDES	79
1. Une approche systémique	79
2. S’impliquer sur le terrain	81
2.1. Faire parler pour saisir les perceptions du sauvage.....	82
2.2. Observer et s’intégrer dans le monde des enquêtés.....	85
3. Une démarche comparative	89
3.1. L’intérêt de l’approche comparative.....	89
3.2. Quels terrains choisir ?	94
3.2.1 Le massif des Bauges dans les Préalpes françaises	94
3.2.2 La Gaspésie au Québec.....	98
3.2.3 L’étude de cas de la communauté d’Arviat au Nunavut.....	100
4. La stratégie comparative : entre divergences et points communs	101
4.1. Une organisation touristique différenciée	102
4.2. Une comparaison sur la grande faune emblématique.....	110
4.2.1. Le chamois : symbole des montagnes françaises	110
4.2.2. L’orignal et le caribou : symboles du Canada	112
4.2.2.1. <i>L’orignal</i>	113
4.2.2.2. <i>Le caribou</i>	115
4.2.3. L’ours polaire, un animal planétaire symbole du changement climatique	118

4.3. La place de la faune dans les territoires choisis : un gradient intéressant de mise en valeur récréotouristique.....	122
4.3.1. Le massif des Bauges : des activités récréatives dynamiques mais un tourisme faunique encore embryonnaire	122
4.3.2. La Gaspésie : un tourisme faunique bien implanté	123
4.3.3. Le Nunavut : l'aspiration d'un territoire vers le tourisme faunique	124
CONCLUSION DU CHAPITRE 3.....	124
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.....	127
DEUXIÈME PARTIE -	
L'AMÉNAGEMENT DU RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE : ORGANISATION SPATIALE, MOTIVATION DES VISITEURS ET IMPACT DES ACTIVITÉS DE CHASSE ET DE VISION	131
CHAPITRE 4 - L'ORGANISATION DU RÉCRÉOTOURISME DE CHASSE DANS L'ESPACE.....	133
1. L'organisation de la chasse locale	134
1.1. La chasse dans les Bauges	134
1.1.1. La gestion de la faune	137
1.1.2. La gestion des chasseurs.....	140
1.1.3. Des structures assurant une gestion des chasseurs et du gibier	142
1.2. La chasse en Gaspésie	145
1.2.1. La gestion de la faune.....	145
1.2.2. La gestion des territoires de chasse	149
1.3. La chasse au Nunavut : l'exemple de la chasse à l'ours polaire	152
1.4. Quelques remarques comparatives.....	154
2. L'organisation du tourisme de chasse : étude comparée France / Canada.....	157
2.1. Le tourisme de chasse en France.....	157
2.1.1. Etat des lieux du tourisme de chasse en France.....	158
2.1.2. Le tourisme de chasse dans la RNCFS des Bauges.....	162
2.2. Le tourisme de chasse au Canada.....	163
2.2.1 Le tourisme de chasse au Québec	163
2.2. Le tourisme de chasse au Nunavut.....	167
2.3. Le touriste chasseur : appréhension de l'espace et de la ressource par les touristes chasseurs	173
2.3.1. Les chasseurs touristes de la RNCFS des Bauges	174
2.3.2. Les chasseurs visiteurs en Gaspésie	177
2.4. La difficile acceptation du tourisme de chasse par les chasseurs locaux	182
2.4.1. Faire sa place quand on n'est pas « d'ici »	182
2.4.1.1. Une difficile acceptation des chasseurs « étrangers » dans les Alpes.....	182
2.4.1.2. La montée des conflits entre chasseurs locaux et non locaux sur les territoires libres en Gaspésie.....	184
2.4.2. Le refus de la transformation de la chasse en activité lucrative.....	187
2.4.2.1. Les conflits pour l'acceptation des chasses touristiques de l'ONF dans les Bauges.....	187

2.4.2.2. <i>La position ambivalente des réserves fauniques : d'un cadre spatial plutôt bien accepté à de « nouveaux clubs privés »</i>	190
3. Le tourisme de chasse une activité écotouristique ?	192
3.1. Le tourisme de chasse au Nunavut ou la construction du « conservation hunting » .	193
3.2. Le tourisme de chasse en Gaspésie et dans les Bauges	195
3.2.1. La durabilité socio-économique du tourisme de chasse	195
3.2.2. La durabilité environnementale du tourisme de chasse	197
3.2.3. La dimension éducative du tourisme de chasse	198
CONCLUSION DU CHAPITRE 4	202
CHAPITRE 5 - L'ORGANISATION DU TOURISME DE NATURE EN LIEN AVEC LES ANIMAUX	205
1. La diversification des activités autour de la faune sauvage : le développement du tourisme de nature	206
1.1. Etude diachronique de la RNCFS des Bauges : quand le tourisme de contemplation s'impose	206
1.2. La diversification de l'activité touristique au sein de la réserve faunique de Matane : le développement du tourisme d'observation à l'original	211
1.3. Le développement de stratégies touristiques : lancer l'écotourisme à Arviat	214
1.3.1. Une implantation difficile du tourisme de vision	216
1.3.2. Le développement du tourisme d'observation de la faune dans la communauté d'Arviat.....	218
2. La place de la faune dans les attentes touristiques	223
2.1. La faune, fondement du tourisme de nature ou simple élément du paysage ?	223
2.1.1. La faune : un objectif dans la visite de l'espace naturel.....	226;
2.1.2. La faune sauvage : un élément du paysage	228
2.2. L'importance de la rencontre avec la faune sauvage	231
2.2.1. L'observation de la faune charismatique	231
2.2.2. La densité d'animaux observés	232
2.2.3. La nature de l'interaction	233
3. Territoire touristique et territoire faunique : comment gérer des interspatialités ? .	234
3.1. L'observation de la faune sauvage : une activité sans conséquence pour le monde animal ?	234
3.2. Les aménagements mis en œuvre par les gestionnaires pour limiter les impacts négatifs du tourisme de vision	238
3.2.1. L'aménagement du tourisme de vision pour réguler la pression sur les habitats fauniques	238
3.2.1.1. <i>La création de zone de quiétude de la faune dans la RNCFS des Bauges</i>	238
3.2.1.2. <i>Les mesures de protection du caribou de la Gaspésie face au développement touristique</i>	241
3.2.2. Eduquer les visiteurs : les enjeux des activités d'interprétation	246
CONCLUSION DU CHAPITRE 5	252
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE	255

TROISIÈME PARTIE - LE RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE ET L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS**HOMMES / ANIMAUX : LES TRAJECTOIRES DU SAUVAGE259****CHAPITRE 6 - LES DYNAMIQUES DU SYSTÈME****RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE : ÉVOLUTION DES POPULATIONS, TRANSFORMATION DE LA RESSOURCE ET CRITIQUE DES USAGES.....261****1. Dynamique du système, impacts sur la ressource faunique et développement touristique261**

1.1. La colonisation du gibier de plaine en zone de montagne : vers une pacification possible des relations entre usages locaux et chasse touristique dans les Bauges ?263

1.2. Les transformations de la forêt gaspésienne, l'expansion de l'orignal au détriment du caribou : une mutation du tourisme ?266

1.2.1. Une dynamique de l'écosystème défavorable au caribou de la Gaspésie268

1.2.2. Une dynamique de l'écosystème favorable à l'orignal271

1.3. Changements climatiques, développement touristique et résilience des communautés : renforcer les capacités adaptatives des Inuit en élargissant l'offre touristique273

2. Patrimonialisation de la faune sauvage, conflits et dynamiques du système récréotouristique278

2.1. Trajectoire de la ressource faunique dans un environnement évolutif : vers une patrimonialisation de la faune sauvage278

2.1.1. Le caribou de la Gaspésie : un patrimoine québécois et gaspésien279

2.1.2. L'ours polaire : un patrimoine universel.....281

2.2. Les conflits autour du processus de patrimonialisation.....290

2.2.1. Les conflits autour du caribou de la Gaspésie290

2.2.2. Les conflits autour de la patrimonialisation de l'ours polaire293

3. Quelle gestion du patrimoine faunique ?296

3.1. La dialogique patrimoine faunique et mise en tourisme296

3.2. Une mise en regard de la gestion du patrimoine faunique ours polaire – l'exemple de la gestion du loup298

CONCLUSION DU CHAPITRE 6.....302**CHAPITRE 7 - DU RÉCRÉOTOURISME FAUNIQUE AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES : ENTRE TRANSFORMATION DES FRONTIÈRES ET ÉTHIQUES DE L'ENVIRONNEMENT305****1. Du sauvage au sauvage artificialisé : un jeu sur la distance.....305**

1.1. Les rapports du touriste de nature à la faune sauvage : des relations ambiguës aux grands prédateurs306

1.1.1 Voir et approcher un grand prédateur : de quel prédateur parle-t-on ?306

1.1.1.1. *L'observation des loups dans un parc de semi-liberté*3071.1.1.2. *L'observation des ours noir dans la réserve faunique de Matane*.....311

1.1.2. De l'imaginaire à la pratique : quel espace pour ces grands prédateurs ?313

1.1.2.1. *Le rapport ambigu aux loups*.....3131.1.2.2. *L'appréciation des ours par les randonneurs*.....317

1.2. La définition du sauvage : le rôle de la distance avec l'animal – une mise en regard avec les herbivores319

2. Le rapport à la chasse : quelques enseignements pour comprendre la place de l'homme face à l'animal.....	325
2.1. Un chasseur gestionnaire, jusqu'où aller pour mieux connaître l'animal ?	326
2.1.1 Une faune sauvage comptée et gérée : vers un chasseur gestionnaire contraignant le libre fonctionnement des écosystèmes	326
2.1.2. L'utilisation de nouvelles technologies pour une meilleure appréhension du sauvage	327
2.1.3. Le tourisme de chasse : une justification pour la gestion de la faune sauvage ...	328
2.2. Le point de vue des randonneurs sur la chasse.....	329
2.2.1. Les randonneurs contre la chasse	329
2.2.2. Une majorité de randonneur favorable à la chasse	330
2.2.3. Des perceptions divergentes sur la chasse ne mobilisant pas le même imaginaire du « bon chasseur »	331
2.2.3.1. <i>Différentes images du chasseur</i>	331
2.2.3.2 <i>Une chasse éthique ou des chasses éthiques : une différence de perception entre les acteurs chasseurs et les acteurs non-chasseurs</i>	333
3. Entre perceptions, représentations, pratiques et vision du monde : une diversité d'être au monde	337
3.1. Se positionner sur différents usages de la nature	337
3.2. L'importance de l'éthique portée par le territoire.....	339
3.3. Entre représentations et pratiques effectives : appréhender la complexité d'un individu	341
3.3.1. L'espace imaginé : s'intégrer dans l'espace naturel	341
3.3.2. L'espace pratiqué : se servir de l'espace naturel pour réaliser ses désirs	344
CONCLUSION DU CHAPITRE 7	348
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE	351
CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....	353
1. Interroger la notion de récréotourisme faunique	353
2. La faune sauvage révélatrice de la territorialisation des acteurs	355
3. Les interactions hommes / animaux.....	357
4. Apports et limites de la recherche comparative	358
5. Les perspectives de recherche.....	359
5.1. Mieux connaître le récréotourisme faunique.....	359
5.2. Approfondir le rôle de l'importance des contextes culturels	360
BIBLIOGRAPHIE.....	365
ANNEXES	399

TABLES DES ILLUSTRATIONS	427
Table des figures	429
Table des photos	431
Table des tableaux	433
Table des encadrés.....	433
Table des matières.....	435